

L'Action

NATIONALE

Volume LXXXVII, numéros 11 et 12, novembre/décembre 1997

*Quand même vos espérances
auraient été trompées non seulement sept fois,
mais septante fois sept fois,
ne perdez jamais l'espérance.*

Lamennais

La déportation québécoise

Deuxième partie

Rosaire MORIN
directeur de la revue

1917-1997

*Aux précurseurs,
en guise de reconnaissance
et aux héritiers
qui auront le courage de l'espérance*

Jean-Daniel Côté, Lucia Ferretti, Robert Laplante, Ronald-É. Laviolette, Michel Rioux, Paul-Émile Roy, Marc Veilleux et des hommes d'affaires ont lu le texte *La déportation québécoise*. Ils ont transmis d'excellentes remarques qui ont modéré l'ardeur et la colère de l'auteur.

À tous ma gratitude et mon amitié!

*Quand même vos espérances
auraient été trompées non seulement sept fois,
mais septante fois sept fois,
ne perdez jamais l'espérance.*

Lamennais

La déportation québécoise

Deuxième partie

Rosaire MORIN
directeur de la revue

XI. Annexes	114
XII. Les annexes	115
XIII. La table des matières	117

Nous exprimons notre sincère gratitude aux personnes qui ont collaboré à la réalisation de la *Déportation de l'épargne*, deuxième partie. Nous avons pu bénéficier de la collaboration enthousiaste et efficace d'une vaillante équipe.

Laurence Lambert, adjointe au directeur de la revue, a réalisé les graphiques, une partie des tableaux, les travaux de mise en page, de correction et de recherche d'identification des gestionnaires, conseillers, comptables, etc.

Denise Joyal a localisé les titres, dirigé la recherche et vérifié les rapports des fonds.

Claire Caron a compilé les placements dans les entreprises, relevé les sociétés filiales des banques, établi l'imbrication des banquiers dans les entreprises et produit les tableaux et annexes des revenus, actifs et employés des entreprises identifiées dans le *Financial Post* 500 de juin 1997.

Sylvie Chagnon et Régine Lebourhis ont rédigé et dactylographié l'ensemble des rapports de tous les fonds mutuels.

Jean-Marie Pesci a vérifié les placements des sociétés dans les banques et les fonds mutuels.

Yves Fortin a accompli une diversité de tâches multiples: impression, classification et divers travaux de recherche.

Marie-Laure Prunier, directrice du secrétariat, a réalisé la correspondance avec l'ensemble des présidents des divers secteurs financiers impliqués dans la recherche. Elle a assumé divers travaux de coordination.

À tous, ma cordiale reconnaissance.

Sommaire

I. Un chantier plein d'embûches	9
II. Les réservoirs de capitaux	24
III. L'importance des fonds mutuels	95
IV. Les placements des fonds mutuels	124
V. L'anormalité anormale	209
VI. Les répercussions	244
VII. Les objecteurs	282
VIII. « Il n'y a pas de projets »	305
IX. Un plan de développement	378
X. Conclusion	414
XI. Annexes	419
XII. Les annonceurs	535
XIII. La table des matières	557

En hommage aux éclaireurs

Joseph-Papin Archambault

Omer Héroux

Édouard Montpetit

Lionel Groulx

Esdras Minville

André Laurendeau

Richard Arès

François-Albert Angers

Jean Genest

Patrick Allen

et aux 1 500 collaborateurs de *L'Action nationale*

*La cigale, ayant chanté
Tout l'été,
Se trouva fort dépourvue
Quand la bise fut venue.*
La Fontaine

La déportation québécoise

Deuxième partie

L' Action nationale est une revue d'idées. Une revue de combat. Elle analyse des faits. Elle en dégage des leçons pour l'avenir. Elle intervient dans tous les domaines de la vie collective: culture, éducation, vie sociale, économie et politique. Dans la vie d'un peuple, il n'y a pas de démarcation tranchée entre chacun de ces domaines.

La revue « a trop le sens des réalités pour ne pas attacher aux problèmes économiques l'importance qui leur convient. De ces problèmes, l'épargne et son emploi sont l'un des plus intéressants »¹. C'est pourquoi la revue s'est toujours « intéressée » à l'épargne. Aujourd'hui, plus que jamais, parce que l'heure est grave, *L'Action nationale* est engagée, corps et âme, dans ce chantier. Elle conduit une enquête dans tous les secteurs financiers. Elle entreprend l'inventaire de tous les réservoirs de capitaux. Elle est persuadée que « *le capitalisme a mieux à faire que d'entasser des richesses et qu'il a un rôle social à jouer* » (Esdras Minville).

L'Action nationale n'est pas une grande revue. Son influence est limitée à l'action de ses lecteurs. Elle veut jeter aujourd'hui une faible lueur sur l'avenir du Québec. C'est l'espérance qui ins-

1. J.-N. Cabana, *Pour nous et chez nous*, *L'Action française*, janvier 1917, 226.

pire nos réflexions et nos propositions. Nous voulons, selon le mot de Talleyrand, avoir de l'avenir dans l'esprit.

Certains fédéralistes nous ont reproché le caractère politique d'un débat économique et social. Pour maintenir un maximum d'unité autour de nos objectifs, il conviendrait, disent-ils, de faire comme *Desjardins* lors du référendum : se taire. Mais se taire, c'est accepter le *statu quo*. C'est la parole sans bruit, en silence. Pour nous, le problème est global. Le social, c'est l'âme. L'économie, c'est l'œil. La politique, c'est la bouche. Rien n'est séparable. Chaque partie forme le tout. *L'Action nationale* n'est pas indépendantiste comme certains. Souverainiste pendant le sommeil. Elle est indépendantiste le jour et la nuit, sept jours par semaine, 365 jours par année. « Nous ne sommes pas assez nombreux pour nous reposer », comme aimait à le dire Édouard Montpetit.

La présente publication a pour but d'informer les lecteurs, la presse écrite et parlée, les syndicats, les entreprises, le gouvernement et la population sur la déportation de l'épargne québécoise. L'objectif est de redresser une situation scandaleuse. L'épargne québécoise doit d'abord contribuer au bien-être des épargnants. Or, pour assurer leur aisance et leur bonheur, ce bien-être doit coïncider avec le développement du Québec.

Le dossier d'aujourd'hui précise le champ de la recherche. Il présente d'abord la taille des réservoirs de capitaux. Il analyse le secteur des fonds mutuels, leur importance, leurs placements et leur gestion. Sous le titre *L'anormalité anormale*, il dévoile le visage des maîtres de l'économie. Les répercussions de la déportation de l'épargne sont exposées dans les domaines économique, culturel, social et politique. Il sera aussi question de l'ultra-libéralisme et du capital étranger qui font dire à M. Gilles Soucy, l'économiste en chef de *Desjardins*, « *qu'il n'y a pas de carence de capitaux au Québec* ». Le travail se terminera par des propositions concrètes.

I.

Un chantier plein d'embûches

1. La crise de l'information	12
2. Le déni de l'information	13
3. L'incurie gouvernementale	16
4. Les objecteurs de conscience	19
5. La pénurie des ressources	21

*Hélas on voit que de tout temps
les petits ont pâti
des sottises des grands!*

La Fontaine

Le mal québécois : la surprenante déportation de l'épargne

L'avenir des Québécoises et des Québécois dépend de la maîtrise de leur économie. Or cette maîtrise, ils ne l'ont pas. « Mais là n'est pas le plus grand mal. Le plus grand mal et le danger le plus grand résident dans l'usage que l'on fait, et que nous laissons faire, du fruit de notre économie – outil puissant, créateur de richesse nouvelle, que nous laissons utiliser au profit des autres, alors que logiquement il devrait nous servir¹ ».

Le Québec est riche. Très riche. Il possède assez de capitaux et de ressources pour un développement idéal. Mais une large partie des richesses est exploitée au bénéfice d'entreprises étrangères et la masse de l'épargne populaire est dispersée à travers la planète. L'étude des portefeuilles des entreprises financières est très troublante. Les titres québécois y brillent par leur absence.

La situation est anormale. Les institutions financières déportent l'avenir québécois. Elles déportent plus de **deux cents milliards de dollars**. Elles financent, sans contrôle, des entreprises ontariennes, albertaines, américaines, européennes, asiatiques.

Cette hémorragie n'a jamais inquiété le gouvernement du Québec. Elle n'empêche pas les hommes politiques de dormir

1. J.-N. Cabana, *Pour nous et chez nous*, *L'Action française*, janvier 1917, 226-227.

d'un profond sommeil. Elle ne provoque même pas un frisson chez les poètes et les intellectuels. Elle reçoit la bénédiction des banquiers. Le rendement du capital serait supérieur en dehors du Québec. C'est loin d'être certain. C'est même contestable. Les *gardiens de l'argent des autres* éparpillent et émiettent l'avenir québécois aux quatre vents de l'univers.

La gestion de l'épargne québécoise est catastrophique. Elle se traduit au Québec en chômage, en pauvreté. Elle crée des emplois sous d'autres cieus. Elle finance des entreprises extérieures qui, souvent, viennent concurrencer les sociétés d'ici. Cet état de dépendance, la revue le dénonce depuis 80 ans. Or, le Québec moderne est encore asservi. La population francophone est encore vassalisée et marginalisée. Elle ne fixe pas elle-même ses finalités.

L'enquête sur l'épargne n'est pas facile. Mais elle pénètre au cœur du problème. Elle l'étudie en profondeur. Elle l'analyse sous tous les angles. Elle le situe dans l'avenir du peuple québécois. Des éléments de solutions durables sont proposés.

Au cours des prochaines années, au rythme de ses ressources, la revue examinera les activités des banques, des fonds mutuels, des caisses de retraite, des caisses populaires, des compagnies d'assurances, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêts et de crédit, des sociétés d'épargne et des compagnies de finance. Elle analysera la gestion, les normes de placement et les conséquences qui en découlent sur le destin du peuple québécois.

*Il m'a dit qu'il ne faut jamais
Vendre la peau de l'ours
Qu'on ne l'ait mis par terre*
La Fontaine

I. Un chantier plein d'embûches

Le calendrier du chantier de l'épargne n'est pas déterminé avec la précision souhaitée. La progression des travaux dépend de la capacité du bénévole. La revue ne vit pas de la générosité d'un mécène. Millionnaire d'idées, elle est pauvre d'argent, comme Job. Elle espère produire un rapport sur les caisses de retraite et sur les assurances au printemps 1998. Les analyses faites à ce jour décèlent une tendance lourde: près des trois quarts des portefeuilles de placements des entreprises financières seraient investis hors Québec. La même courbe est observée dans tous les chantiers entrepris. La maladie de la mondialisation se généralise. Les promesses annoncées se traduisent en la concentration de la richesse et en appauvrissement des classes populaires.

*Les octobres rouges
font partie de notre culture québécoise*
Guy Leblanc

1. La crise de l'information

L'analyse des placements dans les assurances et les caisses de retraite avance moins rapidement que souhaité. C'est par la porte

d'en arrière que nous obtenons les portefeuilles. Ces documents sont ultra-secrets, confidentiels, occultes. C'est de la cachoterie.

Même les gestionnaires des *caisses* du secteur public jouent en catimini, en tapinois. Ils n'ont pas conscience d'administrer un bien public. Ils nous refusent la consultation de leurs portefeuilles de valeurs. Certains se limitent à divulguer la répartition de leurs titres. D'autres répondent que leur caisse est gérée par un fonds mutuel ou par une compagnie d'assurance. Des greffiers se refusent. Des maires se défilent. Les gestionnaires des sociétés financières et des entreprises industrielles répondent très rarement à nos lettres. La Caisse de dépôt s'est limitée à une offre de répartition de l'actif des caisses de retraite qu'elle gère.

Des avocats de caisses nous ont précisé que le comité de retraite ne relève pas de l'organisme public et qu'il ne peut être considéré comme tel au sens de l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents publics. Il nous faudrait aller devant un juge de la *Cour du Québec* pour faire réviser une telle décision et en assumer les frais et délais.

Une caisse nous a aussi transmis la réponse suivante:

« Unfortunately it is written in French and I am sorry to say that I am unable to translate it into English. If you would please translate it in English we will be able to respond to your letter ».

*C'est comme cela que se pratique
la désinformation tranquille.*

2. Le déni de l'information

Le gouvernement du Québec n'aurait pas en mains les portefeuilles des caisses de retraite, des sociétés d'assurances, de fiducie et d'épargne. C'est du moins l'information transmise. Cette nouvelle est assez bouleversante. On sait que l'Inspecteur général

des institutions financières vérifie annuellement les caisses populaires dont l'actif moyen est de 41 millions \$. Et on négligerait d'examiner et de contrôler l'état financier de sociétés qui transigent des milliards de dollars? Le fait est inconcevable! Incroyable! Des milliards de dollars sont en jeu. Le développement et l'avenir du Québec ne sont-ils pas intimement liés à l'économie financière?

Comment se peut-il que l'Inspecteur général des institutions financières n'ait pas l'autorité sur l'investissement de l'épargne populaire? Il n'aurait aucune compétence sur des sociétés financières qui gèrent des milliards de dollars? Mais, au fond de l'histoire, serions-nous plus avancés et mieux protégés s'il avait ce mandat de surveillance? Il faudrait que l'information soit accessible.

Or, à une demande de renseignements sur les sociétés de fiducie, la *Directrice générale de la Direction générale de l'administration et des entreprises de L'Inspecteur général des institutions financières Québec* nous répondait 106 jours plus tard que

« Dans leur ensemble, ces états annuels réglementaires ne sont pas produits sur une base territoriale. Il nous est donc impossible de distinguer les résultats québécois de ceux du reste du Canada pour l'ensemble des données fournies par les sociétés détenant un permis d'opération au Québec. Dans cette veine, l'article 15 de la Loi sur l'accès aux documents d'organismes publics et sur la protection des renseignements personnels stipule: « Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements ». En définitive, puisque les renseignements que vous demandez n'existent pas comme tels dans notre organisme, nous ne pouvons accéder à votre demande ».

Et madame la Directrice ajoutait une autre perle:

«Les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne nous fournissent ces dernières données, par province, dans deux annexes aux états annuels, en vertu des articles 293 et suivants de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne. Or, l'article 395 de cette loi stipule :

« 395. Aucune personne employée par le gouvernement ou autorisée par l'inspecteur général à exercer des pouvoirs d'inspection ou d'enquête ne doit communiquer ou permettre que soit communiqué à qui que ce soit, un renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi ou d'un règlement pris par le gouvernement pour son application ni permettre l'examen d'un document produit en vertu de ceux-ci sauf dans la mesure où elle y est autorisée par l'inspecteur général.

« Malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), seule une personne autorisée généralement ou particulièrement par l'inspecteur général lui-même a accès à un tel renseignement ou document ».

« L'Inspecteur général considère que ces données doivent demeurer confidentielles pour des raisons de concurrence et, conséquemment, en refuse l'accès, comme la loi le lui permet ».

Voilà la réponse que nous avons reçue à une demande de renseignements, 106 jours après la date d'envoi de notre lettre! Voilà pour la transparence! La limpidité a des yeux obscurs. L'ensemble des démarches pour obtenir de l'information a constamment abouti à un cul-de-sac. Pas de lumière sur des sujets d'intérêt public. Certaines officines gouvernementales ressemblent à des sociétés secrètes.

*Les lois les plus utiles
dans un État qui veut être libre
sont celles qui maintiennent les citoyens dans la pauvreté.*

Machiavel

3. L'incurie gouvernementale

Le laisser-aller n'est pas de la négligence. C'est une incurie coupable et dangereuse. C'est une faute grave. Une tragique lacune qui subsiste depuis trop longtemps. Le Québec de la révolution tranquille souffrait déjà de cette inquiétante attitude qui consiste à se fermer les yeux. La déportation de l'épargne existait dès les premières années de la garde montante. Les gouvernements de l'époque pratiquaient déjà la suprême ouverture vers le monde. Les Québécois ont cette habitude, écrivait jadis Paul-André Comeau, de se décider lentement. Mais, lorsqu'ils prennent le train, ils dépassent hélas trop souvent la gare.

Comment peut-on expliquer que les ministres des Finances qui se sont succédé depuis Paul Dozois n'aient pas pris conscience d'une déportation grandissante de l'épargne populaire? Plus de 200 milliards de dollars d'épargne québécoise sont dispersés à travers la planète. N'est-ce pas un problème pour le ministère de l'Économie et des Finances?

En octobre 1996, suite à l'étude de la revue sur l'exode des fonds mutuels, le ministre Bernard Landry déclarait: «*Il faut mettre cela dans le contexte global que le Québec est un importateur net de capitaux. C'est vrai qu'on en déporte, mais on en importe plus encore*»² Pour sa part, la critique libérale en matière de finances, madame Monique Gagnon-Tremblay, trouvait le moyen de parler de *stabilité politique*. Tous les chemins mènent à Rome. Quelques jours plus tard, le ministre Landry forme un comité sur

2. Gérard Bérubé, *Le Devoir*, 12 octobre 1996, c.6.

l'exportation des capitaux. Jean Campeau en est le président. Le temps a passé. Le rapport n'est pas encore produit à la date du 19 octobre 1997.

On entend parfois parler de l'effort du gouvernement qui a mis en place dans les dernières années des mesures visant à renverser cette situation. Il est question de la promotion de Montréal comme place financière au Canada. Un bon matin, la création de Placements Québec devient la promesse de jours meilleurs. Placements Québec permettra d'offrir de nouveaux produits d'épargne aux Québécois qui peuvent ainsi contribuer à l'autonomie financière du Québec ». La communication observe qu'il est donc étonnant de voir les gestionnaires de portefeuilles se priver de rendements additionnels en n'investissant pas dans les obligations québécoises ».

Une phrase permettait d'espérer: « Nous entendons continuer à travailler auprès des divers agents économiques pour leur faire prendre conscience des bénéfices qu'ils pourraient tirer d'un investissement au Québec ». Après une année d'activités, *Placements Québec* a accouché d'une souris: un milliard \$ et quelques poussières.

Le 3 juillet 1997, le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, monsieur Bernard Landry, a émis un communiqué de presse dont voici un extrait:

« Le vice-premier ministre a en outre annoncé qu'il entend miser sur des mesures à caractère incitatif pour accroître la détention de titres du Québec par les investisseurs institutionnels... D'autre part, pour donner suite à l'annonce faite dans le dernier Discours sur le budget concernant la transparence des organismes des secteurs public et parapublic en matière de placement, le ministère des Finances consultera un certain nombre de ces organismes sur les moyens que ceux-ci proposent prendre pour rendre publique la répartition de leur portefeuille de placements. Les organismes visés sont les caisses de retraite du gouvernement, des sociétés d'État, des réseaux

de la Santé et de l'Éducation, des municipalités et des autres organismes locaux. Par ailleurs, les analyses se poursuivent au ministère des Finances pour évaluer les formules de divulgation possibles».

Il faut remarquer les termes. Ce sont les seuls organismes du secteur public qui, eux-mêmes, proposeront les moyens de *rendre publique la répartition de leur portefeuille de placement*. La «répartition» est déjà définie: «obligations canadiennes, actions canadiennes, titres étrangers, hypothèques et valeurs immobilières». Dans cette entourloupette, la statistique officielle ne saura jamais quelle est la somme placée au Québec. La citoyenne et le citoyen ignoreront dans quelles entreprises et dans quelles régions les épargnes auront été déportées.

En outre, le ministre vise à peine un sixième de la masse de l'épargne populaire. Et il limite son intervention à la *détention de titres du Québec par les investisseurs institutionnels*. Le développement de l'économie ne se limite pas aux seuls besoins financiers du gouvernement. L'attitude déconcerte. Michel Vastel exprimait sans réserve son étonnement:

«On a le droit de s'étonner qu'un ministre souverainiste ne s'inquiète pas davantage du fait que la marge de manœuvre financière de son gouvernement dépend des financiers de Tokyo, Francfort, Londres ou New York. Il y a là une logique qui m'échappe³».

*Séraphin ne possédait pas l'or;
mais l'or le possédait.*

3. Michel Vastel, *La fierté de l'avoir*, *Le Soleil*, 7 octobre 1996, p. 84.

4. *Les objecteurs de conscience*

Les ultra-libéralistes, qui approuvent le laisser-aller, répercutent l'écho de Wall Street et de Bay Street. *La Presse* des 21 et 22 mars 1997 en a regroupé quelques représentants.

Le 21 mars 1997, le journaliste Miville Tremblay prenait la parole dans la première page de *La Presse*. Il traite du rapport Campeau. Le rapport n'est pas écrit. Mais il faut le détruire avant qu'il ne soit rédigé. Un fonctionnaire anonyme du ministère des Finances en a ainsi décidé.

Et le journaliste Tremblay joue le jeu. Il torpille le rapport Campeau. Il introduit des artifices dont l'objet est de discréditer une recommandation future. L'artillerie lourde est déployée: Canagex à Toronto; exclusions des Bank of Montreal, Royal Bank, Seagram; profil libre-échangiste du ministre Landry... C'est la chanson ressassée dont le refrain est usé.

Le procédé relève de la manipulation. Au lieu d'un débat vivant sur la déportation de l'épargne, le journaliste impose la pensée unique du propriétaire de *La Presse* déménagé dans le village global depuis plusieurs années. Son lieu de domicile est identifié par son *Investors Group* qui, en 1996, a placé, sur 24,5 milliards de dollars d'actifs, la microscopique somme de 4,3 millions de dollars dans le gouvernement, l'Hydro-Québec, les municipalités, les universités, les cégeps et les commissions scolaires du Québec. La proportion est de 0.00017 %.

Le journaliste Miville Tremblay est revenu à la charge le lendemain, 22 mars. Il présente huit témoins de la Couronne. Les représentants de la finance, à l'exception de M. Lacoste, grimpent dans les rideaux. Des extraits de l'article de M. Tremblay

seront plus loin reproduits. L'enjeu était pourtant logique. Que demandait M. Campeau?

« Le gouvernement fédéral accorde un report d'impôt pour les REÉR et les caisses de retraite. En retour, il exige que 80 % des placements se fassent au Canada. Québec, à qui on paie autant d'impôt, accorde le même privilège; n'est-il pas normal qu'il exige que la moitié des placements canadiens se fassent au Québec?

En deux temps et trois mouvements, le journaliste de *La Presse* a torpillé le *Rapport Campeau* qui n'était même pas rédigé. En relisant les objections, on observe que certains ont rapidement conduit des enquêtes. Pour sa part, *La Presse* annonçait un sondage. La manipulation était complète. Le débat était terminé. Le ministre pouvait respirer. Le rapport est toujours attendu.

Monsieur Gilles Soucy, économiste en chef de Desjardins, et huit témoins sont partisans de la libre circulation. Mais leur idéologie ne se soucie pas du développement du Québec. Plus de 200 milliards \$ d'épargne québécoise sont placés en Ontario, Alberta, États-Unis, Asie, Europe... Les Québécoises et les Québécois financent des entreprises étrangères et, au même moment, le nombre des personnes sans emploi augmente en terre québécoise.

L'idéologie néo-libérale n'est pas toujours rentable. En 1996, les fonds mutuels canadiens avaient placé 1,7 milliard \$ dans les obligations du gouvernement du Québec et 42,5 milliard \$ dans celles du Canada, dont le rendement est inférieur. Ils ont placé 0,7 % dans les obligations du gouvernement du Québec et 18 % dans les obligations fédérales. Les analyses dans les caisses de retraite et les assurances démontrent le même déséquilibre.

L'idéologie néo-libérale inspire l'ensemble des sociétés financières. Peut-on vraiment présenter le néo-libéralisme comme un choix indiscutable? Comment oublier l'impact négatif

tif de la déportation de 200 milliards \$ d'épargne québécoise? Devrait-on s'abstenir de réfléchir aux répercussions d'un tel phénomène sur la culture, sur la vie sociale et sur l'économie du Québec?

À écouter les néo-libéralistes, on croirait assister à un véritable déclin de la parole. La parole est irremplaçable pour le progrès de la civilisation. Mais la parole ultra-libéraliste se déploie dans un vide total de réflexion et de culture. Elle n'a pas de racine. Elle n'exprime plus les raisons du destin. La démocratie de la parole disparaît. Et les choix collectifs n'ont plus de sens!

L'Action nationale luttera toujours contre le déclin de la parole, l'abdication de la réflexion dans le meilleur intérêt collectif. Devant la puissance de la communication contrôlée, mon petit-fils Mathieu ne croit plus que nous vivons sous un régime de liberté d'expression. La manipulation d'un rapport, c'est la manipulation des esprits. Et, de tous côtés, la population est irradiée par la propagande néo-libérale. Cette parole manipulatrice est violente. Elle ne respecte ni celui qui la prononce, ni celui qui l'entend.

*L'enjeu suprême est la compétition
pour l'esprit des hommes*

Woodrow Wilson, président des USA en 1917

5. La pénurie des ressources

Les ressources matérielles de *L'Action nationale* sont infimes, infinitésimales. Le ministère de l'Économie et des Finances nous a accordé la somme faramineuse de 30 000 \$ pour nos recherches et publications de 1995. En Commission parlementaire, le député Chagnon a insinué *qu'il y aurait un mot pour décrire le type d'octroi que reçoit M. Morin, ça serait peut-être du patronage*. Pauvre député!

Les abonnés et les annonceurs sont nos véritables bailleurs de fonds. Le chantier se poursuivra. Comme Félix Leclerc, nous avons *dix savanes à nettoyer et une ville à faire avant la nuit*.

Nous continuerons à nous inquiéter de l'appauvrissement de la société québécoise. L'arlequinade du député Chagnon nous amuse. La réflexion de Gérard Bérubé, du *Devoir*, nous invite à poursuivre nos travaux:

« L'auteur du dossier-choc sur la déportation de l'épargne québécoise a posé un diagnostic à la fois juste et gênant. Il a lancé un cri du cœur... pour sensibiliser. « Si on peut faire ne serait-ce qu'un petit pas en avant, ce sera cela de gagné »⁴.

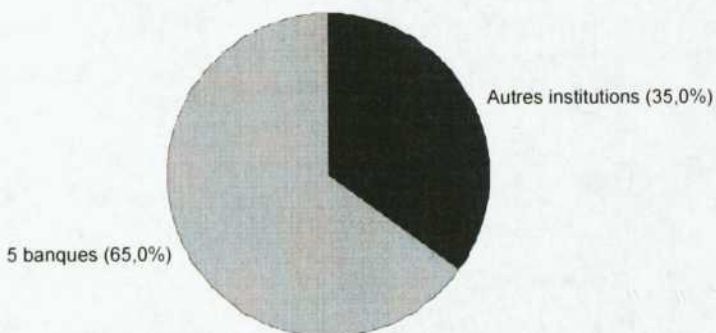
4. Gérard Bérubé, *Le cri du cœur de Rosaire Morin*, *Le Devoir*, 12 et 13 octobre 1996.

II.

Les réservoirs de capitaux

1. Les marchés financiers	29
A. La Bourse de Montréal	30
B. Les valeurs mobilières	32
2. Les banques	36
3. Les caisses de retraite	48
4. La Caisse de dépôt et placement	60
5. Les caisses populaires	68
6. Les assurances de personnes	73
7. Les assurances de dommages	79
8. Les sociétés de fiducie	82
9. Les sociétés d'épargne	86
10. Les compagnies de finance	87
11. Les fonds d'investissement	90
12. Les fonds mutuels	92

Les institutions de dépôt



Les cinq banques
1 078 160 millions \$

Autres institutions
736 860 millions \$

*“Les cinq plus grandes banques canadiennes totalisent 65 % des actifs en dollars canadiens de toutes les institutions de dépôt du Canada”
et en outre, contrôlent un grand nombre d'entreprises financières **

* Revue de la Banque du Canada, printemps 1997, 14.

*La sécurité de vieillesse
dépendra-t-elle de la volatilité
des bourses de Tokyo et de Hong Kong?*

*L'argent vient-il comme il s'en va ?
Je n'y touchois jamais. – Dites-moi donc, de grâce,
Reprit l'autre, pourquoi vous vous affligez tant,
Puisque vous ne touchiez jamais à cet argent :
Mettez une pierre à la place,
Elle vous vaudra tout autant.*

Jean de La Fontaine

II. Les réservoirs de capitaux

Les Québécoises et les Québécois sont riches. Ils sont riches, à un point qu'ils ne soupçonnent pas et pour un temps qu'ils croient infini. Mais le malheur, et il est grand, c'est que les entreprises financières déportent les épargnes populaires. Tous les ruisseaux coulent vers les grandes rivières et les gardiens des écluses ont ouvert les vannes qui retenaient sagement l'épargne du temps et des forces. Le vent de la mondialisation a dispersé le fruit québécois du travail aux quatre coins du globe. L'avenir québécois est confié aux manieurs d'argent de Toronto, de New York et de Tokyo. Il ne nous appartient presque plus.

Le destin du peuple québécois est incertain, hypothétique. Il est livré à la providence universelle d'hommes que la passion rend aveugles. La sécurité de notre vieillesse dépend désormais du rendement des bourses lointaines. La faillite d'une banque britannique et la débâcle de la bourse japonaise affecteront les revenus des familles québécoises. Certains gestionnaires de l'épargne québécoise ont une telle ferveur pour la gestion exotique qu'ils expriment une méfiance absolue dans l'économie du Québec. Ils n'ont pas confiance en eux-mêmes. Ils n'ont pas confiance dans le Québec.

Vraiment ils sont malades. Ils ont des lourdeurs dans le ventre. Ils ont le ventre ballonné, très ballonné. Visiblement, de

leur hauteur, ils ne voient plus leurs pieds posés sur le sol québécois. Ils ont oublié les Appalaches, les Laurentides, Mistassini, Saint-Louis du Ha! Ha! et le golfe Saint-Laurent. Ils aperçoivent ce qui est au-delà des océans. Ils éprouvent de la misère à vivre au Québec. Pourront-ils retrouver le sens du devoir et de la solidarité? Le Sénokot, le Prodiem, l'Agobyl et l'Agarol guérissent cette maladie infectieuse de la mondialisation qui étourdit et fait perdre conscience. Cette épidémie les empêche de voir le potentiel du pays. Ainsi naissent la contagion de la fuite de l'épargne et l'invasion du capital étranger.

En 1997, le Québec possède une somme enviable de capitaux liquides. Les épargnants détiennent la source de ce trésor. *L'épargne seule*, disait Montpetit, *n'est pas féconde : elle doit s'unir à l'industrie et chercher la sécurité d'un placement sérieux. Il faudra donc drainer, canaliser les capitaux vers nos champs d'action.* Et nos champs d'action ne sont pas situés en territoire éloigné, sur des rives lointaines. L'épargne est la ressource principale sur laquelle le peuple peut compter pour conquérir sa libération économique et sa liberté politique. Cette tâche de l'indépendance, si nous ne la réalisons pas maintenant, personne ne l'accomplira à notre place. Et l'indépendance, c'est une question nationale, c'est une question économique. Ce n'est pas une question péquiste.

Dans ce chapitre, nous étudions la taille des institutions financières. Nous analysons la place des entreprises québécoises et francophones dans les marchés financiers: bourses, valeurs mobilières, banques, caisses de retraite, Caisse de dépôt et placement, caisses populaires, assurances de personnes et de dommages, sociétés de fiducie, d'épargne, de finance, d'investissement et de fonds mutuels.

*Nous sommes parfaitement mal renseignés
sur le présent et sur l'avenir.*

Trois données

Le lecteur prendra connaissance des dépôts, primes ou actifs des secteurs qui font l'objet de l'enquête. Il observera que les sociétés ontariennes et étrangères se promènent allégrement dans le paysage québécois. Quelques noms illustrent la suprématie ou la domination torontoise: Bank of Montreal, CIBC, Mackenzie, ManuLife, Royal Bank, Royal Trust, Scotia, Sun Life, Toronto-Dominion, Trimark... Les Québécoises et les Québécois confient plus de la moitié de la gestion de leurs épargnes à des entreprises dont le centre de décision est situé hors Québec.

Le deuxième fait saillant est le placement du capital. Le problème n'est pas celui du volume. Il réside dans l'usage qui en est fait. Nos épargnes nous échappent. Les gestionnaires de l'épargne québécoise placent plus de 200 milliards\$ en dehors du Québec. Sous le prétexte incertain d'un rendement immédiat plus élevé, ils investissent dans d'autres contrées. Vers d'autres provinces. Vers les États-Unis. Vers l'Asie. Vers l'Europe. Ils investissent même dans des marchés émergents avec l'espérance d'une récolte abondante à l'automne de l'an 2001. Ils reprochent même aux Québécois de ne pas avoir de projets aussi rentables que ceux de la Malaisie et de l'Irlande du Nord, où M. Laurent Beaudoin ne craint pas l'instabilité politique. La masse de ces capitaux déportés pourrait jouer un grand rôle dans l'économie québécoise.

Des faits têtus sont là, indéniables, impitoyables. Notre épargne et surtout ceux qui la gèrent jouent contre nous.

En troisième lieu, notre enquête examinera la gestion de l'épargne québécoise. La majorité des conseillers et des gestionnaires habitent en d'autres provinces et pays. Leurs priorités ne servent pas le développement québécois. Dans le contexte actuel,

l'exécution de notre « bête noire » consiste en grande partie dans la canalisation des épargnes vers les institutions financières québécoises. Ce n'est pas qu'elles soient sans reproches. Leur conservatisme est légendaire. C'est qu'il nous sera plus facile de convaincre, sinon de contraindre les financiers d'ici à investir dans le développement du Québec. Là, réside la solution du problème.

Ne l'oublions pas, l'épargne du peuple passe massivement par les institutions financières. Ces centres de décision gèrent ordinairement comme s'ils étaient les propriétaires de l'épargne populaire. Leurs pouvoirs sont immenses et parfois tyranniques. La masse considérable des dépôts ou des primes qu'ils encaissent et des actifs qu'ils gèrent leur confère pratiquement l'orientation de l'économie québécoise. Ils sont en mesure de façonner l'avenir. Notre avenir. Avec notre argent. Mais à leur façon. Et selon leurs intérêts.

Le problème fondamental réside dans la canalisation de l'épargne au service des épargnants. Or, l'appétit insatiable des entreprises financières et des gestionnaires s'oppose souvent et diamétralement au bien-être de leurs déposants. C'est pourquoi il est urgent d'établir des mécanismes de contrôle sur notre argent, pour qu'il serve les besoins et les priorités des gens d'ici.

Voilà pourquoi *L'Action nationale* insiste pour que le Gouvernement du Québec cesse de tergiverser ! Le temps est à l'action. Les entreprises financières doivent être aussi limpides que les fonds mutuels. Elles doivent afficher publiquement leurs états financiers et leur portefeuille de placement. Cette transparence ne nuit pas aux fonds mutuels. Au contraire, elle stimule, elle motive. Pourquoi en serait-il autrement dans les autres secteurs financiers ?

Le gouvernement doit imposer la divulgation publique des états financiers et des portefeuilles de valeurs. Il doit obliger les sociétés financières à cette transparence. Il ne s'agit pas de révéler

ces renseignements à un quelconque ministère. Les gouvernements québécois sont coupables de l'exportation de l'épargne.

Ou ils ignorent la situation déplorable de la déportation ou ils cachent volontairement un état de fait intolérable.

Toutes les entreprises financières qui font affaire au Québec doivent rendre publics leurs états financiers et leur portefeuille d'affaires québécoises dans les trois mois de la fin de leur exercice. L'épargne n'appartient pas aux entreprises. Elle n'est pas la propriété du gouvernement. Elle est le bien du peuple. C'est aux épargnants qu'il faut rendre les comptes. Le sacro-saint secret du système financier est antisocial.

*Cela n'existe pas des fleurs
qui refusent de fleurir;
des rigoles de rigoler;
des outardes d'outrepasser*
Pierre Perrault

1. Les marchés financiers

La moitié du monde vit dans le village global; l'autre moitié en Gaspésie. Les Gaspésiens ont peine à joindre les deux bouts. Les transactions sur Internet, l'Accès D et les services EDI de Desjardins ne les aident pas. La majorité d'entre eux n'ont pas l'Internet. Ils n'ont pas de documents à échanger. Ils vivent dans la désespérance avec l'espoir de s'en sortir. Ils vivent dans un pays qui n'a pas de nom.

Les grands financiers de ce monde, eux, n'ont pas de pays. Ils dorment dans l'international. Ils déjeunent à Wall Street. Ils dînent à Tokyo. Ils brassent des affaires. Ils jouent à la bourse. Ils négocient 24 heures par jour. Ils transigent 3 000 milliards \$US

par année. À chaque minute, ils calculent les profits. La seconde qui suit doit rapporter davantage. Le rendement à court terme et la liquidité deviennent l'essentiel, surtout pour justifier leurs primes et leurs salaires indécents.

*Les cours de la Bourse
sont affaires d'opinion.*

*Ils reflètent les idées,
les imaginations sombres ou riantes.*

Bainville

A. La Bourse de Montréal

Le Québec doit vivre la modernité, l'appriivoiser et l'humaniser. La Bourse de Montréal a relevé en partie ce défi. Elle s'est adaptée aux règles du jeu en axant ses services sur le progrès des entreprises québécoises. Elle n'a pas si mal réussi. Elle occupe le 11^e rang au palmarès mondial. Elle a certes perdu du poids devant la Bourse de Toronto. Le Québec est lui-même responsable du recul.

La valorisation de la Bourse de Montréal passe par une stratégie adaptée aux conditions nouvelles du marché. C'est le message que transmettait le président Gérald Lacoste à *L'Action nationale*.

« Depuis deux ans, l'équipe de la Bourse a multiplié les efforts pour la rapprocher des dirigeants d'entreprises, des spécialistes de la finance, des grandes institutions, des universitaires et des professionnels de tous les secteurs au Québec. Tous les jours, on tente de mieux faire connaître la Bourse de Montréal, son fonctionnement, son rôle auprès des entreprises québécoises ainsi que les rouages des marchés des actions et des produits dérivés.

« Le but: faire apprécier un important fleuron de la communauté québécoise, c'est-à-dire un marché d'envergure internationale où s'échangent des actions, des options et des contrats à terme. Ensuite, inciter les leaders du monde des affaires à se

servir de la Bourse comme levier financier de première importance.

« Les entreprises qui évoluent dans des activités de pointe sont les premières visées par cette offensive de séduction. La raison est évidente. Ne serait-ce que dans les secteurs des biotechnologies et des technologies de l'information, on a vu la valeur des actions plus que tripler depuis cinq ans. De plus, comme l'affirmait récemment un quotidien montréalais, le milieu québécois de la création de logiciels, qui compte pas moins de 500 entreprises, est le plus dynamique qui soit. Plusieurs de ces entreprises sont déjà mûres pour une inscription à la Bourse de Montréal »¹.

La Bourse de Montréal évolue avec la transformation du marché. Les mutations sont si rapides que personne ne peut prévoir la position exacte de l'industrie boursière dans dix ans. La croissance montante des banques, des fonds mutuels et des caisses de retraite nécessite des adaptations continues.

Pour occuper la place qui lui revient, la Bourse de Montréal vise à offrir l'accès électronique le plus avantageux au coût minimum. Elle développe avec innovation les options et les contrats à terme que la volatilité des marchés financiers a développés à un rythme accéléré.

Les gens d'affaires et de professions doivent participer à la réussite de la seule bourse québécoise. Ce lieu d'expertise unique est au service du Québec. Il représente un tremplin pour accéder aux marchés mondiaux. Aux gens d'ici de saisir la chance. C'est l'espoir du président de la Bourse.

« La croissance de la bourse montréalaise passe par une prise de conscience collective de son rôle stratégique de lieu d'échange

1. Gérard Lacoste, *La Bourse de Montréal: porte d'entrée sur le marché global*, *L'Action nationale*, octobre 1996, 32.

pour les émetteurs, les investisseurs et autres intervenants du marché: courtiers, conseillers financiers, comptables, avocats spécialisés, géologues, informaticiens, etc. Si elle n'a pas les mêmes moyens puissants que les Bourses de New York, Londres ou Tokyo, elle met l'accent sur les services à la clientèle, en offrant la souplesse des petites organisations et en donnant les meilleurs outils de transactions possibles. Nous nous devons d'être dynamiques²».

Le rôle de la Bourse est vital. Elle canalise l'épargne. Elle la dirige auprès des entreprises. Elle finance leur modernisation et leur expansion. Elle contribue à maintenir ou à créer des emplois. Si les gens d'affaires du Québec transigeaient à Montréal de préférence à Toronto, ils en seraient les premiers bénéficiaires. Et ils créeraient ici des milliers d'emplois haut de gamme dans les services de recherche de la Bourse et dans les firmes de courtage québécoises. Ce que le New York Stock Exchange et l'American Stock ne peuvent faire pour nous.

*Ils ne mettront pas la hache
dans ma mémoire*
Pierre Morency

B. Les valeurs mobilières

L'industrie canadienne des valeurs mobilières est un secteur d'importance capitale. L'actif des courtiers en valeurs mobilières est de 57,8 milliards de dollars au Canada en 1993. Les filiales bancaires cumulent 64,7 % de ces actifs³. Au premier trimestre de 1997, les revenus ont atteint les 2,2 milliards\$. Au mois de mars 1997, l'industrie comptait 30 652 employés⁴. Le nombre d'emplois

2. *Ibid.*, p. 35.

3. *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 515.

4. *Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières*, bulletin 2381, 16 juin 1997.

a augmenté de 1 200 par trimestre au cours de la dernière année pour répondre à la demande croissante des services financiers. Le nombre des nouveaux emplois est relativement faible au Québec. Les maisons de courtage sont concentrées à Toronto. Et les emplois haut de gamme dans la recherche et l'analyse sont à Bay Street.

Dans la décennie 90, cette industrie a été envahie par les banques. La Royal Bank achète RBC Dominion Securities. Scotia absorbe McLeod Young Weir devenu Scotia McLeod. La Bank of Montreal ingurgite Nesbitt Thomson et avale Burns Fry pour former Nesbitt Burns. La Banque Nationale s'empare de Lévesque Beaubien Geoffrion qui absorbe la firme Nadeau Provencher. La Banque Laurentienne acquiert le Groupe Prêt et Revenu. L'offensive se poursuit toujours. La concentration aussi. La CIBC vient d'acquérir la prestigieuse société de courtage Oppenheimer de Manhattan au coût de 525 millions \$US. Les banques contrôlent les trois quarts des maisons de courtage au Canada.

Les sociétés mobilières des banques sont présentes au Québec. Elles contrôlent le marché. Le tableau 1 montre la place dominante qu'elles occupent. Il indique le nombre des employés de chaque firme à la fin de leur exercice 1996⁵.

La Banque Nationale du Canada possède 75 % des actions de Lévesque Beaubien. La Royal Bank détient 80 % des actions de RBC. La Bank of Montreal contrôle 86 % de Nesbitt Burns. Desjardins maîtrise à 100 % Valeurs mobilières Desjardins. Mackenzie Financial est l'actionnaire principal de Capital Midland. Scotia Bank est le maître de Scotia McLeod, dont l'indice est l'intelligence des gestionnaires. CIBC dispose de 85,3 % des actions de Wood Gundy. Et la Toronto Dominion est aussi présente au Québec. Marleau, Lemire est convoitée par une

5. Madeleine Guay, *Courtiers en valeurs/1997, Les Affaires*, 1997, 122.

tierce partie⁶. L'empire des banques a conquis le courtage mobilier du Québec.

TABLEAU 1
Nombre d'employés, principales maisons de courtage au Québec

Rg Maisons	Québec	Employés Total 1996
1. Lévesque Beaubien Geoffrion	1 220	1 750
2. RBC Dominion Securities	600	5 000
3. Nesbitt Burns	411	3 660
4. Valeurs mobilières Desjardins	339	339
5. Capital Midland Walwyn	300	2 720
6. Scotia McLeod	289	2 031
7. CIBC Wood Gundy	163	1 834
8. Tassé & Associés	135	139
9. Whalen Béliveau	127	170
10. Groupe Option Retraite	107	110
11. Valeurs Marleau Lemire	67	157

Les banques sont devenues les principaux gestionnaires du courtage. Elles contrôlent des entreprises existantes ou possèdent leur propre service de courtage. Elles exportent des milliers d'emplois vers la Ville-Reine. Elles déportent aussi, et quotidiennement, l'épargne québécoise. Depuis déjà plusieurs années, comme on détourne les rivières, les Royal Bank et Bank of Montreal ont orienté les épargnes vers Toronto; elles y ont transféré une grande partie de leurs opérations de courtage. Les quatre firmes indépendantes occupent les dernières positions dans le palmarès québécois. Leur volume de courtage est relativement faible.

Raymond Trudeau, vice-président de Tassé & Associés, résume le passé et l'avenir de nos maisons de valeurs mobilières:

6. *Le Devoir*, 21 août 1997.

« À moyen terme, seul Lévesque Beaubien Geoffrion peut prétendre être le courtier québécois international. Les Casgrain, Marleau Lemire, Tassé, Whalen Béliveau, devront oser un jour. Mais pour ce faire, elles auront besoin du gouvernement du Québec. Quand, au début des années soixante-dix, un sous-ministre aux finances à Québec s'était informé sur ce qu'il fallait faire pour avoir un courtier majeur québécois, un spécialiste d'une société canadienne lui avait alors répondu: "en le créant... en lui donnant des affaires pour se développer..." ».

« Ce qui fut fait en 1973 par le ministre des Finances en cassant l'alternance des deux syndicats canadiens et en instaurant un nouveau syndicat bancaire dirigé par Lévesque, Beaubien, dont le capital à l'époque était d'environ 2 millions \$, avec à la co-gérance René-T. Leclerc, Tassé & Associés, A.E. Ames, Wood Gundy et Greenshields. Dix ans plus tard, le ministre des Finances lançait le Régime-Épargne-Actions, un abri fiscal qui éveilla les Québécois à l'actionnariat, favorisa la capitalisation d'entreprises québécoises avec du capital de risque et augmenta significativement le chiffre d'affaires des courtiers québécois. Il faut donc souhaiter que les décideurs politiques d'aujourd'hui aient le même courage et une vision tout aussi créatrice pour favoriser l'émergence d'un autre courtier majeur québécois... Il ne s'agit donc pas d'inventer la roue, mais tout simplement de la faire tourner dans le bon sens »!⁷

Depuis, la roue tourne dans le mauvais sens. Le Gouvernement du Québec a inventé Placements Québec. Il fait ainsi concurrence à l'industrie des valeurs mobilières. En achetant Placements Québec, l'investisseur bénéficie d'une légère remise qui n'est pas accordée à nos courtiers. C'est par des procédés semblables que le Québec est de plus en plus absent dans ce secteur financier. Les règles du jeu favorisent les entreprises étrangères. Sans l'aide du gouvernement québécois, les sociétés québécoises

7. Raymond Trudeau, *Une histoire de courtiers en valeurs mobilières au Québec*, *L'Action nationale*, octobre 1996, 50-64.

ne peuvent pas tirer profit des progrès technologiques. Elles ne peuvent faire face à la concurrence qu'elles subissent au Québec même. Elles sont incapables de pénétrer le marché canadien. Ces faiblesses auront des répercussions sur les consommateurs et le secteur public québécois.

Ce n'est pas dans l'uniformisation canadienne de la réglementation des valeurs mobilières que le Québec trouvera son profit. La consolidation des règlements entre les mains de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières serait à long terme aussi négative pour le Québec que l'intrusion fédérale qui cherche à patenter un organisme canadien des valeurs mobilières.

À quoi donc le Ministère des Finances et de l'Économie pense-t-il lorsqu'il s'apprête à reconnaître un organisme ontarien d'autoréglementation dans le domaine des valeurs mobilières? La Bourse de Montréal doit conserver sa propre charte et déterminer sa réglementation. Pourquoi garder la Bourse à Montréal si on transfère les pouvoirs de sa constitution à Toronto? Agir ainsi, c'est se mettre la tête sur le billot. La guillotine nous attend. Elle frappera dans quelques mois, dans quelques années. C'est inexorable. Le ministre ignore-t-il que les personnes qui exécutent les hautes œuvres et qui conduisent au cimetière l'économie francophone siègent à Bay Street?

*Nous ne sommes plus que les locataires
d'un petit Québec
de plus en plus illusoire*
Pierre Perrault

2. Les banques

En trente ans, les banques ont progressé à un rythme social périlleux. Les actifs se sont multipliés par 45, passant de

25,5 milliards\$ à 1 164,3 milliards au 30 avril 1997⁸. La richesse du pays est administrée par 136 banquiers. Nous commenterons brièvement l'évolution du système bancaire au Canada, les actifs, les placements et la gestion.

Ce club sélect domine l'économie canadienne. Au cours des dix dernières années, les banques ont diversifié leurs gammes de produits. Elles possèdent aujourd'hui des sociétés de fiducie, d'assurances, de fonds mutuels, de courtage, de financement spécial, de prêt hypothécaire, de gestion de portefeuille, de crédit bail, d'affacturage et de cartes de crédit. Elles proposent des services informatiques: conception, gestion et mise en marché de logiciels et de matériel. Elles ont plus de pouvoir que le gouvernement.

Le tableau 2 présente l'actif des banques au 30 avril 1997.

Au 1^{er} février 1997, huit banques nationales opéraient au Canada et 41 banques étrangères étaient autorisées à établir des succursales. Le réseau bancaire compte 8 071 succursales à la fin de 1996 et 13 261 guichets automatiques en 1995. Au 30 avril 1997, les cinq grandes banques⁹ torontoises totalisent 1 008 milliards\$, soit 93,4 % des banques canadiennes¹⁰ ou 65 % des actifs en dollars canadiens de toutes les institutions de dépôt au Canada¹¹.

La progression des banques francophones est calme, tranquille. Leur part du marché varie de 6 à 6,5 % de 1919 à 1996. Les banques vraiment québécoises, la Banque nationale du Canada et

8. *Association des banquiers canadiens*, Statistiques financières détaillées, deuxième trimestre terminé le 30 avril, publié en juin 1997.

9. Bank of Montreal, Bank of Nova Scotia, CIBC, Royal Bank of Canada et Toronto, Dominion Bank.

10. *Association des banquiers canadiens*, Statistiques financières détaillées, deuxième trimestre terminé le 30 avril, publié en juin 1997.

11. *Revue de la Banque du Canada*, printemps 1997, 14.

la Banque Laurentienne du Canada¹² occupent respectivement 5,3 % et 1,2 % du marché bancaire canadien.

TABLEAU 2
Actif des banques canadiennes, en millions \$,
30 avril 1997¹³

Banques au Canada	Actif en millions\$	Part du marché%
Royal Bank	250 782,0	23,2
CIBC	227 493,0	21,1
Bank of Montreal	200 423,0	18,5
Scotia	176 128,0	16,3
Toronto Dominion Bank	153 206,0	14,2
Banque Nationale du Canada	57 121,0	5,3
Banque Laurentienne du Canada	13 007,9	1,2
Bank Western	1 838,7	0,2
8 banques canadiennes	1 079 999,6	100,0
Autres banques 31.3.97		
Banques canadiennes	955,5	
Banques étrangères	83 349,5	
Total de l'actif bancaire	1 164 304,6	

Les placements

En territoire québécois, l'actif des banques est de 141,6 milliards \$, n'incluant pas 264,4 milliards \$ d'opérations internationales et d'opérations non réparties entre les provinces. Le tableau 3 présente la ventilation de l'actif bancaire québécois, moins la non insertion des 264,4 milliards \$ non distribués.

12. Le *Mouvement Desjardins* vise à vendre la *Banque Laurentienne*, sur le marché de Londres, nous dit-on.

13. *Ibid.*

TABLEAU 3
Répartition de l'actif des banques au Québec, 1996¹⁴

	En millions \$
Prêts hypothécaires	33 517
Prêts aux entreprises	17 599
Prêts personnels	14 393
Autres prêts et valeurs	16 508
Titres de sociétés	2 768
Titres de gouvernements	1 862
Autres éléments d'actifs	55 026
Total de l'actif	141 673

Quelle est la part des banques québécoises dans ce gigantesque réservoir d'épargne qui appartient aux déposants dans une proportion dépassant les 90 pour cent? L'actif des banques québécoises est de 59 707 millions\$ en fin d'exercice 1996. Les banques torontoises possèdent donc 81 966 millions\$ d'actif au Québec, soit 57,86 % de l'actif bancaire québécois à la dite date. Et les banques québécoises sont presque absentes dans les autres provinces. Voilà une autre mesure de la libre circulation! La circulation part du Québec vers le lac Ontario. Elle est rapide. Elle ne redescend presque jamais vers les vannes de la canalisation du majestueux Saint-Laurent.

La carence de renseignements ne nous permet pas d'évaluer la somme des transferts vers l'Ontario ou vers d'autres destinations des 141 milliards\$ d'actif bancaire québécois. Mais des déplacements massifs sont effectués; des gérants de succursales nous en parlent à l'occasion. Il est toutefois un champ où nous pouvons nous aventurer sans beaucoup de risque. Les banques possèdent des titres de valeurs mobilières d'une importance considérable.

14. Revue de la Banque du Canada, S20, S21.

Le tableau 4 présente des données qui rendent possibles des commentaires à la fois significatifs et prudents.

TABLEAU 4
Titres ou valeurs mobilières des grandes banques,
millions \$, 1996 ¹⁵

Banques canadiennes	En millions \$	Page ¹⁵
Royal Bank	43 490	86
CIBC	39 817	88
Bank of Montreal	36 609	75
Scotia	25 905	76
Toronto Dominion Bank	24 224	64
Banque Nationale du Canada	8 565	58
Banque Laurentienne du Canada	859	20
Total des sept banques	179 469	

L'actif bancaire québécois représente près de 15 % des actifs des 9 banques canadiennes. La logique voudrait que 27 milliards \$ de titres soient placés au Québec. Quelle est la proportion ici investie?

Cette question est fondamentale. Mais personne n'y répondra. Personne n'analysera. Personne n'est au courant de la réalité. Même pas le ministère des Finances. Et l'information ne sera jamais soumise à l'œil observateur de *L'Action nationale*.

Mais le relevé des placements faits par les sociétés de fonds mutuels appartenant directement aux banques canadiennes est un indicatif solide et important qui fournit une tendance certaine. Dans les placements des fonds mutuels, au prochain chapitre, l'analyse sera étendue à tout l'empire des fonds mutuels contrôlés par les banques. Le portrait n'en sera que plus sombre. Le

15. Page du rapport 1996 des banques mentionnées.

Québec est le grand oublié dans les actions et les obligations détenues par les banques de Toronto.

Le tableau 5 présente les placements des sociétés principales des fonds mutuels possédées par les grandes banques dans le secteur public québécois en 1996.

TABLEAU 5
Placements des sociétés de fonds mutuels des banques dans le secteur public québécois, 1996

	Banque Nationale	Toronto Dominion	CIBC	Royal Bank	Scotia	Banque Laurentienne	Montreal Bank
Fonds	InvesNat	TD Green Line	CIBC	Royal Bank	Scotia Excelsior	Cornerstone	Montreal Bank
Actifs 000 000 \$	2 456	10 383	8 909	13 984	5 216	252	6 266
Placements dans le secteur public québécois en milliers \$							
Gouv. Québec	519	279	270	16	8	7	0
Hydro-Québec	14	9	11	0	1	0	0
Municipalités	18	0	0	0	0	0	0
Universités	2	0	0	0	0	0	0
Cégeps	0	0	0	0	0	0	0
Commissions scol.	2	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	8	1	4	0	2	0	0
Total secteur public québécois	563	289	285	16	11	7	0

Surpris? Choqués? Démoralisés? Les cinq fonds mutuels de Toronto, sociétés des cinq banques de Bay Street, possèdent des actifs qui atteignent les 44,7 milliards\$ au 31 décembre 1996. Elles ont placé 602 millions\$ dans le secteur public québécois (gouvernement, Hydro-Québec, municipalités, cégeps, commissions scolaires et autres secteurs). Leurs placements au secteur public québécois représentent une fraction microscopique de leurs actifs, alors que la souscription de fonds mutuels au Québec leur rapporte au moins 10 milliards\$.

Le fonds de la Bank of Montreal n'avait pas investi un sou. Celui de la Royal Bank avait risqué 16 millions\$. La participation de M. Barrett et de M. Cleghorn au Sommet de l'Économie et de l'Emploi n'a pas rapporté beaucoup de dividendes sous cet aspect.

Le prix d'excellence revient à M. Bérard de la Banque Nationale du Canada avec un placement de 563 millions\$, soit 22,9 % des actifs d'InvesNat. C'est une appréciation significative de l'organisation sociale d'un pays.

L'esprit torontois est la puissance souveraine. À Toronto, l'intelligence est souveraine, la science est souveraine, la force est souveraine, l'action est souveraine. Au Québec, à certaines heures, la parole est souveraine. Il ne serait donc pas étonnant que les banques torontoises ne détiennent pas 2 % de leurs valeurs mobilières dans le secteur public québécois. L'Association des banquiers niera. Elle ne prouvera pas. Elle n'osera pas non plus nous prêter, pour une semaine, le portefeuille de la Royal Bank.

Des créances singulières

Certaines opérations bancaires mériteraient d'être scrutées à la loupe. Nos ressources nous limitent à deux commentaires. Le premier survolera le phénomène des créances extérieures et le second jettera un regard expéditif sur les prêts douteux.

En 1996, les banques canadiennes avaient investi 338,3 milliards\$ dans des créances et des engagements au nom de non-résidents canadiens. Le tableau 6 identifie les contrées et les organismes bénéficiaires.

Le Québec ne gagne jamais le gros lot dans le jeu des banques canadiennes. Le petit montant de 338,3 milliards\$ engagé dans des créances en monnaies étrangères est cent fois supérieur aux prêts faits aux entreprises francophones et anglophones québécoises.

L'expression francophone n'est pas adorée dans le monde anglophone. Elle est à peine tolérée chez les intellectuels anglo-saxons qui nous aiment au temps des référendums. Elle ne plaît même pas à certains francophones du Québec. Mais nous existons. Et nous existerons longtemps.

TABLEAU 6
Créances et engagements des banques canadiennes
au nom de non-résidents, 1996¹⁶

Hors Canada	En millions \$
États-Unis	160 800
Europe de l'Ouest	74 018
Europe centrale et Asie centrale	456
Asie de l'Est et du Pacifique	24 427
Amérique latine et Antilles	17 617
Afrique du Nord et Moyen-Orient	891
Afrique subsaharienne	555
Autres créances	1 572
Banques extraterritoriales	21 727
Créances sur les résidents	36 283
Total des engagements	338 346

Une autre observation choquera aussi les libre-échangistes. Comme il fallait s'y attendre, les banques n'ont pas oublié les paradis fiscaux: elles ont placé 21,7 milliards\$ aux Bahamas, Barbades, Bermudes, Cayman, Hong Kong, Panama et Singapour. Elles ont implanté dans les Antilles plus de 50 sociétés filiales. Un lieu de détente que *L'Action nationale* n'aura jamais le loisir de visiter.

Le secteur des prêts douteux atteint les 8,4 milliards\$ pour le Club des Big Five. Le montant est assez considérable. Il comprend plusieurs placements canadiens et internationaux. Il se

16. *Ibid.*, S32.

compose de prêts hypothécaires, immobiliers, commerciaux et personnels. Le tableau montre la répartition des prêts douteux, au montant brut, entre les cinq grandes banques canadiennes. Ces montants sont inscrits dans leurs rapports annuels.

TABLEAU 7
Prêts douteux des 5 grandes banques torontoises,
millions \$, 1996¹⁷

Banques canadiennes	En millions \$	Page ¹⁷
Royal Bank	2 235	88
Bank of Montreal	2 173	59
Scotia	2 154	61
CIBC	1 092	103
Toronto Dominion Bank	773	45
Total des cinq banques torontoises	8 427	

La somme des prêts douteux est de loin plus élevée que les valeurs mobilières placées au Québec par les banques torontoises. Les sondages faits sur les placements des banques démontrent de façon évidente le transfert de l'épargne régionale vers les grands centres. Ils confirment même la déportation de l'épargne québécoise vers d'autres pays. Déjà, les 338 milliards\$ placés hors Canada indiquent une tendance. Le peu de titres québécois détenus par les cinq grandes banques démontre une affection prononcée à l'égard de Bay Street et des montagnes Rocheuses.

La gestion

La faible représentation québécoise dans la direction des banques est une explication de la déportation de notre épargne vers d'autres provinces et pays. Les 141 milliards\$ d'actif bancaire québécois sont confiés dans une proportion de 57,86 % à des banques torontoises.

17. Page du rapport 1996 des banques mentionnées.

Dans le domaine de la gestion, la perte d'emploi est considérable. Certes, les banques torontoises créent des emplois à salaires moyens dans leurs succursales québécoises que les banques québécoises peuvent aussi bien embaucher. Mais les emplois de haut rang sont concentrés à Toronto. Ce sont des milliers d'emplois hautement salariés que les dépôts des Québécoises et des Québécois créent à Toronto.

Les cinq présidents, dont les deux grands qui ont siégé au Sommet de l'Économie et de l'Emploi du Québec, résident à Toronto. Le temple des banquiers est situé à Bay Street. Il est normal qu'on y retrouve les templeiers. Plus de 95 % des membres de la haute direction des cinq grandes banques résident à Toronto et dans la banlieue. Les rapports annuels des banques évitent d'indiquer le lieu de résidence de leurs directeurs. Ce qui est certain, c'est que les banques torontoises conjuguent en anglais et au masculin. Les indices ne trompent pas. Les Québécois travaillent dans une division territoriale ou encore dans une direction de ressources humaines et d'affaires publiques.

Mais il n'y a pas à s'insurger contre la concentration des emplois supérieurs au centre de décision. Le fait est conforme à la nature humaine. Les deux banques québécoises suivent le même modèle. On ne peut pas reprocher aux banques torontoises des attitudes d'affaires normales.

Les coupables de l'intolérable situation résident au Québec. Le gouvernement du Québec qui tolère que les dépôts et épargnes des Québécoises et des Québécois soient confiés sans restriction à des sociétés étrangères est le véritable responsable de l'hémorragie des emplois. Et c'est un grave problème. En encourageant des entreprises établies hors Québec, nous perdons chez nous des milliers d'emplois de haut rang. À même nos ressources, nous favorisons l'essor de compagnies étrangères. Nous développons leur informatique, leurs instruments de recherche, leurs ressources humaines et leur puissance financière.

Nous leur procurons les moyens de concurrencer nos propres entreprises, qui demeurent craintives, prudentes, timorées. Un exemple concret: pour obtenir une marge de crédit de 20 000 \$ dans une caisse ou dans une banque de chez nous, *L'Action nationale* devait déposer en garantie une obligation de l'Université de Montréal de 20 000 \$. La confiance était limitée. Un gérant de la Royal Bank se contentait des états financiers qui comportaient 240 000 \$ d'obligations municipales et scolaires et il accordait la marge sans autre forme de procès. Le sens des affaires le guidait. Malgré tous les inconvénients inhérents, *L'Action nationale* est demeurée sociétaire d'une caisse d'économie. C'est là la folie qui la caractérise.

Le Québec est traité comme une colonie par les banques torontoises. Il est plus que minoritaire dans les conseils d'administration des cinq grandes banques. Ces lieux sont névralgiques. Là, se prennent les grandes décisions.

Le tableau 8 présente le nombre des administrateurs selon le lieu de leur résidence. Le relevé est compilé dans les rapports 1996 des banques.

Dans le cercle privilégié des banquiers anglophones, la présence du Québec est de 12,5 %. Une province comme une autre. 11 administrateurs proviennent des Maritimes, 16 vivent en d'autres pays, 17 au Québec, 41 dans l'Ouest canadien et 51 en Ontario, où M. Chrétien a le droit de vote, y possédant sa résidence principale. Les banques anglophones comptent trois fois plus d'administrateurs en Ontario qu'au Québec. La domination de l'Ontario est absolue.

Et les salaires y sont haut de gamme. Un seul témoin à charge est aujourd'hui assigné: Matthew William Barrett. Il est le président de la *Bank of Montreal*. Sa rémunération était de 3,9 million \$ en 1996. C'est le salaire global des dix premiers ministres provinciaux du Canada et des vingt et un ministres du gouvernement

québécois. C'est le salaire de cinquante-deux députés. C'est le revenu de 650 assistés sociaux. M. Barrett n'est pas drôle.

TABLEAU 8
Résidence des administrateurs des
banques torontoises, 1996

Résidence	CIBC	Montréal	Royal Bank	Scotia	Toronto	Total
Alberta	2	3	4	2	2	13
Colombie-Britannique	4	2	3	2	3	14
Manitoba	2	1	4	0	1	8
Nouveau-Brunswick	0	0	0	3	0	3
Nouvelle-Écosse	1	1	1	2	1	6
Ontario	15	6	9	9	12	51
Québec	2	5	5	2	3	17
Saskatchewan	2	1	1	1	1	6
Terre-Neuve	1	0	1	0	0	2
Autres Pays	5	2	2	6	1	16
Total	34	21	30	27	24	136

Les revenus des cinq banques torontoises et de leurs sociétés contrôlées dépassent les recettes du gouvernement du Québec et de ses municipalités. La richesse colossale qui appartient au peuple est gérée par 136 administrateurs? Même pas. Les décideurs se résument à une quinzaine de nouveaux millionnaires. Ce club sélect possède le pouvoir de l'argent. Il dicte les règles financières. Il impose ses conditions à tous, même aux gouvernements. Il ne consulte pas les déposants. Ces derniers sont pourtant les vrais propriétaires et les enrichisseurs des banques. Or, les actionnaires ne possèdent même pas 10 % des actifs bancaires.

Au rythme actuel, les banques créent de graves distorsions sociales au Canada et au Québec. Le dogme de la productivité et l'espérance dans le village global se traduisent par l'augmentation du chômage, de l'assistance sociale, de la criminalité. L'usage de l'argent et sa mauvaise distribution sont responsables de l'appauvrissement collectif. L'incertitude politique est un prétexte, un

faux-fuyant, un subterfuge de Bay Street. Toronto ne veut pas perdre la colonie du Québec. Dans un pays qui possède autant de richesses que le Québec, *L'Action nationale* ne peut tolérer que le nombre des pauvres grandisse de 5 000 par mois, alors que les multimillionnaires s'enrichissent à leur détriment.

Devant la puissance dominatrice des banques, il est pressant d'alerter la population face aux privilèges étendus qui leur sont accordés. Ces entreprises n'exercent pas un rôle social correspondant aux bénéfiques encaissés. La maximisation de la valeur pour les actionnaires doit faire place aux intérêts supérieurs des véritables producteurs de cette richesse que sont les déposants.

*La sécurité de votre vieillesse
dépendra-t-elle de la volatilité
des bourses de Tokyo et de Hong Kong?*

3. Les caisses de retraite

Les caisses de retraite sont un facteur important dans le développement du Canada et du Québec. Elles garantissent la sécurité de la vieillesse à la moitié des personnes âgées. Au Canada, en 1997, elles canalisent près de 800 milliards\$. Ces capitaux jouent un grand rôle sur les marchés financiers. Ils sont investis dans l'achat d'obligations, d'actions, d'hypothèques et de placements divers qui contribuent à la vitalité de l'économie.

Sans compromettre le rendement et la sécurité des placements, les administrateurs peuvent contribuer à la croissance du milieu québécois. Deux exemples illustrent le potentiel possible. La Caisse des employés de la construction investit dans les hypothèques à l'habitation pour encourager la construction. Le *Fonds de solidarité* et le *Fondation* créent directement des emplois en plaçant près de 70 % de leurs actifs dans les entreprises québécoises.

Échec et mat!

L'enquête sur les caisses de retraite est d'une difficulté sans nom. Mais la partie d'échecs n'est pas terminée. Malgré toutes les difficultés qu'elle éprouvera, *L'Action nationale* poursuivra sa recherche sur les caisses de retraite. La mouche du coche bourdonnera. Les oreilles des ministres responsables entendront notre demande. Les présidents de caisses de retraite qui ont refusé le dépôt de leur rapport annuel recevront notre visite. Les représentants des syndicats seront invités à la solidarité. Les sociétés d'État et les municipalités réfractaires ne nous tiendront pas toujours dans l'impuissance. La partie de cache-cache achève. *L'Action nationale* ne lâche pas prise.

Nous avons dépensé beaucoup de temps et d'argent sans succès immédiat. Le ministère des Finances s'est amusé avec nos nerfs. Ils sont solides. La *Régie des rentes* nous a procuré la liste des adresses et le nom des entreprises avec une note de frais. Le président de la *Régie des rentes* n'a jamais répondu à notre lettre demandant les renseignements suivants: le nombre de caisses, le montant de l'actif à une date précise, le nom du gestionnaire ou du correspondant, l'adresse de correspondance et le téléphone de l'organisme.

Plus de 1 800 entreprises ont daigné ignorer totalement deux lettres sollicitant le portefeuille de leur caisse de retraite. Soixante-dix-neuf avocats nous ont répondu que leur caisse n'était pas accessible en vertu même de la Loi sur l'accès aux documents publics. Cinquante-deux entreprises nous ont fait parvenir la répartition de leurs actifs selon la nature des titres: la somme est imposante: 36 milliards\$, mais aucune localisation des placements. Quarante-sept gestionnaires ont eu la courtoisie de nous expliquer le refus de leur comité de direction. Dix-sept gestionnaires nous ont invité à déjeuner ou à dîner; quatre fois, nous avons payé la note.

Mais l'enquête sur les caisses de retraite n'est pas terminée. Elle est à peine commencée. Nous réussissons malgré tous les refus. L'enjeu est trop important. La vie de *L'Action nationale* est l'histoire d'un échec qui finit toujours par triompher. Parce que nous n'abandonnons jamais une bataille importante sans l'avoir gagnée. Nous avons entrepris cette enquête sur les caisses de retraite avec notre cœur. Nous la poursuivrons avec notre tête. La stratégie sera différente.

Les actifs

Au Québec, l'actif des caisses de retraite varie selon les sources de renseignements. Un document du ministère des Finances mentionne la somme de 72 milliards \$¹⁸. Claude Bariteau, professeur à l'*Université Laval*, évalue à 150,5 milliards \$ les sommes thésaurisées dans le Régime des rentes du Québec, les régimes enregistrés de pension et les régimes enregistrés d'épargne retraite. Il arrive à ce chiffre « par l'addition des trois montants suivants : 15 milliards \$ du Régime des rentes du Québec, 86 milliards \$ des REP et 49,5 milliards \$ des REÉR... Tous ceux et celles que j'ai contactés, écrit-il, estiment qu'il s'agit d'une évaluation prudente de la réalité. Celle-ci sera connue seulement en 1998. On découvrira probablement qu'elle est plus près de 160 ou de 165 milliards \$ »¹⁹.

Le Québec compte quelques caisses importantes. Le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics du Québec (RREGOP) totalise 19 750 millions \$, mais le gouvernement doit 18,2 milliards \$ non inclus dans ce montant. La Caisse de retraite d'Hydro-Québec effleure les 6 milliards \$ d'actifs. Plusieurs caisses excèdent les 2 milliards \$: les Policiers de la CUM, les employés de la CUM, la Société de transport de la

18. *Régie des rentes du Québec, L'investissement des caisses de retraite dans les obligations du gouvernement du Québec*, février 1996, 1.

19. Claude Bariteau, *L'Action nationale*, décembre 1996, 53-67.

CUM, le Mouvement Desjardins, les employés de la Ville de Montréal. Des caisses d'entreprises qui sillonnent le Canada possèdent des actifs supérieurs dont la proportion québécoise seulement sera retenue pour notre enquête: Air Canada, Alcan, Bell Canada, Canadian National, Canadian Pacific, Royal Bank et autres.

Les placements

Dans le document mentionné de la Régie des rentes qui retenait le chiffre de 72 milliards \$ comme actif des caisses de retraite, on peut lire:

« Si cet actif était placé de la même façon que celui des caisses en fiducie pour l'ensemble du Canada, il serait réparti comme suit: près de 1/5 en obligations du gouvernement du Canada, autant en obligations provinciales et moins de 10 % dans des obligations d'autres sources; près du 1/4 en actions canadiennes; près de 10 % en titres étrangers et autant en immeubles ou hypothèques; le solde en encaisse ou en titres à court terme.

« Les obligations gouvernementales du Québec représentent un genre de placement important pour les régimes de retraite. En effet, en se basant sur les données du paragraphe précédent, les Québécois détenaient jusqu'à 13 milliards \$ d'obligations provinciales par l'entremise de leurs régimes complémentaires de retraite. Ils détenaient aussi, par l'entremise du Régime de rentes du Québec et de la Caisse de dépôts et placement du Québec, 6,4 milliards de dollars de titres émis par le gouvernement du Québec, en 1994. La somme de ces deux montants représente près du 2/5 de la dette nette du gouvernement du Québec qui était de 50,4 milliards de dollars, au 31 décembre 1994. À cette proportion, il faudrait ajouter les obligations d'épargne du Québec détenues par des Québécois, soit directement par l'entremise de leurs REÉR, ou plus indirectement par l'entremise de leurs caisses de retraite pour les titres à court terme, billets ou papier commercial émis par le gouvernement.

Somme toute, l'épargne retraite des Québécois contribue dans une bonne part au financement de la dette du Québec²⁰».

Les données de la Régie des rentes sont fort incomplètes. Le chiffre avancé de 72 milliards \$ ne représente même pas la moitié des actifs réels. Les placements espérés sont presque fantaisistes. Les analyses de *L'Action nationale* démontrent une tendance contraire aux révélations de la Régie des rentes du Québec. Le tableau 9 précise la répartition réelle des placements de 26 caisses de retraite.

TABLEAU 9
Répartition des placements de
26 caisses de retraite, 1996

Provinces ou pays	000 \$	Proportion
Alberta	354 939	7,29
Colombie-Britannique	145 313	2,99
Ile-du-Prince-Édouard	479	0,01
Manitoba	11 001	0,23
Nouveau-Brunswick	9 703	0,20
Nouvelle-Écosse	23 919	0,49
Ontario	940 917	19,33
Québec	1 094 768	22,49
Saskatchewan	36 740	0,75
Terre-Neuve	5 808	0,12
Total provinces	2 623 587	53,90
Asie	207 965	4,27
États-Unis	384 904	7,91
Europe	184 822	3,80
Autres pays	132 359	2,72
Total hors Canada	910 050	18,70
Gouvernement du Canada	1 057 469	21,73
Organismes fédéraux	155 377	3,19
Fonds mutuels non localisés	88 940	1,83
Autres actifs	31 602	0,65
Total des portefeuilles	4 867 025	100,00

20. Régie des rentes, *opus cit.*

C'est un faible échantillonnage, mais la tendance lourde augmentera de plusieurs kilos, si l'enquête peut être conduite jusqu'à la fin. Les caisses de retraite analysées proviennent surtout du secteur public. D'énormes surprises attendent le gouvernement dans ce chantier, qu'il collabore ou non.

Des caisses de retraite du secteur public québécois investissent les trois quarts de leurs avoirs en d'autres provinces et pays. Pourtant, il est douteux de croire que les travailleurs et les travailleuses préfèrent développer l'économie des autres coins du monde plutôt que celle du Québec. Ils acceptent de livrer ainsi la sécurité de leur vieillesse aux bourses de New York ou de Tokyo. C'est cette attitude des gestionnaires des caisses de retraite québécoises qui est en partie responsable du chômage ou de la précarité d'emploi de leurs propres enfants et de la perte d'emploi de leur belle-sœur ou de leur collègue. Les Québécois doivent exiger un autre comportement des caisses à qui ils confient une partie de leur salaire.

Le tableau 10 reproduit les placements de 26 caisses de retraite dans le secteur public québécois.

TABLEAU 10
Placements de 26 caisses dans le
secteur public québécois, 1996

	En millions \$	% des actifs
Secteurs		
Gouvernement du Québec	264 655	5,43
Hydro-Québec	81 909	1,68
Municipalités	51 196	1,05
Universités	11 353	0,23
Cégeps	3 049	0,06
Autres institutions sociales	66 121	1,35
Secteur public Québec	478 283	9,80

Les 478,2 millions \$, placés dans le secteur public québécois, sont inclus dans les 1 094 millions \$ placés au Québec.

Ainsi, les travailleuses et les travailleurs du Québec n'ont investi que 616 millions \$, 12,6 % des actifs de leurs caisses dans les entreprises où ils gagnent la vie de leurs familles. 616 millions \$ sur 4 867 millions \$.

Et vous êtes choqués, madame Dubé, si votre frère Pierre perd son emploi? Vous faites une colère, cher Daniel, si votre fille Jeannine ne trouve que du travail précaire et à temps partiel? Vous ne comprenez pas que votre conjoint, Jacques, le beau bachelier que vous aimez, ne se trouve pas un travail correspondant à sa compétence? Quelle naïveté! Vous êtes responsables du chômage de votre frère et de l'aide sociale de votre cousine. Vous placez en dehors du Québec les trois quarts de votre épargne. Pensez-y donc à la prochaine réunion de votre caisse de retraite et exigez un changement de cap de la part de vos administrateurs. Vous-même d'ailleurs en serez mieux servi.

Le tableau 11 présente les placements faits par 26 caisses québécoises de retraite dans le secteur public canadien, en millions \$, en 1996.

TABLEAU 11
Placements de 26 caisses dans le
secteur public canadien, 1996

	En millions \$	% des actifs
Gouvernement du Canada	1 057 467	21,73
Gouvernement de l'Ontario	78 812	1,62
Autres gouvernements	86 084	1,77
Hydro-Ontario	79 781	1,63
Autres Hydros	17 669	0,36
Autres services publics	165 970	3,41
Secteur public Canada	1 485 783	30,52

Les placements dans le gouvernement de l'Ontario, des autres gouvernements, de l'Hydro-Ontario, des autres hydros et des autres services publics sont déjà calculés dans les placements des provinces du tableau 9.

C'est à peine imaginable. Les travailleuses et les travailleurs du Québec placent trois fois plus de leurs épargnes dans le gouvernement du Canada et dans les provinces du Canada anglais que dans leur pays du Québec! Et Louise est toute surprise du prix élevé des fournitures scolaires de son petit Bastien! Gérard ne comprend pas pourquoi il doit aujourd'hui payer pour tant de services gouvernementaux autrefois gratuits. Ginette doit conduire sa petite Marika à l'école, tous les matins; il n'y a plus de transport scolaire. Et la litanie des jérémiades se poursuit comme des coups d'épée dans l'eau. Mais, c'est au ministère des Finances qu'il faut botter le derrière. Il sait. Il voit. Il regarde. Il parle. Il n'agit pas.

Pendant un instant encore, regardons de plus près la bêtise de gestionnaires irresponsables. Les caisses de retraite analysées ont placé 478 millions\$ dans le secteur public québécois et 1,5 milliard\$ dans le secteur public du Canada anglais. Ils ont entendu l'écho de Scotia McLeod. Ils ont choisi le Canada, Hydro-Ontario et des services d'autres provinces. Ils ont investi dans des valeurs qui leur rapportent une diminution de revenus de quelque 15 millions\$ par année. Il ne faut pas être brillant pour agir ainsi. Il n'est pas ici question de nationalisme, mais de simple bon sens. Un placement dans leur propre avenir serait plus risqué que dans celui des Canadiens ou des Indonésiens?

La déportation de l'épargne est incroyable, effarante, étonnante, étrange, renversante, surprenante, impensable, inconcevable, inimaginable, invraisemblable, bizarre. Gestionnaires québécois, si vous n'avez pas confiance au Québec, déménagez, ça presse! Devant l'intolérable, personne ne parle. C'est la libre circulation. «Il en entre autant qu'il en sort». Ce n'est pas la

vérité. Le Canada limite la sortie à 20 %... Mais, nous, pauvres Québécoises et Québécois, il nous faut être charitables. Serrons-nous la ceinture! Acceptons les privations! Diminuons les services publics pour permettre à d'autres contrées de mieux vivre!

Nos caisses de retraite québécoises placent quatre fois plus d'argent dans le gouvernement du Canada que dans celui du Québec. Pourtant Québec accorde des avantages fiscaux comparables et un rendement supérieur. Ces caisses québécoises investissent dans le secteur canadien trois fois plus que dans celui du Québec. Elles placent dans les autres provinces deux fois plus qu'au Québec. Le montant de leurs actions et de leurs obligations dans d'autres pays est aussi élevé que les placements au Québec.

Les *gestionnaires québécois de l'argent des autres* tablent sur l'économie chinoise, brésilienne et mexicaine pour garantir la sécurité de la vieillesse des Québécoises et des Québécois. L'épargne québécoise travaille au bénéfice des concurrents de nos entreprises. Elle joue contre nous, au lieu de renforcer notre armature économique.

Il y a un autre vice dans l'engrenage. Certains gestionnaires ont une habileté à contourner la règle des 20 % prescrits par la loi fédérale, sans s'exposer aux pénalités prévues. Ils ont découvert diverses façons d'augmenter la proportion des avoirs étrangers.

Lévesque Beaubien Geoffrion a même décrit dans un bulletin huit façons de maximiser le contenu étranger de son régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR) au-delà du 20 % permis par la loi²¹. Les détournements varient selon le génie des gestionnaires qui augmentent le poids des actions internationales aux dépens des titres québécois.

21. *Les Affaires*, 24 février 1996, C8.

Heureusement, le ministre fédéral des Finances refuse d'abolir le plafond de 20 %. Il comprend que les caisses de retraite doivent contribuer au développement du Canada. Espérons que le ministère des Finances du Québec aura la sagesse de ne pas se contenter du plancher comme plafond. Il est malheureusement très sensible aux humeurs des grands banquiers. Qu'on le veuille ou non, messieurs M. W. Barrett, John E. Cleghorn, A.L. Flood, Peter Godsoe, Gordon Thiessen et Richard M. Thompson sont plus influents que ne le sont, ensemble, Lise Bissonnette, Clément Godbout, Robert Laplante, Gérald Larose, Lorraine Pagé et sept millions de contribuables québécois. Le Québec doit utiliser l'épargne des Québécoises et des Québécois à des fins de développement social et économique du Québec.

Hélas! l'épargne québécoise finance d'abord des compagnies et des gouvernements établis hors Québec. Elle est placée en actions et en obligations par les banques, les caisses populaires, les caisses de retraite, les fonds mutuels, les sociétés d'assurances et les autres entreprises financières. La proportion de l'exportation dépasse les deux tiers de l'épargne. La somme frôle les 200 milliards\$. Les responsables de cette déportation sont messieurs Claude Béland, André Bérard, Raymond Garneau, Paul Desmarais et les gestionnaires de l'argent des autres qui assistent en spectateurs à la déportation de l'épargne québécoise, quand ils ne la pratiquent pas eux-mêmes.

La gestion

La gestion des caisses de retraite mérite une étude particulière. Nombre de caisses confient la presque totalité de leurs portefeuilles à des sociétés de fonds mutuels. Certaines caisses placent une proportion plus raisonnable de leurs actifs dans ces fonds. C'est un mode de placement irrationnel. La sécurité de la vieillesse dépendra de la volatilité des bourses de Tokyo et de New York.

C'est par surcroît une déportation d'emplois folle et anormale. La majorité des fonds mutuels choisis ont pignon sur rue à Bay Street ou sont associés à des sociétés torontoises. Des milliards \$ de gestion ainsi abandonnés à des sociétés de Toronto représentent pour le Québec une perte directe de plusieurs centaines d'emplois hautement rémunérés.

Un certain nombre de caisses de retraite cèdent la gestion de leurs fonds à des compagnies d'assurances ou à des banques. Sans remettre en cause la compétence de ces sociétés à manier le vil argent, il faut savoir que leurs intérêts et leurs pratiques ne sont pas toujours conciliables avec l'objectif de la sécurité pour la vieillesse.

Des comités conjoints d'employeurs et de cotisants administrent leur propre caisse. Ils utilisent habituellement les services de conseillers financiers dont la plupart travaillent pour des firmes torontoises. Voilà une autre façon de créer du chômage au Québec!

La gestion des caisses de retraite du secteur public (municipalités, universités et sociétés d'État) devrait être confiée à la Caisse de dépôt et placement avec des règles rigides de placements favorables au développement du Québec. Il y a dans l'usage actuel un émiettement financier intolérable et des pratiques ultralibéralistes.

Dans la gestion des caisses de retraite se pose aussi une question éthique importante. Divers témoins dénoncent l'usage de pourboires assez alléchants pour obtenir la gestion d'une caisse de retraite. Ces agissements sont inqualifiables. Ils doivent prendre fin.

Bref, les caisses de retraite doivent rechercher la sécurité et le rendement de leurs placements sans négliger les retombées économiques pour le développement du Québec. Comme l'épargne est éparpillée et qu'il est nécessaire d'en connaître l'usage, le gouvernement doit obliger ces organismes à divulguer publiquement

leur portefeuille de placement, à l'instar des fonds mutuels canadiens. La divulgation publique, ce n'est pas déposer un rapport sur la 22^e tablette d'une bibliothèque gouvernementale inaccessible à *L'Action nationale*.

Terminons cette section sur les caisses de retraite par le commentaire du journaliste Michel Vastel, que tous n'aiment pas mais que personne ne réussit à empêcher de parler :

« Le Québec perd donc aux deux extrémités des régimes d'épargne-retraite :

« Il accorde un généreux report d'impôt pour toute contribution à ces régimes, mais les fonds ainsi accumulés sont investis en dehors du Québec. Le Canada impose un réinvestissement de 80 % dans son économie, mais le Québec, qui supporte la moitié du coût des mesures fiscales, ne peut récupérer une partie équitable de ce 80 %.

« Une bonne partie des fonds accumulés dans les régimes de retraite seront dépensés à l'étranger, en Floride par exemple, et la province ne récupérera pas les impôts différés. Pire encore, lorsqu'un Québécois quitte définitivement la province, ce qui n'est pas rare de nos jours, il part avec son épargne bien sûr, mais aussi avec les impôts qu'il doit à la province.

« Il ne faut pas oublier, cependant, que le crédit d'impôt pour contribution à un régime de retraite est un privilège et non un droit. Le gouvernement serait tout à fait justifié de poser des conditions à l'exercice de ce privilège comme le Canada le fait d'ailleurs. Le Québec peut aussi offrir un régime fiscal préférentiel à ceux qui s'installent à Montréal pour gérer ces épargnes.²²

22. Michel Vastel, *De quoi Bernard Landry a-t-il peur?*, *Le Soleil*, 24 mars 1997, B.6.

*L'épargne est d'une importance capitale;
elle est la condition du développement
de la société québécoise.*

4. La Caisse de dépôt et placement

La Caisse de dépôt et placement est un réservoir de capitaux d'importance majeure pour le développement du Québec. Elle recherche des rendements, non pour elle-même, mais pour tous les Québécoises et Québécois. Les résultats financiers sont excellents. Ils sont comparables à ceux des grandes institutions financières nord-américaines.

«Malgré l'évolution rapide du monde financier, la Caisse reste résolument tournée vers sa raison d'être: le rendement financier optimal. Le rendement économique, deuxième grand volet de sa mission, ... passe par une solidarité indéfectible et intelligente avec les entreprises québécoises performantes, de toutes tailles et de tous les secteurs, et avec tous les acteurs de la vie financière et économique québécoise... Elle favorise l'exportation de biens et services québécois et facilite l'implantation d'entreprises étrangères au Québec... Elle a donc continué de privilégier Montréal comme place financière en effectuant 73 % de ses opérations boursières avec des institutions établies dans la métropole et en réalisant 88 % de ses activités de gestion du portefeuille obligataire dans cette ville »²³.

L'avoir des déposants

Créée au début de la Révolution tranquille, la CDPQ administre les fonds de 18 déposants: caisses de retraite, régimes d'assurances et autres organismes publics québécois. L'avoir des déposants est ainsi réparti, en millions de dollars²⁴:

23. CDPQ, Rapport annuel, *Un réseau en action*, 1996.

24. *Ibid.*, 13.

TABLEAU 12
Avoir des déposants à la CDPQ, 1996

Organismes	En millions \$	% de l'avoir
RREGOP	23 137	40,4
Régie des rentes du Québec	15 660	27,4
Société de l'assurance	5 543	9,7
CSST	5 705	10,0
Commission de la construction du Québec	5 568	9,7
Régimes de retraite gouvernementaux	1 088	1,9
Autres déposants	513	0,9
Total de l'avoir des déposants	57 214	100,0

La canalisation de l'épargne vers la CDPQ a bâti un instrument unique de développement québécois. Le gouvernement ne devra jamais céder aux pressions de partager, de morceler ce bien précieux. Au contraire, il faut en augmenter la taille. L'éparpillement de l'épargne en une multitude de petits fonds n'est pas productif.

La CDPQ constitue la plus grande source de capital de risque au Québec. Elle favorise le développement des entreprises innovatrices en biotechnologie, communications et technologie. Elle aide aux démarrages d'un grand nombre d'entreprises. Elle est un moteur de l'activité économique du Québec. N'allons pas en réduire la taille. C'est un fleuron national dont le rendement est efficace.

« En 1996, les équipes de gestion de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont réalisé un rendement global de 15,6 % »²⁵. Ce résultat est excellent, surtout eu égard au risque faible de l'ensemble de ces placements. Les placements à la juste valeur étaient ainsi répartis, en millions \$²⁶:

Le tableau 13 présente les placements de la CDPQ, en millions \$.

25. *Ibid.*, 13.

26. *Ibid.*, 14.

TABLEAU 13
Placements de la CDPQ, 1996

Titres	En millions \$	% de l'actif
Obligations	27 088	45,77
Actions et valeurs convertibles	26 073	44,06
Financements hypothécaires	1 567	2,65
Biens immobiliers – net	2 359	3,98
Valeurs à court terme	2 094	3,54
Total des placements	59 181	100,0

Ces biens et actifs appartiennent pour une large part aux déposants. Le tableau 14 présente les diverses catégories d'obligations, à leur juste valeur²⁷:

TABLEAU 14
Obligations de la CDPQ, à la juste valeur, 1996

Bénéficiaires	En millions \$	% actif	% obligations
Gouvernement du Québec	10 633	17,97	39,25
Gouvernement du Canada	6 685	11,30	24,68
Autres gouvernements	501	0,85	1,85
Garanties par gouvernement	7 568	12,79	27,94
Entreprises et autres	1 675	2,83	6,18
Instruments financiers	26	0,01	0,10
Total des obligations	27 088	45,75	100,00

La CDPQ est l'une des seules sociétés importantes à détenir un montant plus considérable d'obligations gouvernementales québécoises que d'obligations fédérales. En se référant au « Rapport d'activités », les « Garanties par un gouvernement » se décomposent ainsi²⁸:

27. *Ibid.*, 16.

28. CDPQ, Rapport d'activités 1996, 11.

TABLEAU 15
Obligations garanties par un gouvernement,
à la juste valeur, 1996

Détenues par la CDPQ	En millions \$
Gouvernement du Québec	5 436,3
Gouvernement du Canada	110,0
Municipaux et commissions scolaires	2 021,6
Total des garanties	7 567,9

Pour évaluer la part des obligations placées au Québec, le tableau 16 présente un portrait assez fidèle :

TABLEAU 16
Obligations de la CDPQ au Québec, 1996

Garanties par le Gouvernement du Québec	En millions \$	% de l'actif	% obligations
Gouvernement du Québec	10 633,0	17,9	55,70
Garanties par le gouvernement du Québec	5 436,3	9,2	28,47
Municipaux et commissions scolaires	2 021,6	3,4	10,59
Entreprises et autres	1 000,0	1,6	5,24
Total	19 090,9	32,1	100,00

Deux commentaires expliquent la présentation des chiffres. Le montant retenu pour les « garanties par octrois municipaux et scolaires » peut être inférieur à 2 021,6 millions \$; il est fort probable que des placements ont été faits à des organismes municipaux et scolaires hors Québec. Le milliard de dollars aux « entreprises et autres » représenterait 60 % des obligations aux entreprises, ce qui nous paraît réaliste.

Sur les 450 milliards \$ d'analyses réalisées par *L'Action nationale* depuis le début de 1996, la CDPQ gagne le prix « orange ». C'est la meilleure performance en obligations de tous les porte-

feuilles que nous avons examinés dont les actifs totalisaient un milliard \$ et plus.

Le portefeuille des actions et des valeurs convertibles de la CDPQ s'élève à 26 073 millions \$. La répartition est ainsi présentée dans le rapport annuel:

TABLEAU 17
Actions et valeurs convertibles de la CDPQ,
en millions \$, 1996²⁹

Marchés	En millions \$
Canada	15 570
États-Unis	2 556
Europe	4 020
Japon	2 167
Autres pays de l'Asie et de l'Océanie	755
Marchés en émergence	958
Instruments financiers dérivés	47
Total actions et valeurs convertibles	26 073

Nous avons localisé 96,48 % des actions et valeurs présentées dans le *Rapport d'activités 1996*, des pages 74 à 199. Il existe une différence de 1 163 millions \$ entre le relevé effectué dans le *Réseau en action* (26 073 millions \$) et les chiffres qui apparaissent dans le *Rapport d'activités* (24 910,6 millions \$). Malgré les efforts déployés, il nous a été impossible de localiser 878 millions \$ d'actions et nous l'inscrivons comme tel dans le tableau 18 qui présente le sommaire du portefeuille des actions de la CDPQ.

29. CDPQ, *Un réseau en action*, 1996, 16.

TABEAU 18
Sommaire du portefeuille des actions, CDPQ,
en millions\$, 1996

Placements	En millions\$	% de l'actif	% des actions
Provinces			
Alberta	2 522,5	4,26	10,13
Colombie-Britannique	998,1	1,69	4,01
Manitoba	66,6	0,11	0,27
Nouveau-Brunswick	28,2	0,05	0,11
Nouvelle-Écosse	20,9	0,04	0,08
Ontario	6 310,4	10,66	25,33
Québec	4 364,2	7,37	17,52
Saskatchewan	237,5	0,40	0,95
Terre-Neuve	9,3	0,02	0,04
Hors Canada			
Asie	2 944,0	4,97	11,82
États-Unis	2 379,4	4,02	9,55
Europe	3 378,0	5,71	13,56
Autres pays	673,1	1,14	2,70
Divers			
Air Canada	43,9	0,07	0,18
Canadian National	56,5	0,10	0,23
Non localisés	878,0	1,48	3,52
Total actions-valeurs	24 910,6	42,09	100,0

En résumé, 14 557 millions\$ ont été placés dans les provinces dont 4 364 millions\$ au Québec; 9 374 millions\$ sont investis hors Canada; 100,4 millions\$ dans le secteur public-Canada et 878 millions\$ n'ont pu être localisés.

Les gestionnaires sont ici coupables de timidité. Ils manquent de confiance dans le Québec. Ils n'ont reconnu que 111 entreprises québécoises. Treize d'entre elles ont bénéficié de 2 918 millions\$; dans les 98 autres compagnies, la moyenne d'investissement est de 14,7 millions\$. C'est peu. Trop peu. Et la CDPQ, avide de profit, demande le privilège de placer en actions

plus des 40 % actuellement autorisés. Relever ce plafond signifierait une hausse des placements hors Québec. Mais le rendement économique à l'étranger est rarement porteur de prospérité sociale au Québec. Il enrichit les riches; il appauvrit les pauvres.

La CDPQ a placé 1 567 millions\$ dans le financement hypothécaire et 2 359 millions\$ dans les biens immobiliers³⁰. L'immobilier situé au Québec correspond à 49,3 % du portefeuille³¹; la valeur québécoise est donc de 1 162,9 millions\$. Dans l'environnement général des placements, on peut évaluer que les placements hypothécaires observent la même courbe que les biens immobiliers; il est assez juste d'inscrire 800 millions\$ à ce titre.

Dans les valeurs à court terme, le montant placé au Québec et au Canada est de 1 599 millions\$³². Soyons bons princes et coupons la poire en deux. Accordons 800 millions au Québec.

Les placements au Québec

Nous pouvons maintenant établir la proportion approximative des valeurs placées au Québec par la CDPQ.

TABLEAU 19
Placements de la CDPQ au Québec,
en millions \$, 1996

Placements	En millions \$	% del'actif
Obligations	19 090,9	32,26
Actions	4 364,2	7,37
Financement hypothécaire	800,0	1,35
Biens immobiliers	1 162,9	1,97
Valeurs à court terme	800,0	1,35
Total au Québec	26 218,0	44,30

30. *Ibid.*

31. CDPQ, *Rapport d'activités 1996*, 25.

32. CPDQ, *Un réseau en action*, 1996, 16.

Le pourcentage des obligations, actions et biens immobiliers est rigoureusement mathématique. Seuls les pourcentages des hypothèques sont approximatifs et, même si toutes ces dernières valeurs étaient québécoises, la CDPQ n'aurait pas investi la moitié des actifs en territoire québécois. Une correction s'impose dans l'achat d'actions québécoises. Le Québec devrait compter pour au moins la moitié des actions canadiennes.

Il n'en demeure pas moins, malgré la réserve exprimée, que la CDPQ demeure, parmi les grandes sociétés, celle qui possède le plus de valeurs québécoises dans son portefeuille de placements. Mais pour grandir au quotidien, le Québec compte davantage sur sa société d'État.

La gestion

La CDPQ a bâti une équipe de gestionnaires de haute qualité. C'est ce qui fait sa force. Elle possède l'expertise pour tirer profit de la conjoncture économique. « La Caisse compte maintenant une centaine de professionnels en placement qui, dans tous les métiers de l'investissement, ont une solide connaissance d'à peu près tous les marchés financiers »³³

Ce qui nous inquiète légèrement, c'est la tendance récente à créer des sociétés filiales qui échappent rapidement à l'œil de l'observateur même averti. Est-il impossible de gérer sous une même autorité des activités multiples qui doivent converger vers l'objectif général?

Il y a aussi ces mandats que l'on commence à confier à des gestionnaires privés dont la compétence n'est pas ici remise en doute. Mais il ne nous apparaît ni désirable, ni valable de vouloir établir une comparaison entre la qualité de gestion de la CDPQ et le rendement de firmes privées. La CDPQ a des objectifs

33. Michel Nadeau, À l'aube du XXI^e siècle, de nouveaux défis pour la Caisse de dépôt et placement, *L'Action nationale*, octobre 1996, 38..

différents à respecter. Elle doit aussi être la meilleure société québécoise de gestion. Si elle a un problème, qu'elle ne fasse pas comme Canagex et Desjardins! Qu'elle embauche les meilleures équipes. Mais pas en sous-traitance!

*La coopération,
par la prééminence sur le profit,
est une association généreuse et humaine.*

5. Les caisses populaires

Desjardins aurait pu être la base d'un projet de société. Il représentait une part importante de l'avenir de tous les citoyennes et citoyens du Québec. Il visait le bien-être et l'épanouissement de tous ses membres. Hélas! la mission a été oubliée en cours de route. L'éducation à l'économie et à la coopération a fait place aux impératifs de marketing. La participation coopérative des membres a été remplacée par un conclave de 31 personnes. L'intercoopération juge à l'once le poids des projets coopératifs. La taille même de Desjardins (33 organismes dans l'organisme) lui imposait le défi de préserver les valeurs coopératives. L'échec est flagrant. Desjardins a amorcé un grand virage vers le libéralisme.

Le propos de ce jour porte uniquement sur les caisses populaires et d'économie. La taille de l'entreprise est géante. Le réseau des Caisses Desjardins emploie 31 734 personnes. Il compte 1 307 caisses, 364 centres de services et 1928 guichets automatiques³⁴. Mais qu'on ne parle plus des 5 millions de sociétaires. *L'Action nationale* a encore quatre comptes dans des caisses d'économie et n'est qu'une seule personne morale.

34. *Le Mouvement des caisses Desjardins*, Rapport annuel 1996, 3.

Desjardins est une entreprise financière gigantesque. C'est le résultat d'une solidarité québécoise qui dure depuis 1901. C'est une contribution précieuse au développement du Québec. C'est une réussite québécoise dont nous devrions être fiers. Mais l'orientation actuelle dévie des objectifs de la coopération. En nous réjouissant des succès financiers, nous déplorons l'échec de l'association de personnes qui devait contribuer d'abord au bien-être de ses membres. Nous déplorons aussi la différence entre la parole et l'acte.

L'actif

L'actif des 33 entreprises Desjardins totalise 79 796 millions\$. Les valeurs mobilières du groupe s'élèvent à 14 804 millions\$.

L'actif des caisses, fédérations, Confédération, Capital Desjardins, Corporation de fonds de sécurité de la Confédération et Caisse centrale Desjardins représente 57 125 millions\$. Les valeurs mobilières sont de 8 032 millions\$. La répartition des 46 335 millions\$ de prêts est présentée au tableau 20.

TABLEAU 20
Répartition des prêts du Mouvement des
caisses populaires, 1996³⁵

Catégories	En millions \$
Prêts hypothécaires résidentiels	25 352
Prêts à la consommation	8 231
Prêts aux entreprises et autres	12 752

Ces prêts représentent un service appréciable pour les membres. C'est une épargne utilisée pour les besoins du milieu. Dans le contexte actuel, les 46 335 millions\$ prêtés aux individus, entreprises et institutions, représentent, en large partie, l'implica-

35. *Ibid.*

tion économique d'une banque. L'impact qui en résulte est très heureux pour le Québec. La gestion crée 31 734 emplois. Bravo!

Les placements

La question principale de l'enquête réside dans la déportation de l'épargne. Le reproche fait à Desjardins, sur le plan financier, consiste dans le déplacement de l'épargne locale vers les grands centres, surtout s'ils sont situés en dehors du Québec. De diverses sources, nous apprenons que le président, monsieur Claude Béland, nous accuse de faire de la « désinformation ». Cette calomnie est injuste. Et les bénévoles que nous sommes n'acceptent pas une telle diffamation.

Ce que nous avons dit n'est pas de la désinformation. C'est de l'information exacte. Les renseignements sont d'intérêt public. Quelles fautes aurait commises Desjardins en ces derniers temps? En voici quelques-unes:

- Le transfert par Canagex de 2,4 milliards\$ de gestion à l'équipe de Deborah K. Frame de Toronto;
- La vente du fonds mutuel Laurentienne à Strategic Value de Toronto, présentant la transaction comme une offre de partenariat;
- Le placement de 80 % à l'extérieur du Québec des actions de la caisse de retraite du Mouvement Desjardins, analyse 1995;
- La vente de Laurier Vie à Imperial Life de Toronto;
- La vente du fonds Concorde à First International Asset Management de Toronto;
- Le placement de la moitié du portefeuille d'actions en dehors du Québec
- Le placement en dehors du Québec des trois quarts du portefeuille d'actions du fonds Desjardins de 1996;

- La gestion de trois fonds Desjardins confiée à Trimark de Toronto;
- L'attribution d'un service téléphonique à AT&T;
- Le choix de l'agence BDDS, du groupe Worldcom de New York;
- Le choix de l'agence Canebsco de Birmingham;
- La mise en vente de la Banque Laurentienne du Canada, un pilier de l'économie bancaire québécoise qui doit demeurer québécois.

Puisse la Banque Laurentienne du Canada demeurer une propriété entièrement québécoise!

L'information n'a pour objet que d'élever l'esprit. Lorsque l'œil de l'esprit s'allume, l'homme aperçoit les erreurs qu'il commet. « Le gestionnaire chevronné » (sic) Canagex et la plus grande réussite québécoise sont en train d'avouer leur propre incapacité à gérer les affaires des Québécois. Le recours à Scotia et à Nesbitt Burns pour la mise en vente de leur banque révèle une même incapacité.

Où sont investis les 14 804 millions \$ de valeurs mobilières de Desjardins?

Où sont investis

- le fonds de liquidité (3,9 milliards \$ en 1995)
- le fonds de dépôt qui comprend les excédents de liquidité des caisses (5,3 milliards \$ en 1995) et
- le fonds d'investissement (1,1 milliard \$ en 1995)³⁶? Ils ne sont certes pas placés dans le milieu d'où origine l'épargne.

36. *L'Inspecteur général des institutions financières*, Rapport annuel sur les caisses d'épargne et de crédit, 1995, 14; ces renseignements sont disparus du rapport 1996.

Ces derniers renseignements ne sont pas disponibles dans le rapport 1996 de l'Inspecteur général des institutions financières. D'année en année, les rapports de l'Inspecteur général des institutions financières sont de moins en moins transparents. La libre circulation existe de moins en moins dans la communication et l'information. Si le Mouvement Desjardins est inaliénable, l'épargne des sociétaires est aliénable. Elle est mobile, dispersée. Ce que M. Béland ne semble pas avoir saisi, une jeune étudiante de Châteauguay le souligne avec clarté :

« Ce qui me choque le plus, c'est l'idée que la majorité des épargnants ne sont sans doute pas au courant de ce qui se passe avec leur argent. C'est décevant et inquiétant. L'argent individuel semble être plus important que le bien-être collectif. Ces investisseurs sont-ils aveugles? Voient-ils la pauvreté aux alentours d'eux? »³⁷.

La déportation de l'épargne est catastrophique, n'en déplaise à Gilles Soucy, l'économiste en chef de Desjardins qui n'est pas d'accord avec *L'Action nationale*. Il a déjà déclaré qu'« il n'y a aucune carence de capitaux au Québec »³⁸ et « que les investisseurs se préoccupent seulement du rendement et du risque »³⁹. Devons-nous comprendre que le risque est jugé plus élevé au Québec? Si oui, déposons à la Royal Bank et que monsieur Soucy aille travailler chez Household Finance. Il y a des limites à entendre des parvenus affirmer que les Québécois sont un risque pour eux-mêmes.

37. Josée Gauvreau, lettre du 3 juin 1997.

38. *La Presse*, 22 mars 1997, A.1, et A2.

39. Gilles Soucy, *La Presse*, 5 octobre 1996.

La gestion

La gestion Desjardins, sauf les bêtises de Canagex et de la déportation, profite aux Québécoises et aux Québécois. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'a pas à s'améliorer. À humaniser le service! À s'approcher des pauvres! À diminuer ses frais! À redécouvrir son idéal!

Mon frère a un sentiment de confiance et de sécurité dans les assureurs québécois qui investissent au Québec

6. Les sociétés d'assurances de personnes

« L'assurance-vie est, dans le monde moderne, l'un des plus grands facteurs de l'accumulation des capitaux... Ces sommes fabuleuses ne restent pas inactives. Elles fournissent directement ou indirectement aux grandes affaires industrielles et commerciales leur puissance motrice... Quelle part de ces millions a contribué au développement de notre province, forteresse de l'élément français et qui représente plus d'un quart de la population canadienne »⁴⁰?

Cette observation était exprimée en 1917 dans la revue. Depuis, l'index des sujets de *L'Action nationale* indique la parution de 142 textes ou commentaires sur les assurances. C'est dire l'importance que nous accordons à ce réservoir de capitaux.

Les sociétés d'assurance sont régies par la « Loi sur les sociétés d'assurance » au fédéral et la « Loi sur les assurances » au gouvernement du Québec. Une compagnie d'assurance qui désire faire affaires au Québec doit obtenir un permis de l'Inspecteur général des institutions financières.

L'assurance de personnes a connu une progression fulgurante, même si on observe une diminution des primes et cotisations de 500 millions\$ en 1996.

40. J.-N. Cabana, *Pour nous et chez nous, L'Action française*, 1917, 228.

En 1965, les primes et cotisations souscrites au Québec totalisaient 392 millions\$. En 1995, elles atteignaient le chiffre record de 6,3 milliards\$. En 30 ans, le volume a été multiplié par 16. L'assurance sur la vie est devenue un réservoir de capitaux d'importance majeure.

Ce secteur demeurera un pilier de l'économie québécoise. Sa croissance grandira encore. En ces deux dernières années, la plupart des grandes banques ont acquis ou fondé des sociétés filiales d'assurances. Elles visent même à vendre au comptoir certains produits d'assurances. Elles entendent compléter leur gamme de produits pour mieux exploiter la gestion de la richesse des personnes.

Les primes

La répartition entre les compagnies des primes d'assurances de personnes souscrites au Québec en 1995 est reproduite à l'annexe 1. La part de marché de chaque compagnie est indiquée.

Le tableau 21 indique la proportion des primes souscrites par les compagnies selon la région ou le pays de leur siège social.

TABLEAU 21
Primes d'assurances de personnes souscrites au Québec, en 1995⁴¹

Siège social	Compagnies	En 000 \$	% des primes
Québec	33	2 489 777	39,41
Ontario	76	2 445 462	38,71
États-Unis	70	687 402	10,88
Autres pays	18	351 988	5,57
Autres provinces	10	342 804	5,43
Total	207	6 317 433	100,0

41. *L'Inspecteur général des institutions financières*, Rapport annuel 1995.

Le premier tiers des primes est confié aux sociétés québécoises. De 1965 à 1995, elles ont progressé au rythme de la tortue. Leurs primes souscrites sont passées de 34,39 % à 39,41 %. À cette vitesse, il faudra attendre 210 ans avant qu'elles n'encaissent les trois quarts des primes québécoises, un objectif naturel à atteindre.

Les sociétés de l'Ontario viennent cueillir ici 2,4 milliards \$ en primes d'assurance de personnes, mais les sociétés québécoises sont incapables de franchir la barrière psychologique qui interdit aux « Canadiens » de protéger leurs héritiers par l'intermédiaire d'une compagnie québécoise. En 1995, sous leur nom traduit, les sociétés québécoises d'assurance de personnes n'ont perçu que 146 millions \$ dans le Haut-Canada. Pour obtenir des résultats, elles doivent acquérir des sociétés dûment enregistrées auprès des gouvernements fédéral ou ontarien.

Dans un avenir prochain, les sociétés québécoises devront affronter les sociétés d'assurances des grandes banques torontoises. En ces dernières années, les banquiers ont envahi ce domaine qui leur était jadis interdit. Ils ont créé leurs propres sociétés filiales.

La Royal Bank possède sous son nom une société d'assurance-vie et d'assurance générale. Elle a en plus acquis la Compagnie d'assurance Voyageur et la Westbury, compagnie d'assurance-vie. Elle vient de conclure une entente avec une société filiale de la Co-Cooperators.

La CIBC n'est pas démunie: elle a créé la Compagnie d'assurance-vie CIBC, Compagnie d'assurance générale et La Personnelle compagnie d'assurance.

La Scotia et la Toronto Dominion Bank ont fondé leurs propres sociétés d'assurance-vie et d'assurance générale. Le départ est déclenché. Les assureurs des banquiers fileront bientôt ventre à terre jusqu'au poteau. Les sociétés québécoises feront-elles la course en taxi ou à pied?

Les assureurs sont conscients de l'invasion de leur secteur par les banques. Il y a déjà quelques années la Prudential of America avait rejoint la London Life. La Prudential of London avait partagé ses affaires canadiennes entre la Mutual Life et la Sun Life. Voilà que la Great West vient d'acquérir la London Life, le cinquième assureur de personnes au Canada! La concentration se poursuit. Le Québec pourra-t-il demeurer lui-même? L'économie étouffera-t-il le sens national et social?

Les placements

L'actif des sociétés hors Québec n'est pas produit sur une base territoriale. L'Inspecteur général des institutions financières du Québec ne distingue pas les actifs qui résultent des affaires québécoises de ceux du reste du Canada pour l'ensemble des données fournies par les sociétés détenant un permis d'opération au Québec.

« Dans cette veine, l'article 15 de la Loi sur l'accès aux documents d'organismes publics et sur la protection des renseignements personnels stipule : Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements. En définitive, puisque les renseignements que vous demandez n'existent pas comme tel dans notre organisme, nous ne pouvons accéder à votre demande »⁴².

Mais une intervention providentielle nous transmet des renseignements différents de ceux demandés à l'IGIFQ, mais combien significatifs. Le 5 mai 1997, M. Yves Milette, vice-président principal des Affaires québécoises, Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes, publie une réplique au

42. Lettre du 4 juin 1996.

dossier de *L'Action nationale* sur les assurances. Il ne parle pas d'actifs, mais de placements. Voici l'extrait qui nous renseigne :

« *Les placements* »

« Voici le détail des placements qu'affirment avoir faits au Québec les compagnies d'assurances de personnes en 1994⁴³. »

Placements	En millions \$	%
Hypothèques et biens immobiliers	13 262	29,9
Titres de sociétés	11 444	25,9
Obligations provinciales	8 856	20,0
Obligations municipales	1 982	4,5
Obligations fédérales	6 263	14,1
Autres placements	2 458	5,6
Total des placements	44 265	100,0

Ces chiffres sont plus que discutables. Nous avons défié M. Milette de nous transmettre les portefeuilles 1995 de douze compagnies qui avaient souscrit au Québec 2 735 millions\$ de primes en 1995. Elles se classaient parmi les 16 premières compagnies pour les primes souscrites au Québec.

Notre méthode de calcul est fort différente de la technique de l'ACCAP. « Le détail des placements qu'affirment avoir faits au Québec les compagnies d'assurances de personnes en 1994 » est loin de la réalité. L'expression « affirment avoir faits » laisse songeur. Dans un tableau sur l'épargne et les placements que l'ACCAP nous a fait parvenir, il semble que la ventilation est basée sur le pourcentage de la population québécoise au Canada. *L'Action nationale* ne se contente pas d'une affirmation; elle fait la démonstration. Elle localise chaque action, chaque obligation,

43. Faits et statistiques – Les assurances de personnes au Québec, édition 1996, Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes.

chaque hypothèque, chaque valeur selon la province ou le pays bénéficiaire du placement.

L'actif québécois des primes souscrites au Québec par les compagnies étrangères représente un réservoir d'épargne d'au moins 30 milliards\$. Des analyses présentes démontrent une déportation massive de l'épargne québécoise. Elle varie de 60 à 78 % des placements effectués. En 1966, les analyses de *L'Action nationale* pour les portefeuilles de Canada Life, Confederation Life, Crown Life, Dominion Life, Great West Life, Imperial Life et Sun Life démontraient que leurs investissements au Québec dépassaient à peine les primes perçues au cours des trois dernières années.

En 1997, quelle est la proportion investie au Québec sur les quelque 30 milliards\$ d'actifs des primes qu'ont souscrites au Québec les compagnies des autres provinces et pays? Quelle est notre part dans les obligations, les débetures, les actions, les hypothèques et autres placements? Voilà la question! Elle mérite une réponse précise. Dans son enquête sur l'épargne québécoise, *L'Action nationale* analysera d'autres portefeuilles de sociétés d'assurance et elle produira éventuellement un rapport de la recherche, si le ministère des Finances et l'IGIFQ daignent apporter une coopération minimale. Sinon, nous utiliserons d'autres méthodes. Nous avons la certitude morale qu'à peine 20 % des valeurs mobilières produites par les primes québécoises sont placées au Québec.

L'insouciance collective prive le Québec de capitaux dont le peuple a besoin pour son développement économique et social. Les Québécoises et les Québécois doivent exiger que le gouvernement du Québec comprenne que les primes d'assurance sont des placements de primordiale importance. Elles constituent une partie capitale de l'épargne populaire. Elles représentent une source de capitaux indispensable au développement des régions d'où originent les primes.

La gestion

Il va de soi que les compagnies établies hors Québec versent à leurs assurés des prestations en cas de maladie, d'accident, de retraite ou de décès. Elles emploient aussi des milliers de Québécoises et de Québécois pour vendre leurs produits et gérer leurs succursales. Les prestations et ces emplois d'assureurs, de gérants et d'employés de comptoirs seraient tous protégés si les primes étaient versées à des compagnies québécoises.

Mais des milliers d'emplois haut de gamme sont perdus par les primes souscrites à des entreprises étrangères. Dans les sièges sociaux de Toronto, de Winnipeg, de New York, de Paris et de Londres, ce ne sont pas des Québécoises et des Québécois qui agissent comme actuaires, comptables, informaticiens, avocats, médecins, spécialistes, etc.

Pour un Québécois, chercher un emploi haut de gamme dans une société torontoise d'assurances, c'est acheter un billet à la 6/49.

7. Les assurances de dommages

Le nombre de sociétés d'assurance de dommages est effarant: 212. Le Québec en compte 70, mais les 22 premières sociétés québécoises souscrivent 99,0 % des primes du groupe.

Les primes

En 1995, 4 138 millions\$ de primes de dommages ont été souscrites au Québec.

L'annexe 2 présente la répartition selon les sièges sociaux des entreprises.

Le tableau 22 indique le partage des primes selon les régions, ainsi que le nombre des sociétés qui perçoivent des primes au Québec.

TABEAU 22
Primes d'assurances de dommages souscrites au
Québec, en 1995⁴⁴

Régions	Sociétés	En 000\$	% des primes
Québec	70	2 213 294	53,48
Ontario	58	1 318 449	31,86
Provinces	8	125 945	3,04
États-Unis	46	249 457	6,03
Autres pays	30	231 290	5,59
Total	212	4 138 435	100,0

Les données démontrent une participation québécoise qui n'est pas tout à fait conforme à la réalité. Cinq compagnies sont classées québécoises, qui ne le sont pas entièrement: Axa, Boréal, Boréal Agricoles, Bélair et Groupe Commerce. Les trois premières sont la propriété du groupe français Mutuelles-Unies; les deux dernières ont été acquises par International Nederlanden N.V., une société hollandaise.

Ces cinq sociétés filiales ont toutefois leur siège social au Québec et la majorité de leurs gestionnaires sont Québécois. Même si des profits et des dividendes sont exportés et que des décisions au-delà de l'océan peuvent influencer leur avenir, les cinq sociétés ont été classées québécoises. En 1995, elles avaient souscrit au Québec 992 millions\$ en primes d'assurance générale, soit 24,0 % du volume québécois. Elles sauvent notre honneur, grâce à une classification exceptionnelle de *L'Action nationale*. Mais dans la réalité, les sociétés entièrement québécoises d'assurances de dommages ne souscrivent que 29,48 % des primes québécoises.

44. Données compilées à partir du *Rapport annuel des assurances 1995*, L'Inspecteur général des Institutions financières, Québec.

Les placements

Les assurances de dommages garantissent à l'assuré une protection financière en cas de pertes matérielles ou de préjudices à autrui. Le régime des prestations peut être discuté, mais ce n'est pas l'objet de la recherche.

L'enquête s'intéresse à l'actif des sociétés étrangères d'assurance de dommages. Il totalise environ 5 milliards\$ de valeurs. Les gestionnaires torontois en possèdent la moitié. Aucune analyse n'a été conduite dans ce secteur. Mais les placements sont généralement faits par des spécialistes qui utilisent les mêmes instruments. L'indice Scotia McLeod est la bible des experts en placements. Il y a tout lieu de croire que les 5 milliards\$ de capitaux ne travaillent pas à 20 % pour le développement du Québec. Il ne faut pas rêver en plein jour.

C'est un autre chantier à ouvrir. Les lecteurs peuvent parier que sur les quelque 400 sociétés d'assurances générales qui font affaire au Québec, foi d'honneur, on ne trouvera pas cinq entreprises qui investissent au Québec le tiers de leur portefeuille d'actions.

La gestion

Les 2 milliards\$ de primes déportées créeraient le même nombre d'emplois chez les courtiers québécois si elles étaient souscrites à des sociétés québécoises. De plus, elles seraient génératrices d'emplois durables et de haute qualité dans les sièges sociaux des sociétés québécoises. La gestion hors Québec de 2 milliards\$ de primes et de 5 milliards\$ d'actifs crée 2 000 emplois en d'autres provinces et pays.

Un bon matin, vous lirez dans votre journal que votre fiducie a été achetée par une banque.

8. Les sociétés de fiducie

Les sociétés de fiducie sont régies par la « Loi (fédérale) sur les sociétés de fiducie et de prêt ». La « Loi (québécoise) sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne » s'applique à toutes les sociétés opérant au Québec. L'Inspecteur général des institutions financières du Québec émet le permis d'opération, surveille et contrôle la situation des sociétés, leur gestion et leurs pratiques.

Les sociétés de fiducie agissent à titre de gestionnaires des biens qui leur sont confiés sous la forme de successions, de mandats, de garde de biens. Elles reçoivent des dépôts qu'elles gèrent dans un fonds distinct. Elles émettent des certificats de placements garantis qui seront placés dans des prêts hypothécaires ou des valeurs mobilières. Elles peuvent, à certaines conditions, prêter aux individus et aux entreprises et investir dans l'immobilier.

Les biens des sociétés de fiducie sont gérés en trois formes différentes: le fonds garanti, le fonds de successions-fiducies et mandats et le fonds de la société. Le fonds garanti comprend les dépôts reçus et les valeurs correspondantes. Le fonds de successions, fiducies et mandats comprend les autres biens administrés pour autrui et gérés selon l'acte fiduciaire. Le fonds de la société consiste en l'avoir des actionnaires et dans les opérations de prêts et de placements qui s'ensuivent.

Les actifs

La présentation des actifs et des affaires transigées au Québec est une mission impossible. Les données sur les actifs et sur les résultats financiers reproduisent le total des affaires canadiennes des 29 sociétés qui font des affaires au Québec. La part des affaires transigées au Québec ne peut être produite. L'analyse du

rapport de l'Inspecteur général des institutions financières ne permet même pas de connaître la proportion québécoise du volume d'affaires des sociétés canadiennes. En plus de donner une information fort incomplète, le rapport de l'IGIFQ est mal conçu. D'une année à l'autre, des renseignements disparaissent et d'autres sont différemment présentés.

Au 31 décembre 1996, 29 sociétés de fiducie détenaient un permis de l'Inspecteur général des institutions financières. Huit entreprises agissaient en vertu d'une charte du Québec; dix-neuf sociétés possédaient une charte fédérale et deux autres détenaient une charte d'une autre province: Ontario et Manitoba.

L'actif des sociétés de fiducie opérant au Québec s'élevait à 46 064 millions\$ au 31 décembre 1996. Les sociétés à charte provinciale possédaient un actif de 5 675 millions\$, dont 1 592 millions\$ pour la Fiducie Desjardins. Les sociétés extra-provinciales opérant au Québec possédaient 40 388 millions\$ d'actifs canadiens⁴⁵.

Au cours des années, les sociétés à charte provinciale ont connu une courbe descendante. En 1991, les actifs des sociétés opérant au Québec totalisaient 16 964 millions\$. La chute est considérable: 11 289 millions \$ en huit ans. Mais la période des «vaches grasses» s'en vient, si les banques ne mangent les veaux. La croissance du secteur est plus que probable. Le vieillissement de la population augmentera les services de règlement successoral et de gestion de portefeuilles. Ce contexte favorisera les fiducies.

La venue des banques dans ce secteur en confirme la croissance. Les banques ont demandé et acquis le droit de participer au marché des activités fiduciaires. Elles possèdent environ 70 % de l'actif des sociétés de fiducie. Certaines banques ont fondé

45. Rapport annuel sur les sociétés de fiducie et sur les sociétés d'épargne 1996, *L'Inspecteur général des institutions financières*, Québec.

leurs propres filiales de fiducie. D'autres ont pris le contrôle de sociétés de fiducie en difficulté financière.

La Royal Bank gère le Royal Trust. La Toronto Dominion Bank a avalé le Central Guaranty Trust. La Banque Nationale a acquis le Trust général du Canada. La CIBC, maître de CIBC Trust, lorgne vers les 46 milliards\$ de Canada Trust qui gère 278 milliards\$ de biens. La Scotia Bank, propriétaire de Scotia McLeod, a acquis le National Trust. La Banque Laurentienne possède la Société nationale de fiducie et le Groupe Prêt et Revenu. Un bon matin, vous apprendrez que votre fiducie a été achetée par une banque.

Au 31 octobre 1996, l'ensemble des actifs sous administration auprès des six grandes banques se chiffrait à près de 1,3 billion de dollars, ce qui représente en gros 80 % des actifs administrés par des institutions financières réglementées⁴⁶.

Les sociétés de fiducie contrôlées par les grandes banques canadiennes sont présentes au Québec. Le tableau 23 vous les fait connaître.

TABLEAU 23
Sociétés de fiducie appartenant aux
banques canadiennes, 1996

Banques	Sociétés de fiducie	Actions
CIBC	CIBC Trust	100%
Desjardins	Fiducie du Québec	100%
Laurentienne	Trust Laurentienne	100%
Montréal	Trust Co of Bank of Montreal	100%
Nationale	Trust Général du Canada	100%
Scotia	Montreal Trust	100%
Royal	Royal Trust	100%
Toronto Dominion	TD Trust	100%

46. Rapport annuel sur les sociétés de fiducie 1996, L'Inspecteur général des institutions financières Québec.

L'Ontario domine dans le secteur fiduciaire québécois. En plus des sociétés filiales des cinq grandes banques torontoises mentionnées, on retrouve dans le paysage québécois les Bank of Nova Scotia Trust de Toronto, Canada Trust de London, FirstLine Trust de Toronto, Hongkong Bank Trust Company de Vancouver, Household Trust de North York, Investors Group Trust de Winnipeg, Mutual Trust de Toronto, National Trust de Stratford, Northern Trust de Toronto, R-M Trust de Toronto, Slate Street Trust de Toronto, Swiss Bank Corporation Trust de Toronto, Sun Life Trust de Toronto, Trust Company of London Life et Trust Company of Bank of Montreal de Toronto.

Vingt et une sociétés étrangères de fiducie dont dix de Toronto transigent dans le patrimoine québécois, car la fiducie est reliée directement au droit civil. Elle agit comme exécuter, curateur, administrateur. Elle agit tout d'abord dans le domaine de la propriété et du règlement des successions.

Un jour, il faudra évaluer l'impact des biens confiés à des sociétés étrangères de fiducie, sous les aspects de l'emploi, de la gestion, de l'informatique, des investissements et du développement du Québec. De façon certaine, les sociétés étrangères de fiducie déportent vers leurs sièges sociaux des milliers d'emplois que les Québécoises et les Québécois ne peuvent occuper. Si la libre circulation fonctionnait dans les deux sens, une compensation s'établirait. Mais le déséquilibre est entier. Les sociétés québécoises de fiducie encaissent des « peanuts » dans les autres provinces. C'est ça la libre circulation! Le Québec est en train de perdre ses culottes.

*Les grammairiens
trouvent que cette désignation étrange
est un crime contre le bon sens*

9. Les sociétés d'épargne

L'Inspecteur général des institutions financières du Québec a identifié sous le vocable bizarre de « sociétés d'épargne » un groupe de 12 entreprises qui empruntent des fonds du public pour consentir des prêts et faire des placements. C'est une désignation trompeuse. Les actifs de ces sociétés s'élèvent à 144 421 millions\$⁴⁷. C'est une diminution de 20 702 millions\$ de 1991 à 1995. L'IGIFQ a omis d'indiquer qu'il s'agissait de « millions\$ »⁴⁸.

Les 12 sociétés opèrent selon une charte fédérale. Une seule société a son siège social et son centre de décision au Québec: Société d'épargne et d'hypothèque Banque Laurentienne. Son actif est de 243 millions\$. La part du marché de l'entreprise québécoise est infime. Neuf des sociétés ont leur centre de décision en Ontario. Deux en Colombie-Britannique et la douzième en Alberta.

Sept sociétés appartiennent aux banques: CIBC, Hongkong, Laurentienne, Montreal, Royal, Scotia et Toronto Dominion. Elles canalisent 106 849 millions\$⁴⁹, soit 73,9 % des actifs du groupe. Les avoirs des sociétés d'épargne se répartissaient ainsi en 1995⁵⁰:

47. Rapport annuel sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, 1996, *L'Inspecteur général des institutions financières*.

48. Rapport annuel 1995, *L'Inspecteur général des institutions financières Québec*, 13; un rapport mal imprimé et mal relié.

49. Rapport annuel sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne 1995, *L'Inspecteur général des institutions financières*.

50. *Ibid.*

TABLEAU 24
Avoirs des sociétés dites d'épargne, 1996

Catégories	En millions \$
Prêts sur nantissement et aux consommateurs	3 587
Placements à court terme	9 370
Obligations	3 013
Actions	1 113
Prêts hypothécaires	116 720
Autres actifs	10 803
Total des actifs	144 606

La question principale est toujours la même. Combien de ces obligations, de ces actions, de ces hypothèques sont placées au Québec? Et à quels taux, à quelles conditions? Il est probable que la tendance lourde observée en d'autres secteurs financiers s'applique aux sociétés d'épargne dont le nom est excessivement enjôleur. Combien de milliards \$ d'épargne québécoise s'envolent vers l'Ontario, les États-Unis, l'Asie et l'Europe? Toujours le même problème. Les gestionnaires de l'argent oublient l'identité même des épargnants qui font leur fortune. Et le ministère des Finances n'a pas le temps d'étudier ce problème.

*Les pauvres d'aujourd'hui
pleurent l'usure légalisée.*

10. Les compagnies de finance

Les compagnies de finance fonctionnent à ciel ouvert et sous terre.

À ciel ouvert, les cartes de crédit opèrent. Le service n'est pas désintéressé, gratuit. Chargex, Master Card et Visa sont la propriété des banques ou du Mouvement Desjardins. American Express, Diners Club/enRoute les concurrencent. Au Canada,

59 millions de cartes de crédit sont en circulation. Deux cartes par habitant. Les transactions excèdent les 65 milliards\$. Le taux d'intérêt varie de 9,5 % à 18,9 %. Il grimpe vite au niveau de 18 % dès qu'un client est en retard sur son paiement mensuel. Il est demeuré au plafond pour tous les clients qui n'ont pas fait les démarches pour obtenir la réduction consentie à la suite de la pression des députés. Le taux d'intérêt est quotidien et composé. Il double et triple celui que les banquiers accordent sur les dépôts. C'est de l'usure.

À ciel ouvert, les banques et les caisses populaires imposent des frais onéreux pour les transactions et des taux d'intérêt sur les prêts qui varient de 7 à 21 % selon les garanties du client. Toutefois, les mêmes entreprises accordent sur les dépôts un intérêt presque dérisoire. À titre d'exemple, la Royal Bank versait un intérêt de 0,15 à 0,40 % sur un compte d'épargne. Elle allouait un taux de 1,87 % sur un dépôt à terme et 3 % sur un certificat de dépôt d'un an⁵¹. C'est de l'usure.

À ciel ouvert, les grands magasins Brault & Martineau, Canadian Tire, Eaton, Future Shop, Home Card, La Baie, Sears, Zellers et les prêteurs à la consommation et aux ventes au détail louent l'argent à un taux qui quintuple le taux moyen des certificats de dépôt. La moyenne du taux s'approche des 28 %. N'oublions pas les cartes des pétrolières Imperial Oil, Irving Oil, Petro-Canada, etc. L'ensemble des sociétés pétrolières exigent encore du 24 %, soit cinq fois le rendement d'un dépôt dans un REÉR. C'est de l'usure.

Sous terre, des entreprises opèrent à ciel ouvert. Les revues *Protégez-vous* et *Consommation* ont déjà dénoncé plusieurs délits. Entre autres, les entreprises RTO et Rent to Own pratiquent un commerce contestable. À des personnes dont le crédit est mauvais, elles louent des équipements et divers produits avec un

51. *Le Soleil*, 7 août 1997, B.2.

contrat d'achat. Les clients effectuent des versements jusqu'à la fin de la période de location. Alors ils deviennent propriétaires des articles loués. Un exemple: l'achat d'un ensemble laveuse-sécheuse coûte 968.62 \$ chez Moffat, taxes incluses. Le bail-location sur une période de 24 mois coûte 2521.56 \$⁵². Le taux d'intérêt est de 117 %. Et les clients incapables de payer un versement mensuel doivent rapporter le bien loué à la compagnie. C'est de l'usure.

Sous terre, des fraudeurs et des prêteurs sur gages opèrent à ciel ouvert. L'industrie est florissante. En déambulant sur la rue Sainte-Catherine Est, un certain nombre peuvent être identifiés. Des redresseurs financiers gagnent leur vie en conseillant la faillite et le camouflage de certains biens. Des courtiers en prêts exigent une rémunération pour servir d'intermédiaires auprès des institutions financières. Des agents de recouvrement harcèlent et menacent des personnes financièrement fragiles. La revue *Consommation* relatait l'histoire invraisemblable du Bureau de réhabilitation de crédit de Montréal⁵³. Cet organisme offrait ses services à des personnes en difficultés financières. L'argent prêté était gardé en garantie. « Ce qui n'empêchait pas les clients d'avoir à rembourser leur prêt durant une période allant de 18 à 36 mois ».

Les multiples compagnies de finance feront l'objet d'une étude plus approfondie au cours des prochains mois. Le temps ne nous a pas permis d'analyser ce secteur financier dont la taille est colossale. Les données sur cette question sont clairsemées. Les répertoires du *Financial Post* et de *Dun & Bradstreet* ne nous fournissent aucun renseignement sur une entreprise géante comme *Household Finance*.

L'industrie de la finance interlope est riche. Très riche. Sous ses diverses facettes, elle canalise des milliards\$. Combien?

52. *Consommation*, vol. 7, n° 4.

53. *Ibid.*

Nous tenterons de l'évaluer. Le résultat est cruel, tragique: l'endettement des ménages. Cette question est devenue un problème économique et social très grave. Les entreprises bancaires n'aideront jamais à la solution. Le profit est leur objectif. Les caisses populaires ont abandonné les classes populaires. Il faut à nouveau inventer un mode d'économie sociale au service des personnes que les entreprises financières ignorent.

*Les projets actuels de solidarité
sont les brouillons d'un avenir meilleur*

11. Les fonds d'investissement

Le mouvement syndical évolue. Il s'engage dans une formule d'avenir, s'il sait maintenir le cap sur les objectifs déterminés à l'origine. La FTQ lançait son *Fonds de solidarité* en février 1984. La CSN créait le *Fondation* en janvier 1996.

Pourquoi ces interventions? Parce que les changements technologiques créent des emplois précaires à côté d'emplois haut de gamme. Parce que le nombre des exclu(e)s augmente sans cesse. Parce que la croissance économique accroît la pauvreté.

Les centrales ouvrières innovent. Elles s'inscrivent dans un processus de gestion participative. Elles établissent des organismes financiers pour maintenir et créer de l'emploi. Elles investissent dans des entreprises québécoises soixante-dix pour cent des épargnes qu'elles recueillent.

Ces deux fonds ne sont pas uniquement limités à la création d'emplois. Les centrales entendent développer la ressource humaine. Elles s'intéressent à la formation économique des salariés. Elles organisent des sessions d'information. Elles recherchent des formes de gestion participative. Elles initient les travailleurs à cette fin. Elles les convient à exercer une influence sur l'employeur.

Les fonds sont sous la responsabilité de chaque *Centrale*. Ils sont administrés par un conseil de direction distinct. Tous les

contribuables peuvent souscrire. Les actionnaires du *Fonds de solidarité* et du *Fondaction* bénéficient d'un double avantage fiscal: un crédit d'impôt spécial et la déduction ordinaire d'un régime épargne-retraite. Un cotisant peut récupérer près de 80 % du montant souscrit dans l'année, quitte à payer l'impôt lorsqu'il vivra sous le régime de la retraite.

L'épargne recueillie est investie en capital de risque dans des projets de consolidation, d'expansion, de modernisation et de démarrage. Une attention particulière est accordée aux PME, des entreprises créatrices d'emplois. Avant d'investir, les fonds tiennent compte de la santé financière de la compagnie, de son bilan social et de la qualité de vie du milieu: conditions, relations et organisation du travail.

L'actif du *Fonds de solidarité* dépasse déjà les 2 milliards\$. Le nombre de ses actionnaires excède les 300 000. Plus d'un milliard\$ est investi dans 3 000 entreprises. Certains créneaux d'avenir sont privilégiés: biotechnologie, aéronautique, transport, équipement forestier, environnement... Le résultat: près de 40 000 emplois ont été créés ou sauvés.

Le *Fondaction* a débuté ses activités le 24 janvier 1996. Un mois plus tard, le 29 février, il comptait déjà 5 000 déposants qui avaient souscrit 7,6 millions\$. Depuis, l'expansion du fonds dépasse les prévisions. *Fondaction* entend soutenir un développement durable où tous, employeurs et employés, seront vainqueurs. Au 30 juin 1997, l'actif atteignait les 34 millions\$, avec 9 748 actionnaires.

Aussi valables soient-ils, les *Fonds de solidarité* et *Fondaction* ne peuvent seuls résoudre le problème tragique du chômage et de l'aide sociale. Leurs démarches s'incrivent dans une politique du plein emploi. Il n'est donc pas surprenant de les voir revendiquer un projet de société qui s'inscrit dans la social-démocratie, et non dans l'ultra-libéralisme.

*L'avenir aura peine à les concevoir
tellement les appétits sont voraces*

12. Les fonds mutuels

Les deux prochains chapitres présentent le portrait des fonds mutuels au Canada. Avant de vous introduire dans ce vaste chantier, il convient de souligner l'esprit et le climat des milieux financiers.

La plupart des **gestionnaires de l'argent des autres** vivent dans le village global. Ils sont les hérauts des ultra-libéraux. Pour eux, le capitalisme incarne l'avenir. Pour nous, la mondialisation est le dernier espoir du capitalisme. C'est l'évasion qui profite aux plus forts. La stratégie se résume à plus de libéralisme pour plus de capitalisme. Elle propose la flexibilité sans autre horizon que la rentabilité, la mobilité, la libre circulation, la déflation salariale, la privatisation et les coupures bêtes et méchantes.

Dans ce contexte, les sociétés de fonds mutuels ont opté pour le village global. Elles embrassent l'univers. Aux quatre coins du globe, elles dispersent à tous vents les épargnes des Canadiens et des Québécois. Les gestionnaires de fonds ne jurent que par l'universalisme. Ils croient que la valeur des placements dépend de l'évaluation que Wall Street fera de la bourse de Tokyo, après avoir pesé dans la balance les visées expansionnistes de monsieur Clinton.

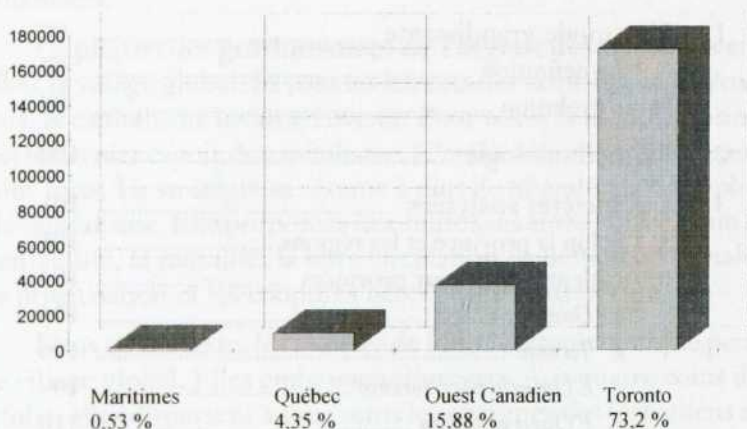
Leurs critères de placements sont illimités. Le monde est sans frontière. Le capital circule librement. Le profit est la règle. Les milliards de dollars prêtés à des pays en développement n'ont pas encore été remboursés. Les banques canadiennes en sont même venues à faire des provisions déductibles de l'impôt pour ces prêts perdus.

III.

L'importance des fonds mutuels

1.	Une mode grandissante	97
A.	La définition	97
B.	L'évolution	99
2.	La méthodologie	100
3.	Les sociétés analysées	101
A.	Selon la province et les régions	101
B.	L'identification par provinces	104
a.	<i>Québec</i>	104
b.	<i>Toronto</i>	106
c.	<i>L'Ontario hors Toronto</i>	109
d.	<i>L'Ouest canadien</i>	110
e.	<i>Les Maritimes</i>	112
C.	Les sociétés milliardaires	113
D.	Le premier de classe	116

L'actif des sociétés canadiennes de fonds mutuels en millions \$



*Nous ne sommes plus que les locataires
d'un petit Québec de plus en plus illusoire.*

Pierre Perreault

*La raison du plus fort
est toujours la meilleure
Nous l'allons montrer tout à l'heure*
Jean de La Fontaine

III. L'importance des fonds mutuels

En octobre 1996, *L'Action nationale* publiait une étude sur les fonds mutuels. Les actifs totalisaient 178 milliards\$ au Canada, à la date du 31 décembre 1995.

Les Québécoises et Québécois avaient souscrit 35 milliards\$ dans cette industrie. Les sociétés québécoises se partageaient 5,7 milliards\$ d'actifs. Les placements faits au Québec par toutes les sociétés canadiennes de fonds mutuels ne s'élevaient qu'à 7,9 milliards\$.

Près de 27 milliards\$ d'épargne québécoise étaient alors dispersés aux quatre points cardinaux. La rafale est brusque, violente. Elle sème la richesse dans toutes les provinces canadiennes et dans soixante-deux pays de la planète, sans aucune forme de contrôle québécois. La bourrasque n'a placé au Québec que 5,8 % des avoirs du secteur, sans aucune forme de contrôle québécois.

C'est une dérivation sur laquelle nous avons fermé les yeux depuis la défaite de Montcalm. Au même moment, les Américains, les Britanniques, les Japonais... investissent au Québec. Ils y trouvent leur profit. Sans quoi, ils s'abstiendraient. Ils investissent ici en conservant habituellement la maîtrise de leurs capitaux. Quelle différence! À l'exportation et à l'importation

du capital, les étrangers contrôlent. Les Québécois sont des spectateurs.

Pour la deuxième année consécutive, nous analysons les placements des fonds mutuels. L'accessibilité des renseignements sur leurs états financiers est exemplaire. La transparence de ce secteur devrait inspirer l'ensemble des entreprises financières, qui agissent en catimini. Elle devrait faire entrer un peu d'air frais dans les poumons des gouvernements qui jouent à cache-cache avec l'information financière. Espérons que l'éclair du message illuminera le Salon rouge. La fierté de Michel Vastel peut apporter un peu de clarté :

« Je n'aurais jamais cru que le dossier-choc de Rosaire Morin sur la déportation des épargnes des Québécois souleverait de telles passions. Les "bas de laine" et les "têtes de pioche" se sont mis à discuter avec passion du mérite d'assurer nos vieux jours ou de risquer notre présent.

« Les "bas de laine" se moquent de la main qui brasse leurs économies, ou de l'odeur que prend leur argent, pourvu que cela leur assure une confortable retraite. Les "têtes de pioche" ont le goût de cogner dans le roc pour y découvrir un nouveau filon, de creuser un sillon pour y semer une autre graine. Les coureurs des bois et les porteurs d'eau hésitent entre la pantoufle et la botte de randonnée. »¹

Dans ce chapitre, les « têtes de pioche » traiteront de l'importance des fonds mutuels, du mode d'investissement et de l'évolution de cette industrie. Nous présenterons la méthodologie du travail. Nous vous ferons connaître les sociétés de fonds mutuels selon la région et la province de leur siège social. Nous vous présenterons les sociétés milliardaires et, d'une façon plus élaborée, le premier de cette classe : Investors Group.

1. Michel Vastel, La fierté de l'avoir, *Le Soleil*, 7 octobre 1996, 84.

Le mot mode exprime l'engouement inventé par les banquiers pour gérer la richesse du peuple

1. Une mode grandissante

Avec les fonds mutuels, la course au trésor n'est pas près de se terminer. Les analystes prévoient une varappe accélérée. Mark Maxwell et Gordon Capital prédisent que les actifs canadiens s'élèveront à 400 milliards\$ au début des années 2000. Ce sommet peut même être atteint dès la fin de 1998. L'hypertrophie est favorisée par l'invasion des banques dans le secteur. Ces gérants de l'argent des autres sont superpuissants. À les écouter, les fonds mutuels sont les abris fiscaux pour la sécurité de la retraite.

La définition indique le sens à donner à la mode des fonds mutuels

A. La définition

Le fonctionnement d'un fonds mutuel est simple. Des milliers de personnes mettent leurs épargnes en commun. Elles espèrent le meilleur rendement. Le fonds achète des centaines de titres. Chaque investisseur obtient des parts, selon la somme investie. La valeur de chaque part varie selon les événements politiques, la volatilité des marchés financiers et de multiples facteurs très variables. Le placement comporte des risques.

Le gestionnaire du fonds investit au Chili plutôt qu'en Gaspésie si le rendement prévisible semble plus élevé. Et cela est possible, car on place dans les entreprises chiliennes à haute croissance qui paient habituellement les plus faibles salaires. Peu de personnes comprennent ce jeu de Monopoly. Peu de personnes connaissent l'utilisation de leurs investissements dans un fonds mutuel. Le profit maximum est recherché. Jacques et Catherine ne se préoccupent pas du fait qu'un jour leur argent ainsi placé pourra les condamner au chômage.

Le dépôt n'est pas garanti. Les rapports des fonds mutuels le précisent avec clarté. La même réserve apparaît dans l'ensemble des prospectus. À titre d'exemple, le rapport annuel 1996 de la Bank of Montreal écrit en toutes lettres que « les parts du fonds ne sont pas assurées en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada ou de toute autre loi, et elles ne sont pas garanties en vertu de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec ou par la Banque de Montréal ».

C'est là une faille périlleuse pour l'épargnant. Aucune protection n'est offerte, ni par l'État, ni par les sociétés milliardaires qui sollicitent l'épargne populaire. C'est une déficience à combler. Les investisseurs inexpérimentés peuvent réaliser un profit ou subir une perte à la vente de leurs parts. La perte serait la catastrophe la plus funeste pour Rita. C'est la seule économie qu'elle possède.

Face à un Québec emprunteur qui verse en intérêts des milliards\$ à des financiers établis en d'autres pays, la question principale demeure toujours la même: les épargnes québécoises développent-elles le Québec? ou financent-elles contre toute logique les entreprises établies en d'autres contrées?

Le présent dossier présente les placements des fonds mutuels selon les provinces et les pays, en insistant d'une façon particulière sur les investissements dans les secteurs publics québécois et canadien. C'est ainsi qu'apparaît la déportation de l'épargne. Les fonds mutuels transportent hors du territoire québécois le fruit de notre travail. Cette exportation affecte, non seulement la vie économique, mais aussi la vie sociale et la culture québécoises.

*L'évolution est le mouvement rapide
d'implanter un nouveau système de placement.*

B. L'évolution

Les sociétés de fonds mutuels ont connu une escalade rapide comme l'éclair. De janvier à juin 1997, les contribuables canadiens et québécois souscrivaient 32,7 milliards \$² dans les portefeuilles d'actions avec l'espérance de rendements supérieurs. Ils oubliaient que les marchés financiers sont giratoires, oscillatoires et souvent vertigineux. La descente est parfois très raide.

Le marché des fonds mutuels a débuté au Canada vers 1930. Il s'est développé lentement. Au 31 décembre 1965, deux millions de Canadiens plaçaient 2 459 168 331 \$ dans les fonds mutuels. Depuis, l'industrie a connu une escalade à l'américaine.

Le tableau 25 présente l'évolution depuis 1982.

TABLEAU 25
Évolution des fonds mutuels au Canada, 1982-1996

Généralités	1982	1993	1995	1996 ³
Nombre de fonds	91	636	1 270	1 426
Nombre de sociétés	24	74	152	156
Actions en millions \$	4 070	114 600	178 764	245 016

L'amoureux montait au balcon par une échelle. Les arbres s'accrochent encore à pic aux parois et escaladent une petite montagne. Comme les fils de Noé, les banquiers veulent escalader le ciel. Ces nouveaux astronautes en sont même rendus à la confusion des langages. Les femmes et les hommes d'un pays n'entendent plus la parole des autres. La course folle vers les richesses entassées dans la tour de Babel conduit l'humanité vers

2. [Http://www.canoe.ca.FP/jul16_mutualfunds.html](http://www.canoe.ca.FP/jul16_mutualfunds.html).

3. Survey of Mutual Funds, *The Financial Post*, 31 décembre 1996.

le bonheur ou vers le malheur? Au lieu de répondre à cette contraignante question, examinons la méthodologie toute simple de l'enquête sur l'épargne.

*L'ensemble de démarches que suit l'enquête
repose sur des faits irréfutables
et sur des opinions discutables.*

2. La méthodologie

L'enquête vise à rendre compréhensibles les données sur les placements et la gestion des fonds mutuels.

La première tâche a été de recueillir les portefeuilles 1996 des sociétés canadiennes de fonds mutuels. La recherche débute par la localisation du siège social d'au moins 150 000 actions, obligations et autres valeurs. Le siège social se définit comme l'endroit où résident le centre de décisions et la majorité des cadres supérieurs. Pour déterminer la province ou le pays de chaque placement, une vingtaine de répertoires ont été consultés: Dun et & Bradstreet, ELC Publishing, Financial Post, Statistique Canada et Who's Who Publications.

L'intervention suivante consistait dans la consolidation des fonds d'une même entreprise. Les comptables savent ce que représente ce travail de vérifier à l'horizontale et à la verticale une masse de chiffres imposante et de rassembler les données diverses éparpillées dans chacun des fonds. La comparaison des placements entre les régions, le relevé des rendements et la vérification de certains faits ont nécessité des milliers d'heures de travail de nature très diversifiée.

Le rapport et les recommandations ont fait l'objet de nombreux débats, de plusieurs rencontres et d'une réflexion sur l'avenir du Québec.

*L'enquête sur les fonds mutuels
est plus qu'un échantillonnage;
96,6 % des actifs au 31 décembre 1996 ont été analysés.*

3. Les sociétés analysées

La recherche a traité les rapports 1996 de 132 sociétés présentant les actifs de 1 312 fonds. La valeur au marché des portefeuilles atteint les 236 762 millions\$. Nous présentons plus qu'un échantillon. Le casse-tête est presque total.

A. Selon la province et la région

Le tableau 26 présente, par province, le nombre de sociétés analysées, leur part du marché canadien, l'actif des fonds en 1995 et en 1996.

TABLEAU 26
Sociétés de fonds mutuels par province et région,
1995, 1996

Provinces et régions	Actif 1995 en 000\$	1996 Cies	Actif 1996 en 000 \$	% 1006 fonds
Ontario	115 387 905	88	187 598 535	79,24
Manitoba	19 861 878	5	30 523 988	12,89
Colombie-Britannique	3 864 400	11	6 569 018	2,78
Alberta	343 631	4	502 550	0,21
Saskatchewan	0	0	0	0
Total de l'Ouest	24 069 909	20	37 595 556	15,88
Québec	5 780 087	23	10 305 098	4,35
Nouvelle-Écosse	727 488	1	1 262 943	0,53
Nouveau-Brunswick	3 559	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0	0
Terre-Neuve	0	0	0	0
Total des Maritimes	731 047	1	1 262 943	0,53
Total canadien	145 968 948	132	236 762 132	100,00

L'Ontario

L'Ontario dominait en 1995. Ses sociétés possédaient 79,05 % des actifs canadiens des fonds mutuels. Elle domine toujours en 1996: 79,24 % des actifs. Mais c'est Toronto qui triomphe. La suprématie de Toronto se transforme en hégémonie; les proportions passent de 70,09 % à 73,2 % d'une année à l'autre. *Bay Street* surclasse, règne, commande, gouverne et asservit. Non seulement dans les fonds mutuels, mais dans tous les secteurs financiers: banques, fiducies, assurances, courtage, financement. La province de Québec devra obéissance, allégeance et soumission pendant les 100 prochaines années au « club des 5 banquiers », si elle n'obtient pas la liberté politique qui lui permet de quitter la servitude économique.

Dans les fonds mutuels, il y a Toronto et le reste du Canada. Les 69 sociétés torontoises totalisent des actifs de 173,1 milliards \$. Cessons de rêvasser! La liberté n'est pas la servitude, ni la dépendance. L'actif des sociétés québécoises, même s'il a presque doublé, de 5,7 à 10,3 milliards \$, ne représente que 4,35 % des avoirs du secteur. Nos entreprises marchent 4 milles à l'heure; les sociétés ontariennes courent avec des bicycles à 10 vitesses.

Le Québec

Le poids du Québec est léger, très maigre. L'estomac est creux, vide. Un léger progrès de 1995 à 1996: nous sommes passés de 3,96 % à 4,35 %. À ce rythme, une centaine d'années s'écoulera avant d'avoir conquis notre place. C'est là le sort d'un peuple colonisé! Nous avançons en arrière comme dans les vieux tramways, mais il n'y a pas de porte de sortie.

Les Québécoises et les Québécois ont souscrit au moins 50 milliards \$ dans les fonds mutuels en 1996. L'actif des sociétés québécoises correspond à 20 % des fonds versés par les Québécois. Près de 80 % de nos épargnes créent des emplois de gestionnaires et de travailleurs en d'autres provinces et pays.

Ces 40 milliards \$ d'épargne québécoise déportée échappent à notre contrôle parce qu'il y a quelque part au Québec des roitelets peureux. Une situation aussi intolérable ne peut perdurer sans qu'il y ait dans le paysage des coupables au niveau des décideurs financiers et politiques.

Les Québécoises et les Québécois sont-ils incapables de faire fructifier eux-mêmes leur argent? Sont-ils inaptes et incompetents? Incapables de développer leur pays? De limiter la pauvreté? De donner de l'espérance aux personnes qui désespèrent? C'est le cri du cœur de Réjean Pelletier qui nous écrit:

« La situation de ma famille est tragique. Pourquoi? L'épargne québécoise échappe au contrôle des Québécois. Notre argent est administré par des financiers étrangers au Québec qui maîtrisent, par la même occasion, la condition sociale du Québec et qui maintiennent ma famille dans la pauvreté: deux frères en chômage ».

La lettre de Lise Phaneuf exprime une même pensée. Le ministre des Finances devrait comprendre le gros bon sens exprimé:

« L'épargne rapatriée stimulerait l'économie, réduirait le chômage, améliorerait les conditions matérielles de la vie. Si ça continue, le Québec ressemblera à un pays du Tiers-Monde. Celui qui contrôle l'épargne contrôle le pouvoir économique. Et qui dit pouvoir économique sur un territoire dit alors pouvoir politique sur ces mêmes frontières ».

Ces lignes sont extraites d'une lettre bouleversante de quatre pages d'une jeune fille de 26 ans qui vit de l'aide sociale avec un baccalauréat en lettres.

*Tout se fait lentement dans la province
et l'avenir est décidé par
la minorité anglo-saxonne*

B. L'identification par province

Nous présentons chacune des 132 sociétés de fonds mutuels selon la province de son centre de décisions. Quelques opinions significatives éclaireront la route à suivre.

a. Québec

Le tableau 27 présente les 23 entreprises québécoises, indique leur part du marché canadien et les actifs 1995 et 1996.

TABLEAU 27
Sociétés québécoises de fonds mutuels,
en 000 \$, 1995 et 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
InvesNat	1 471 214	2 456 243	1,04
Montrusco	n.d.	1 394 609	0,60
Talvest	1 208 909	1 362 717	0,58
Desjardins	810 210	1 340 503	0,57
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	0,35
Professionnels du Québec	431 871	538 917	0,23
Férique	329 268	422 237	0,18
Prêt et Revenu	260 486	364 660	0,15
Trust Général du Canada	230 932	268 686	0,11
Cornerstone	*	252 636	0,11
GBC Asset	n.d.	219 013	0,09
Fonds FMOQ	159 727	192 190	0,08
SSQ Vie	115 313	149 634	0,06
Azura	n.d.	98 485	0,04
Concorde	44 167	77 973	0,03
Standard Life	58 501	77 007	0,03
Cote 100	n.d.	73 120	0,03
Ficadre	38 247	59 238	0,02
Réa	60 750	43 798	0,02
Vision	n.d.	26 861	0,01
Optimum	20 670	25 768	0,01
BNP	22 465	18 840	0,01
Croissance Sélect	n.d.	12 822	—
Orbit	6 174	n.d.	—
* Fonds inscrits à Toronto en 1995.			
Total	5 780 087	10 305 098	4,35

L'ensemble des sociétés québécoises de fonds mutuels ont à peine bougé en 1996. InvesNat s'est accru d'un milliard\$. Le progrès est appréciable. La cueillette des fonds de Azura, Cornerstone, Cote 100, GBC, Montrusco et Vision augmente les actifs de 2 milliards\$. Les 16 autres sociétés ont majoré leur avoir d'un milliard et demi seulement. Nos grands financiers ne se sentent pas en train. Ils ne travaillent pas à fond de train. Ils observent la vitesse du train du curé Labelle rendu légendaire par Félix Leclerc. Mais le curé est mort. Félix aussi. Et le train est disparu.

Faut-il tirer une morale de cette situation, à la manière de La Fontaine, ou convient-il d'en rire, comme le ferait Molière? Certains financiers québécois connaissent une vie calme et bien tranquille, sans histoire. Gestionnaires de l'argent des autres, ils aiment la richesse plus que l'honneur et la vertu.

Par bonheur, un certain nombre sont préoccupés de l'avenir du peuple québécois. Ils sont inquiets. Ils prennent conscience de l'appauvrissement collectif et de l'urgence d'une action solidaire et concertée. Ils sont prêts à mettre la main à la pâte et à travailler avec ardeur pour que « le petit Québec de plus en plus illusoire »⁴ prenne sa place au soleil. Souhaitons que l'année 1997 établisse le record de tous les temps: 25 milliards\$ d'actif dans les sociétés québécoises de fonds mutuels. Si tous se donnent la main... Est-ce possible? Est-ce illusoire?

Si nous n'atteignons pas un tel résultat, François Lemay aurait raison et nous en serions désolés. Voici ce que nous écrivait cet abonné:

« Comme votre dossier l'indique, les sociétés québécoises qui contrôlent 5 milliards\$ de l'épargne nationale ne font pas le poids contre les nombreuses compagnies ontariennes qui dominent le marché en gérant 115 milliards\$ d'actifs. Ceci m'amène à me demander si le faible pourcentage contrôlé par les fonds mutuels québécois représente, soit le manque de compétence de nos gestionnaires, ou seulement le manque de confiance des Québécois ».

4. « Nous ne sommes plus que les locataires d'un petit Québec de plus en plus illusoire », Pierre Perrault.

*Toronto prélève le fruit du travail
des Québécoises et des Québécois*

b. Toronto

Le tableau 28 présente les maîtres de l'économie canadienne. Il indique la part de chaque société torontoise, les actifs 1995 et 1996. L'hégire de Toronto régira le Québec aussi longtemps que nous serons une province comme une autre. Elle dicte à Ottawa les plans « B », « C » et « D ». Elle possède le pouvoir de l'attraction. L'imbrication des grandes banques facilite ses desseins. « La raison du plus fort est toujours la meilleure ».

TABLEAU 28
Sociétés torontoises de fonds mutuels,
en 000 \$, 1995 et 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
Trimark	13 800 505	20 742 919	8,76
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	5,91
Templeton	2 481 111	11 563 523	4,88
TD Green Line	4 420 077	10 383 586	4,39
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	3,77
CIBC	6 191 464	8 909 941	3,76
Fidelity	6 170 866	8 138 755	3,44
Altamira	5 343 535	6 594 343	2,79
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	2,65
Canada Trust	4 287 355	5 953 602	2,51
CI Mutual	4 668 821	5 884 682	2,49
AGF Investment	4 027 225	5 459 739	2,31
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	2,20
Dynamic	3 514 128	5 116 139	2,16
Spectrum-Bullock	2 415 640	4 583 303	1,94
20\20	*	4 531 580	1,91
Royal Trust	6 716 591	4 405 502	1,86
Integra	n.d.	4 362 005	1,84
Universal Mackenzie	n.d.	3 546 888	1,50
IVY Mackenzie	n.d.	3 534 064	1,49

III. 3. LES SOCIÉTÉS ANALYSÉES

Tableau 28 (suite), sociétés torontoises

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
Global Strategy	2 967 668	2 961 087	1,25
Vista ManuLife	n.d.	2 945 867	1,24
Canada Life	1 646 735	2 166 920	0,92
BPI Financial	1 326 963	2 067 896	0,87
Laurentian Funds	1 670 568	1 827 810	0,77
Guardian Group	1 108 580	1 677 106	0,71
Elliott & Page	869 635	1 589 864	0,67
GT Global	234 407	1 577 904	0,67
Atlas Group of Funds	460 970	1 270 169	0,54
Working Ventures	861 304	849 051	0,36
National Trust	559 708	756 756	0,32
Maxxum	n.d.	653 106	0,27
Sceptre Investment	261 402	502 170	0,21
Integra ICM	n.d.	486 701	0,21
AIM Mutual	n.d.	390 997	0,17
Beutel Goodman	268 596	362 260	0,15
Invesco - Admax	249 858	347 384	0,15
ABC Fundamental		311 743	0,13
Marathon	64 788	300 049	0,13
National Life	132 364	254 397	0,11
Ontario Teacher's	212 084	243 810	0,10
Millenia III	24 338	179 298	0,08
Jones Heward	154 671	150 360	0,06
Triax	n.d.	147 799	0,06
Hodgson Robertson	133 015	128 443	0,05
OHA Group	*	110 733	0,05
Clean	56 691	86 078	0,04
Saxon Funds	47 410	79 041	0,03
Caldwell	43 016	75 858	0,03
Friedberg	n.d.	66 704	0,03
McLean Budden	43 526	53 305	0,03
Colonia	27 656	50 292	0,02
Middlefield	12 138	46 273	0,02
Can. Anesthesists	32 786	35 538	0,01
Stone Co.	n.d.	29 419	0,01
Scudder	n.d.	28 189	0,01
Cassels Blaikie	25 029	27 136	0,01
Millennium	5 876	22 012	0,01
Universal Avenue	n.d.	20 510	0,01

Tableau 28 (suite), sociétés torontoises

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
GoldFund	n.d.	19 019	0,01
Canadian Venture	n.d.	16 783	0,01
Clarington	n.d.	15 112	0,01
GlobeInvest Emerging	n.d.	14 258	0,01
First Ontario	12 522	13 695	0,01
Strategic Value	n.d.	9 863	—
Associate Investors	7 477	9 378	—
Ami Private Capital	9 801	9 077	—
Fesa Enterprises	3 375	7 365	—
Entertainment	n.d.	6 462	—
Resolute Growth	n.d.	4 720	—
O'Donnell	1 349	*	—
Spectrum United	1 791 063	n.d.	—
Nesbitt Burns	202 385	n.d.	—
Imperial	109 982	n.d.	—
University	22 182	n.d.	—
Capstone	9 112	n.d.	—
First Heritage	3 845	n.d.	—
Cornerstone	227 874	*	—
* Fonds dont le siège social a changé de ville ou de province			
Total	102 311 917	173 118 762	73,12

Le poids torontois est lourd, écrasant, accablant. Les 70 sociétés torontoises de fonds mutuels possèdent des actifs qui atteignent les 173,1 milliards\$, soit 73,12 % du marché canadien. Leur puissance d'attraction est sans retour, omnipotente. Trois empires: Trimark, Templeton et TD Green Line ont connu une croissance supérieure à la moyenne.

Bay Street est le pilier, le cœur des entreprises financières au Canada. L'importance au Québec des sociétés ontariennes est prédominante dans les banques, fonds mutuels, fiducies, hypothèques, cartes de crédit, gestion de portefeuille, valeurs mobilières, immeuble, informatique, assurances. Rien n'échappe à leurs prétentions, à leur charme, à leur pouvoir.

La lutte pour la survie de l'Hôpital de Montfort rappelle la lutte pour l'École Guigues

c. *Ontario moins Toronto*

Le tableau 29 présente les sociétés ontariennes de fonds mutuels, hors Toronto, leur part de marché et leurs actifs 1995 et 1996.

TABLEAU 29
Ontario moins Toronto - Sociétés ontariennes de
fonds mutuels, en milliers \$, 1995, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
MD Mutual Funds	4 459 461	5 772 048	2,44
Mutual Life	1 473 947	2 392 305	1,01
AIC Funds	360 267	2 191 194	0,93
Empire Financial	761 068	1 072 409	0,46
O'Donnell	*	690 657	0,29
NN Financial	n.d.	608 253	0,26
Royal Life Funds	219 338	260 994	0,11
Canadian Dental	n.d.	212 310	0,09
Metropolitan	116 230	168 043	0,07
Equitable	106 397	165 906	0,07
Westbury Life	n.d.	102 657	0,04
Transamerica	43 742	84 889	0,04
Tradex	61 321	81 562	0,03
Primerica	n.d.	81 062	0,03
ManuLife Cabot	29 251	77 510	0,03
Pursuit Financial	n.d.	45 167	0,02
Capital Alliance	5 152	31 260	0,01
Retrocom	22 367	30 419	0,01
All Canadian	19 537	20 131	0,01
London Life	1 618 265	n.d.	—
Prudential	429 836	n.d.	—
Margin	3 970	n.d.	—
20/20	3 069 834	*	—
OHA Group	97 869	*	—
ABC Fundamental	178 136	*	—
* Fonds dont le siège social a changé de ville ou de province			
Total	13 075 988	14 088 776	5,95

Ces 19 sociétés se développent dans la pénombre des fonds titanesques de Toronto. D'une taille inférieure, elles investissent davantage dans leur milieu. La même attitude n'inspire pas toutes

les sociétés québécoises de fonds mutuels. Au lieu d'investir dans le développement social et économique du milieu, les financiers et le gouvernement d'ici tablent d'abord sur la rentrée de capitaux étrangers. Dans le voisinage de l'automne, les oiseaux émigrent. Ainsi s'envole l'épargne québécoise contrôlée d'un siège social lointain.

*Sans guerre déclarée mais friands de domination,
messieurs les Anglais ont assimilé
les deux tiers des français dans l'Ouest canadien*

d. *L'Ouest canadien*

Le tableau 30 présente les sociétés de fonds mutuels de l'Alberta, leur part de marché et leurs actifs 1995 et 1996.

TABLEAU 30
Sociétés albertaines de fonds mutuels,
en 000 \$, 1995, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
Mawer	225 911	304 238	0,13
Bissett Associates	65 810	137 774	0,05
Greystone	36 213	40 297	0,02
Resource	15 697	20 241	0,01
Total	343 631	502 550	0,21

L'Alberta compte un très petit nombre de sociétés de fonds mutuels. Elle en a peu besoin. Les Albertains investissent dans leurs ressources charbonnières qui sont les plus étendues du Canada. Ils financent l'exploration et l'exploitation de leurs gisements de pétrole, de gaz naturel et de soufre. La production albertaine dans ces secteurs attire les capitaux de toutes les autres provinces. Le Québec y place un fort pourcentage de son épargne populaire; nous le démontrons.

Le tableau 31 présente les sociétés de fonds mutuels de la Colombie-Britannique, les actifs 1995 et 1996 et la part du marché canadien.

TABLEAU 31
Sociétés de fonds mutuels de la
Colombie-Britannique, en 000 \$, 1995, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
Phillips, Hager	2 294 972	3 465 083	1,46
Hongkong Bank	439 428	1 236 686	0,52
Ethical Funds	429 603	801 848	0,34
Cundill	309 381	319 733	0,14
Apex Funds	n.d.	283 186	0,12
Sagit Investment	173 709	180 651	0,08
WOF	90 565	123 024	0,05
Lotus Group	89 416	81 745	0,03
Leith Wheeler	37 326	53 573	0,02
Pacific Capital	n.d.	16 953	0,01
Special Opportunities	n.d.	6 536	—
Total	3 864 400	6 569 018	2,77

La croissance des fonds mutuels en Colombie-Britannique démarre. Un gestionnaire de Vancouver croit à la possibilité de doubler le volume des actifs en 1997.

L'ampleur des ressources charbonnière et de houille et les activités minières dans le nord-est de la province et dans la région du Pas du Nid-de-Corbeau enjôlent les gestionnaires du Québec qui y placent une part importante de leurs capitaux. Les résineux de la Colombie représentent la moitié du bois coupé au Canada et séduisent des gestionnaires québécois qui n'encouragent pas suffisamment l'exploitation forestière et des pâtes et papiers du Québec.

Le tableau 32 présente les sociétés de fonds mutuels du Manitoba, leurs actifs 1995 et 1996 et leur part du marché canadien.

TABLEAU 32
Sociétés manitobaines de fonds mutuels,
en 000 \$, 1995-1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% 1996 Canada
Investors Group	19 833 743	24 533 162	10,36
Great West	n.d.	5 225 639	2,21
Rothschild	n.d.	448 251	0,20
Merrill Lynch	n.d.	259 635	0,10
Navigator	28 135	57 301	0,02
Total	19 861 878	30 523 988	12,89

Au Manitoba, Investors Group est un géant. Un titan. La taille est colossale. La déportation est titanesque. L'analyse de ce fonds confirmera que l'ambition de conquérir la richesse fait oublier dans quel pays on est né. La Great West qui vient d'acquérir la London Life appartient à la race des géants, d'autant qu'elle est sous l'autorité du propriétaire d'Investors. Investors, à qui les Canadiens confient « their hopes and dreams for the future », a son siège social à Winnipeg, son propriétaire à Montréal et sa gestion à Toronto.

*On connaît l'histoire des émigrations
 et des déportations qui dispersèrent le peuple acadien*

e. Les Maritimes

Le tableau 33 reflète la condition économique des Provinces maritimes. Les quatre provinces ne comptent qu'une société de fonds mutuels en 1996. Les entreprises torontoises font des affaires d'or au pays d'Évangéline. Elles y recueillent quelque 5 milliards \$. Mais elles ne retournent pas en Acadie le vingtième des épargnes qu'elles y soucrivent. L'abeille qui butine d'une fleur à l'autre revient toujours à la ruche. Et la ruche est à Toronto.

TABLEAU 33
Sociétés de fonds mutuels
des Maritimes, en 000 \$, 1995, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% actif 1996
Maritime Life	727 488	1 262 943	0,53
Acadie	3 559	n.d.	—
Total	731 047	1 262 943	0,53

« Plaie d'argent n'est pas mortelle ». Mais dans les Maritimes, la plaie des fonds mutuels est profonde. C'est une vraie plaie. Elle affecte la qualité de vie des personnes. Elle crée des disparités sociales inacceptables. Les sociétés de fonds mutuels qui perçoivent 5 milliards\$ dans les Maritimes n'y investissent que les miettes que l'on retrouve sur la nappe après le repas.

*Une société milliardaire ne s'occupe pas
des petites affaires et des pauvres*

C. Les sociétés milliardaires

Toronto est le centre financier du Canada. Les deux Augustes et les deux Césars sont messieurs Matthew W. Barrett, Douglas G. Bassett, John E. Cleghorn, Peter C. Godsoe et Richard M. Thomson. Au Canada, ils règnent. Ils triomphent. Ils sont le pouvoir. Ils refusent le partage. Ils surpassent. Ils surclassent. Ils dominent. Ils dominent l'empire financier canadien. Ils maintiennent le Québec dans la dépendance. C'est la réalité! C'est la vérité! La domination de Bay Street sur l'économie québécoise est totale, sans réserve.

Le tableau 34 présente les actifs du Club des milliardaires pour 1995 et 1996 et la part du marché que chaque société occupe au Canada.

TABLEAU 34
Sociétés milliardaires de
fonds mutuels, millions \$, 1995, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% actif Canada
Investors Group	19 883	24 533	10,36
Trimark	13 801	20 743	8,76
Royal Bank	5 480	13 984	5,91
Templeton	2 481	11 564	4,88
TD Green Line	4 420	10 384	4,39
Mackenzie	8 101	8 935	3,77
CIBC	6 191	8 910	3,76
Fidelity	6 171	8 139	3,44
Altamira	5 344	6 594	2,79
Bank of Montreal	5 442	6 267	2,65
Canada Trust	4 287	5 954	2,51
CI Mutual	4 669	5 885	2,49
MD Funds	4 459	5 772	2,44
AGF Investment	4 027	5 460	2,31
Great West	n.d.	5 225	2,21
Scotia Excelsior	3 349	5 216	2,20
Dynamic	3 514	5 116	2,16
Spectrum Bullock	2 416	4 583	1,94
20\20	3 070	4 532	1,91
Royal Trust	6 717	4 405	1,86
Integra	n.d.	4 362	1,84
Universel Mackenzie	n.d.	3 547	1,50
IVY Mackenzie	n.d.	3 535	1,49
Phillips, Hager	2 295	3 465	1,46
Global Strategy	2 968	2 961	1,25
Vista ManuLife	n.d.	2 945	1,24
InvesNat	1 471	2 456	1,04
Mutual Life	1 474	2 392	1,01
AIC Group Funds	360	2 191	0,93
Canada Life	1 647	2 167	0,92
BPI Financial	1 327	2 067	0,87
Laurentian Funds	1 671	1 827	0,77
Guardian Group	1 109	1 677	0,71
Elliott, Page	869	1 590	0,67
GT Global	234	1 578	0,67
Montrusco	n.d.	1 395	0,60
Talvest	1 209	1 362	0,58
Desjardins	810	1 340	0,57
Atlas Group of Funds	461	1 270	0,54

Tableau 34 (suite), sociétés milliardaires

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	% actif Canada
Maritime Life	727	1 263	0,53
Hong Kong Bank	n.d.	1 236	0,52
Empire	n.d.	1 072	0,45
Total	132 454	219 899	92,90

Les 42 sociétés milliardaires (33 sont établies à Toronto) possèdent 219,8 milliards \$ d'actifs, soit 92,9 % du marché canadien. Quatre sociétés québécoises apparaissent dans le paysage: InvesNat est la propriété de la Banque Nationale du Canada, Montrusco appartient à la famille Scotia (51 %), Talvest est rentrée dans le giron de la CIBC et Desjardins est une société filiale du Mouvement du même nom.

Les 10 plus grandes sociétés exercent un rôle de monopole, de cartel. Leurs dirigeants ont décroché un grand rôle dans le film canadien. Ils ont de la classe, de l'autorité. On les appelle les « nouveaux riches ». Ils forment une nouvelle classe sociale. Ils se sont enrichis grâce à l'argent des autres. Ils ne l'enterrent pas dans leur jardin à la manière d'Harpagon. Ils ne le conservent pas dans le grenier selon le style de Séraphin. Ils le placent aux quatre points cardinaux.

Mais le vent n'est pas généreux. Il tourbillonne autour du lac Ontario. Il se tourne ensuite vers le Sud. Il ne soulève sur le Québec que quelques poussières. À peine 6 % de la richesse des fonds mutuels. Dans cette conjoncture, quel est l'avenir du peuple québécois? Quel est l'avenir de la culture d'un peuple qui ne contrôle pas son épargne?

La recherche sur les fonds mutuels donne vraiment tort à nos gens d'affaires qui vivent selon le dicton « pas de nationalisme en affaires ». Dans ce domaine comme dans tant d'autres, la société canadienne de langue anglaise fait la preuve du contraire. Elle ne s'assure pas dans une compagnie québécoise. Elle ne dépose pas dans une banque francophone. Elle ne retient pas les services

professionnels de firmes francophones. Mais elle recueille l'épargne des Québécoises et des Québécois sans la réinvestir raisonnablement dans le Québec. Entre « Canadiens », ils pratiquent l'entraide. Quelle leçon de solidarité pour les nôtres qui ne mélangent pas les affaires et le nationalisme!

*Les premiers selon le rang
sont souvent les derniers selon la vie*
Suarès

D. Le premier de classe

Investors Group a son siège social au One Canada Centre, 447 Portage Avenue, Winnipeg, Manitoba R3C 3B6. Le propriétaire habite le village global et la gestion des fonds est à Toronto.

La société Winnipeg/Toronto a créé des alliances stratégiques avec Merrill Lynch Asset Management, Rothschild Select Fund, Sceptre Investment Counsel Limited et Beutel, Goodman and Company Ltd. Elle ne recrute pas ses conseillers et ses gestionnaires de placements à Montréal. Au nombre de ses experts extérieurs, on retrouve Carlson Investment Management Far East Ltd, I.G. International Ltd de Dublin, John Govett & Co. Limited, Murray Johnstone International Ltd d'Écosse, Yield Management Corp. de Toronto.

La société Winnipeg/Toronto parle, dialogue, écrit, publie et lit dans toutes les langues. La langue maternelle du véritable propriétaire est la moins utilisée. Au 31 décembre 1996, ses actifs s'élèvent à 24 533 millions \$.

Le secteur public québécois

Le tableau 35 indique les placements faits dans le secteur public québécois par *Investors Group*.

TABLEAU 35
Placements d'Investors Group,
secteur public québécois, 000 \$, 1996

Catégories	Placements 1996	% de l'actif 1996
Gouvernement du Québec	4 306	0,017
Hydro-Québec	0	
Municipalités	0	
Communautés urbaines	0	
Universités	0	
Cégeps	0	
Commissions scolaires	0	
Autres secteurs publics québécois	0	
Total du secteur publique Québec	4 306	0,017

Placer 4 millions\$ dans le secteur public québécois sur une fortune de 24 milliards\$, c'est un affront, une insulte, un outrage. Et nos premiers ministres tendent l'autre joue. Pour un autre soufflet. On consulte le grand président. On le visite. On l'invite.

M. Paul Desmarais est le financier que Jean-Louis Lévesque a mis au monde. « Il est essentiel, a dit un jour M. Lévesque, que nous regroupions nos forces de façon à affronter la concurrence anglo-saxonne et américaine⁵ ».

La société de Winnipeg/Toronto détenait 4 306 000\$ en obligations du gouvernement du Québec au 31 décembre 1996. Le partage du trésor dans le secteur public du Canada anglais mérite d'être connu.

Le secteur public du Canada anglais

Le tableau 36 montre que le richissime Desmarais a oublié les leçons du maître.

5. Jules Bélanger, *Jean-Louis Lévesque, La montée d'un Gaspésien aux sommets des Affaires*, Fides, 1996, 112.

TABLEAU 36
Placements d'Investors, secteur public du
Canada anglais, 1996

Dans le secteur public du Canada anglais	En milliers \$
Gouvernement du Canada	1 527 208
Gouvernement de Terre-Neuve	77 302
Gouvernement de l'Ontario	72 418
Gouvernement de la Colombie-Britannique	54 612
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard	41 838
Gouvernement de la Saskatchewan	30 181
Gouvernement du Manitoba	28 056
Gouvernement du Québec	4 306
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	3 331
Hydro Ontario	147 996
Hydro Terre-Neuve	82 645
Hydro Alberta	1 488
<i>Municipalités</i>	
Ontario	46 154
Manitoba	47 120
Alberta	43 302
<i>Autres secteurs publics</i>	
Canadian Wheat Board	85 682
NHA Mortgage Backed Securities	63 432
Canadian National Railway	62 155
Federal Business Development Bank	53 421
Canadian Housing & Mortgage	51 563
Air Canada	28 852
Placements dans le secteur public Canada anglais	2 550 134

4 millions\$ dans le gouvernement du Québec et 2 550 milliards\$ dans le secteur public Canada anglais. C'est scandaleux! Saint Mathieu écrivait jadis: «Malheur à l'homme par qui le scandale arrive!» Mais, aujourd'hui, les scandales éclatent et la justice est impuissante. Même le gouvernement québécois ne discerne pas l'erreur fatale. Il invitait monsieur Paul Desmarais au *Sommet de l'Économie et de l'emploi*.

Les entreprises québécoises

Dans les entreprises francophones du Québec, Investors Group a placé 259 millions\$ dont la moitié dans Bombardier et Domtar. Dans les entreprises québécoises anglophones, Investors a investi 736 millions\$ dont 61 % dans Alcan et BCE.

Un gros 4 % dans les entreprises québécoises. Même pas un dixième de la récolte des épargnes cueillies au Québec. Et le milliardaire se félicite de ne pas investir au Québec. C'était la déclaration sensationnelle de son discours à une assemblée générale de Power Corporation.

Placements dans les banques

Le tableau 37 souligne avec force que le richissime Desmarais confie une large partie de sa fortune aux banquiers: Soyez de bons gestionnaires! Occupez-vous de mes affaires! Le royaume de Dieu vous en sera reconnaissant.

TABLEAU 37
Placements Investors, banques canadiennes
et étrangères, 1996

Banques	1996 En 000 \$	1996 % du fonds
Bank of Montreal	633 719	2,58
Royal Bank	546 553	2,23
CIBC	492 992	2,01
Bank of Nova Scotia	468 430	1,91
Toronto Dominion Bank	292 876	1,19
Western Bank	1 569	0,01
Banque Nationale du Canada	5 004	0,02
50 banques en d'autres pays	464 358	1,89
Total	2 905 501	11,84

Il a placé dans 50 banques étrangères: Asie, Australie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Hongrie, Irlande, Japon, Malaisie, Mexique, Pérou, Pologne, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse et Thaïlande. Pas un centime dans la Banque Laurentienne du Canada et quelques dollars dans la Banque Nationale du Canada.

La colère n'est pas un sentiment assez fort pour commenter la brutalité d'Investors. Nous ressentons une colère épouvantable devant l'ingratitude aussi odieuse d'un homme qui a fait sa fortune au Québec.

Le tableau 38 complète une flétrissure sociale infâme. Il reproduit les placements 1995 et 1996 d'Investors Group.

TABLEAU 38
Répartition des placements d'Investors Group,
en 000 \$, 1995, 1996

Provinces ou pays	Placements 1995	Placements 1996	% 1996 fonds
Gouvernements Canada	1 609 214	1 872 313	7,63
Provinces	11 833 427	14 618 792	59,59
Ontario	5 816 891	7 155 005	29,17
Alberta	2 273 530	3 096 135	12,62
Québec	1 235 110	1 725 267	7,03
Colombie-Britannique	1 124 872	1 323 305	5,39
Manitoba	447 783	478 198	1,95
Saskatchewan	394 242	319 275	1,30
Terre-Neuve	231 018	224 143	0,91
Nouvelle-Écosse	190 457	177 504	0,72
Nouveau-Brunswick	83 621	72 987	0,30
Île-du-Prince-Édouard	34 881	45 710	0,19
Yukon et T.N.O	1 022	1 263	0,01
Autres pays	4 968 554	5 973 807	24,35
Asie	2 020 053	2 397 972	9,78
États-Unis	1 882 311	2 090 258	8,52
Europe	1 057 955	1 450 521	5,91
Autres pays	8 235	35 056	0,14
Autres actifs	1 422 548	2 068 250	8,43
TOTAL	19 833 743	24 533 162	100,00

Placements dans les provinces et pays

En 1996, Investors a placé 7,1 milliards\$ en Ontario et 3,1 milliards\$ en Alberta. Elle a dispersé 5,9 milliards\$ dans 42 pays: Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Croatie, Dane-

mark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Singapour, Sri Lanka, Suède, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Venezuela et Vietnam.

Investors Group, d'une source fiable, a recueilli plus de 5 milliards\$ au Québec. Ceci n'est pas une histoire. Et la réalité, quoique incroyable, est véritablement arrivée. Elle a retourné au pays du Québec la somme de 1,7 milliard\$ en 1996. L'investissement au Québec est conjugué au singulier et en anglais. La société de Winnipeg/Toronto a découvert 21 entreprises francophones.

Mais à Winnipeg, le « président and chief executive officer », H. Sanford Riley, joue au Monopoly avec ses 31,9 milliards\$. Le transfert d'un fonds à l'autre totalise les 7,4 milliards\$, ce qui réduit les actifs à 24,5 milliards.

L'expression des sentiments n'est pas infini. Qu'on nous permette de reproduire quelques extraits d'un texte publié en 1967⁶:

Les épargnes que nous avons accumulées dans des compagnies étrangères ne contribuent ni à la solution de nos problèmes financiers, ni à l'expansion de notre commerce et de notre industrie...

Nous sommes responsables de notre situation. Nous préférons la parole à l'acte, le conseil à l'exemple et l'étranger à nous-mêmes...

Une telle domination de l'étranger contribue à l'asservissement de la nation. On ne peut subir longtemps une telle sujétion sans renoncer à la fierté nationale et aux légitimes libertés du devenir politique...

6. Rosaire Morin, *Les compagnies de fonds mutuels*, dans *Réalités et perspectives économiques*, 1967, 98-111.

Notre solidarité tient de la science-fiction. Elle profite peut-être à des individus. Elle ne produit pas pour la nation. Puisse cette leçon être utile à ceux qui croient encore à l'illusion et au mirage...

Qu'importe qui nous mange! À moins d'un redressement, bientôt les entreprises canadiennes-françaises disparaîtront. Pour certains résignés, un jour plus tôt, un jour plus tard, ce n'est pas grande différence...

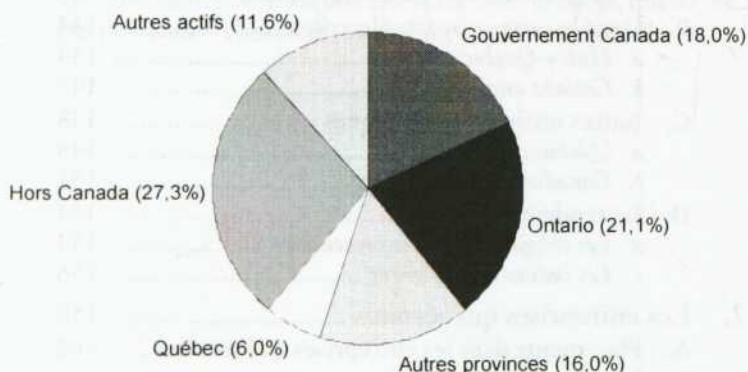
La faiblesse de notre économie évoque le souvenir de ce malheureux qui appelait tous les jours la Mort à son secours. La nation canadienne-française criera bientôt: Ô Mort, que tu me sembles belle! Viens vite, viens finir ma fortune cruelle»...

IV.

Les placements des fonds mutuels

1.	Dans le secteur public	130
A.	Les gouvernements	131
a.	<i>Le gouvernement du Québec</i>	132
b.	<i>Le gouvernement du Canada</i>	138
B.	Dans le secteur hydro-électrique	144
a.	<i>Hydro-Québec</i>	144
b.	<i>Canada anglais</i>	147
C.	Autres institutions publiques	148
a.	<i>Québécoises</i>	148
b.	<i>Canadiennes hors Québec</i>	151
D.	Le rendement	154
a.	<i>Les obligations gouvernementales</i>	154
c.	<i>Les indices de placement</i>	156
2.	Les entreprises québécoises	158
A.	Placements dans les entreprises québécoises	162
B.	Les entreprises oubliées	174
3.	Les placements au Canada anglais	171
A.	En Ontario	171
B.	Dans l'Ouest	176
C.	Dans les Maritimes	179
4.	Les placements hors Canada	181
A.	En Asie	187
B.	Aux États-Unis	194
C.	En Europe	198
D.	En d'autres pays	203

Les placements des sociétés canadiennes de fonds mutuels 236,7 milliards \$



Obligations au gouvernement du Québec : 1,7 milliard \$

Obligations au gouvernement du Canada : 42,6 milliards \$

*Une société milliardaire ne s'occupe pas
des petites affaires et des pauvres.*

*Là-dessus, au fond des forêts
Le Loup l'emporte, et puis le mange,
Sans autre forme de procès*
Jean de La Fontaine

IV. Les placements des fonds mutuels canadiens

Les citoyennes et les citoyens canadiens possédaient 245 milliards\$ investis dans les fonds mutuels au 31 décembre 1996. De cette masse gigantesque, les Québécoises et Québécois avaient souscrit 50 milliards\$.

Des gestionnaires professionnels placent ces capitaux. Ils distribuent l'argent dans les actions, les obligations, les hypothèques, les marchés monétaire et immobilier. Ils investissent dans tous les recoins de la planète. Ils recherchent les aubaines qui rapporteront demain les plus hauts bénéfices. Ils s'alignent sur des valeurs qu'ils croient prévisibles. Des capitaux sans racine, sans pays, tourbillonnent et se posent dans des secteurs qui seraient à la veille de croître, selon la boule de cristal.

Les grands gestionnaires habitent, pour la plupart, le village global. Ils recherchent l'enrichissement avec avidité. Ils sont friands d'efficacité, de rendement, de productivité. Ils sont les défenseurs d'une libre circulation qui leur profite. Ils s'opposent à toute réglementation contraignante, même si elle protège les consommateurs.

Mais à l'étranger comme au Québec, les rendements antérieurs ne sont pas nécessairement représentatifs des profits futurs. Trop de variables sont en jeu. Trop d'éléments sont problématiques. Les scénarios établis divergent déjà dès les premiers

mois. Les plus grandes réussites connaissent souvent le revers de la médaille. Les gestionnaires conjuguent au conditionnel. Ils vivent dans le futur, mais ils sont incapables de prédire l'avenir. Les banquiers canadiens le savent. Ils ont perdu des milliards de dollars dans l'immobilier et dans des pays en voie de développement. En 1996, ils prévoient 9 598 millions\$ en créances douteuses.

Les marchés financiers sont inconstants, capricieux. Leur volatilité est grande. Les bourses mondiales sont fiévreuses, mouvementées. Elles sont influencées par les déficits, la fiscalité, les guerres, les conflits et même par un tremblement de terre. Les perspectives ne peuvent tenir compte des événements et des catastrophes imprévisibles.

Les faiblesses des marchés varient d'un pays à l'autre. Mais ce qui se passe au Japon exerce des pressions sur les marchés et les devises à travers le monde. Ces fluctuations orientent les investissements vers des directions nouvelles. La bourse de Hong Kong dépend des taux d'intérêt aux États-Unis. Il en est ainsi du marché latino-américain. Et canadien.

Les licenciements massifs de travailleurs annoncent une hausse des profits. La majoration des impôts est aussi un facteur favorable. Les pressions inflationnistes sont de mauvais augure pour les obligations. La croissance économique modifie les attentes face à la baisse des taux d'intérêt. L'avènement d'une récession favorise les investissements en actions. Mais toutes ces situations sont aussi imprévisibles que la température. Dorval se trompe souvent. *Il est certain que tout est incertain.*

Les gestionnaires ne sont pas les propriétaires des fonds, mais les fiduciaires. Ils placent l'argent des autres. Ils cherchent d'abord à en tirer un profit pour leurs sociétés et pour eux-mêmes. Avant de payer aux déposants la valeur de leurs parts, ils déduiront des résultats obtenus les salaires, les commissions, les impôts, les amortissements, les réserves, les frais de gestion, de vente, de

distribution, de transport, de représentations et autres. L'excédent seul est versé aux épargnants.

Pour les gestionnaires, le rendement immédiat est plus important que le développement du Québec. Et nous verrons l'inimaginable et l'incroyable se produire. Quand la rentabilité est meilleure au Québec, les financiers misent ailleurs sous les prétextes de la liquidité, de la diversification ou de la stabilité politique. L'Irlande du Nord leur apparaît même plus stable. L'aliénation n'a pas de frontière.

Quand les libres-échangistes administrent l'argent des autres, ils ne se préoccupent pas de la qualité de ces derniers. Leur objectif est la conquête de la richesse. Et « lorsque la richesse est présente, son partage va de soi et, quant à nous, ne constitue plus l'enjeu des débats ¹ ». Voilà une confession révélatrice! « Lorsque la richesse est présente », les pauvres et les miséreux ne constituent plus « l'enjeu des débats ». Ce n'est peut-être pas la pensée du président Ponton. Mais c'est la réalité observée dans la vraie vie. La planète est au service du capital. Le Québec aussi. C'est dans cette ambiance que les 245 milliards \$ d'épargne canadienne en fonds mutuels sont investis.

La déportation consiste à transporter à perpétuité l'épargne québécoise pour développer d'autres régions

Le tableau 39 répartit les placements entre les provinces du Canada et les régions de la planète.

1. Gérard-A. Ponton, président directeur général de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec, *Le Devoir*, 13 juillet 1996, A9.

TABLEAU 39
Placements des sociétés de fonds mutuels,
en 000 \$, 1995, 1996

Provinces ou pays	Placements 1995	Placements 1996	% actif 1996
Gouvernement Canada	28 454 322	42 555 036	17,97
Provinces	60 690 327	102 083 544	43,12
Ontario	29 634 712	50 043 795	21,14
Alberta	12 069 204	20 566 593	8,69
Québec	8 590 532	14 296 124	6,04
Colombie-Britannique	6 487 820	10 841 287	4,58
Manitoba	1 643 197	2 663 951	1,12
Saskatchewan	1 125 678	1 824 949	0,77
Terre-Neuve	424 480	688 167	0,29
Nouvelle-Écosse	405 593	657 547	0,28
Nouveau-Brunswick	264 272	428 438	0,18
Île-du-Prince-Édouard	44 839	72 693	0,03
Hors Canada	39 822 638	64 560 460	27,27
États-Unis	16 429 032	26 634 747	11,25
Asie	11 503 996	18 650 278	7,88
Europe	9 582 797	15 535 630	6,56
Autres pays	2 306 813	3 739 805	1,58
Divers	17 001 661	27 563 092	11,64
Total	145 968 948	236 762 132	100,00

À l'égard du peuple québécois, les sociétés de fonds mutuels se comportent comme des corsaires inassouvissables. Ils perçoivent 50 milliards \$ au Québec. La libre circulation ne nous accorde que 14,2 milliards \$, soit un petit 6,04 %. D'un tel outrage les libre-échangistes ne sont pas froissés.

Mais *L'Action nationale* juge que le traitement est insupportable. Il est antisocial, mais personne ne proteste. L'exploitation est évidente. Elle est perpétrée avec le consentement des décideurs québécois. De nouveaux riches pètent dans la soie plus

haut que leur derrière avec l'argent d'un Québec jugé trop petit pour leurs savants calculs.

Entre les placements et les besoins des épargnants, il y a un déséquilibre flagrant. Certes, il faut diversifier. Mais avec justice. Le bilan des placements est inéquitable. L'épargne québécoise développe les entreprises en d'autres provinces et pays. Avec le fruit de notre travail, les compagnies extérieures concurrencent les sociétés québécoises. Et les banquiers de Toronto, bénéficiaires de notre épargne, s'opposent à la liberté politique du peuple québécois. Ils se pavanent dans les sommets. Ils nous font chanter avec notre argent. Comme le renard de La Fontaine faisait croasser le corbeau qui en perdit son fromage.

Les Québécoises et les Québécois ont souscrit 50 milliards\$ dans les fonds mutuels. Ils ont bénéficié de 14,2 milliards\$ en investissements faits par toutes les sociétés canadiennes et québécoises. Ils acceptent sans débat que 36 milliards\$ de leurs épargnes soient investis à travers le monde. Au jeu, ils ont perdu. Ils abandonnent à d'autres régions le futur du Québec. Ils refusent de l'assumer. Ils risquent d'entrer dans le XXI^e siècle à reculons, sous-développés et hypothéqués. Un Québec de classe mondiale ne peut tolérer une situation aussi intolérable.

Dans ce chapitre, nous présenterons les placements dans le secteur public canadien: gouvernement du Québec, gouvernement du Canada, gouvernements des provinces du Canada anglais, secteur hydro-électrique québécois et canadien et autres institutions publiques québécoises et canadiennes. Les lecteurs pourront apprécier l'irresponsabilité des gestionnaires canadiens et l'inconscience des Québécoises et des Québécois, hommes politiques, gestionnaires et citoyens confondus.

«N'est-il pas temps que,
prenant exemple sur les peuples
qui ont l'instinct de la vie,
nous songions à garder chez nous,
et pour nous, ce qui est à nous?»

J.-N. Cabana

1. Dans le secteur public

L'anormalité anormale, c'est la politique des placements dans les gouvernements et les institutions publiques. Les investissements dans les secteurs publics québécois et canadien ont été relevés avec rigueur et précision. En 1996, 58,4 milliards\$ ont été placés dans les obligations des gouvernements, des sociétés d'État et des institutions sociales du Québec, du Canada et des provinces anglophones.

Quelle est la juste part culbutée au Québec? Le message chiffré est exact. Il ne ment pas. Il nous assomme.

En 1995, les fonds mutuels canadiens ont placé 839,7 millions\$ dans le gouvernement et dans tous les institutions publiques du Québec. Un faible 0,5 % de leurs actifs.

En 1996, le retour de l'ascenseur n'est pas rapide. Les placements dans le secteur public québécois totalisent 2,0 milliards\$, un faible 0,8 %. Grâce à *InvesNat* qui a placé 563,8 millions\$ dans le secteur public québécois. Une mention honorable est accordée au fonds de la *Banque Nationale du Canada*. C'est la seule société milliardaire qui reconnaît l'importance d'un financement gouvernemental autochtone. La performance des autres sociétés milliardaires est minable et lamentable.

2. J.-N. Cabana, Pour nous et chez nous, *L'Action française*, juillet 1917, 232.

Si le gouvernement a pour fin l'accomplissement de la personne humaine, cet énoncé est tout à fait risible pour les Québécois

A. Les gouvernements

Au Canada, divers niveaux de gouvernements émettent des obligations pour leur financement: le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les organismes relevant de leur juridiction: municipalités, universités, commissions scolaires, etc. Le crédit du gouvernement fédéral est reconnu comme légèrement supérieur à celui du gouvernement québécois. Il en résulte que le Québec paie un taux d'intérêt un peu plus élevé.

De façon indéniable, le gouvernement québécois exerce une influence sur la vie et sur l'avenir de la collectivité d'ici. Il a besoin d'argent pour offrir à la population les services nécessaires au bien-être collectif: santé, éducation, sécurité, etc. Il a besoin d'argent pour le service de la dette publique.

Le développement du Québec est devenu une question financière

a. Le gouvernement du Québec

Le Canada nous aime. C'était à l'automne 1995. C'était en paroles. Les financiers de Toronto ne nous aiment pas. Les financiers du Québec n'aiment même pas le Québec. La preuve en sera faite. Pour sa part, le gouvernement de monsieur Lucien Bouchard ne jouit pas de l'amour des gestionnaires de Toronto. Les présidents Matthew W. Barrett et John E. Cleghorn, invités au Sommet de l'Économie et de l'Emploi, n'aiment pas le gouvernement du Québec.

Une énorme puissance économique est entre les mains d'un petit nombre de gérants

Le tableau 40 présente les 24 sociétés de fonds mutuels du Canada anglais qui détenaient des obligations du gouvernement du Québec au 31 décembre 1996.

Fonds mutuels du Canada anglais

TABLEAU 40
Placements au gouvernement du Québec
des sociétés de fonds mutuels du Canada anglais,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Ami Private Capital	9 077	656	7,2
Millennia III	179 298	9 363	5,2
Mutual Life	2 392 305	80 137	3,3
CIBC	8 909 941	270 084	3,0
TD Green Line	10 383 586	279 652	2,7
Laurentian Funds	1 827 810	42 614	2,3
Canadian Dental	212 310	2 407	1,1
NN Financial	608 253	6 401	1,0
Merrill Lynch	259 635	2 393	0,9
Royal Trust	4 405 502	31 632	0,7
Westbury	102 657	602	0,6
Metropolitan	168 043	979	0,5
HRL	128 443	616	0,5
Fidelity	8 138 755	31 654	0,4
MD Funds	5 772 048	17 825	0,3
National Life	254 397	800	0,3
Royal Life	260 994	491	0,2
Atlas Group	1 270 169	1 659	0,1
Canada Trust	5 953 602	5 777	0,1
CI Mutual	5 884 682	3 662	0,1
Royal Bank	13 984 077	16 400	0,1
Scotia Excelsior	5 216 248	7 858	0,1
Spectrum	4 583 303	1 115	0,0
Investors Group	24 533 162	4 306	0,0
Total	105 438 297	819 083	0,8

En 1996, ces 24 sociétés de fonds mutuels du Canada anglais ont placé la somme de 819 millions \$ dans les obligations du gouvernement du Québec, soit 0,7 % de leurs actifs. La situation n'est pas drôle. Elle est en fait plus cruciale, plus navrante. Les 819 millions \$ sont les seuls placements faits au gouvernement du Québec par les 109 sociétés de fonds mutuels du Canada anglais dont les actifs totalisent 222 milliards \$. Le degré de leur amour s'élève à 0.03 %.

Les fiançailles ne sont pas pour demain. L'amour sacré du Québec est un roman de science fiction que Stéphane Dion veut réécrire à nouveau. C'est une histoire de prostitution. L'accouplement n'est pas un plaisir. Ce n'est pas une passion. C'est un amour vénal. Le Canada anglais nous aime parce que nous lui confions nos épargnes. Ce n'est pas le Québec qu'il a peur de perdre. Il craint d'être dépossédé de ce qui nous appartient. Il entend conserver la gestion de nos épargnes et ainsi nous imposer les règles impériales que doit observer toute colonie.

*Ce sont là des surprises désagréables
que d'observer la circulation interdite
de l'argent vers le Québec*

Mais vous n'avez rien vu. Le tableau 41 présente 24 entreprises milliardaires qui ne détenaient pas un seul sou en obligations du gouvernement du Québec au 31 décembre 1996. Elles ne savaient pas que le gouvernement du Québec émettait des obligations. Il nous apparaissait impossible de cacher en annexe un tableau aussi exécrable qui exprime matériellement le rejet du Québec.

Les 24 sociétés milliardaires totalisent des actifs de 110 milliards \$. Elles ont recueilli 20 milliards \$ d'épargne québécoise. Elles n'ont pas placé un seul dollar dans les obligations du gouvernement du Québec. C'est ça la libre circulation!

TABLEAU 41
Sociétés milliardaires de fonds mutuels du Canada
anglais qui n'ont pas une seule obligation du
gouvernement du Québec au 31.12.96

Sociétés	Obligations gouvernement Québec 1996	Actif 1996	% du fonds
Trimark	0	20 743	0
Templeton	0	11 564	0
Mackenzie	0	8 935	0
Altamira	0	6 594	0
Bank of Montreal	0	6 267	0
AGF	0	5 460	0
Great West	0	5 225	0
Dynamic	0	5 116	0
20\20	0	4 532	0
Integra	0	4 362	0
Universel Mackenzie	0	3 547	0
IVY Mackenzie	0	3 535	0
Phillips, Hager	0	3 465	0
Global Strategy	0	2 961	0
Vista ManuLife	0	2 945	0
AIC Group	0	2 191	0
Canada Life	0	2 167	0
BPI Financial	0	2 067	0
Guardian Group	0	1 677	0
Elliott, Page	0	1 590	0
GT Global	0	1 578	0
Maritime Life	0	1 263	0
Hong Kong	0	1 236	0
Empire	0	1 072	0
Total	0	110 092	0

L'annexe 3 relève 62 autres entreprises du Canada anglais qui ne savaient peut-être pas que le gouvernement du Québec émet des obligations dont le rendement est supérieur à celles du

Canada et de toutes les autres provinces. Ces sociétés ne détenaient aucune obligation du Québec au 31 décembre 1996. Leur actif atteint les 10 milliards\$. Leur omission d'investir dans le gouvernement du Québec et la générosité du Québec à placer dans les autres gouvernements provinciaux opposent les mots bassesse et mesquinerie à ceux de magnanimité et d'abnégation. C'est sublime la vertu! C'est le sacrifice de soi-même. Pour un petit peuple, c'est l'agonie militante et souffrante.

Cette petitesse exprimée par les fonds du Canada anglais est regrettée par certains déposants. Tel est le témoignage de madame Isabelle Gagné qui nous écrivait le 16 juillet dernier:

Je n'achèterai jamais plus de fonds mutuels d'une compagnie qui ne réinvestit pas mon argent au Québec. Je ne veux pas que mes épargnes placées en d'autres provinces soient responsables de la perte d'emploi d'un de mes enfants. Je les aime trop pour prendre ce risque. C'est pas croyable. Il faut se battre pour que notre argent soit placé comme on veut.

*Sommes-nous véritablement et
solidairement responsables
de l'avenir du Québec?*

Le tableau 42 présente les placements des sociétés québécoises de fonds mutuels dans les obligations du gouvernement du Québec.

Les sociétés de fonds mutuels du Canada anglais ont placé 819 millions\$ au gouvernement du Québec sur des actifs de 226 milliard\$. Elles ont placé au gouvernement fédéral 40,5 milliards\$. C'est ça la libre circulation! Y aura-t-il encore des Québécois qui prêteront leurs épargnes à ces sociétés égotistes, égocentriques et ingrates? Hélas! oui. Pour notre malheur et notre misère.

Sociétés québécoises

TABEAU 42
Placements dans le gouvernement du Québec par les sociétés québécoises de fonds mutuels, 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1996	Obligations Québec 1996	% fonds 1996
InvesNat	2 456 243	519 506	21,1
Optimum	25 768	3 861	15,0
Ficadre	59 238	8 619	14,5
Trust Général	268 686	32 661	12,1
SSQ Vie	149 634	17 624	11,8
Desjardins Fonds	1 340 503	148 426	11,1
Prêt et Revenu	364 660	38 770	10,6
Concorde	77 973	6 726	8,6
Industrielle-Alliance	829 141	68 776	8,3
Professionnels Québec	538 917	44 156	8,2
Férique	422 237	18 275	4,3
Cornerstone	252 636	7 163	2,8
Fonds FMDQ	192 190	3 874	2,0
Standard Life	77 007	986	1,3
Montrusco	1 394 609	14 754	1,1
Talvest	1 362 717	15 399	1,1
Réa	43 798	397	0,9
BNP	18 840	114	0,6
Cote 100	73 120	0	0
GBC Asset	219 013	0	0
Vision	26 861	0	0
Azura	98 485	0	0
Croissance Sélect	12 822	0	0
Total	10 305 098	950 087	9,2

Les sociétés québécoises ont placé 949 millions \$ dans le gouvernement du Québec sur des actifs de 10 milliards \$. De 1995 à 1996, les placements des sociétés québécoises de fonds mutuels dans le gouvernement québécois sont passés de 7,7 % à 9,2 %.

C'est la timidité de Talvest et de Montrusco qui les empêche de franchir le cap des 10 % qui est à peine une petite colline.

Les sociétés québécoises de fonds mutuels commencent à comprendre davantage leur rôle social, à quelques malheureuses exceptions. Elles conçoivent que les épargnes québécoises sont une source importante du financement du gouvernement québécois. Elles accroissent ainsi la part de la dette publique entre les mains des Québécois. C'est un premier pas vers la reconnaissance de la vie sociale à organiser. L'aménagement de la société a besoin de l'épargne populaire. Les gestionnaires de l'argent des autres doivent favoriser la prospérité de leurs épargnants. Cette prospérité passe d'abord par le milieu dans lequel ils vivent.

Même si nos travaux d'octobre dernier n'ont pas produit tous les résultats espérés, ils n'ont pas été inutiles. C'est le vice-premier ministre lui-même qui le soulignait à l'Assemblée nationale :

« Il y a même un succès de mode, ces temps derniers, un engouement pour les obligations du Québec. Et cet engouement a d'ailleurs été accentué par un phénomène qui s'est produit, que nous avons aidé d'ailleurs, c'est la fameuse étude de M. Rosaire Morin, de *L'Action nationale*... Et ce sont essentiellement des bénévoles qui ont fait le travail et qui ont démontré que, depuis déjà une dizaine d'années, en particulier à mesure que se développait le phénomène des fonds mutuels, beaucoup de capitaux sont sortis du Québec... Le fait qu'il en sorte, ça veut dire qu'il y a des détours peut-être inutiles d'argent, qui va ailleurs et qui revient, et qui pourrait s'investir directement dans l'économie québécoise, et notamment dans les obligations du gouvernement³ ».

L'engouement pour les obligations du Québec n'est pas encore une réalité. Plusieurs conditions sont nécessaires pour que la parole se traduise en action.

3. Bernard Landry, *Débats de l'Assemblée nationale*, 19 novembre 1996.

*Le peuple français est sous le joug
d'un gouvernement majoritairement anglophone*

b. Le gouvernement du Canada

Au 31 décembre 1995, les sociétés de fonds mutuels détenaient 28,4 milliards \$ en obligations du Canada, soit 19,4 % de leurs actifs.

Quelle est la situation au 31 décembre 1996?

Le tableau 43 présente les placements des sociétés milliardaires du Canada anglais dans les valeurs du gouvernement du Canada, au 31 décembre 1996. La proportion de leurs actifs est indiquée.

TABLEAU 43
Placements des fonds mutuels milliardaires
du Canada anglais dans le gouvernement du Canada,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actif 1996 en 000 \$	Obligations Canada 1996	% fonds 1996
Royal Bank	13 984 077	6 365 523	45,5
Scotia Excelsior	5 216 248	2 221 542	42,6
CIBC	8 909 941	3 557 695	39,9
Royal Trust	4 405 502	1 645 222	37,3
Integra	4 362 005	1 604 045	36,8
Atlas	1 270 169	450 140	35,4
Hong Kong Securities	1 236 686	417 768	33,8
Mackenzie	8 935 231	2 909 346	32,6
Canada Trust	5 953 602	1 924 138	32,3
Maritime	1 262 943	400 253	31,7
Elliott, Page	1 589 864	414 062	26,0
TD Green Line	10 383 586	2 660 667	25,6
AGF	5 459 739	1 325 092	24,3
Phillips Hager	3 465 083	783 779	22,6
Bank of Montreal	6 266 868	1 299 381	20,7
Vista ManuLife	2 945 867	601 871	20,4

Tableau 43 (suite). Placements au Gouvernement du Canada

Sociétés	Actif 1996 en 000 \$	Obligations Canada 1996	% fonds 1996
Canada Life	2 166 920	403 513	18,6
Spectrum	4 583 303	781 101	17,0
Dynamic	5 116 139	853 463	16,7
Templeton	11 563 523	1 769 845	15,3
Great West	5 225 639	728 056	13,9
Empire	1 072 409	129 529	12,1
Laurentian Funds	1 827 810	209 802	11,5
Altamira	6 594 343	687 673	10,4
MD Funds	5 772 048	583 055	10,1
Mutual Life	2 392 305	207 269	8,7
20\20	4 531 580	323 146	7,1
CI Mutual	5 884 682	382 717	6,5
Investors	24 533 162	1 527 208	6,2
BPI Financial	2 067 896	124 582	6,0
Fidelity	8 138 755	410 315	5,0
Global Strategy	2 961 087	145 284	4,9
Trimark	20 742 919	673 481	3,2
Ivy Mackenzie	3 534 064	100 545	2,8
Guardian Mutual	1 677 106	29 561	1,8
GT Global	1 577 904	13 677	0,9
Universal Mackenzie	3 546 888	29 374	0,8
AIC Group	2 191 194	0	0,0
Total	213 349 087	38 693 720	18,1

La somme des placements des sociétés milliardaires dans les obligations du gouvernement fédéral totalise les 38,6 milliards \$, soit une proportion de 18,1 % de leurs actifs. L'argent gravite autour de la Banque du Canada et du gouvernement fédéral.

Toutes les sociétés de fonds mutuels du Canada anglais n'avaient placé que 819 millions \$ dans les obligations du gouvernement du Québec. Le Québec est à peine un cinquantième du Canada dans la perception du Canada anglais.

*L'erreur d'ignorer les obligations du Québec
traduit la rupture entre les deux Canadas*

L'exemple des sociétés milliardaires a été imité avec enthousiasme par les autres fonds mutuels du Canada anglais. L'annexe 4 indique que 71 autres sociétés du Canada anglais ont placé 1,9 milliard \$ dans les valeurs fédérales. En comparant les placements dans les obligations des gouvernements fédéral et québécois, nous observons que l'amour du Canada anglais est *canadian* et non québécois. Les sociétés hors Québec de fonds mutuels détiennent 40,5 milliards \$ en valeurs fédérales et 819 millions \$ en valeurs du gouvernement québécois. C'est ça la libre circulation!

La force d'attraction exercée par les obligations fédérales reflète le poids politique du Québec dans la Confédération. Un poids plume. Un poids de plus en plus léger. Et d'année en année. *Statistique Canada*⁴ prévoit que la population du Québec sera de 7,3 millions d'habitants en l'an 2079; celle de la Colombie-Britannique sera de 7,2 millions et l'Ontario continuera d'être la province la plus peuplée avec 18,7 millions de gens qui y vivront. Déjà, aux élections fédérales de mai 1997, la Colombie-Britannique comptait deux députés de plus et l'Ontario passait de 99 à 103 députés. Ce sont ces quatre comtés ontariens qui ont permis à M. Chrétien de diriger un gouvernement majoritaire en chambre, même si 60 % des Canadiens ont voté contre le gouvernement libéral.

Le Québec demeure pour l'éternité à 75 députés à Ottawa. Il est de plus en plus minoritaire. Nos petits-enfants seront-ils heureux de devenir des Louisianais?

La courbe démographique et l'attraction économique de Toronto sont deux facteurs déterminants pour que le Québec accède à la liberté de ses décisions pendant qu'il respire encore

4. *Le Soleil*, 14 avril 1997, simulations effectuées par Statistique Canada.

dans la Confédération. Dans 25 ans, il sera trop tard. Le peuple québécois sera condamné à la disparition. Comme les Franco-Colombiens. Le phénomène de la déportation suit une courbe ascendante. Nous sommes de moins en moins les maîtres dans notre maison.

La différence est appréciable. C'est notre qualité de vie. Nous sommes responsables de l'appauvrissement collectif. Une étudiante, Josée Gauvreau de Châteauguay, a compris le fond du problème :

Ce qui me choque le plus, c'est l'idée que la majorité des épargnants ne sont même pas au courant de ce qui se passe avec leur argent. Ce qui est primordial, c'est de savoir le montant de leurs profits. Point final. C'est décevant et inquiétant. L'argent individuel semble être plus important que le bien-être collectif. Ces investisseurs sont-ils aveugles ? Voient-ils la pauvreté autour d'eux ?

*Quelle horreur absurbe
que d'emprisonner notre épargne
dans les mains de nos maîtres !*

Le tableau 44 présente les valeurs du gouvernement du Canada que les sociétés québécoises de fonds mutuels emprisonnaient dans leur trésor au 31 décembre 1996. Il montre aussi la proportion des placements et l'actif 1996.

Au 31 décembre 1995, les sociétés québécoises de fonds mutuels détenaient 448,8 millions \$ en obligations du gouvernement du Québec et 1,2 milliard \$ en obligations du gouvernement canadien.

Au 31 décembre 1996, les fonds mutuels québécois avaient placé 2 milliards \$ dans les obligations fédérales, soit 19,7 % de leurs actifs et 949 millions \$ dans les obligations québécoises, un petit 9,2 %, grâce à *InvesNat* qui représente plus de la moitié de cette proportion. C'est ça la libre circulation !

TABLEAU 44
Placements dans les valeurs du gouvernement du
Canada des sociétés québécoises de fonds mutuels,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1996	Obligations Canada 1996	% fonds 1996
Optimum	25 768	14 027	54,4
BNP	18 840	8 131	43,2
Cornerstone	252 636	87 378	34,6
Férique	422 237	126 430	29,9
InvesNat	2 456 243	694 084	28,2
Desjardins Fonds	1 340 503	352 703	26,3
Fonds FMOQ	192 190	48 335	25,1
Ficadre	59 238	13 149	22,2
Trust Général	268 686	59 167	22,0
GBC Select	219 013	37 792	17,2
Industrielle-Alliance	829 141	140 008	16,9
Standard Life	77 007	12 070	15,7
Professionnels Québec	538 917	75 929	14,1
Concorde	77 973	9 281	11,9
Talvest	1 362 717	149 519	11,0
Montrusco	1 394 609	149 973	10,7
SSQ Vie	149 634	15 781	10,5
Réa	43 798	4 478	10,2
Prêt et Revenu	364 660	35 410	9,7
Azura	98 485	0	0
Cote 100	73 120	0	0
Croissance Sélect	12 822	0	0
Vision	26 861	0	0
Total	10 305 098	2 033 645	19,7

Des gestionnaires québécois ont perdu le sens de l'équilibre. La distorsion dans les montants entre les obligations fédérales et québécoises est assez troublante. Elle est trop forte. Le gestionnaire qui a le sentiment d'appartenir au peuple québécois vise au développement culturel, social et économique du Québec.

L'argent tant vénéré est une ressource nécessaire à l'expansion, voire à la liberté d'une nation. C'est là une vérité. Pascal disait « que la vérité est utile à celui à qui on la dit, mais désavantageuse à ceux qui la disent, parce qu'ils se font haïr ».

Le fait têtue à retenir: le déséquilibre, la disproportion, l'inégalité! Il est très lourd de conséquences. L'équilibre est rompu depuis belle lurette. La Fontaine dirait:

Ce qu'on donne aux méchants, toujours on le regrette.
 Pour tirer d'eux ce qu'on leur prête,
 Il faut que l'on en vienne aux coups;
 Il faut plaider, il faut combattre.
 Laissez-leur prendre un pied chez vous,
 Ils en auront bientôt pris quatre.

Hélas! il en est ainsi. Et, malheureusement, certains financiers agissent comme des misanthropes, des personnes qui haïssent leur milieu et qui ne s'aiment pas eux-mêmes. Ils se comportent comme de mauvais intendants. Ils placent dans des valeurs dont le rendement est inférieur à celui du Québec. Un étudiant du Collège de Maisonneuve a compris le jeu du Monopoly. Mathieu Pilon nous écrivait le 5 juin dernier:

Pourquoi les sociétés financières, qui recherchent le plus grand rendement possible à l'argent de leurs investissements, n'achètent-elles pas des obligations du gouvernement du Québec, au lieu de celles du gouvernement du Canada? Est-ce que cela ne démontre pas que l'argent a du pouvoir? Le pouvoir d'être investi... dans l'intérêt des compagnies financières... et des intérêts politiques.

Puissant en énergie, Hydro-Québec est une puissance pour le développement du Québec

B. Dans le secteur hydro-électrique

L'industrie hydro-électrique est génératrice d'économie et d'emplois. Les installations nécessitent d'immenses capitaux. Leur financement est d'intérêt public.

a. Hydro-Québec

Hydro-Québec a été créée en 1944. Le gouvernement du Québec est son actionnaire unique. Elle est la quatrième plus importante entreprise d'électricité du monde en terme de ventes, après Électricité de France, Tokyo Electric et Enel d'Italie⁵.

Son actif se chiffre à 53,7 milliards\$; sa dette à long terme s'établit à 36,4 milliards\$, ses fonds propres à 12 milliards\$ et le nombre de ses employés est de 19 553⁶. Sa production de 35 000 mégawatts est à 96 % d'origine hydraulique. La Société dessert 3,4 millions de clients résidentiels, commerciaux et industriels au Québec.

C'est l'une des grandes réussites du Québec. La vague de privatisation et de déréglementation qui déferle sur la planète l'a presque épargnée à ce jour. Il est heureux qu'il en soit ainsi. L'État du Québec ne peut livrer au marché le plus beau fleuron du patrimoine. Ce fleuron a été acquis après trente années de réclama-tions. Il a grandi grâce au travail d'équipes talentueuses. Il a réveillé la fierté des Québécoises et des Québécois au temps de la *Manic* chantée par les poètes. Ce n'est pas le moment de le détruire, de le déprécier, de le dévaloriser.

Naturam expelles furca tamen usque recurret

Quel est l'apport des sociétés de fonds mutuels dans le finan-cement d'Hydro-Québec? Il est faible, minuscule, presque invi-sible.

5. Pierre Comtois, *Le financement d'Hydro Québec*, *L'Action nationale*, octobre 1996, 44-49.

6. Hydro Québec, Rapport annuel 1996, Horizons.

Le tableau 45 présente les placements des sociétés de fonds mutuels du Canada anglais aux 31 décembre 1995 et 1996.

Les sociétés du Canada anglais

TABLEAU 45

Placements à Hydro-Québec par les sociétés de fonds mutuels du Canada anglais, en 000 \$, 1995, 1996

Sociétés	Placements 1995	Placements 1996	Actifs 1996	% 1996 fonds
Laurentian	3 773	10 809	1 827 810	0,6
Sceptum	0	2 776	4 583 303	0,1
AMI Private	0	40	9 077	0,4
Metropolitan	0	657	168 043	0,4
Canadian Dental	0	820	212 310	0,4
Westbury	0	246	102 657	0,2
NN Financial	0	1 404	608 253	0,2
MD Mutual	3 659	7 555	5 772 048	0,1
TD Green Line	5 773	9 557	10 383 586	0,1
CIBC	1 276	11 055	8 909 941	0,1
Scotia Excelsior	2 995	1 098	5 216 248	0,0
Fidelity	2 868	2 744	8 138 755	0,0
Canada Trust	1 608	0	5 953 602	0,0
Total	21 952	48 761	51 885 633	0,1

Hydro-Québec a trouvé grâce devant sept sociétés de fonds mutuels du Canada en 1995 et douze en 1996.

Au 31 décembre 1995, sur 108 sociétés hors Québec, 101 ne détenaient aucune obligation d'Hydro-Québec. Sept sociétés du Canada anglais détenaient des obligations pour la somme de 21,9 millions\$. Les placements du Canada anglais traduisent fidèlement l'amour que leurs gestionnaires et financiers ressentent envers le Québec.

Au 31 décembre 1996, la tortue a progressé très légèrement. Douze sociétés hors Québec placent 48,7 millions\$ et 109 sociétés ignorent Hydro-Québec. 48,7 millions\$ sur 222 milliards\$. Un pourboire!

Oh temps! Oh mœurs! Le Canada nous aime... Il nous aime si peu que personne au-delà de l'Outaouais ne pleurera si nous disparaissions... comme peuple.

Les sociétés québécoises

*L'amour envers Hydro-Québec
s'est éteint petit à petit avec les années*

Le tableau 46 présente les placements dans *Hydro-Québec* faits par les sociétés québécoises de fonds mutuels en 1995 et 1996.

TABLEAU 46
Placements dans Hydro-Québec par les sociétés québécoises, en 1995, 1996, en 000 \$

Sociétés	Placements		Actifs 1996	% 1996
	1995	1996		
Optimum	1 596	2 494	25 768	9,7
SSQ Vie	7 317	8 033	149 634	5,4
Professionnels Québec	876	16 254	538 917	3,0
Prêt et Revenu	13 173	10 170	364 660	2,8
Concorde	38	1 164	77 973	1,5
Desjardins	15 641	16 997	1 340 503	1,3
Fonds FMOQ	608	1 275	192 190	0,7
Férique	6 608	3 106	422 237	0,7
Ficadre	185	420	59 238	0,7
InvesNat	0	13 878	2 456 243	0,6
Montrusco	n.d.	6 857	1 394 609	0,5
Talvest	12 150	2 605	1 362 717	0,2
Industrielle-Alliance	1 059	1 079	829 141	0,1
Trust Général	0	0	268 686	0,0
Standard Life	0	0	77 007	0,0
BNP	0	0	18 840	0
Réa	0	0	43 798	0
Cornerstone	0	0	252 636	0
Azura	0	0	98 485	0
Cote 100	0	0	73 120	0
GBC Asset	0	0	219 013	0
Vision Europe	0	0	26 861	0
Croissance Sélect	0	0	12 822	0
Total	59 251	84 332	10 305 098	0,8

Un placement de 88 millions\$ dans Hydro-Québec par les sociétés québécoises de fonds mutuels oblige la société d'État à se financer à l'étranger. Ce n'est pas un péché. Mais il en découle un

coût légèrement supplémentaire et une dépendance grandissante. Les Japonais et les Allemands ont une conception différente de la maîtrise de leur économie nationale.

*La générosité qui enrichit d'autres provinces
appauvrit la population québécoise*

b. Le Canada anglais

Le tableau 47 présente les placements des sociétés québécoises de fonds mutuels dans les entreprises hydroélectriques des autres provinces.

TABLEAU 47
Placements dans les
entreprises hydroélectriques des autres provinces
par les sociétés québécoises, en 1996, en 000 \$

Sociétés	Placements 1996	Actifs 1996	% 1996
BNP	421	18 840	2,23
Férique	6 126	422 237	1,45
Fonds FMOQ	2 773	192 190	1,44
SSQ Vie	1 976	149 634	1,32
Talvest	16 794	1 362 717	1,23
Montrusco	5 004	1 394 609	0,36
Prêt et Revenu	1 051	364 660	0,29
Concorde	210	77 973	0,27
InvestNat	5 204	2 456 243	0,21
Ficadre	77	59 238	0,13
Desjardins	1 411	1 340 503	0,10
Industrielle-Alliance	204	829 141	0,02
Professionnels Québec	0	538 917	0,00
Optimum	0	25 768	0,00
Trust Général	0	268 686	0,00
Standard Life	0	77 007	0,00
Réa	0	43 798	0,00
Cornerstone	0	252 636	0,00
Azura	0	98 485	0,00
Cote 100	0	73 120	0,00
GBC Asset	0	219 013	0,00
Vision Europe	0	26 861	0
Croissance Sélect	0	12 822	0
Total	41 251	10 305 098	0,40

En 1996, les sociétés de fonds mutuels hors Québec plaçaient 37 millions dans Hydro-Québec sur des avoirs de 222

milliards \$. Gentils garçons, les gestionnaires québécois de fonds mutuels détenaient des obligations des entreprises hydroélectriques des autres provinces pour une somme de 41 millions \$ sur des actifs de 10 milliards \$. Nous sommes catholiques. Très catholiques. La charité chrétienne nous fait tendre l'autre joue. À ce rythme, serons-nous des ancêtres? Nous sommes des descendants.

Là-dessus, Gilles Lavoie, un menuisier, nous écrit:

Ce n'est pas la faute des fonds mutuels, si Hydro a grandi et si mon père y a gagné la vie de sa famille.

Notre discours paraît excessif. L'impartialité n'est pas l'indifférence. La démocratie est si défaillante que la libre expression est soumise à la libre circulation. Le droit de parole est limité. Ernest Renan dirait à nouveau que « la bêtise humaine est la seule chose qui donne une idée de l'infini ».

Les mœurs et les manières des institutions forgent le destin d'une nation

C. *Autres institutions publiques*

L'histoire nous rappelle constamment l'importance des institutions sociales d'un pays. L'ensemble des structures fondamentales de l'organisation sociale mesure même le degré de la santé collective.

a. *Institutions québécoises*

Les gestionnaires des fonds mutuels ne sont pas attachés à la réussite collective, à leurs universités, à leurs cégeps, à leurs écoles, à leurs hôpitaux, à leurs villes, à leur milieu de vie.

Les institutions sociales québécoises sont bafouées et tournées en ridicule par le Canada anglais

Les sociétés du Canada anglais

Le tableau 48 présente les placements dans les institutions sociales du Québec par les sociétés de fonds mutuels des autres provinces.

TABLEAU 48
Placements dans les institutions sociales du Québec par les sociétés du Canada anglais, en 000 \$, 1996

Sociétés	Placements 1996	Actifs 1996	% 1996 fonds
Canadian Dental	1 714	212 310	0,80
Empire	13 763	1 072 409	1,28
Royal Life	187	260 994	0,07
CIBC	4 220	8 909 941	0,05
Laurentian	5 151	1 827 810	0,28
Millennia 111	348	179 298	0,19
Scotia Excelsior	2 805	5 216 248	0,05
Spectrum	42 291	4 583 303	0,92
TD Green Line	520	10 383 586	0,00
Total	70 999	32 645 899	0,22

Les fonds mutuels du Canada anglais n'ont placé en 1995 que 90,1 millions \$ dans les municipalités, les communautés urbaines, les commissions de transport, les commissions scolaires, les cegeps et les universités du Québec.

En 1996, la somme est même moins élevée: 70 millions \$, alors que les fonds se sont enrichis de 100 milliards \$. La manière d'agir et de penser s'exprime par l'intérêt envers les institutions sociales. Les fonds mutuels ne démontrent pas une passion pour l'organisation de la société distincte. Ils ont investi quelques poussières dans le Québec social. Quand le Canada anglais parle, il nous aime; quand il se tait, il s'empare de notre butin pour le placer à sa guise.

L'organisation sociale est la bête noire des fonds mutuels. Même les sociétés québécoises boudent ce secteur dont les obligations offrent un rendement supérieur aux titres gouvernementaux.

Il suffit de jeter les yeux sur les états financiers des fonds mutuels pour reconnaître le peu d'importance accordée à la vie sociale

Le tableau 49 présente les placements faits par les sociétés québécoises de fonds mutuels dans les institutions sociales du Québec, en 000 \$, aux 31 décembre 1995 et 1996.

TABLEAU 49
Placements des sociétés de fonds mutuels québécoises dans institutions sociales du Québec, en 000 \$, 1995 et 1996

Sociétés	Placements		Actifs 1996	% fonds 1996
	1995	1996		
Ficadre	3 241	3 141	59 238	5,30
Prêt et revenu	12 528	20 466	364 660	5,61
SSQ Vie	5 975	6 169	149 634	4,12
Professionnels Québec	12 767	17 003	538 917	3,15
Concorde	1 509	1 755	77 973	2,25
Optimum	0	478	25 768	1,85
Desjardins	11 093	14 459	1 340 503	1,08
Trust Général	3 742	4 654	268 686	1,73
InvesNat	30 484	30 408	2 456 243	1,24
Industrielle-Alliance	7 544	7 904	829 141	0,95
Montrusco	n.d.	10 307	1 394 609	0,74
Talvest	0	6 257	1 362 717	0,46
Férique	1 172	1 191	422 237	0,28
Azura	n.d.	0	98 485	0
Fonds FMOQ	0	0	192 190	0
Réa	0	0	43 798	0
BNP	0	0	18 840	0
Cornerstone	0	0	252 636	0
Standard Life	0	0	77 007	0
Cote 100	n.d.	0	73 120	0
GBC Asset	n.d.	0	219 013	0
Vision Europe	n.d.	0	26 861	0
Croissance Sélect	n.d.	0	12 822	0
Total	90 055	124 192	10 305 098	1,20

Les sociétés québécoises de fonds mutuels ont investi 124 millions\$ dans les municipalités, les universités, les cégeps, les commissions scolaires, les hôpitaux et les autres sociétés du secteur public québécois, n'incluant ni le gouvernement, ni Hydro-Québec. Nous vivons dans une société où la qualité de vie ne nous préoccupe pas suffisamment. Lorsque ce comportement s'applique au financement des institutions sociales, la répercussion affecte l'ensemble de la communauté.

Mais ce qui est renversant c'est la constatation de l'épargne québécoise que nous déportons pour financer des organismes publics des autres provinces. Le tableau 50 présente des figures ahurissantes.

TABLEAU 50
Placements des sociétés québécoises de fonds
mutuels dans les institutions sociales du
Canada anglais, en 000 \$, 1995 et 1996

Sociétés	Placements 1996	Actifs 1996	% fonds 1996
Standard Life	5 806	77 007	7,54
Ficadre	3 762	59 238	6,35
Talvest	94 236	1 362 717	6,91
BNP	1 215	18 840	6,45
Fonds FMOQ	11 473	192 190	5,97
Montrusco	52 704	1 394 609	3,78
Concorde	3 017	77 973	3,87
Prêt et Revenu	11 833	364 660	3,24
GBC Asset	7 497	219 013	3,42
InvestNat	77 194	2 456 243	3,14
Cornerstone	7 865	252 636	3,11
Professionnels Québec	13 166	538 917	2,44
SSQ Vie	4 390	149 634	2,93
Férique	11 814	422 237	2,80
Trust Général	5 241	268 686	1,95
Industrielle-Alliance	12 649	829 141	1,52
Desjardins	18 820	1 340 503	1,40
Optimum	58	25 768	0,22
Réa	0	43 798	0
Azura	0	98 485	0
Cote 100	0	73 120	0
Vision Europe	0	26 861	0
Croissance Sélect	0	12 822	0
Total	342 740	10 305 098	3,33

La libre circulation n'a pas suivi le courant qui se jette dans le majestueux Saint-Laurent. Les fonds québécois ont investi dans les médias et les communications hors Québec: Dun & Bradstreet, Imax, Knight-Ridder, Shaw, Southam, Thomson, Torstar, entre autres.

Les villes de Edmonton, Toronto, Vancouver et Winnipeg ont obtenu un montant de placements plus élevé que toutes les villes du Québec. Le fonds InvesNat est celui qui a placé le plus dans les municipalités du Québec: Alma, Anjou, Beauport, Belœil, Brossard, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Gatineau, Kirkland, Lachine, Laval, Longueuil, Montréal, Pointe-Claire, Québec, Saint-Eustache, Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Saint-Luc. Le 13 millions\$ dans ces villes représentent le tiers des placements des fonds mutuels dans les municipalités québécoises.

Mais nous avons aussi investi dans les obligations des gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan.

Les gestionnaires des placements ont grandement inspiré le jeune Andrew Chan qui nous écrivait le 25 mai dernier:

Le monde est à l'heure de la mondialisation, à l'heure où les frontières tombent. Alors pourquoi voulez-vous constamment remettre les frontières à leur place ?

Mon cher Andrew, c'est pour que ta vie soit féconde. Pour que tu ne connaisses jamais le chômage et l'aide sociale. Conquis par la philosophie du libéralisme, nous sommes soumis à une psychologie de défaite.

*Les gestionnaires analysent
la feuille de la branche d'un arbre
mais ne contemplant jamais le paysage de la forêt.*

Le tableau 51 résume les placements faits par les fonds mutuels du Québec dans les institutions sociales québécoises en 1995 et 1996.

TABLEAU 51
Répartition entre les institutions québécoises des obligations détenues par les sociétés de fonds mutuels québécois, 1995, 1996, en 000 \$

Institutions	1995 Placements	1996 Placements	% fonds Québec
Gouvernement du Québec	448 862	949 431	9,22
Hydro-Québec	59 251	84 332	0,82
Villes	40 974	50 453	0,49
Commissions scolaires	5 263	11 920	0,11
Cégeps	3 599	8 748	0,08
Universités	3 207	7 799	0,07
Autres secteurs	28 096	45 869	0,45
Total	589 252	1 158 552	11,24

Dans l'élaboration d'un projet de société, si nous désirons avoir un avenir, des objectifs de financement devront être déterminés selon les besoins de la société et des institutions qui en assurent le progrès. Le financement selon l'indice McLeod ou les autres instruments de placement en usage ne répondront jamais à la réalité québécoise.

Le tableau 52 répartit les placements des sociétés de fonds mutuels québécoises et hors Québec.

TABLEAU 52
Placements au Québec par les sociétés de fonds mutuels canadiens, 1996, en 000 \$

Institutions	Sociétés québécoises	Fonds hors Québec
Gouvernement du Québec	949 431	819 083
Hydro-Québec	84 332	48 761
Organisations municipales	50 453	1 008
Universités québécoises	7 799	0
Cégeps québécois	8 748	0
Commissions scolaires québécoises	11 920	0
Autres secteurs publics	45 869	69 544
Total institutions québécoises	1 158 552	938 396

La conclusion est vexante, cinglante. Le Canada anglais investit 939 millions \$ dans le secteur public québécois, 0,4 % de ses actifs. Nous ne sommes même plus une province. À peine un canton. Les sociétés québécoises de fonds mutuels, malgré certaines déficiences, ont placé 11,2 % dans le fonctionnement et l'organisation de la vie sociale québécoise.

L'appauvrissement des masses populaires découle de l'enrichissement des milliardaires

D. Le rendement des obligations

a. Les obligations du Québec

À l'égard du Québec, le comportement est étrange, bizarre. Si les obligations du gouvernement québécois offraient un taux d'intérêt inférieur, l'attitude des financiers serait compréhensible et logique. Mais les rendements sont supérieurs. Le tableau 53 présente la performance des dernières années. Le calcul a été effectué à l'aide d'obligations d'échéance 10 ans des gouvernements du Canada et du Québec.

TABLEAU 53
Rendements annualisés se terminant au
31 décembre

	Québec	Canada	Ajoutée
5 dernières années	14,2 %	12,10 %	210
10 dernières années	11,4 %	10,4 %	100

Source: *Les Conseillers financiers du St-Laurent.*

Ainsi, la détention d'obligations du Québec d'échéance 10 ans au cours des cinq dernières années aurait plus de 2,0 % de valeur ajoutée annuelle (i.e. 210 points de base). Il faut également mentionner que par rapport aux obligations du Canada de même échéance, la variabilité des rendements des obligations du Québec est plus grande.

Tous les témoignages concordent. « Un gestionnaire qui aurait placé, pour la période du 1^{er} juin 1991 au 30 juin 1996, l'ensemble de son portefeuille dans des obligations du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec d'une durée d'environ cinq (5) ans, aurait bénéficié d'un rendement supplémentaire de 150 points centésimaux par rapport à la situation où il aurait investi selon les pondérations de l'indice obligataire universel Scotia McLeod⁷ ». Cet indice obligataire est hélas la principale référence des gestionnaires.

Il y a donc de l'argent à faire en achetant Québec. La même liquidité existe. Les activités courantes sur le marché de la Caisse de dépôt et placement, du Mouvement Desjardins et des banques Nationale et Laurentienne en garantissent l'achat. Un détenteur d'une obligation Québec peut la vendre à volonté sur les marchés financiers.

Une abonnée, Denise Pelletier, ne comprend pas l'attitude des entreprises financières. Dans une lettre du 16 février 1997, elle décrit son étonnement :

« Comme consommatrice, je vérifie le prix et la qualité. Lorsque j'ai à placer le peu d'épargne dont je dispose, je recherche la sécurité et le rendement. J'achète des obligations du gouvernement du Québec dont la garantie est indiscutable et dont le taux de rendement est supérieur à celui des obligations du Canada. Comment peut-on expliquer que les fonds mutuels placent dans les obligations fédérales qui accordent un taux inférieur d'intérêt? »

Quelles raisons économiques peuvent justifier les gestionnaires d'acheter des obligations à rendement inférieur? Pourquoi boudent-t-ils ainsi le Québec? Comment expliquer l'inexplicable? Le Québec, terre d'accueil, est même ignoré par

7. Au Vice-Premier ministre, *Exode de l'épargne québécoise canalisée par les Fonds mutuels*, Ministère des finances du Québec, Sous-Ministre, 1996, 02.

les financiers qu'il enrichit. Que faut-il conclure? La conscience sociale est nulle? La solidarité est inexistante? La dépendance est agréable? Le « maître chez nous » est enterré? L'espérance est disparue? Et la désespérance aboutit à la servitude.

Mais *L'Action nationale* a confiance dans les Québécoises et les Québécois. Le peuple québécois n'est pas un peuple « sans histoire et sans littérature ». Il doit accrocher son char à une étoile, comme le disait Emerson. Il possède des ressources qui justifient l'espoir. Il gagnera la bataille de l'épargne. « Une bataille gagnée, disait le maréchal Foch, c'est une bataille où l'on ne veut pas s'avouer vaincu ».

*L'indice McLeod néglige
les différences de la société distincte*

b. Les indices de placement

Les gestionnaires québécois se basent sur *l'indice Scotia McLeod universel* pour déterminer le contenu de leurs portefeuilles. Ils s'appuient sur un indice qui représente l'ensemble du marché obligataire canadien, le Québec étant une municipalité comme les autres.

Capitalistes ou coopératifs, ils lisent les publications des banques canadiennes et américaines. Ils utilisent les données de toutes les banques internationales. Ils oublient qu'ils vivent au Québec. Ils ne comprennent pas que l'appauvrissement de la collectivité les desservira un jour très prochain.

Le problème majeur ne repose pas sur la compétence de tous les gestionnaires, mais sur leur état d'âme, sur leur perception du Québec et de son développement. Avoir de l'avenir dans l'esprit, c'est aussi important que de savoir compter.

Ce qui est désespérant, c'est de voir nos grandes écoles et facultés de commerce ne pas former des gestionnaires et des conseillers de placement avec une méthode du raisonnement propre à la fois à la discipline et au Québec. Le dommage sera

considérable. De plus en plus, des emplois seront ici perdus dans la gestion financière de tous les secteurs.

Ce n'est pas non plus l'école Industrielle-Alliance qui nous permettra de conquérir l'industrie de la gestion. Ce fonds a confié à Templeton International, à AGF Funds, à Goodman & Company la gestion des fonds international «I», American «S», Obligations mondiales «G», Marchés émergents «E» et divers autres fonds. Il utilise des indices qui se comparent à Scotia McLeod, World de Morgan Stanley et à Salomon Brothers World.

Industrielle-Alliance, Canagex et d'autres gestionnaires québécois n'ont même pas l'imagination de fabriquer des outils adaptés aux besoins et particularités du Québec. Ils travaillent avec des indices qui leur font faire des bêtises et ils n'osent pas changer d'outils. Ces indices sont plus qu'une bible. C'est un tabou. Toutes les distorsions qu'ils causent font un tort immense à l'économie québécoise et nos savants experts ne bougent pas. Leur inertie les amènera sans doute à déménager à Toronto. Pour faire du bon travail, il faut de bons outils. À réfléchir et à analyser avec des instruments qui ne sont pas conçus pour servir nos intérêts, on finit par se comporter comme un étranger chez soi. Au lieu de changer d'indice, parce qu'il rend mal compte de notre réalité, certains en viennent plutôt à agir pour réduire à rien la réalité qui est la nôtre.

Réflexions d'un lecteur

... L'épargne québécoise échappe au contrôle des Québécois. Ces fonds sont administrés par des créanciers étrangers au Québec qui contrôlent, par la même occasion, la condition sociale du Québec. Il faudrait diriger nos épargnes, les faire converger vers des investissements québécois. De cette façon la masse monétaire serait plus importante sur notre territoire, stimulant ainsi l'économie et ce qui s'ensuit: moins de chômage, conditions sociales-économiques améliorées. À la lumière de

ces faits nous sommes dans la même position que les pays du tiers-monde et que les républiques de bananes. La majorité d'investissements qu'il y a à détenir, ce sont les étrangers qui les détiennent. Et qui dit pouvoir économique sur un territoire dit alors pouvoir politique sur ces mêmes frontières.

François Lemay, Sainte-Julie, 22 mai 1997

*Et fait si bien qu'il déracine
Celui de qui la tête au ciel étoit voisine,
Et dont les pieds touchoient à l'empire des morts*
Jean de La Fontaine

2. Dans les entreprises québécoises

L'extrait d'un éditorial du *Devoir* déclenche un débat. Un débat qui dure depuis la défaite de Montcalm. Le 21 octobre 1996, Jean-Robert Sansfaçon écrivait :

Et personne ne parle. Alors, parlons-en... en commençant par cette division entre entreprises québécoises francophones et anglophones... : à quoi bon savoir si les investissements effectués par le Fonds de solidarité ou la Caisse de dépôt l'ont été dans l'entreprise d'un francophone ou celle d'un anglophone de Laval ? Pour les habitants du Québec, ce n'est ni la langue de l'investisseur ni celle de l'épargnant qui importe, mais où et comment l'argent est investi. Voilà d'ailleurs pourquoi, malgré cette fâcheuse et maladroite division sur la base de la langue maternelle, l'étude de *L'Action nationale* présente un intérêt⁸.

« Où et comment l'argent est investi », voilà la question principale ! Peu importe « la langue de l'investisseur ni celle de l'épargnant ». Jusqu'ici, nous partageons les mêmes opinions.

8. Jean-Robert Sansfaçon, *Où va notre épargne?*, *Le Devoir*, 21 octobre 1996, A8.

Mais une interrogation fondamentale nous sépare: «à quoi bon savoir si les investissements... l'ont été dans l'entreprise d'un francophone ou celle d'un anglophone?» La réponse est capitale. «Cette fâcheuse et maladroite division sur la base de la langue maternelle» est d'une importance vitale. Nous récidivons cette année. Nous reprenons cette «maladroite division».

Mais qu'on nous comprenne bien. *L'Action nationale* ne s'est jamais opposée et ne s'opposera jamais au développement des entreprises anglophones ou étrangères au Québec. Au contraire, elle se réjouit de leur réussite. Des entreprises comme Alcan, BCE, Bell, Pratt & Whitney et tant d'autres créent des emplois hauts de gamme. Elles contribuent au développement du milieu autant qu'*Hydro-Québec* et Bombardier.

Nous avons déjà, et nous le répétons, à titre d'exemple, vanté les mérites de l'Alcan, de BCE et de plusieurs autres entreprises anglophones. L'Alcan, 39 000 employés, apporte aux arts et à l'économie du Québec une contribution précieuse. BCE est une entreprise de communication mondiale. Elle est un motif de fierté pour tous les Québécoises et Québécois. Elle emploie 121 000 personnes dans le monde. Elle possède le talent, la technologie.

Si nous n'apportons aucune objection à la création et à l'expansion d'entreprises anglophones et étrangères, nous insistons sur le développement de l'économie francophone. Plusieurs raisons justifient notre position.

La maîtrise de l'économie et la liberté politique forment les assises d'un véritable État national. La liberté politique serait fragile si elle n'était pas soutenue par une économie francophone forte et prospère. Or, les parlants français représentent les quatre cinquièmes de la population québécoise. Ils ne maîtrisent pas le quart de l'activité financière québécoise. Un peuple qui ne maîtrise pas une proportion raisonnable des entreprises financières et industrielles voit sa vie culturelle et sociale assujettie et sou-

mise à la volonté des financiers étrangers. C'est ainsi que le Québec est réduit à l'état d'une colonie.

La justification d'une économie francophone n'est pas qu'économique. Elle est sociale. Observez la réalité vécue dans les entreprises. Les administrateurs des compagnies francophones sont de langue française à 95 %. Ceux des compagnies anglophones sont de langue anglaise à 95 %. Dans une entreprise francophone, les cadres supérieurs sont de langue française à 80 % et dans une entreprise anglophone, ils sont de langue anglaise à 90 %.

Si vous mettez en doute ce fait social évident, comparez la situation au *Devoir* et à *The Gazette*, à la Banque Nationale et à la Bank of Montreal. Faites cent analyses et plus, vous ne pouvez en sortir. L'appartenance nationale est une réalité tangible. Et il y a un pouvoir encore plus dévastateur. C'est celui d'adopter rapidement la philosophie du milieu dans lequel on travaille. Des centaines d'exemples peuvent être cités. Un ami, jeune « séparatiste » et unilingue français, est vite devenu bilingue et fédéraliste lorsqu'il fut nommé vice-président d'une entreprise anglophone. L'hésitation du peuple québécois à accepter la liberté politique provient en large partie du fait qu'il a servi des maîtres étrangers.

Sans devenir étranger, il n'est plus lui-même. Au fond, il ne sait plus ce qu'il est. Le Premier ministre affirmait récemment que le peuple québécois avait succédé au peuple canadien-français. Un lecteur qui lit *L'Action nationale* depuis 30 ans nous demandait de ne pas déranger l'agonie de la nation canadienne-française. Il travaille dans une entreprise ontarienne depuis 20 ans.

Pour nous, la maîtrise de l'économie est une des conditions essentielles à l'épanouissement d'un peuple. Sans une économie nationale, un peuple ne peut pas espérer l'enrichissement de sa culture. Une culture française vivante a besoin de mécènes et d'entreprises pour soutenir la floraison d'œuvres artistiques, cul-

turelles et littéraires. La création dans tous les domaines d'un mode d'être et d'agir en francophones ne sera jamais encouragée par les financiers de Toronto, de New York et de Tokyo, sauf une exception extraordinaire. Et ce ne sera pas au quotidien.

Pour s'épanouir, le groupe des Franco-Québécois, comme l'appelait le général De Gaulle, a besoin d'un milieu économique qui favorise la connaissance, le développement et la fierté de sa culture. Pour que la culture française fleurisse, il faut, certes, que tous mangent à leur faim, mais il importe que la libre expression circule, que les arts soient soutenus et que les industries culturelles s'épanouissent selon le génie même de la culture.

Cette opinion ne témoigne d'aucune xénophobie. Elle n'est dirigée contre personne. C'est le destin de la vie. Tous les peuples de la terre reconnaissent la justesse de notre raisonnement. Y compris les Québécois de langue anglaise qui ont organisé une société distincte selon leur propre génie.

Emparons-nous de l'industrie!
Errol Bouchette

A. Placements dans les entreprises québécoises

Après cette longue et nécessaire introduction, le tableau 54 présente les placements des sociétés milliardaires dans les entreprises québécoises, francophones et anglophones.

Tableau 54
Placements des sociétés milliardaires de fonds mutuels du Canada anglais dans les entreprises québécoises, 1996,

Sociétés Classification selon les actifs	Entreprises francophones en dollars \$	Entreprises anglophones en dollars \$	Actif 1996 en milliers \$
Investors Group	259 430 000	736 383 000	24 533 162
Trimark	184 974 046	926 208 775	20 742 919
Royal Bank	221 759 000	299 625 000	13 984 077
Templeton	21 086 818	31 925 405	11 563 523
TD Green Line	155 824 501	237 485 593	10 383 586
Mackenzie	264 127 985	220 362 015	8 935 231
CIBC	170 245 392	168 009 996	8 909 941
Fidelity	190 632 000	129 159 000	8 138 755
Altamira	132 483 354	302 152 730	6 594 343
Bank of Montreal	39 630 000	99 486 000	6 266 868
Canada Trust	51 598 425	188 791 976	5 953 602
CI Mutual	89 278 330	129 773 741	5 884 682
MD Funds	94 243 875	150 875 776	5 772 048
AGF Investment	61 707 255	51 293 221	5 459 739
Great West	108 541 300	265 353 053	5 225 639
Scotia Excelsior	160 617 271	159 321 195	5 216 248
Dynamic	219 890 000	200 229 000	5 116 139
Spectrum-Bullock	102 185 382	97 356 253	4 583 303
20\20	159 985 614	172 652 482	4 531 580
Royal Trust	42 499 000	80 808 000	4 405 502
Integra	108 108 981	175 839 922	4 362 005

Tableau 54 (suite), Société milliardaires

Sociétés Classification selon les actifs	Entreprises francophones en dollars \$	Entreprises anglophones en dollars \$	Actif 1996 en milliers \$
Universal Mackenzie	63 559 654	60 442 924	3 546 888
IVY Mackenzie	20 270 400	224 134 800	3 534 064
Phillips Hager	101 777 786	103 648 987	3 465 083
Global Strategy	28 409 244	46 972 154	2 961 087
Vista ManuLife	69 215 041	126 804 150	2 945 867
Mutual Life	57 642 480	134 002 454	2 392 305
AIC Group	20 515 440	16 092 400	2 191 194
Canada Life	84 050 928	56 762 240	2 166 920
BPI Financial	29 346 605	44 389 952	2 067 896
Laurentian Funds	82 401 907	83 759 677	1 827 810
Guardian Group	49 053 490	77 099 026	1 677 106
Elliott & Page	38 345 510	40 289 260	1 589 864
GT Global	25 793 672	13 917 512	1 577 904
Atlas Group of Funds	18 633 059	23 205 966	1 270 169
Maritime Life	32 813 932	62 485 402	1 262 943
Hong Kong Securities	18 766 455	23 280 575	1 236 686
Empire	38 432 325	63 872 426	1 072 409
Total	3 617 876 457	6 024 252 038	213 349 087

Le mal est incurable.

Les fonds mutuels recueillent des fonds au Québec qu'ils investissent dans les autres provinces et pays. Les sociétés milliardaires placent au Québec 9,6 milliards\$, soit 4 % de leurs actifs. L'annexe 5 présente 60 autres sociétés de fonds mutuels hors Québec qui ont placé quelques poussières dans les entreprises québécoises. Globalement, c'est 6 % à peine des sommes d'argent qu'elles ont recueillies au Québec qui nous reviennent. Dans les entreprises, elles ont placé un tiers chez les francophones qui représentent 82 % de la population québécoise.

Drôle de justice distributive! Ce commentaire n'exprime pas le regret des placements faits dans les entreprises anglophones.

Elles créent des emplois au Québec et nous nous en réjouissons. Elles ont une part du gâteau raisonnable. Elles reçoivent probablement le retour que les Québécois de langue anglaise souscrivent dans les fonds mutuels des autres provinces.

C'est la faiblesse des placements dans les entreprises francophones qui est ici dénoncée. La fortune distribuée au Québec francophone perpétue la légendaire pauvreté des Canadiens-Français. Il y a plusieurs années que je n'ai pas utilisé ce vocable pour parler des « anciens Canadiens » ou des « nouveaux Québécois ».

La déportation de l'épargne oblige ou limite le Québec à se spécialiser dans les loteries, les casinos, les organismes sociaux, les services, les dépanneurs, les salons de quilles et de barbiers. L'exploitation des mines et de la forêt doit surtout être confiée à des entreprises étrangères. Le secteur manufacturier francophone, générateur d'emplois, doit se limiter à Bombardier, Canam-Manac, Cascades, Québecor, GTC Groupe Transcontinental et à moins d'une centaine de grandes usines. L'Estrie et les Laurentides se transformeront peu à peu en un grand parc d'amusement pour les Montréalais et les touristes. La Gaspésie et l'Abitibi, c'est beaucoup trop loin. La Capitale est en train de devenir la cité des services gouvernementaux.

Le discours est dur, mais la déportation massive de l'épargne hors Québec aboutira inévitablement au dépeuplement des régions et du Québec. Statistique Canada⁹ le prévoit. En l'an 2079, le Québec recensera 7,3 millions d'habitants et l'Ontario en dénombrera 18,7 millions. Le Québec, un pays trois fois plus grand que la France, comptera une population inférieure à celle de la Belgique, dont le territoire correspond à peine à celui de la Gaspésie.

9. *Le Soleil*, 14 avril 1997, simulations effectuées par Statistique Canada.

Nous vivons dans un pays qui dilapide de l'esérance

Le tableau 55 présente les placements des sociétés québécoises de fonds mutuels dans les entreprises francophones et anglophones.

Tableau 55
Placements des sociétés québécoises de fonds mutuels dans les entreprises québécoises francophones et anglophones, 1996.

Sociétés Classification par actif	Placements francophones \$	Placements anglophones \$	Actifs 1996 en 000 \$
InvestNat	84 788 044	53 519 459	2 456 243
Montrusco	67 653 514	45 669 454	1 394 609
Talvest	59 756 339	52 284 762	1 362 717
Fonds Desdjardins	40 577 462	32 682 936	1 340 503
Industrielle-Alliance	45 986 561	53 592 087	829 141
Professionnels Québec	49 589 976	36 688 700	538 917
Férique	25 636 490	22 401 761	422 237
Prêt et Revenu	18 214 562	9 033 343	364 660
Trust Général	15 249 289	10 061 526	268 686
Cornerstone	4 944 960	5 206 815	252 636
GBC Asset	11 540 183	6 593 625	219 013
Fonds FMOP	12 253 466	10 426 305	192 190
SSQ Vie	20 010 096	5 258 582	149 634
Azura	0	0	98 485
Concorde	7 150 604	3 690 418	77 973
Standard Life	1 677 060	5 018 664	77 007
Cote 100	18 100 530	1 164 760	73 120
Ficadre	5 261 757	2 518 462	59 238
Réa	26 153 173	4 788 650	43 798
Vision	0	0	26 861
Optimum	948 183	442 635	25 768
BNP	1 067 093	620 899	18 840
Croissance Sélect	0	0	12 822
Total	516 559 342	361 663 843	10 305 098

Un progrès sensible est noté. De 1995 à 1996, les placements des sociétés dans les entreprises francophones sont passés de 194 millions \$ à 516 \$ millions. Mais l'ensemble des placements de tous les fonds mutuels canadiens favorisent les entreprises québécoises de langue anglaise, 6,7 milliards \$ contre 2,4 milliards \$ aux francophones. Les annexes 6 et 7 identifient les entreprises bénéficiaires.

Les 35 milliards \$ de fonds mutuels québécois déportés contribuent à la richesse des autres provinces et pays. Ils accentuent l'appauvrissement des plus pauvres en terre québécoise. La paupérisation est la rançon de la trop grande mobilité du capital. Comment nier que les disparités régionales prennent leurs racines dans l'exportation de l'épargne locale vers les grands centres ?

*Je suis le mal
que vous m'avez fait*
Paul Chamberland

Si l'on injectait subitement en Gaspésie toutes les épargnes gaspésiennes dirigées depuis 100 ans vers l'Ontario, la péninsule deviendrait le plus grand centre touristique des Amériques. Elle posséderait la plus grande industrie mondiale de transformation du poisson. Le port de Gaspé ferait l'envie de la population d'Halifax. Hélas! les milliards \$ d'épargne des Gaspésiens ont enrichi des capitalistes hors Québec au détriment de la qualité de vie de la population péninsulaire. Dans les faits, c'est tout l'arrière-pays qui est oublié. Aucun placement dans les régions de l'Abitibi, du Bas-Saint-Laurent, du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, de la Gaspésie, de la Mauricie et de l'Outaouais, si ce n'est par le rayonnement des entreprises montréalaises favorisées.

Dans le partage des placements, nous retrouvons 76 entreprises de langue anglaise et 91 de langue française. Alcan et BCE ont bénéficié de la moitié des placements des entreprises anglophones. Bombardier, Power et Québecor se répartissent la moitié des

placements faits dans les entreprises françaises. Le fait n'est pas que ces grandes entreprises qui figurent au nombre des réussites québécoises aient reçu trop d'argent. Pour leur expansion, elles ont même besoin de ressources additionnelles. Mais la part qui revient aux autres bénéficiaires des placements est si faible qu'elle ne contribue pas à leur développement. Ce sont les 35 milliards \$ de fonds mutuels que les Québécois souscrivent qui ne reviennent pas en proportion suffisante qui constituent le problème.

Les dix sociétés milliardaires de fonds mutuels qui ont placé le plus dans les entreprises francophones et anglophones sont mentionnées au tableau 56.

Tableau 56
Les 10 sociétés milliardaires de fonds mutuels qui ont investi le plus dans les entreprises québécoises, 1996.

Sociétés Classification par actif	Placements francophones en dollars	Placements anglophones en dollars	Actifs 1996 en 000 \$
Investors	259 430 000	736 383 000	24 533 162
Trimark	184 974 046	926 208 775	20 742 919
Royal Bank	221 759 000	299 625 000	13 984 077
TD Green Line	155 824 501	237 485 593	10 383 586
Mackenzie	264 127 985	220 362 015	8 935 231
CIBC	170 245 392	168 009 996	8 909 941
Altamira	132 483 354	302 152 730	6 594 343
Great West	108 541 300	265 353 053	5 225 639
Scotia Excelsior	160 617 271	159 321 195	5 216 248
Dynamic	219 890 000	200 229 000	5 116 139
Total	1 877 892 849	3 515 130 357	109 641 285

C'est un faible retour des 50 milliards \$ que les Québécoises et les Québécois ont souscrit dans ce secteur. L'actif de certaines sociétés millionnaires justifiait une intervention plus considérable.

*Un jour... un beau jour... il ne me restera plus
que le désespoir de cause*

Pierre Perrault

Mais la tragédie réelle, c'est que les sommes engagées dans les fonds mutuels ne sont que la pointe de l'iceberg. La déportation des épargnes est de loin plus considérable en d'autres secteurs financiers. Les gestionnaires canadiens, capitalistes ou coopératifs, lisent les publications des banques centrales canadiennes et américaines. Ils utilisent les données de tous les Scotia McLeod.

Ils oublient que le Québec n'est pas le Mexique. Ils ne comprennent pas que l'appauvrissement de la collectivité québécoise desservira un jour très prochain l'ensemble canadien et québécois. Ils oublient que l'entraide est une loi de la nature et une condition du développement. Si la prospérité règne au Québec, les entreprises québécoises et canadiennes en bénéficieront. Si la prééminence du bien commun sur le profit immédiat inspirait les gestionnaires de l'argent des autres, tout le monde en profiterait.

Le temps presse. La pauvreté grandit à vue d'œil. Jacques a perdu son emploi. Pierrette a abandonné l'école en 3^e secondaire. Gabrielle vitote sous l'aide sociale. Les pauvres vont bientôt se donner la main. Ils sont deux millions au Québec. Deux millions dans l'indigence, dans la misère, dans la dèche. Ces deux millions de personnes ne voteront jamais l'indépendance politique, si on ne leur donne pas l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie. Et dans le régime actuel, la courbe de l'appauvrissement est dégressive. La part de l'économie québécoise diminue d'année en année sous la double conjugaison de la domination économique de Toronto et du pouvoir centralisateur du gouvernement fédéral.

En 1997, malgré certaines études faites par sondages, nous croyons que l'article 142 de la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* représente la condition présente des francophones désignés jadis sous leur vocable de « Canadiens-Français »:

142. Il ressort de notre étude sur les aspects sociaux et économiques de la vie au Canada (d'après le recensement de 1961), que les Canadiens d'origine française et ceux d'origine britannique ne sont pas des partenaires égaux. Selon toutes les mesures statistiques que nous avons appliquées, les Canadiens d'origine française se classent beaucoup plus bas dans l'échelle socio-économique. Ils sont moins bien représentés dans les postes d'influence et d'autorité, ne possèdent qu'une part réduite de la propriété des entreprises et ont moins facilement accès aux fruits de la technologie. Les emplois qu'ils occupent assurent moins de prestige et sont moins bien rémunérés...

Certes, la position de la revue déclenchera une levée de boucliers. Nous entendons déjà les cris et les clameurs qui s'élèveront contre l'appel à la solidarité québécoise. Des annonceurs nous boycotteront. C'est déjà commencé. Et par de très vénérables entreprises. La tournure d'esprit de certains petits bourgeois est décourageante. Ils limitent la libre expression. Il faut penser comme eux. C'est là une démocratie chinoise. Réclamer justice pour la majorité de la population du Québec est dénoncé comme l'expression d'un racisme outrancier et dangereux.

*Ce trésor englouti
dans les eaux dormantes de l'oubli*
Balzac

B. Les entreprises québécoises oubliées

Les gestionnaires et les conseillers en placement possèdent des renseignements sur les entreprises des États-Unis, du Mexique, de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Europe. Ils trouvent un peu partout, aux quatre coins de la planète, des entreprises « émergentes », « prometteuses » et « en développement ». Mais ils ne connaissent pas les régions québécoises. Ils ignorent que des centaines d'entreprises progressent à vue d'œil. Elles offrent

un excellent rendement. Le risque est même inférieur aux placements spéculatifs faits en plusieurs pays.

Pour le moins, les gestionnaires pourraient consulter *The Financial Post*. Dans la livraison 1997, FP500, la publication torontoise affiche les résultats de nombreuses entreprises québécoises oubliées par tous les conseillers en placement. L'annexe 8 produit des données du *Financial Post*.

En plus de ces 100 entreprises, le Québec compte plus de 2 000 compagnies de taille moyenne prospères et rentables. Si les fonds québécois gérés à l'extérieur venaient appuyer leurs efforts de développement, leur expansion serait plus rapide. Les répercussions enrichiraient toute la collectivité. Le nombre des chômeurs et des assistés sociaux diminuerait d'autant au Québec. Devenus travailleurs, ils pourraient déposer dans les fonds mutuels qui investissent rationnellement au Québec.

Quelques abonnés ont daigné nous exprimer leurs opinions. Nous reproduisons quelques extraits qui peuvent faire réfléchir les gestionnaires de l'argent des autres;

La richesse

« Partout dans le monde, les richesses sont abondantes. Mais pour une petite minorité de personnes seulement ».

Josianne Paradis, 15 mai 1997

La confiance des Québécoises

« Comme votre dossier l'indique, les quelques sociétés québécoises qui contrôlent 5 milliards\$ de l'épargne nationale ne font pas le poids contre les nombreuses compagnies ontariennes qui dominent le marché en gérant 115 milliards\$ d'actifs. Ceci m'amène à me demander si le faible pourcentage contrôlé par les fonds mutuels québécois représente soit le manque de compétence de nos gestionnaires ou seulement le manque de confiance des Québécois ».

François Lemay, Sainte-Julie, 22 mai 1997

Pourquoi?

« Un autre point a attiré mon attention. Il s'agit du fait que les investissements au Québec soient boudés par les compagnies d'investissements québécoises elles-mêmes ... Et les obligations d'épargne de notre province pourquoi, si elles sont plus avantageuses, ne suscitent-elles pas plus d'enthousiasme chez les investisseurs? Le Québec fait-il si peur? »

Frédéric Lavigne, Montréal, 9 mai 1997

La réflexion d'une étudiante de Maisonneuve terminera ce chapitre.

« En tant que Québécois, nous devons arrêter de ne penser qu'au profit monétaire (puisque'il est bien sûr qu'ailleurs le rendement des investissements peut être meilleur: nous les avons alimentés) et de se concentrer sur les profits à long terme qui profiteraient maintenant à notre société ».

Karine Tessier, Collège de Maisonneuve, 9 mai 1997.

3. Les placements au Canada anglais

*Mettez ce qu'il en coûte à plaider aujourd'hui;
Comptez ce qu'il en reste à beaucoup de familles,
Vous verrez que Perrin tire l'argent à lui,
Et ne laisse aux plaideurs que le sac et les quilles.*

La Fontaine

A. Les placements en Ontario

« *As we are one country, we must also be one economy* ». C'est l'apophtegme des gestionnaires de Bay Street. La métropole de Toronto n'administre pas. Elle règne. Elle domine l'économie canadienne. Elle est le maître de l'économie québécoise. Elle a une emprise prédominante dans tous les domaines de la vie col-

lective québécoise. Elle maîtrise 91 % de la masse bancaire. Elle contrôle plus de la moitié des sociétés d'assurances, de fonds mutuels, de fiducie, de valeurs mobilières et de financement. Son pouvoir magnétique paralyse le développement québécois. La seule façon de s'en sortir pour le Québec, c'est de posséder le pouvoir politique de déterminer les règles du jeu. Les hommes d'affaires québécois devraient se rendre compte qu'ils ne sont pas les décideurs de leurs affaires.

*Les Québécois et les Ontariens
sont devenus absolument des étrangers*

aa. Placements en Ontario des sociétés milliardaires

En 1995, les sociétés canadiennes de fonds mutuels avaient placé en Ontario 29,6 milliards\$. En 1996, l'inflation grimpe les placements à 50 milliards\$, soit 21,14 % des actifs des fonds mutuels canadiens. C'est une progression imposante, inquiétante. Inquiétante à cause de la tendance des investissements.

Tous les placements de 1995 et tous les placements de 1996 des sociétés québécoises ont été calculés au détail: chaque titre a été localisé et attribué à la province ou au pays bénéficiaire du placement.

Pour l'année 1996, nous avons analysé au détail les onze sociétés milliardaires les plus représentatives: Altamira, Bank of Montreal, CIBC, Fidelity, Investors, Mackenzie, Royal Bank, Scotia Excelsior, TD Green Line, Templeton et Trimark. Les placements de ces sociétés sont reproduits dans les annexes 9 à 19. Leurs actifs totalisent 125 268 millions\$, soit 50,97 % des actifs totaux des fonds mutuels.

Nous avons calculé la croissance de leurs placements de 1995 à 1996, dans chaque province et pays. L'évolution de l'industrie de 1995 à 1996 a été comparée sous plusieurs aspects. Le taux d'accroissement retenu est une simulation précise. Nous l'avons

appliqué aux placements calculés de 1995. Des vérifications ont été effectués auprès de dix autres sociétés de fonds mutuels. Le taux normalisé a été utilisé pour déterminer le chiffre approximatif des placements globaux de l'ensemble des fonds mutuels du Canada anglais pour l'année 1996. Le grand total est rigoureusement exact et la distribution présente une marge d'erreur nettement inférieure à celle du meilleur sondage. .

Le tableau 57 présente les placements en Ontario d'Investors et de dix sociétés milliardaires ontariennes représentatives des fonds mutuels milliardaires. Les placements 1996 sont indiqués, ainsi que leurs actifs 1995-1996 et leur part du fonds de 1996. Nous les avons choisies pour leur influence prédominante dans l'économie canadienne. Cinq de ces sociétés appartiennent aux banquiers. Leur rôle sera bientôt exposé.

Tableau 57
Placements en Ontario de onze sociétés milliardaires
de fonds mutuels, en 000 \$, 1995 et 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	7 155 005	29,16
Trimark	13 800 505	20 742 918	3 411 668	16,45
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	2 190 927	15,67
Templeton	2 481 111	11 563 523	88 233	0,76
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	3 655 878	35,21
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	1 673 068	18,72
CIBC	6 191 464	8 909 941	1 840 758	20,66
Fidelity	6 170 866	8 138 755	708 608	8,71
Altamira	5 343 535	6 594 343	1 293 086	19,61
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	1 117 959	17,84
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	1 052 208	20,17
Total	80 613 151	125 268 651	24 187 398	19,31

Leurs actifs parlent: 125 milliards\$. Leurs investissements en Ontario surclassent en proportion, et de loin, les placements que les sociétés québécoises font au Québec. Ces onze sociétés milliardaires sont membres de l'empire Bay Street. Ce Club select n'accepte pas le régime de la libre circulation si chère au ministère des Finances du Québec. Il est le maître de l'offre sur le marché québécois et canadien. Il bâtit des monopoles qui paient très peu d'impôt. Car la raison d'être demeure la maximisation du profit.

Un autre élément doit être souligné. Les placements des fonds mutuels ontariens dans les entreprises américaines, européennes et même asiatiques sont en partie effectués dans des compagnies qui possèdent des filiales en Ontario. Un retour de ces placements bénéficie donc à leurs filiales. Certes, le même phénomène avantage quelques filiales québécoises. Mais la proportion n'est pas à la même hauteur. Ni de la même lourdeur.

Le pouvoir de Bay Street est énorme. Il est souverain. Et un prince ne veut jamais partager son royaume. Une reine non plus. Observez ce qui arrive à l'Irlande du Nord. L'autorité de Bay Street attire et captive.

*Je voudrais lui dire à ce petit Québec
de rien du tout que le temps est venu
de mettre l'avenir au monde.*

Gérald Godin

Les sociétés québécoises de fonds mutuels avaient placé en Ontario 959 millions en 1995 et 1 986 millions\$ en 1996. Le tableau 58 présente les placements en Ontario des sociétés québécoises de fonds mutuels pour 1996, ainsi que les actifs 1995 et 1996.

Sociétés québécoises

Tableau 58
Placements en Ontario des sociétés québécoises de
fonds mutuels, en 000\$, 1995 et 1996

Sociétés - Classification par actifs	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
InvesNat	1 471 214	2 456 243	263 826	10,74
Montrusco	-	1 394 609	279 775	20,06
Talvest	1 208 909	1 362 717	339 668	24,93
Desjardins	810 210	1 340 503	228 958	17,08
Industrielle-All	511 183	829 141	193 249	23,31
Professionnels	431 871	538 917	99 339	18,43
Férique	329 268	422 237	114 741	27,17
Prêt et Revenu	260 486	364 660	85 040	23,32
Trust Général	230 932	268 686	32 176	11,98
Cornerstone	-	252 636	47 767	18,91
GBC Asset	-	219 013	65 986	30,13
Fonds FMOQ	159 727	192 190	51 663	26,88
SSQ Vie	115 313	149 634	25 541	17,07
Azura	-	98 485	74 082	75,22
Concorde	44 167	77 973	17 682	22,68
Standard Life	58 501	77 007	22 828	29,64
Cote 100	-	73 120	22 686	31,03
Ficadre	38 247	59 238	11 239	18,97
Réa	60 750	43 798	2 484	5,67
Vision Europe	-	26 861	0	0
Optimum	20 670	25 768	1 490	5,78
BNP	22 465	18 840	6 037	32,04
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Orbit	6 174	n.d.	—	—
Total	5 780 087	10 305 098	1 986 257	19,27

En 1995, les sociétés québécoises de fonds mutuels avaient placé 194 millions\$ dans les entreprises francophones, 269 millions\$ dans les entreprises québécoises anglophones, 547 millions\$ dans l'Ouest canadien, 858 millions hors Canada et 959 millions\$ en Ontario. Elles avaient placé quatre fois plus d'ar-

gent en Ontario qu'au Québec francophone et quatre fois plus hors Canada. Les petites entreprises de l'Ontario sont devenues grandes. Elles ont été bien nourries par l'épargne québécoise.

En 1996, le fonds mutuels québécois ont placé 1986 millions\$ en Ontario, alors qu'elles avaient investi 878 millions\$ dans les entreprises québécoises. Ils financent des industries et des commerces ontariens qui viennent concurrencer les sociétés québécoises. C'est ça la libre circulation.

*Le soleil se couche à l'Ouest
en direction des Rocheuses*

B. Les placements dans l'Ouest canadien

Le pétrole et le gaz naturel sont une mine d'or pour l'Alberta. La forêt, le sous-sol et l'industrie de la Colombie-Britannique intéressent les investisseurs. Les placements des fonds mutuels dans les provinces de l'Ouest s'élèvent à 35 milliards\$. Ils excèdent de loin la part souscrite dans les fonds par les habitants des provinces de l'Ouest.

Le tableau 59 présente la répartition des placements dans les quatre provinces de l'Ouest.

Tableau 59
Placements des fonds mutuels dans les provinces de l'Ouest canadien, en 000 \$, 1995, 1996

Provinces	Placements 1995	Placements 1996	Actifs fonds de l'Ouest
Alberta	12 069 204	20 566 593	6 569 018
Colombie-Britannique	6 487 820	10 841 287	502 550
Manitoba	1 643 197	2 663 951	30 523 988
Saskatchewan	1 125 678	1 824 949	0
Total	21 325 899	35 896 780	37 595 556

La richesse attire la richesse. Avec une population qui dépasse à peine celle du Québec, l'Ouest canadien reçoit trois fois plus de placements des fonds mutuels, 37 milliards\$ contre 14 mil-

liards\$. On ne prête qu'aux riches. L'Alberta remporte le gros lot. La Colombie-Britannique est en train de devenir la plus dynamique des provinces canadiennes. Les greniers de la Saskatchewan ne passionnent pas les investisseurs. Le Manitoba est un territoire délaissé, même si Investors y possède son siège social. Le plus grand fonds canadien s'est contenté de placer 3 milliards\$ en Alberta, 1,7 milliard en Colombie-Britannique, 478 millions au Manitoba et 319 millions\$ en Saskatchewan.

Le tableau 60 présente les placements 1996 de nos onze sociétés milliardaires dans l'Ouest canadien, les actifs 1995 et 1996 et le pourcentage investi dans l'Ouest.

Tableau 60
Placements de nos onze milliardaires dans l'Ouest,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	5 618 875	22,90
Trimark	13 800 505	20 742 918	3 618 765	17,45
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	1 797 610	12,85
Templeton	2 481 111	11 563 523	15 810	0,14
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	899 933	8,67
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	1 576 707	17,65
CIBC	6 191 464	8 909 941	618 635	6,94
Fidelity	6 170 866	8 138 755	678 082	8,33
Altamira	5 343 535	6 594 343	2 036 642	30,88
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	921 421	14,70
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	512 532	9,83
Total	80 613 151	125 268 651	18 295 012	14,60

De tous les millionnaires, seul Templeton a boudé les Rocheuses. Les fonds mutuels courent après la fortune. Ils sont incapables de la découvrir dans leur milieu. Pourtant, elle pourrait entrer tous les jours dans leur demeure. Elle porte les noms d'entraide, mutualité, solidarité, fraternité.

La richesse des gisements miniers et de gaz de l'Alberta attire les spéculateurs. Les pins et les Rocheuses de la Colombie-Britannique font rêver le premier ministre Chrétien et les gestion-

naires des fonds mutuels. La course au trésor ressemble à celle du Klondike au début du siècle. Les épargnes québécoises qui ignorent le sous-sol québécois développent les ressources de l'Ouest. Les mines de la Gaspésie et de l'Abitibi n'ont pas l'attraction suffisante pour intéresser les fonds mutuels.

Le tableau 61 présente les placements des sociétés québécoises effectués dans l'Ouest canadien. L'odeur du pétrole et le sous-sol minier de l'Ouest remplissent d'espoir les gestionnaires québécoises de l'argent des autres.

Tableau 61
Placements dans l'Ouest canadien par les sociétés québécoises de fonds mutuels, en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
InvesNat	1 471 214	2 456 243	107 334	4,37
Montrusco	n.d.	1 394 609	181 712	13,03
Talvest	1 208 909	1 362 717	156 064	11,45
Desjardins	810 210	1 340 503	116 614	8,70
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	98 125	11,83
Professionnels Qué	431 871	538 917	29 650	5,50
Férique	329 268	422 237	81 709	19,35
Prêt et Revenu	260 486	364 660	38 754	10,63
Trust Général	230 932	268 686	21 206	7,89
Cornerstone	-	252 636	35 306	13,98
GBC Asset	-	219 013	36 758	16,78
Fonds FMOQ	159 727	192 190	35 578	18,51
SSQ Vie	115 313	149 634	17 362	11,60
Azura	-	98 485	0	0
Concorde	44 167	77 973	18 106	23,22
Standard Life	58 501	77 007	14 145	18,37
Cote 100	-	73 120	9 554	13,07
Ficadre	38 247	59 238	11 283	19,05
Réa	60 750	43 798	2 756	6,29
Vision Europe	-	26 861	0	0
Optimum	20 670	25 768	1 181	4,58
BNP	22 465	18 840	1 868	9,92
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Orbit	6 174	-	-	-
Total	5 780 087	10 305 098	1 015 065	9,85

Les charmes de l'Ouest progressent d'année en année. Ceux de la société distincte diminuent sans cesse.

Les sociétés québécoises de fonds mutuels ont investi 1 015 millions \$ dans l'Ouest et 878 millions \$ dans les entreprises québécoises. Elles ont confiance dans l'exploration et l'exploitation minières des provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Elles ignorent presque totalement le potentiel du sous-sol québécois. Des compagnies étrangères, financées en partie par l'exportation de l'épargne québécoise, s'enrichissent avec nos richesses naturelles.

*Nous ne croyons pas à la réalité
parce que nous la trouvons trop malheureuse*
Michel Garneau

C. Les placements dans les Maritimes

Dans les Maritimes, une seule entreprise de fonds mutuels semble en affaire : Maritime Life. Elle a souscrit 1,2 milliard \$ de fonds en 1996. Les sociétés de fonds mutuels perçoivent au moins 5 milliards \$ dans les quatre provinces.

Le tableau 62 présente les placements faits en 1996 par les fonds mutuels dans les Provinces maritimes.

Tableau 62
Placements des 11 milliardaires dans les Maritimes,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	520 344	2,12
Trimark	13 800 505	20 742 918	114 706	0,55
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	51 173	0,37
Templeton	2 481 111	11 563 523	1 007	0,01
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	75 706	0,73
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	19 896	0,22
CIBC	6 191 464	8 909 941	66 040	0,74
Fidelity	6 170 866	8 138 755	7 792	0,10
Altamira	5 343 535	6 594 343	12 425	0,19
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	5 264	0,08
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	87 285	1,67
Total	80 613 151	125 268 651	961 638	0,77

Les Maritimiens, nos voisins, ont une peur bleue de l'avenir du Québec. La misère noire dans laquelle vit une trop grande partie de la population est certes responsable de leur méfiance à notre égard. En remontant le cours de la mémoire, les Acadiens oublient que la déportation de l'épargne québécoise ressemble à leur douloureuse dispersion.

Tableau 63
Placements des sociétés québécoises dans
les Maritimes, en 000 \$

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
InvesNat	1 471 214	2 456 243	11 671	0,48
Optimum	20 670	25 768	0	0
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	683	0,08
Professionnels Qué.	431 871	538 917	5 265	0,98
Prêt et Revenu	260 486	364 660	145	0,04
Ficadre	38 247	59 238	25	0,04
Trust Général	230 932	268 686	1 517	0,56
SSQ Vie	115 313	149 634	0	0
Desjardins	810 210	1 340 503	2 826	0,21
Concorde	44 167	77 973	97	0,12
Standard Life	58 501	77 007	77	0,10
Férique	329 268	422 237	74	0,02
Talvest	1 208 909	1 362 717	20 538	1,51
Fonds FMOQ	159 727	192 190	0	0
Rèa	60 750	43 798	0	0
BNP	22 465	18 840	110	0,58
Orbit	6 174	-	-	-
Cornerstone	-	252 636	0	0
Azura	-	98 485	0	0
Cote 100	-	73 120	0	0
GBC Asset	-	219 013	0	0
Monrusco	-	1 394 609	8 537	0,61
Vision Europe	-	26 861	0	0
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Total	5 780 087	10 305 098	51 565	0,50

Nous sommes increvables de crédulité

Gaston Miron

Le tableau 63 présente les placements des sociétés québécoises dans les Maritimes. Nous devons confesser notre indifférence à l'égard d'un territoire qui a besoin de ressources financières pour se développer. Un peu moins de placements au Japon et un peu plus aux Maritimes créeraient des liens de solidarité dont la répercussion serait certes profitable aux Québécois eux-mêmes.

Dans les quatre provinces, les placements des fonds mutuels totalisent à peine 1,5 milliard\$. L'Île-du-Prince-Edouard reçoit toutefois un traitement supérieur aux Îles-de-la-Madeleine, un territoire inconnu des gestionnaires mutuellistes. Les conseillers de placement devraient visiter les Maritimes en passant par le Nord du Québec. Ils y découvriraient des entreprises florissantes dans lesquelles ils pourraient investir.

Les fonds mutuels ont une conscience centralisatrice, concentrique et centraliste. L'intérêt au développement des Maritimes est faible, très faible. *Alea jacta est*. Le ciel est noir. Il annonce de la pluie. Lorsque la pauvreté deviendra misérable, l'orage sera accompagné de beaucoup d'éclairs et le tonnerre de l'Acadie fera trembler les gratte-ciel de Bay Street.

4. Les placements hors Canada

*Le Japon ne fut pas plus heureux à cet homme
Que le Mogol l'avoit été: ce qui lui fit conclure en somme
qu'il avoit à grand tort son village quitté*

La Fontaine

La «révolution tranquille», c'était l'époque du verre à moitié plein. C'était une affaire entre Québécois, face au Canada, avec un environnement légèrement optimiste. La petite flamme de l'espérance brillait alors de tous ses feux.

La mondialisation, c'est l'espoir du capitalisme dont l'échec est évident. C'est le délit de fuite sociale qui profite aux plus forts. Pour les Québécois, c'est la période du verre à moitié vide. C'est la déprime. Le monde est parmi nous. Il est débarqué au Cap Diamant avec ses armes compétitives. L'offensive vise plus de libéralisme pour plus de capitalisme. Elle propose la flexibilité sans autre perspective que la rentabilité, la mobilité, la libre circulation, la déflation salariale, la privatisation et les coupures bêtes et méchantes.

Mais le ciel de la libre circulation est obscurci de nuages impénétrables. L'enchaînement des faillites d'entreprises et la défaillance de pays emprunteurs provoquent partout des crises immobilières et bancaires. Les déséquilibres macroéconomiques éclatent aux quatre coins de la planète. Les fluctuations boursières deviennent encore plus imprévisibles. La volatilité est la norme. L'accès à l'information exacte est difficile. Le contrôle du placement à distance est illusoire. Les coups d'État politiques sont imprévisibles. Dans certaines régions, les guerres civiles sont fréquentes. En certains pays, les nationalisations bouleversent les données recueillies. Des différences dans les législations se transforment en conflits. Dans tout ce remous, il n'est jamais question d'investir pour améliorer les conditions de vie des 1 400 millions de personnes qui souffrent de faim à travers le monde.

Les financiers et banquiers ont-ils perdu le Nord comme en 1929? Nous préparent-ils un krach comparable à celui d'octobre 1987? L'emballlement depuis des années sur les places boursières se traduira-t-il en la plus sévère récession que la planète n'ait connue? Les Bourses établissent de nouveaux records. Depuis 1991, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 210 %. Depuis six ans, Zurich s'est enflée de 330 %, Amsterdam de 280 %, Francfort de 175 %, Londres de 140 % et Paris de 95 %. De cette exubérance irrationnelle, il faut s'inquiéter.

À la fin des années 80, les experts étaient émerveillés, exaltés devant le phénomène des hausses vertigineuses de l'immobilier. Les investisseurs et les banquiers ont plongé avec enthousiasme. Depuis, les globules financiers ont éclaté. Les prix ont dégringolé. Les entreprises financières ont perdu des milliards \$ qu'elles ont soustraits de l'impôt. En fin de course, le contribuable a payé la note. La planète ne vit-elle pas une identique illusion ?

Les prophètes nous prédisent la naissance d'un nouveau monde. Les nouvelles technologies multiplient le potentiel du développement. À ce jour, et dans tous les pays développés, deux augmentations sont tangibles : celle des profits pour les entreprises, notamment américaines, et celle de la pauvreté pour les masses populaires. Il est encore temps pour les Québécois de se demander s'ils doivent embarquer dans ce *Titanic*. Les Américains n'offrent pas la prospérité. Comme leurs boursiers, ils présentent la notion optimiste qu'ils simulent.

Mais une nouvelle mode se répand. C'est peut-être de la poudre à canon. Une allumette pourra tout faire flamber. Les fonds mutuels ont découvert les titres de sociétés en exploitation dans les pays émergents. Ils investissent dans les riches entreprises de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de la Corée, de la Grèce, de l'Inde, de l'Indonésie, d'Israël, de la Jordanie, de la Malaisie, du Mexique, du Pakistan, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, du Sri Lanka, de Taïwan, de la Thaïlande, de la Turquie et du Vénézuéla. Dans la plupart de ces pays, l'exploitation des paysans enrichit les grandes entreprises autochtones et aussi les multinationales qui s'y établissent. La stratégie peut être rentable, mais la politique est anti-sociale.

*Je préfère un petit pays qui a du cœur
au ventre à un grand pays qui n'a rien
de mieux à proposer qu'une économie sans scrupule.*

Pierre Perrault

Placements hors Canada

Le tableau 64 présente les placements des fonds mutuels canadiens dans tous les continents: États-Unis, Europe, Asie et autres pays.

Tableau 64
Placements hors Canada des sociétés canadiennes
de fonds mutuels, en 000 \$, 1995 et 1996

Contrées	Placements 1995	Placements 1996
États-Unis	16 429 032	26 634 747
Asie	11 503 996	18 650 278
Europe	9 582 797	15 535 630
Autres pays	2 306 813	3 739 805
Total	39 822 638	64 560 460

En 1995, les sociétés de fonds mutuels ont placé 39,8 milliards \$ hors Canada. En 1996, leurs investissements hors Canada atteignent les 64,5 milliards \$. La déportation est appréciable. Les étages de la tour de Babel s'élèvent vers le ciel avec une rapidité extraordinaire. Les gestionnaires éparpillent l'épargne canadienne et québécoise dans une centaine de pays. Ils possèdent des titres d'actions, d'obligations et des valeurs monétaires à rendement variable et sur lesquels ils n'ont aucune emprise autre que celle de vendre à perte ou à profit.

Le tableau 65 présente les placements hors Canada de nos 11 sociétés milliardaires, en 000 \$, 1996.

Tableau 65
Placements hors Canada de nos 11 milliardaires,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	Annexes	% 1996 fonds
Investors	19 833 743	24 533 162	5 973 897	9	24,35
Trimark	13 800 505	20 742 918	9 056 015	10	43,66
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	1 827 322	11	13,07
Templeton	2 481 111	11 563 523	9 486 006	12	82,03
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	1 236 477	13	11,91
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	965 919	14	10,81
CIBC	6 191 464	8 909 941	648 182	15	7,27
Fidelity	6 170 866	8 138 755	5 748 358	16	70,63
Altamira	5 343 535	6 594 343	1 220 055	17	18,50
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	381 124	18	6,08
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	390 212	19	7,48
Total	80 613 151	125 268 651	36 933 567		29,48

Les sommes astronomiques donnent le vertige. Dans les annexes 9 à 19, les placements par contrée sont indiqués pour chaque société. Des 64 milliards placés hors Canada, 20 % proviennent de l'épargne québécoise. Ainsi en ont décidé les gestionnaires. Les déposants québécois doivent faire confiance. Mais l'espérance ne solutionnera jamais leurs besoins de capitaux pour bâtir des projets rentables au Québec.

Les sociétés québécoises

Le tableau 66 présente les placements hors Canada réalisés par les sociétés québécoises de fonds mutuels.

En 1995, les sociétés québécoises ont placé 858 millions \$ dans la mouvance universelle; elles n'avaient investi que 442 millions \$ au Québec francophone et 375 millions \$ au Québec anglophone.

En 1996, le bloc d'épargne québécoise disséminée aux quatre coins de la planète représente 36 milliards \$.

Tableau 66
Placements hors Canada des sociétés québécoises
de fonds mutuels, en 000 \$ pour 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996 fonds
InvesNat	1 471 214	2 456 243	154 077	6,27
Optimum	20 670	25 768	147	0,57
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	123 232	14,86
Professionnels Québec	431 871	538 917	124 013	23,01
Prêt et Revenu	260 486	364 660	16 203	4,44
Ficadre	38 247	59 238	1 618	2,73
Trust Général	230 932	268 686	21 548	8,02
SSQ Vie	115 313	149 634	19 319	12,91
Desjardins	810 210	1 340 503	142 596	10,64
Concorde	44 167	77 973	2 923	3,75
Standard Life	58 501	77 007	14 238	18,49
Férique	329 268	422 237	23 346	5,53
Talvest	1 208 909	1 362 717	445 708	32,71
Fonds FMOQ	159 727	192 190	24 102	12,54
Réa	60 750	43 798	0	0
BNP	22 465	18 840	614	3,26
Orbit	6 174	-	-	-
Cornerstone	-	252 636	38 378	15,19
Azura	-	98 485	0	0
Cote 100	-	73 120	15 601	21,34
GBC Asset	-	219 013	46 801	21,37
Montrusco	-	1 394 609	598 612	42,92
Vision Europe	-	26 861	26 861	100,0
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Total	5 780 087	10 305 098	1 839 937	17,85

Les sociétés québécoises de fonds mutuels ont investi deux fois plus d'argent hors Canada que dans les entreprises du Québec.

À titre d'exemple, le Fonds Desjardins a placé 8 millions\$ dans des banques étrangères et 134 millions\$ en Allemagne, Australie, Belgique, Bermudes, Brésil, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Hong Kong, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, Taïwan et Thaïlande. Dans les entreprises québécoises, elles avaient placé 73 millions\$.

A. Les placements en Asie

La région la plus vaste et la plus peuplée attire les financiers canadiens. En 1995, ils investissent 11,5 milliards\$ dans l'Asie des moussons, des pluies estivales, du riz et de l'opium.

En 1996, la mouvance des banques et la volatilité des marchés n'effarouchent pas les gardiens de l'argent de autres. Ils ont placé 18,6 milliards\$.

Le tableau 67 présente les 11 sociétés milliardaires, leurs placements en Asie en 1996.

Tableau 67
Placements des 11 sociétés milliardaires en Asie,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	Placements 1996	fonds % 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	2 090 258	8,52
Trimark	13 800 505	20 742 918	1 298 488	6,26
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	497 433	3,56
Templeton	2 481 111	11 563 523	1 708 537	14,78
TD Green	4 420 077	10 383 585	283 243	2,73
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	0	0
CIBC	6 191 464	8 909 941	287 650	3,23
Fidelity	6 170 866	8 138 755	2 044 661	25,12
Altamira	5 343 535	6 594 343	731 169	11,09
Montreal	5 441 835	6 266 868	153 144	2,44
Scotia	3 348 739	5 216 248	109 565	2,10
Total	80 613 151	125 268 651	9 204 148	7,35

Les onze sociétés milliardaires ont placé en Asie 9 milliards\$ en 1996. La somme totale placée en Asie par toutes les sociétés canadiennes de fonds mutuels atteint les 18,6 milliards\$. Les archipels du Pacifique sont généreusement alimentés par les fonds mutuels canadiens. Trop généreusement. La diversification d'un portefeuille doit être rationnelle. Elle doit d'abord

répondre aux besoins des personnes qui ont prêté leurs épargnes à l'institution financière. Les premiers besoins à satisfaire ont trait au bien-être des épargnants et, en conséquence, au développement normal et maximal de leur milieu de vie. L'exportation de l'épargne doit alors être raisonnée et limitée.

Le tableau 68 identifie les sociétés québécoises et leurs placements en Asie pour 1996.

Tableau 68
Placements en Asie des sociétés québécoises,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
InvestNat	1 471 214	2 456 243	60 535	2,46
Optimum	20 670	25 768	147	0,57
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	20 300	2,45
Professionnels Québec	431 871	538 917	15 710	2,92
Prêt et Revenu	260 486	364 660	772	0,21
Ficadre	38 247	59 238	0	0
Trust Général	230 932	268 686	5 604	2,09
SSQ Vie	115 313	149 634	7 024	4,69
Desjardins	810 210	1 340 503	44 276	3,30
Concorde	44 167	77 973	422	0,54
Standard Life	58 501	77 007	2 932	3,81
Férique	329 268	422 237	680	0,16
Talvest	1 208 909	1 362 717	222 094	16,30
Fonds FMOQ	159 727	192 190	668	0,35
Réa	60 750	43 798	0	0
BNP	22 465	18 840	0	0
Orbit	6 174	-	-	-
Cornerstone	-	252 636	3 246	1,28
Azura	-	98 485	0	0
Cote 100	-	73 120	0	0
GBC Asset	-	219 013	10 528	4,81
Montrusco	-	1 394 609	197 020	14,13
Vision Europe	-	26 861	0	0
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Total	5 780 087	10 305 098	591 958	5,74

Les sociétés québécoises de fonds mutuels ont placé 591 millions \$ en Asie. Elles ont exagéré dans leur diversification. Les risques en Asie ne sont-ils pas aussi, sinon plus élevés qu'au Québec. La sagesse n'a pas guidé le jugement des gestionnaires. Un placement de 3 % des actifs aurait été raisonnable. Le Québec a besoin de l'argent qu'il déporte.

« Nous n'avons pas de projets rentables »; répètent les économistes et les financiers. Nous comptons sur eux pour en créer. L'innovation n'appartient pas uniquement aux Américains et aux Japonais. Si nos industriels et nos financiers sont incapables de concevoir et de réaliser des projets rentables, ils n'ont pas d'avenir. Et le Québec non plus. Leur intervention n'est pas facultative. Elle est obligatoire. Autrement, le nombre des faillites continuera à augmenter. Et les mises à pied aussi. Et les services publics diminueront. C'est d'abord le pays du Québec que les financiers d'ici doivent développer. Et la croissance québécoise rapportera beaucoup plus que les intérêts asiatiques.

Les gestionnaires des fonds ont placé dans les plaines qui s'étendent à l'est de la mer Caspienne. C'est loin de la Gaspésie. Ils ont placé dans les péninsules de la Corée, du Kamtchatka et de la Malaisie. Ils ont placé dans les arcs insulaires des Philippines et du Japon. Mais pas un sou dans les Îles-de-la-Madeleine et dans l'île Notre-Dame de monsieur Bourque. Ils ont placé dans l'Asie du Sud-Est. Ils ont placé sur les rives du Gange, du Mékong et du Yang-tsé-kiang. Ils ont placé en Australie, Chine, Grand Caïmans, Hong Kong, Indes, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Singapour, Sri Lanka, Taïwan, Thaïlande, Vietnam. Ils ne connaissent pas l'Abitibi, l'Estrie, les Laurentides et la Côte-Nord.

Or, dans la plupart des pays asiatiques, les marchés boursiers enregistrent des rendements négatifs depuis quelques années. Ils sont agités, ébranlés, traumatisés. En juillet et en août 1997, les agioteurs donnaient l'assaut contre les principales monnaies de

l'Asie du Sud-Est. La roupie indonésienne a connu le cours le plus bas de toute son histoire. Le ringgit malais enregistrait la plus forte chute des trois dernières années. Le baht thaïlandais était dévalué. Les Philippines subissaient une crise financière qui ressemblait à celle du Mexique de l'année 1994. Même le dollar de Singapour, réputé pour sa stabilité, était ébranlé. Aucune bourse asiatique n'a échappé au mouvement de baisse. La tempête a secoué les bourses de Hong Kong et de Bangkok. Même celle de Tokyo n'a pas échappé à la tourmente¹⁰.

Le Fonds monétaire international apportait une aide de plus d'un milliard\$ pour soutenir le peso philippin¹¹. La Thaïlande réclamait la création d'un fonds de stabilisation d'au moins 20 milliards\$ sous la forme de prêts. Et le Japon, malgré les sérieux problèmes qu'il affronte, tente de calmer la tempête qui secoue les monnaies asiatiques. Le terrain est miné.

Mais l'espoir des gestionnaires de fonds n'est pas ébranlé par ces fluctuations. Ces pays «sont des marchés qui ont déjà été durement frappés, il est préférable d'y être et d'être patient¹²» déclarait G. Holowesko, responsable du portefeuille croissance de Templeton. «Une chose est sûre, cet épisode de crise monétaire n'est pas terminé¹³». Malgré tous les nuages qui obscurcissent l'horizon, l'espérance fait vivre les financiers qui investissent massivement dans les marchés asiatiques, au creux de la vague. Mais, face aux marchés québécois, ils n'ont aucune «patience».

Ils ne sont pas inquiets devant la tourmente monétaire qui secoue les devises et les marchés asiatiques. Ils continuent à investir massivement dans ces régions. Ils ont confiance. Ils savent qu'après la crise de la Corée, de la Malaisie, des Philippines et de

10. *Le Devoir*, Agence France-Presse, 31 août 1997, C4.

11. *Le Devoir*, 20 juillet 1997.

12. *Le Soleil*, 25 juillet 1997, A.12.

13. Andy Tan, directeur général de la société d'investissement américaine *MMC International*.

la Thaïlande, il y aura d'autres marasmes qui surgiront en d'autres pays. Mais ils entrevoient qu'après la tempête, le beau temps redeviendra normal. Après la perturbation présente, ils croient que la croissance économique de l'Asie leur procurera des profits records. Ils attendent avec calme. Ils jouent à la chaise musicale.

Mais avec la mondialisation, les secousses monétaire, bancaire et financière voyagent d'un pays à l'autre. Québec est aussi près de Tokyo que de Toronto. Ce qui s'est passé en Asie en juillet 1997 a affecté la couronne tchèque, le zloty polonais, le rand sud-africain et le real brésilien. Une débâcle financière à Londres ébranle les bourses canadiennes. Les Québécois sont pourtant conscients de cet épiphénomène. Ils ont la grippe lorsque les Américains éternuent.

Les fonds mutuels, qui placent au Québec à peine le quart des épargnes qu'ils y récoltent, investissent dans des pays dont l'économie est plus fragile que celle du Québec. Nous allons visiter ensemble quelques pays. Nous avons choisi le Japon, Hong Kong, l'Indonésie et le Pakistan. C'est l'illustration de l'ensemble des pays asiatiques.

Au 31 décembre 1996, les sociétés canadiennes de fonds mutuels ont placé au Japon 6,2 milliards \$ et quelques poussières. Dans la présente décennie, l'Empire du soleil levant a été durement frappé par une série d'événements: spéculation foncière, faillite bancaire, endettement public énorme, terrorisme à Tokyo, tremblement de terre, haut niveau de pollution et volatilité du yen.

Les plans de relance ont coûté plus de 3 000 milliards de francs de 1992 à 1995 sans hausse de la croissance. Le nombre des faillites des entreprises atteint des records. Leurs titres de haute technologie ne concurrencent plus Windows et Microsoft. Leurs marchés extérieurs dépendent d'une concurrence accrue de pays asiatiques récemment industrialisés. En dépit de toutes ces incer-

titudes sur lesquelles les Canadiens et les Québécois n'ont aucun contrôle, les fonds mutuels investissent des sommes colossales au Japon. Les gestionnaires, troublés devant l'avenir du Québec, demeurent impassibles devant une économie japonaise en dents de scie.

Les fonds mutuels canadiens ont placé 4,3 milliards\$ à Hong-Kong, cette ancienne colonie britannique devenue province de Chine, depuis le 1er juillet 1997. La Cité du capitalisme sans mélange est sous la tutelle d'un régime communiste intégral. La transition inquiète les six millions d'habitants de l'île. Elle n'a pas bouleversé les fiduciaires de l'argent des autres dont les nuits sont agitées à l'idée de placer au Québec.

Les fonds mutuels canadiens ont placé 597 millions\$ en Indonésie et 56,2 millions\$ au Pakistan. L'avenir de l'Indonésie repose sur la capacité de relever les défis du surpeuplement, de l'endettement débridé et de la faiblesse des infrastructures. Des combats indo-pakistanaïses se déroulent fréquemment devant le refus de l'Inde de reconnaître l'indépendance du Cachemire. Au Pakistan, l'arrivée de millions de réfugiés afghans suscite de violentes tensions sociales. Le gouvernement combat avec une main de fer le terrorisme. Les attentats à la bombe et les guérillas ne modifient pas les scénarios de placement des gestionnaires torontois, ces personnages qui passent des nuits blanches à imaginer les conséquences de l'indépendance du Québec.

L'histoire du Proche-Orient a connu une longue succession de conflits: la guerre de six jours, la « guerre d'usure », la guerre d'octobre 1973, la guerre civile du Liban avec son cortège d'interventions étrangères, la guerre de juin 1982, la guerre du Golfe de 1991, dont les origines et les causes remontaient à la première guerre du Golfe, celle qui opposa l'Irak à l'Iran.

Encore faudrait-il y ajouter la série de coups d'État, attentats, raids et assassinats politiques, expression des crises internes et des conflits externes qui déchiraient la région. Au printemps de l'an-

née dernière, l'opération « Raisin de la colère », culminant avec le massacre de Cana, n'en fut que l'ultime épisode, à coup sûr un des plus tragiques.

« Rien n'a changé, sur place, dans les facteurs endogènes des crises et des conflits: ni la question palestinienne, ni le problème de l'existence d'Israël et de son environnement proche-oriental, ni la pérennité des dictatures et des monarchies traditionnelles ainsi que leur inadaptation aux changements de la société, ni le fossé sans cesse grandissant entre la fraction de la population impliquée dans le marché international et la modernisation de la vie économique et sociale et celle, bien plus nombreuse, qui reste « au bord de la route ». Mais une rupture fondamentale d'équilibre s'est produite sur la scène internationale et nulle part plus qu'au Proche-Orient les conséquences n'en sont aussi considérables.

« Mais cet équilibre se maintient plus ou moins. Plusieurs des acteurs de la région sont menacés: la Syrie, l'Irak, la résistance palestinienne et jusqu'aux clans qui s'affrontent au Yémen. Dans la phase suivante, tout, au contraire, est marqué par l'hégémonie exclusive des États-Unis. On mesure en particulier avec le recul, par les textes qui lui sont consacrés, combien la guerre du Golfe a eu pour enjeu, sinon pour but, l'établissement d'une emprise américaine sans partage sur cette région du monde¹⁴.

14. Paul-Marie De La Gorce, Paix introuvable au Proche-Orient, Le Monde diplomatique, 2 juin 1997.

L'économie doit être mise au service de la société, et non l'inverse

B. Les placements aux États-Unis

Le Québec et le Canada sont situés à la frontière des États-Unis, la première puissance économique du monde. C'est à la fois un privilège et une infortune. Bénéficiaires des atouts d'un vaste marché, nous subissons tous les soubresauts d'un empire qui lutte pour conserver l'hégémonie. L'économie et la culture québécoises sont influencées par les décisions du Congrès américain. On n'a qu'à penser à la saga du bois d'œuvre par exemple.

La suprématie des États-Unis, les fonds mutuels canadiens la favorisent. De 1995 à 1996, les placements aux États-Unis sont passés de 16,4 milliards \$ à 27,1 milliards \$. Avec notre argent, de grandes entreprises viennent concurrencer les compagnies québécoises.

Le tableau 69 présente les placements aux États-Unis des sociétés milliardaires de fonds mutuels canadiens faits en 1996.

Tableau 69
Placements des 11 sociétés milliardaires
aux États-Unis, 000 \$, 1996

Sociétés	Actif 1995	Actif 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	2 397 972	9,77
Trimark	13 800 505	20 742 918	6 376 882	30,74
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	842 069	6,02
Templeton	2 481 111	11 563 523	2 253 884	19,49
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	589 807	5,68
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	938 337	10,50
CIBC	6 191 464	8 909 941	280 883	3,15
Fidelity	6 170 866	8 138 755	2 146 868	26,38
Altamira	5 343 535	6 594 343	731 169	11,90
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	66 502	1,06
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	152 438	2,92
Total	80 613 151	125 268 651	16 776 811	13,39

En 1996, les onze sociétés milliardaires de fonds mutuels canadiens ont placé 16,7 milliards\$ chez nos voisins du Sud. La part québécoise déportée totalise les trois milliards\$. La moitié de cet argent aurait dû être investie dans le milieu des épargnants. Même les fonds mutuels québécois placent abondamment aux États-Unis.

Le tableau 70 présente les placements aux États-Unis des sociétés québécoises de fonds mutuels.

Tableau 70
Placements aux États-Unis des sociétés québécoises,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
InvesNat	1 471 214	2 456 243	16 220	0,66
Optimum	20 670	25 768	0	0
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	16 462	1,99
Professionnels Québec	431 871	538 917	18 619	3,45
Prêt et Revenu	260 486	364 660	12 362	3,39
Ficadre	38 247	59 238	1 618	2,73
Trust Général	230 932	268 686	10 021	3,73
SSQ Vie	115 313	149 634	6 791	4,54
Desjardins	810 210	1 340 503	41 726	3,11
Concorde	44 167	77 973	1 330	1,71
Standard Life	58 501	77 007	7 152	9,29
Férique	329 268	422 237	21 362	5,06
Talvest	1 208 909	1 362 717	120 920	8,87
Fonds FMOQ	159 727	192 190	22 268	11,59
Réa	60 750	43 798	0	0
BNP	22 465	18 840	562	2,98
Orbit	6 174	-	-	-
Cornerstone	-	252 636	30 945	12,25
Azura	-	98 485	0	0
Cote 100	-	73 120	15 601	21,34
GBC Asset	-	219 013	25 300	11,55
Monrusco	-	1 394 609	153 843	11,03
Vision Europe	-	26 861	0	0
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Total	5 780 087	10 305 098	523 102	5,08

Les sociétés québécoises ont exporté 523 millions\$ d'épargne québécoise aux États-Unis, soit 5,08 % de leurs actifs. Elles financent des centaines d'entreprises: Allstate, Cisco, Colgate Palmolive, Household, Kohls, Microsoft, Pfizer, Schulman et combien d'autres qui, avec nos épargnes, viennent compétitionner les produits québécois.

Les gestionnaires québécois et torontois ont une plus grande confiance dans les États-Unis que dans le Québec. Il est vrai que l'économie américaine connaît la période la plus prospère des trente dernières années. Les investissements sont élevés. L'inflation est tranquille.

Mais aussi paradoxale que l'idée paraisse, la vigueur de l'économie américaine est préoccupante. Les valeurs sont fortement majorées. Les bourses sont gonflées. Et des signes de faiblesse apparaissent à l'horizon en des secteurs où l'on ne s'y attendait pas. Les ventes au détail tirent de l'aile. La valeur des biens de consommation décroît. Tout est volatile. *Microsoft* et Bill Gates sont au zénith et devancent *IBM* et *Oracle Corp.*

« Les cours en Amérique du Nord sont devenus surévalués. Le marché est très émotif... Il a tendance à ignorer la réalité, à oublier les leçons du passé. La logique n'a pas toujours prééminence¹⁵ ».

Cette opinion de Mark Mobius, gestionnaire chez *Templeton*, est confirmée par David Shulman, analyste de la maison de courtage Salomon Brothers: « Les mauvaises nouvelles au sujet de Wall Street sont vraies. Les actions sont surévaluées, mais les outils traditionnels qui mesurent la valeur des titres n'ont aucune influence sur les investisseurs. Ce qui compte, c'est que la demande d'actions soit plus importante que l'offre et ainsi... que

15. Mark Mobius, gestionnaire chez *Templeton*, dans Gérard Bérubé, *Le Devoir*, 20 juillet 1997.

les prix montent¹⁶». Et monsieur Shulman d'ajouter: «Je ne prédis pas une chute de 40 %, mais le marché pourrait reculer de 20 %».

Un fait est certain. Depuis longtemps, Wall Street échappe aux paramètres boursiers. Les analystes de plusieurs sociétés de fonds mutuels corrigent leurs stratégies de placements. Entre autres, citons Mark G. Holowesko, gestionnaire du fonds croissance de *Templeton*: «Si l'on compare actuellement différents ratios financiers, tels le cours bénéfice et le cours valeur aux livres, avec leur moyenne des 20 dernières années, le marché américain devrait tomber de 40 %. Je ne dis pas que cela va arriver, mais je préfère maintenant placer dans des marchés moins élevés¹⁷». M. Holowesko ajoutait en parlant de son fonds: «Il y a 3 ans, les investissements du fonds sur le marché américain représentaient 55 % de son actif. Ils ne représentent plus aujourd'hui que 28 %».

Cette attitude confirme un profond malaise. Le grand manitou de la finance américaine, Allan Greenspan, s'interroge si une «exubérance irrationnelle n'avait pas exagérément gonflé le titres»¹⁸. Le marché boursier serait surévalué de 20 %, selon un nouveau baromètre de la Réserve fédérale américaine. Les bourses américaines «ne prennent plus en compte aujourd'hui que les nouvelles favorables. Peu importe l'environnement économique, seul compte le flux croissant de capitaux qui se déversent sur les marchés d'actions».

À brève échéance, les Américains seront confrontés à des problèmes majeurs. L'ambiance de *Wall Street* peut se transformer rapidement. Elle peut même devenir explosive. Plus de 13 millions d'Américains vivent de l'aide sociale. Plus de 25 millions

16. Eric Leser, *La bulle financière est-elle increvable?*, *Le Devoir*, 12-13 juillet 1997, C5.

17. Mark G. Holowesko, *Le Soleil*, 25 juillet 1997, A.12.

18. *Le Soleil*, François Pouliot, 25 août 1997.

ont droit aux « food stamps ». Les réclamations populaires deviennent de plus en plus violentes. Même à Washington. Et la réaction des autorités est parfois choquante. On se souvient du propos d'un sénateur sur les femmes monoparentales: « C'est comme les alligators. Vous ne devriez pas les nourrir parce qu'elles vont revenir pour en avoir davantage ». Cette déclaration a fait osciller la bourse.

Le facteur de la mégafusion bancaire est un autre élément d'incertitude.

Au cours des dernières années, de nombreuses fusions n'ont pas atteint les objectifs fixés. Et dans la danse, la valse continue. La NationsBank vient d'acquérir Barnett Bank et la Montgomery Securities. L'an dernier, la Wells Fargo avait racheté First Interstate Bank. À la même période, la Chase Manhatttan avait acquis la Chemical Banking¹⁹.

A moins de faire de la science-fiction, les gestionnaires de Toronto devraient craindre davantage l'incertitude américaine que l'hypothétique insécurité politique du Québec. La sécurité américaine n'est pas garantie. D'où la sagesse d'investir dans notre pays.

C. Les placements en Europe

Les Québécois et les « Canadiens » aiment les Alpes et les Pyrénées, la Seine et la Tamise. En 1996, ils ont placé 15,4 milliards \$ en Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Russie, Suède, Suisse, Turquie.

Ils ont placé des sommes aussi colossales, alors que les nuages cachent le soleil. Ils bouleversent même les cambistes, mais pas les gestionnaires torontois de fonds mutuels. En 1996, douze

19. Le Devoir, Agence France-Presse, 30 août 1997.

États membres de la CEE connaissent des déficits budgétaires excédant la règle de 3 % du PIB prévue dans le traité de Maastricht.

Le tableau 71 présente les sociétés milliardaires de fonds mutuels et leurs placements en Europe.

Tableau 71
Placements des 11 sociétés milliardaires en Europe,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	1 450 521	5,91
Trimark	13 800 505	20 742 918	1 034 886	4,99
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	469 459	3,36
Templeton	2 481 111	11 563 523	4 427 290	38,29
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	280 720	2,70
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	9 322	0,10
CIBC	6 191 464	8 909 941	68 502	0,77
Fidelity	6 170 866	8 138 755	1 364 036	16,76
Altamira	5 343 535	6 594 343	221 755	3,36
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	148 813	2,37
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	107 150	2,05
Total	80 613 151	125 268 651	9 582 454	7,65

Les sociétés milliardaires ont investi 9,5 milliards \$ principalement en Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse. Avec notre épargne, des entreprises européennes s'établissent au Québec et concurrencent les sociétés d'ici.

Le tableau 72 présente les placements en Europe des sociétés québécoises.

Tableau 72
Placements en Europe des sociétés québécoises,
en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
Vision Europe	-	26 861	26 968	100,4
Montrusco	-	1 394 609	239 763	17,19
Professionnels Québec	431 871	538 917	88 057	16,34
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	71 873	8,67
Talvest	1 208 909	1 362 717	102 693	7,54
Standard Life	58 501	77 007	4 153	5,39
Desjardins	810 210	1 340 503	54 643	4,08
GBC Asset	-	219 013	10 430	4,76
SSQ Vie	115 313	149 634	5 503	3,68
InvesNat	1 471 214	2 456 243	76 062	3,10
Trust Général	230 932	268 686	5 438	2,02
Cornerstone	-	252 636	3 815	1,51
Concorde	44 167	77 973	1 103	1,41
Prêt et Revenu	260 486	364 660	3 027	0,83
Fonds FMOQ	159 727	192 190	1 166	0,61
BNP	22 465	18 840	52	0,28
Férique	329 268	422 237	1 012	0,24
Azura	-	98 485	0	0
Cote 100	-	73 120	0	0
Ficadre	38 247	59 238	0	0
Réa	60 750	43 798	0	0
Optimum	20 670	25 768	0	0
Croissance Sélect	-	12 822	0	0
Orbit	6 174	-	-	-
Total	5 780 087	10 305 098	695 758	6,75

En 1996, les placements en Europe des fonds mutuels québécois totalisent 695 millions\$. Les gestionnaires ont placé dans des centaines d'entreprises dont le poids financier n'est pas

toujours supérieur à celui des grandes entreprises québécoises: Adidas, Air Liquide, Allied Irish, Banca Fideuram, Bayer, Deutsche, Elf Aquitaine, Ericsson, National Westminster, Rolls Royce, Société Générale, Union des Banques Suisses...

Les gestionnaires des fonds mutuels ressemblent à mon grand-père Godefroy. Ils aiment la tempête, l'ouragan et le vent du nord-ouest. Ils aiment l'incertitude. Ils la préfèrent à l'indépendance tranquille du Québec. Ils ne sont pas troublés devant l'appauvrissement du Vieux Continent: 19 millions de chômeurs et 55 millions de pauvres. Le taux de chômage se maintient à 11 % et quelques pollens. L'indigence se répand, mais les profits des entreprises grandissent. Comme au Québec.

Le front politique crée des remous. Des mouvements de gauche ont repris le pouvoir. La secousse sociale risque de devenir plus violente et plus tôt que prévu. Les ouvriers commencent à crier leur colère. L'«Euromanif» des 60 000 personnes qui dénonçaient la fermeture de l'usine de Vilvorde en est un exemple. L'automne peut être chaud en plusieurs pays. Le président de la Commission du Parlement européen, Jacques Santer, en est conscient. Il déplorait récemment que «l'Europe soit un chantier inachevé». Il espérait que «l'Europe économique appelle l'Europe sociale».

Au Royaume-Uni, les fonds mutuels canadiens ont investi 3,4 milliards \$. Cet argent n'a pas été placé pour soulager la misère humaine. Il est séquestré dans les coffres-forts des grandes entreprises qui réalisent des profits gigantesques au détriment des besoins populaires. La situation sociale y est plus alarmante qu'au Québec. Le journal londonien, *The Big Issue*, décrit un état lamentable des conditions de vie. En Angleterre, 365 000 personnes sont sans abri et 3,7 millions d'enfants sont sous le seuil de la pauvreté. Un million et demi d'enfants de moins de 16 ans travaillent dans des conditions illégales et souvent dangereuses. La scolarisation de la jeunesse du Royaume est inférieure à celle du

Québec. Les actes terroristes se succèdent. La guerre civile est aux portes de l'Ulster. Les grandes sociétés d'État ont été privatisées, sauf l'énergie nucléaire. Et les spéculateurs préfèrent la Grande-Bretagne à la terre soumise du Québec.

Les fonds mutuels du Canada ont placé 1,8 milliard\$ en France. La mère-patrie est en situation de précarité. Le feu couve. L'explosion menace. Les licenciements dépassent les 35 000 par mois. Douze pour cent de la population active cherche un emploi. L'industrie du textile et de la sidérurgie connaissent des fortunes diverses. Environ 60 % des Français travaillent dans les services: administration, armée, banques, commerce, transport, etc. Plus de 12 millions de Français sont pauvres. L'état des finances publiques est lamentable. Le gouvernement d'Alain Juppé a été chassé de l'Élysée. Il avait réduit les crédits dans le domaine de la culture. Il avait supprimé le service militaire. Il était en train de démanteler le secteur public, malgré l'opposition populaire de l'hiver 1995. Il a privatisé les services publics de télécommunications, d'énergie et de transport. Les sociétés France Télécom, EDF, SNCF, RATP et Air France passeront au secteur privé. Toutes ces perturbations n'inquiètent pas les financiers canadiens. Ils préfèrent la France au Québec.

Les gestionnaires canadiens ont investi massivement en Allemagne. Ils aiment la musique de Bach, Beethoven et de Wagner. Sous le charme, ils oublient que la position allemande est affaiblie par le ralentissement économique et l'endettement de l'État. Comme solution, le chancelier Helmut Kohl a établi un plan d'économie de 50 milliards de marks en 1997. Comme au Québec, le plan d'austérité s'en prend aux personnes âgées, aux malades et aux chômeurs. Les protestations sont énergiques. Beaucoup plus qu'au Québec. Des centaines de milliers de personnes ont défilé à Bonn contre la politique de M. Kohl. La centrale syndicale DGB proclamait alors: «ce que fait le gouvernement, ce n'est pas un paquet d'économies; il prend l'argent dans la poche des pauvres et le met dans celle des riches».

Les gestionnaires ont aussi investi 533,7 millions de dollars en Espagne. Ils ignorent que le mouvement séparatiste basque intensifie sa campagne de terreur. Les attentats se multiplient en Andalousie et en Catalogne. Une vague d'explosions a été perpétrée. La mobilisation silencieuse de près d'un million d'Espagnols à Bilbao en juillet 1997 n'a pas fait reculer l'ETA, mouvement terroriste basque. Sur le plan politique, le gouvernement de droite de José Maria Aznar élague et coupe dans les budgets d'éducation. Il met à pied des milliers de fonctionnaires. Il réduit les subventions aux entreprises. Il diminue les impôts des riches. Et les fonds canadiens et québécois enrichissent les compagnies espagnoles les plus riches. Ils appauvrissent alors les masses populaires de l'Espagne et du Québec. S'ils travaillaient à développer le pays du Québec...

Dans certains pays européens bénéficiaires de nos épargnes, la situation sociale n'est même pas comparable à celle du Québec. Les crises politiques, la violence de la Ligue du Nord avec Umberto Bossi et les scandales interminables de l'Italie offrent des perspectives moins reluisantes.

Néanmoins, les gestionnaires des fonds mutuels choisissent d'investir dans ces pays de préférence au Québec.

D. Les placements en d'autres pays

Les perturbations économiques sont désormais de dimension mondiale. La crise mexicaine de 1994-1995 et les chocs monétaires asiatiques de 1997 se répercuteront dans l'avenir à l'échelle de la planète. Les placements dans les pays émergents demeureront fragiles. D'autant plus que ces marchés connaissent souvent des réglementations mal appliquées. Le risque financier est aussi accru par une difficulté d'évaluation exacte et l'épisode de scandales financiers et politiques. Il suffit de lire les annonces de la Banque centrale du Nigeria pour appréhender la fraude et l'escroquerie pratiquée sur les honoraires.

Les fonds mutuels canadiens ont semé à tous les vents. Ils placent 2,3 milliards de dollars en Afrique, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Panama, Pérou, Vénézuéla... Ils n'aident pas les populations pauvres de ces pays. Ils investissent dans Banco Frances del Rio, Banco Industrial Colombiano Banco Itau, Banco Santander Chile, Buenos Air Embotelladora, Centrales Electricas de Santa Catina, Petroleo Brasileiras, Telefonos de Mexico, Telefonica de Argentina, etc. Ils placent dans de riches compagnies, les enrichissent davantage, alors que leurs ouvriers gagnent à peine 2 000 \$ par année.

Le tableau 73 fait connaître les sociétés milliardaires qui ont placé le moins d'argent en ces pays.

Tableau 73
Placements en d'autres pays, par les 11 sociétés milliardaires, en 000 \$, 1996

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Investors	19 833 743	24 533 162	35 056	0,14
Trimark	13 800 505	20 742 918	345 758	1,67
Royal Bank	5 480 399	13 984 077	18 361	0,13
Templeton	2 481 111	11 563 523	1 096 293	9,48
TD Green Line	4 420 077	10 383 585	82 706	0,80
Mackenzie	8 100 877	8 935 231	18 259	0,20
CIBC	6 191 464	8 909 941	11 146	0,13
Fidelity	6 170 866	8 138 755	193 093	2,37
Altamira	5 343 535	6 594 343	15 751	0,24
Bank of Montreal	5 441 835	6 266 868	12 665	0,20
Scotia Excelsior	3 348 739	5 216 248	21 057	0,40
Total	80 613 151	125 268 651	1 850 145	1,48

L'investissement dans les pays émergents connaît une courbe décroissante. C'est un changement de cap que les sociétés québécoises semblent respecter. Mais en ce monde volatile de la finance, rien n'est plus incertain que l'incertitude. Le tableau 74

présente les placements des sociétés québécoises dans l'Afrique, les Amériques centrale et du Sud et les pays émergents.

Tableau 74
Placements en autres pays par les sociétés
québécoises, en 000 \$

Sociétés	Actifs 1995	Actifs 1996	Placements 1996	% 1996
Industrielle-Alliance	511 183	829 141	14 597	1,76
Montrusco	-	1 394 609	7 985	0,57
Professionnels	431 871	538 917	1 627	0,30
GBC Asset	-	219 013	532	0,24
Trust Général	230 932	268 686	483	0,18
Desjardins	810 210	1 340 503	1 948	0,15
Cornerstone	-	252 636	372	0,15
Concorde	44 167	77 973	68	0,09
Férique	329 268	422 237	291	0,07
InvesNat	1 471 214	2 456 243	1 259	0,05
Prêt et Revenu	260 486	364 660	41	0,01
Ficadre	38 247	59 238	0	0
Fonds FMOQ	159 727	192 190	0	0
Réa	60 750	43 798	0	0
BNP	22 465	18 840	0	0
Optimum	20 670	25 768	0	0
SSQ Vie	115 313	149 634	0	0
Standard Life	58 501	77 007	0	0
Azura	-	98 485	0	0
Cote 100	-	73 120	0	0
Talvest	1 208 909	1 362 717	0	0
Vision Europe	-	26 861	0	0
Croissance	-	12 822	0	0
Orbit	6 174	-	-	-
Total	5 780 087	10 305 098	29 203	0,28

Les gestionnaires canadiens des fonds mutuels ont placé 460,7 millions\$ au Mexique. Ce pays est confronté à une situation sociale explosive. L'ambassadeur du Canada vient de démissionner pour avoir dénoncé la réalité de la corruption qui règne dans le pays. « Depuis le début des années 80, l'économie s'écroule tous les six ans, pratiquement à chaque changement de gouvernement... Les raisons ne manquent pas: chômage massif, salaire rachitiques, entreprises en faillite, surendettement asphyxiant, insécurité publique en augmentation, détérioration des indicateurs de santé, d'éducation et de logement²⁰ ». Les effets de la crise financière de décembre 1994 se font toujours sentir. Des milliers d'entreprises font faillite. Plus de 800 000 emplois ont été perdus. Le Mexique est victime d'un voisin si puissant que ses richesses incalculables sont déportées à l'extérieur de ses frontières. À titre d'exemple, en décembre 1994, au moment où le gouvernement mexicain négociait avec la communauté internationale pour le remboursement de sa dette à court terme, les financiers mexicains transféraient leurs fonds vers les États-Unis. Un rapport de la Réserve fédérale américaine révélait que les fonds d'origine mexicaine déposés aux États-Unis atteignaient les 24,6 milliards\$ le 31 décembre 1995.

Des sommes considérables sont investies dans l'Amérique du Sud. En Argentine, qui se relève à peine d'une grave crise économique et dont l'équilibre est toujours précaire entre le pouvoir civil et les militaires, les fonds mutuels canadiens ont investi 368 millions\$. Au Brésil, géant de l'Amérique du Sud, les fonds mutuels canadiens ont investi 607,3 millions\$. Ces fonds ne sont pas là-bas utilisés pour faire disparaître les inégalités sociales, ni résoudre le problème d'un sous-emploi très élevé. Ils sont investis dans les banques, les centrales électriques, les mines, le pétrole, la sidérurgie, les télécommunications. Nos investisse-

20. Carlos Acosta, *Le Monde Diplomatique*, 16 juillet 1997.

ments enrichissent des entreprises cossues et appauvrissent les Brésiliens et les Québécois.

L'ambiance yankee du nord pèse lourdement dans le sud de l'Amérique. Un vent anti-USA souffle de Santiago à Montevideo. La législation Helms-Burton contre Cuba, votée par le Congrès américain, irrite les Latino-Américains. Mais rien n'effraie les gestionnaires canadiens de l'argent des autres. Ils demeurent sereins et impassibles devant la dictature civile ou militaire. Les conflits entre les pays du continent et les guérillas internes fréquentes ne les énervent pas plus que la fragilité du développement économique. Cependant, ils ne dormiraient pas s'ils plaçaient de l'argent dans la tranquille démocratie du Québec.

Et l'Afrique est oubliée ou presque. L'Afrique, composée d'une multitude d'États, demeure le continent de la traite des esclaves. Dans les plantations de cacao, de café, de palmier à huile et d'arachide, les ouvriers et les ouvrières s'épuisent physiquement pour quelques dollars par mois. L'exploitation humaine se perpétue dans l'extraction minière du pétrole, du cuivre, des diamants et des pierres précieuses. Le carnage, les massacres et les attentats en Algérie n'inquiètent pas tous les gestionnaires. L'un d'entre eux vient d'y risquer un petit 17 millions \$.

Un petit 115,7 millions \$ a été semé en Afrique du Sud, au Botswana, au Ghana, au Maroc et au Zimbabwe. Ce continent occupe tout de même une place stratégique sur la planète. Il recèle d'immenses ressources. Mais les populations font face quotidiennement à des problèmes que d'autres peuples seraient incapables de supporter. Les Québécoises et les Québécois seraient disposés à investir selon leurs moyens dans les pays francophones de l'Afrique. Les gestionnaires de Toronto ne sont pas de la même opinion. Ils n'aiment ni l'Afrique francophone, ni le Québec. Ce n'est pas tout à fait exact. Ils aiment l'argent des Québécoises et des Québécois.

Les grandes banques torontoises



Les cinq fonds mutuels des 5 grandes banques totalisent 44,7 milliards \$ au 31 décembre 1996 et ont placé 602 millions \$ dans le secteur public québécois : Gouvernement, Hydro-Québec, municipalités, cégeps, commissions scolaires et autres secteurs.

*Que ferions-nous sans nos maîtres
et sans nos exploités ?*

V.

L'anormalité anormale

1. Le 2 ^e plus vieux métier	211
A. La dictature des banques	212
a. <i>L'imbrication des banques</i>	212
b. <i>Les principales filiales</i>	214
c. <i>Le club des nouveaux riches</i>	216
B. Les valeurs mobilières	219
C. La conquête des petits	221
2. Les vrais propriétaires	225
A. Les conseillers contrôlés	225
B. Les banquiers dans les fonds mutuels	227
C. Les assureurs dans les fonds mutuels	229
3. Les placements dans les banques	231
A. Les banques canadiennes et étrangères	231
B. Les trois grands	233
4. Les placements dans les fonds mutuels	234
5. Les ressources humaines	236
A. Les gestionnaires et conseillers	236
B. Les comptables agréés	237
C. Les sociétés de fiducie	238
D. Les conseillers juridiques	239
E. La gestion au Québec	240

*J'en suis fort aise :
Eh bien ! dansez maintenant
Jean de La Fontaine*

V. L'anormalité anormale

L'anormalité, c'est déjà anormal, insolite et bizarre. Mais l'anormalité anormale, c'est grave, dangereux et tragique. Tel est le bilan du système bancaire au Québec, au Canada et à travers la planète. Le capital n'est plus au service de l'humanité. Les personnes doivent servir le capital.

« La logique... est en train de transformer notre planète en une vaste prison. Bientôt, des vertus humanistes comme la compréhension, la bienveillance, la sollicitude, la compassion, risquent d'être complètement disparues de l'espace public. Lorsque quelqu'un est en prison, son appartenance à un territoire, sa communauté, sa citoyenneté, tout cela n'a plus d'importance... Au train où vont les choses, le monde ne sera plus, à terme, qu'une immense place mercantile où il n'y aura plus d'autre citoyenneté que celle de producteur et de consommateur, ni d'autres lois que celles du marché. Et tant pis pour les perdants »¹!...

Dans ce chapitre, nous parlerons du banquier, le deuxième plus vieux métier du monde. Nous présenterons les vrais propriétaires des fonds mutuels : les banques et les assureurs. Les placements dans les fonds mutuels et dans les banques canadiennes et étrangères seront portés à votre attention. Nous terminerons par l'aspect principal : les ressources humaines.

1. Joseph Giguère, directeur général, *Centre Saint-Pierre*, dans Guy Paiement, *L'économie et son arrière-pays*, Fides, 1997, 7-8.

*Le cheval va je ne saurai jamais pourquoi
entrer dans l'épouvante.*

Michel Garneau

1. Le deuxième plus vieux métier

C'est sous le règne d'Hammourabi, à Babylone, que le rôle des banquiers commença à se préciser, il y déjà plus de quatre mille ans. De mauvaises langues disaient que cette occupation était l'un des deux premiers métiers du monde. Plus tard, imitant les Grecs et les Phéniciens, les Romains frappaient des pièces dans le temple « Moneta » d'où origine le terme « monnaie ». Le métier de banquier était définitivement établi avec un personnel d'esclaves dévoués. Le secret bancaire est resté légendaire, mais réel. Mais l'histoire de la banque n'est pas l'objet de notre propos.

Les banquiers sont les premiers responsables de la déportation de l'épargne. Ce phénomène n'est pas un accident. Il découle d'une maladie chronique dénommée la mondialisation. Le régime communiste est presque disparu. Les banques ont la voie libre. Elles érigent un régime totalitaire. Elles dictent des postulats économiques qui limitent les choix politiques.

Cette opinion était corroborée par le professeur Rodrigue Tremblay qui écrivait dans le journal *Les Affaires*:

« Les banques canadiennes forment un cartel légalisé puissant, qui contrôle comme jamais auparavant le système financier au Canada. Puisqu'elles fournissent des services essentiels pour les individus comme pour les entreprises, elles sont en position de force pour hausser leurs prix et profiter de l'inflation des profits² ».

2. Rodrigue Tremblay dans J.-S. Marsan, *Vie Ouvrière*, 1997, 42, extrait du *Journal Les Affaires*.

*Le poing tendu, le juron juste
la peur de rien, l'envie de tout*
Jean-Pierre Ferland

A. La dictature des banques

Leur puissance est gigantesque, indéfinie. Les actifs bancaires totalisaient 1 164 millions \$ au Canada au 31 octobre 1996. Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. L'imbrication de leurs administrateurs dans les grandes sociétés double leur poids et leur importance. Les sociétés filiales qu'elles possèdent et les entreprises qu'elles contrôlent triplent leur influence et leur taille. Plus de 3 000 millions \$ de richesses sont sous le pouvoir de 134 personnes.

*L'influence joue un rôle
si grand et si commode pour réussir*

a. L'imbrication des administrateurs des banques

Nous avons tenté de connaître l'imbrication des administrateurs des banques dans les grandes entreprises. Notre relevé est forcément partiel. Depuis quelques années, les grands de ce monde n'affichent pas autant leurs activités dans les *Who's Who Publications* et *Directory of Directors du Financial Post*. Mais l'ensemble incomplet recueilli est déjà imposant, sidérant. Les administrateurs des 5 banques torontoises sont présents dans au moins 1 544 entreprises et organismes. Notre relevé est très partiel.

Le tableau 75 indique le nombre d'organismes et de sociétés dans lesquels les banquiers sont présents en 1996.

Tableau 75
Imbrication des administrateurs des 5 grandes
banques torontoises

En 1996	Royal	CIBC	Montreal	Scotia	Toronto
Total des sociétés	373	364	239	283	285
Total des clubs	14	28	24	9	21

Cent trente-six administrateurs de banques siègent sur les conseils d'administration de 1544 sociétés. Et le compte n'est pas complet. Loin de là. L'autorité et le prestige d'appartenir aux plus grandes familles financières, industrielles et sociales leur confèrent une puissance incontestable. La présence de plusieurs banquiers sur un même conseil d'administration indique la fraternité dans la négociation de certaines transactions. La simple addition des actifs de 30 grandes entreprises où ils siègent à titre d'administrateurs totalise les 698 millions \$. L'annexe 20 présente ces 30 entreprises et leurs actifs selon le Financial Post 1997. La compilation complète démontrerait une force titanesque. C'est l'indice du pouvoir sur l'économie qui provoque l'anémie du corps social. Hélas! les hommes politiques sont devenus incapables de limiter, de surveiller, de juger et surtout de contrôler l'action économique des banquiers.

L'annexe 21 indique les noms des banquiers et leur imbrication dans la vie canadienne. Ils sont présents dans tous les secteurs économiques et ils prêtent aussi leurs talents aux universités, aux hôpitaux, aux arts. Ils sont présents dans le Conference Board of Canada et dans le Council for Canada Unity. Ils ont une vie sociale assez active. Ils sont membres d'au moins 96 clubs sociaux répartis à travers la planète: Antilles, Boston, Californie, Floride, Londres, Montréal, Nassau, Paris et Toronto, tout naturellement.

Certaines entreprises sont privilégiées. Leurs conseils d'administration profitent de la présence de plusieurs banquiers, parfois de banques différentes. A titre d'exemple, le Canadian Pacific

bénéficie des conseils de Peter Lougheed, David O'Brien et Allan Taylor de la Royal Bank, de Stanley Milner de la CIBC et de Lloyd Barber de Scotia. Pour plus de renseignements, consultez l'annexe 22. Vous observerez le phénomène de l'imbrication multiple.

La *Royal Bank*, qui s'affirme le «moteur de notre croissance³» occupe une position dominante au Canada. La *CIBC* qui se vante d'être le «leader du changement⁴» dans le comportement des citoyennes et des citoyens nous impose par ses valeurs et règles une manière d'agir non conforme à nos aspirations. La *Bank of Montreal* offre des «services sans frontières». Pour elle, «les distances n'existent pas»: Montréal est à Toronto. La *Scotia* met en valeur le «capital humain⁵». «De gustibus et coloribus non disputandum». Pour sa part, le président Richard M. Thomson de la *Toronto Dominion Bank* écrit dans son rapport: «Nous aurons de nouveaux défis à relever... pour les collectivités que nous servons». Ces défis pour toutes les banques torontoises consistent à augmenter substantiellement leurs placements au Québec, afin que les Québécoises et Québécois cessent d'être une collectivité servie et asservie. «De minimis non curat praetor».

Abusus non tollit usum

b. Les principales sociétés filiales

Les entreprises possédées et contrôlées par les banques représentent une force économique d'envergure. Elles possèdent des sociétés de fiducie, d'assurances, de fonds mutuels, de valeurs

3. Les mots entre guillemets sont extraits du rapport 1996 de la *Royal Bank*.

4. Les mots entre guillemets sont extraits du rapport annuel 1996.

5. Expression du rapport 1996 de la *Scotia*.

mobilières, d'immobilier, de prêt hypothécaire, de société de gestion, de portefeuille, de crédit-bail, d'affacturage, d'informatique, de logiciels, de cartes de crédit, etc. Le portrait ici présenté n'est que partiel.

Les rapports des banques mentionnent les principales filiales. La consultation de *Statistique Canada, Liens de parenté entre sociétés*, nous fait connaître 241 autres sociétés filiales. L'annexe 23 reproduit des données fort intéressantes en cette matière.

Le tableau 76 présente les principales sociétés filiales des cinq grandes torontoises.

Tableau 76
Les principales filiales des 5 banques torontoises,
1996

Filiales	Royal	CIBC	Montreal	Scotia	Toronto
Canadiennes	19	24	10	30	15
Hors Canada	10	24	14	15	23
Paradis fiscaux	15	23	2	25	2
Autres *	111	45	36	67	32
* Autres filiales, Statistique Canada, Cat. 61-517					
Total	155	116	62	137	72

Les sociétés filiales ont été relevées dans les rapports 1996 des cinq banques et dans le catalogue 61.517 de Statistique Canada. Il nous a été impossible d'évaluer l'éléphantinesque actif de la majorité des filiales. C'est une tâche à accomplir. La fiction des sociétés filiales est une manière élégante de protéger les secrets bancaires.

Il est très significatif d'observer que la banque qui compte le moins de sociétés filiales à Montréal est la Bank of Montreal: 1 société à Montréal, 1 à Calgary et 8 à Toronto. Les sociétés de la Royal Bank sont ainsi réparties: 1 à Brampton, 1 à Hamilton, 1 à Mississauga, 1 à Richmond, 3 à Montréal et 12 à Toronto.

L'empire banquier est une puissance souveraine. C'est un monopole. Les 5 grands s'entendent comme des larrons en foire. Ils ont réussi à se soustraire au régime de la libre circulation. Ils sont « la libre circulation ». Ils bloquent toutes les routes. Ils ont envahi tous les secteurs financiers. Ils sont les maîtres de l'offre sur le marché. Ils agissent comme propriétaires d'une épargne qui appartient aux déposants.

Ils enfreignent des règles que doivent observer les fiduciaires. Ils reçoivent des gouvernements tous les privilèges exclusifs qu'ils demandent. Ils savent contourner les refus du gouvernement fédéral en créant des sociétés filiales qui réalisent les projets refusés. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce monopole vise le profit avant tout. Aucune préoccupation humaine. Leur pouvoir est plus étendu que celui du gouvernement. Et la découverte perpétuelle de trouvailles nouvelles vise à agrandir leur empire et leurs profits.

Les banquiers torontois constituent effectivement une grande famille. Une famille riche. Plus riche que Crésus. Les dix grands présidents, car ils sont deux par banque, gagnent le gros lot à tous les mois. Chaque année, ils encaissent plus de 30 000 000 \$ en salaires, primes, options d'achat et jetons de présence. C'est le revenu annuel de 5 000 assistés sociaux. Le monde extérieur est leur moindre souci. Le profit est le motif de leur existence.

*Les comptables n'arriveront jamais
à me persuader de rentabilité*
Pierre Perrault

c. Le club des nouveaux riches

Dans les clubs sociaux, les politiques et les stratégies se préparent, s'organisent et deviennent réalités. Comme il serait intéres-

sant d'écouter les boniments, le bavardage et le baratin de ces grands seigneurs qui se regroupent à la fois pour se détendre, traiter de leurs affaires, se concerter et raffiner leurs demandes au gouvernement de M. Chrétien.

Comme *L'Action nationale* n'a pas les ressources pour les convier à une partie de chasse ou de pêche, et comme l'accès à l'un de leurs clubs sociaux est presque interdit, nous avons pensé leur offrir un repas gastronomique servi à nos humbles bureaux du boulevard de Maisonneuve. Nous ne pouvons recevoir que 8 banquiers à la fois.

Nos connaissances gastronomiques sont nécessairement limitées. Après consultation, nous avons décidé d'offrir un menu très raisonnable :

- Caviar et champagne cuvée Dom Pérignon de Moët et Chandon
- Saumon du Pacifique et vin blanc Montrachet
- Un Romannée-Conti
- Dessert: chateau d'Yquem
- Digestif: cognac Louis XIII de Rémy Martin
- À M. Barrett, nous offrirons un château Bouscault, grand Cru classé.

Mais notre trésorier s'objecte à acquitter les 3 926 \$ que coûterait une réception de 8 banquiers. Il nous conseille de les inviter un dimanche à la campagne, comme dans le temps de leurs premières amourettes, et de leur faire déguster :

- Une bouillabaisse des Caraïbes aux éclats de maïs, 9,95 \$
- Un chilled sweet potato soup with tomatoe, taro root shavings and cajun spices, 6,95 \$
- Un chilled vichyssoise, spinach and basil chips, 7,95 \$
- Un lobster gazpacho or Andalusian gazpacho soup with eggplant caviar 8.95 \$

Après réflexion, nous avons convenu que l'idée était farfelue. Nos banquiers fréquentent les grands clubs. Leurs rémunérations est colossales. Chacun de ces présidents de banque reçoit en rémunérations un montant plus élevé que les allocations de 500 assistés sociaux. Au fait, il est valable de rappeler les salaires et primes de ces grands hommes.

Le tableau 77 indique le salaire, la prime, les options et les autres traitements dont ils bénéficient.

Tableau 77
Rémunérations des cinq grands présidents
des banques torontoises en 000 \$, 1996, sauf
le nombre d'options d'actions en unité

Présidents	Salaire	Primes	Options actions	Valeurs options	Autres revenus	Revenus
M. Gleghorn	868	1 200	145 000	4 545	502	7 115
M. Flood	920	1 656	130 000	5 492	34	8 102
M. Barrett	900	1 300	174 000	5 394	18	7 612
M. Godsoe	900	1 200	175 000	7 393	756	10 249
M. Thomson	985	1 200	225 000	5 314	3	7 502

Les options de M. Gleghorn (31.35\$ l'unité au 18 décembre 1996) viennent à échéance en décembre 2005.

Les options de M. Flood (42.25 \$ l'unité au 1^{er} février 1996) viennent à échéance en 2005.

Les options de M. Barrett (31.00 \$ l'unité au 18 décembre 1996) viennent à échéance le 12 décembre 2005.

Les options de M. Godsoe (42.25 \$ l'unité au 31 octobre 1996) viennent à échéance d'ici l'an 2006.

Les options de M. Thomson (23.62 \$ l'unité au 27 mars 1996) viennent à échéance d'ici 10 ans.

Ces revenus excessifs et exorbitants ont soulevé la colère d'Yves Michaud surnommé le « Robin des banques » par les journalistes. M. Michaud réclame que « la rémunération totale du plus haut salarié de la banque n'exécède pas 20 fois la rémunération moyenne des employés. Il s'oppose avec raison aux « prêts à taux avantageux ou sans intérêt consentis aux dirigeants ». Il

réclame que »le président du conseil d'administration ne soit pas un employé de la banque». Il propose «que le mandat des membres du conseil d'administration n'excède pas dix ans.»

Ces abus sont condamnables. Mais d'autres usages ressemblent à des forfaits. Les erreurs commises par les banques ont compromis leur renommée. Richard Johnson écrivait très lucidement: «Les banques ont une mauvaise réputation à cause de leur arrogance. Elles ne contrôlent plus l'image qu'elles projettent parce qu'elles ne respectent pas les gens⁶.»

Des malins disent que certains financiers veulent surpasser Bill Gates, l'homme d'affaires le plus riche du monde. Certains ambitionnent tout simplement d'acquérir une fortune supérieure à celles des trois femmes les plus riches: Liliane Bettencourt, l'héritière du géant L'Oréal de France, Nina Wang d'Hong Kong et la reine Elizabeth II d'Angleterre dont la fortune est évaluée à 16 milliards\$. Ses œuvres d'art et les bijoux de la Couronne font l'envie de certains financiers qui veulent devenir milliardaires.

*Pour balayer les escaliers,
il faut toujours commencer par le haut*

B. Les valeurs mobilières

Les 5 grandes banques sont milliardaires avec l'argent des autres. Elles ont empoché en 1996 plus de 6 milliards\$ de profit, après avoir déduit des amortissements, des mauvaises créances, des dépréciations pour locaux, mobiliers, immeubles, prêts douteux, etc. L'indignation populaire ne se manifeste pas. Même si le chômage et le travail précaire progressent impitoyablement.

Mais il est une question fondamentale que nous posons dans le placement des valeurs mobilières. Quelle est la part faite au secteur public québécois et aux entreprises québécoises? Cette

6. Richard Johnson, Les banques se comportent comme des sectes, *Le Journal de Montréal*, 13 janvier 1997

interrogation est vitale. En 1996, les 5 banques possèdent des valeurs mobilières totalisant 153,8 milliards\$.

Le tableau 78 répartit les valeurs mobilières entre les banques torontoises pour l'année 1996:

Tableau 78
Valeurs mobilières des 5 banques torontoises,
en millions \$, 1996, 1995

Banques	Valeurs 1996	Valeurs 1995
Royal Bank	43 490	32 705
CIBC	39 817	38 359
Scotia	25 905	21 974
Toronto Dominion	24 200	22 128
Bank of Montreal	36 609	33 019

Les 5 banques torontoises ont-elles placé au Québec 35 ou 5 milliards\$ de ces valeurs mobilières? Les analyses faites dans leurs fonds mutuels démontrent avec certitude qu'à peine 3 % du capital « canadien » est investi au Québec. Une réponse analogue à celle de l'*Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes* ne serait pas satisfaisante. « Le détail des placements qu'affirment avoir faits au Québec les compagnies d'assurances de personnes » est tronqué. Nous avons mis au défi l'*Association* de nous prêter pour une semaine les portefeuilles des grands assureurs de Toronto. Aucune réponse. Nous doutons qu'une banque torontoise nous transmette son portefeuille pour analyse. Trop de secrets sont emprisonnés dans les coffres-forts.

Mais nous avons un indice. Les cinq banques possèdent en propre 5 sociétés de fonds mutuels; oublions celles qu'elles contrôlent pour le moment. Le tableau 79 présente des figures significatives.

Tableau 79

Placements dans le gouvernement du Québec par les
5 grandes banques torontoises en 000\$, 1996

Fonds mutuels	Actifs 1996	Placements 1996	% fonds 1996
Toronto-Dominion	10 383 586	279 652	2,70
Royal Bank	13 984 077	16 400	0,12
Scotia Excelsior	5 216 248	7 858	0,15
CIBC Funds	8 909 941	270 084	3,00
Bank of Montreal	6 266 868	0	0

Les chiffres parlent. Les cinq fonds mutuels appartenant aux cinq banques ont placé dans tout le secteur public Québec (gouvernement, Hydro-Québec, municipalités, universités, cégeps, commissions scolaires et autres institutions sociales québécoises) la somme de 573 millions \$, soit 1,2 % de leurs actifs. Ces sociétés de fonds mutuels ont perçu un minimum de 9 milliards \$ au Québec. C'est ça la libre circulation ! Et c'est ce qui nous permet de croire que le portefeuille de 153 milliards \$ de valeurs mobilières des cinq banques n'a pas osé placer au Québec institutionnel plus de 3 % de ses actifs.

*L'empire ne connaît pas
d'autres raisons d'être
que ses raisons d'empirer sur les autres*
Pierre Perrault

d. À la conquête des petits

Au royaume des banques, c'est la course au trésor. Elle est engagée sans merci. Les objectifs sont illimités. Les richesses doivent être concentrées, enfermées dans des armoires d'acier, à serrure de sûreté et à combinaison unique dont le secret est transmis à M. John E. Cleghorn.

À tout seigneur, tout honneur. En 1991, la Royal Bank faisait l'acquisition de McNeil Mantha Inc. En 1993, elle prenait possession de Voyageur Travel Insurance Ltd, le plus grand assureur de voyage du Canada. En 1993, elle devenait propriétaire du Royal Trust, le plus grand gestionnaire financier au Canada. En 1995, Kidder Peabody entrait dans l'empire Royal. En 1996, Westbury Life et Richardson Greenshields devenaient membres de la famille. En août 1996, le Royal Trust a acquis un actif de 47 milliards\$ en achetant l'entreprise de services de garde aux institutions et aux caisses de retraite de la Toronto Dominion Bank & Trust. Le 26 août 1997, la Royal vient de s'associer au Groupe HB Gestion Assurances, filiale de Co-Operators. Le 24 septembre 1997, *Le Devoir* annonce que la Royal Bank vient de conclure une entente avec AT&T Capital Canada.

En 1993, CIBC a pénétré dans les assurances en fondant la Compagnie d'assurance-vie CIBC, la Compagnie d'assurance générale CIBC et en achetant La Personnelle compagnie d'assurance du Canada. En 1996, elle a acquis la compagnie Trust First Line et un portefeuille de plus de 5 milliards\$. En 1996, elle s'est associée à la Mellon Bank pour offrir des services de fiducie et de garde de titres. Elle a fusionné Hayes Wheels International et Motor Wheel Corp. à CIBC Wood Gundy. Elle a acquis une division de Gannett au coût de 935 millions\$US. Elle a créé une nouvelle filiale, Intria Corp., pour améliorer le soutien technologique. Elle a fondé une nouvelle filiale, Hypothèque CIBC Inc. Elle a créé une coentreprise CIBC Mellon Global Securities Services. Elle vient d'acquérir une participation importante dans Hollinger.

En 1996, la Bank of Montreal a acquis une participation dans Grupo Financiero Bancomer, l'institution financière la plus reconnue du Mexique. Elle a acheté Harris Bank, une banque américaine qui est devenue propriétaire de 54 succursales de la Household Bank de Chicago. En avril 1996, elle a lancé Cebra Inc. pour la création de logiciels financiers.

En 1994, la banque Scotia avait fait l'acquisition de Montreal Trust. Elle vient de resserrer son étreinte sur le National Trustco en désignant Robert Chisholm à la direction des services financiers⁷. Dans *Le Devoir* du 17 juillet 1997, le président Peter Godsoe annonçait une prise de participation de 51 % dans la banque salvadorienne Banco Ahorromet. Le 11 septembre, *Le Soleil* annonce que la Scotia vient d'acquérir 25 % de la Banco del Caribe de Caracas. Elle vient d'accroître sa participation dans Newcourt. Déjà, Scotia avait conclu des prises de participation dans des banques d'Argentine, du Chili, de Costa Rica, du Mexique, de Panama et du Pérou.

En 1996, la Toronto Dominion Bank a avalé Waterhouse Investor Service, une maison de courtage. Elle a fondé Assurance Toronto Dominion qui offre des produits par distribution électronique et publiereportage. Elle a acquis la division Capital de Ami Associés Inc.

Mais la taille éléphanterque des 5 grandes banques canadiennes ne satisfait pas l'appétit inextinguible de leurs présidents. Ils demandent au gouvernement fédéral de « permettre aux banques américaines de prendre le contrôle de grandes banques canadiennes⁸ ». Telle est la recommandation faite le 16 juillet 1997 par la *Bank of Montreal* au *Comité consultatif fédéral sur l'avenir du secteur des services financiers*. À l'heure actuelle, un actionnaire ne peut détenir plus de 10 % d'une banque canadienne.

La voracité ne s'arrête pas à ces petites aberrations. La Bank of Montreal réclame du gouvernement le privilège de permettre aux banques canadiennes de se fusionner entre elles. C'est « l'une des principales questions de principe » que le gouvernement doit étudier, soutient la Bank of Montreal. « Une réduction du nombre des banques canadiennes ne ferait pas diminuer (la) concur-

7. *Le Soleil*, 28 juillet 1997.

8. Robert Dutrisac, *La Banque de Montréal veut pouvoir grossir*, *Le Devoir*, 17 juillet 1997, B2.

rence mais leur permettrait d'atteindre la taille requise pour supporter la concurrence sur le plan international⁹». Les banquiers exigent en outre la réduction des barrières entre les quatre piliers financiers : banque, fiducie, assurance et placement. Or, ils ont déjà détruit toutes les barrières. Dans leur mégalomanie, ils oublient ce qui est arrivé à certaines grandes banques du Japon qui ont crevé comme la grenouille de La Fontaine.

Depuis une dizaine d'années, les banques ont absorbé et avalé le domaine de l'assurance, de la fiducie, des valeurs mobilières et des fonds mutuels. C'est la loi de la jungle où vivent les grands fauves. La forêt est minée, marécageuse et remplie de broussailles. C'est la loi cruelle du plus fort. Les loups mangent les moutons. L'entre-mangement. C'est un régime sans justice. Les plus gros accaparent le marché. Ils se battent à mort pour la mainmise des activités les plus lucratives. Au nom de la compétitivité, les services moins rentables disparaissent.

Toute cette conjoncture révolte toutes les victimes du système et toutes les personnes qui aiment la justice, l'équité, la probité. L'une de nos abonnées a résumé le point de vue des gestionnaires :

« Leur objectif premier demeure de faire le plus grand profit possible, peu importe les conséquences de leurs décisions sur la qualité de vie des milliers d'hommes et de femmes qui prêtent leurs épargnes ». (Noémi Sarah)

9. *Ibid.*

*Il y a quelqu'un dans votre cerveau
qui n'en fait qu'à sa tête.*

Gérald Godin

2. Les vrais propriétaires des fonds mutuels

Les vrais propriétaires des fonds mutuels sont les épargnants. Des milliers de Québécois et de Canadiens confient ou prêtent leurs épargnes à ces sociétés. Ils n'ont aucun droit de regard dans la gestion. Ils peuvent tout au plus réclamer et encaisser la valeur marchande de leurs parts, avec perte ou profit sur l'argent investi et aux temps et conditions imposés.

Les gestionnaires des fonds mutuels établissent les stratégies de placement. Ils investissent l'épargne des autres dans l'espoir du profit maximum.

*Nous ne sommes plus que les locataires
d'un petit Québec de plus en plus illusoire.*

Pierre Perrault

A. Les conseillers contrôlés

Dans les fonds mutuels canadiens, plus de 20 000 personnes œuvrent dans l'industrie des conseillers en placements. Ils travaillent dans les banques, les compagnies d'assurance, les fiducies, les sociétés de fonds mutuels et les firmes de conseillers. Ces experts proposent et recommandent de placer dans des titres variés: actions, obligations, hypothèques, devises, etc. Ils investissent dans tous les pays de la planète. L'origine de l'épargne n'est pas leur préoccupation. Le profit est l'objectif.

De plus en plus, les entreprises financières exercent une mainmise sur les sociétés de conseil. Elles se sont associées avec des firmes ou elles ont créé leurs propres sociétés filiales. La Royal Bank et le Royal Trust possèdent leurs propres équipes et

elles recourent aussi à leurs sociétés filiales: RT Investment Management, RBC, Globe Realty. La CIBC possède les groupes CIBC Wood Gundy, Services investisseurs CIBC, CIBC Bellon Securities, MM Management, Marjor Investments. La Bank of Montreal utilise les services de ses filiales: Nesbitt Burns, Nesbitt Thomson, Bank of Montreal Investor Services, Hastgesco, Hascgo Investments et Bank of Montreal Securities. La Scotia Bank bénéficie des services de ses filiales: Scotia Investment Management, Scotia McLeod et Montrusco (51 %). La Toronto Dominion Bank jouit des équipes de la Green Line et d'Evergreen Investment.

Les grandes compagnies d'assurances de Toronto ont aussi bâti des groupes de conseillers qualifiés et compétents. Cet ensemble de personnes possède l'expertise, la technologie et la puissance.

Pour les placements hors Canada, la plupart des sociétés de fonds mutuels utilisent les services de grandes firmes internationales spécialisées. La majorité des gestionnaires et des conseillers habitent hors Québec. Il n'est pas étonnant que les décideurs établis en d'autres provinces et pays n'investissent pas davantage dans le développement du Québec. Les décisions de placement sont réalisées selon la philosophie et la conception de vie des décideurs. Depuis toujours, il en est ainsi. Jusqu'à la fin des temps, la solidarité humaine s'exprimera par le favoritisme envers son environnement. Un tel comportement est observé à l'égard des personnes et des capitaux. Le peuple québécois est l'un des seuls à faire exception à la solidarité qui unit entre elles les personnes d'un même groupe.

*Sommes-nous nés d'une espérance
pour aussi peu que rien?*

Pierre Perrault

B. Les fonds mutuels des banquiers

Les liens de parenté ne nous sont pas tous connus. Il y a certes des mariages secrets qui alourdiraient encore la force de frappe des banques. Mais elles possèdent et maîtrisent, à notre connaissance, 27 % des actifs des fonds mutuels. Leur part augmentera assez rapidement. Elles possèdent 70 % des firmes de courtage et leur réseau de succursales sillonne tout le pays.

Au Canada et au Québec, nous l'avons dit et nous devons le répéter, les banquiers sont les personnes qui décrètent, qui ordonnent et qui décident. Ils dirigent l'économie et la vie politique selon leurs intérêts. Ils sont les principaux gestionnaires de l'épargne populaire. Avec leurs amis assureurs, ils maîtrisent l'évolution des fonds mutuels. Ils créent des sociétés filiales de placement dont ils n'assument pas la responsabilité. Ils obligent tous leurs serviteurs à placer les épargnes du peuple selon leur philosophie, et non selon les besoins des épargnants. Ils parlent comme les rois du Moyen-Age. Ils ne consultent pas les épargnants qui possèdent 95 % des actifs.

Le tableau 80 présente la part de marché des sept banques.

L'Action nationale ne peut pas faire sauter la banque. Elle n'a pas les poches bourrées d'or. Mais les banques sont riches de l'argent des autres. Elles se sont même intéressées aux fonds mutuels. Elles additionnent 64 milliards\$ de ce produit à la marchandise de papier qu'elles possèdent dans tous les secteurs de l'économie. Nous avons déjà écrit que les 5 grandes banques ressemblaient au dragon à sept têtes et à sept queues. On ne sait jamais laquelle est la première tête et la queue qu'elle possède. Pour peu que l'on s'oppose à ce que pense une tête, on risque gros.

Tableau 80
Part de marché des fonds mutuels contrôlés par les banques

Banques et actifs en millions\$	Fonds mutuels	Total en 000 \$ du fonds 1996
Royal Bank 250 782	Royal	13 984 077
	Royal Trust	4 405 502
CIBC 227 493	CIBC	8 909 941
	Talvest	1 362 717
Scotia 176 128	Scotia Excelsior	5 216 248
	Croissance	12 822
	Montrusco	1 394 609
Bank of Montreal 200 423	Montreal	6 266 868
	Jones Heward	150 360
Toronto Dominion 153 206	Green Line	10 383 586
	A.M.I Partners	9 077
Desjardins 79 796	Desjardins	1 340 503
	Prêt et Revenu	364 660
	Cornerstone	252 636
	Concorde	77 973
Banque Nationale 57 121	InvesNat	2 456 243
	Trust Général	268 686
	Réa	43 798
	Vision	26 861
Manu Life Financial 47 243	Altamira	6 594 343
	ManuCabot	77 510
BNP 2 199	BNP Funds	18 840
Honk Kong 21 506	Hong Kong	1 236 686
TOTAL	1 215 897	64 854 546

*Qu'en reste-t-il dans l'ingratitude
des mémoires oubliées?*

Pierre Perrault

C. Les fonds mutuels des assureurs

Les Américains, les Canadiens et les Québécois ont abandonné le mode traditionnel du placement dans les assurances et l'immobilier. Ils se sont rués, ils se précipitent vers les fonds mutuels. Comme jadis vers le Klondike. Ils rêvent. Ils rêvent de gagner au casino. Ils rêvent de s'organiser une vieillesse tranquille en plaçant dans les marchés émergents et dans les pays en voie de développement. Cette précipitation peut mener au précipice.

Pour compenser la diminution des primes détournées vers les fonds mutuels et les banques, un nombre de plus en plus considérable d'assureurs s'intéressent aux fonds mutuels. C'est une masse liquide qui peut être très utile dans le cheminement des eaux souterraines de la finance.

Le tableau 81 présente les principaux fonds mutuels contrôlés par les sociétés d'assurances.

Les assureurs ont souscrit 27 milliards\$ dans les fonds mutuels. Avec leurs amis banquiers, ils détiennent plus de 50 % du marché. Ils sont à peine engagés dans la course. L'intervention des assureurs doit compenser pour la diminution des primes d'assurances. Leur réseau de distribution facilitera leur croissance. C'est une histoire à suivre.

Tableau 81
Sociétés de fonds mutuels des assureurs, en 000 \$,
1996

Assureurs	Fonds mutuels	Actifs 1996 du fonds
Canada Life	Canada Life	2 166 920
Colonia Life	Colonia Life	50 292
Empire Life	Empire	1 072 409
Equitable Life	Equitable	165 906
Ethical Life	Ethical	801 848
Great West	Great West	5 225 639
Guardian Life	Guardian Life	1 677 106
Imperial Life	Millennia III	179 298
Industrielle-Alliance	Industrielle	829 141
ManuLife	Vista	2 945 867
	ManuCabot	77 510
Maritime Life	Maritime	1 262 943
Métropolitan Life	Metropolitan	168 043
Mutuelle Fonctionnaires	Ficadre	59 238
Mutual Life	Mutual Life	2 392 305
National Life	National Life	254 397
	National Trust	756 756
North America	Elliott Page	1 589 864
Royal Life	Royal Life	260 994
SSQ Vie	SSQ	149 634
Standard Life	Standard Life	77 007
Sun Life	Spectrum	4 583 303
Transamerica	Transamerica	84 889
Westbury Life	Westbury Life	102 657
Total		26 933 966

*Je grandis dans l'exil
et... rapetisse dans l'oubli.*

Jacques Lanctôt

3. Les placements dans les banques

Les banques, c'est le commerce de l'argent. Et l'argent invente de nouveaux signes de valeurs. Pas toujours pour le bien-être de l'humanité. Une soif insatiable détourne la richesse. Elle aboutit à des initiatives louables et aussi à des pratiques qui font trembler. Elle a perdu la distinction entre le bien et le mal, entre la justice et l'usure, entre l'intérêt des propriétaires déposants et des banquiers emprunteurs.

*Nous sommes éberlués
devant les mises chez les banquiers*

A. Placements dans les banques

Les banquiers ont réussi là où les alchimistes ont connu l'échec. Avez-vous une petite idée de la collection d'argent qu'ils ont accumulée dans des voûtes souterraines où l'accès est interdit aux déposants, les véritables propriétaires de l'argent séquestré?

Le tableau 82 présente les placements des fonds mutuels chez leurs amis les banquiers. 59 pages de compilation. Des milliards entassés sur des milliards. Pour enrichir les riches et appauvrir les pauvres.

Les sociétés de fonds mutuels ont fait plus de placements dans les mains des banquiers qu'ils n'en ont effectués au Québec tout entier. 20 milliards\$ contre 14 milliards\$. Elles ont à peine reconnu la Banque Laurentienne du Canada. Elles ont risqué 1,5 % de leurs placements bancaires dans la Banque Nationale. Et de ces 20 milliards\$ enfouis dans les banques, les Québécoises et les Québécois en avaient souscrit pour au moins 4 milliards\$. C'est ça la libre circulation!

Tableau 82
Placements dans les banques par les fonds mutuels
canadiens, 1996

BANQUES	PLACEMENTS
Royal Bank	3 140 000 880
Bank Nova Scotia	2 999 302 765
CIBC	2 907 461 943
Bank of Montreal	2 677 258 320
Toronto-Dominion Bank	2 643 903 421
Banque Nationale du Canada	311 839 785
Caisse Centrale Desjardins	84 794 700
Banque Laurentienne du Canada	52 483 187
Canadian Western Bank	18 852 451
Canadian Bank Note Co.	98 020
Total aux banques canadiennes	14 835 995 472
Banques étrangères (428 banques)*	5 501 694 045
Total banques étrangères	5 501 694 045
Total des placements dans les banques	20 337 689 517

À travers le monde, les sociétés de fonds mutuels ont placé dans 428 banques la coquette somme de 5,5 milliards\$. Elles investissent pour le profit. C'est un profit d'exploitation au détriment des populations indigènes qui gagnent, pour la plupart, les plus bas salaires de l'univers. C'est l'observation des placements qui nous permet de faire cette remarque.

Le tableau 83 présente les sociétés de fonds mutuels qui ont placé dans les banques les sommes les plus élevées.

Tableau 83

Les 12 sociétés de fonds mutuels qui ont placé plus de 500 millions \$ dans les banques en 1996

En 000 \$

Sociétés de fonds mutuels	Placements au Gouv. Québec	Placements Banques	% fonds dans les banques
Investors Group	4 306	2 905 501	11,84
Trimark	0	1 796 667	8,66
TD Green Line	279 652	1 459 143	14,05
Templeton	0	1 079 238	9,33
CIBC	270 084	974 432	10,94
Royal Bank	16 400	881 891	6,30
Canada Trust	5 777	861 515	14,47
CI Mutual	3 662	605 258	10,28
Ivy Mackenzie	0	564 557	15,97
MD Funds	17 825	559 642	9,69
20/20	0	553 400	12,21
Bank of Montreal	0	506 243	8,07
Total	597 706	12 747 487	

La Tour de Babel s'en vient. Avec l'argent des autres, les fils de Noé se bâtissent une tour. Les gens du sommet n'entendent plus le langage des masses populaires, mais ils connaissent toutes les banques de la planète. Les gestionnaires espèrent. L'espérance les nourrit.

*Que ferions-nous
sans nos maîtres et sans nos exploités*

C. Les trois grands

L'histoire des trois grands, Bank of Montreal, Royal Bank et Scotia Trust, est fort disgracieuse. Les deux présidents-banquiers, résidents de Toronto, étaient invités aux conférences socio-économiques de mars. Ils font des amourettes au Québec. En paroles seulement. Les actes ne suivent pas. Les centres de décision sont

transférés à Toronto. Les cadres supérieurs vivent à Toronto. St James Street est un coffre-fort pour encaisser les dépôts et les épargnes des Québécoises et des Québécois. Le 302 Bay Street n'a pas besoin de la Brink's pour déporter nos économies. Nous leur en avons confié la garde.

Ces trois grandes entreprises possèdent un actif de 24,6 milliards\$ dans leurs fonds mutuels. Elles ont recueilli environ 5 milliards\$ au pays du Québec. Elles détiennent en obligations du Québec la somme faramineuse de 48 millions\$. Elles ne détenaient pas une seule valeur dans Hydro-Québec, dans nos municipalités, dans nos universités, dans nos cégeps, dans nos commissions scolaires et dans les institutions du secteur public québécois, à la date du 31 décembre 1996.

Ces trois grandes sociétés de fonds mutuels avaient risqué 303 millions\$ dans les entreprises francophones et 479 millions\$ dans les entreprises québécoises de langue anglaise. Une déportation de plus de 4 milliards\$. Souffrons-nous d'aliénation mentale pour accepter en silence pareil outrage?

*Les gestionnaires de l'argent des autres
ne demandent jamais l'avis du propriétaire.*

4. Les placements dans les fonds mutuels

Les gestionnaires des fonds mutuels jouent à la roulette russe. Ils ont déplacé 1,7 milliard\$ entre eux. L'argent circule d'un fonds à l'autre. Un fonds de croissance investira dans un fonds international. Un fonds équilibré place dans un fonds audacieux.

Ce jeu est devenu une pratique courante. En 1996, 1,7 milliard\$ a été déménagé de la sorte, toujours à la recherche de l'aubaine. On a ainsi placé 546 millions\$ dans des fonds établis en d'autres pays. C'est là un procédé inhabituel qui devient une coutume.

Les sociétés qui appliquent le plus souvent cette méthode de travail sont les suivantes :

Mackenzie Financial	329 963 630 \$
Trimark Financial	298 349 966 \$
Investors Group	123 296 000 \$
AGF Management	105 987 822 \$
Sceptre Investment	61 756 460 \$
CI Fund	58 825 878 \$
First Marathon	49 873 330 \$

Les fonds transférés dans les autres pays vont dans toutes les directions: Brésil, Chili, Chine, Corée, Espagne, Inde, Japon, Portugal, Taiwan et dans plusieurs entreprises de l'Asie ou de l'Afrique.

On retrouve aussi des caisses de retraite qui confient la gestion ou une partie de leurs portefeuilles à des sociétés de fonds mutuels. Les gestionnaires recherchent certes des rendements plus élevés, mais peuvent aussi subir des pertes imprévues à ce jeu de « Monopoly ».

*« À force de vivre autrement qu'on pense,
on finit par penser comme on vit.*

*À force de vivre dans des
institutions étrangères à son génie,
un peuple finit par se conformer au mode de vie
que ces institutions favorisent
et par se laisser influencer
par la philosophie dont elles s'inspirent ».*

Richard Arès

5. *Les ressources humaines*

Les fonds mutuels ont un impact sur la création de l'emploi et sur l'expansion des sociétés de gestionnaires, de comptables, de fiduciaire et d'avocats.

Nous avons relevé les noms des gestionnaires, conseillers, vérificateurs, fiduciaires et conseillers juridiques au service des sociétés de fonds mutuels. La nomenclature est incomplète; nombre de rapports n'identifient pas les services professionnels.

*Le gardien de l'argent des autres
ne répond pas des fautes
qu'il commet dans sa gestion.*

A. *Les gestionnaires et les conseillers*

Les grandes firmes de conseillers et de gestionnaires qui guident et recommandent les placements sont en partie contrôlées par les banques et les sociétés d'assurances. Nous avons relevé l'existence de 131 firmes de gestionnaires et de conseillers en placements dont 81 sociétés ont leur siège social à Toronto. Ce facteur explique en partie la déportation de l'épargne québécoise. L'annexe 24 présente les firmes de conseillers et de gestionnaires indentifiées dans les rapports.

Mais il y a aussi de grandes sociétés internationales qui exercent une influence prépondérante sur la gestion de l'épargne des Québécoises et des Québécois. Capital International est une société britannique qui gère plus de 250 milliards \$US. Five Continents des îles Caïmans a des liens avec N.M.Rothschild. AIM Capital Management est une société américaine qui possède le fonds canadien AIM Capital.

Les firmes de Toronto consultent aussi les sociétés Rothschild, Rothschild Asset Management Inc., Jardine Fleming Investment Management Limited et Montgomery Asset Management. On retrouve dans le paysage Guinness Flight Investment Management Limited, la maison Alexandra, Gartmore

Capital Management Limited et Perpetual Portfolio Management Limited.

Nombre de firmes étrangères agissent comme conseillers en placement. Ils ont des renseignements sur l'Asie, l'Europe, les États-Unis. Ils ne connaissent pas le Québec. M. Curtis Freeze de Prospect Asset Management n'a jamais visité la cité de Champlain. Le groupe Schroder qui agit auprès d'une dizaine de sociétés est certes compétent, mais ses conseillers ignorent le Québec.

C'est à ces entreprises torontoises et étrangères que nous confions la gestion de la plus grande partie de nos épargnes. Renseignées sur les grandes entreprises mondiales, elles recherchent des titres de croissance. Des titres dont les bénéficiaires grimpent. Mais le risque de perte sur ces placements peut également s'accroître.

*L'oiseau dans sa fuite
a perdu son ombre.*

Rina Lasnier

B. Les firmes de comptables

L'annexe 25 reproduit les noms des vérificateurs et les sociétés de fonds mutuels qui ont retenu leurs services.

Aucune société de fonds mutuels hors Québec n'a retenu les services d'une firme de comptabilité québécoise ou francophone. En affaires, on dit qu'il n'y a pas de nationalisme; en pratique, on en mange. Ce qui signifie que 1 000 emplois de comptables seraient créés au Québec si les 50 milliards\$ souscrits par les Québécois étaient administrés par des Québécois.

La centralisation des entreprises financières et industrielles à Toronto a bâti de grandes firmes comptables qui font l'orgueil du Canada anglais, mais où les maisons francophones sont absentes.

Le tableau 84 présente les 5 firmes qui comptent plus de 2 000 comptables:

Tableau 84
Comptables agréés, les six grands, 1996¹⁰

Sociétés	Revenus 1996\$	Associés	Comptables
KPMG	524 725 000	680	3 678
Deloitte & Touche	499 000 000	540	3 549
Ernst & Young	415 000 000	398	2 395
Coopers & Lybrand	333 533 000	520	2 111
Andersen Worldwide	300 000 000	169	1 997
Price Waterhouse	279 000 000	250	2 057

Les Québécoises et les Québécois doivent se prendre en mains. Ils ne peuvent indéfiniment confier la gestion de leurs épargnes à des sociétés étrangères. Les Ontariens et les Américains fréquentent nos firmes de comptables lorsqu'ils sont obligés de le faire.

*Peut-être que le sort
n'en est pas jeté...*
Pierre Perrault

C. Les sociétés de fiducie

L'annexe 26 présente les noms des sociétés de fiducie qui apparaissent dans les rapports annuels des fonds mutuels.

La limitation ou la discrimination observée chez les comptables se retrouve au même degré dans les sociétés de fiducie. Si le Québec ne développe pas des équipes de gestionnaires performantes, les institutions québécoises ne franchiront pas la muraille de l'Outaouais.

10. The Financial Post 1997, 500, 188.

La fiducie est une institution reliée à la propriété et au droit civil. La charge de fiduciaire et le rôle qui lui est dévolu varient selon les civilisations, les coutumes. Les obligations qu'il a à remplir, même si elles sont d'égale nature légale entre les deux provinces, diffèrent dans l'exercice du mandat fiduciaire.

Sur le seul aspect économique, les Québécoises et les Québécois ont des raisons financières d'encourager une société de fiducie québécoise. Canada Trustco, Montreal Trust, National Trust et Royal Trust possèdent 87 milliards \$ d'actif parce que les Canadiens et Québécois leur confient la garde de leurs biens et les mandats de fiduciaire.

Nos sociétés de fiducie québécoise possèdent quelque 5 milliards. Les Québécoises et les Québécois transigent avec les sociétés filiales des compagnies torontoises. Nous enrichissons les entreprises d'ailleurs. C'est là notre faute. Les emplois de haut rang nous échappent.

*Je vais consulter un avocat
et aviser des biais que j'ai à prendre*
Molière

D. Les conseillers juridiques

L'annexe 27 révèle les noms des conseillers juridiques mentionnés dans les rapports annuels.

Rien n'est plus rare qu'un avocat francophone dans une société de fonds mutuels hors Québec. Nous n'en avons rencontré aucun.

Les grands bureaux d'avocats de Montréal: Heenan Blaikie, Lavery de Billy, Martineau, Ogilvy Renault, ne sont pas ou peu consultés par les sociétés de fonds mutuels de Toronto.

Aussi longtemps que la gestion de l'épargne et des affaires sera centralisée à Toronto, nous augmenterons le nombre des

affaires dans les bureaux torontois de Blake, Cassels & Graydon, Osler-Hoskin & Harcourt, Borden & Elliott, Tory Tory, Fraser & Beatty. Nous avons le choix : enrichir l'Ontario ou le Québec ?

En confiant la gestion de nos économies hors Québec, nous créons ici des chômeurs et des assistés sociaux.

*La puissance ne se partage pas comme la proie du loup
qui se nourrit du sang de ses victimes.*

Pierre Perrault

E. La gestion au Québec

Le gestionnaire d'un fonds décide des placements. La tâche est importante. Dans la vie ordinaire, une personne raisonnable préfère investir dans son milieu. L'information est de meilleure qualité, plus précise. Le contrôle sur l'usage des fonds est plus facile. A un même taux d'intérêt, le rendement effectif sera plus élevé.

Mais dans les fonds mutuels, la logique naturelle n'est pas observée. Des règles sont établies. Elles sont déterminées par les banquiers qui contrôlent l'argent des autres.

L'épargne prêtée aux sociétés de fonds mutuels n'est que la pointe de l'iceberg. La déportation des épargnes est colossale, gigantesque dans tous les secteurs financiers. La plupart des gestionnaires de Montréal utilisent l'indice Scotia McLeod. Ils sont formés aux mêmes écoles. Ils sont membres des mêmes clubs. Ils sont dévorés par la passion de la richesse. Ils oublient qu'ils vivent au Québec. Ils ne perçoivent pas que l'appauvrissement de la collectivité québécoise les desservira un jour très prochain.

Les conseillers en placement établissent des politiques et des stratégies de placement. Ils gèrent des portefeuilles de valeurs mobilières canadiennes et étrangères. La plupart des sociétés de fonds mutuels possèdent des équipes de conseillers.

Dans tous les pays et, notamment au Québec, une entreprise financière est dirigée par des personnes appartenant à un même groupe ethnique. Cette caractéristique persiste même si les hommes d'affaires jurent avec force que l'argent n'a plus de frontière. Pour témoigner de cette homogénéité à l'intérieur des entreprises, observez la composition des conseils d'administration et de la haute direction des entreprises financières. Dans tous les secteurs de l'industrie et du commerce, le même phénomène est identifiable.

Le redressement d'une situation anormale exige le développement au Québec de centres de gestion qualifiés et compétents qui ont confiance dans le Québec et qui ont au cœur la passion du Québec. Toronto et New York ne travailleront jamais à la prospérité du Québec. Confier plus longtemps notre avenir à Bay Street, c'est léguer à nos enfants un Québec faible et fragile.

Des noyaux de gestion existent. La *Caisse de dépôt et placement* en est le cœur. Quelques firmes se développent: Ami, Bolton Tremblay, Canagex, Conseillers financiers du Saint-Laurent, Cote 100, Fraser, Jarislowsky, Lopresti Gabby, Grypohon, NatCan, TAL, Valorem. Le renouvellement de certaines équipes de gestionnaires est obligatoire.

Parfois, l'esprit est absent et le savoir-faire aussi. Canagex en est l'illustration. Confier à l'équipe de Doborah K. Frame de Toronto la gestion de 2,4 milliards\$ traduit l'incompétence de l'équipe. Confier la gestion à Trimark de trois fonds Desjardins confirme l'incapacité de le faire soi-même. Vendre à Strategic Value de Toronto les fonds Laurentienne témoigne de l'inaptitude de l'équipe Desjardins à envahir le champ des fonds mutuels.

Pourtant, des équipes solides et de qualité existent déjà au Québec. Il faut les enrichir, les développer. Elles doivent accroître leurs ressources pour assumer la gestion au Québec de capitaux actuellement gérés à l'extérieur. Leurs spécialistes pourraient en outre offrir leurs services à des entreprises finan-

cières hors frontières, afin qu'elles puissent investir dans le développement du Québec.

De tels centres de décision sont importants. Ils doivent regrouper des conseillers, des analystes et des gestionnaires en placement qualifiés, expérimentés et performants. Ils doivent posséder des centres de recherche spécialisés munis de sources d'information et de banques de données complètes sur les secteurs économiques et les marchés boursiers.

Le métier de conseiller n'a rien de sorcier, ni de magique. Le respect de certaines règles exige certes une connaissance et un apprentissage des marchés financiers. Mais cette science ne loge pas nécessairement à Toronto. Les conseillers québécois peuvent respecter les paramètres de la rentabilité, de la sécurité du capital et de la diversification entre diverses catégories et sous-catégories d'actifs.

Dans une prochaine étude sur l'épargne, des recommandations concrètes seront proposées. Il est trop tôt pour préciser toutes les actions à entreprendre. De façon certaine, la gestion des fonds par des firmes québécoises et l'investissement pour le développement du Québec sont d'une importance capitale.

Des sommes considérables sont investies dans les régions du monde les plus risquées, dans l'Amérique du Sud ou l'Asie du Sud-Est. Ces fonds ne développent pas le Québec. Ils ne sont pas tellement appropriés pour la sécurité de la retraite.

D'autres investissements sont réalisés massivement en Ontario pour la diversification et la sécurité du portefeuille. Si le Québec n'est pas sécuritaire, l'Ontario ne l'est pas davantage. Cette province subit les mêmes cycles économiques. L'inflation l'affecte de la même manière. Et l'Indépendance aura un même impact dans les deux territoires.

Nos financiers, messieurs Bérard, Béland, Garneau, Desmarais & Associés, ne semblent pas intéressés au relèvement économique du Québec. Ils agissent isolément. Ils placent à l'extérieur.

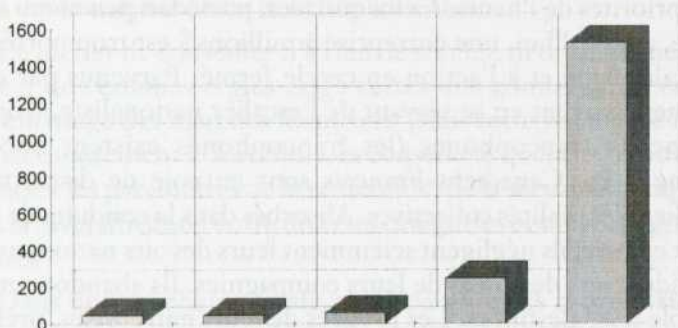
La coordination des initiatives n'est pas engagée activement. La participation à l'émancipation économique et nationale est une préoccupation tertiaire de la majorité de nos hommes d'affaires. La solidarité est limitée.

Le temps est venu de voir nos hommes d'affaires, nos financiers et nos industriels réaliser l'union de leurs possibilités au service du Québec. Bien administrer quelques millions ne suffit pas aux priorités de l'heure. Celui qui, hier, possédait peu et qui contrôle, aujourd'hui, une entreprise à millions \$ est trop porté à la mégalomanie et à l'action en cercle fermé. Parvenus par eux-mêmes, souvent en se servant de l'escalier nationaliste, trop de financiers francophones (les francophones existent encore, même si les Canadiens-Français sont en voie de disparition) oublient les réalités collectives. Absorbés dans la conduite de leur petit empire, ils négligent sciemment leurs devoirs nationaux. Ils président aux destinées de leurs compagnies. Ils abandonnent le peuple à ses destinées. Les progrès de leurs entreprises, prétendent-ils, contribuent au relèvement de la nation.

Aussi n'est-il pas surprenant de constater le recul des récentes années dans notre proportion détenue des nouvelles affaires transigées. Sans négliger leurs tâches d'administrateurs, nos financiers se doivent de sortir de leur tour d'ivoire et de s'engager sans réserve dans une opération de solidarité économique.

Le dicton de « business is business » et l'objection qu'« il ne faut pas mêler le patriotisme aux affaires » n'ont rien pour nous émouvoir. Ceux qui préconisent ces conceptions et qui répandent ces slogans sont les premiers, selon leurs intérêts, à pratiquer les consignes « Buy British », « Buy Canadian » ou « Buy Quebec ». Encore aujourd'hui. En dépit de la libre circulation.

Les entreprises financières francophones au Canada - l'actif - en milliards \$



États-Unis	Organismes fédéraux	Autres pays	Québec francophone	Canada anglais
46 milliards	47 milliards	61 milliards	249 milliards	1 530 milliards

Source : *Financial Post 500*, 1997, Top 100 Financial Institutions, Top 10 Investment Dealers, Top 15 Property and Casualty Insurers, Top 25 Life Insurers et Top 12 Trust Companies.

*L'épargne est d'une importance capitale.
Elle est la condition du développement
et de l'avenir de la société québécoise.*

VI.

Les répercussions

1. Les répercussions économiques..... 248
 - A. Le Québec à vendre 249
 - B. La mesure de notre taille 252
 - C. La nation en déroute..... 256
2. Les répercussions culturelles..... 258
 - A. L'influence anglicisante 259
 - B. L'insensibilité des entreprises 263
 - C. La solidarité francophone 264
3. Les répercussions sociales..... 266
 - A. Sur les personnes..... 266
 - B. Sur les régions 270
 - C. Sur les institutions..... 271
4. Les répercussions politiques..... 274
 - A. Les maîtres 274
 - B. La dette publique 275
 - C. La stabilité politique 276

*Le nationalisme n'a jamais été
et ne sera jamais dépassé.*

*Le nationalisme, c'est l'instinct
de conservation des peuples.*

René Lévesque

VI. Les répercussions

Dans l'ensemble des secteurs financiers, les Québécoises et les Québécois confient l'administration de 200 milliards\$ d'épargne à des gestionnaires établis en d'autres provinces et pays. Le ministre des Finances est au courant.

Notre étude donne une vue assez exacte des épargnes québécoises gérées principalement par les compagnies de *Bay Street*. Certes, ces données soulèveront une clameur tumultueuse. Ce sera un hurlement à rendre les gens sourds. Qu'ils s'achètent des appareils adéquats pour comprendre le message qui leur est transmis!

Le peuple québécois est riche, très riche. Nous n'additionons pas la valeur des terres, des immeubles, des églises, des industries, des commerces, des services et des avoirs personnels. Nous nous sommes limité à calculer les épargnes gérées par les entreprises financières qui font affaire au Québec: banques, assurances de personnes, assurances de dommages, valeurs mobilières, caisses de retraite, sociétés de fiducie, sociétés d'épargne, compagnies de finance, fonds mutuels, Caisse de dépôt et placement, caisses populaires Desjardins. Ces entreprises sont gardiennes des épargnes québécoises. Le peuple québécois est riche, très riche.

La catastrophe, c'est un désastre, réside dans la déportation du fruit de notre travail. Les analyses et sondages que nous avons

faits révèlent que plus de 200 milliards\$ de notre épargne sont placés en d'autres provinces et pays.

La preuve est formelle. Dans les fonds mutuels: 35 milliards\$ sortent de la province. La tendance dans les caisses de retraite pronostique un écoulement probable de 90 milliards\$ et plus. Les sondages dans les assurances annoncent quelque 35 milliards\$ placés hors Québec. La Caisse de dépôt et placement et le Mouvement Desjardins transportent plus de 20 milliards\$ hors de nos frontières. L'analyse des valeurs mobilières provenant d'épargne québécoise et déportées par les banques et les sociétés de fiducie approche les 50 milliards\$.

Les gestionnaires de l'argent des autres nieront. Ils contestent. Ils contrediront. Ils désavoueront. Nous les mettons au défi de nous produire leurs portefeuilles de valeurs. S'ils le veulent, nous demandons à une maison de comptables agréés de vérifier nos analyses.

D'autres argumenteront qu'autant d'argent entre qu'il n'en sort. Ce n'est pas prouvé. Une autre étude est en cours sur les capitaux étrangers qui entrent au Québec. Les objecteurs blémiront à la publication du dossier qui s'en vient. Quelques éléments sont même présentés dans la présente étude.

La déportation de plus de 200 milliards\$ d'épargne québécoise comporte des conséquences désastreuses sur le développement du territoire et sur la vie psychologique et matérielle des Québécoises et des Québécois.

Certes, les épargnants encaissent des dividendes et ces revenus améliorent leur sort individuel à court terme. À long terme et même à court terme, ce sort individuel amélioré est menacé par l'accroissement de la pauvreté dans l'environnement immédiat. Il est menacé par les conséquences sociales qui en découlent: perte d'emploi, chômage, insécurité, criminalité, etc. L'avancement personnel doit contribuer à la prospérité économique, à l'épa-

nouissement culturel, au progrès social et à la libération politique du Québec.

*Les Québécoises et les Québécois
sont un peuple entretenu par
un gouvernement fédéral anglophone*

1. Les répercussions économiques

L'infériorité économique des francophones du Québec existe depuis la Conquête. Les vainqueurs se sont emparés du commerce. Ils ont exploité à leur profit les mines, la forêt et l'industrie, grâce aux capitaux britanniques. Les « Canadiens » sont été incapables d'une concurrence sérieuse. Ils ont eu le choix de s'adonner à la culture de la terre. Et leur sortie de l'agriculture fut longue et difficile.

Lorsque nous avons amorcé une remontée merveilleuse, nous nous sommes endormis sur nos lauriers. L'erreur fut fatale. Cette tendance généralisée à croire que l'essentiel était acquis a contribué à un recul que nous refusons d'admettre. Nous croyons encore que nous pouvons nous engager sur la route du progrès national.

Il est vrai que nous avons connu des événements heureux: nationalisation de l'électricité, Société Générale de Financement, Caisse de dépôt et placement, Société de développement industriel, Soquem, Soquip, Rexfor, Sidbec, réforme de l'éducation, gratuité d'un système modèle de santé..., etc. Hélas! aux premières difficultés, les objectifs étaient souvent modifiés, alors que s'imposait le changement de mauvaises stratégies. Par ailleurs, les réussites gouvernementales passaient à l'entreprise privée. L'exemple le plus frappant est celui de Cambior.

Vers la même époque, la garde montante avait le vent dans les voiles. L'économie francophone prospérait. C'était la réussite des Bombardier, Brochu-Lafleur, Canam Manac, Cartons Saint-

Laurent, Cascades, Cogeco, GTC Transcontinentale, Métro-Richelieu, Pomerleau, Provigo, Québecor, Ro-Na, Sico, UAP, Vidéotron et plusieurs autres. Ces succès ne représentaient toutefois que certaines des conditions préalables à un véritable relèvement économique. Trop des nôtres ont agi et agissent encore comme si nous avions remporté la grande victoire.

Dans les lignes qui suivent, nous nous demandons d'abord si le Québec est à vendre. La mesure de notre taille sera prise avec l'espérance que la déroute de la nation sera endiguée à jamais.

*Économie, culture et politique
sont totalement indissociables.*

A. Le Québec à vendre

En une brève période, ce fut la descente aux enfers. Nombre d'abattoirs, de boulangeries, de fabriques de meubles, de fromageries, de laiteries, de meuneries, de moulins à scie, de pâtisseries et de salaisons ont fermé leurs portes et mis à pied leurs employés. Il fallait oublier le passé. Tourner la page. Et même renier l'histoire. C'était l'ère de la mégalomanie.

Il fallait voir plus grand. La maladie du désir excessif de puissance imposait des résidences fastueuses et des complexes somptueux. Des centaines d'entreprises ont été vendues ou fermées: Bélanger, Bilopage, Boulanger, Charbonneau, Coq d'Or, Cordon Bleu, Crédit foncier, Desmarais, Drummond, Oscar Dubé, Édouard Roy, Etco Photo Color, Gaza, Girard, Hone, Lambert, Lido, Melchers, Melville, Montel, Normick Perron, Pêcheurs Unis, Racine, Raffinerie de Sucre, Rougier, Samoïsette, Sénécal, Sodor, Thérien Frères, Thibault, Wirefil, etc.

Les Américains ont même acquis près de la moitié des pompes funèbres québécoises. Ils ont acheté Consolidated-Bathurst qui vient de s'associer à Abitibi. Des intérêts américains contrô-

lent ou possèdent des participations importantes dans des entreprises québécoises :

Avon Canada, Canadian Salt Co., Canadian Ultramar, DMR Consulting Group, Dominion Bridge, Hoechst Marion Roussel Canada, Ingersoll-Rand Canada, Johnson & Johnson, Lafarge Canada, Medis Health & Pharmaceutical, Merck Fross Canada, Pfizer Canada, Pratt & Whitney Canada, Price Costco Canada, Sidbec-Dosco, Uni-Select, Wyeth Ayerst Canada, etc.

Le Royaume-Uni possède des intérêts importants au Québec. Imasco est contrôlé par BAT Industries du Royaume-Uni. Lakshmi Mittal a acquis Sidbec-Dosco et obtient d'excellents rendements. RIT Capital est l'actionnaire majoritaire de Fonorola. General Electric possède 51 % de Canadian Marconi. Henlys est propriétaire de Prévost Car avec Volvo de Suède.

Holderbank de Suisse contrôle St-Lawrence Cement (58 %). Hoeschst d'Allemagne possède 58 % des actions de Celanase Canada. Les Gantiers Holding des Pays-Bas possède 28 % des actions de Consoltex Group. Sollac de France est le propriétaire à 100 % de Francosteel Canada. GEC Alsthom de France détient 100 % des actions GEC Alsthom Canada. Twinpak de Dorval reçoit ses ordres d'Amcor, Australie.

Nous ne partons pas en guerre contre les entreprises étrangères. Nous y reviendrons en une prochaine publication et nous en reparlerons un peu au chapitre suivant. Mais, en ce domaine, nous distinguerons entre l'ombre et la proie.

Pendant ce temps, nos entreprises financières tirent de la patte. Les Coopérants sont morts. Sont passées en des mains étrangères Bélair, Benoît & Bord, BEP International, Crédit Foncier, Dale-Parizeau International, Groupe Commerce, McNeil & Mantha, MLH + A Inc, Oscar Dubé, Placements Collectifs, Provinces-Unies, Sodarcan, etc.

Sont disparues par fusion des sociétés célèbres par leur histoire: Banque Provinciale du Canada, Fédération des Caisses d'économie, Groupe Prêt et Revenu, Les Artisans, La Laurentienne, L'Alliance nationale, Lambert, La Sauvegarde, la Société Nationale de Fiducie, La Solidarité, Lavalin, L'Économie, La Prévoyance, Les Prévoyants du Canada, Rolland, la Saint-Maurice, la Sécurité, le Trust général du Canada, Vachon et nombre d'autres. Ces mariages n'ont pas tous été heureux. Loin de là. La part du marché canadien que les sociétés financières québécoises se partagent a peu bougé depuis 30 ans.

En 1997, les Canadiens anglais maîtrisent encore l'économie du Québec. Ils possèdent la richesse. Ils détiennent les plus hautes fonctions et les postes d'influence. *L'Action nationale*, et nous le répétons à nouveau, se réjouit de l'existence et de la réussite de grandes entreprises québécoises de langue anglaise comme Alcan, BCE, Bell, BioChem Pharma, Molson, Norks Hydro, Pratt & Whitney, Québec Téléphone, University McGill, Teleglobe. Elles apportent une contribution de grande valeur à la collectivité québécoise.

Mais il est difficile de considérer comme des partenaires québécois des entreprises qui recueillent notre épargne et qui utilisent nos bras pour vendre leurs produits et déporter notre épargne, sans nous accorder une place équitable dans les emplois haut de gamme. Les entreprises coupables sont les AGF, Altamira, Bank of Montreal, Canadian Pacific, CIBC, Imasco, Imperial Oil, Investors Group, ManuLife, Maple Leaf Foods, Noranda, Pétro-Canada, Royal Bank, Scotia, Seagram, Shell Canada, Sun Life, Trimark, Universal Mackenzie, Templeton, entre autres.

*La liberté politique ne saurait
s'accommoder de la servitude économique*

B. La mesure de notre taille

Privé de la force de l'épargne populaire, le Québec est incapable de développer à son profit ses ressources naturelles et le fruit du travail des masses populaires. Une déportation aussi massive de l'épargne québécoise nécessite de plus en plus le recours au capital étranger pour la création d'emplois et la croissance de l'économie. Et en agissant ainsi, nous ressemblons au renard qui court après sa queue.

Victor Barbeau avait pris la mesure de notre taille dans les années 40. Les faibles ressources financières de *L'Action nationale* ne nous permettent pas d'entreprendre des recherches d'envergure pour évaluer la participation des francophones dans l'économie québécoise. Mais il n'est pas besoin d'une enquête royale pour calculer la valeur totale des produits québécois dans le panier hebdomadaire d'épicerie.

Près des trois quarts des produits sont fabriqués en d'autres contrées. Au déjeuner, Jonathan, Karine et Mathieu enfants ont le choix entre les All Bran, Bran Buds, Bran Flakes, Chruncheeros, Common Sens, Corn Flakes, Corn Pops, Crispix, Froot Loops, Frosted Flakes, Honey Nut, Mini Buns, Mini Wheats, Muslix, Raison Bran, Rice Krispies et Special K de Kellogg's d'Étobicoke. De jolis noms français!

Au dîner, Liliane, Patrick et Yves dégustent le beurre de peanut, le bacon, les confitures, les fromages, les huiles, la mayonnaise, le riz, les saucisses de Kraft Food qui offre une multitude de marques: Brim, Calorie-Wise, Casino, Catalina, Chase & Sanborn, Cheez Whiz, Diner Kraft, Dream Whip, Famous Inn, Gevalia, Handi-Snack, Hospitality House, Imperial, Maître D, Maxi-Mallos, Maxwell House, Mellow Roast, Miracle Whip, Parkay, Philadelphia, Postum, Sanka, Softee Toffee, Velveeta, Yuban. La

richesse de la langue française est incapable de traduire ces marques de commerce.

Nous pourrions remplir des pages entières avec les noms des produits fabriqués en d'autres contrées et que nous pourrions produire au Québec. Citons quelques marques, à titre d'exemples: Aylmer Nabisco Brands, Cadbury Clamato, Camay, Clover Leaf Crane, Ivory, Procter & Gamble, Remington, Welch's, etc.

Au cours des prochains mois, nous ouvrirons une chronique dans la revue pour faire connaître les produits fabriqués au Québec qui créent ici des emplois. L'achat additionnel par semaine de 20\$ de produits québécois par chacun des ménages québécois crée 100 000 emplois de plus au cours d'une même année. Autant d'argent qui favoriserait le développement de notre petit pays.

Dans le secteur financier, nous avons consulté le Financial Post 500, édition 1997. Nous avons relevé les revenus et les actifs de 159 sociétés financières faisant affaire au Canada et dont le siège social est situé au Québec français, au Canada anglais, aux États-Unis et en d'autres pays.

Le tableau 85 présente la propriété et le nombre des entreprises, leurs actifs et revenus ainsi que leur part du marché. L'annexe 28 donne les détails qui ont servi à l'établissement du tableau.

Tableau 85
159 entreprises financières faisant affaire au
Canada, nombre d'entreprises, actifs, revenus et
part du marché, 1996.

Sièges sociaux	Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	%1996 actifs
Québec français	13	249 908 517	31 686 175	12,91
Canada anglais	99	1 530 508 821	157 640 437	79,08
États-Unis	15	46 189 935	6 880 541	2,39
Autres pays	25	61 285 570	4 470 233	3,17
Gouvernements	7	47 564 795	4 732 675	2,45
Total	159	1 935 457 638	205 410 061	100,00

Les renseignements ont été extraits du *Financial Post 500*, 1997, Top 100 Financial Institutions, Top 10 Investment Dealers, Top 15 Property and Casualty Insurers, Top 25 Life Insurers et Top 12 Trust Companies.

Les sociétés francophones, on ne peut plus dire canadiennes-françaises, possèdent 12,91 des actifs des 159 plus grandes institutions financières du Canada, au 31 décembre 1996. C'est à peine la moitié de notre importance numérique. C'est une observation interdite, prohibée. Nous l'exprimons quand même.

L'analyse n'est pas complète. La compilation de toutes les entreprises financières faisant affaire au Canada affaiblirait encore la proportion de 12,91 des entreprises francophones. Car la consultation faite du nombre des entreprises anglophones quintuple le nombre des entreprises francophones non recensées dans *The Financial Post* et l'importance financière de ces sociétés anglophones est de loin plus imposante.

L'information n'a pas pour objet de décourager les francophones du Québec devant une faiblesse évidente. Elle vise au contraire à motiver et à mobiliser la population vers la conquête de l'économie financière. Ce n'est pas en niant la réalité qu'on corrige une situation anormale. Le réalisme n'est pas du défaitisme. Mais la tâche à accomplir exige de la lucidité, du courage, du travail et de la stratégie. L'annexe 28 produit les renseignements extraits du *Financial Post*.

Un autre relevé permet d'évaluer les tailles économiques en présence. Dans le *Financial Post 500*, édition 1997, nous avons relevé la propriété et le nombre des 500 plus grandes entreprises canadiennes. Nous avons compilé leurs actifs et leurs revenus selon le lieu des sièges sociaux. La part du marché des entreprises est aussi indiquée.

Tableau 86
Les 500 plus grandes sociétés faisant affaire
au Canada, Financial Post 1997, actifs, revenus et
part du marché, en 000 \$, 1996

Sièges sociaux	Sociétés	Actifs 000\$	Revenus 000\$	% actifs 1996
Québec français	50	73 656 264	55 609 029	9,16
Canada anglais	270	493 376 029	364 865 203	61,32
États-Unis	110	135 092 355	193 575 054	16,79
Autres pays	70	102 435 271	66 621 388	12,73
Total	500	804 559 919	680 670 674	100,00

Dans le relevé des 500 plus grandes entreprises canadiennes, autres que financières, les Canadiens-Anglais occupent aussi la première place. Leurs entreprises possèdent 61,32 % des actifs pour l'exercice financier de 1996. Et là où leur domination n'existe pas, les Américains et les étrangers ont pris la relève. Les sociétés francophones se contentent de 9,16 % des actifs. L'annexe 29 présente les entreprises selon le lieu de leurs sièges sociaux avec les revenus, les actifs et le nombre des employés.

Les faits réels indiquent les chantiers à entreprendre. Nous avons une Cité à bâtir avant la nuit, dirait Félix Leclerc. Que messieurs Soucy et Associés se mettent à l'ouvrage ! Des projets, il est urgent d'en concevoir et de les réaliser. Et il faudra travailler avec ardeur et constance.

L'actif de la Royal Bank correspond aux actifs de toutes les entreprises financières du Québec français. Les revenus des trois plus grandes sociétés du Canada anglais sont supérieurs à ceux des 45 plus grandes entreprises francophones. Les sociétés canadiennes filiales de General Motors et Ford Motor encaissent des revenus égaux aux recettes fiscales du gouvernement du Québec.

Cette prépondérance dans l'économie établit une barrière infranchissable dans toute croisade de bonne entente. Les écarts sont trop grands. La différence est incontournable aussi long-

temps que les anglophones conduiront la barque canadienne. Et ils maintiendront le cap vers Toronto, Vancouver et Calgary jusqu'à la disparition du dernier francophone en terre d'Amérique. Ils ont déjà assimilé 1 183 860 francophones des 1 856 330 Canadiens d'origine française¹ établis dans les autres provinces.

*Il faudra sonner l'appel du passé comme
celui de toutes les valeurs réelles du temps où nous vivons.*

Pierre Vadeboncoeur

C. La nation en déroute

L'avenir économique de la nation des «Francophones du Québec» se rétrécit comme une peau de chagrin. Chaque jour nous apporte le spectacle brutal d'un recul. Ce matin, c'était la vente par *Desjardins* de la société québécoise *Concorde* à *First International Asset Management*, une filiale de *CIBC*. Il en est ainsi depuis une vingtaine d'années. «De victoire en victoire, nous reculons sans cesse». La remontée des profondeurs sera lente. Le poids du présent est lourd. Il nous faut redéfinir l'avenir, un avenir prospère, mais français. Sinon notre infériorité économique mettra en danger l'existence même du groupe ethnique. Ah! qu'ils sont nombreux ceux-là qui ne croient même plus à ce que nous avons déjà été.

C'est le célèbre Richard Arès qui avait dit un jour qu'à vivre autrement qu'on pense, on finit par penser comme on vit. Le fait de travailler dans une entreprise étrangère à sa culture et à sa langue modifie le comportement d'un peuple de la même façon qu'il influence un individu qui vit dans cette condition. L'individu et le peuple adoptent la philosophie et la manière de vivre de l'entreprise qui fournit le pain et le beurre.

1. *Statistique Canada*, Recensements du Canada, 1931 à 1986.

Cette évolution tranquille vers une mentalité étrangère n'en demeure pas moins assimilatrice et dominatrice. La puissance économique de l'étranger est une force d'attraction et d'asservissement. L'assimilation, c'est simplement la transformation d'une personne ou d'un peuple qui devient semblable à l'autre. Elle s'accomplit avec plus de diligence si elle se transmet d'un peuple dominateur à un groupe dominé. Cette condition particulière est celle du Québec. Une poignée d'entreprises étrangères commandent, ordonnent et contraignent. Les travailleurs, les chômeurs et même les politiciens sont tenus en servitude.

Il n'est peut-être pas trop tard pour retrouver la route de la liberté. L'indépendance économique et l'indépendance politique sont une même substance, une même vérité. Elles sont aussi nécessaires à un peuple que l'âme et l'esprit à une personne. Elles sont inséparables. Elles forment le fondement, les assises d'un État. Le Québec ne jouira de la liberté politique que s'il possède une économie nationale prospère et puissante. Et ne me chantez pas le refrain de la mondialisation et de la libre circulation.

Le peuple québécois est francophone à 82 %. Il ne sera maître de son avenir que s'il possède en fait et en droit le contrôle de sa vie économique. Cette évidence exige que le salaire et l'épargne travaillent au profit du peuple québécois. Mais malheureusement, le fruit de notre travail est englouti dans les entreprises de Toronto et placé partout. De notre travail, de notre épargne, nous bâtissons l'appauvrissement de notre peuple et les disparités de nos régions.

Nos financiers québécois seront-ils capables de surmonter les troubles psychiques, neurologiques et fonctionnels transmis par l'ultra-virus du libéralisme? Les Québécoises et les Québécois sont-ils capables de solidarité, de cette solidarité qui leur permettrait de conquérir l'épargne québécoise et de l'investir au Québec? Ou souffrirons-nous en silence une situation anormale et tragique qui dure depuis trop longtemps?

Pouvons-nous oublier que 200 milliards \$ de capitaux représentent l'établissement de 200 000 entreprises québécoises d'une valeur d'un milliard \$ chacune? Avez-vous pensé au nombre d'emplois que créeraient 200 000 entreprises milliardaires? On m'accusera de rêver. Il y a lieu de rêver sur le destin d'un peuple. Il y a lieu de rêver à la sagesse. De rêver le jour et de travailler pendant la nuit. C'est la façon de réaliser ses rêves.

*Si le Québec voit dépérir la culture française,
la valeur unique de notre civilisation disparaîtra*

2. Les répercussions culturelles

La déportation d'une masse considérable d'épargne explique la faiblesse de l'économie québécoise, francophone et anglophone. La fragilité financière entraîne des conséquences négatives sur la culture du peuple québécois. Et la culture, c'est l'âme d'une nation. La langue est son miroir. Et un peuple parle la langue de sa situation.

La situation francophone au Québec est fragile. Un environnement particulier en exprime la vulnérabilité. Le pays du Québec se compose encore de onze nations autochtones, d'une majorité francophone, d'une minorité anglophone et de nouveaux citoyens venus de tous les coins de la planète.

L'Action nationale affirme depuis toujours que tous les résidents du Québec sont Québécois. Mais au Québec, il y a deux langues officielles. Deux sociétés distinctes. Deux sociétés culturelles. Il ne faut pas oublier que les anglophones ont bâti leur propre organisation scolaire, sociale et culturelle. Le gouvernement du Québec aide à leur financement et à leur progression. Mais entre les sociétés francophone et anglophone, il y a une incompréhension absolue. Les résultats des référendums et des élections le démontrent avec évidence.

Les Québécois de langue anglaise possèdent la richesse matérielle nécessaire à l'épanouissement de leurs institutions. Leur environnement et le voisinage américain créent une influence anglicisante.

*Le souvenir même de l'origine française
s'efface de notre mémoire collective.*

A. L'influence anglicisante

Le peuple francophone ou québécois peut-il vivre, et de quelle vie française, et pendant combien de temps, s'il est asservi économiquement? Peut-il subir l'anglicisation du bilinguisme simultané ou généralisé et demeurer de culture française? Peut-il éviter la démission qu'ont connue les groupes français établis au Canada anglais? Contre toute désespérance, nous souhaitons n'être pas obligés de nous limiter à l'espérance.

Le désespoir s'empare des francophones du Québec lorsqu'ils réfléchissent aux improvisations des hommes politiques dans le domaine de la culture et des communications. Le vice-premier ministre, un indépendantiste de la première heure, se rend-il compte des dangers de l'infiltration grandissante au Québec de l'industrie américaine du multimédia? Sans débat, il entreprend de négocier avec British Telecom et MCI, deux puissances mondiales dans le domaine des communications. Il espère conclure une entente de 2 milliards \$ qui créera à Montréal un centre américain pour la recherche dans le développement et l'intégration de nouveaux produits de télécommunications et de multimédia².

Nous vivons, il faut l'admettre, sous un régime où la majorité de la population québécoise est sous la tutelle de la majorité anglophone canadienne. Cette majorité québécoise ne maîtrise pas l'usage de son épargne. Elle ne possède pas le pouvoir de la

2. *Le Soleil*, 7 septembre 1997, A7.

canaliser selon les priorités de son propre développement. Elle dépend largement de la bonne volonté d'entreprises anglophones et étrangères qui ne partagent pas le même mode de pensée et de vie. Elle n'occupe pas les emplois haut de gamme accordés aux gestionnaires de Toronto pour placer les épargnes québécoises. Elle demeure même un peuple dont 40 % des employés travaillent dans la langue de la minorité québécoise.

L'influence américaine et anglophone est présente, omniprésente. La télévision américaine atteint les foyers québécois par voie hertzienne et par la télédistribution. Comme 40 %³ de la population québécoise est bilingue, la culture américaine pénètre quotidiennement au Québec. « Dans le cas de la télévision, de la radio et du cinéma, le pourcentage de jeunes francophones choisissant de pratiquer ces loisirs en anglais est désormais supérieur à 40 %. Ces données valent pour l'ensemble du Québec... Les sondages révèlent en effet que les francophones de Montréal passent, en moyenne, deux fois et demie plus d'heures devant la télévision américaine et canadienne-anglaise que les francophones du reste du Québec... Bon an mal an, les anglophones de Montréal ne consacrent guère que de 3 % à 6 % de leur temps d'écoute radio-phonique à la radio de langue française⁴ ».

Dans le comté québécois de Pontiac, un peu plus de 70 % de la majorité anglophone, selon la langue maternelle, se déclaraient unilingues anglais en 1991... Quant à la connaissance du français et de l'anglais, près de 80 % des francophones, langue maternelle, ont déclaré pouvoir soutenir une conversation en anglais en 1991⁵. Ainsi, au Pontiac, la langue commune, c'est la langue anglaise. En d'autres régions, le phénomène nous conduit à la bilinguisation, à l'anglicisation et à l'assimilation. C'est un épi-

3. *Conseil de la langue française*, Indicateurs de la situation linguistique au Québec, édition 1992.

4. *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 88.

5. Charles Castonguay, *L'anglais, langue commune du Pontiac*, *L'Action nationale*, mai 1997, 33-34.

phénomène très rare à travers l'univers qu'une majorité subisse la minorisation à ce degré.

À l'heure de la mondialisation, la culture anglo-saxonne et américaine prend du poil de la bête. Les films, les disques et les livres jouissent d'un réseau de distribution à grande échelle. En 1993, le nombre des longs métrages en langue française présentés en primeur dans les salles québécoises atteignait le chiffre astronomique de 67⁶. Cette quantité considérable comprend majoritairement des versions originales et des versions doublées en français, mais aussi quelques versions sous-titrées en français. Les œuvres québécoises deviennent minoritaires dans l'ensemble de la production diffusée au Québec: éditions, magazines, revues, journaux.

Notre environnement linguistique en est grandement affecté. Nos scientifiques, pour un grand nombre, se permettent même de produire leurs travaux en anglais.

Dans les régions, la situation est pitoyable. Dans la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine, au Bas-Saint-Laurent, à Laval, en Outaouais, en Abitibi/Témiscamingue, sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec, on compte par région, au plus, 5 galeries d'art et 5 bibliothèques publiques municipales⁷. La lecture et la culture sont devenues un luxe.

Observons une minute de silence sur le déclin du français dans la métropole.

Le tableau 87 présente un portrait inquiétant pour le Québec français. Il reproduit des données sur la population selon la langue maternelle au recensement de 1991.

6. *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 94.

7. *Ibid.*

Tableau 87
Population selon la langue maternelle, recensement
de 1991⁸

Langue maternelle	Le Québec		Montréal région: administrative	
	Nombre	%	Nombre	%
Français	5 556 105	81,6	964 335	55,1
Anglais	599 145	8,8	327 445	18,7
Langues autochtones	26 890	0,4	370	-
Autres langues uniques	533 120	8,1	418 605	23,9

Il n'est pas nécessaire d'être un linguiste pour découvrir la tragédie qui se cache derrière l'usage de la langue maternelle. Au Québec, il ne s'agit pas de la Saskatchewan, dans la région administrative de Montréal, 55,1 % de la population déclare que le français est sa langue maternelle. Les Britanniques, Anglais, Écossais et Irlandais, ont conservé l'anglais comme langue maternelle dans une proportion de 8,8 % au Québec et de 18,7 % dans la région administrative de Montréal. Les personnes qui ont déclaré une langue unique comme langue maternelle représentent 8,1 % au Québec et 23,9 % dans la région administrative de Montréal.

Le phénomène de l'assimilation menace le groupe francophone. Retournez ces chiffres dans tous les sens, c'est la conclusion unique qui se dégage. L'alerte doit être sonnée! Au secours! Ce n'est pas une fausse alarme! L'intégration est en veilleuse. L'assimilation est en marche.

L'anglais pénètre partout. Dans les entreprises. Dans la technologie. Même chez Desjardins. Le bilinguisme institutionnel se généralise dans nos universités et même dans certains ministères. L'ambiance est ambivalente. Peut-on attendre une langue correcte, riche, d'un peuple qui vit dans un milieu presque bilingue? La culture populaire peut-elle être épanouie et développée selon

8. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 291.

son propre génie dans une ambiance multiculturelle? La conception de la vie nationale n'évolue-t-elle pas quotidiennement dans le contexte d'une entreprise étrangère où la langue nationale n'est pas celle de 40 % des travailleurs québécois?

B. L'insensibilité des entreprises

Une culture n'est pas une parade de mode. C'est une façon de penser et de vivre. Elle s'enrichit au contact d'influences étrangères. Cet approfondissement de la culture française ne peut et ne sera jamais une copie du modèle anglo-américain. Aussi, la floraison de la culture française et d'œuvres artistiques, scientifiques et littéraires a besoin de protecteurs des arts et des lettres. Elle a besoin de mécènes.

La vie culturelle d'un peuple ne peut pas dépendre d'une économie étrangère. Les milliardaires de Bay Street et de Wall Street mesureront à l'once leur contribution à la culture française. La culture d'ici n'est pas et ne sera jamais protégée par les milliardaires de Calgary et de Vancouver. Leur comptabilité tient compte des différences culturelles et linguistiques. Entre « Canadiens », ils pratiquent l'entraide. Ils financent leurs hôpitaux, mais pas celui de Montfort. Ils souscrivent à leurs universités, à leurs fondations, mais pas aux nôtres.

Les activités culturelles qui dépendent de la cigarette du Maurier, de Labatt ou des subventions de madame Sheila Copps ne produiront jamais une culture française vivante, créatrice et présente au quotidien. Heureusement, quelques sociétés québécoises anglophones, Alcan, Bell, Stewart... apportent à la culture québécoise une contribution valable qui renforce le mécénat d'Hydro-Québec, de Québecor...

Dans le laisser-aller de la libre circulation, la culture de la majorité francophone restera prolétaire, dépendante de l'étranger, vivant au jour le jour, avec l'insécurité qui en résulte. Dans un tel contexte, l'épargne québécoise favorise l'économie et la cul-

ture des autres régions de préférence au développement du Québec.

Les Québécoises et les Québécois doivent redécouvrir le sens, la richesse, la puissance de la culture dans le monde actuel. C'est la seule valeur qui puisse arrêter l'édification de la tour de Babel. Et si le peuple ne contrôle pas son épargne, quel sera l'avenir de sa culture ?

L'homme d'affaires québécois est si préoccupé par son entreprise qu'il est incapable d'animer et de supporter la culture, les musées, les sites historiques, les œuvres d'art, les centres d'archives. L'anémie économique ne favorise pas le développement du théâtre, de la musique, de la chanson, de la peinture, de la sculpture, de l'histoire de l'art, de la danse, de l'opéra, des conservatoires et des industries culturelles qui pourraient fleurir dans une quinzaine de domaines différents.

La situation francophone est trop fragile pour assurer la floraison des œuvres culturelles. La déportation de l'épargne joue contre nous auprès de nos propres entreprises. Elles ne jouissent pas d'une richesse comparable à celles des anglophones. Elles ne contrôlent pas le placement de l'épargne populaire. Elles ne maîtrisent pas une force économique suffisante pour alimenter la culture dans toute sa diversité. La culture, c'est l'âme d'une nation. C'est l'épanouissement d'une population. C'est ce qui fait un peuple. Elle traduit une façon d'être, un mode de vie.

C. La solidarité francophone

Isolés dans les Amériques, s'ils désirent survivre, les « Francophones du Québec » ont besoin de créer des alliances avec la France, le monde arabe, l'Amérique latine, l'Afrique et les communautés francophones dispersées à travers le monde. Mais notre faiblesse économique nous permet à peine d'articuler d'une manière hésitante et indécise des rapports occasionnels. L'établissement de projets d'envergure indispensables au rayonne-

ment et à la présence de la culture québécoise dans le monde demeure encore une chimère.

Les nouvelles technologies de communication sont l'apanage des sociétés multinationales. La pensée française est presque absente. La mondialisation est américaine. Antinationale. Antisociale. Anticulturelle. Les défis qu'elle pose au Québec français ne peuvent être assumés par les créateurs, par les artistes, par les écrivains. Le gouvernement du Québec hésite même à encourager les efforts de groupes qui valoriseraient l'identité québécoise dans un ciel francophone où les étoiles sont enguirlandées de dollars US.

La culture francophone sera ainsi de plus en plus cloisonnée. Le libre marché américain ou mondial n'a pas d'intérêt financier à produire et à distribuer les œuvres de nos écrivains, de nos artistes et de nos scientifiques. Les éditeurs québécois intéressés à la culture n'ont pas la capacité financière de promouvoir leurs livres et l'édition québécoise dans l'ensemble de la francophonie. La numérisation et la transmission à haute vitesse de données, d'images et de textes québécois n'est pas pour demain, à cause d'une économie québécoise chambranlante. Les autoroutes de l'information et le réseau Internet ne raccorderont pas la culture québécoise au monde francophone avant que l'empire américain n'ait reproduit de mauvaises traductions de nos meilleures œuvres.

La déportation de l'épargne québécoise affaiblit notre économie et notre capacité de diffuser notre talent et notre culture dans le monde francophone. Même si la mondialisation rend proche ce qui était lointain à l'époque de ma jeunesse, l'adynamie ou la petitesse de nos moyens financiers nous contraint à un isolement culturel préjudiciable à notre épanouissement.

Le gouvernement de M. Lucien Bouchard a écopé de la disette: nombre de délégations générales et de bureaux du Québec ont fermé leurs portes au préjudice de la culture québé-

coise. Alors que les relations internationales sont capitales pour l'avancement de l'idée souverainiste et pour le développement socioculturel du Québec, le ministère des Relations internationales est incapable de répondre aux nouvelles exigences qui découlent des transformations de la scène internationale. La diminution des budgets ne peut que réduire les échanges internationaux de créateurs et la diffusion d'œuvres et de productions québécoises de qualité. Elle affecte aussi le rendement à l'étranger d'excellentes équipes de recherche scientifique et de développement technologique.

3. Les répercussions sociales

La déportation de notre épargne et l'échec économique québécois, francophone et anglophone, aggravent dangereusement notre problème social. Nous avons perdu les moyens financiers indispensables à leur solution. Le problème national est devenu une question économique. Le casse-tête économique s'est transformé en un prolétariat social. Pour reprendre une parole de Minville, l'économie écrase le social.

A. Sur les personnes

Québec, la pauvreté fait tache d'huile. 400 000 personnes bénéficient de l'assurance-emploi. « La majorité des économistes ne s'intéressent même pas au taux de chômage⁹ ». 800 000 personnes vivent de l'aide sociale. La précarité de l'emploi enflamme le mécontentement. L'emploi à temps partiel et au salaire minimum va en augmentant. Les fermetures d'usines vont crescendo. Un prolétariat mal enraciné s'en vient à grands pas. Une armée formidable de vrais miséreux achemine le Québec vers le paupérisme.

9. Benny Tal, économiste principal à la CIBC Bank, *Le Devoir*, 5 août 1997.

Des enfants malades sont dévorés par la faim. Des itinérants ont un plomb dans l'estomac. Ils se couchent sur le trottoir, le ventre creux. Des familles s'entassent dans des taudis, sans le confort, la chaleur et l'hygiène indispensables. Une foule de personnes s'enfoncent dans la misère noire, jusqu'au cou. La misère au Québec, ce n'est pas une question de poésie. Si vous ne me croyez pas, messieurs les Ministres, nous pouvons vous organiser une visite qui vous fera mal au cœur.

Pour pallier la pauvreté, l'État Providence avait inventé une avalanche de sécurité sociale. Des allocations étaient versées aux accidentés, aux assistés sociaux, aux aveugles, aux chômeurs, aux cultivateurs, aux étudiants, aux familles, aux femmes, aux invalides, aux jeunes, aux locataires, aux propriétaires, aux mères nécessiteuses, aux vétérans, aux vieillards. Seuls les itinérants étaient oubliés. Des subventions étaient aussi accordées aux banques, aux caisses populaires, aux commissions scolaires, aux entreprises, aux municipalités, aux sociétés d'assurances.

Hélas! appliquant la loi de l'ultralibéralisme, notre gouvernement social-démocrate a été d'une inconscience indigne à l'égard des personnes les plus démunies. Il a pratiqué des coupures bêtes et méchantes, sans se soucier de la toxicomanie, de la criminalité et de la violence qui en résultent. Il a réduit les budgets de la santé, de la sécurité sociale et de l'éducation, sans se préoccuper du décrochage et de la qualité de la vie des malades. Il a imposé des taxes régressives. Il a pelleté ses déficits aux commissions scolaires et aux municipalités. Il a découvert les casinos, sans apercevoir la laideur des taudis. Il a enfanté la TPS.

Déjà, en 1991, six ans avant les malheureuses décisions du gouvernement Bouchard, Richard Langlois parlait de ces diverses façons de s'appauvrir dans un pays riche¹⁰. Pour lui, « la réforme de l'assurance-chômage était la guerre aux chômeuses et chômeurs ». « L'aide sociale à l'ère des « super boubou-macou-

10. Richard Langlois, *S'appauvrir dans un pays riche*, CEQ, 1991.

tes» l'indignait. « La récente réforme de l'aide sociale, écrivait-il alors, illustre bien le harcèlement dont sont victimes les assistés sociaux sous le couvert de l'intérêt public ». « Sur l'autel de la lutte au déficit, ajoutait-il, beaucoup de sacrifiés ».

Depuis, au lieu de bâtir le Québec, l'épargne québécoise verse des salaires élevés et de copieux honoraires à des milliers de gestionnaires domiciliés à Toronto, Calgary, Vancouver, New York, Londres, Paris, Tokyo et Hong Kong. Dans ces sièges sociaux, ce ne sont pas des Québécoises et Québécois qui travaillent. Il y en a peut-être une dizaine, au total. L'épargne québécoise verse des salaires à des milliers d'actuares, administrateurs, avocats, comptables, conseillers, gestionnaires, ingénieurs, médecins de Bay Street, d'Hartings Street, d'Osborne Street et de Barrad Street.

Dans les usines étrangères que l'épargne québécoise finance en d'autres provinces et pays, des centaines de milliers de personnes allemandes, américaines, anglaises, coréennes, japonaises, ontariennes... travaillent. Au même moment, ici, au Québec, le nombre des personnes sous l'aide sociale augmentait de 4 000 par mois. Avec le tiers des 200 milliards \$ déportés, on pourrait créer beaucoup plus que les 100 000 emplois de Robert Bourassa. Sommes-nous si riches pour faire administrer par d'autres le fruit de notre travail? Sommes-nous si riches pour négliger l'apport de ces 200 milliards \$ déportés en d'autres provinces et pays? Sommes-nous si bêtes pour agir ainsi?

On est en train d'institutionnaliser la pauvreté. Alors que les profits des entreprises ne cessent de grimper, un nombre record de Canadiens font faillite. La société des loisirs fait place à la société des pauvres. La pauvreté qui affecte le tiers des Québécoises et des Québécois ne se réglera jamais si on ne lui accorde pas la priorité dans un projet de société global. Aussi longtemps qu'on ne recherchera pas et qu'on n'appliquera pas les moyens et les politiques pour obliger l'économie à tenir compte des valeurs humaines, aussi longtemps le nombre des pauvres grandira.

À rechercher d'abord le profit personnel, on dessert rapidement le rendement social. La productivité des libéralistes s'oppose au développement de la société québécoise. La déréglementation conduit les entreprises financières dans toutes les directions. Il en résulte une économie qui marche de travers et qui ne possède aucune vision de l'avenir québécois.

Dans la conjoncture actuelle, il est de plus en plus difficile d'établir des consensus au sommet du Premier ministre et de ses banquiers. Près du tiers de la population ne contribue plus ou n'est plus capable de participer à la vie de la Cité. Ils sont indigents. Miséreux. Marginalisés.

Le deuxième tiers ne veut rien savoir. Le chalet et la deuxième voiture leur suffisent. Le syndicat peut les protéger leur vie durant.

Le troisième tiers est multiple. Au premier plan, autour du Prince, c'est le groupe des adulateurs, des adorateurs, des flatteurs, des flagorneurs et des courtisans. C'est le groupe le plus influent. Il encense. Il louange. Il admire. Il est complaisant. C'est un petit groupe. Un groupe fermé. Hermétiquement. Mais c'est le groupe que le Prince écoute. C'est le groupe qui coupe, qui gouverne, qui distribue la grâce.

La Légion des militants qui ont bâti le Parti québécois est écartée du pouvoir. Leur mission, c'est de le financer et de le maintenir au pouvoir. Mais ces troupes sont épuisées. Elles perdent confiance. Et elles ont perdu la confiance. Pour le Prince, les légionnaires sont trop radicaux, trop pressés, trop sincères, pas assez pragmatiques. Il vaut mieux perdre un référendum et une élection que de les gagner avec eux. Mais ces militants de la première heure, c'est le groupe de l'avenir et de l'espérance. C'est le ralliement à organiser. C'est la libération en devenir. C'est la route du chemin du Roy. C'est la lutte qui continue, qui recommence et qui emportera bientôt vers le courant les parvenus qui

ont abandonné la bataille, justement parce qu'ils sont devenus des parvenus.

Mais ce climat de morosité est fatal. Il décourage. Il détourne l'esprit de l'essentiel. De nombreuses lettres témoignent de la lassitude. Un abonné nous écrivait en mars dernier : « On continue à chialer pour une culture, une langue plutôt que de se battre pour des jobs, pour une économie florissante et pour l'éducation ». Un tel aveu extériorise les sentiments d'un grand nombre de personnes qui ont perdu confiance. Ils ont perdu la confiance.

B. Sur les régions

Les épargnes québécoises, si elles sont placées hors Québec sans aucun contrôle de notre part, appauvrissent la collectivité québécoise. Elles peuvent enrichir quelques millionnaires de chez nous. Mais elles multiplient les disparités entre les régions et les classes sociales.

Limitons pour un instant notre commentaire au domaine de l'assurance et aux conséquences de la déportation sur l'organisation sociale. Les Québécoises et Québécois souscrivent une moyenne annuelle de 1 500 \$ de primes en assurances vie et générales.

Admettons qu'un Gaspésien ou un Madelinot ne verse que 1 000 \$ de primes par année, étant donné la pauvreté relative du milieu. Dans les dix dernières années, la population de ce territoire a payé aux sociétés d'assurances près de 1,5 milliard \$ en primes. L'actif accumulé excède les 500 millions \$.

Combien d'argent a été investi par les assureurs dans les entreprises et les institutions de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en actions et en obligations? Oublions les prestations de décès, de maladie et de dommages versées. Elles ne font pas partie des 500 millions d'actif accumulé.

Toutes les analyses réalisées démontrent que l'épargne ne retourne pas dans le milieu d'origine. S'il y a 5 de ces 500 mil-

lions\$ qui ont été investis par les sociétés d'assurances dans le pays d'Esdras Minville et de Jean-Louis Lévesque, nous serions très surpris. Les analyses faites dans les portefeuilles de 250 sociétés de fonds mutuels, de caisses de retraite et de sociétés d'assurances n'ont découvert que 810 000\$ placés au royaume de la Gaspésie et des Îles. Faut-il alors se surprendre du dépeuplement de la région, de l'appauvrissement de la population et de l'augmentation de l'aide sociale et du chômage?

L'autofinancement d'une région est la clé de son relèvement. Si toutes les épargnes gaspésiennes placées depuis 100 ans en Ontario étaient subitement investies dans la péninsule, il en résulterait un centre touristique unique en Amérique et le port de Gaspé rivaliserait avec celui d'Halifax. Comment peut-on oublier et même nier que les disparités régionales prennent leur racine dans l'exportation de l'épargne locale vers les grands centres?

Ainsi, le paupérisme s'installe dans toutes les régions québécoises. Il n'y a pas un seul comté québécois qui récupère le quart de l'épargne locale au profit du développement local.

C. Les répercussions sur les institutions

Les conséquences de la déportation de l'épargne loin des MRC, des municipalités, des commissions scolaires et des hôpitaux sont tragiques, dramatiques, alarmantes. Les fusions actuelles de municipalités, de commissions scolaires et d'hôpitaux en sont le résultat. L'échec ne fait que débiter.

Depuis toujours, la politique québécoise ne s'est pas préoccupée du dépeuplement des régions, du déséquilibre de la population à travers le territoire. Elle n'a pas supprimé la cause des déplacements. Elle n'a pas arrêté l'émigration d'abord des ruraux et ensuite des citadins vers l'Ontario, les États-Unis et l'Ouest canadien. Si une politique de la population avait été établie au début du siècle, le Québec d'aujourd'hui compterait 12 millions

de francophones. Mais on n'a jamais compris que le dépeuplement des régions suivait la déportation de l'épargne.

Nous sommes tellement insouciants de cette réalité et Statistique Canada est tellement convaincue de notre proverbiale insouciance qu'il prévoit que la population du Québec ne sera que de 7,3 millions en 1979, alors que l'Ontario recensera 18 millions d'habitants. La Colombie-Britannique nous aura rejoints: 7,3 millions d'âmes dont quelques francophones qui auront conservé leur langue maternelle. Peut-être que oui... peut-être que non...

Si vous n'êtes pas aveugles, vous observez le mouvement des jeunes qui quittent le Québec. Des bureaux de placements trouvent des emplois en d'autres pays à nos médecins, à nos ingénieurs, à nos femmes et à nos hommes de professions. Vous ne me croyez pas. Visitez notre secrétariat. Le bureau voisin place des médecins aux États-Unis.

Ce qui est grave et angoissant, ce n'est pas nécessairement Jacqueline qui perd son emploi, c'est la nature du cancer qui paralyse le régime politique. Le régime est incapable de prendre charge du quotidien. Incapable de préserver l'avenir. D'une année à l'autre, le Québec est impuissant à arrêter l'hémiplégie du capital humain, la plus grande ressource qui nous reste. L'oisiveté du tiers de la population active cause un plus grand préjudice qu'un déficit budgétaire du gouvernement.

Ce malheur subsiste par la tolérance et l'impuissance des gouvernements Lesage, Johnson, Bertrand, Bourassa, Lévesque, Parizeau et Bouchard. Si vous écoutez la clameur des clochards, ce qui les choque, ce n'est pas leur pauvreté. Joseph Landry, un itinérant, me disait l'autre jour:

Une poignée de milliardaires de Toronto empoche l'argent des Québécois. Ils sont trop loin pour nous aider. C'est pour ça qu'on est dans la merde. On peut même pas leur parler.

Le ministre des Finances veut-il rencontrer Joseph? C'est un jeune homme de 27 ans. Il déambule sur le trottoir en face de la Caisse populaire Saint-Jacques de Montréal. Il a un DEC et un certificat en histoire. Il a compris que la déportation massive de l'épargne a des conséquences tragiques sur l'évolution de nos institutions sociales. Les jeunes quittent la région. Les vieillards retournent dans les villages. Via Rail fait d'importantes coupures. La Société des postes ferme son bureau. Radio-Canada ferme sa station radiophonique. L'école et le dépanneur, nouveau maître des postes, déménagent dans le deuxième village. L'église est abandonnée. Le médecin transporte son bureau à l'Hôpital. Le huissier ferme le magasin général. M. Trudel fait disparaître la municipalité. C'est un processus de déstructuration.

Voilà l'effet de l'exode des capitaux. Le régime de la libre circulation n'aime pas les petites choses. Ni le paysage de la campagne. La concentration des richesses est l'objectif. Mais ce n'est pas ici qu'il faut concentrer. Pour protéger la sécurité de la vieillesse des Québécoises et des Québécois, il faut faire confiance aux gestionnaires de Toronto. Eux, ils connaissent ça. Desjardins nous le dit. La puissance et le savoir-faire sont à Trimark, Strategic Value et à ManuLife. Mais ne croyez pas Desjardins.

À Toronto règne ou trône une énorme puissance, un dragon à sept têtes. Ce pouvoir discrétionnaire des fonds mutuels n'a investi qu'un petit million\$ sur 250 milliards\$ d'actifs dans les municipalités du Québec, zéro sou dans les universités québécoises, zéro sou dans les cegeps québécois et zéro sou dans les commissions scolaires du Québec. Vous comprenez maintenant que les 109 sociétés du Canada anglais qui gèrent 40 milliards\$ et plus de fonds mutuels québécois sont un désastre pour le présent et l'avenir des institutions sociales québécoises. Leur sentiment de justice est une aberration, une chimère, une duperie, une illusion, un mirage, un mythe, un trompe-l'œil.

4. Les répercussions politiques

La déportation de l'épargne québécoise a des conséquences très lourdes sur la vie politique québécoise. Avant de respirer, le gouvernement du Québec est dominé par un gouvernement fédéral dirigé par une majorité anglophone qui représente 80 % du pouvoir politique canadien. Les Québécois francophones et les Acadiens occupent à peine 20 % des sièges à la Chambre des Communes. C'est au départ l'existence perpétuelle d'une nation minoritaire qui vit des miettes et des parcelles obtenues après des discussions interminables, qui sont respectées en autant que les compromis acceptés répondent aux nouveaux intérêts de partenaires anglophones jamais satisfaits.

A. Les maîtres

Mais les maîtres du jeu sont les gestionnaires des cinq grandes banques. Naïf l'homme politique qui croit à leur grandeur d'âme. Ces banquiers nous attendent de pied ferme. Ils contrôlent l'économie canadienne. Par leurs actifs, par leurs sociétés filiales et par l'imbrication de leurs administrateurs dans les grandes sociétés, ils contrôlent plus de 3 000 milliards\$. Ils exercent une influence prédominante sur les émissions d'obligations gouvernementales. Ils les négocient. Ils imposent leurs conditions.

La marge de manœuvre des gestionnaires torontois est considérable. Dans les batailles référendaires, nous avons entendu parler de l'exportation des capitaux. Le coup de la Brink's et les menaces de la Royal Bank peuvent s'avérer dangereuses. Mettez-vous dans la peau du président de la Bank of Montreal, M. Matthew Barrett. Le peuple du Québec vient de voter l'indépendance et M. Barrett doit investir 10 milliards\$ dans les 24 heures. L'homme est inquiet de l'avenir du Québec. Achètera-t-il des obligations du Québec, d'Hydro-Québec, de la CUM? Ne craignez-vous pas qu'il achète au contraire des obligations du Canada et de toutes les autres provinces? Il peut même décider de vendre les investissements que sa Bank possède au Québec.

Mais, dans la réalité, cette peur est illusoire. Les financiers de Toronto n'investissent pas au Québec. La sortie des capitaux du Québec est alors une chimère, un fantasme. Nous avons peur de perdre des capitaux qui ne sont pas investis au Québec.

B. La dette publique

Les investisseurs étrangers détiennent 49 % de la dette du secteur public québécois. Il en découle un état de dépendance qui bloque même l'indépendance politique du Québec. Le gouvernement du Québec, ses sociétés d'État, son réseau de l'Éducation et de la Santé, ses municipalités et autres organismes locaux doivent plus de 120 milliards \$ (Le chiffre exact ne nous a jamais été communiqué, malgré plusieurs demandes).

La dette du secteur public québécois est financée à 49 % par l'étranger. C'est une entrave à la liberté politique. La mainmise étrangère sur la dette publique québécoise est de loin plus importante qu'en Ontario. Le gouvernement du Québec est celui qui finance la plus forte proportion de sa dette à l'étranger: 49 % contre 33 % pour le fédéral et les provinces du Canada anglais.

L'endettement public québécois est une chaîne qu'il faut briser. Le tableau 88 présente les emprunts du gouvernement du Québec convertis en dollars canadiens en 1996.

Tableau 88
Emprunts du gouvernement du Québec,
en millions \$, 1996¹¹

Monnaie du Canada	34 922
États-Unis	10 038
Japon	4 434
Suisse	2 442
Allemagne	1 610
France	541
Grande-Bretagne	104
Total	54 091

D'ici l'an 2001, il faudra renégocier pour 27 254 millions \$ d'emprunts venant à échéance. Ce sont les seuls renseignements que nous avons pu obtenir. Notre Trésor ne nous permet pas de recourir à l'accès à l'information. Les données reproduites sont déjà préoccupantes. Les bailleurs de fonds doivent être québécois. Monsieur Landry l'a d'ailleurs appris à son récent voyage en Asie. Le Japon n'accepte pas l'idée d'un Québec indépendant.

La chaîne de la dépendance étrangère doit être brisée. La seule façon, c'est de demander aux Québécoises et aux Québécois de financer leur dette publique qui représente près de 44 % du PIB. Présentement, le gouvernement et les institutions publiques québécoises versent plus de 8 milliards \$ d'intérêts à des investisseurs établis hors Québec. Ils paient une prime assez élevée qui disparaîtrait dans un contexte normal de financement.

11. Rapport financier 1995-1996, Gouvernement du Québec, notes complémentaires, 46.

C. *La stabilité politique*

La farce de ne pas investir au Québec sous le prétexte de l'instabilité politique est malhonnête, mensongère.

La stabilité politique du Québec serait d'ailleurs plus forte, robuste, vigoureuse si les 200 milliards\$ d'épargne déportés en d'autres provinces et pays étaient placés par des sociétés québécoises dans le gouvernement et les entreprises du Québec. Elles sont irresponsables et innocentes ces institutions financières qui drainent hors territoire les épargnes populaires.

« La souveraineté octroie des marges de manœuvre beaucoup plus grandes que celles d'une simple province. Il faut mettre cela en relief¹². » La stabilité politique du Québec serait plus résistante et en bonne santé si les entreprises québécoises étaient québécoises. C'est-à-dire solidaires et responsables. Elles sont irresponsables et innocentes celles qui se contentent d'un lopin, d'un morceau du gâteau, d'une petite partie de la richesse. Elles sont irresponsables de ne pas se lancer à la conquête du marché québécois et à la pénétration des marchés étrangers autres que les États-Unis. La pâmoison devant une demi-réussite et la timidité à entreprendre limitent la force des entreprises d'ici. Leur absence de consultation et de concertation, la crainte d'être espionnée par le voisin et la vacillante intercoopération limitent le potentiel des réussites.

L'instabilité politique au Québec est moins inquiétante que celle de certains pays dans lesquels les gestionnaires de l'argent des autres investissent couramment les épargnes québécoises. Elle est moins instable que la situation sociale et politique de l'Irlande du Nord où le PDG le mieux payé, Laurent Beaudoin, 19 100 317 \$ en 1996, a une usine du groupe Bombardier. Elle est plus sécuritaire que l'insolvabilité d'entreprises émergentes situées en terre étrangère et dans laquelle nous investissons des

12. Claude Bariteau, *La Presse*, 28 août 97, b.3

milliards\$ de l'économie québécoise. Elle est plus stable que celle de ces pays où les gestionnaires de l'argent des autres investissent et où les tensions sociales, le terrorisme et les attentats à la bombe sont perpétrés à tous les jours. Les gestionnaires canadiens y investissent massivement avec l'espoir qu'après la tempête, le beau temps reviendra.

Mais ils n'investissent pas au Québec. Ils ont peur de l'instabilité politique. Ils investissent en Ontario le quart de leurs placements. Ils n'ignorent pas que Toronto est le coin du pays où l'indépendance du Québec provoquera les secousses sismiques les plus bouleversantes. Ils investissent à Toronto dans l'espérance de contrer l'indépendance du Québec. Ils veulent protéger Bay Street et les chutes Niagara. L'impact de l'indépendance affectera l'Ontario plus durement qu'elle ne frappera le Québec. S'il y a des répercussions économiques négatives à la suite de l'indépendance, les mêmes effets se répercuteront en Ontario et, à un degré moindre, au Québec.

Continuons à espérer dans la désespérance. Ayons un peu d'imagination et de créativité dans une ère de morosité. Demandons aux épargnants québécois d'avoir confiance dans le Québec. Demandons aux gestionnaires québécois de l'argent des autres de penser à leurs épargnants, à leurs frères et sœurs, à leurs enfants et à leurs petits-enfants.

Imaginez la différence dans le développement québécois si les 200 milliards\$ et plus déportés étaient investis dans une proportion de 60 % au progrès du Québec. Pour illustrer l'impact d'une politique québécoise de l'usage de l'épargne et illustrer le rôle financier de ces capitaux, nous présentons le portefeuille d'une société d'assurance.

Promenez-vous à travers le pays du Québec et partout vous trouverez des primes d'assurance de *Entraide Assurance vie* qui travaillent pour les Québécoises et Québécois. Vous ne trouverez pas d'argent dispersé en Ontario, Alberta, États-Unis, Europe et

Asie. Vous trouverez des obligations de *L'Entraide* placées dans les obligations du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec, des municipalités, des universités, des cégeps, des commissions scolaires, des centres hospitaliers, des communautés urbaines. Et ces placements sont lucratifs. Leur valeur marchande présente une croissance de 25 %, avec un rendement moyen qui a varié de 10,18 à 12,2 % au cours des dernières années.

Certes, on ne peut pas demander aux entreprises financières d'abandonner les indices Scotia pour suivre le modèle de *L'Entraide*. Mais on peut leur demander d'abandonner les indices Scotia McLeod pour adopter des normes qui reconnaissent le Québec en croissance.

Plusieurs lecteurs nous ont exprimé leurs opinions sur le sujet:

« L'indépendance politique du Québec ne sera pas préjudiciable si nous utilisons notre épargne pour le développement de notre pays ». (Richard Lavoie, Montréal, 16 avril 1997)

« En tant que Québécois, nous devons arrêter de ne penser qu'au profit monétaire (puisque'il est bien sûr qu'ailleurs le rendement des investissements peut être meilleur) et de se concentrer sur les profits à long terme qui profiteraient à notre société. » (Karine Tessier, Collège De Maisonneuve, 9 mai 1997)

« En votant pour le oui, beaucoup de gens avaient peur de ce qui arriverait de notre économie et se demandaient si le Québec avait vraiment les moyens de se séparer du reste du Canada. Je crois que vous avez répondu très explicitement à cette question. Si les Québécois embarquent dans votre projet, nul doute que nous avons les moyens financiers de quitter notre "ami" le Canada. » (Joanie Guillemet, 17 mai 1997).

« Il faut investir dans nos entreprises et s'impliquer en tant que collectivité, mais aussi en tant qu'individu. Il faut être assez

aventureux (je n'ai pas dit téméraire) pour se lancer dans la grande aventure que vous nous proposez. Les risques semblent probablement grands pour les gens de la classe moyenne qui travaillent à la sueur de leur front pour pouvoir se payer une retraite bien dorée, mais le risque de voir notre société dirigée par des mains étrangères à nos intérêts est beaucoup plus élevé.» (Une étudiante du Collège de Maisonneuve, 8 mai 1997).

Terminons sur l'incertitude politique par le témoignage lucide du financier Guy Joron :

« L'avenir comportera toujours une part d'incertitude avec laquelle il faut composer. Car même s'il n'y avait pas de gouvernement souverainiste au pouvoir aujourd'hui à Québec, ni de référendum prochain à l'horizon, qui pourrait affirmer que la question est définitivement réglée? Elle ne le sera pas tant qu'existera sur ce territoire une nation distincte qui cherche sa place au soleil et un accommodement nouveau avec ses voisins.

« Elle se réglerait cependant si la société québécoise, s'étant assimilée, perdait sa spécificité ou, ce qui semble plus probable, optait pour la souveraineté, puisque le Canada anglais ne montre aucun intérêt, ni hier et encore moins aujourd'hui, à changer la structure fédérale qui, somme toute, le sert assez bien.

« Enfin, si un troisième référendum ne tranchait pas encore la question, qui pourrait affirmer qu'un quatrième ne viendrait pas un jour? Aussi longtemps que la nation continuera d'exister, personne ne pourra préjuger du choix des générations à venir. Penser qu'un NON puisse être définitif est aussi naïf que croire qu'un candidat défait à une élection perd le droit de se présenter plus tard. En démocratie, le peuple est souverain et il conserve toujours le loisir de changer d'opinion ».

Cette vérité utile exprimée par M. Joron doit se rendre à Stéphane Dion que je ne critiquais pas par respect pour son père,

le regretté Léon, dont la contribution à la société québécoise est et demeurera inestimable et importante. Mais l'insolence et l'arrogance des Chrétien et Dion fils ne détruiront jamais le désir de vivre ensemble que partagent la majorité des francophones du Québec. Nous avons vécu ensemble depuis Jacques Cartier; nous partageons encore le désir de partager la vie commune.

La libre circulation en 1996

Les **cinq grandes banques** torontoises totalisent 1 008 milliards \$
des actifs bancaires soit 93,4 %.

Les cinq grandes banques torontoises totalisent
65 % des actifs de toutes les institutions
de dépôt au Canada.

Sur les 236,7 milliards \$ d'actifs des sociétés canadiennes de fonds mutuels, les **sociétés
ontariennes** possèdent 187,6 milliards \$ d'actifs, soit 79,2 %.

Les **109 sociétés** de fonds mutuels hors Québec qui possèdent un actif de 222 milliards \$
ont placé 211 millions \$ dans le secteur public québécois, alors que les **23 sociétés**
québécoises avec un actif de 10 milliards \$ ont placé 1,1 milliard
dans le secteur public hors Québec.

*C'est beaucoup plus que le Labrador
que nous sommes en train de perdre.
La libre circulation est à sens unique.
Elle ne descend jamais jusqu'à Gaspé.*

VII.

Les objecteurs de conscience

1.	L'ultralibéralisme	284
	A. La libre circulation	288
	B. L'abolition des frontières	289
	C. « Il faut écraser »	294
	D. La liberté	296
2.	Le capital étranger	299
	A. Le mythe	300
	B. La raison	302

« Cesse donc de te plaindre,
ou bien, pour te punir,
Je t'ôterai ton plumage.

La Fontaine

VII. Les objecteurs de conscience

Joseph Giguère mérite l'introduction de ce chapitre. Sa réflexion doit être relue et méditée :

« La logique du "tout au marché", dans laquelle nous nous enfermons progressivement, est en train de transformer notre planète en une vaste prison. Bientôt, des vertus humanistes comme la compréhension, la bienveillance, la sollicitude, la compassion, risquent d'être complètement disparues de l'espace public. Lorsque quelqu'un est en prison, son appartenance à un territoire, sa communauté, sa citoyenneté, tout cela n'a plus d'importance... Au train où vont les choses, le monde ne sera plus, à terme, qu'une immense place mercantile où il n'y aura plus d'autre citoyenneté que celle de producteur et de consommateur, ni d'autres lois que celles du marché. Et tant pis pour les perdants!...

Le marché, ses lois, la monnaie, la fiscalité, les rapports de production et de consommation, tout cela... nous suggère qu'il y a de la place pour bien d'autres constructions et bien d'autres scénarios¹ ».

1. L'ultralibéralisme

L'auteur Guy Paiement nous permet de le citer au début de notre exposé :

1. Joseph Giguère, directeur général, *Centre Saint-Pierre*, dans Guy Paiement, *L'économie et son arrière-pays*, Fides, 1997, 7-8.

« Le capital accumulé continue de circuler dans le monde entier à une vitesse incroyable. Il n'a ni feu ni lieu. Il n'a pas comme objectif de produire de nouveaux produits mais de grossir les profits et de satisfaire les millions d'actionnaires qui en redemandent. Ainsi a-t-on vu, dernièrement, aux États-Unis, les actions de ATT monter en flèche quand le directeur de l'entreprise a annoncé la "bonne nouvelle" du licenciement de milliers d'employés² »

Ainsi inspirée, la démonstration sera plus vive, plus agressive. La déportation de l'épargne québécoise n'est pas un accident. Elle découle d'une maladie chronique dénommée la « mondialisation ». L'époque industrielle est révolue. L'ère de la finance globale est établie. Le capitalisme a la voie libre: la concurrence communiste est disparue. Le néo-libéralisme est devenu un régime totalitaire. Les droits du citoyen sont soumis aux diktats de la productivité et de la rentabilité. Les marchés financiers déterminent les lois économiques qui limitent les choix politiques. Ils tentent d'abolir les frontières et, de ce fait, le marché national. Ils exercent le vrai pouvoir. Ils ont dilué et rétréci le pouvoir politique. Ils le dominent.

Les banquiers sont les maîtres du jeu. Ils sont les maîtres du Québec, du Canada et du monde. Ils fixent les règles, grâce à la complaisance d'organismes internationaux: Banque mondiale, Fonds monétaire international et OCDE. Ils ordonnent, avec raison, la réduction des déficits budgétaires et la diminution de l'endettement public. Ils imposent d'autres contraintes au pouvoir politique. Sous le vocable de la mondialisation, ils préconisent la libre circulation des capitaux et des produits, les privatisations massives, la déréglementation.

En ces tendances, le Québec n'a pas innové. Il a suivi le mouvement décrété. Mais il ne peut pas transférer ainsi à l'entreprise privée les décisions capitales qu'il doit prendre lui-même. C'est

2. Guy Paiement, *L'économie et son arrière-pays*, *Fides*, 1997. 93.

l'État du Québec, et non pas les multinationales d'aujourd'hui ou de demain, qui doit décider en matière de culture, d'éducation, de santé, d'emploi, de développement, d'investissement, d'environnement. Les banquiers et les marchés financiers ne sont pas responsables devant le peuple; ils le sont à peine devant leurs actionnaires. Les hommes politiques du Québec ne peuvent admettre leur impuissance devant l'hégémonie ou l'omnipotence des marchés financiers.

Si le Québec vendait ses sociétés d'État au secteur privé, il en résulterait qu'une multinationale en ferait l'acquisition demain ou après-demain. Si le gouvernement du Québec favorise la déréglementation à outrance, il facilite la suprématie des très grandes entreprises qui s'efforcent de tout absorber sur leur passage. Si le gouvernement du Québec tolère le laisser-faire et se satisfait de la libre circulation des capitaux, il accepte la déportation de l'épargne québécoise et la domination étrangère sur la politique du Québec.

Une telle orientation affaiblit le pouvoir du gouvernement du Québec. Elle compromet même la démocratie. Elle aggrave la crise sociale. Le nombre des pauvres grandit. Car les multinationales se soucient peu des iniquités économiques; elles visent le profit. La déportation de l'épargne québécoise n'est donc pas un accident. Elle résulte d'un régime totalitaire d'inspiration néolibérale où le profit est la loi et la règle.

Sur la planète Terre, les richesses sont abondantes, mais pour une infinitésimale minorité de personnes. Mille manieurs d'argent possèdent le pouvoir de décision économique. Ils siègent dans les conseils des plus importantes entreprises. Ils déterminent le niveau et le genre de vie de l'humanité. Gestionnaires de l'économie des autres, ils influencent le pouvoir politique. L'État devient le docile instrument de leurs ambitions. Les ministres deviennent leurs confesseurs.

Le Québec n'échappe pas à ce modèle. La richesse grandit à côté de la misère. Les banquiers et leurs amis gèrent l'économie québécoise. En accumulant des profits exorbitants, ils réduisent une multitude d'hommes et de femmes à une angoissante misère. La surabondance des bénéfiques s'accompagne de l'appauvrissement de la collectivité. Les enfants d'Hochelaga et de Pointe-Saint-Charles ne mangent pas à leur faim. Des familles n'ont aucune réserve pour parer aux coups durs. La clochardisation ravage plusieurs villes. La marginalisation est un système qui se développe. L'argent n'est pas un instrument au service de la société.

Cette toile de fond reflète l'observation de *L'Action nationale*. La richesse ressemble à une pyramide à l'envers. La base est étroite. Elle est caractérisée par la pauvreté des travailleurs. Le sommet est volumineux, majestueux. Il abrite le capital.

Le capital a pour objet le bénéfice, le profit. Il devrait de préférence viser l'utilité générale. La moralité devra contraindre et modifier les pratiques économiques. Au rythme actuel, le Québec, le Canada et le monde s'engagent dans une banqueroute mondiale. Le capitalisme est en faillite. Les capitalistes tentent de refiler l'échec sur l'endettement public dont ils sont les premiers responsables. La mondialisation est la panacée dont ils espèrent leur survie. Ce qu'il faut supprimer ce n'est pas le capitaliste. Ce qu'il faut supprimer, ce sont les abus et les crimes du capitalisme. En cette matière, c'est la politique qui a fait défaut. Pas la finance.

Certes les gens d'affaires ont perdu l'auréole de l'invincibilité. Les faillites à la chaîne et les fermetures sauvages d'usines témoignent de leurs déficiences qu'ils veulent combler par des privatisations miraculeuses et avantageuses. La recherche insatiable du profit aboutit inexorablement aux mises à pied massives et à l'accroissement du contingent des chômeurs et des assistés sociaux. 1 200 000 au Québec. Nous sommes en voie de fabriquer des prolétaires. Nos premiers prolétaires s'en viennent. La cul-

ture de la pauvreté s'enracine. Aucun pays n'est tout à fait à l'abri des émeutes qui se trament dans l'ombre.

De ce glissement social, la politique est responsable. Elle a été incapable de dompter les instincts cupides de lions affamés et voraces. Elle n'est pas intervenue pour limiter les appétits insatiables. Elle n'a pas assumé la garde du patrimoine. Elle n'a pas protégé le bien commun. Elle a laissé des banquiers et des financiers desservir la culture et les masses populaires. Elle a permis que des entreprises financières mobilisent l'épargne québécoise et l'investissent massivement en d'autres provinces et pays.

*La terre circule autour du soleil;
l'épargne québécoise se promène autour du globe.*

A. La libre circulation

« La guerre de la mondialisation est gagnée. La guerre est gagnée mais, contrairement aux guerres habituelles, les batailles n'ont pas encore été faites... D'ici peu, les gens d'affaires seront affranchis des réglementations, barrières commerciales et autres irritants gouvernementaux... Si on veut répandre les technologies du XXI^e siècle, il nous faut des règles du XXI^e siècle... (Il faut) éduquer les populations sur ce à quoi rime ce nouveau monde... Avant, le gros en affaires écrasait le petit. Ce n'est plus vrai. Maintenant, c'est le rapide qui écrase le lent et ça signifie que le gouvernement doit s'ôter du chemin du secteur privé si nous voulons grossir... »³.

Cette déclaration est hystérique, provocante. Elle démontre que l'hyperlibéralisme a envahi la planète. L'armée néolibérale occupe l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Asie. Elle promet le bonheur sur terre et la béatitude éternelle. Ne nous leurrons pas! Que sont devenues les fameuses promesses de la libre circula-

3. Mickey Kantor, ex-secrétaire d'État au *Commerce américain* et négociateur en chef de l'Accord du libre-échange nord-américain, *La Presse*, 14 mai 1997.

tion? À l'échelle de la planète, le mariage du capitalisme et de la technologie est devenu une menace pour la civilisation et l'humanité. Il exploite honteusement les pays sous-développés. Il sème dans tout l'Occident le paupérisme et la misère. Plus de 43 millions de personnes sont en chômage dans les pays de l'OCDE.

Au Québec, le monde est apparu sur le mont Royal. Depuis, il entre plus de capitaux au Québec qu'il n'en sort répète l'écho de Wall Street. Ces bonnes gens ont menti. Ils mentent effrontément. Ils mentent sciemment. En plus, ils oublient malicieusement de dire que les Québécois n'ont pas de contrôle sur la majorité des capitaux qui sortent et sur la plupart des capitaux qui entrent.

C'est magnifique la libre circulation! Dans tous les secteurs financiers, les sociétés étrangères viennent cueillir le fruit de notre travail, sans être contraintes par la législation québécoise. Elles perçoivent ici des milliards\$ de dépôts, de primes et de cotisations qu'elles exportent massivement dans la province ou le pays du siège social. Quelles sont leur assiduité et leur fidélité à payer de l'impôt au trésor québécois sur les profits encaissés à partir des affaires québécoises? Avec une petite inscription auprès de l'Inspecteur général des institutions financières, les sociétés étrangères peuvent opérer en toute liberté.

En 1996, les banques torontoises, Bank of Montreal, CIBC, Royal Bank, Scotia et Toronto Dominion Bank ont recueilli au Québec 71 milliards\$ de dépôts; les banques québécoises, la Banque Nationale du Canada et la Banque Laurentienne du Canada ont peut-être recueilli un milliard\$ de dépôts en Ontario, et principalement dans les centres francophones. C'est ça la libre circulation!

En 1996, les 109 sociétés de fonds mutuels hors Québec ont placé 819 millions\$ dans les obligations du gouvernement du Québec et 40,5 milliards\$ dans les obligations du gouvernement fédéral. C'est ça la libre circulation!

Les 109 sociétés de fonds mutuels hors Québec ont placé 211 millions\$ dans le secteur public québécois, alors que les 23 sociétés québécoises ont placé 1,1 milliard\$ dans le secteur public hors Québec. C'est ça la libre circulation!

Les 23 fonds mutuels québécois ont placé 949 millions\$ dans les obligations du gouvernement du Québec et 2 033 millions dans les obligations du gouvernement fédéral. C'est ça la libre circulation!

Les caisses de retraite québécoises investissent les trois quarts de leurs actifs en dehors du Québec et les caisses ontariennes ne placent probablement pas 5 % de leurs actifs au Québec, si elles observent la tendance des placements des fonds mutuels de Toronto. C'est ça la libre circulation!

Dans le domaine des fiducies, les 5 banques torontoises contrôlaient 80 % des actifs administrés par les institutions financières réglementées. Les sociétés ontariennes (Bank of Nova Scotia Trust, Canada Trust, CIBC Trust, FirstLine Trust, Household Trust, Montreal Trust, Mutual Trust, National Trust, Norther Trust, R-M Trust, Scotia Trust, Slate Street Trust, Sun Life Trust, Toronto Dominion Trust et Trust Company of Bank of Toronto, s'emparent du gros lot des affaires québécoises et les sociétés québécoises ramassent quelques miettes en Ontario (Le refus d'information de l'*Inspecteur général des institutions financières Québec* ne nous permet pas d'indiquer la proportion (85 % contre 15 % ou 90 contre 10?). C'est ça la libre circulation!

Dans les « sociétés d'épargne », vocable tronqué de l'IGIFQ, les entreprises québécoises représentent 243 millions\$ sur des actifs de 144 milliards\$. C'est ça la libre circulation!

La Bourse de Montréal transige à peine 13 % des valeurs boursières. C'est ça la libre circulation!

Les firmes de valeurs mobilières de Toronto ont envahi 81 % du marché québécois; les firmes québécoises se partagent 2 % du marché ontarien. C'est ça la libre circulation!

Les courtiers indépendants du Québec représentent à peine 1 % des 57,8 milliards\$ de l'actif des courtiers canadiens contrôlés à 64,7 % par les banques canadiennes. C'est ça la libre circulation!

En 1995, 76 sociétés ontariennes ont perçu au Québec la somme de 2,4 milliards\$ de primes d'assurances de personnes; sous leur nom traduit, 3 sociétés québécoises ont perçu en Ontario 146 millions\$ de primes. C'est ça la libre circulation!

En 1995, 58 compagnies ontariennes ont perçu au Québec la somme de 1,3 milliard\$ de primes de dommages; les compagnies typiquement québécoises ont recueilli assez de primes pour s'acheter un sac d'arachides.

Dans le domaine des compagnies de finance, les secrets sont bien gardés. Mais un jour prochain, il nous sera possible de révéler d'autres vertus de la libre circulation!

Dans les fonds mutuels, les sociétés canadiennes perçoivent au Canada 245 milliards\$ et elles encaissent au Québec 50 milliards\$ d'épargne. Elles réinvestissent 14 milliards\$ de Gaspé à Amos et de Katimavik à Sherbrooke. Les compagnies québécoises qui perçoivent des «peanuts» en Ontario ont placé hors Québec 80 % de leurs 10\$ milliards d'actifs. C'est ça la libre circulation.

Cent exemples et plus de disparités analogues pourraient être cités. Qu'on ne nous oblige pas à les produire! Le nombre pourrait probablement doubler. La libre circulation est à sens unique. Elle ne descend presque jamais le Saint-Laurent.

Les entreprises financières francophones éprouvent toutes les misères imaginables pour franchir le mur de Toronto. Les contraintes sont multiples et les résultats microscopiques.

Et l'examen n'est pas terminé. Nous y reviendrons dans la revue. Une poignée, une petite poignée, une très petite poignée de résidents hors Québec déposent dans une banque francophone, assurent leur vie ou leurs biens dans une société québé-

coise ou transigent avec une firme québécoise. La libre circulation est à sens unique. Dans toutes nos observations sur les placements de centaines d'entreprises, on n'a rien vu qui soit semblable. Le Québec est une société unique. L'Outaouais est un mur. Le mur de Toronto. Le Québec est unique. Unique à ce point là, c'est un peu fort.

La mobilité est entraînée vers les Grands Lacs et les Rocheuses. Elle ne descend jamais le Saint-Laurent jusqu'à Gaspé. Elle n'emprunte jamais les routes de l'Abitibi et du Lac Saint-Jean. Elle détruit lentement, mais sûrement, la patrie québécoise.

Hélas! les soldats de la libération humaine sont peu nombreux dans la tranchée. Ils ne font pas le poids face au club occulte de l'internationalisme. Les transnationales industrielles et financières dictent leurs lois au pouvoir politique. Face à la libre circulation, le gouvernement est figé, neutralisé, paralysé. Il devient incapable de préserver adéquatement les valeurs distinctes dont on nous refuse la reconnaissance.

Il ne peut plus protéger les ressources naturelles, l'agriculture et les industries québécoises. L'internationalisme modifie même les politiques culturelles par l'idéologie qu'il diffuse. Il influence les systèmes d'éducation et de santé que les Québécoises et les Québécois veulent se donner. La gratuité et l'universalité, ce sont des normes du passé. Nous subissons les contraintes et les interdictions des ventouses mondialisées. Nous sommes impuissants à protéger nos frontières. C'est beaucoup plus que le Labrador que nous sommes en train de perdre.

*Être citoyen du monde, oui,
mais encore faut-il un domicile,
encore faut-il une adresse
pour s'ouvrir au monde*
François Aquin

B. L'abolition des frontières

L'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et l'OCDE dirigent et appliquent avec une autorité excessive les règles de la concurrence et des marchés au seul profit des grandes entreprises. Les transnationales deviennent ainsi les représentants non élus des peuples dits souverains. Les gouvernements sont écorchés. Ils sont dévêtus, dépouillés de leur pouvoir réel. L'interdépendance des économies abolit les frontières.

Le choc de la mondialisation ébranle la planète. La révolution technologique est en train de remplacer le cerveau humain. Les télécommunications et l'ordinateur sont engagés dans une course folle. La croissance économique ou la productivité prend le mors aux dents. Elle échappe à la main des cavaliers. Elle supprime des métiers. Elle aggrave le chômage, la précarité et la pauvreté.

Le libéralisme économique retrouve une voie libre avec l'abdication du communisme. Il voulait au départ uniformiser l'espace économique mondial. Il vise maintenant le pouvoir. Une lutte aiguë et violente divise les trois grands blocs : l'Amérique du Nord, l'Union européenne et l'Asie. Mais le même esprit mercantile déferle dans chacune de ces contrées. Il introduit une guerre financière et commerciale dominée momentanément par les monopoles financiers de l'empire américain. Il diminue la portée et le prestige des gouvernements qui démissionnent devant ses diktats. Il affecte alors les modèles culturels et sociaux de chacun des blocs. Des conflits prévisibles naîtront un peu partout.

L'oligarchie naissante se traduit par l'irrespect des cultures et des civilisations. Avec l'incertitude qu'elle sème, elle abolit les frontières nationales. Au lieu de viser l'universel, elle se transforme en un petit groupe très limité de privilégiés. Les grandes multinationales imposent leurs produits, leurs idées. La force de cette propagande intimide tous les gouvernements, surtout celui du Québec. Une seule idée domine la dictature financière: la conquête. La conquête économique et, pour l'obtenir, la conquête de tous les pouvoirs. Entre les mains d'une coterie, d'une clique, d'une mafia.

Et dans les bouleversements en cours, les Américains qui ordonnent la mondialisation et l'abolition des frontières sont les premiers à violer l'application des règles qu'ils veulent imposer. À titre d'exemple, nous rappelons une législation des États-Unis qui entrera en vigueur dès septembre 1998. Chacune des 52 millions de personnes canadiennes qui traversent la frontière annuellement devront remplir un formulaire pour obtenir un visa. Chaque personne devra posséder une carte d'identité portant ses empreintes digitales et les renseignements requis pour un passeport. Une telle mesure impose au Québec une carte d'identité dont le principe répugne. Elle paralysera la livraison rapide des marchandises. Elle occasionnera des retards aux frontières. Même le ministre Lloyd Axworthy affirme qu'il s'agit d'un obstacle important aux millions de transactions qui se déroulent à la frontière canado-américaine⁴. Voilà une étrange façon d'agir! Pile et face en même temps! Les Yankees veulent gagner à tout prix. Sans guerre, ils s'emparent de la planète.

C. «Il faut les écraser» (Claude Garcia)

Depuis de nombreuses années, le Québec suit le courant de la moindre résistance. Le pouvoir de l'État est remis en question. Le gouvernement de Jean Chrétien, les banques et les grandes

4. *Le Soleil*, 17 septembre 1997, A.10.

entreprises québécoises et canadiennes ont entrepris d'*écraser* le gouvernement québécois. Il faut briser, broyer et mettre en morceaux les pouvoirs du gouvernement péquiste.

De façon particulière, les grandes banques: CIBC, Montreal, Royal, Scotia et Toronto Dominion exercent une domination totalitaire sur l'économie québécoise et sur la mentalité des hommes d'affaires. Elles sont devenues les moteurs des activités économiques au Québec et au Canada. Elles se livrent entre elles une guerre sans merci. Leur imbrication dans les entreprises et la pratique de leur dogme provoquent des fermetures d'usines, des fusions d'entreprises, des réductions d'effectifs.

Et ce n'est pas fini. Les banquiers sont les décideurs. Ils sont même présents dans les sommets économiques du Québec. Ils possèdent des sociétés dans presque tous les domaines: affacturage, assurances, cartes de crédit, courtage, crédit bail, fiducie, fonds mutuels, gestion de portefeuilles, prêt hypothécaire, matériel informatique... Ils écrasent, pour employer une expression chère à M. Garcia. Tout le libéralisme (privatisation, déréglementation et libre entreprise) doit servir leurs intérêts. Où s'arrêtera la chasse au trésor? Où s'arrêtera le mouvement de la concentration financière? L'appétit est infini.

Au Québec, depuis vingt ans, dans un pays qui tarde à se nommer, le gouvernement du Québec, peut-être sans le savoir, impose à l'État du Québec les lois sacro-saintes du libéralisme économique. Il réduit le rôle du gouvernement à celui d'un acteur économique parmi d'autres. Il accepte les règles de rendement du secteur privé. Il taillade dans le visage effaré des pauvres. Il soumet les projets de l'avenir aux impératifs des objectifs comptables. Il diminue le nombre des fonctionnaires. Il privatise. Il déréglemente. Il accorde au secteur privé des contrats en de multiples domaines. Ainsi, l'industrie des spécialistes et des conseillers devient florissante. Mais la fonction publique, avec moins de ressources, ne répond plus aux besoins de la population.

Dans ce contexte d'une aile gauche axée vers la droite, faut-il se surprendre si la démocratie québécoise est en crise? Si une partie de la crédibilité est flottante ou tombante? Si certaines valeurs sont en danger? Si les jeunes boudent les urnes? Si les femmes se demandent pourquoi élire des députés, alors que la majorité d'entre eux est au service du «cheuf», et non des citoyens.

D. La liberté

Pour contrer l'omnipotence des banquiers et des généraux du libéralisme, le Parlement québécois doit redécouvrir des espaces de liberté politique. Les citoyennes et les citoyens du Québec doivent pouvoir intervenir dans les orientations fondamentales du gouvernement, autrement que par un vote partisan à tous les quatre ans. Les affaires publiques et économiques ne peuvent être déconnectées de la culture et du social sans graves dangers pour l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

Les décisions finales ne doivent pas être l'apanage d'un club sélect; elles appartiennent à toute la collectivité. Elles ne peuvent être prises par les décideurs qui sont les responsables du chômage, des exclusions et de la paupérisation. Les grandes mesures politiques de déréglementation, de privatisation et de libre circulation des capitaux devraient recevoir l'aval de toute la population avant d'être mises en œuvre.

L'État du Québec ne peut pas transférer à quelques décideurs économiques, si riches soient-ils, des décisions capitales qui affecteront la souveraineté politique dans les domaines vitaux de la santé, de la culture, de l'éducation, de l'emploi, de la sécurité, de l'environnement... Les maîtres de la finance ont des intérêts diamétralement opposés au bien-être de la population. La primauté du politique s'impose. La politique ne peut pas céder devant la puissance anonyme du capital.

Au Québec, la solidarité sociale doit mettre fin à la domination de cent sociétés qui s'enrichissent au détriment de deux mil-

lions de personnes qui s'appauvrissent. La marginalisation et le paupérisme présagent des troubles sociaux.

Au Québec, il faut réinventer la démocratie. Et donner la parole au peuple. Le système actuel est impuissant à dompter les appétits insatiables de la finance. Des modèles de consultations populaires existent en plusieurs pays. Adaptons. Innovons. Consultons le peuple. C'est la seule méthode pour résister aux logiques financières de sources étrangères. Le gouvernement, ce n'est pas une technocratie. Ce n'est pas une entreprise commerciale. C'est l'organisme de gestion du bien commun. Son rôle est de mettre à exécution le contrat social dans les meilleurs délais.

Pour que la démocratie cesse de dérailler, il est urgent de corriger le défaut actuel de la représentation à l'Assemblée nationale. Le tableau 89 souligne l'absurdité du système électoral

Tableau 89
Élections générales 1944, 1966 et 1976⁵

Années	Parti libéral		Union nationale		Parti québécois	
	% vote	Députés	% vote	Députés	% vote	Députés
1944	39,4	37	38,0	48		
1966	47,3	50	40,8	56		
1976	33,8	26	18,2	11	41,4	71

Les divers groupes d'opinions et de pressions doivent être présents dans le sanctuaire national. Autrement la démocratie sera un jour dénoncée comme une imposture. La venue même de femmes et d'hommes en difficulté apporterait un éclairage qui échappe aux personnes bien nanties. Dans un monde qui change, la parole doit aussi être renouvelée. Il doit se rapprocher des préoccupations que vivent les volontés collectives.

Certes, la réforme du système politique est un immense chantier. Le pont entre les élus et le peuple n'est pas construit. Le

5. *Le Québec Statistique*, 60^e édition, 1995, 621 et 622.

cumul des mandats de député et de ministre est un écueil à éviter. La tâche est si lourde qu'elle ne permet plus de penser ni de vivre. La durée même des mandats mérite réflexion. L'air frais de la relève peut aider au renouveau nécessaire. Surtout si on prévoit que la moitié féminine de la population serait dans le changement pour favoriser la parité et l'action positive qui s'imposent. La modification du mode de scrutin est aussi une priorité sociale. Il est impensable de repousser la représentation proportionnelle des divers courants d'opinions qui sont actuellement exclus du pouvoir.

Ces suggestions valoriseraient la démocratie. Elles deviendraient un rempart de protection contre les influences occultes de la finance et des agents du néolibéralisme. Se peut-il que le Québec s'organise pour bâtir ici une société différente, vraiment distincte? Où le partage serait réel? Où la solidarité dominerait? Où les écarts entre les classes sociales, les sexes et les générations disparaîtraient? Où Wall Street et Bay Street cesseraient de nous imposer leurs interdictions et leurs lois?

Les objecteurs me diront que la prospérité frappera bientôt à la porte. Qu'il ne faut pas bousculer la ruche. Que le Québec est un coin de terre rempli de richesses. Mais qui profite de cette richesse? Nos 800 000 assistés sociaux? Nos 400 000 chômeurs? Soyons réalistes! Les inégalités s'aggravent avec la création de la richesse. La pauvreté se répand. Le néolibéralisme crée de la misère et de la pauvreté. Pourtant la fin du communisme avait semé un peu d'espoir. Le remède des trois grands blocs économiques, qui deviennent les maîtres du monde, s'avère un échec à l'échelle de la planète. Avant qu'il ne soit minuit, mettons un peu de lumière dans la vie québécoise. Redonnons de l'espoir à ceux et à celles qui désespèrent!

« Il est possible de montrer à une société qui n'a plus rien à gagner avec la situation actuelle, qu'elle peut gagner beaucoup en se tournant vers d'autres priorités, en premier lieu celle de l'emploi »⁶.

2. Le capital étranger

Il y a 80 ans, J.-N. Cabana, surintendant de *La Sauvegarde*, écrivait dans la revue quelques lignes qui s'avèrent d'un brûlante actualité:

« On répète volontiers que, sans l'argent étranger, nous serions dans l'impossibilité de développer nos ressources naturelles et que nous devons une extrême reconnaissance à tous ceux qui veulent bien placer ici leurs capitaux.

« Réfléchit-on que ces capitaux se composent, pour la plus grande partie, des fruits de la petite épargne? Se demande-t-on où les metteurs en œuvre des grandes industries recueillent ces capitaux, quelle portion peut venir de nos propres économies? Se demande-t-on, d'une façon générale, ce qu'il advient de ces économies?

« J'aimerais, pour ma part, voir un chercheur patient suivre ces économies, faire toucher du doigt leurs transformations successives, les montrer créatrices de vie et de progrès économiques. Les Canadiens-Français ne tarderaient pas à constater qu'une partie de la fortune de leurs concurrents est faite de leur propre force, stupidement négligée. Ils ne tarderaient pas à constater qu'ils n'auraient qu'à le vouloir pour donner à leur propres institutions un essor fécond, pour se fortifier dans tous les ordres de choses. Car il sera éternellement vrai que l'argent est le nerf de la guerre ».

« Que d'industries auraient été créées, que d'ingénieurs, que de techniciens y auraient trouvé asile! Que d'œuvres auraient pu surgir de cette richesse accumulée et multipliée⁷ »!

6. Pierre Paquette, secrétaire général de la CSN, *Un Québec pour l'emploi*, Éditions Saint-Martin, 1995, p.7.

7. J.-N. Cabana, *Pour nous et chez nous*, *L'Action française*, janvier 1917, 227.

M. Cabana nous aide à situer le capital étranger dans le rôle qui doit lui être dévolu. *L'Action nationale* n'est jamais partie en guerre contre le capital étranger. Il serait insensé de le faire. Mais elle s'interroge sur les conditions de son établissement. Dans quelle mesure finançons-nous nous-mêmes les capitaux étrangers investis au Québec? Quel rôle ces capitaux devraient-ils jouer dans le développement du Québec? Une étude sérieuse devrait être conduite sur le sujet. Il faut connaître les bienfaits et, en même temps, en conjurer les dangers.

Dans le domaine des investissements, l'apport des capitaux étrangers a toujours été considérable. Avant 1926, Londres constituait la source principale des capitaux canadiens. Depuis cette date, la dette du Canada envers les États-Unis a toujours excédé la dette envers la Grande-Bretagne.

La somme des capitaux étrangers est imposante. Il nous a été impossible de retracer la somme des capitaux étrangers investis au Québec. C'est un devoir à remplir au cours de la prochaine année.

A. Le mythe

« Il entrerait plus d'argent au Québec qu'il n'en sortirait »
et

« Il faut mettre cela dans le contexte global que le Québec est un importateur net de capitaux. C'est vrai qu'on en exporte, mais on en importe plus encore ».

Voilà les célèbres réponses du ministre des Finances du Québec lors du lancement de notre étude sur les fonds mutuels en octobre 1996. Avant qu'il ne répète pareille banalité, nous voulons lui proposer quelques éléments de réflexions.

Ce qui nous apparaît illogique en cette situation réside dans le fait que les Québécois financent une large partie de ces investisse-

8. Landry n'est pas trop inquiet, *Le Devoir*, 5-6 octobre 1996, C1

ments étrangers. Des subventions à l'investissement sont accordées par les gouvernements d'Ottawa et de Québec. Des exemptions de droits de douane sont consenties pour importer certaines machines de production. Des crédits sont versés pour la recherche et pour le développement scientifique. Des subventions ordinaires et extraordinaires aident à l'implantation des nouvelles usines. Des bonifications d'intérêts sont monnaie courante. Des octrois sont payés par emploi créé. Des exemptions de taxes foncières et des terrains vendus à des conditions privilégiées représentent des bénéfices supplémentaires accordés à ces entreprises étrangères. Des tarifs d'électricité réduits sont offerts sur de longues périodes d'années.

Quelle est la proportion de ces investissements étrangers que les contribuables québécois ou canadiens acquittent de leurs impôts? Quelques analyses préliminaires permettent de croire que les citoyens québécois défraient, approximativement, 35 % à 40 % des capitaux étrangers qui viennent s'établir au Québec.

Il faut aussi tenir compte des prêts consentis par la Banque fédérale de développement, par la Société de développement industriel, par les banques à charte, par la Société centrale d'hypothèques et par d'autres organismes gouvernementaux ou financiers. Les émissions d'obligations et d'actions de ces entreprises étrangères trouvent de nombreux acheteurs auprès des Québécois ou des entreprises financières, qu'ils encouragent. On peut donc estimer sérieusement que les Québécois financent les investissements étrangers dans une proportion qui peut atteindre les 60 % et même davantage.

Au-delà de cette mathématique que nous savons imprécise, il y a au moins deux réalités tangibles à rappeler. Plus de 50 milliards\$ entrent au Québec pour financer le gouvernement du Québec, Hydro-Québec et les institutions publiques. C'est là une chaîne qui bloque l'indépendance. Près de 50 % de la dette publique du Québec est financée par les étrangers. M. Landry a

appris, lors d'un récent voyage, que le Japon n'aime pas du tout l'idée d'un Québec indépendant.

La majorité des autres capitaux qui entrent sont contrôlés par les sièges sociaux étrangers qui établissent ici des sociétés filiales. Une très grande différence existe dans l'entrée de ces capitaux étrangers et dans la déportation de l'épargne québécoise. Notre épargne est, majoritairement, semée à tout vent. Les capitaux qui entrent sont habituellement contrôlés par les sièges sociaux étrangers. Si vous voulez une liste de deux cents entreprises, il est facile de l'établir. Sans ressource et dans le bénévolat, nous pourrions établir cette liste dans une semaine de travail.

B. La raison

Des recherches doivent être rapidement effectuées pour dresser le bilan du financement des entreprises étrangères. Il est inconcevable que les Québécois paient les Américains pour qu'ils nous achètent. Les redressements nécessaires devront être accomplis. Il faut rechercher le capital étranger nécessaire au développement du Québec, mais non pas au détriment flagrant des intérêts québécois.

Le capital étranger est utile au Québec. Il serait nécessaire, même si la déportation de l'épargne était raisonnable. Car il favorise le développement économique et social. Il assure du travail à une population croissante et non en déclin. Mais la diversité dans la provenance des pays bailleurs de fonds est nécessaire. Le monopole américain est trop puissant. Il crée une dépendance économique qui influence fortement la vie politique et le développement culturel du Québec.

Il faudra aussi étudier les besoins de main-d'œuvre étrangère. L'apport et la venue de techniciens, de spécialistes, d'experts et d'administrateurs étrangers peuvent nous être plus bénéfiques que la seule venue de capitaux étrangers. Les stages de nombreux Québécois dans de grandes entreprises américaines ou autres

peuvent revaloriser notre capital humain et le rendre capable de mieux utiliser le capital argent du Québec.

Devant notre insuffisance et notre incapacité de financer le développement du Québec, nos gouvernants invitent les capitalistes étrangers à y placer des capitaux. Cet argent étranger pénètre au Québec, non pas à nos conditions, mais selon les exigences des bailleurs de fonds. Le Québec doit établir certaines normes : conversion en actions ou en obligations des subventions et privilèges, réinvestissement des profits au Canada, représentation adéquate dans les conseils d'administration, embauche de cadres, usage du français au travail.

Le capitaliste étranger ne vient pas au Québec pour faire du mécénat. Il s'installe ici pour faire de l'argent, pour servir les intérêts de ses actionnaires et du pays d'origine. Désormais, le capital étranger devra servir davantage les intérêts du Québec qui lui fournit l'occasion de faire de l'argent. Autrement dit, dans le passé, le gouvernement n'a pas été assez rigide dans les conditions préalables à son établissement.

Une étude sérieuse sur le capital étranger devrait aussi répondre à une autre question : pourquoi les Québécoises et les Québécois placeraient-ils leurs épargnes sur des valeurs étrangères quand ils doivent, si souvent, aller chercher des capitaux à l'extérieur ? Déjà, nos principales richesses sont exploitées par des capitalistes étrangers qui en retirent de plantureux bénéfices. En plaçant au moins les deux tiers de notre épargne dans des entreprises de chez nous, nous développerons notre richesse et nous encaisserons le revenu.

Les Québécoises et les Québécois ne peuvent demeurer un peuple entretenu par les autres. Ils doivent administrer leur propre argent. L'occupation du Québec doit prendre fin. Cette occupation est politique et étrangère. Un gouvernement majoritaire anglophone commande et des entreprises étrangères occupent le territoire et nous imposent leur philosophie.

Une utilisation rationnelle du capital étranger peut être bénéfique au Québec. Mais si les institutions financières plaçaient l'épargne populaire selon sa provenance, le recours aux capitaux étrangers serait moins nécessaire. L'utilisation des épargnes locales dans le développement du milieu permettrait la réalisation de projets autrement irréalisables.

Rappelons ici la parole de Guy Paiement sur la circulation du capital accumulé :

« Le capital accumulé continue de circuler dans le monde entier à une vitesse incroyable. Il n'a ni feu ni lieu. Il n'a pas comme objectif de produire de nouveaux produits mais de grossir les profits et de satisfaire les millions d'actionnaires qui en redemandent. Ainsi a-t-on vu, dernièrement, aux États-Unis, les actions de ATT monter en flèche quand le directeur de l'entreprise a annoncé la "bonne nouvelle" du licenciement de milliers d'employés »⁹

9. Guy Paiement, *L'économie et son arrière-pays*, Fides, 1997. 93.

VIII.
« Il n'y a pas de projets »

Les chargés d'affaires.....	308
Les femmes et les hommes d'affaires.....	312
1. Un pays à bâtir.....	315
A. Une politique de la population.....	316
B. Le culture de la compétence.....	326
2. Des régions prospères.....	328
À l'heure de la mondialisation.....	329
La concertation.....	330
A. Le transport.....	331
B. L'industrie régionale.....	333
C. Le tourisme.....	339
3. Des ressources vitales.....	342
A. L'agriculture.....	343
B. La forêt.....	347
C. Les mines.....	350
D. Les pêcheries.....	353
4. Une métropole à inventer.....	355
A. Une politique rentable.....	356
B. Un centre financier.....	357
C. Des initiatives.....	358
5. L'action sociale.....	359
A. De petits projets.....	360
B. Les petites coopératives.....	361
C. Les grandes coopératives.....	362
D. L'économie sociale.....	364

« Il n'y a pas de projets »

Les caisses québécoises de retraite analysées placent 77,51 % de leurs actifs en d'autres provinces et pays.

Les sociétés étrangères souscrivent au Québec 3,8 milliards \$ de primes d'assurances de personnes en 1995, soit 60,59 %.

Sur les 236,7 milliards \$ d'actifs des fonds mutuels canadiens, les placements au Québec totalisent 14,2 milliards \$, soit 6,04 %.

Les entreprises financières déportent en d'autres provinces et pays 200 milliards \$ de l'épargne québécoise.

*Les femmes et les hommes d'affaires
peuvent bâtir des projets rentables,
créer des milliers d'emplois permanents,
investir dans le développement du Québec
et dans l'avenir de leurs enfants,
tout en augmentant leur fortune personnelle.
C'est une question de volonté, de créativité
et d'innovation.*

*J'ai deux montagnes à traverser
deux rivières à boire
j'ai six vieux lacs à déplacer
trois chutes neuves à mettre au lit
dix savanes à nettoyer
une ville à faire avant la nuit.*
Félix Leclerc

VIII. « Il n'y a pas de projets »

Il y a 65 ans, dans mon village natal, le soleil indiquait midi s'il donnait sur le coin sud de la maison. Ma mère tournait le rouet et tissait les bas et les mitaines. Mon premier grand voyage, ce fut la rentrée au Séminaire de Rimouski, où j'appris à boire le vin de messe.

Depuis, la planète a éclaté. Sont apparus les réseaux micro-ondes, les câbles coaxiaux, les ondes millimétriques, le laser, les satellites. À la seconde, l'information sous toutes ses formes fait le tour de la terre. Les savants continuent d'explorer l'atome, de diviser l'indivisible et d'inventer l'inimaginable.

Dans ce tourbillon, la société québécoise ne sait comment saisir son avenir au vol. Elle ne comprend pas que la **minute présente est le 463^e maillon d'une chaîne immortelle**. Si le coq ne nous réveille pas à temps, notre petit peuple ne pourra pas sortir de sa somnolence.

Les Québécoises et les Québécois ne perçoivent pas de la même manière ni le présent, ni l'avenir. Nous n'avons même pas le sentiment immédiat d'une même vision, ni la volonté commune d'un avenir meilleur.

*Cette tâche d'un Québec fort,
si nous ne l'accomplissons pas,
personne d'autre ne le fera à notre place.*

Richard Arès

Les chargés d'affaires

L'élite est partagée. Et très profondément. Des chargés d'affaires se plaisent à répéter qu'«**il n'y a pas de projets viables au Québec**». Un financier affirmait récemment qu'il n'avait accepté que 65 des 700 projets présentés. Dans *La Presse* du 22 mars 1997, M. Gilles Soucy, économiste en chef de Desjardins, déclarait qu'«**il n'y a aucune carence de capitaux au Québec**». Il ajoutait qu'il n'était pas d'accord avec le rapport de *L'Action nationale* et que «la proposition est inutile et nuira à l'image du Québec». Il s'agissait d'imposer un minimum de placement au Québec pour les caisses de retraite qui bénéficient d'un avantage fiscal du Québec comparable à celui du gouvernement fédéral qui oblige les dites caisses à investir 80 % au pays.

M. Jean Morin, président de la section québécoise des courtiers en valeurs mobilières affirmait que «**Ca n'a pas de sens**. Le placement doit se faire au mérite, dit-il. Déjà le Fonds de la FTQ, qui gère 2 milliards\$, a de la difficulté à trouver un nombre suffisant d'investissements valables au Québec. S'il y avait plus de Bombardier, il y aurait plus d'actions québécoises dans nos comptes».

Le même son de cloche résonnait chez M. Morin, courtier chez Midland Walwyn. «**Les gens grimpent dans les rideaux**»... Le président de Jarislowsky Fraser, M. Stephen Jarislowsky, s'écrie: «C'est idiot! Que fera-t-on si les autres provinces font la même chose? Les gens vont tout faire pour éviter une telle contrainte; les plus mobiles vont simplement quitter le Québec». M. Jarislowsky est l'un des grands gestionnaires de portefeuilles à Montréal.

Dans la même *Presse* du 22 avril 1997, M. Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec, était «outré» par cette «**barrière autour du Québec, qui ferait fuir les capitaux**». M. Richard Neault, de chez Mercer révélait que «dans un sondage auprès de 50 d'entre eux, plus de 80 % ont dit qu'il faudrait hausser le plafond de 20 % et les deux tiers demandent son abolition».

M. Germain Bourgeois, qui gère la caisse de retraite de l'Université de Montréal, dit que la proposition Campeau contraindrait la diversité de son portefeuille et donnerait un rendement moins élevé ou plus risqué. «Ca ferait monter les actions de Bombardier de manière artificielle. Mais quand je voudrai les vendre pour payer mes pensions, il n'y aura plus d'acheteur».

M. François Leroux, spécialiste des marchés financiers aux HEC, affirmait dans la même édition de *La Presse* que l'État ne doit pas dicter le contenu des caisses de retraite: «**Il faut combattre cette tendance ayatollesque avec fermeté**».

Onze mois après la publication «*La déportation québécoise*», Raymond Garneau se réveille. Il s'étonne «que l'étude réalisée par Rosaire Morin ait eu un tel retentissement dans les médias et au gouvernement. Selon lui, il s'agit plutôt d'un pamphlet dont la valeur scientifique est discutable¹». M. Garneau ajoute même que «le contrôle de l'épargne prônée par *L'Action nationale* est une dangereuse phobie».

Pauvre M. Garneau! Il n'a pas de leçon à donner à quiconque. Il était le président de Trustco Général du Canada. «La valeur scientifique de sa gestion est (plus que) discutable». Trustco Général fut l'une des pires déconfitures financières du Québec. Cette entreprise a fait perdre plus d'un demi million de dollars aux petits détenteurs d'une débenture de Trustco. *L'Action nationale* qui avait souscrit 16 000 \$ n'a reçu à ce jour que 0.30 dans la

1. Hélène Baril, *Le Soleil*, 26 septembre 1997.

piastre. Et ce grand financier ou son groupe refuse de renoncer à son droit de partage qui doit avoir lieu en décembre prochain, alors que la Banque Nationale du Canada et Lévesque Beaubien Geoffrion acceptent la répartition des miettes entre les détenteurs des dites débetures. Pauvre M. Garneau! Son silence aurait été d'or.

Ce n'est pas l'habitude de *L'Action nationale* de se lancer dans la polémique. En avril dernier, nous avons soumis un texte à *La Presse* qui ne l'a jamais publié. L'heure de la précision est arrivée. Depuis mars 1997, à plusieurs reprises, des commis, des chargés d'affaires et l'économiste Gilles Soucy ont répété qu'«**il n'y a aucune carence de capitaux au Québec**» et qu'«**il n'y avait pas de projet rentable pour investir davantage dans la province**».

S'il n'y a «aucune carence de capitaux», comment expliquez-vous, Messieurs Soucy & Associés, que le Québec compte 444 000 chômeurs² et 800 000 personnes qui vivent de l'aide sociale? Comment expliquez-vous que les Îles-de-la-Madeleine/Gaspésie aient le taux de chômage le plus élevé avec un taux de 21,8 % en 1997 %³? Comment expliquez-vous l'appauvrissement continu des masses populaires? Comment expliquez-vous que cent mille Québécoises et Québécois sont exploités par des fraudeurs et des requins de la finance, faute de trouver les 500 \$ qu'ils ont besoin? Comment expliquez-vous les fermetures fréquentes d'usines et les ventes hebdomadaires d'entreprises aux Américains? Comment expliquez-vous que l'arrière-pays se vide? Comment expliquez-vous que la population du Québec n'augmentera pas d'ici 75 ans, alors que celle de l'Ontario doublera le nombre de ses habitants?

Comment expliquez-vous que trois cent mille personnes vivent dans des taudis? Comment expliquez-vous que le secteur

2. *Statistique Québec*, 60^e édition, 1995, 205.

3. *Le Soleil*, 10 août 1997, 1

public québécois soit financé à 49 % par des entreprises américaines, allemandes, japonaises et autres? Comment expliquez-vous que des entrepreneurs québécois doivent se faire financer par des banques américaines? Comment expliquez-vous que nous ayons tellement besoin de capitaux étrangers que nous leur accordons des subventions, des octrois et des privilèges que le contribuable paie en bout de route?

M. Soucy, s'il n'y a « aucune carence de capitaux au Québec », pourquoi Desjardins a-t-il vendu les fonds Concorde à First International Asset Management de Toronto dont la CIBC détient 30 % des parts⁴? Pourquoi a-t-il vendu les fonds Laurentienne à Strategic Value de Toronto? Pourquoi tente-t-il de vendre sur le marché de Londres la Banque Laurentienne? Telle est du moins la rumeur qui circule. Ne serait-ce pas plutôt l'incompétence de Canagex qui l'a conduit à confier la gestion de 2,4 milliards \$ à ManuLife de Toronto? Le président de Canagex, M. Robert Ciamarro, est cynique: « Il voulait une équipe de professionnels bien établis » qu'elle « n'aurait pas hésité à embaucher sur le marché de Montréal si une telle équipe avait été disponible⁵ ». **C'est là un outrage irréparable** que M. Claude Béland a sanctionné en déclarant que Canagex pouvait « aller chercher des ressources ailleurs si elle le juge bon⁶.

Ne serait-ce pas **le même manque d'habileté** qui a obligé Desjardins à confier à Trimark de Toronto la gestion des fonds équilibrés, fonds d'actions et fonds d'actions mondiales qui portent le nom de Trimark? Trimark, c'est une société de 20,7 milliards \$ qui, au 31 décembre 1996, **n'avait pas investi un sou dans le secteur public québécois**: gouvernement du Québec, *Hydro-Québec*, municipalités, universités, cégeps, commissions scolaires et autres institutions sociales.

4. *Le Soleil*, Hélène Baril, 13 août 1997.

5. *Le Devoir*, 25 octobre 1996, A.6.

6. *La Presse*, 18 octobre 1996, C.1.

Une cégégienne, Noémi Bénitah, demeure sceptique. Elle doute du ferme propos des financiers. Elle nous exprimait le sentiment de l'impuissance devant la force financière :

« Les solutions que vous apportez, écrivait-elle, me semblent parfois naïves. En effet, il est selon moi illusoire de croire que des hommes d'affaires puissent cesser d'avoir comme objectif le profit maximal... Leur objectif premier demeure de faire le plus grand profit possible, peu importe les conséquences de leurs décisions sur la qualité de vie des milliers d'hommes et de femmes qui prêtent leurs épargnes ».

Ma chère Noémi, à votre âge, comme au mien, il faut faire des rêves chaque matin. Il faut les vivre avec une extrême énergie. C'est notre espérance et notre ardeur qui changeront le monde.

Il s'ensuivit un long silence. Un vent du large soufflait brusquement dans le feuillage des bouleaux et des érables. Les chargés d'affaires étaient perdus dans la bourrasque. Devant leur tourmente, une vieille corneille, au plumage peu brillant, de sa voix rauque, croassait un télégramme au ministre de l'Économie :

« Ne vous fiez pas aux haut-parleurs de Bay Street; ce sont des valets serviles et fidèles. »

*Je venais justement lui annoncer que,
contre toute espérance,
j'avais réussi mon travail.
Saint-Exupéry*

Les femmes et les hommes d'affaires

Le discours défaitiste n'est pas celui des bâtisseurs, des femmes et des hommes qui ont le goût, la passion et le cœur de bâtir. **Les ancêtres ont été de grands bâtisseurs**, de grands constructeurs. Ils ont légué un pays.

Dans les dernières décennies, les Laurent Beaudoin, Michel Bélanger, Gilles Blondeau, Jacques Bougie, André Chagnon,

Paul Desmarais, Marcel Dutil, Louis Laberge, Bernard Lamarre, Gérald Larose, Bernard Lemaire, Rémi Marcoux, Pierre Pélaudeau, Michel Perron et nombre d'autres ont construit la renaissance d'une économie francophone. Tous sont loin de partager nos convictions nationales et politiques. Tous n'ont pas réussi au même degré. Certains ont même échoué à un moment donné. D'autres ont abandonné leurs idéaux de jeunesse. **Mais tous se sont battus.**

Des femmes ont aussi réalisé des réussites merveilleuses. Elles sont les pivots de sociétés et d'œuvres à succès qui se distinguent par leur hardiesse et leur nouveauté. Les Lise Bissonnette, Micheline Bouchard, Jeannine Guillevin-Wood, Marie Laberge, Phyllis Lambert, Suzanne Leclair, Lorraine Pagé, Lise Payette, Guylaine Saucier, Denise Verreault, Lise Watier, Louise-B. Vaillancourt, entre autres, dirigent des entreprises qui participent à l'édification de la Cité. C'est grâce aux précurseurs et à leurs descendants que **l'espérance peut nous conduire à la fin de notre vie par une route agréable.**

Ce sont les personnes qui ont une pensée créatrice, innovatrice et prometteuse qui vont rebâtir le Québec. Elles seront les auteurs du recommencement! Les constructeurs d'un Québec prospère! Le pays a besoin de grands entrepreneurs qui misent sur le Québec! Qui ont l'esprit québécois! Qui produiront des richesses pour le bonheur du peuple québécois! Qui ne se prosterneront pas devant le dieu d'or! Qui miseront sur le Québec! Qui travailleront pour que leurs petits-enfants aient moins de misère que l'actuelle génération des miséreux.

Il faut miser sur le Québec comme Jonathan Goodman qui affirme que les marchés boursiers donnent une évaluation plus élevée à l'entreprise ontarienne et qu'ils sont craintifs à l'égard du Québec. Aux gestionnaires qui se réveillent en pleine nuit par crainte de l'indépendance du Québec, M. Goodman leur dit:

À moyen terme, les circonstances vont définitivement changer... **Peu importe les conditions politiques**, les Québécois vont continuer d'aller aux supermarchés et Cambior va continuer de produire de l'or. Dans tous les scénarios, nous voyons des occasions dans les titres sous-évalués⁷.

Misez sur le Québec! Étudiez l'histoire de Denise Julien, détentrice d'une maîtrise en sciences politiques. Lorsqu'elle est arrivée à Mont-Laurier, il y a 20 ans, elle était émerveillée devant un beau sapin. Ce végétal, dit-elle en riant, ressemblait à un arbre de Noël avec de belles branches jusqu'au sol. Elle ignorait tout des produits forestiers. Mais elle connaissait l'importance de l'emploi dans la communauté. Elle a fondé il y a 15 ans une coopérative forestière dont le chiffre d'affaires dépasse les 20 millions \$⁸.

Financiers, économistes, industriels, commerçants du Québec, femmes et hommes, jeunes et personnes âgées, le Québec a besoin de votre compétence, de votre habileté, de vos talents. Votre réussite matérielle doit profiter à votre bien-être, mais aussi à l'amélioration des conditions de vie de votre milieu. Votre milieu, c'est d'abord votre environnement immédiat et le Québec. La prospérité du Québec repose entièrement sur votre faculté, **sur votre pouvoir de transformer en projet rentable les problèmes de votre région.**

Si vous êtes inhabiles, inaptes à concevoir, à inventer et à réaliser des projets rentables, vous n'êtes pas des gens d'affaires, vous êtes des apprentis, des commis, des novices. Si vous n'êtes pas capables de prendre l'initiative de bâtir des **projets rentables**, vous resterez à jamais de simples intermédiaires, des exécutants qui tôt ou tard dégringoleront au rang des subalternes inutiles. *Bernard Lemaire, Rémi Marcoux et Pierre Péladeau, entre autres, ont relevé des entreprises en faillite et ils sont devenus millionnaires.* Si vous

7. Rosaire Morin, *Regards, L'Action nationale*, avril 1997, 83-84.

8. Gaëtan Morin, *Un Québec solidaire, rapport sur le développement*, 1992, 42-43.

ne recherchez que des projets immédiatement rentables, réfléchissez à l'impact social de votre orientation personnelle. Et avant de parler contre le progrès du Québec, apprenez votre métier. Retournez à l'école des maîtres qui ont réussi dans et pour le Québec. La réussite personnelle qui développe d'abord d'autres provinces et d'autres pays est un acte de démission et d'abdication envers la société québécoise.

Allez dans la nature et observez le règne animal. Vous apprendrez le comportement solidaire et productif. Le renard argenté, au corps allongé, aux oreilles droites et à la queue touffue, ne mange pas les poules de son voisin. Il ne fait jamais la grève. Il a une réputation d'adresse. Il est fidèle au parcours qui le ramène à sa famille. **Il apprend à travailler à ses jeunes renardeaux.** Chacun sait comment bâtir et entretenir son royaume sans prestation sociale.

Regardez attentivement une abeille. « Sur différentes fleurs elle s'y repose et fait du miel de toute chose » (La Fontaine). De fleur en fleur, elle cueille le nectar et le suc entre les brosses de ses pattes et elle pose son butin dans l'une des cellules de la ruche. **Chacune des ouvrières accomplit sa tâche.** Les nourrices soignent les larves. Les dames d'honneur entretiennent la reine. Les ventileuses rafraîchissent la ruche. Les sculpteuses bâtissent les rayons. La propolis consolide l'édifice de la Cité. Les chimistes, de leur dard, conservent le miel. Les balayeuses maintiennent la propreté. L'homme mange le miel et aime la cire odorante.

*Redécouvrir le Québec
pour un plus brillant avenir*

1. Un pays à bâtir

Il n'y aucune carence de capitaux, disent messieurs Soucy & Associés. **Il n'y a pas de projet rentable au Québec,** ajoutaient-ils. Ces gens sont privés du sens de la vue. Ils sont à peu

près aveugles. Ils sont un peu mêlé. Ils n'ont pas beaucoup d'ambition pour le Québec. Ils ne distinguent plus entre le bien et le mal. Il y a des limites à laisser ces gens insinuer que le Québec n'est pas capable. Nous sommes bien capables de nous passer de parvenus qui gaspillent les héritages. Dire que nous n'avons pas de **projet rentable** sans faire ce qu'il faut pour en créer, c'est pécher contre la loyauté élémentaire: ou bien on retrouse ses manches ou on déménage à Toronto!

Le droit du nombre, c'est la liberté politique

A. Une politique de la population

Sur le territoire québécois vivent ensemble un certain nombre de femmes et d'hommes qui ont en commun un certain nombre d'institutions et de coutumes. Les sociologues et les politologues parlent de peuple, de nation, de société, de communauté. Oublions les définitions. Utilisons le terme population. C'est général. Mais dramatique!

La foule des épitaphes et des pierres tombales dépasse le chiffre de la population québécoise en chair et en os. Au rythme actuel, dans deux siècles, les Américains liront sur des inscriptions funéraires gravées en lettres anglaises et d'argent: « Ci-gît un peuple disparu par manque de soucis ». Cette perspective démographique échappe à tous les messieurs Soucy.

Dans un siècle, les historiens écriront que **le dépeuplement rural est aussi tragique que l'exode de jadis vers les manufactures** de la Nouvelle-Angleterre. Le territoire est de moins en moins occupé. La population du Québec est passée de 6 155 600 en 1971 à 7 208 800 en 1993⁹. L'accroissement de l'Ontario a progressé de 7 868 400 âmes à 10 746 300 pour la même période.

Messieurs Soucy & Associés, vous devez réaliser que la faible croissance du peuplement québécois est un problème majeur et le

9. *Le Québec Statistique*, 60^e édition, 1995, 55.

plus grand défi de l'avenir québécois. Pour les institutions que vous représentez, vous devriez être effrayés de cette perspective irrécusable. **La diminution de la population se traduit inévitablement par l'affaiblissement de l'économie et de vos entreprises.**

Prenez le temps, messieurs Soucy & Associés, d'analyser le poids démographique des régions qui est en décroissance. François Berger, dans *La Presse* du 10 mai 1997, publiait un article qui soulignait la gravité du déclin.

Le tableau 90 présente la population de chaque région de 1971 à 1996, en indiquant les variations.

Tableau 90
Évolution de la population des régions
du Québec depuis 25 ans

Régions	1971 (population)	1996	Variation en %
Gaspésie*	115 885	105 174	- 9,2
Bas-Saint-Laurent	209 915	206 064	- 1,8
Côte-Nord	104 430	103 299	- 1,1
Saguenay/Lac-Saint-Jean	266 215	286 649	+ 7,7
Québec	528 140	633 511	+ 19,9
Chaudière/Appalaches	306 370	380 496	+ 24,2
Mauricie/Bois-Francs	427 275	476 415	+ 11,5
Estrie	240 970	278 470	+ 15,6
Montérégie	832 730	1 255 920	+ 50,8
Ile de Montréal	1 959 140	1 775 846	- 9,4
Laval	228 010	330 393	+ 44,9
Lanaudière	177 485	375 174	+ 111,4
Laurentides	241 765	431 643	+ 78,5
Outaouais	216 475	307 441	+ 42,0
Abitibi-Témiscamingue	142 885	151 978	+ 6,4
Nord-du-Québec	30 030	38 395	+ 27,9

* Incluant les Iles-de-la-Madeleine

Source: Statistique Canada, recensement du Canada de 1971 à 1996.

Le recul démographique est effarant. Le recensement de 1996 indique que la population de quatre régions est inférieure à celle de 1971: Montréal -9,4 %, Gaspésie -9,2 %, Bas-Saint-Laurent -1,8 % et Côte-Nord -1,1 %. **C'est un dépeuplement fort inquiétant.** L'évolution de la population en Abitibi/Témiscamingue + 6,4 %, au Saguenay/Lac-Saint-Jean + 7,7 %, en Mauricie/ Bois-Francs + 11,5 % et en Estrie + 15,6 % est une croissance si faible qu'elle présage un déclin prochain.

M. Berger rappelle qu'entre 1971 et 1996 « Montréal a perdu un demi-million d'habitants dans le va-et-vient des migrations qui ont fait sortir environ 1,2 million personnes de la ville et en ont fait entrer quelque 700 000, dont quelque 300 000 immigrants internationaux ».

De ce va-et-vient, quatre régions limitrophes en ont profité. Ainsi s'explique en partie la croissance de la population dans Lanaudière + 111,4 %, Laurentides + 78,5 %, Montérégie + 50,8 %, Laval + 44,9 %. Ces trois régions ont enregistré une croissance de 489 950 habitants, soit 44 % de l'augmentation de la population de 1971 à 1996.

La réalité démographique est angoissante. **La politique de la population est à peine élaborée.** Une partie des outils nous manquent; Ottawa nous tient dans son carcan. Néanmoins beaucoup de choses pourraient être faites. À commencer par une vigoureuse stratégie économique au service d'objectifs géopolitiques et culturels clairs. On ne bâtit pas un pays en laissant désert ses régions. On ne parle pas d'avenir quand on ne peut offrir de conditions décentes aux jeunes qui voudraient fonder un foyer.

La politique familiale ne répond pas aux exigences de l'heure. Le déficit zéro et les coupures qui en découlent frappent durement les jeunes ménages. Les perspectives démographiques sont assez sombres. Et le poids politique du Québec en subira l'inévitable répercussion.

La réalité démographique future s'inscrit dans une courbe encore plus prononcée. La croissance annuelle de la population de la province de Québec représente 56 % du pourcentage de l'Ontario et 42 % de celui de la Colombie-Britannique¹⁰. Statistique Québec prévoit un recensement à 8 290 000 habitants pour l'an 2016. Selon les démographes, ce sera le sommet, l'apogée.

Le tableau 91 présente la population selon les régions administratives pour la période s'écoulant de 1991 à 2016.

Tableau 91
Perspectives de la population: régions
administratives 1991-2016¹¹

Régions	1991 en 000	2016 en 000
Population décroissante		
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	109	89
Bas-Saint-Laurent	210	181
Saguenay/Lac-Saint-Jean	294	265
Côte-Nord	106	95
Population stationnaire		
Québec	633	672
Chaudière/Apalaches	378	399
Mauricie/Bois-Francs	478	512
Estrie	276	303
Abitibi/Témiscamingue	156	165
Nord-du-Québec	37	39
Population croissante		
Montérégie	1 230	1 641
Montréal	1 825	1 972
Laval	323	412
Lanaudière	344	514
Laurentides	392	624
Outaouais	291	408
Le Québec	7 081	8 290

10. IRPP, 1996.,3.

11. *Le Québec Statistique*, 60^e édition, 1995, 64.

Comme les scénarios moyens de *Statistique Québec* se sont très rarement réalisés, l'inquiétude grandit devant une prévision incertaine. *Cette hypothèse réduirait à 16 %, dès 2016, la proportion de la population canadienne dont la langue maternelle est le français.*

Une réalité plus près de nous doit attirer notre attention: trente et une municipalités régionales de comté et de communauté urbaine¹² recensent en 1992 une diminution sur la population de 1986: Abitibi-Ouest, Asbestos, Basques, Bellechasse, Bonaventure, Charlevoix, Charlevoix-Est, Commission urbaine de Montréal, Côte-de-Gaspé, Denis-Riverin, Domaine-du-Roi, Échemins, Haute-Côte-Nord, les-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac-Saint-Jean-Est, L'Amiante, L'Érable, Le Granit, L'Islet, Manicouagan, Maria-Chapdeleine, Maskinongé, Matane, Matapédia, Mékinac, Minganie, Mitis, Montmagny, Nicolet-Yamaska, Pabok, Robert-Cliche, Témiscouata, Vallée de la Gati-neau.

Le dépeuplement de quatre régions, la situation presque stationnaire dans six autres régions et le déclin démocratique dans 31 MRC constituent un problème majeur et tragique. D'autant plus qu'**une décroissance rapide est prévue à compter de l'année 2021.**

C'est là la catastrophe. *Ce n'est pas une catastrophe. C'est une tragédie. Une tragédie effroyable. Épouvantable.* En avril 1997, *Statistique Canada*¹³ prévoyait que la population du Québec sera de 7,2 millions d'habitants en l'an 2079, que celle de la Colombie-Britannique sera de 7,2 millions habitants, alors que l'Ontario recensera 18,7 millions d'habitants. Le Québec représenterait alors 14 % de la population. C'est avec raison que le premier ministre Robert Bourassa réclamait dans la Constitution une clause garantissant au Québec au moins 25 % des sièges aux

12. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 186-187.

13. *Le Soleil*, 14 avril 1997, A.1 et A.2, Simulations effectuées par *Statistique Canada* pour *Le Soleil*.

Communes, lors du défunt référendum de Charlottetown. La prévision de Statistique Canada tient compte du taux de natalité et du mouvement migratoire interprovincial et international.

La réalité démographique rend le Québec de plus en plus minoritaire. Cette situation aura de sérieuses conséquences économiques. Le gouvernement fédéral utilise les données du recensement quinquennal pour fixer les paiements de péréquation. De plus, le poids politique en est et en sera affecté pour l'éternité. Déjà, l'influence politique diminue. Aux dernières élections fédérales, la Colombie-Britannique comptait deux sièges de plus, passant de 32 à 34 députés. L'Ontario gagnait quatre sièges de plus pour un total de 103 députés. Québec demeure stationnaire à 75 représentants minoritaires à perpétuité dans les partis anglophones.

Face à cette perspective, quelle est la politique de peuplement que le gouvernement du Québec met en place? Il n'a pas l'argent. Et il est d'une urgence nationale d'adopter les mesures adéquates pour favoriser la natalité, pour limiter l'émigration et pour adopter une stratégie de recrutement et d'intégration d'immigrants intégrables, dont on peut faire l'intégration.

Le poids politique du Québec est en chute libre. Le discours politique ignore ce péril imminent. Les hommes d'affaires aussi. Ils oublient que l'essor de leurs entreprises est intimement lié à l'accroissement de la population et au développement de régions fortes. Pauvre M. Soucy! Vous croyez toujours qu'il n'y a pas de « **carence de capitaux au Québec** »? Vous croyez toujours qu'il n'y a pas « **de projet rentable au Québec** »? Achetez-vous un appareil auditif pour bien comprendre les lignes qui vont suivre.

Ouvrez vos oreilles! Le Québec a besoin de deux des quatre milliards de dollars placés au Japon pour *établir les assises économiques et financières d'une véritable politique de la population. C'est là un « projet rentable »!* Et nous souffrons d'une « *carence de capitaux* » pour le réaliser.

Ce qui est grave, c'est que le déclin démographique annoncé commencera vers l'an 2021. Le gouvernement québécois et messieurs Soucy & Associés auraient même intérêt à prendre connaissance de la politique de la population préconisée par *L'Action nationale* dès 1966. Sous le titre *L'immigration au Canada*¹⁴, nous proposons un programme pour conjurer ce qui était prévisible. Une fois de plus, le Québec est en retard entre l'idée et l'action. Et pourtant une très large part de ces initiatives relèvent du pouvoir provincial québécois. Là où il n'y a pas de carcan, on trouve néanmoins des encarcans.

Nous parlions d'un programme qui devait être accompli dans une décennie. Trente ans se sont écoulés. Nous affirmions alors que le ministère de la Population du Québec devait posséder des ressources financières considérables. Sans quoi, aucune action efficace ne pouvait être entreprise.

La politique extérieure proposée

Une politique extérieure était élaborée. Le Québec devait:

- participer à toutes les commissions internationales qui étudient les problèmes de population et de leur migration; *l'absence est encore constatée.*
- nommer des agents d'immigration pour favoriser l'immigration spécialisée et communautaire que le Québec français pouvait absorber; *la sélection est encore sous l'autorité fédérale.*
- établir des bureaux d'immigration dans les principaux pays de langues française, espagnole ou portugaise; *quelques centres d'accueil ont été établis.*

14. Rosaire Morin, *L'immigration au Canada*, Les Éditions de l'Action nationale, 1966.

- favoriser la venue de capitaux français, italiens ou espagnols pour augmenter notre capacité d'absorption économique d'immigrants; *les Américains sont venus.*
- adopter une législation en faveur des entreprises qui s'établiraient en régions avec une main-d'œuvre spécialisée; *la montagne a accouché d'une souris.*
- entreprendre une vaste campagne de promotion à travers tous les pays francophones et présenter le Québec comme une terre d'accueil à une main-d'œuvre répondant à nos priorités économiques; *des ministres ont visité quelques capitales.*
- orienter des immigrants de langue française vers tous les centres français viables hors Québec; *ce sont des Québécois qui se sont anglicisés à Toronto.*
- adopter une législation pour faciliter l'établissement au Québec de tout Canadien-Français vivant aux États-Unis ou au Canada anglais dans des régions perdues à la vie française; *l'idée a avorté avant de naître.*

La politique intérieure proposée

Le Québec devait:

- accroître la population par le relèvement du taux de natalité; *la formule Henripin n'a pas été retenue.*
- retenir sur le sol natal les milliers de Québécois attirés chaque année par l'éclat de l'éblouissante prospérité avoisinante; *il a laissé s'établir des bureaux qui organisent des départs.*
- améliorer les conditions de vie par la création d'emplois durables; *l'appauvrissement des classes populaires se généralise.*
- promouvoir l'expansion d'entreprises spécialisées dans toutes les régions; *des milliers d'industries ont fermé leurs portes.*

- déterminer le nombre absorbable d'immigrants et leur degré de compétence adaptée à nos besoins; *le fédéral décide encore.*
- décerner la citoyenneté québécoise pour promouvoir le Québec français; *l'immigrant prête encore serment à la Reine d'Angleterre.*
- viser l'intégration progressive des immigrants par l'enseignement du français et de l'histoire du Québec; *les nouveaux venus, majoritairement, s'anglicisent encore.*
- créer un service d'accueil fraternel pour procurer l'assistance nécessaire dès le débarquement au Québec; *un petit nombre en bénéficie.*
- procurer un emploi à l'immigré dès son arrivée; *l'aide sociale est la forme la plus usuelle.*
- faire disparaître les restrictions égoïstes de certaines corporations et de certains syndicats; *la reconnaissance des acquis n'existe pas encore.*
- encourager l'établissement rural et agricole des immigrants préparés à exercer la profession d'agriculteurs ou de maraîchers; *l'illusion en est la réalité.*
- accorder à l'immigrant les mêmes avantages sociaux qu'aux citoyens du Québec; *les listes d'attente sont la réponse.*
- prodiguer un traitement égal en matière de santé; *l'inégalité est devenue la norme.*
- mettre fin, par le système scolaire, à cette période où de jeunes immigrants devenaient des Anglo-Saxons grâce à l'appui des Canadiens-Français; *l'assimilation se poursuit.*
- faciliter l'organisation des immigrés en coopératives dans tous les domaines de leur vie collective; *le rêve est disparu avec le réveil.*
- enrayer l'assimilation à l'anglais des Néo-Montréalais; *ils seront la majorité dans une douzaine d'années.*

Cette politique de la population énoncée en 1966 par *L'Action nationale* a été reléguée sur les tablettes d'un édifice en train de disparaître. Nous adressons aujourd'hui au Premier ministre, Lucien Bouchard, un message presque identique à celui transmis à monsieur Jean Lesage en 1966.

« Monsieur le Premier Ministre, vous vivez une période historique. Le dépeuplement du Québec représente une courbe qui pèse horriblement sur notre avenir. *Dans quelques décennies, on ne pourra plus relever la tête lorsqu'on l'aura inclinée jusqu'au petit orteil.* Il est temps de relever les épaules et la tête et d'appliquer une véritable politique de la population. »

Voilà, messieurs Soucy & Associés, un cadre et un horizon pour des *projets rentables* si vous avez encore le courage de travailler pour l'avenir du Québec! Il y a une véritable *carence de capitaux* pour ces actions prioritaires dans le domaine de la population. **La recette n'est pas magique. Elle réside dans votre volonté.** Dans l'imagination. Dans la débrouillardise. Dans le courage de travailler avec des solutions *rentables* au lieu de singer ceux qui nous tiennent à genoux parce que nous nous inclinons. Vous devez rendre *rentables* les problèmes de votre milieu! Vous devez les résoudre. Vous devez transformer en réussites les insuccès. **Êtes-vous capables de bâtir des «projets rentables»?** De créer un emploi pour Lucille, votre voisine?

Les caisses, les coopératives, les banques, les assureurs sont présents aux quatre coins cardinaux du Québec. Vous devez d'abord à vos épargnants le relèvement de leur milieu et l'amélioration de leurs conditions de vie. *La rentabilité d'une institution financière ne se mesure pas uniquement à l'or entassé dans les camions de la Brinks, mais aussi et surtout au bien-être de la collectivité qui l'a enrichie et qui lui a permis de grandir.*

Messieurs Soucy & Associés, allez-vous désormais développer le Québec? Ou financerez-vous d'abord l'Ontario, les États-Unis, l'Asie, l'Europe et le Mexique? Allez-vous travailler à bâtir

ou vous contenterez-vous de vous péter les bretelles devant la montée en puissance de ceux à qui vous cédez nos outils. Votre réponse est attendue avec l'impatience de personnes qui vous enrichissent et qui ont décidé de travailler désormais au bien-être du peuple québécois. Vous devez choisir! **Ou nous choisirons!** *Le secret du peuplement du Québec, c'est de rendre rentable ce qui ne l'est pas. C'est de semer la prospérité dans chaque village. Dans chaque région. C'est d'arrêter la déportation de l'épargne. Alors, il n'y aura plus de carence. Si vous n'avez pas le courage de rebâtir le Québec, donnez votre place à des jeunes qui ont le goût de se tailler un avenir.*

*L'avenir du Québec
en tant que peuple
dépend largement de l'avenir
réservé à ses universités*

B. Le culte de la compétence

Messieurs Soucy & Associés, si vous êtes incapables de rendre *rentables* les problèmes de votre milieu, vous manquez de perspicacité et de vision. Vous manquez de compétence. C'est une attitude que nos universités et que nos facultés de commerce devraient développer selon les caractéristiques et les exigences fondamentales du développement québécois.

Mais ces institutions n'ont pas les ressources suffisantes pour obtenir des laboratoires de recherche en microbiologie ou en biotechnologie comparables à ceux de l'Université libre de Bruxelles et de l'Université de Liège. Elles ne peuvent concurrencer la faculté de Génie électrique de l'Université technologique de Delft. Elles sont loin de compétitionner avec les centres de recherche japonais et américains.

Les compressions budgétaires imposées depuis dix ans compromettent même l'avenir de la recherche au Québec. De tous les membres du G-7, le Québec (pour nous, c'est un pays) est celui

qui dépense le plus faible pourcentage en R & D : 1,68 % en 1991 du PIB, comparé à 3.05 % au Japon et à plus de 2 % dans les autres pays¹⁵. Il se classe aussi au dernier rang pour le nombre de diplômés universitaires, de scientifiques et d'entreprises de pointe. Pour l'année 1991, 829 grades de doctorat ont été délivrés dans les universités québécoises dont 283 sont décernés par Concordia et McGill¹⁶. Les instruments scientifiques de nos universités sont pour la plupart désuets. Les bibliothèques sont même incapables de se procurer les dernières publications scientifiques et de maintenir leurs abonnements aux revues des sciences sociales, humaines et naturelles.

Les chercheurs doivent faire commanditer leurs travaux par des entreprises avec les contraintes que cette pratique introduit. Le corps professoral vieillit. Les professeurs réguliers sont souvent remplacés par des chargés de cours. Les ratios professeurs/étudiants augmentent au détriment de la qualité de l'enseignement. Le nombre des diplômés au niveau de la maîtrise et du doctorat diminue. L'investissement dans les universités régionales et dans les réseaux de l'éducation est comprimé avec des conséquences désastreuses sur le culte de la compétence.

Lorsque messieurs Soucy et Associés affirment qu'il n'y a **aucune carence de capitaux au Québec**, ils démontrent une ignorance crasse des besoins financiers de nos centres de recherche et de nos universités. Leurs jugements témoignent d'une défaillance de la mémoire et d'une méconnaissance de la planification à long terme de la recherche scientifique et de l'enseignement universitaire. À brève échéance, l'expansion de nos industries en subira le choc et l'épanouissement de notre culture risque d'être réduit à l'ingénierie du développement industriel.

Puissent messieurs Soucy & Associés prendre conscience que le développement technologique du Québec est un **projet rentable**

15. OCDE, *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, 1993, n° 2.

16. *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 640.

ble. Espérons qu'ils rapatrieront un milliard\$ déporté à Hong Kong pour l'investir dans le maintien d'universités québécoises concurrentielles. S'ils continuent à déporter l'épargne québécoise, les entreprises d'ici subiront une régression inéluctable et seront rapidement incapables de rivaliser non seulement avec les multinationales, mais aussi avec les entreprises ontariennes. Pour élaborer un plan de développement de nos universités, dans les domaines de la recherche et de l'enseignement, le Québec souffre d'une **carence de capitaux**. Il s'agit de **projets rentables** à court, à moyen et à long termes. Réveillez-vous messieurs Soucy & Associés.

Une hirondelle qui partait pour la Floride a cru bon d'intervenir. Elle a transmis un message à tous les associés de messieurs Soucy & Associés:

Les financiers québécois doivent comprendre qu'ils ne seront concurrentiels sur le marché mondial que si leurs universités rivalisent avec les universités du monde. Sinon, les capitaux étrangers continueront à exploiter nos richesses à leur propre profit. Et ce n'est pas de cette façon qu'**un pays à portée de main** deviendra une réalité. Sommes-nous condamnés pour l'éternité à contempler le portrait de la Reine sur les timbres du Canada?

*De victoire en victoire,
nous reculons sans cesse.*

Pierre Dufort

2. Des régions prospères

Le Québec est un ensemble de régions à caractères différents. Une ressource abondante dans une région est inconnue dans une autre. L'avenir de Gaspé doit être aussi prospère que celui de Rouyn. Mais la route du bonheur diffère. Les moyens aussi. Les ressources du redressement ne jailliront pas des gisements

miniers de l'Alberta dans lesquels les Québécois investissent quelque trois milliards\$. Le destin s'incarne dans l'intelligence, dans le cœur et dans la volonté des régionaux.

*La multinationale est aussi lointaine
que les étoiles du ciel*

À l'heure de la mondialisation

La prospérité des régions dépendra pour une large part de leur capacité à concurrencer les entreprises multinationales dans la libre circulation des biens et des capitaux. Il est établi que « la libération des échanges provoque la croissance des investissements étrangers et du commerce international à un rythme plus rapide que celui de la production ».¹⁷

Or, notre étude démontre la déportation rapide de l'épargne régionale et québécoise vers d'autres provinces et pays. Il est aussi reconnu que nous n'avons aucun contrôle, ou si peu, sur l'exode de ces épargnes. L'espérance est souvent trompeuse.

Une autre préoccupation nous hante au plus haut point. Les entreprises multinationales américaines sont les principaux agents de la mondialisation. Elles sont productives et expéditives. Elles possèdent l'automatisation, l'électronique, l'informatique et l'information à un degré supérieur de 99 % comparé à la maîtrise des entreprises québécoises régionales. Elles établissent en conséquence les règles des marchés. « Aujourd'hui, les échanges entre firmes constituent près du tiers du commerce mondial des biens manufacturés. Au Canada, les entreprises multinationales comptent pour 75 % des exportations de produits manufacturés et au moins 80 % des importations¹⁸. Nous savons tous que les entreprises régionales ont une influence de poids plume sur les

17. *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 67.

18. Investissement Canada. Les multinationales étrangères et la compétitivité internationale du Canada, 1993, dans *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 67.

multinationales, même canadiennes. Quel est l'avenir des régions québécoises dans ce panorama?

*Les régionaux consultent leur raison
et prennent la clarté pour guide*

La concertation

La concertation est l'avenir? C'est une mode! Des conseils régionaux ont été constitués. Tout le monde en fait partie. C'est démocratique! Mais pas toujours efficace. Et les technocrates, les députés, et les ministres d'Ottawa et de Québec devraient observer une réserve héréditaire. Ne pas parler. Écouter. Répondre aux questions. Livrer et produire toute l'information. Toute l'information, totale et intégrale. Ils doivent surtout fournir le soutien technique adapté aux besoins locaux et non aux exigences et règlements de quinze ministères qui se disputent le royaume. Si le gouvernement du Québec n'a pas les ressources suffisantes pour répondre aux enjeux régionaux, qu'il récupère deux milliards\$ d'épargne régionale et québécoise placée en Europe.

Les régionaux, « gens ordinaires » (sic Lesage), sont responsables. Ils peuvent décider de leur avenir. Ils connaissent leur présent plus et mieux que le Parlement de Québec et la Chambre des communes. Ils ont assez de sagesse et de discernement pour déterminer les priorités. Pour identifier les secteurs à exploiter. Pour développer les marchés lucratifs. Ils sont capables de faire les véritables choix et d'établir les stratégies victorieuses. Celles de l'année et de la décennie. Ils peuvent bâtir des projets rentables que les gestionnaires de l'argent des autres ont le devoir de financer, sans imposer des contraintes inefficaces. Ayons confiance dans la capacité des entrepreneurs du milieu. Ils ont de l'imagination. Le sens de la créativité. Le goût du travail bien fait. Ils peuvent réaliser des *projets rentables* si leurs épargnes ne sont pas déportées.

Mais le drame réside dans l'ignorance de la population. Sous cet aspect, plusieurs témoignages nous sont parvenus. Citons l'un d'entre eux :

« Ce qui me choque le plus, c'est l'idée que la majorité des épargnants ne sont même pas au courant de ce qui se passe avec leur argent. Ce qui est primordial pour eux, c'est de savoir le montant de leurs profits; point final. C'est décevant et inquiétant. L'argent individuel semble être plus important que le bien-être collectif. Ces investisseurs sont-ils aveugles? Voient-ils la pauvreté aux alentours d'eux¹⁹? »

*Il suffit d'observer
les moyens de transport
pour comprendre les disparités régionales*

A. Le transport

L'histoire du chemin de fer au Canada débute en 1835. La première voie ferrée fut construite en 1835. Elle avait seize milles de long. Elle reliait Laprairie à Saint-Jean-sur-le-Richelieu. La deuxième voie ferrée était érigée en 1848 entre Saint-Hyacinthe et Montréal. Mais l'aventure la plus rocambolesque débute avec la Confédération. Des délégués à la Conférence de Québec de 1864 avaient des intérêts dans une future société de chemin de fer. Et les deux océans furent reliés par deux réseaux. La justice distributive n'a pas favorisé le Québec. Selon la tradition canadienne.

Au Québec, 5 238 milles de voies ferrées étaient concédées, soit un mille de voies par 100 milles carrés de superficie. L'Ontario possède 9 950 milles de voies, soit un mille par 34 milles carrés de superficie. La Saskatchewan dont la population est inférieure à un million d'habitants possède un réseau ferroviaire plus étendu que celui du Québec.

19. Josée Gauvreau, Châteauguay, lettre du 3 juin 1997.

Avec les années, les coupures frappent le Québec. Le train comme moyen de transport est éliminé entre Montréal et Québec sur la rive nord du Saint-Laurent. Le transcontinental « Canadien » disparaît presque en même temps. Les services vers la Gaspésie sont réduits. Les rails ont été arrachés entre Richmond, Victoriaville, Plessisville et Charny. Le train du « Témis » est disparu. Le « P'tit Train du Nord » du curé Labelle a été abandonné. Le tronçon de 305 kilomètres entre Delson, Sherbrooke et Newport est fermé. Les 380 kilomètres de voie entre Sherbrooke, Vallée Junction et Lévis sont disparus. Il en a été ainsi de la voie ferrée qui se rendait à la gare de Lévis. Le pont de Québec a été vendu à une entreprise américaine. Le Canadian Pacific vient de céder le réseau ferroviaire reliant Québec, Montréal et Hull à GRP, une filiale américaine de Genesee Wyoming. Au cours des dernières années, plus de 2 000 kilomètres de voies ferrées ont été abandonnés au Québec.

En consultant une carte des chemins de fer du Canada, on observera que le Québec est traversé par des chemins de fer, alors que l'aménagement s'amorce en Ontario pour sillonner tout l'Ouest canadien. Près de 90 % des chemins de fer de l'Ouest sont placés sous décret et ne peuvent être sujets à l'abandon. C'est sur le réseau de l'Est que les compagnies rationalisent.

Le transport au Québec n'est pas organisé. Le système routier est mal entretenu. Le service d'autobus possède des horaires qui ne correspondent pas, le plus souvent, à la vie réelle des usagers. Le chemin de fer offre un service insuffisant et inaccessible dans la plupart des régions. Il en coûte meilleur marché de se rendre à Bruxelles et à Paris que de prendre l'avion pour Gaspé et Rouyn. Le transport scolaire est abandonné ou diminué dans les régions qui en ont le plus besoin.

Messieurs Soucy & Associés croient qu'il n'y a pas de *carence de capitaux au Québec*. Ils affirment même qu'il n'y a pas de *projet rentable*. Vous n'avez jamais pensé d'utiliser les deux milliards \$ d'épargne déportée en Alberta pour organiser un service normal

et humain de transport pour les régions éloignées? Vous êtes coupables et responsables du dépeuplement de l'arrière-pays. L'imputabilité des disparités régionales ne bouleverse pas vos consciences? L'occupation du territoire vous laisse impassibles, imperturbables.

Vous êtes responsables de la détérioration progressive des régions. Dans les circonstances actuelles, peu de régions éloignées possèdent les services publics, les infrastructures et les équipements indispensables au développement de l'économie. Donnez donc aux régionaux la chance de se prendre en mains. De trouver les réponses à leurs besoins. De mettre davantage en valeur leurs ressources agricoles, forestières, halieutiques, minières et fauniques. De se lancer à la conquête des marchés locaux et internationaux.

*Une région porte l'empreinte
de l'économie industrielle*

B. L'industrie régionale

C'est sur l'industrie que se concentre l'activité économique et sociale d'un pays ou d'une région. Aussi longtemps que les messieurs Soucy & Associés n'établiront pas *une industrie rentable et majeure* dans chacune des régions québécoises, aussi longtemps le pays du Québec périlitera. Manquez-vous à ce point d'initiative pour ne pas bâtir dans chaque région une grande entreprise axée sur les richesses et le potentiel du milieu? Manquez-vous à ce point de jugement pour continuer à créer, avec notre épargne, en d'autres provinces et pays, des sociétés prospères qui utiliseront nos travailleuses et nos travailleurs comme des manœuvres, des serviteurs et des laquais?

En notre siècle des grands empires industriels, sommes-nous incapables de bâtir de grandes industries exportatrices avec les 200 milliards \$ d'épargne populaire semés à tous les vents? Êtes-vous assez malhabiles pour ne pas apercevoir les transformations

profondes de 20 nouvelles industries québécoises d'une valeur de 100 millions chacune? Dont les propriétaires seraient des Québécois. Et qui s'adapteraient aux ressources des régions et au potentiel des marchés intérieurs et extérieurs. Le Québec verrait disparaître rapidement les conditions anormales de vie des régions défavorisées. Il connaîtrait une croissance inespérée. Il suffit de placer deux milliards\$ de moins en Ontario. Les entreprises financières y investissent plus de 30 milliards\$; plus de 7 milliards\$ proviennent du Québec.

Au Québec, 175 000 PME existent. Elles créent les trois quarts des nouveaux emplois. Elles obtiennent une productivité supérieure à celle des grandes entreprises. Elles réussissent merveilleusement, non seulement dans la Beauce, mais dans les Bois-Francs, dans l'Estrie et jusque dans l'arrière-pays.

De jeunes entrepreneurs utilisent l'informatique et les nouvelles technologies. Ils s'établissent dans les industries de pointe. Ils œuvrent en sous-traitance avec de grandes compagnies. Ils implantent des services complémentaires aux besoins de leur milieu. Ici et là, on pourrait aussi rebâtir ce que l'on a détruit: un atelier de meubles, une confiserie, un abattoir, une conserverie, une biscuiterie, une fabrique de bijouterie, de produits en verre, de cercueils, de parquets, de placage, de chaussures, d'embarcations, de peinture.

On pourrait aussi retrouver des usines d'appareils orthopédiques, scientifiques, chirurgicaux, ophtalmologiques et aussi de chauffage, de ventilation, de fil métallique, d'outils. Une plus grande diversification devrait être organisée. Sept régions administratives expédient moins d'un milliard\$ par année de biens manufacturés: Abitibi/Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine, Laval, Nord-du-Québec, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean et Laval²⁰. Dans six de ces régions, Laval excepté, les dépenses en immobilisations ont été

20. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 408.

inférieures à 1 milliard \$ pour l'année 1992. Ces faits expliquent la précarité de leur situation.

Les PME, du moins un grand nombre d'entre elles, ne peuvent grandir qu'avec l'ouverture sur les marchés extérieurs. Les banques d'envergure internationale sont lointaines, peu attentives aux besoins des petites entreprises. C'est là que le gouvernement du Québec doit intervenir. Il a un rôle majeur à jouer. Il doit ouvrir les portes. Faciliter les transactions et les échanges de technologie comme il vient de le faire pour le Groupe Ro-Na avec la société française ITM.

D'autres ressources sont toutefois nécessaires pour pouvoir se tourner vers l'international. « Exporter, en particulier, demande des ressources financières particulières, puisque la rentabilité de l'exportation est plus longue à survenir (environ deux ans) que celle d'un nouveau marché national. La difficulté d'obtenir du financement est considérée comme un facteur important pouvant expliquer la faiblesse des exportations par rapport au chiffre d'affaires des PME (Miesenbrock, 1988; Ali et Swiercz, 1991). On invoque cette raison pour ne pas exporter et ce, principalement dans les petites régions. Aussi, des programmes spéciaux d'aide gouvernementale ont été mis en place dans la plupart des pays industrialisés²¹ ».

Les programmes gouvernementaux pourraient aider davantage dans la prospection des marchés, l'analyse de la demande, les conditions d'opérations, les stratégies à établir et dans la mise en marché sur le plan international. Dans le commerce extérieur, le Québec doit raffiner ses pratiques. En 1993, il dirige 80,6 % de ses principales exportations internationales vers les États-Unis²². Le matériel de communication, le papier journal, l'aluminium,

21. Pierre-André Julien, Martin Morin, *Mondialisation de l'économie et PME québécoises*, Éditions Eska, 1996, 161.

22. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 725.

l'automobile, l'avion et les moteurs d'avions représentent 33,5 % de nos exportations.

Mais commercer principalement avec les USA, c'est là une dépendance. Pour le Québec, la mondialisation ne doit pas se résumer à l'américanisation. Nous devenons de plus en plus un pays enfermé dans un autre. Comme la distance n'existe plus, le Québec doit étendre ses relations commerciales avec les pays francophones et latino-américains, sans oublier le Japon, l'Allemagne et à la belle-mère patrie qui refuse les droits démocratiques à la majorité de l'Irlande du Nord.

La réduction du rôle de l'État est une infamie, une imposture. Plus que jamais, l'État québécois, pour quitter la vassalité provinciale, doit bâtir une économie nationale. Il doit accroître le contrôle du marché domestique, la mondialisation commençant sous nos pieds. Il doit établir des programmes et des services pour créer et développer 1 000 PME par année, une dans chaque village et quartier de ville. Ces programmes et ces services doivent être conçus en concertation avec les MRC. Ces institutions sont près des besoins et des vrais problèmes. Elles peuvent mieux évaluer les faiblesses et les forces du milieu. Elles doivent être les architectes des programmes.

Des ressources sont nécessaires pour aider ces PME à démarrer et à grandir. Entre les RÉA de Parizeau et le Plan Paillé, il y a une frontière à définir. La garantie gouvernementale doit être associée à la participation de l'entreprise industrielle, mais dans une faible proportion et en privilégiant les travailleurs. Placées dans les PME, les épargnes québécoises auront pour nous un rendement supérieur aux actions mexicaines.

Malgré le capital de risque présumé abondant et les faibles taux d'intérêt, le financement demeure un problème majeur. « Des principales difficultés de démarrage, plus de la moitié des dirigeants de PME (57 %) ont mentionné spontanément le « financement et la disponibilité de fonds ». Suivaient loin der-

rière le « manque de clients » (12 %) et la « forte concurrence » (8 %). Seulement 6 % des dirigeants de PME ont mentionné d'abord le « manque de ressources qualifiées » et le « manque d'expérience des fondateurs », et 5 % ont fait état du « contexte économique difficile²³ ».

Un exemple de ce qui peut être bâti vient d'être concrétisé à Port-Daniel. Depuis plusieurs années, un petit groupe d'entrepreneurs rêvaient d'une cimenterie. Un investissement de 310 millions \$. CIMBEC vient de naître. Grâce à la CDPQ qui investira 30 % du capital action. L'exploitation d'un gisement de calcaire exportera le produit vers la Nouvelle-Angleterre. Cent emplois durables sont créés²⁴.

Les initiatives sont centuples. Nous versons annuellement plusieurs centaines de millions \$ à Kellogg d'Etobicoke. Culinar serait-il incapable de nous produire des céréales d'aussi bonne qualité? Êtes-vous capable de les conseiller, mon cher monsieur Soucy?

Nous versons aussi des millions \$ à Campbell du 60 Birmingham, Toronto. M. Soucy, vous pourriez recommander les soupes Aliments Sibon de St-Narcisse, Carrière de St-Denis, Pêcheries Gros Cap de L'Étang du Nord, Beau-Lieu de St-Ambroise, Berthelet et Léger de Blainville, Cantin de Beauport, Culinar de Ste-Martine, Poulet Doré du Lac Carré, Produits Berthelet de Laval et Produits Coq-Hardi de St-Antoine. Ce sont des gens du Québec qui fabriquent ces soupes.

Et il est ainsi dans tous les domaines. Nous pouvons acheter les crevettes de Purdel. Les homards de la Coop de Carleton. Les conserves de betteraves, carottes, champignons, gourganes, haricots, macédoine, pois, tomates de chez Carrière, Ferland et autres fabriques québécoises. Nous pouvons déguster les bois-

23. Martin Vallières, *Des difficultés d'être entrepreneur... Le financement, toujours le financement*, Le Soleil, 23 avril 1997

24. *Le Devoir*, Claude Turcotte, 20 août 1997, B.1.

sons à la mangue, pêche, poire, pomme, raison de Lactel, Lassonde, Natrel et autres maisons québécoises.

Si chaque semaine, les 2 600 000 ménages québécois achetaient 20\$ de plus de produits du Québec au lieu de biens fabriqués hors frontières, les industries de chez nous produiraient près de 3 milliards\$ de plus par année. Elles embaucheraient 100 000 personnes de plus. Cette réalité, *L'Action nationale* la répète depuis 30 ans. Soit 20 ans avant que M. Béland ait songé à en parler quelques fois.

Oh! certes, nous entendons déjà les clameurs qui s'élèvent des collines libre-échangistes. Qu'ils se rassurent! Nous ne sommes pas contre le libre-échange. Mais le libre-échange ne doit pas être conçu dans le désordre de la loterie. Et l'interdépendance ne doit pas non plus signifier la dépendance. La mondialisation des marchés ne doit pas détruire le marché local.

M. Gérard Latulippe ne partageait pas notre point de vue. C'est sa liberté! Il nous écrivait le 11 avril 1997:

Le monde est à l'heure de la mondialisation, l'heure où les frontières tombent. Alors pourquoi dans votre dossier vous semblez vouloir constamment remettre les frontières à leur place?

Trois semaines plus tard, monsieur Gérard Latulippe nous faisait parvenir un message différent:

Mon frère vient de perdre son emploi après douze ans dans la même entreprise. L'usine ferme ses portes. Elle déménage à Dons Mills. Je me devais honnêtement de vous écrire et de vous dire que vous aviez raison.

Cette tragédie humaine est fréquente, courante. Jadis, un sage avait prévu ces abus du capitalisme. Il avait même bâti une institution au service du milieu et de l'usage de l'épargne. Alphonse Desjardins a passé sa vie

à traiter des avantages de l'emploi des capitaux de l'épargne dans la localité même qui les a produits, emploi venant enrichir le sol qui a engendré ces capitaux accumulés par la prévoyance sagement ordonnée»²⁵.

*Le Québec, c'est une terre d'accueil
pour le touriste*

C. Le tourisme

Le tourisme est une industrie importante. Elle crée près de 75 000 emplois au Québec dont le tiers travaillent dans l'hébergement et la restauration. Elle comprend les marchés des vacances et des voyages. Les services d'hébergement, de restauration, de loisirs et de transport en constituent les principaux éléments. Les produits sont variés. À la ville ou à la campagne. La diversité est multiple: voyage, chasse, pêche, ski, motoneige, congrès. Pour que le Québec demeure une destination attrayante, il est essentiel d'offrir un produit de plus en plus québécois. Autrement, le centre d'attraction s'affaiblira.

L'industrie encaisse quelque 6 milliards\$ de revenus en 1996. C'est une source imposante de devises étrangères. Les entreprises de transport, d'hébergement et de restauration recueillent près des trois quarts des dépenses des visiteurs.

Mais, pour notre malheur, la dépense principale dans le transport, plus de 2 milliards\$, profite à des compagnies d'aviation, de chemin de fer, d'autocars, de navires, de location d'automobiles, d'agences de voyages et de grossistes qui ne sont pas la propriété de Québécois. Même la grande hôtellerie est une industrie qui échappe de plus en plus aux Québécois. Les visiteurs y dépensent plus de 2 milliards\$ par année. Les travailleuses et les travailleurs y œuvrent, par surcroît, à temps partiel et à salaire minimum. Nous détenons encore la majorité des terrains de

25. Conférence sur la coopérative d'épargne et de crédit, vers 1904-1905, Réflexions d'Alphonse Desjardins, CCPED, 1986, p. 49.

camping, mais les pourvoiries de chasse et de pêche sont de plus en plus la propriété de groupes étrangers.

La clientèle touristique la plus importante est québécoise. Elle dépense près de 2 milliards \$. Si elle s'arrêtait dans les petites auberges, les manoirs accueillants et dans les hôtels qui appartiennent encore aux Québécois, elle participerait au relèvement de l'économie locale. Nos meilleurs chansonniers fréquentent encore ces maisons du patrimoine. Elle enrichirait les propriétaires de ces PME. Mais trop souvent, on lui offre l'ambiance étrangère des grandes maisons d'hébergement.

Le deuxième groupe touristique provient principalement de l'Ontario et aussi des autres provinces canadiennes. Ces touristes dépensent quelques 500 millions \$ au Québec. Les Américains de la Nouvelle-Angleterre et du Centre états-usien, quoi que moins nombreux, déboursent près de un milliard \$ dans l'économie québécoise. Enfin, les touristes de la France représentent le tiers des touristes internationaux; la Grande-Bretagne, l'Allemagne, Japon, la Suisse et l'Italie en constituent le second tiers.

Mais l'hôtellerie nous échappe. Le Canadian Pacific possède les Château Montebello, le Kenauk, le Château Mont-Tremblant, le Manoir Richelieu, le Château Frontenac et le Reine Elizabeth. Les auberges, hôtels et motels Clarion, Comfort, EconoLodge, MainStay, Quality, Rodeway et Sleep sont des endroits confortables qui enrichissent des promoteurs extérieurs au Québec.

Le Hilton vous offrent des forfaits qui enrichissent les Britanniques. Les propriétaires du Ramada vivent à Hong Kong. Les Marriott Hôtel, Loews Hôtel Québec appartiennent à des promoteurs américains. Four Points, Sheraton sont confortables pour la détente, mais les profits vont outre-frontières. Le Delta, le Best Western Motor profitent à des financiers ontariens. Les Hôtels Maritime, Lalin enrichissent les propriétaires du Lichlenstein. Même l'Hôtel Desjardins est la propriété de Carnival Hôtel & Casinos de Miami.

Les Cantlie Suites Hôtel et la Tour Centre-Ville sont élégants, mais les profits ne restent pas au Québec. Il en est ainsi du Motel Le Baron, l'Hôtel Classique, le Quebec Inn, le Days Inn, l'Hôtel du Parc, la Chaîne Hôtelière Hôte, les Auberges Wandlyn, les Courtyard, les Radisson, le Centre Sheraton, l'Hôtel Inter-Continental, l'Hôtel Ruby Foo's, l'Hôtel Howard Johnson, l'Hôtel Maritime Plaza, l'Hôtel TAJ Mahal, le Nouvel Hôtel Montreal, le Manoir Le Moyne, le Manoir Saint-Sauveur, le Motel Canada, le Ritz-Carlton, le Loews Hotal Vogue, le Best Western Carlton, le Ramada. Dans un centre Holiday Inn., vos enfants mangent gratuitement si les parents les accompagnent.

L'une des plus récentes attractions est celle offerte par Intrawest. Intrawest, c'est une entreprise de Vancouver. Elle a créé au Mont-Tremblant un complexe récréo-touristique. Elle a investi 500 millions\$. Ce n'était pas un « projet rentable » pour les Québécois? Mais Intrawest investira un autre 500 millions\$ pour une deuxième phase d'expansion: hôtel de classe internationale, appartements en copropriété, nouvelles pistes sur le versant sud, accréditation d'un circuit *Indy*, piste de course, réaménagement du circuit Mont-Tremblant, théâtre, amphithéâtre, académie de tennis et centre équestre²⁶. Pour messieurs Soucy & Associés, ce n'était pas « un projet rentable » ou « la carence de capitaux » existait. Le dessert, c'est que le gouvernement du Québec versera encore des subventions que les contribuables acquitteront de leurs impôts. Et les épargnants québécois achèteront en bourse les actions qui faciliteront le financement.

Les deux tiers des touristes visitent Montréal, Québec, les Laurentides et l'Estrie. Il est vital que le touriste fasse le tour du Québec. Moins de 3 % des touristes se rendent en Abitibi, au Bas-Saint-Laurent, à Charlevoix, en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine, en Lanaudière et même à Laval²⁷. Il faut d'urgence agrandir un réseau complet d'auberges de plein air. Les Québé-

26. *Le Soleil*, 23 août 1997, B.4.

27. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 543.

coises et les Québécois pourraient redécouvrir leur patrimoine et passer leurs vacances dans des établissements qui profiteraient à la collectivité. L'enrichissement des promoteurs étrangers n'aboutira qu'à l'appauvrissement des masses populaires. De ce cercle vicieux, il nous faut sortir.

*Si l'histoire passée est fixée à jamais,
l'histoire à venir est toujours à faire.*

René Lévesque

3. Des ressources vitales

Un gouvernement doit évaluer, comptabiliser et utiliser toutes les ressources susceptibles de satisfaire aux besoins de sa population. C'est un mode d'espérance. Il peut améliorer le vouloir-vivre collectif. Il peut susciter le dévouement et l'abnégation qui redressent les injustices dont sont victimes les classes populaires. Les ressources vitales, celles qui touchent à l'essentiel de la vie d'un peuple, résident dans les richesses naturelles: l'agriculture, la forêt, les mines, les pêcheries. C'est à vol d'oiseau que nous survolerons ces secteurs. Nous laissons aux spécialistes d'aller au cœur du problème, de l'analyser et de proposer les solutions adéquates et humaines pour perpétuer cette magnifique parole de Jacques Proulx: «Tant vaut le village, tant vaut le pays».

*Aux plaines d'Abraham si Wolfe eut notre épée,
il n'a pas pris nos cœurs, ni l'âme du pays.*

Albert Ferland

A. L'agriculture

L'agriculture constitue l'industrie fondamentale d'une nation. Elle procure les denrées alimentaires pour la plupart des autres industries. Dans un monde en rapide transformation industrielle et financière, une politique agricole dynamique est

essentielle pour garantir un équilibre à l'économie québécoise. Autrement, la mondialisation qui abolit les distances va faire graduellement disparaître nos petites régions rurales. Elles deviendront le siège social des « bungalows » comme le répète si bien Jacques Proulx.

Le territoire du Québec est le plus vaste de toutes les provinces. La superficie en terre est de 1 667 926 km² 28. C'est 225 fois l'étendue de l'Île-du-Prince-Édouard qui possède les mêmes pouvoirs que le Québec au niveau des conférences fédérales-provinciales. Mais là n'est pas notre propos. De cette étendue immense, l'exploitation agricole publique est limitée aujourd'hui à 554 km² 29. Il y a certes des basses et des hautes terres à ouvrir à l'agriculture. Des superficies considérables pourraient être mises en valeur. L'exploitation maximale et la protection des terres fertiles deviennent des priorités. Le morcellement des terres et la spécialisation doivent cesser sans délai. Il faudra même songer à produire de juteuses tomates là où des broussailles et des friches attendent des bras vaillants.

En 1997, on ne peut pas dire que l'agriculture québécoise est florissante. Elle n'a bénéficié que de 465 600 000 \$ d'investissements au Québec en 1992, soit le plus faible montant depuis 1984³⁰. Elle n'accorde pas une juste rémunération à ses producteurs. Elle ne leur assure pas la sécurité économique. Elle produit à peine le quart du panier de provisions alimentaires. Elle contribue au déclin et au dépeuplement rural. La fermeture des bureaux de poste et des écoles de villages en est un indicateur. La concentration des fermes est un autre signe du malaise grandissant. Depuis une quinzaine d'années, le nombre des fermes a diminué de 20 %. Le plus gros achète le plus petit. La relève agricole devient un problème majeur.

28. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 121.

29. *Le Québec statistique*, 60^e édition 1995, 122.

30. Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, 61-205.

La déportation de l'épargne régionale précède le départ des ruraux vers les grands centres. Sans l'investissement dans le milieu rural des épargnes régionales, l'agriculture et les régions sont condamnées à une décroissance ininterrompue. Le rapatriement de 3 des 15 milliards\$ d'épargne québécoise placés en Europe est le moyen de reconquérir le territoire et de revaloriser les campagnes et l'industrie de l'agriculture.

En 1992, le revenu brut représente 12,6 %³¹ de la statistique principale de l'agriculture canadienne. Les dépenses d'exploitation correspondent à 15,1 % de celles du Canada. Les recettes québécoises de l'agriculture représentent 13,7 % des recettes canadiennes³², et cela grâce à notre production animale et laitière. Pour l'année 1992, le Québec exporte 9,5 % de la valeur canadienne des produits agricoles et alimentaires. Mais il importe 18,5 % de la valeur canadienne des mêmes produits. Il faudrait songer à réduire le déficit commercial de 359 millions\$³³ qui en résulte. La production québécoise du blé, de l'avoine, de l'orge, du maïs-grain, des pommes de terre et du tabac correspond à 8,7 % de la production totale canadienne³⁴. La production québécoise du miel et de la cire représente 11,6 %³⁵ du marché canadien. Avec la richesse du feuillu québécois, c'est un manque à combler. Au ministre québécois de l'Agriculture, des tâches précises incombent.

Au Québec, les régions de Montréal et du Richelieu produisent 89,9 % des produits d'origine végétale. Le cheptel de bétail est concentré sur le porc et les vaches laitières. L'agriculture éprouve de la difficulté à déterminer la place qu'elle doit occuper. Les géantes coopératives se sont emparées des grandes produc-

31. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 315.

32. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 317.

33. *Ibid.*, 323.

34. *Ibid.*, 323.

35. *Ibid.*, 323.

tions. Pour réussir dans de nouvelles avenues, faudra-t-il revenir en arrière, refaire de petites coopératives, les spécialiser dans des secteurs insuffisamment exploités: biscuits, fruits, légumes, conserves, instruments aratoires?

Mais l'agriculture seule est devenue incapable de conserver et de développer le milieu rural. La revitalisation des villages demeure un élément fondamental de la qualité de la vie québécoise. Le tissu social offre une différence appréciable. Le paysage, l'habitat, les loisirs, la diversité de la vie et l'environnement offrent une manière de vivre différente.

De plus en plus, les ruraux perdent du pouvoir. L'État-qui-siège-à-Québec a établi des politiques mur à mur. Les grands réseaux de l'éducation et de la santé prennent leurs directives de Dieu-le-père-éternel. Les MRC et les CLSC sont dirigés par des conducteurs qui, de Québec, regardent dans le rétroviseur pour régler les problèmes de Gaspé. En bout de ligne, le monde rural n'a plus de voix pour s'exprimer, pour réclamer. *Solidarité rurale* et l'*UPA* sont les deux organismes qui représentent, avec des intérêts particuliers, les réclamations d'une ruralité qui s'urbanise de plus en plus. Le temps est venu de redonner aux organismes régionaux le pouvoir de régler leurs affaires.

Il y a longtemps, il y a 30 ans, que ces constants ont été faits et que des réclamations précises ont été formulées. Depuis, les gouvernements se sont succédé: Johnson, Bertrand, Bourassa, Lévesque, Johnson, Bourassa, Parizeau et Bouchard. Mais «rien n'a changé au pays du Québec», ou si peu. Relisez la résolution des *États généraux du Canada français* adoptée en 1967:

Résolutions 1967
de l'atelier économique
L'agriculture

Le Gouvernement du Québec doit:

- élaborer une véritable politique agricole,
- définir la vocation des sols,
- favoriser l'exploitation maximale des terres fertiles,
- enrayer les spéculations sur les terres arables,
- aménager le territoire selon l'intérêt général,
- encourager la recherche,
- implantation des cultures spécialisées à haute rentabilité,
- utiliser les terres impropres à l'agriculture à des fins de reboisement, d'industrialisation et de loisirs,
- coordonner la production et la mise en marché,
- répondre aux besoins des marchés intérieurs et extérieurs,
- contrôler l'importation des produits agricoles,
- abolir l'impôt foncier sur les fermes et les sols en production,
- permettre aux cultivateurs de participer à l'étude des problèmes agricoles, à la préparation et à l'exécution des lois concernant l'agriculture,
- posséder tous les pouvoirs constitutionnels en agriculture.

Où en sommes-nous? Où allons-nous? Que ferons-nous?
Le présent est aride. Les nuages cachent l'avenir. Car nous répé-
tons le passé sans cesse.

*La nature est un temple où de vivants piliers
Laisser parfois sortir de confuses paroles;
L'homme y passe à travers des forêts de symboles.*

Baudelaire

B. Les forêts

Dans l'ensemble des pays, la forêt est l'un des éléments de base, l'une des données essentielles de l'économie régionale et nationale. Le Québec a établi d'étranges règles. Ici, l'exploitation de la forêt et l'industrie des pâtes et papiers n'ont presque jamais bénéficié à la collectivité. Des entreprises étrangères se sont emparés de notre butin et l'ont rançonné. Plutôt que de cultiver la forêt, on l'a exploitée de façon anarchique. La zone de végétation méridionale constituait la principale réserve de l'industrie du bois. On l'a concédé à de grandes entreprises étrangères qui ont saccagé nos conifères, bouleaux, trembles et érables.

Pourtant, la forêt fait partie du patrimoine. Elle devrait contribuer à l'essor économique. Elle est une richesse indispensable au développement des régions. Sa superficie représente 46 % du territoire québécois : 757 900 km². La ressource est abondante. Elle est répartie dans l'ensemble du territoire. Dans ma « petite » province du Bas-Saint-Laurent, une exploitation rationnelle obtiendrait des rendements comparables à la productivité de la Suède. Le sol et le climat favorisent une telle fertilité. Mais la gestion est lamentable.

Comme dans les autres régions, le pillage est la coutume. Les grandes entreprises respectent peu les lois de la nature. Elles produisent le plus en un laps de temps le plus court. Elles utilisent des machineries qui remplacent les bûcherons. Elles détruisent tous les petits arbres. Elles reçoivent en concessions le bois des terres publiques, pour un petit plat de lentille. Elle exportent trop de bois brut à l'étranger.

Le laisser-aller contribue au dépérissement des régions. Des changements majeurs doivent être effectués. La forêt appartient au peuple. Elle est la base d'un développement durable. Elle est le complément indispensable au progrès des régions. Elle est concédée à de très grandes entreprises, la plupart étrangères. Plusieurs sont québécoises et participent pleinement à l'économie d'ici: Alliance Forest, Cascades, Domtar, Donohue, Tembec, Uniforest. Le Québec est l'une des régions du monde où la production de pâtes et papiers par habitant est la plus élevée.

Mais la forêt privée représente à peine 16 % de la ressource. Au moins 40 % doivent être concédées pour l'éternité aux municipalités et aux coopératives forestières. Les fermes forestières sont un modèle à développer. Les propriétaires accomplissent les travaux sylvicoles essentiels. Ils y gagnent leur vie. Puissent-ils s'organiser en syndicats, en coopératives ou en sociétés sans but lucratif! À chaque village, sa forêt! Chaque municipalité rurale a intérêt à reconstituer son territoire de feuillus et d'essences nobles. L'entretien et le reboisement procurent des emplois aux chômeurs et aux assistés sociaux du village. Dans quelques décennies, le patrimoine forestier serait devenu un capital qui rapporterait des revenus substantiels.

Chaque municipalité rurale a intérêt à ériger une forêt de bonne taille. La MRC pourrait alors regrouper les municipalités, les coopératives et les fermes forestières. Des perspectives nouvelles apparaîtraient à l'horizon. Tous les aspects industriels convergeraient vers le développement des communautés. En un été, une seule MRC pourrait faire plus pour la régénération des feuillus que le gouvernement en une décennie. Chaque villageois planterait 10 ou 20 chênes par automne!

L'action des coopératives forestières doit aussi être soutenue. Pour la plupart, elles doivent se contenter de sous-traitance. Même maintenues en ce rôle de tutelle, elles font survivre des dizaines de villages qui autrement seraient disparus de la carte géographique.

Le temps est venu, et depuis longtemps, de leur confier un rôle de maître-d'œuvre dans la gestion de la forêt. À messieurs Soucy & Associés de récupérer les millions \$ déportés au Mexique pour leur procurer les ressources suffisantes et leur permettre de devenir des instruments indispensables au progrès régional.

Il n'est pas besoin d'organiser un Sommet d'Économie pour concrétiser la gestion patrimoniale de la forêt. L'objectif est de récupérer le potentiel dilapidé. L'application de méthodes sylvicoles développe la forêt québécoise sur une période plus rapide. L'introduction de techniques de reboisement, la production de plants de qualité, la création de nouveaux produits, l'amélioration des soins culturaux, la modification de la machinerie de coupe, la pratique de la coupe sélective, le développement des marchés, la création d'une société pour la transformation des produits forestiers, voilà, messieurs Soucy & Associés, des *projets rentables* qui seraient réalisables si les capitaux étaient investis au Québec plutôt qu'au Mexique.

Vous croyez à la robotique, à la biotechnologie, penchez-vous sérieusement sur l'avenir forestier du Québec. Vous pourriez même songer à un RÉER de développement forestier! Ce serait vivre dans le présent. Un passé assez récent nous rappelle que nous avons perdu la mémoire. Les résolutions des *États généraux du Canada français* avait suggéré diverses propositions. Même celles qui ont été réalisées démontrent que l'homme est plus imparfait que la femme.

Résolutions 1967
de l'atelier économique
Les forêts

Le Gouvernement du Québec doit créer:

- une société d'exploitation forestière,

- réviser le régime actuel des concessions forestières,
- susciter des coopératives régionales d'exploitation,
- répartir l'exploitation des forêts entre les entreprises de produits forestiers,
- réaliser un inventaire et un classement complet des forêts,
- en rendre les résultats accessibles à la population,
- obliger les compagnies forestières à assurer le renouvellement des forêts qu'elles ont exploitées,
- établir un plan et, si nécessaire, des sociétés d'État, pour développer le traitement et la transformation au Québec des produits des forêts,
- appliquer un programme global de recherches forestières, en collaboration avec les universités du Québec,
- vendre nos produits forestiers à d'autres pays que les États-Unis et l'Angleterre, afin d'éviter une trop grande dépendance.

*Il y a longtemps, très longtemps
que les Québécois sont sacrifiés
uniquement aux travaux souterrains des mines*

C. Les mines

L'industrie minière est importante dans l'économie du Québec. Elle est un facteur influent dans plusieurs régions. Une grande partie du sous-sol québécois est constituée de roches parmi les plus anciennes de la planète. On y trouve d'importants gisements minéraux : or, fer, cuivre, amiante, zinc, etc. Pour nous, ces roches sont aussi importantes que celles rapportées de la lune par les Américains. Mais l'industrie minière traverse des années difficiles.

La valeur des expéditions minérales du Québec était de 2,6 milliards\$ en 1993³⁶. La production des minéraux métalliques s'élève à 1,6 milliard\$. Les expéditions d'argent, d'or, du fer et du zinc se sont légèrement accrues. Celles du cuivre ont fléchi. Les minéraux de l'amiante, du dioxyde de titane et des substances utilisées en construction (argile, chaux, ciment, pierre, sable et gravier) ont connu une baisse de production.

L'industrie métallique consiste en la transformation primaire de l'aluminium. Les usines de Bécancour, Baie-Comeau, Deschambault et Sept-Iles produisent plus de 2 millions de tonnes. Elles embauchent plus de 14 000 personnes. Quatre aciéries emploient 3 500 personnes pour produire plus de 2 millions de tonnes par an. L'usine de Norsk Hydro est le premier producteur de magnésium au Canada: 40 000 tonnes en 1994, avec deux expansions en perspective.

L'industrie minière est principalement implantée dans trois régions où la valeur de production atteint les 500 millions\$ dans chacune d'elles. L'Abitibi-Témiscamingue est un important producteur d'or, de cuivre et de zinc. La Côte-Nord exploite et transforme le fer, le fer de refonte et le titane. Le Nord-du-Québec compte plusieurs projets en voie d'exploration et d'aménagement: Eastmain, Crevet, Troilus, Reglan et Vezza. Dans les autres régions, la valeur de la production minérale varie de 143 millions\$ dans Chaudière-Apalaches pour décroître à 35 millions\$ au Bas-Saint-Laurent.

Le malheur qui subsiste depuis toujours réside dans l'exploitation minière et métallurgique au profit d'entreprises étrangères. Messieurs Soucy & Associés n'ont pas découvert de *projets rentables* dans des activités qui rapportent des milliards\$ à des sièges sociaux établis en d'autres provinces et pays. Les principaux bénéficiaires du sous-sol québécois sont Agnico-Eagle, Alcan, Barrick Gold, Fording, Falconbridge, Inmet, Metall, Noranda,

36. Le Québec statistique, 60^e édition, 1995, 359.

Placer Dome, Quit-Fer et Titane, Rio Algom. La litanie bienheureuse pour les étrangers ne prend jamais fin. La Mines McWatters de Toronto vient d'acquérir les mines Minorca, Kiena et Sigma³⁷. Heureusement, depuis quelques années, des entreprises québécoises établissent une concurrence de plus en plus intéressante. Citons en particulier Cambior, Franc-Or, Itec-Mineral, MSV Ressources, St-Genevieve Ressources MSV, Richmond Mines, Virginia Gold Mines.

Mais il y a une fuite qui commence à inquiéter. « En 1996, pas moins de 103 des 151 millions \$ amassés au Québec par des entreprises inscrites à la Bourse de Montréal sont sortis de la province³⁸ ». Cette fuite signifie une baisse du renouvellement des réserves minières au Québec. Elle se traduira en une diminution de l'exploitation minière.

La politique minière du Québec a besoin d'être repensée dans l'intérêt réel et durable de la population. Il faut développer les activités de prospection, encourager la formation de compagnies québécoises, accroître la transformation sur place des minéraux québécois et s'assurer du réinvestissement des profits au Québec. Ces idées ne sont pas nouvelles. Aux **États généraux du Canada français** de 1967, des réclamations étaient formulées. Mais le passé et l'avenir n'existent souvent qu'en images ou lorsque nous y pensons.

Résolutions 1967
de l'atelier économique
Les mines

Le Gouvernement du Québec doit

- stimuler la formation de compagnies minières privées, mixtes ou de régies d'État,

37. *Le Soleil*, 3 septembre 1997.

38. François Pouliot, *Le Soleil*, 13 septembre 1997, B2.

- réviser les critères d'attribution des permis d'exploitation des sociétés minières,
- redéfinir leurs charges fiscales selon des barèmes de progression et les revenus de ces sociétés,
- établir une fiscalité qui favorise les sociétés minières qui transforment leurs produits au Québec ou qui réinvestissent leurs profits au Québec,
- obliger les sociétés minières à réinvestir leurs profits au Québec,
- créer un organisme d'orientation et de recyclage de la main-d'œuvre mise à pied, avec la collaboration financière des sociétés minières impliquées,
- abolir le système des villes fermées et les soumettre au Code municipal, à la Loi des cités et villes, aux lois et aux règlements des ministères de l'Éducation et des Richesses naturelles.

Les filets étaient heureux.

La pêche n'avait jamais autant rendu.

*La grand-mère ne suffisait pas
au soin de vendre les poissons.*

Lamartine

D. Les pêcheries

L'estuaire et le golfe du Saint-Laurent passent de l'eau douce à l'eau salée. Environ 8 000 pêcheurs se tirent d'affaires comme ils le peuvent. Le secteur fait face à l'épuisement de la ressource. Certes, les pêcheries n'ont pas l'importance de la technologie, de l'agriculture et de la forêt. Mais elles apportent un élément de diversité économique à ne pas négliger.

L'organisation du marché est embryonnaire. Dans nos paniers d'épicerie, on retrouve le Clover Leaf Oyster de British Columbia, Le menu principal varie souvent entre les saumons Sockeye, Red Rose, Solid White Tune, Baby Clams et Cocktail

du Pacifique. Dans nos épiceries, les crevettes de Matane sont rares et le homard provient de Moncton. Le marché local n'est pas desservi comme il le devrait. Une proportion considérable du poisson du fleuve et du golfe est transformée dans les usines de la Nouvelle-Angleterre. Nous ne sommes pas libérés de cette tutelle.

L'aiglefin de Saint-Maxime, de l'Étang-du-Nord ne descendent pas jusqu'à nos épiceries de Montréal. Les crabes et les crevettes de Baie-Trinité, Gaspé, Île-du-Havre, Matane, de Saint-Godefroi et de Sept-Îles sont rarissimes dans nos marchés. Dans nos hôtels, on ne peut généralement pas nous offrir du homard, de la morue, des pétoncles et du saumon de la Gaspésie et des Îles. La mise en marché devrait conquérir les marchés des grandes villes.

Certes, les années sont difficiles. La valeur totale des captures n'est que de 88 millions \$ pour l'année 1992; le homard, le crabe et la morue représentent 79 % des captures³⁹. Mais l'équipement des pêcheurs est-il moderne? Répond-il à la pêche hauturière? Les usines de transformation sont-elles récentes? Exploite-t-on suffisamment les sous-produits de la pêche? La commercialisation est-elle organisée et agressive? A-t-on développé de véritables entreprises coopératives? L'aquaculture reste anémique. La recherche est à peine amorcée.

Depuis les résolutions de *États généraux de 1967*, a-t-on répondu aux demandes pressantes qui avaient été exprimées?

Résolutions 1967
de l'atelier économique:
Les pêcheries

Le Gouvernement du Québec doit:

- développer une politique planifiée des pêcheries québécoises,

39. *Le Québec statistique*, 60^e édition, 1995, 329.

- accorder des subventions ou des prêts aux pêcheurs pour leur permettre de moderniser leur équipement selon les exigences de la pêche hauturière,
- favoriser concrètement le développement des entreprises coopératives des pêcheurs,
- établir des industries permettant d'exploiter les produits et les sous-produits de la pêche,
- favoriser, par tous les moyens, la commercialisation des produits de la pêche, sur les marchés intérieurs et extérieurs,
- contrôler l'importation des produits et des sous-produits de la pêche,
- posséder la compétence constitutionnelle, en matière de pêcheries.

« On a évacué la société.

Il ne reste plus que le marché.

*Les citoyens, s'ils ne sont pas
des ressources humaines rentables
ou des consommateurs solvables,
n'existent tout simplement pas.*

*Est-il normal d'avoir plus de pouvoir
comme consommateur que comme citoyen ?*

*Pourquoi les marchés financiers
ont-ils plus de pouvoir pour fixer
l'ordre du jour de la société québécoise
que le Parlement québécois élu ? »*

Ricardo Petrella

4. Une métropole à inventer

Dans l'île, l'hiver 1998 sera rude, pénible. Le Maire n'est plus capable de compter le nombre des clochards et des pauvres. Montréal est devenue la métropole du dépannage alimentaire et

humanitaire. Les groupes d'entraide, les maisons d'hébergement, les comptoirs de vêtements et les soupes populaires s'y multiplient. Près de 400 000 personnes vivent sous le seuil de la pauvreté. L'importance du phénomène des itinérants en est l'image la plus spectaculaire.

Néanmoins, Montréal fait partie des grandes villes du monde. Elle est encore la deuxième plus grande ville française au monde. Mais pour combien de temps encore? Elle n'est plus *Ville-Marie*. Ni la métropole du Canada. De 1986 à 1995, la croissance annuelle moyenne de Montréal est la moitié de celle de Toronto et 44 % de celle de Vancouver⁴⁰. Sa population se compare aux villes de Baltimore, Dallas, Détroit, Indianapolis, Phoenix, San Antonio, San Diego, San Francisco, San José. Montréal n'est plus une bourgade. Mais elle est administrée par des apprentis depuis plusieurs décennies. Des enquêtes, des commissions d'études et des rapports volumineux ont été publiés. Les idées fécondes et les propositions lumineuses ont été énoncées, répétées. Elles sont entassées dans la 13^e filière.

*La situation est si critique
qu'un nouvel échec
serait presque irréparable*

A. Une politique rentable

La région, c'est trois millions d'habitants, 102 municipalités, 5 MRC, quelque 40 comtés. C'est une ville-région aux frontières artificielles. La faiblesse et la dispersion du pouvoir invalident les meilleurs intentions. L'histoire politique de l'administration municipale de Montréal est une suite de progressions, de reculs, de recommencements et de nouveaux échecs depuis au moins Médéric Martin. Les embarras financiers sont devenus une tradi-

40. Statistique Canada, cat. 95-330, Montréal, 20.

tion. La gestion municipale tourne en rond. Il est urgent et essentiel d'établir une politique régionale harmonieuse et durable. Diverses initiatives et projets doivent être réalisées.

La productivité de l'Hôtel de ville est onéreuse et inefficace. Il faut mettre fin au fractionnement politique et administratif du Montréal métropolitain. Comme le ministre de la Métropole semble avoir du courage, il devra définir une stratégie régionale d'aménagement et de développement. Les banlieusards qui travaillent à Montréal doivent écoper. Comme personne n'entend raison, un tribunal d'arbitrage avec autorité décidera. Le Premier ministre ne doit plus être le juge et le négociateur des chicanes entre villes et régions.

*Montréal, avec l'épargne populaire,
peut redevenir prospère*

B. Un centre financier

De grandes et de petites tâches doivent être accomplies avec diligence et efficacité. Transformons et restructurons les marchés boursiers et financiers. Montréal doit redevenir un centre financier. Les entreprises commerciales et industrielles s'établissent là où elles peuvent résoudre leurs problèmes monétaires et financiers. De là l'urgence d'appuyer sans réserve la Bourse de Montréal et de développer nos banques québécoises, la Banque Nationale du Canada et la Banque Laurentienne du Canada dont l'agressivité et le dynamisme font présentement défaut. Les banques étrangères sont des organismes qui développent des entreprises en d'autres territoires.

Le marché des valeurs mobilières, des assurances, des sociétés de fiducie doit aussi devenir très majoritairement la propriété d'entreprises québécoises, dirigées par des Québécois où les francophones seraient majoritaires. Pour chaque institution financière québécoise ou étrangère, il faut pouvoir évaluer et calculer

la part de ses activités qui se déroulent à Montréal. Si nous voulons mesurer le rôle québécois des institutions qui ont leur siège à Montréal ou dans une ville québécoise, c'est l'ensemble de leurs activités qu'il faut juger et peser.

Agir, c'est une création continue.

*L'ensemble de ces créations infinitésimales
est la vie.*

Jaloux

C. Initiatives créatrices

D'autres initiatives s'imposent d'urgence. Invitons et accueillons les sièges sociaux des grandes entreprises internationales. Attirons au centre-ville un plus grand nombre d'organisations internationales. Modernisons les infrastructures urbaines et le système de transport. Mettons fin au cloisonnement entre les réseaux scolaires et municipaux. Utilisons tout le potentiel des immeubles et des équipements. Valorisons le centre-ville de la métropole et de ce qu'il en reste.

Détruisons les 10 000 taudis insalubres, les 10 000 maisons vétustes et les 2 000 manufactures abandonnées. Construisons 20 000 habitations familiales. Ce qui frappe toute personne qui réfléchit à la question sociale, c'est la coexistence d'édifices de prestige dans les centres-villes et de milliers de taudis que l'on observe du 40^e étage. Il faut remettre au travail les ouvriers de la construction. « Quand la construction va, tout va ». Les retombées sur les autres secteurs d'activités sont importantes: matériaux de construction, métiers, commerce, entreposage, services... Ouvrons le fleuve aux Montréalaises et aux Montréalais en déplaçant Cast et les montagnes de ferrailles et de charbon sur les rives de Contrecoeur.

Développons avec agressivité les avantages acquis dans l'aérospatiale, les télécommunications, les nouvelles technologies, les produits pharmaceutiques, l'avionnerie, les aéronefs, les

transports, la machinerie industrielle. Que ce développement s'accomplisse désormais avec des entreprises québécoises! Nous manquons d'experts? Engageons-les. Les exportations de haute technologie et de produits électriques favorisent la balance commerciale. Pour garantir des progrès futurs, investissons massivement dans la recherche et le développement technique. Créons de nouvelles activités tertiaires exportatrices. Dans toutes ces entreprises nouvelles, bénéficiaires pour la plupart de subventions et de privilèges, ayons le courage de leur imposer l'obligation d'une charte québécoise, la nomination d'administrateurs québécois et l'embauche d'experts québécois.

Un hibou aux aigrettes de plumes blanchies téléphone aussitôt au camarade Béland. Il le somme de rapatrier 5 milliards \$ déportés en d'autres provinces et pays pour redonner aux quartiers de Montréal, de nos villes et de nos villages un cachet humain harmonisé avec des lignes architecturales plus fines que celles de la majorité des caisses.

*L'action sociale
au service du peuple,
c'est l'élément qui déclenchera
toutes les victoires.*

5. L'action sociale

Mais quand on vit au 40^e étage, on ne voit pas l'écureuil dans le feuillage et on ne peut pas alimenter les jeunes qui souffrent de la faim. Mais on paie son abonnement à *L'Action nationale* par l'intermédiaire de *Canebsco*, P.O. Box 1943, Birmingham, USA, parce qu'on n'a pas aperçu la firme *Périodica* établie sur la rue voisine.

Il n'y a aucune carence de capitaux...et il n'y a pas de projet rentable, répètent messieurs Soucy & Associés. Quand la grenouille s'enfle comme le bœuf, elle est incapable d'insertion sociale et

d'intégration au travail. Pour résoudre la misère des « gens ordinaires » (sic Lesage), il faut vivre dans le milieu, organiser une petite coopérative de taxis, de services, de production, de consommation, de travail, de loisirs. Un problème social ou culturel est rarement résolu par un organisme qui ne recherche que la rentabilité.

A. Les petits projets

Hélas! l'action *Desjardins* n'a pas suivi la parole. Les tomates de Guyenne, les champignons du Témis, les escargots de Charlevoix, les coopératives forestières et de travail ont peine à se développer, à se financer. Il faut investir l'épargne québécoise dans une multitude de petits projets générateurs d'emplois. Faites comme les abeilles! Elles bâtissent leur cellule dans le creux d'un vieil arbre. Nous n'avons pas les compétences? Embauchez-les! Formez-les!

En nombre de secteurs, le Québec peut satisfaire à ses propres besoins. *L'Action nationale* publie régulièrement des réussites merveilleuses. Quelques exemples montrent ce qu'il faut faire, ce qu'il est possible de faire. Nous vous présentons quelques petites réussites. Le grand problème du Québec, c'est 10 000 petits problèmes. Les victoires sur la pauvreté améliorent la vie des personnes et des régions. Imitez les succès que nous citons:

- Pro-Faune, c'est une petite coopérative qui vient de naître. Elle a pignon sur rue à Sainte-Foy. Elle emploie 15 personnes. Elle se spécialise dans la gestion faunique.
- Promo Plastick, c'est une petite entreprise de Saint-Jean-Port-Joli. Dix travailleurs ont acheté la division publicitaire de leur ex-employeur.
- La Fromagerie Tournevent de Chesterville doit sa survie et son expansion à l'actionnariat de ses travailleurs.

- La petite municipalité de La Guadeloupe connaît un taux de chômage inférieur à 3 %. Sa réussite: un instrument de cartographie dix fois moins cher que celui importé.
- À Saint-Félicien, les travailleurs ont acquis la compagnie de leur ex-employeur.
- À Québec, sur la Côte d'Abraham, onze groupes d'artistes se sont donné rendez-vous. En un centre rénové, ils mettent en commun leurs ressources humaines et techniques.
- La municipalité de la Rédemption a obligé le ministère des Forêts à rétrocéder les lots intramunicipaux et à accorder des ressources pour leur mise en valeur.
- À Baie-Saint-Paul, la Coopérative hélicole de Charlevoix met en marché 30 000 boîtes d'escargots par année.
- À Saint-Louis-du-Ha! Ha!, dans mon pays natal, une champignonnière donne du travail à treize personnes.
- À Sacré-Cœur, les employés achètent l'entreprise en faillite et ils investissent 600 000 \$ pour la relance.
- Les employés de James Maclaren relancent l'entreprise et adoptent la formule de coopérative de travail.

La recette est à la portée de tous les milieux: solidarité, volonté, travail, ténacité, qualité. Mais il faut animer, motiver, encourager, stimuler, fournir l'assistance technique et le financement initial.

B. Les petites coopératives

Dans le grand village global, les femmes et les hommes vivent encore dans de petits villages. Parfois, il n'y a qu'une seule rue. Mais il y a de l'air, du soleil et des plaisirs honnêtes. Le travail est rare. Les jeunes partent pour la ville. Avec un peu d'imagination, les villageois, maîtres de leurs décisions, peuvent organiser une petite coopérative. Une petite coop qui produira un produit

répondant au marché de la région. C'est un retour à la vraie vie. C'est la relance des idées d'Alphonse Desjardins :

« Dans ce nouveau genre d'association coopérative, ce n'est plus le capital qui domine, qui fait la loi et règle tout, mais c'est la personne. Le capital n'est que l'accessoire, non le principal⁴¹ ».

À la pauvreté du milieu, « il fallait un remède, et c'est des rangs des masses ouvrières, les premières victimes de ces souffrances, que surgissent les premières tentatives d'association destinées à soulager leur misère et à améliorer leur sort économique⁴² ».

De petites coopératives dans des secteurs variés peuvent et doivent être créées pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle de personnes qui ne pourraient autrement connaître des conditions de vie normales. L'intervention directe de la coopération dans le milieu, c'est la meilleure méthode pour résoudre 1500 petits problèmes par année.

*« Adam Smith, le père du libéralisme économique,
l'avait bien dit en affirmant
que les grandes entreprises ont tendance
à s'entendre entre elles
pour mieux tromper le public ».*

C. Les grandes coopératives

Il faut organiser le « Lac à l'Épaule » des grandes coopératives. La remise en question du système coopératif est urgente.

Un comité d'étude n'a pas trouvé de différences :

- entre les services d'une Caisse populaire et ceux d'une succursale de banque;

41. Conférence devant le Congrès des Ligues du Sacré-Cœur (Montréal), 12 septembre 1910, Réflexions d'Alphonse Desjardins, CCPED, 1986, p.38.

42. Discours au Congrès de la Jeunesse (Québec), 25 juin 1908, Réflexions d'Alphonse Desjardins, CCPED, 1986, p.22.

- entre les pratiques financières d'une coopérative et celles d'une société capitaliste;
- entre la police d'assurance d'une société coopérative et celle d'une entreprise capitaliste;
- entre les placements d'une société coopérative et ceux d'une société capitaliste;
- entre les conditions de travail d'une coopérative et celles d'une entreprise capitaliste;
- entre les méthodes de production d'une coopérative et celles d'une usine capitaliste.

Ces observations sont inquiétantes, troublantes. Les différences sont l'exception. Le monde coopératif a copié les pratiques du monde capitaliste. La compétitivité est devenue la règle. Le plus haut rendement est l'objectif. La coopération doit cesser d'imiter le système capitaliste. Ce n'est pas là une mince affaire. Les dirigeants font maintenant partie de la bourgeoisie. Et ils n'aiment pas la critique.

Revenir aux idéaux d'Alphonse Desjardins et les adapter aux exigences d'aujourd'hui est prioritaire. Les carences actuelles du mouvement coopératif résident dans le manque de formation coopérative. Les principes de la coopération ne sont pas connus par 5 000 personnes au Québec. Les charpentes fédératives et les habitudes répétitives et capitalistes des coopératives découragent la participation des membres aux activités locales. Le rassemblement de trois mille personnes au Palais des congrès ne sera jamais un substitut valable à l'absence de participation dans la coopérative locale.

Pourtant, le mouvement coopératif possède la richesse qui pourrait transformer le Québec. Son potentiel n'est pas exploité. Avec cinq millions de sociétaires et 100 milliards\$ d'actif, le Mouvement Desjardins et les grandes coopératives ne doivent pas se contenter d'offrir des services et des produits. Ils doivent

occuper une position dominante dans le développement du Québec.

Face au déclin social, Desjardins et les grandes coopératives doivent se réveiller. Ils doivent s'impliquer concrètement dans le financement d'initiatives locales et durables: logement, centre communautaire, petite industrie, commerce complémentaire, aménagement touristique, rénovation, service collectif. Ils doivent animer, insuffler de la vie, inspirer, agir. Ils doivent appuyer financièrement et techniquement les coopératives de travail qui représentent des instruments d'émancipation pour les travailleuses et les travailleurs.

« À cause de son retournement d'esprit, le Mouvement Desjardins est l'un des premiers responsables de la paupérisation galopante des régions; en lui siphonnant son capital, il a contribué à la dépopulation rurale, il a forcé des milliers de jeunes à l'exode, il a fait des petites caisses le haut lieu du conservatisme et de la stagnation »⁴³.

D. L'économie sociale

L'économie sociale, c'est la relève future du capitalisme, d'un capitalisme en déclin, incapable d'assumer le défi de l'emploi. C'est aussi la relève du coopératisme qui a adopté les pratiques du marketing rentable.

L'économie sociale vise à servir ses membres. Elle développe leur responsabilité individuelle et collective. Elle requiert leur participation aux décisions. Elle met l'accent sur la dignité de la personne et du travail. La rentabilité de l'entreprise n'est pas l'objectif. Le but est de créer de véritables emplois permanents. Il faut réinventer la formule. Les petites coopératives, avant de devenir grandes, en connaissent la recette.

43. Victor Lévy-Beaulieu, *Le Devoir*, 3 avril 1997.

Il faut bâtir un nouveau mouvement d'économie sociale. Bâtir un crédit populaire pour servir les masses populaires. Créer de véritables emplois avec l'épargne québécoise. La petite flamme de l'espérance me dit que les Québécoises et les Québécois veulent vivre dans un pays prospère. L'action sociale au service du Québec, c'est l'élément qui déclenchera toutes les victoires.

L'évolution économique a introduit le mythe de la compétitivité. Le capitaliste vise la rentabilité à tout prix. En cette voie, l'économie se caractérise toujours par la précarité des personnes. Elle crée de nouveaux pauvres. Elle menace les personnes qualifiées.

Dans cette conjoncture, le Québec n'a pas le choix. Il doit remettre le peuple au travail. Plus d'un million de Québécoises et de Québécois dépendent de l'aide sociale et du chômage. Ils vivent à même le travail des autres. La perte de revenus et de production qui en découle coûte 35 milliards \$ par année. Cette perte économique crée une dépendance sociale qui augure mal pour l'avenir des jeunes. Une autre constante est très inquiétante : les femmes présentent les taux de pauvreté les plus élevés.

Le gouvernement doit investir dans l'emploi, la priorité des priorités. Il doit investir dans la formation et la compétence de la main-d'œuvre. Il doit susciter des projets rentables. L'épargne est là. Elle existe. Elle est abondante. Hélas ! elle est déportée.

a. Le groupe de travail sur l'économie sociale

Au Sommet sur l'Économie et l'emploi, un groupe de travail a réfléchi sur l'économie sociale. Présidé par madame Nancy Neamtan, ce groupe a élaboré divers projets pour chasser la morosité et donner un peu d'espérance aux personnes qui vivent dans la désespérance. Sous le thème *Osons la solidarité!*, le groupe s'est inspiré « des valeurs de justice, de solidarité et d'égalité. »

Nous présenterons en retrait et entre guillemets tous les textes qui originent du groupe sur l'économie sociale.

« La voie de l'économie sociale est une voie prometteuse que la société québécoise ne peut se permettre d'ignorer alors que des pans entiers de son économie se détériorent progressivement... »

Il faut:

« assurer la mise en place d'ici un an, dans toutes les régions du Québec, des conditions de réussite pour le développement de l'économie sociale (formation, accès au financement, soutien au démarrage, etc.) ».

« Dans un contexte où la pauvreté est grandissante et où le nombre d'exclus ne cesse de croître, il y a un danger réel que l'exclusion économique finisse par se traduire par une exclusion sociale et politique. Un nombre trop grand de nos concitoyens sont sur le bord de perdre leurs milieux de vie... »

« L'interface avec le secteur public »

« Mais le soutien de l'économie sociale ne peut pas être conçu comme une alternative au désengagement de l'État... L'État ne peut pas se soustraire aux responsabilités qui sont les siennes et qu'il est le seul à pouvoir assumer... À lui revient également la responsabilité d'assurer une justice redistributive et de garantir l'accès de tous les citoyens à des services de qualité, sur tout le territoire... Mais cela implique aussi qu'en matière de développement de nouveaux services, il reste garant de la sécurité du public, de l'accessibilité et de la qualité des services offerts et qu'il demeure ultimement imputable de la saine gestion des biens et des fonds publics ».

*b. Cinq projets à réaliser pour les milieux ruraux :***Le réseau de fermes Épillet**

« Soutenu par Solidarité Rurale, le Groupe Épillet travaille à la mise sur pied d'une formule innovatrice d'établissement rural qui marie les caractéristiques d'un incubateur d'entreprises agricoles avec celles d'une franchise qui prend en charge certains des aspects déterminants du fonctionnement de la ferme, dont le recrutement, la formation, le soutien et l'accompagnement de gestion. Durant les trois premières années, 200 emplois directs seront créés. Le Groupe évalue à 600 le nombre de personnes dont les emplois seront indirectement consolidés ».

Usine flexible de transformation de produits agricoles

« Le projet présenté par la Table de concertation agro-alimentaire du centre du Québec (TCACQ) vise la création d'une usine flexible de transformation de produits agricoles dans les Bois-Francs. Au cours des trois premières années d'opération, la Table de concertation évalue la création d'emplois directs à 10 et la création d'emplois indirects chez les producteurs agricoles à 100 ».

Réseau CIM (communication, information, média)

« L'organisme Réseau CIM (communication, information, média) porte un projet qui vise la mise en réseau et la coordination de quelques vingt-trois salles de nouvelles réparties dans des médias régionaux existants, sur tout le territoire québécois, à l'exception du Grand Nord. Pendant sa durée de deux ans, le projet créera directement 4 emplois et demandera aux partenaires 11,5 emplois équivalents à temps plein.

La coopérative de solidarité multiservices

« Le projet, présenté par la Fédération des coopératives d'alimentation, vise à offrir à des communautés qui en sont dépourvues, des produits et des services rentables économiquement en les regroupant sous un même toit. Ces services qui ne peuvent être rendus séparément faute d'un volume suffisant d'acti-

vités. Une coopérative de solidarité est une nouvelle forme de coopérative en voie d'élaboration et d'implantation actuellement au Québec et sa particularité tient à son membership mixte qui comprend des travailleurs, des usagers et des représentants du milieu. Dans les quarante coopératives prévues, 250 emplois permanents seront créés».

Projet pilote en matière de réorganisation de services de prévention des incendies

«Le projet est présenté par les Municipalités régionales de comté (MRC) Matapédia et Nicolet-Yamaska et il vise à développer une approche innovatrice qui permettrait d'accroître, dans les municipalités de petite taille, l'offre de services spécialisés en matière de prévention des incendies».

c. Trois projets de préoccupations environnementales

Mise en place d'un réseau de «ressourceries»

«Le projet, présenté sous le parrainage de Recyc-Québec et du Front commun pour une gestion écologique des déchets, avec l'appui de ministère de l'Environnement et de la Faune, vise à favoriser l'émergence et la consolidation d'un vaste réseau de «ressourceries» couvrant l'ensemble du territoire afin de récupérer, traiter, réparer et revendre des produits qui ne sont pas visés par les programmes traditionnels de récupération (gros objets, fourrure, matériaux secs, rebuts industriels, etc.). Dans le cadre de la mise en place d'un réseau québécois de ressourceries, cinq (5) projets pilotes sont proposés sous le parrainage de Recyc-Québec et du ministère de l'Environnement et de la Faune».

Utilisation durable du territoire et des ressources (région de l'Outaouais)

«Ce projet pilote, porté par le Conseil régional de développement de l'Outaouais vise à élaborer un Système intégré d'aide à la décision (SIAD) pour constituer un cadre écologique de référence régional et à élaborer des modèles d'analyse de base de

données à caractère écologique, socio-économique et géographique pour la planification et la gestion écologique du territoire. Ce projet est très structurant au plan régional car il permettra pour une première fois de mettre autour d'une même table tous les intervenants qui ont des responsabilités sur le territoire avec le même cadre de connaissance écologique, les mêmes façons de structurer l'information et les mêmes outils d'analyse et ce, dans le même format et aux mêmes échelles ».

Mise en valeur des habitats fauniques

« Il s'agit d'un nouveau programme de la Fondation de la faune du Québec qui vise à favoriser l'implication communautaire dans la réalisation de nouveaux projets de conservation et de restauration d'habitats fauniques ainsi que l'organisation d'activités récréo-éducatives ou de prélèvements de la faune dans de nouveaux pôles d'attraction. Le projet proposé s'adresse principalement aux organismes non gouvernementaux, aux organismes gestionnaires de territoires fauniques, aux sociétés de conservation des ressources, etc.

d. L'économie sociale en matière d'hébergement

Hébergement des personnes âgées

« Le projet, porté par un Regroupement d'OSBL, est un projet pilote qui vise à créer des projets d'hébergement » avec services » pour personnes âgées, à raison de 500 logements par année durant trois ans, sous forme d'organismes sans but lucratif contrôlés par les usagers et les communautés où les immeubles sont implantés. Il s'agit de soutenir et de mettre à profit l'expertise et l'enracinement des organismes sans but lucratif dans leur milieu pour fournir un logement adapté et un environnement de soutien aux personnes âgées en perte d'autonomie qui n'ont plus la capacité de conserver leur domicile actuel, afin de répondre à une partie des besoins croissants dans ce domaine ».

Boulot-Dodo

« Le projet, présenté par l'Office municipal d'habitation de

Montréal (OMHM) et par l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ), consiste à confier à des locataires de HLM, dont plusieurs sont sans emploi, la gestion de certains travaux légers actuellement confiés par appels d'offres. À Montréal, durant la première phase, 10 emplois à temps plein seront créés. Lorsque le projet sera étendu à l'ensemble du parc de logements de l'OMHM, cela représentera environ 70 emplois ».

Fonds d'habitation communautaire

« Ce projet est présenté par la Confédération québécoise des coopératives d'habitation et propose de réunir, à titre de partenaires, différents intervenants du domaine du logement coopératif et sans but lucratif afin de créer un Fonds permettant d'ajouter aux engagements gouvernementaux des investissements provenant de sources privées et communautaires diverses. La rénovation de 1 200 logements par an permet de créer près de 1 000 emplois dans l'industrie de la construction ».

Centre de formation sur le patrimoine bâti

« Le projet est porté par cinq organismes œuvrant dans le domaine du patrimoine, soit le Conseil des monuments et sites du Québec, le Conseil des métiers traditionnels du bâtiment du Québec, le Mouvement québécois des chantiers jeunesse, l'Association des amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec et le Conseil international des métiers du patrimoine. Il se veut une vaste mobilisation pour accroître de façon significative le nombre et la qualité des interventions de restauration et d'entretien du patrimoine bâti au Québec. L'accord de l'ensemble des partenaires de l'industrie de la construction est cependant requis pour que le projet puisse se réaliser ».

e. Favoriser des activités d'insertion des exclus

Financement des entreprises d'insertion de l'Île de Montréal

« Le projet, porté par le Collectif des entreprises d'insertion et le Conseil régional de développement de l'île de Montréal

(CRDIM), vise à établir les critères de reconnaissance des entreprises d'insertion et à assurer leur financement en négociant une entente spécifique entre la région et les ministères et organismes gouvernementaux. Consolidation de 90 emplois dans les entreprises d'insertion existantes et création de 50 nouveaux emplois».

Création d'emploi pour personnes handicapées dans les centres de travail adaptés (CTA)

«Le projet, présenté par l'Association québécoise des établissements adaptés (AQEA), vise la création de 1 050 emplois additionnels pour personnes handicapées dans les CTA existants ou dans de nouveaux CTA sur une période de trois ans. Les CTA s'autofinancent dans une proportion de 60 % à même la vente de leurs produits ou de leurs services.

Groupes communautaires intervenant dans le domaine de la réhabilitation sociale

«Le projet est porté par l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ), le Regroupement des organismes communautaires du Québec (ROCRQ) et l'Association des résidences communautaires du Québec (ARCQ) qui ont conclu une entente avec le ministère de la Sécurité publique qui consacre la reconnaissance formelle d'un partenariat entre le ministère et les grands réseaux d'organismes intervenant dans le domaine de la réhabilitation sociale. Consolidation de 500 emplois».

f. Nouvelles technologies pour l'économie sociale

Communautaire

«Ce projet, initié par l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) et la Puce communautaire, vise à mettre en place des services communautaires d'appropriation des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) pour les organismes socio-communautaires intervenant dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de la citoyenneté et

du développement local dans les centres urbains et en régions.
Le projet créera 5 emplois à temps complet

g. Services adaptés aux besoins

Services d'aide à domicile

« Ce projet, soumis par le Groupe de travail sur l'économie sociale, a pour objectif de créer à l'échelle du Québec un réseau d'entreprises coopératives ou sans but lucratif d'aide à domicile qui répondraient aux besoins d'aide à l'organisation et à la gestion de la vie familiale : service domestique (ménage, lessive, repassage), accueil et accompagnement d'enfants, compagnie de personnes âgées seules, petits travaux de Ce projet vise à créer 9 000 emplois à court terme (3 à 5 ans), dont 1 000 dès la prochaine année et 40 000 emplois à long terme (10 ans) ».

Centres de la petite enfance

« Le projet est porté par la Concertation interrégionale des garderies du Québec (CRIRGQ) et il vise à expérimenter la formule de centre intégré de services à la petite enfance qui, dans un organisme sans but lucratif, regroupe certains services dont une garderie, une agence de garde en milieu familial, une halte-garderie, un jardin d'enfants, une joujouthèque, des services de garde à domicile, etc. De 275 à 300 emplois créés au cours de la phase expérimentale (3 ans) ».

Services de garde en coopérative de solidarité

« Le projet est présenté par les cinq Associations d'agences de garde du Québec et vise à implanter, sur tout le territoire du Québec des coopératives de solidarité viables économiquement, tout en promouvant la reconnaissance professionnelle des responsables des services de garde et de leurs assistantes ainsi que la reconnaissance du réseau des services de garde en milieu familial. Sur la base du plan de développement de l'Office des services de garde à l'enfance (OSE), le projet pourrait potentiellement consolider et créer quelque 2 700 emplois sur quatre ans ».

Centres de services en périnatalité

« Le projet est porté par le mouvement Naissance-Renaissance et vise l'expérimentation de centres de services offrant tous les services de base en périnatalité (rencontres prénatales, accompagnement à l'accouchement, soutien à l'allaitement, suivi postnatal, aide domestique et répit-gardiennage, etc.) ainsi que des services adaptés aux caractéristiques régionales, en complémentarité avec les ressources institutionnelles et communautaires présentes dans chacun des milieux. Création de 100 emplois durables durant la phase d'expérimentation (3 ans) ».

Développement des coopératives funéraires

« Le projet vise la création d'un fonds de développement pour compléter le financement requis afin que, d'ici deux ans, les coopératives funéraires doublent leur part de marché (8 à 16 %) ce qui permettrait de consolider les emplois existants dans cette industrie et chez les manufacturiers de cercueils. Le maintien à terme de l'emploi dans l'industrie (1 050 emplois) et la consolidation des emplois chez les fabricants de cercueils (1 000 emplois) et de monuments ainsi que les services connexes.

*b. Transformation des ressources naturelles***Expérimentation de coupes d'éclaircie commerciale**

« Le projet élaboré par la Conférence des coopératives forestières du Québec vise à expérimenter, à grande échelle, un traitement sylvicole adapté à l'écologie des forêts publiques québécoises en permettant aux coopératives forestières, après entente avec les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier sur forêts publiques (CAAF), d'aménager, sur une base de trois ans, par coupes d'éclaircies commerciales, un certain nombre de superficies par aires communes. L'encadrement scientifique fera l'objet d'un protocole de recherche liant les parties ».

Intensification de l'aménagement forestier

« Le deuxième projet est porté par le Centre de services aux ré-

seaux d'entreprises du secteur forestier et il vise à mettre en place un véhicule financier apte à canaliser des capitaux du secteur privé vers la mise en valeur plus intensive des forêts du Québec en complémentarité avec le mode de fonctionnement mis en place par l'adoption de la Loi sur les forêts».

Voilà des projets concrets et adaptés à des problèmes vécus par des femmes et des hommes dans toutes les régions du Québec! Des milliers d'initiatives analogues pourraient être réalisées si *la carence de capitaux* n'existait pas. Pour la plupart, les projets du *Groupe d'économie sociale* n'exigent pas des masses financières considérables. Ce sont de petites initiatives. Elles améliorent les conditions de vie des personnes. Elles diminuent le fardeau social de l'État en donnant du travail à des gens sans emploi.

Hélas! les grands gestionnaires ne s'intéressent pas aux petites idées. Et les œuvres communautaires n'offrent pas des profits mirobolants. Elles sont à peine reconnues. Elles existent. Bénévolement. Les banques et les caisses, à quelques exceptions, visent les mégaprojets. Pour que l'économie sociale accomplisse la moitié de ses ambitions, pour ne pas utiliser le mot «rêve», il faudra que l'État bouge, grouille et impose. Les consultations ressemblent souvent au renard qui court après sa queue.

Dans le développement de l'économie sociale, le travail précaire, à temps partiel et à faible salaire, devra être conjugué au passé. Dans certains domaines, l'État devra suppléer à l'incapacité financière des communautés locales et des associations sans but lucratif qui s'engagent dans des actions humanitaires dont l'urgence s'impose. Le temps des discours est passé. Plus d'un million de personnes vivent dans la pauvreté. Et c'est ainsi que s'affaiblit l'économie du Québec.

Puissent tous les groupes communautaires se donner la main et bloquer tous les ponts des villes de Québec et de Montréal aussi longtemps que le redressement social ne sera pas engagé vers un

progrès durable. Une telle manifestation fera bouger l'État, mais les messieurs Soucy & Associés continueront à investir à Toronto.

Nous laissons la parole au *Groupe de l'économie sociale* pour la conclusion de ce thème :

« Les problèmes qui confrontent notre société sont graves. Plusieurs des solutions qu'on avait coutume de leur apporter sont inefficaces. Pis encore, cette inefficacité a fini par miner la confiance d'un grand nombre de nos concitoyens à l'égard de nos institutions. Comme l'ont si bien fait remarquer les groupes de femmes, beaucoup de gens sont aujourd'hui tiraillés entre l'espoir et le doute ».

Nous affirmons que l'émancipation économique, entendue au sens de la maîtrise de son économie par une nation, est l'une des conditions fondamentales du salut et de l'épanouissement de la nation canadienne-française. Nous affirmons de plus que cette émancipation ne témoigne d'aucune xénophobie et qu'elle n'est dirigée contre personne. Elle correspond à une nécessité fondamentale reconnue universellement, à laquelle un grand nombre de peuples ont satisfait ou tentent de satisfaire. Nous reconnaissons l'utilité et, souvent, le besoin de techniques et de capitaux en provenance de l'étranger, mais à la double condition que l'économie nationale reste majoritaire ou redevienne dans sa plus grande partie propriété de la nation, et que les concours extérieurs obéissent aux impératifs d'un plan national de mise en valeur et s'insèrent dans l'effort d'expansion économique défini par l'État.

Un plan de développement

« Si l'histoire passée est fixée à jamais,
l'histoire à venir est toujours à faire. »

René Lévesque

*200 milliards \$ d'épargne québécoise
déportée peuvent aider à faire l'histoire.*

IX.

Un plan de développement

1.	Une vision de l'avenir	378
A.	Un pays ou une colonie.....	380
B.	La prospérité ou le prolétariat.....	381
C.	Français ou anglais	384
2.	Un projet global	385
A.	Les priorités prioritaires	386
a.	<i>Un projet de société</i>	387
b.	<i>L'emploi</i>	389
B.	Une politique de l'épargne	390
a.	<i>Une stratégie québécoise</i>	391
b.	<i>Une limite à la déportation</i>	393
C.	Une législation réelle	395
a.	<i>La constitution en société</i>	395
b.	<i>Les caisses de retraite</i>	397
c.	<i>Les marchés financiers</i>	399
d.	<i>La Bourse de Montréal</i>	402
e.	<i>La Caisse de dépôt et placement</i>	403
f.	<i>Le secteur public</i>	403
g.	<i>La coopération</i>	406
D.	Éviter les folies	407
E.	La solidarité.....	411

*Le degré de civilisation d'un pays
se mesure à l'efficacité
avec laquelle ses lois
empêchent les faibles de trop s'affaiblir
et les puissants de devenir trop puissants*
Primo Levi

IX. Un plan de développement

Le soleil d'octobre n'éclaire même plus la détresse du million de Québécoises et de Québécois qui vivent dans la désespérance. Les plans et les maquettes des gouvernements sont conçus au quotidien. L'inspiration et les pressions sociales guident les travaux de la journée. Les objectifs sont modifiés à la première difficulté.

Le développement d'un pays ne s'improvise pas. Ne se négocie pas. Un certain idéal est nécessaire. La réalisation du destin d'un peuple exige plus que du talent. Plus que de l'intelligence. Dans la vie d'une nation, c'est l'idéal qui regroupe les hommes autour d'un but commun. L'idéal s'exprime avec le cœur. Et non pas avec une calculatrice.

*Québécoises, Québécois, être libres
veut dire être aux commandes
d'un État souverain.
Seul un État souverain pourra
sauvegarder notre langue et notre culture.
Seul un État souverain peut nous projeter
dans l'avenir et nous y forger un destin.*
François Aquin

1. Une vision de l'avenir

La perception de l'avenir n'est pas lumineuse. Elle est plus qu'imprécise. Elle est incohérente. Elle est perdue dans la muta-

tion de la société. Depuis la Révolution tranquille, on a refusé d'apercevoir l'avenir dans le passé. Les interprètes des songes ne prédisent plus le lendemain tant la boule de cristal est rendue confuse par la parlotte des hommes politiques.

Les banquiers se sont emparés du présent. Et nos chansonniers et nos poètes ont cessé de rêver à la grandeur de l'avenir. Ils doivent redécouvrir leur enthousiasme, leur exaltation, leur inspiration, leur émerveillement. Ils doivent chanter l'espérance! C'est la plus grande force d'une humanité en détresse! C'est la flamme qui rend à un peuple sa fierté, sa dignité et ses raisons de vivre.

Le Québec a encore le choix. Mais a-t-il la volonté de choisir? Ses dirigeants politiques et économiques s'aventurent dans la voie de l'ultralibéralisme. Ils recherchent l'enrichissement sans partage. Ils galopent vers le profit. Mais le peuple n'a pas dit son dernier mot. Il n'a pas été consulté sur le «virage».

La révolution tranquille avait indiqué des voies contraires. L'égalité des chances constituait le défi. L'universalité des programmes de santé transformait la qualité de vie. L'accessibilité à l'éducation et la gratuité de l'enseignement devenaient des réalités. La prospérité des régions était garantie. Pourquoi toutes ces attentes sont-elles mortes comme les feuilles de l'automne?

Il n'est pas trop tard pour retourner au pays réel. Les citoyennes et les citoyens ont créé une telle richesse qu'ils peuvent encore déterminer leur destin selon leurs aspirations et leurs volontés. Ils possèdent 200 milliards\$ d'épargne déportée pour résoudre les problèmes du présent et préparer un avenir meilleur pour les générations montantes. Ont-ils renoncé à vivre dans un pays normal?

*La Liberté saute d'abord du train...
et c'est au milieu du saut
qu'elle se nomme...*

Pierre Perrault

A. Un pays ou une colonie

Les Québécoises et les Québécois ne peuvent pas croire éternellement que « le pays est le Canada » et « le Québec la patrie ». Les divergences sont ineffaçables, irréparables. Pendant des décennies, nous avons réclamé la souveraineté culturelle, le partage des impôts, une répartition des pouvoirs, le contrôle de l'immigration, la maîtrise de la main-d'œuvre, la récupération de la sécurité sociale, la responsabilité du développement économique.

Nous avons en vain réclamé l'égalité. On a même refusé de reconnaître notre identité. Le gouvernement fédéral a répondu par l'incursion, l'invasion et l'empiètement des pouvoirs québécois. Avec le rapatriement de la Constitution, Trudeau et Chrétien ont diminué nos pouvoirs. Ils nous ont imposé un carcan.

La diminution de notre poids démographique, la politique négative du fédéral et la domination économique de l'Ontario ne nous laissent plus le choix. Nous ne pouvons survivre dans une fédération étrangère et hostile à notre identité nationale.

Ou nous abdiquons. C'est la soumission. L'intégration. L'assimilation.

*Ou nous devenons maîtres de notre avenir. C'est la liberté! L'indépendance!
Et la participation à la civilisation de l'universel!*

Nous existons encore! C'est un miracle! Nous existons. Malgré toutes les entourloupettes de nos politiciens! Et nous voulons exister! Nous existerons. Nous ne pouvons demeurer une colonie. Deux siècles de querelles suffisent. Le Québec ne peut

dépendre de deux gouvernements de culture, de langue et d'histoires différentes.

Nous avons la taille d'un pays. Notre population et notre économie se comparent à celles de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse. Notre produit intérieur brut s'élève à 175 milliards\$. Nos ressources naturelles sont abondantes.

Nous n'acceptons plus la soumission, la dépendance. Nous voulons être maîtres chez nous! C'est ici au Québec, et nulle part ailleurs en Amérique, que la culture française pourra s'épanouir. Nous conservons l'espérance de la vie! Et la clé de cet avenir, ce n'est pas le partenariat avec le Canada. C'est l'indépendance du Québec et le partenariat avec le monde! Un peuple ne peut tolérer à perpétuité la domination de son économie nationale par un pays étranger, le Canada anglais.

*Le prolétariat moderne se développe
avec l'expansion des banques*

B. La prospérité ou le prolétariat

Dans le monde, les richesses sont abondantes, mais pour une infime minorité de personnes. Mille manieurs d'argent possèdent le pouvoir économique. Ils siègent dans les conseils des plus importantes entreprises. Ils déterminent le niveau et le genre de vie de l'humanité. Maîtres de l'économie, ils influencent le pouvoir politique. L'État devient le docile instrument de leurs ambitions. Les ministres deviennent leurs confesseurs.

Le Québec n'échappe pas à ce modèle. La richesse grandit à côté de la misère. Les banquiers torontois et leurs amis gèrent l'économie québécoise. En accumulant des profits exorbitants, ils réduisent une multitude d'hommes et de femmes à une angoissante misère. La surabondance des bénéfices s'accompagne de l'appauvrissement de la collectivité. Les enfants d'Hochelaga et

de Pointe-Saint-Charles ne mangent pas à leur faim. Des familles n'ont aucune réserve pour parer les coups rudes. La clochardisation ravage plusieurs villes. La marginalisation se développe. L'argent n'est pas un instrument au service de la société.

Cette toile de fond reflète l'observation de *L'Action nationale*. La richesse ressemble à un polygone à l'envers. La base est étroite. Elle est caractérisée par la pauvreté des travailleuses et des travailleurs. Le sommet est imposant, majestueux. Des palais abritent le capital.

Le capital a pour seul objet le profit. Il devrait de préférence viser l'utilité générale. La moralité devra modifier les pratiques économiques. Au rythme actuel, le Québec et le monde s'engagent dans une banqueroute mondiale. Le capitalisme est en faillite. Les banquiers tentent de refiler l'échec sur l'endettement public dont ils sont les premiers responsables. Ils entassent leurs profits dans les paradis fiscaux ou ils les cachent dans les reports d'impôt. La mondialisation est une panacée américaine. Ce qu'il faut supprimer ce n'est pas le capitalisme. Ce sont les crimes du capitalisme. En cette matière, c'est la politique qui a fait défaut.

Certes les gens d'affaires ne sont plus coiffés de l'auréole. Les faillites en série et les fermetures sauvages d'usines témoignent de leurs déficiences qu'ils veulent combler par des privatisations avantageuses. La recherche insatiable du profit aboutit inexorablement au contingent tragique des chômeurs et des assistés sociaux. 1 500 000 pauvres au Québec. Nous sommes en voie de fabriquer des prolétaires. La culture de la pauvreté s'enracine. Aucun pays n'est tout à fait à l'abri des émeutes qui se trament dans l'ombre.

De ce glissement social, la politique est responsable. Elle a été incapable de dompter les instincts cupides de lions affamés. Elle n'est pas intervenue pour limiter les appétits inapaisables. Elle n'a pas assumé la garde du patrimoine collectif. Elle a laissé les banquiers et les financiers desservir la culture et les masses populai-

res. Elle a permis que les entreprises financières mobilisent l'épargne québécoise et l'investissent massivement en d'autres provinces et pays.

Une personnalité, Guy Paiement, qui réfléchit depuis longtemps sur la question sociale, écrivait tout récemment:

«Je suis ... convaincu que nous ne pourrions continuer longtemps à subir la globalisation du capital sous son mode actuel sans assister à une crise majeure de tout notre système économique et politique. Ce nouveau pouvoir financier menace, en effet, l'économie des échanges, freine la production des biens, tarit le pouvoir d'achat des gens, démolit les instances démocratiques, fracture en profondeur la société et exclut de plus en plus de personnes. Si nous voulons éviter d'être entraînés dans la crise qui éclatera tôt ou tard, il nous faut retrouver ce lien social fondamental avec nos frères et sœurs qui sont actuellement sacrifiés. Refuser que notre système économique et financier écrase des innocents. Refuser d'être menés par la fatalité ou le laisser-faire... Prendre le risque, au contraire, d'investir dans un fonds de capital de risque pour relancer l'économie et promouvoir des emplois. S'informer sur les politiques d'investissement de nos fonds et exiger des comptes aux responsables... Se regrouper avec ceux et celles qui poussent pour une réforme majeure de la fiscalité. Commencer à réagir au niveau des assemblées générales de nos Caisses populaires et exiger que le trop-perçu annuel puisse profiter aux organismes de quartier qui s'occupent des exclus de notre société. Sans compter les pressions sur nos dirigeants, à tous les niveaux, pour encadrer ce nouveau pouvoir financier qui n'a de compte à rendre à personne¹».

1. Guy Paiement, *L'économie et son arrière-pays*, Fides, 1997, 95-96.

*C'est à la qualité de l'esprit
que l'on songe quand on prononce le mot culture.*

Roustan

C. Français ou anglais

L'exigence de la ressaisie de l'épargne québécoise coïncide avec les impératifs de l'épanouissement culturel et les besoins de la société à bâtir. Si notre nation veut s'épanouir, elle doit s'en donner les moyens. Démunis de la richesse matérielle, des milliers de francophones du Québec abandonneront le territoire québécois. Comme jadis. Ils chercheront vers d'autres contrées la satisfaction de leurs légitimes ambitions humaines.

Dans un climat de pauvreté, le rayonnement de notre culture s'affaiblit. La richesse de notre langue diminue. Nos structures sociales se transforment. Notre personnel politique subit l'influence du capitalisme étranger.

Au cours des cinq prochaines années, les Québécois francophones et anglophones doivent assumer la maîtrise de leurs épargnes. L'objectif est de regrouper au sein de leurs institutions un minimum de 30 milliards\$ par année de capitaux québécois actuellement placés hors Québec. La stratégie aurait l'effet de créer au Québec des centaines de milliers d'emplois, si l'intelligence guide nos hommes politiques et d'affaires.

C'est la seule recette qui peut conserver au Québec son caractère français et favoriser l'épanouissement de la culture. Même le gouvernement ne réalise pas qu'en travaillant en anglais, on adopte rapidement la philosophie de vie des patrons. Vivre autrement qu'ils ne pensent conduit les Québécoises et les Québécois à penser comme ils vivent et à adopter la conception de la vie des maîtres. Il en est des peuples comme des individus.

*Que deviendra la personnalité de notre petit peuple
s'il est forcé de vivre dans une structure
économique et sociale qui lui reste étrangère.*

Jean Lanctôt

2. Un projet global

Les Québécoises et les Québécois travaillent en rangs dispersés. Les efforts sont éparpillés, émiettés. Chacun, dans son île, conduit sa bataille. Tous ces combats individuels ne sont pas inutiles, mais combien plus seraient-ils féconds et fructueux, s'ils étaient conduits comme des éléments d'émancipation nationale? Trop de travaux sont entrepris comme des pièces isolées. Ils ne s'intègrent pas dans le casse-tête québécois de 17 890 centres de pauvreté. Des syndicats proposent et souvent disposent. Trop de patrons produisent des richesses pour eux-mêmes. Le gouvernement lance des initiatives valables. Il les amoindrit par des coupures bêtes et méchantes.

L'avenir d'un peuple ne se bâtit pas au petit bonheur, sans orientation précise, sans le sens du bien commun. Le temps de la politique du tâtonnement, de l'à-peu-près, de l'imprévoyance est passé. On a taillé hélas! à grands coups de haches dans des ressources que l'on croyait inépuisables.

Le gouvernement du Québec compte un trop grand nombre de conseils, de comités, de commissions, de conseillers, de consultants et d'instigateurs. Des centaines d'intentions généreuses sont exprimées. Des projets innovateurs sont lancés. Les solutions ont toutes été proposées par des comités, des commissions, des enquêtes, des rapports, des études et des analyses multiples. Tout a été étudié.

Les résolutions des *États généraux du Canada français* ont été enterrées. Les multiples conseils d'orientation économique, sociaux, d'éducation et autres ont le plus souvent abouti dans la treizième filière. Ils analysent la plupart du temps la petite feuille

de la branche d'un arbre, sans avoir jamais admiré le paysage splendide de la forêt. Les propositions des divers États généraux ont été déposées dans des tombes scellées. Le rapport de la Commission Bélanger-Campeau repose dans l'enclos funèbre de M. Bourassa. La consultation sur l'avenir du Québec est devenue la pâture des technocrates. Le fossoyeur a même jeté plusieurs pelletées de terre sur les résolutions du grand Sommet sur l'Économie et l'Emploi.

L'action ne suit pas la parole. L'intérêt partisan ou pécuniaire paralyse les initiatives les plus louables. Les hommes politiques et les financiers ont l'oreille dure. Ils n'ont pas entendu. Leurs oreilles sont à saveur électoraliste ou à écoute lucrative. Le jeu de la chaise musicale qui transfère les ministres pour satisfaire des groupes de pressions n'est pas non plus un élément de continuité et de persistance.

*La question nationale
est devenue une question économique*
Édouard Montpetit

A. Les priorités prioritaires

À entendre parler Jean Coutu, Claude Béland et Paul Desmarais, il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'ordre des priorités n'est pas établi. Il est urgent qu'il le soit. Trois dimensions doivent être protégées.

La première consiste à utiliser l'épargne au service de la collectivité, et non au profit du capital. La deuxième priorité délimite les secteurs qu'il faut développer de préférence à d'autres. La dernière détermine des activités durables et viables pour tout le territoire du Québec.

*Lorsque nous aurons acquis la richesse
nous pourrons développer en nous la culture française ;
Nous ne survivrons pas autrement.*

Édouard Montpetit

a. Un projet de société

Ne nous illusionnons pas. Ce ne sont pas les sommets en vogue qui établiront le projet de la société québécoise. Le verre des conducteurs est à moitié vide. Il contient des ingrédients différents, c'est-à-dire des éléments diamétralement opposés. La récolte produira des compromis et des compromissions. Les débats sont organisés en fonction des difficultés de l'heure. Les complications du temps présent font oublier le temps futur. Les revendications sont tellement reliées à des intérêts particuliers qu'on est incapable de concevoir et de bâtir l'avenir. La petite flamme de l'espérance n'éclaire pas les délibérations des assemblées contradictoires.

Les femmes et les hommes politiques qui se succèdent sont incapables de cohérence et de continuité. Ils sont absorbés par une multitude de problèmes quotidiens. Malgré toute leur bonne volonté, ils ne peuvent tout accomplir. Sollicités et pressurés, ils abandonnent l'objectif déterminé à la moindre résistance ou au premier échec.

Le Québec doit être capable de regrouper une poignée de spécialistes, d'experts et de gens « ordinaires » qualifiés dans les affaires publiques. Ce groupe, ce seul groupe, aurait le mandat de conseiller le gouvernement sur la politique culturelle, sociale, économique et fiscale. Il est facile de choisir des femmes et des hommes de grande transparence. Assez qualifiés pour développer l'économie nationale. Assez intelligents pour concevoir une politique économique et fiscale adaptée à la conjoncture. Assez compétents pour conseiller l'harmonisation des politiques et des activités des ministères et des sociétés publiques. Assez courageux pour favoriser la décentralisation et la régionalisation. Assez forts

pour établir la concertation avec les partenaires politiques, économiques et sociaux. Assez dynamiques pour susciter l'innovation, l'entrepreneursip et l'esprit d'initiative.

C'est à un petit groupe de personnes qui ont de l'avenir dans l'esprit qu'on doit confier l'élaboration du projet de société. C'est une question à la fois de ressources et de compétences, de stratégie et d'habileté. Ce groupe devra posséder l'autorité de mener des enquêtes et la capacité de rendre publique la publication de leurs avis au moment même de leur dépôt au gouvernement. Ainsi, la classe politique fera preuve d'une plus grande transparence et l'érosion de la confiance à son égard s'effacera dans le temps.

Un projet de société, c'est le chemin à suivre. Il permet l'élaboration des priorités majeures. Un projet collectif obligera un gouvernement à harmoniser ses politiques avec le bien commun. Il indiquera à l'État ce qu'il faut faire pour suppléer aux insuffisances de la libre entreprise incapable de répondre aux défis. Car les entreprises qui reprochent au gouvernement son endettement et ses faiblesses sont pour une large part responsables des plaies d'Égypte. Pour fixer les objectifs de l'avenir, il est inutile de multiplier les sommets organisés au petit bonheur.

L'émancipation sociale ou la maîtrise de l'économie par les Québécoises et les Québécois est une condition fondamentale d'un avenir meilleur pour la nation québécoise. Cette émancipation correspond à une urgence reconnue par toutes les personnes préoccupées par la question sociale. Il n'y a pas de nation libre sans une base économique forte et solide.

En décembre 1994, *L'Action nationale* a entrepris une réflexion qu'elle poursuit toujours. Les idées et les projets doivent être remis sans cesse sur le métier. Les débats entre gens du pays établiront les consensus et les priorités.

*L'être dit libre est
celui qui peut réaliser ses projets*
Sartre

b. L'emploi

La croissance de l'emploi, respectueuse de la qualité de la vie, est la condition fondamentale du bien-être du peuple québécois,

Plus d'un million de Québécoises et de Québécois sont sans emploi. Le chômage et l'aide sociale coûtent plus de trente-cinq milliards\$ par année. Des centaines de milliers de personnes occupent des emplois à temps partiel et à faible revenu.

Le gouvernement, les entreprises et le mouvement syndical doivent faire de l'emploi l'objectif principal des prochaines années. Au chapitre précédent, nous avons démontré que des milliers de chantiers peuvent donner du travail à toutes les Québécoises et à tous les Québécois. Les projets attendent. Hommes d'affaires, financiers, entrepreneurs, gens de professions, réveillez-vous! Sortez de votre sommeil. Vos frères, vos sœurs, vos petits-enfants ont besoin de votre imagination, de vos talents, de votre génie. Les tâches sont immenses:

- Mobiliser l'épargne québécoise pour créer des emplois dans des entreprises québécoises.
- Concevoir le développement régional avec une vision de l'avenir et le souci de la justice sociale.
- Accroître le contrôle du marché intérieur en vue d'une autosuffisance dans des secteurs déterminés.
- Conquérir les marchés étrangers en utilisant les nouvelles techniques d'information et de communication.
- Rapatrier tous les pouvoirs économiques d'un pays indépendant.
- Mettre fin aux dédoublements existant entre divers ministères du gouvernement québécois.

- Établir un moratoire sur la suppression d'emploi dans les services publics.
- Favoriser le partage de l'emploi.
- Bâtir une économie sociale humaine et durable.
- Viser l'excellence dans la concertation sociale.

Si nous respectons les règles du jeu, l'espoir devrait renaître. L'emploi crée la prospérité. L'aisance facilite le bonheur. Nous possédons 200 milliards \$ d'épargne déportée. Savez-vous ce que nous pouvons bâtir avec cette fortune dispersée? Statistique Québec² nous le fait savoir. Nous avons consulté les tableaux 5, 7 et 8 qui indiquent l'impact économique d'une production de 100 millions de dollars de 34 secteurs sur la main-d'œuvre, les salaires et la fiscalité (voir l'annexe 30).

Le résultat est imposant: 27 228 emplois directs, 6 800 emplois indirects et une masse de salaires de 1 232 millions \$ avant impôts. L'effet total sur les impôts Québec et Canada s'élèverait à 268 millions \$.

Si les données de Statistique Québec sont exactes, qu'attend le ministre de l'Économie et des Finances pour rapatrier 3,4 milliards \$ placés aux États-Unis et pour créer ici 272 280 nouveaux emplois directs?

*L'utilitarisme était la philosophie de l'épargne ;
il perd tout sens quand l'épargne
est compromise par... les menaces de banqueroute.*

Sartre

B. Une politique de l'épargne

L'épargne, c'est le moteur de la vie économique. C'est la clé du développement social. C'est l'instrument qui améliore la qualité de la vie. C'est l'outil pour accroître la production en faveur de l'homme. Non pas uniquement en faveur du capital. L'entre-

2. *Le Québec statistique*, 60^e édition, p. 769, 770 et 771.

prise financière qui recueille l'épargne doit l'utiliser, non pas à son seul profit, mais selon les volontés et les besoins des épargnants. Elle doit placer l'argent comme si elle était l'épargnant. Comme si elle était un bon père de famille.

Pour régulariser une situation anormale, le gouvernement Bouchard doit poser des gestes porteurs d'avenir. Il doit avoir de l'avenir dans l'esprit, selon l'expression de Talleyrand.

Pour mettre l'épargne québécoise au service du peuple québécois, plusieurs initiatives s'imposent. Il faudra concevoir et réaliser une politique de l'épargne. L'éparpillement, la concentration et l'utilisation de l'épargne populaire en faveur du capital ne disparaîtront pas si la politique n'intervient pas. Une orientation précise et rationnelle est indispensable à la qualité de vie du peuple québécois. Elle doit être intégrée dans la stratégie du développement durable.

De quelle stratégie parlons-nous? Disons immédiatement qu'elle indiquera la limite à la déportation et qu'elle éclairera les noirceurs de la libre circulation.

*Si la stratégie veut ignorer la tactique,
la tactique ruine la stratégie.*

Valéry

a. Une stratégie québécoise

L'élaboration d'un projet de société n'a pas besoin d'une œuvre en trois sommets, en sept volumes et en dix-huit rapports. La société québécoise est capable de mobiliser des solidarités selon l'image qu'elle se fait de la civilisation de demain. À partir de la conception du futur, elle établira des étapes définies et une suite ordonnée d'opérations en vue de l'utilisation maximale de l'épargne canalisée dans les réseaux financiers. Ainsi le fruit du travail convergera vers les objectifs majeurs préalablement déterminés et non plus vers l'enrichissement d'un petit groupe de privilégiés. N'oublions pas que sans l'utilisation optimale de

l'épargne, il n'y aura pas de prospérité future pour la collectivité québécoise.

La déportation de l'épargne ne dépend pas d'autrui. Elle découle de notre irresponsabilité. Les gestionnaires et les citoyens sont coupables de rechercher le profit immédiat sans réfléchir à l'impact social. Le gouvernement du Québec n'a pas le courage et l'audace d'établir des règles pour l'investissement au Québec de l'épargne canalisée dans les entreprises financières.

Les caisses populaires, les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés de fiducie, les fonds mutuels doivent être liés par une stratégie du développement québécois. Ces entreprises regroupent une fraction trop grande de l'épargne populaire pour ne pas intervenir de façon appréciable dans le financement des institutions, des entreprises et des projets québécois.

Par eux-mêmes, les financiers ne bougeront pas. Ils sont à la seule recherche du profit rapide et visible à l'œil nu. Le gouvernement Bouchard devra leur imposer l'obligation d'utiliser l'épargne populaire pour bâtir de nouvelles usines, pour contribuer à l'expansion des entreprises existantes et pour créer les infrastructures d'une société moderne. La stratégie de l'épargne doit être au cœur de l'économie québécoise.

Les institutions financières auraient intérêt à modifier la philosophie de leurs opérations. Elles ne le feront pas. Il faut les contraindre. Le développement du milieu doit devenir le premier motif de leurs investissements. Un tel souci serait rentable dans le temps.

À court terme, le financement de nouvelles usines et de projets communautaires ne produit pas le bénéfice maximum. Mais les milliers de travailleurs qui fabriquent un produit utile contribuent à la prospérité sociale et économique de leur milieu. Ils exercent une tâche qui profite à leurs compatriotes et aux entreprises elles-mêmes. Ils aideront à l'équilibre des finances publiques. Ce mode d'agir serait nettement supérieur au régime

d'entretenus que nous bâtissons. La création d'emplois coûte moins cher que l'assurance « chômage » et l'assistance sociale.

*L'épargne a des limites,
mais la bêtise humaine est infinie.*

b. Une limite à la déportation

Les caisses de retraite et les entreprises financières déportent 200 milliards \$ de l'épargne québécoise. Les analyses reproduites au chapitre II indiquent une telle tendance. Ces réservoirs d'épargne sont accumulés pour la sécurité de la vieillesse, pour le confort de la vie et les placements des entreprises. L'argent est géré par des gestionnaires spécialisés ou par un comité employeurs-employés.

Le Canada a limité à 20 % la portion d'avoirs étrangers que les caisses de retraite peuvent posséder. Malheureusement, les financiers trouvent le moyen d'augmenter ce plafond, sans s'exposer aux pénalités prévues. Si le Canada impose aux caisses de retraite un investissement de 80 % au pays, pourquoi le Québec qui accorde un même avantage fiscal ne pourrait-il pas exiger la moitié du plafond fédéral?

D'autres pays prescrivent des règles identiques. En Europe, les règles de l'Union européenne sont précises. Les assureurs et les gestionnaires des caisses de retraite doivent investir dans la même monnaie que les engagements envers les assurés. Il est toléré qu'un montant équivalant à un 20 % de la valeur des engagements puisse être placé librement à l'étranger. C'est un montant plafond qui doit inclure les capitaux libres. En outre, une entreprise ne peut posséder en actions plus des deux tiers de ses actifs. Elle ne peut placer plus de 5 % auprès d'un même émetteur. Les immeubles ne peuvent représenter plus de 10 % des engagements³.

3. Ambassade de France aux États-Unis, L'attaché financier, 5 août 1996.

En Allemagne, il n'y a pas de restrictions aux banques sur le lieu de l'investissement. C'est le client qui décide où investir. Dans les autres secteurs, ce sont les lois du marché qui déterminent la destination des fonds à investir. Un représentant de la Kreissparkasse nous affirme que les fonds qui restent en Allemagne sont les plus populaires. Il croit que la confiance en l'économie allemande est le motif principal qui justifie le placement en Allemagne. Le risque est jugé moins élevé. Le client a plus de facilité à comprendre comment son argent travaille. Il peut suivre le rendement de son investissement dans les journaux locaux. Telle est l'information recueillie. Les Québécoises et les Québécois ont-ils moins confiance en leur économie que les Allemands en la leur?

Aux États-Unis, les limites à l'exportation des caisses de retraite demeurent un secret impossible à pénétrer. Mais nous avons appris⁴ que les entreprises financières ne peuvent pas investir dans les pays sanctionnés. L'Office of Foreign Assets Control peut condamner à la prison et imposer de fortes amendes aux entreprises qui oseraient investir en Corée du Nord, à Cuba, en Iran, en Iraq et en Libye. D'autres limites à l'exportation de l'épargne existent-elles? Avec les Américains, on ne sait jamais. La mondialisation, c'est l'américanisation.

Certains pays imposent l'obligation d'investir dans les titres du gouvernement. Elle varie de 20 à 30 % du Japon au Mexique. La Belgique prévoit un investissement de 15 % de ses caisses de retraite dans ses titres gouvernementaux. Le gouvernement du Canada, sans aucune exigence de cette nature, bénéficie d'un placement qui atteint les 20 % des titres des portefeuilles d'entreprises financières.

4. Délégation générale du Québec à New York, Attaché aux investissements, 6 août 1996.

*Un système de législation est toujours impuissant,
si l'on ne place à côté un système d'éducation.*

Michelet

C. Une législation réelle

Aucune politique n'a été sérieusement élaborée pour sensibiliser et inciter les intervenants financiers à investir au Québec, même si un tiers de l'épargne est le résultat d'avantages fiscaux.

Nos réflexions porteront sur la constitution en société, les caisses de retraite, les marchés financiers, la Bourse de Montréal, la Caisse de dépôt et placement du Québec, le secteur public et la coopération.

*Une société civile... implique une coordination
et généralement aussi une subordination
d'éléments les uns aux autres.*

Bergson

a. La constitution en société

Se constituer en société commerciale crée une situation légale qui favorise une entreprise et qui protège à la fois la population par la capacité qu'elle acquiert d'imposer des règles qui respectent l'intérêt général et la législation du pays Québec. Il n'est pas nécessaire d'être fiscaliste ou technocrate pour comprendre que

- Les entreprises financières qui font des affaires au Québec doivent être constituées en vertu des lois du Québec.
- Les entreprises industrielles et autres qui opèrent au Québec doivent être constituées en vertu des lois du Québec.
- Les sociétés constituées en vertu des lois du Québec, même filiales d'entreprises étrangères, doivent être assujetties aux législations québécoises et être régies par une réglementation québécoise.

- Les filiales constituées en vertu des lois du Québec doivent offrir à des Québécois au moins 51 % de leur capital-actions.
- Les caisses de retraite qui gèrent les cotisations d'employés québécois doivent déposer à l'État québécois leur rapport annuel, leur politique de placement et leur portefeuille de valeurs détaillé: actions, obligations, hypothèques...
- Les entreprises constituées en vertu des lois du Québec, filiales ou non, doivent déposer à l'État québécois le rapport annuel de leurs affaires québécoises, leur politique de placement et leur portefeuille de valeurs détaillé: actions, obligations, hypothèques...
- Les investisseurs étrangers seront protégés par un code d'investissement pour préciser et garantir leurs droits et devoirs et prévoir une procédure d'arbitrage dans les cas de nationalisation.

Ces obligations sont strictes. Leur non-observance entraîne des pénalités sévères et même la perte du permis d'opérer de l'Inspecteur général des institutions financières.

De telles propositions offensent la vertu des ultra-libéralistes. Ces bons gens croient que la libre circulation est une loi inviolable. C'est leur nouvelle liturgie. Une liturgie universelle.

Mais le Québec existe encore. Même si l'Ontario est parmi nous. Des centaines de sociétés ontariennes se promènent dans le paysage québécois avec des chartes étrangères. Dans les assurances, des entreprises font des affaires au Québec avec des sièges sociaux en Alberta, Allemagne, Angleterre, Belgique, Colombie-Britannique, Écosse, France, Hollande, Italie, Japon, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Saskatchewan, Suède, Suisse... Les assureurs américains, qui souscrivent des primes ou des cotisations au Québec, ont leurs sièges sociaux dans 24 États: Californie, Connecticut, Delaware, Floride, Georgie, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Maine, Mary-

land, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Missouri, New Hampshire, New Jersey, New York, Ohio, Pensylvanie, Rhode Island, Tennessee, Texas, Wisconsin.

Dans les fonds mutuels, l'image et la réalité sont torontoises : AGF, Altamira, Canada Trust, CIBC, CI Mutual, Dynamic, Fidelity, Mackenzie, Montreal Bank, Mutual Life, Royal Bank, Scotia Excelsior, TD Green Line, Templeton, Trimark... De jolis noms français!

*La sécurité de la vieillesse
peut-elle être confiée à la Bourse de Hong Kong?*

b. Les caisses de retraite

À l'instar du gouvernement canadien, le gouvernement québécois accorde des avantages et des privilèges fiscaux pour la sécurité de la vieillesse et pour le développement des entreprises financières qui font des affaires au Québec. En retour, l'État du Québec serait en droit de s'attendre à ce que les entreprises investissent davantage dans les titres du secteur public. C'est le contraire qui se produit, généralement. Les caisses de retraite et les entreprises financières déportent l'épargne québécoise en dehors du Québec, parfois même les sommes correspondant aux avantages fiscaux.

- Une action immédiate et précise s'impose. Le gouvernement du Québec doit limiter à 40 % l'exportation des épargnes québécoises qui bénéficient d'avantages fiscaux.
- Si le ratio n'est pas respecté, le gouvernement qui taxe lourdement les contribuables pourrait exiger un impôt de 2 % sur le capital exporté illégalement. Pourquoi pas?
- Les caisses de retraite québécoises et canadiennes qui gèrent des fonds d'employés québécois doivent déposer leur rapport annuel, leur politique de placement et leur portefeuille de valeurs détaillé: actions, obligations, hypo-

thèques, etc. Cette mesure est plus importante que l'inspection annuelle des caisses populaires.

- Les entreprises jouissant d'avantages fiscaux doivent transiger à la Bourse de Montréal, si les titres y sont disponibles.
- Les entreprises jouissant d'avantages fiscaux doivent investir au moins 40 % de leur portefeuille en actions d'entreprises québécoises.

Dans une conjoncture où le gouvernement du Québec a un intérêt primordial à accroître la part de sa dette entre les mains des Québécois, il est incompréhensible de le voir hésiter à obliger les caisses de retraite et les entreprises jouissant de privilèges particuliers, à investir une part raisonnable, 15 % par exemple, dans ses propres obligations. L'État récupérerait ainsi plus de 25 milliards \$ de fonds qui répondraient à des besoins d'ordre financier et d'émancipation politique. Il réduirait la lourde prime qu'il verse aux financiers internationaux. Il serait moins vulnérable aux pressions de messieurs W. Barrett, P.C. Gobsoe et de tous les banquiers internationaux.

Il éviterait par surcroît que tous les fonds canalisés par les abris fiscaux soient placés dans des titres spéculatifs. La sécurité de la vieillesse ne peut dépendre uniquement de la volatilité des bourses de Tokyo et de New York et de l'insécurité des marchés émergents.

Les marchés financiers peuvent développer le Québec, un pays à portée de main

c. Les marchés financiers

Le secteur financier peut aider une économie qui fonctionne au ralenti à passer à la croissance rapide. Mais s'il est mis au seul service du capital, s'il ne recherche que le profit à court terme, s'il ne favorise que ses propres intérêts, il compromet l'avenir.

C'est de cette compromission dont sont coupables les messieurs Soucy & Associés qui répètent qu'« il n'y a pas de projet »

et « qu'il n'y a pas de carence de capitaux au Québec ». À cette objection fallacieuse, nous avons répondu au chapitre précédent. Il n'y a pas de projet parce que les gestionnaires ne sont pas des entrepreneurs. Ils ne sont pas des bâtisseurs. Ils sont des commis imprévoyants.

Ils parlent d'une abondance de capital de risque. Ils mesurent à l'once le placement à accorder aux PME et aux coopératives naissantes. Ils mesurent à la plus-value leurs interventions. Les normes sont pesantes. Les programmes de démarrage sont lourds. Les projets sont jugés trop légers. Investir dans le deuxième Québec, c'est une aventure? C'est dangereux? Le capital de croissance est même investi selon la règle impitoyable du risque mesuré selon le poids. Les gestionnaires refusent un projet rentable parce qu'un actionnaire a déjà joui de l'aide sociale. Ils exigent des cautions pour un prêt de 1000\$. Ils requièrent des garanties à toute épreuve. Ils ralentissent ainsi les activités industrielles. Ils freinent le développement social. Ils paralysent le développement économique.

Pourtant, ces financiers ne travaillent pas avec leur argent. Ils gèrent l'argent des autres. Ils s'enrichissent avec l'argent des autres. Avec l'argent des autres, ils acquièrent des actions et des obligations d'entreprises établies en d'autres provinces et pays. Ne devraient-ils pas investir d'abord cet argent dans le milieu des épargnants qui leur permette de s'enrichir?

La question est vitale. La responsabilité du financier grandit avec le poids de l'argent qu'il manipule. Le sens social lui rappelle que les richesses économiques doivent servir l'homme. Si elles sont utilisées selon les intérêts des épargnants, elles contribueront à la santé sociale et à l'épanouissement culturel.

Nos financiers et nos gestionnaires ont des devoirs sociaux à accomplir. D'immenses tâches sollicitent leurs appuis, leurs interventions. *L'Action nationale* n'a certes pas la compétence des experts financiers. Elle possède le goût du pays et l'amour des

gens de chez nous. Elle n'accepte pas et n'acceptera jamais le slogan: «Il n'y a pas de projet». Elle demande avec instance au gouvernement de ne pas adopter une attitude neutre à l'égard de la mobilité du capital. Il y a des milliers de projets à entreprendre et à réaliser. Il y a des centaines de décisions à prendre. Les entrepreneurs, les financiers, les banquiers et les gestionnaires doivent:

- Relancer les marchés monétaire, obligataire et boursier et les axer vers le développement du Québec et de ses régions.
- Accroître la place des actions et des obligations québécoises dans les portefeuilles qu'il gère.
- Investir au Québec selon un système de priorité lié au développement social, économique et régional.
- Réinvestir au Québec leurs revenus et leurs profits, selon des règles de développement régional et économique.
- Investir dans chaque milieu dans la proportion des primes, cotisations ou dépôts recueillis.
- Favoriser l'installation dans les régions sous-développées d'entreprises correspondant aux besoins du milieu.
- Investir massivement dans des secteurs économiques spécifiques.
- Investir des capitaux au Québec, au moins dans la proportion de leur chiffre d'affaires.
- Respecter une politique de réinvestissement des profits non distribués.
- Déposer des réserves au Québec dans la proportion de leur chiffre d'affaires québécois, pour protéger l'épargnant.
- Les intermédiaires financiers de grande taille doivent transiger avec les petits et les grands courtiers de Montréal.

Le slogan de M. Soucy: «Il n'y a pas de carence de capitaux» est inexact. Des milliers de projets ne peuvent démarrer faute de

capitaux suffisants. Le financement et la disponibilité des capitaux représentent les pierres d'achoppement. Même si nous ne sommes pas des conseillers de placement, il nous arrive souvent d'accomplir des démarches auprès des entreprises financières. À de rares exceptions, le financier n'avancé pas un sou, malgré la personnalité de l'entrepreneur et la valeur du projet.

À titre d'exemple, observons le problème gaspésien. Les Gaspésiens et les Madelinots souscrivent environ 1,3 % des primes d'assurances. Ils devraient bénéficier d'au moins 1 % des placements effectués par les sociétés d'assurances. Or les grands de ce monde objectent qu'il n'y a pas, dans la péninsule et dans les Îles, de projet rentable pour justifier un tel investissement. Et ils n'y investissent pas ou presque. L'histoire ressemble au renard qui court après sa queue. Il en est ainsi dans toutes les régions éloignées de l'arrière-pays.

L'un des plus grands problèmes dans le secteur des marchés financiers provient du peu de recherche qu'on y consacre. Le phénomène étonne. L'homme d'affaires semble river au gain à court terme. La vision à long terme est le fait des très grandes entreprises. C'est là une lacune à corriger. C'est la recette pour préparer la relève dans le secteur financier.

*Peut-on confier l'avenir du Québec
à la Bourse de Toronto?*

d. La Bourse de Montréal

La Bourse de Montréal s'écroule. Sa faiblesse compromet le développement. Elle n'a pas de leadership? Les résultats sont insatisfaisants? C'est visible à l'œil nu. 12 ou 13 % des actions sont transigées à la Bourse de Montréal. Mais à qui la faute?

- Le gouvernement du Québec favorise-t-il vraiment l'évolution de la Bourse?

- La Caisse de dépôt et placement ne transige-t-elle pas trop de valeurs à Toronto?
- Nos grandes entreprises financières et industrielles du Québec sont-elles associées et participantes au développement de la Bourse de Montréal?
- Les gestionnaires de portefeuille font-ils principalement leurs transactions boursières à la Bourse de Montréal?
- Quel est l'apport de nos écoles de commerce, de nos universités, de nos cégeps à la valorisation de la Bourse de Montréal?
- Qui agit pour accroître le mouvement des actions québécoises inscrites à la Bourse de Montréal?
- Qui invite les entreprises et les courtiers à une participation active sur les marchés montréalais?

La concertation pour la promotion et la valorisation de la Bourse de Montréal n'est pas bruyante, active, ni dynamique. La critique est peut-être un métier. Mais elle exige autant de jugement que d'esprit.

Pour tripler en quelques années les inscriptions à la Bourse de Montréal, les entreprises, les financiers, les banquiers, les petits et les grands courtiers devront assumer leurs pleines responsabilités. Ils devront sensibiliser les milieux d'affaires, les grandes et moyennes entreprises, les associations et toutes les personnes « ordinaires du Québec. On ne restructurera pas la Bourse de Montréal en transigeant à Toronto et à New York.

*Mon petit-fils croit que la CDPQ
est l'instrument par excellence
du développement québécois*

e. La Caisse de dépôt et placement

La Caisse n'est pas sans péché. Nous avons exposé notre point de vue au chapitre II.

Mais elle a un rôle irremplaçable. La Caisse de dépôt et placement peut réduire l'éparpillement de l'épargne et la canaliser vers le développement du Québec. À la Caisse de dépôt, le gouvernement doit dicter les objectifs généraux de la politique de placement. Quatre éléments nous apparaissent devoir être inscrits dans la loi qui la régit:

- La Caisse doit investir davantage dans les actions québécoises.
- Elle doit former et assister des équipes de gestionnaires et de conseillers en placements pour les entreprises financière québécoises.
- Elle doit convier les entreprises à participer conjointement à la réalisation de projets qu'elles ne peuvent entreprendre isolément.
- Elle doit favoriser l'établissement d'un marché organisé pour les titres de compagnies à petite ou moyenne capitalisation.

De quoi s'agit-il lorsqu'on parle d'équipes de gestionnaires? Il s'agit de créer au Québec des centres de placement qui n'y ont jamais été, jusqu'à maintenant, ni très nombreux, ni très importants. La Caisse de dépôt et placement possède une équipe de conseillers en placements de première qualité. La Banque Nationale du Canada n'atteint pas à la même excellence, son rôle de banquier limitant ses placements en actions et en obligations. Quelques autres bureaux conseillers de placements existent dont nous avons brièvement parlé au chapitre V.

Mais une « carence » grave persiste en ce domaine. M. Soucy en est conscient. Il confie la gestion des fonds du Mouvement Desjardins à ManuLife, Trimark et Strategic Value. L'Industrielle-Alliance fait gérer par AGF et Templeton certains de ces fonds. Des caisses de retraite font administrer leurs fonds par des sociétés de fonds mutuels. Autant d'emplois que le Québec perd! Autant de placements qui s'en vont à la dérive vers d'autres provinces et pays.

En coopération avec la meilleure équipe universitaire, la CDPQ doit former des gestionnaires et des conseillers dont les décisions majeures favoriseront l'économie québécoise. L'investissement dans certaines industries, dans la transformation d'activités essentielles, dans le développement des régions doit être décidé par des spécialistes québécois. À ce jour, ce sont les grandes sociétés torontoises ou les autorités fédérales qui ont déterminé pour nous ce qu'ils croyaient leur être profitable.

Les choix se sont presque toujours effectués entre les projets québécois et ceux des autres provinces... ou même des autres pays. Les gestionnaires québécois étant absents de ces centres de placement, le Québec a récolté les miettes qui restent sur la nappe après le repas. Les choix importants nous échappent. À cause de leurs influences, quelques entreprises bénéficient du système. Mais la majorité d'entre elle, n'exécutent que des contrats mineurs ou de sous-traitance qui leur sont accordés en second lieu, parfois pour des considérations politiques.

*Un gouvernement serait parfait
s'il pouvait mettre autant de raison dans la force
que de force dans la raison.*

Rivarol

f. Le secteur public

À notre époque, l'économie québécoise, le problème social et la question nationale sont complexes. Chaque domaine est isolé. La perspective varie selon la température.

Dans la course vers la maîtrise de l'économie, il est certain que les places sont prises et retenues solidement. Les centres économiques sont extérieurs au Québec. Ils sont concentrés à Toronto. Ils ne peuvent s'impliquer avec cœur dans le développement québécois. Leur complicité est absente.

Dans ce contexte, il est normal alors que l'État québécois redevienne un centre de décisions de premier ordre. Il doit redécouvrir sa capacité d'initiative, d'intervention et d'innovation. Il ne s'agit pas de retourner à certaines pratiques de l'État-Providence qui a principalement favorisé les entreprises et les personnes les mieux nanties.

En 1997, l'État doit être un centre important de décision. Mais une société aussi diversifiée que la nôtre a besoin que plusieurs citadelles-contrepoids établissent l'équilibre entre elles et le gouvernement. Mais les citadelles doivent être établies sur les rivières Harricana, Moisie, Richelieu, Saguenay, Saint-François, Saint-Maurice et Yamaska et non pas sur les rives des lacs Ontario et Supérieur ou aux pieds des chutes Niagara..

- Les entreprises financières investissent une proportion minimale (15 %) de leurs valeurs en titres publics du Québec.
- Une campagne permanente d'opinion publique doit sensibiliser la population sur la valeur des titres du secteur public québécois.
- La régularisation des émissions des bons du Trésor facilite la mobilisation de l'épargne vers le secteur public.
- Le gouvernement et les institutions publiques du Québec appliquent une politique préférentielle envers les entreprises qui respectent les règles relatives à l'investissement;
- Payer moins de commissions aux entreprises dont le bilan des transactions québécoises laisse à désirer.

- Sensibiliser l'opinion publique par les médias, les déclarations solennelles, la recherche, les colloques, les syndicats, les intellectuels...

La coopération...introduit, dans un monde économique axé principalement autour de l'intérêt personnel un souffle généreux et humain...

Pirou et Byé

g. La coopération

Desjardins et les grandes coopératives laitières sont les réussites de la population, de sa solidarité. Ces organismes peuvent encore aider au développement du Québec. Mais des conditions sont indispensables à la réalisation de leur rôle social. La réussite financière est assurée. Il faut s'en réjouir. Mais on attendait beaucoup plus de l'association des personnes qui ont bâti ces instruments de libération sociale. Pour atteindre les objectifs sociaux qui ont marqué leur origine et leur évolution, chaque coopérative locale doit:

- Tenir quatre assemblées générales annuelles pour l'enseignement des principes de la coopération, selon un nouveau cathéchisme coopératif, préparé par des coopérateurs n'appartenant à aucune structure coopérative, avec l'exigence d'une présence d'un tiers des membres et du personnel, afin d'éviter une taxe spéciale prévue pour non-conformité.
- Tenir une assemblée générale de chaque coopérative pour amender toute règle prévue dans la charte ou dans les règlements généraux des organismes supérieurs, avec l'exigence d'une présence d'un tiers des membres dans chaque coopérative et avec l'approbation majoritaire des membres de toutes les coopératives, pour la validité d'une décision.

- Établir un véritable Office de la coopération et le doter de ressources indépendantes des coopératives pour diffuser les principes coopératifs, promouvoir la participation coopérative et coordonner l'intercoopération entre les diverses coopératives et leurs instances supérieures.
- Relancer les coopératives de travail, de consommation, de production et de services selon les besoins des membres coopérateurs du milieu.
- Accorder les ressources substantielles et suffisantes pour établir un chantier d'économie sociale durable.

*Il y a plus de fous que de sages,
et dans le sage même, il y a plus de folie que de sagesse*
Chamfort

D. Éviter les folies

*L'histoire est le témoin du temps,
la mémoire des âges...*
Ronsard

a. Vergor était une vigie

Le 31 août 1759, Wolfe écrit à sa mère: «Le marquis de Montcalm est à la tête d'un grand nombre de mauvais soldats et moi, je suis à la tête d'un petit nombre de bons⁵». Les forces des armées étaient de même taille; déjà, la suprématie intellectuelle existait.

L'armée de Wolfe était au bas de la falaise. Du haut du cap, Montcalm régnait. Il écrivait à Vaudreuil: «Il n'y a que Dieu qui sache, monsieur, faire des choses impossibles... Et il ne me faut pas croire que les ennemis aient des ailes pour, la même nuit, tra-

5. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec, des origines à 1791*, 305 à 309.

verser, débarquer, monter des rampes rompues et escalader : d'autant que, pour la dernière opération, il faut des échelles⁶». En 1997, un trop grand nombre de francophones québécois se croient à l'abri, en toute sécurité, sans danger. Disparaître comme groupe serait une « chose impossible ».

Le 12 septembre 1759, les armées françaises se réfugient dans le sommeil réparateur. Ils ont le sommeil de plomb. Comme un grand nombre de nos compatriotes.

« À deux heures le 13 au matin, les bateaux plats anglais transportent les soldats à terre. Une sentinelle française qui avait entendu du bruit demande : « Qui vive ? ! Et le capitaine Fraser... répond : « France ». Le garde, croyant avoir affaire à un des hommes du convoi de vivres, laisse passer sans rien faire. Lorsque les sentinelles du poste de garde commandé par Vergor se rendent compte de la présence anglaise sur les plaines d'Abraham, il est déjà trop tard. Après un court échange de coups de feu, la trentaine d'hommes se rend. Vergor est, dit-on, réveillé par le bruit de la fusillade⁷. En 1997, nous avons des sentinelles qui ont confiance à la parole du capitaine Fraser. D'autres dorment d'un profond sommeil. Vergor ronfle. Il n'y a pas de danger à l'horizon.

Le 13 septembre 1759, au lever du jour, Montcalm apprend que les Anglais ont débarqué à l'anse au Foulon. Montcalm demeure incrédule. « Il ne crut pas un mot du récit d'un homme à qui nous crûmes que la peur avait tourné la tête⁸. Il alla se reposer chez soi... et demande de l'avertir « s'il y avait quelque chose à faire ». En 1997, les incrédules aveugles sont endurcis ; ils ne croient pas un mot du déclin démographique et de l'appauvrissement collectif. Ils jugent probablement que « la peur a tourné notre tête ». Ils se reposent dans leurs châteaux.

6. *Ibid.*, 305.

7. *Ibid.*, 306.

8. *Ibid.*, 307.

L'historien Guy Frégault, jadis directeur de *L'Action nationale*, affirme que « le 13 septembre devrait être connu sous le nom de la Journée des Fautes ». Le général Montcalm commit, rapporte-t-on, sept erreurs de stratégies dans la même journée.

Ce fait historique comporte beaucoup d'analogies avec la vie présente des Français du Québec. Des capitaines Fraser qui mentent, des Vergor qui dorment et des Montcalm qui errent sont à des postes de commande. La vigilance est indispensable.

Pour surveiller l'usage de l'épargne québécoise, une personnalité a proposé la création d'un organisme public de vigie composé de grands technocrates et de quelques financiers. Si brillantes soient-elle, ces personnes ne peuvent assumer ce rôle de vigie. Elles ne l'ont jamais fait à ce jour. Elles auraient pu dénoncer la situation intolérable qui subsiste. Elles ont observé le silence.

Un professeur éminent a suggéré de confier cette tâche à l'Inspecteur général des institutions financières. Ce haut fonctionnaire est tenu à un devoir de réserve. La loi limite son droit de parole. La réponse transmise sur son obligation de respecter le secret de la confidentialité indique l'irréalisme de la suggestion. Cet Inspecteur général des institutions financières qui assume un rôle de surveillance ne s'est jamais préoccupé jusqu'à maintenant d'exiger le dépôt des états financiers et des portefeuilles des entreprises financières. Il n'a jamais analysé les placements ni exercé une influence sur l'investissement au Québec.

Une troisième proposition fantaisiste soumettait la création de tables rondes régionales dont le rôle consisterait à sensibiliser les intermédiaires financiers aux titres québécois. À titre d'exemple, la table de Montréal se composerait des présidents du Mouvement Desjardins, de la Banque Nationale du Canada, de Power Corporation, de Talvest, etc. La compétence de ces personnalités justifie le choix, mais les conflits d'intérêt interdisent leur nomination.

Toutes les suggestions formulées à ce jour proposent des personnalités honorables qui sont, en partie, coupables de la déportation de l'épargne. Elles ne peuvent produire que les résultats déplorables que l'enquête de *L'Action nationale* dénonce. Elles s'inspirent d'un discours néolibéral, inefficace et improductif. Elles ne divulgueront jamais l'information totale. Le discours sera rempli de restrictions, de réserves. Le secret confidentiel scellera les lèvres à jamais. Comme dans une société secrète.

Ce n'est pas d'un tel organisme dont le Québec a besoin. Les révélations incomplètes de *L'Action nationale*, malgré les documents appropriés, démontrent la nécessité d'un service indépendant et libre de toute contrainte étatique ou autre. La responsabilité de l'information complète incombe à des personnes indépendantes et choisies à l'extérieur de la Fonction publique et du Gouvernement.

L'examen, l'inspection et la vérification des portefeuilles des entreprises financières sont d'un intérêt public capital. Ils doivent être réalisés par un organisme composé de divers représentants du public. Des représentants compétents et désintéressés. Dont l'intégrité sera sans tache et le courage sans limite.

Les données recueillies par l'État doivent être accessibles à tout citoyen qui en fait la demande ou du moins à tout organisme qui respecte les règles de la démocratie et qui œuvre au bien commun. Ce qui n'existe pas à l'heure actuelle. La confidentialité est la règle. Il ne faut pas nuire à la concurrence. C'est la libre circulation! Il faut arrondir les coins. Ne pas déranger les habitudes. C'est dans une vision contraire qu'il faut s'engager. Il faut revenir à la franchise et à la droiture du Dr Camille Laurin :

- « Nous avons également besoin d'un gouvernement crédible, qui dirige dans la franchise et qui n'a pas peur de dire les choses telles qu'elles sont. Le gouvernement actuel exerce à huis clos, il refuse systématiquement de publier les études techniques qui pourraient lui nuire, il préfère la

propagande à l'information. Il est temps qu'un gouvernement dirige le Québec en pleine lumière, en disant clairement à la population les objectifs de sa politique, ses priorités, ses moyens. À défaut de cela, la démocratie n'est qu'une façade qu'on repeint tous les quatre ans⁹ ».

Il n'existe pas d'autre voix vers la solidarité humaine que la recherche et le respect de la dignité individuelle.

Lecomte du Nouy

E. La solidarité

L'indépendance économique et politique de la fin du XX^e siècle ne peut et ne doit pas être inspirée par le néo-libéralisme contraire à la dignité humaine. Au contraire, c'est le respect du bien commun qu'il faut défendre. C'est le souci de l'équité qu'il faut promouvoir. C'est le culte de la liberté qu'il faut respecter. C'est la sauvegarde des valeurs collectives qu'il faut favoriser.

Tout le programme culturel, social et économique de l'État québécois doit désormais être dominé par la préoccupation persistante et courageuse de la justice sociale, de la sécurité sociale et du progrès social. Les injustices actuelles du capitalisme doivent appartenir au passé.

Prêcher la solidarité en général ne provoque guère d'enthousiasme. Mais étudier à fond un secteur particulier de notre économie, mesurer son importance, rechercher ses implications dans les institutions et dans notre vie personnelle et découvrir des éléments d'expansion, voilà qui est de nature à susciter une action positive.

Certes, les Torontois, M.W. Barrett de la Bank of Montreal et J.E. Cleghorn de la Royal Bank, trouveront nos propositions farfelues, ridicules. Ils grinceront des dents, mais les électrices et

9. D^r Camille Laurin, *L'indépendance économique... combien ?*, Parti Québécois, mars 1973, 9.

les électeurs du Québec vont déborder d'enthousiasme. Agir ainsi serait imiter l'Ontario des cinquante dernières années: se développer en fonction de nos propres intérêts.

Monsieur Claude Béland les jugera fantaisistes et irréalisables; du discours aux actes, on ne peut passer. Les hommes politiques croient à une marge infranchissable entre le rêve et la réalité.

Alors soyons réalistes. Rapatrions l'épargne québécoise. N'en confions la gestion et le placement qu'à des gestionnaires qui ont le goût du Québec. Bâtissons autour d'eux. A la condition qu'ils soient des bâtisseurs. Qu'ils réalisent des chantiers rentables! Qu'ils développent l'arrière-pays! Les ressources humaines sont là à ne rien faire. Réveillons les énergies, regroupons les compétences. Il faut bâtir l'avenir. Il faut bâtir le pays, un pays à portée de main.

À redresser cette intolérable situation, *L'Action nationale* travaille avec continuité, sans relâche. Ses enquêtes suscitent déjà un intérêt qui ne peut que grandir. Quelques lettres reçues indiquent que le message se rend en bonne terre. La récolte sera de plus en plus abondante:

L'ignorance

«... les Québécois semblent se désintéresser du développement de l'économie québécoise. Peut-être ne savent-ils tout simplement pas l'impact que pourraient avoir leurs investissements. La population, en général, ne s'y connaît pas beaucoup en matière d'investissement (c'est peut-être la raison pour laquelle les sociétés de placement marchent si bien) et elle ne peut juger parfaitement des investissements que les institutions financières font avec leur argent.» (Julie Chamberland, étudiante au Collège De Maisonneuve)

L'éducation

« En consultant *L'Action nationale*, j'ai pris connaissance qu'un phénomène d'une grande ampleur se produit présentement sous les yeux clos d'une grande majorité de Québécois. »
 (Mélanie Lupien, étudiante, Collège De Maisonneuve, 8 mai 1997)

L'espoir

« Tout d'abord, précisons qu'à part le cours d'économie de cinquième secondaire (qui, il me semble, est très loin dans ma mémoire), je n'ai jamais suivi de cours sur le fonctionnement de l'économie. Par chance, certains articles recueillis dans votre dossier sont aussi sources d'espoir. En effet, ils m'ont appris que le Québec possède, malgré ce que pensent la plupart des gens, les installations nécessaires pour diriger une économie prospère. Je ne croyais pas, par exemple, que la bourse de Montréal était si renommée. »

(Julie Hébert, étudiante au Collège De Maisonneuve, 11 mai 1997)

L'avenir

« ... la lecture de votre travail va sûrement m'aider dans le futur travail vers lequel je me destine, soit celui de conseiller financier, car celle-ci m'indique clairement que je devrai arriver avec d'excellentes idées pour restructurer et réorganiser le système gérant les placements financiers au Québec dans le but de redonner confiance aux investisseurs québécois et étrangers. »
 (François Lemay, Sainte-Julie, 22 mai 1997)

*Qu'est-ce qu'un homme d'affaires canadien-français?
 C'est celui dont l'entreprise est organisée de telle manière que,
 tout en réalisant ses fins propres, elle contribue au progrès
 de la culture canadienne-française.*

Esdras Minville

Le poids politique

En l'an 2079,
la population sera de
7,2 millions au Québec,
7,2 millions en Colombie-Britannique et
18,7 millions en Ontario

La province du Québec serait une colonie.
Les interminables négociations seraient terminées.

• Les Québécois ne seraient plus que
les locataires de Toronto.

Le Québec français serait en voie d'extinction.

C'est dans la tête que nous sommes vaincus.
Mais nous avons le choix
de bâtir le pays du Québec,
maintenant ou jamais !

* Source: *Le Soleil*, 14 avril 1997, A1 et A2. Simulations effectuées par Statistique Canada pour *Le Soleil*.

X.

Conclusion **Mon pays, c'est le Québec !**

Le pays de Stéphane Dion, c'est l'univers. Le politicien a déjà décidé que l'histoire du Canada français, c'était terminé. Il ajoute que c'est aussi la fin de la géographie. Les jumelles lui permettaient d'observer la voisine sont devenues inutiles. Notre pauvre ami Stéphane vit aux antipodes. Par satellite. 24 heures sur 24. La planète a explosé. Le village de Saint-Arsène ne sera bientôt qu'un simulacre. Le Témiscouata redeviendra une forêt. Les Américains planteront des pourvoiries sur le lac. Stéphane y retournera. Il visitera ses amis.

Pour le moment, à *L'Action nationale*, nous avons l'impression de flotter dans l'air. Entre les Communes et l'Assemblée nationale. Dans un parachute sans ouverture. Au-dessus d'un champ miné. Nous sommes prisonniers et libres.

Nous oublions d'être nous-mêmes. L'histoire est passée. Les hommes politiques l'ont rejetée. Nous existons. Mais à peine. Savons-nous qui nous sommes? L'État du Québec vit dans le présent. Péniblement. Avec morosité. Pour préparer l'avenir, il appauvrit les masses populaires. Les jeunes quittent leur village natal. Les banquiers s'enrichissent. Ils s'établissent dans le village global. Ils subjuguent le pouvoir politique. Ils détruisent l'économie nationale. Ils encastrent l'épargne populaire. Ils la placent à l'étranger. Sans garantie, autre que l'espérance.

Si les francophones du Québec ne se réveillent pas, l'Union Jack leur collera aux fesses comme un linceul. Le plus tragique réside en la négation d'un recul marqué en une période exaltante de réveil national. Alors que nous visons l'indépendance politique, nous enregistrons des défaites culturelles, sociales et financières cuisantes et regrettables.

Le Québec ne veut pas vivre derrière une muraille de Chine. Mais il ne peut franchir le mont Blanc de l'Outaouais. Les banquiers occupent les barricades. Pour nous accorder la paix, ils exigent tout notre butin. En une période où règne l'interdépendance économique, nous sommes réduits à la dépendance, au rôle d'une colonie.

Le problème économique éclipse la question nationale. Il démolit les assises sociales. Il réduit à la pauvreté les masses populaires. Privé de l'épargne et du pouvoir économique, écrasé par le poids politique du Canada anglais, l'avenir du Québec français ressemblera à celui de la Colombie-Britannique... si nous ne savons maintenir le cap.

Parce que nous avons commencé à réunir certains éléments de progrès, nombre d'administrateurs se sont contentés du succès de leurs entreprises. Parce que nous avons une Caisse de dépôt, un Mouvement Desjardins, une Société générale de financement, une Hydro-Québec, nous avons cru que tout était réglé. Parce que nous avons un gouvernement indépendantiste, **les Québécoises et les Québécois ont rêvé qu'ils étaient les maîtres du pays.**

Mais l'âme québécoise est affaiblie par deux siècles de colonialisme. L'espoir en l'avenir doit prendre racine dans le passé et dans les règles d'un progrès qui puise sa force dans la réalité. Combien d'années encore durera la démission nationale qui est la source de notre faiblesse économique? Le temps est venu de fermer les écluses et de conserver pour nous les fruits de notre travail. Dans un siècle à vitesse laser, les entreprises financières

québécoises progressent au pas du bœuf derrière la charrue. Un peuple doit se décider collectivement à un avenir meilleur. S'il lui est impossible de corriger le passé, disait René Lévesque, il peut bâtir son avenir. Il peut bâtir un avenir meilleur pour les générations à venir.

Afin qu'il en soit ainsi, le peuple québécois ne peut vivre dans le désordre de la loterie. Il doit constamment se souvenir qu'il y a des liens véritables entre la culture et l'argent, entre la langue et l'argent, entre la vie sociale et l'argent. Parce qu'il a oublié ces réalités, il ne soucie pas de la déportation de 200 milliards \$ d'épargne québécoise.

Quand l'opinion publique aura été mobilisée par cette cause sacrée, les gouvernements suivront. Nous deviendrons maîtres chez nous. Il y a longtemps que nous l'espérons. Lorsque nous le serons devenus, nous aurons retrouvé notre pays.

L'Action nationale fait appel aux intellectuels qui, pour la plupart, ne se préoccupent pas des secrets de la finance et des manipulateurs. Elle fait appel aux syndicats qui doivent exercer une surveillance sur les caisses de retraite et sur l'économie. Elle fait appel aux financiers eux-mêmes, à leur sens social et à leur capacité de solidarité. Elle fait appel à toutes les consommatrices et à tous les consommateurs. Si tous les Québécoises et Québécois exigent un contenu québécois dans leur portefeuille, dans leurs assurances, dans leur panier d'épicerie, le nombre des pauvres diminuera et celui des personnes au travail augmentera.

Elle fait appel au Premier ministre et au gouvernement du Québec. L'indépendance politique ne sera possible qu'avec une économie prospère. Et, dans la conjoncture actuelle, il est impensable d'accéder à la souveraineté politique et à la maîtrise de l'économie avec les esprits fédéralistes et ultralibéralistes du Parti libéral. L'espoir réside dans la renaissance du Parti québécois qui redeviendrait social-démocrate.

À toutes les Québécoises et à tous les Québécois, qui veulent bâtir ce pays à portée de main, de prendre en main le seul parti qui peut encore nous conduire à la libération sociale et à l'indépendance politique.

L'Action nationale observe l'ensemble de la forêt. Elle ne se limite pas à l'analyse de la feuille de la branche d'un arbre. Elle contemple tout le paysage. Elle accordera toutefois une attention spéciale et continue à l'usage de l'épargne. Elle compilera dans tous les secteurs des données précises et fiables, à la limite de ses ressources. Elle publiera des articles rédigés par des spécialistes capables de vulgariser l'impact de l'épargne sur le développement au Québec. Elle suscitera des débats sur la déportation et sur l'utilisation de l'épargne.

XI.

ANNEXES

	<i>Pages de la revue</i>
1. Primes d'assurance de personnes.	74
2. Primes d'assurance de dommages.	79
3. Fonds mutuels du Canada anglais, sans obligation du Gouvernement du Québec.	134
4. Placements dans le gouvernement du Canada par les non millionnaires anglais.	140
5. Placements des sociétés non-milliardaires du Canada anglais dans les entreprises québécoises.	163
6. Placements dans les entreprises québécoises francophones.	166
7. Placements dans les entreprises québécoises anglophones.	166
8. 100 entreprises québécoises oubliées.	170
9. Répartition des placements, Investors.	172
10. Répartition des placements, Trimark.	172
11. Répartition des placements, Royal Bank.	172
12. Répartition des placements, Templeton.	172
13. Répartition des placements, TD Green Line.	172
14. Répartition des placements, Mackenzie.	172
15. Répartition des placements, CIBC.	172
16. Répartition des placements, Fidelity.	172
17. Répartition des placements, Altamira.	172
18. Répartition des placements, Bank of Montreal.	172
19. Répartition des placements, Scotia Excelsior.	172
20. Actif des 30 entreprises dans lesquelles les banquiers sont présents.	213
21. Imbrication dans les banques.	213
22. Imbrication multiple.	214
23. Principales filiales.	215
24. Les gestionnaires et conseillers en placements.	236
25. Les comptables des fonds mutuels.	237
26. Les fiducies.	238
27. Les conseillers juridiques.	239
28. 159 entreprises financières.	253
29. 500 plus grandes entreprises.	255
30. L'emploi.	390

Annexe 1

PRIMES SOUSCRITES
ASSUREURS DE PERSONNES
page 74

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
QUÉBEC			
Sociétés			
Desjardins-Laurentienne, Assurance-vie	1 052 790	16,66	1
L'Industrielle-Alliance, Assurance sur la vie	538 996	8,53	2
SSQ, Société d'assurance-vie	376 718	5,96	3
MFQ-vie, Corporation d'assurance	145 783	2,30	4
Association d'hospitalisation du Québec	88 468	1,40	5
Canassurance Inc., Compagnie d'assurance-vie	48 669	0,77	6
La Laurentienne, Corporation d'assurance-vie	46 094	0,73	7
Axa assurances Inc.	36 787	0,58	8
La Personnelle-vie, Corporation d'assurance	36 664	0,58	9
La Survivance, Mutuelle d'assurance-vie	35 320	0,55	10
La Solidarité, Compagnie d'assurance-vie	24 020	0,38	11
L'Union-vie, Mutuelle d'assurance	21 157	0,33	12
L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie	19 069	0,30	13
L'Union Canadienne, Compagnie d'assurance	6 623	0,10	14
Promutuel vie Inc.	6 368	0,10	15
L'Entraide assurance-vie, Secours mutuel	4 449		16
Boréal Assurances Inc.	1 596		17
St-Laurent, Compagnie de réassurance	55		18
Ass. protectrice des policiers municipaux Qc.	46		19

Annexe I — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Société de secours mutuels de St-Zacharie	41		20
Boréal assurances agricoles Inc.	31		21
L'Internationale, Compagnie d'assurance-vie	22		22
L'Ordre des Italo-Canadiens	4		23
Compagnie d'assurance du Québec	2		24
Société coopérative de frais funéraires Inc.	2		25
La Vigilance, Société de secours mutuels	2		26
Secours mutuels des citoyens de Casacalenda	1		27
Banque nationale, Compagnie d'assurance-vie	0		28
Entraide des Israélites de Montréal	0		29
RGA, Réassurance-vie du Canada	0		30
Rousseau & frères Ltée, Assurances funéraires	0		31
Sécurité nationale, Compagnie d'assurance	0		32
Standard Life, Assurance du Canada	0		33
SOUS-TOTAL - QUÉBEC	2 489 777		
MARITIMES			
Maritimes Insurance Company Limited	104 428	1,65	1
Assomption, Mutuelle d'assurance-vie	8 453	0,13	2
SOUS-TOTAL - MARITIMES	112 881		
TORONTO			
Sun Life Assurance Company of Canada	427 544	6,76	1
Manufacturers Life Insurance Company	223 987	3,54	2
Canada Life Assurance Company	221 385	3,50	3
Transamerica Life Insurance Co. of Canada	152 957	2,42	4
Aetna Life Insurance Company of Canada	64 108	1,01	5
Colonia Life Insurance Company	56 923	0,90	6
Imperial Life Assurance Co. of Canada	49 347	0,78	7
Commercial Union Assurance Co. of Canada	47 640	0,75	8
National Life Assurance Company of Canada	40 366	0,63	9
Gerlin Global Life Insurance Company	14 259	0,22	10
Prudential of America Life Insurance Co.	13 919	0,22	11

Annexe 1 — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Citadel General Assurance Company	9 400	0,14	12
American International Assurance Life Co.	5 852		13
Heritage General Insurance Company	5 717		14
Cigna Life Insurance Company of Canada	3 463		15
Cigna Insurance Company of Canada	1 283		16
Chubb Insurance Company of Canada	1 274		17
Canadian Trinity Life Insurance Co.	1 089		18
Western Life Assurance Company	811		19
Zurich Indemnity Company of Canada	649		20
Scotia Life Insurance Company	470		21
Canadian Professional Sales Association	270		22
Actra Mutual Life Insurance Company	240		23
Toronto Mutual Life Insurance Company	158		24
Commercial Union Assurance Co. of Canada	89		25
Royal Insurance Company of Canada	33		26
Sons of Scotland Benevolent Association	32		27
Guardian Insurance Company of Canada	12		28
Allianz Insurance Company of Canada	0		29
Commerce and Industry Insurance Canada	0		30
Great Lakes Reinsurance Company	0		31
Mercantile and General Reinsurance Canada	0		32
Mercantile and General Life Reinsurance	0		33
Munich Reinsurance Company of Canada	0		34
Scor Reinsurance Company of Canada	0		35
Siap Life Insurance of Canada	0		36
Swiss Insurance Company of Canada	0		37
Swiss Reinsurance Life of Canada	0		38
Trafalgar Insurance Company of Canada	0		39
SOUS-TOTAL – TORONTO	1 343 277		
ONTARIO (sauf Toronto)			
Mutual Life Assurance Company of Canada	295 836	4,68	1
London Life Insurance Company	219 822	3,48	2
North American Life Assurance Company	114 450	1,81	3

Annexe 1 — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
NN Life Insurance Company of Canada	97 596	1,54	4
Metropolitan Life Insurance Canada	68 055	1,07	5
Empire Life Insurance Company	59 184	0,93	6
Zurich Life Insurance Company of Canada	48 843	0,77	7
Royal Life Insurance Company of Canada	48 824	0,77	8
Westbury Canadian Life Insurance Company	45 873	0,72	9
Travelers Insurance Company	18 843	0,29	10
Financial Life Insurance Company of Canada	15 981	0,25	11
Laurier Life Insurance Company	12 091	0,19	12
First North American Insurance Company	10 274	0,16	13
ITT Hartford Life Insurance of Canada	8 286	0,13	14
Primerica Life Insurance of Canada	6 281		15
Union du Canada assurance-vie	6 263		16
Independant Order of Foresters	5 195		17
London and Midland General Insurance Co.	4 700		18
Reliable Life Insurance Company	4 238		19
Allstate Life Insurance Company of Canada	2 529		20
Cumis Life Insurance Company	2 475		21
Co-Operators Life Insurance Company	1 911		22
Peencorp Life Insurance Company	1 425		23
Equitable Life Insurance Co. of Canada	1 231		24
CIBC Life Insurance Company Limited	1 076		25
Paftco Insurance Company Limited	347		26
Simcoe & Erie General Insurance Company	240		27
Grand Orange Lodge of British America	178		28
Aflac Insurance Company of Canada	61		29
Cumis General Insurance Company	50		30
Canadian Slovak Benefit Society	17		31
Slovak of Canada	10		32
Chrysler Life Insurance Co. of Canada	0		33
Co-Operators General Insurance Company	0		34
Economical Mutual Insurance Company	0		35
Hartford Insurance Company of Canada	0		36

Annexe 1 — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Wellington Insurance Company	0		37
SOUS-TOTAL - ONTARIO sauf Toronto	1 102 185		
TOTAL DE L'ONTARIO	2 445 462		
QUEST			
Great West Life Assurance Company	168 239	2,66	1
Crown Life Insurance Company	51 413	0,81	2
North West Life Assurance Co. of Canada	4 957		3
Seaboard Life Insurance Company	4 417		4
Federated Life Insurance Company of Canada	811		5
Sovereign General Insurance Company	66		6
Worker's Benevolent Association of Canada	20		7
Axa Pacific Insurance Company	0		8
SOUS-TOTAL - QUEST	229 923		
ÉTATS-UNIS			
Prudential Insurance Company of Canada	262 631	4,15	1
Metropolitan Life Insurance Company	206 602	3,27	2
Combined Insurance Company of Canada	73 265	1,16	3
Paul Revere Life Insurance Company	35 557	0,56	4
Mutual of Omaha Insurance Company	26 968	0,42	5
Knights of Columbus	10 697	0,16	6
Unum Life Insurance Company of America	10 347	0,16	7
Pennsylvania Life Insurance Company	9 730	0,15	8
American Bankers Life Assurance of Florida	8 618	0,13	9
Canado-American Association	8 048	0,12	10
Union Fidelity Life Insurance Company	6 222		11
Life Investors Insurance Co. of America	4 838		12
Provident Life and Accident Insurance Co.	4 114		13
Alexander Hamilton Life Insurance of America	3 251		14
J.C. Penney Life Insurance Company	2 871		15
American Home Assurance Company	2 839		16
Connecticut General Life Insurance Company	2 482		17
Balboa Life Insurance Company	1 399		18

Annexe 1 — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Aetna Life Insurance Company	1 092		19
Travelers Insurance Company	1 074		20
United American Insurance Company	527		21
Hartford Fire Insurance Company	472		22
Amex Life Insurance Company	469		23
American Bankers Insurance of Florida	431		24
American Income Assurance Company	428		25
New York Life Insurance Company	403		26
Liberty Life Assurance Company of Boston	391		27
Allianz Life Insurance Co. of North America	318		28
General American Life Insurance Company	157		29
National Fidelity Life Insurance Company	143		30
State American Life	113		31
Equitable Life Insurance Co. of Canada	111		32
Supreme Council of The Royal Arcanum	86		33
John Hancock Mutual Life Insurance Co.	86		34
Royal McCabees Insurance Company	84		35
Principal Mutual Insurance Company	74		36
Continental Assurance Company	68		37
MIC Life Insurance Corporation	67		38
Ukrainian National Association Inc.	63		39
Continental Casualty Company	58		40
TIG Insurance Company	32		41
Massachusetts Mutual Life	30		42
Commercial Travelers Mutual Insurance Co.	29		43
Bankers Life and Casualty Company	28		44
Croatian Fraternal Union of America	23		45
Cuna Mutual Insurance Society	23		46
Mutual Life Insurance Company of New York	18		47
Minnesota Mutual Life Insurance Company	14		48
Order of United Commercial Travelers	14		49
North American Life Assurance Company	13		50
Federal Insurance Company	6		51
North American Benefit Association	2		52

Annexe 1 — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Allstate Life Insurance Company	0		53
American Life Insurance Company	0		54
American Re-Insurance Company	0		55
Cologne Life Reinsurance Company	0		56
Employers Reinsurance Corporation	0		57
John Alden Life Insurance Company	0		58
Liberty Mutual Fire Insurance Company	0		59
Life Reassurance Corporation of America	0		60
NAC Reinsurance Corporation	0		61
North American Reassurance Company	0		62
Northwestern National Life Insurance	0		63
Phoenix Home Life Mutual Insurance	0		64
General Reinsurance Society	0		65
Transatlantic Reinsurance Company	0		66
Travelers Indemnity Company	0		67
Workmen's Circle	0		68
Liberty Mutual Insurance Company	(13)		69
Ford Life Insurance Company	(11)		70
SOUS-TOTAL - ÉTATS-UNIS	687 402		
AUTRES PAYS			
Standard Life Assurance Company	337 514	5,34	1
Norwich Union Life Insurance Society	12 539	0,19	2
Non-Marine Underwriters, Lloyd's of London	1 363		3
GAN Canada Insurance Company	572		4
Abeille réassurances	0		5
Axa réassurances	0		6
Consolidated Life Assurance Co. Limited	0		7
Munich Reinsurance Company	0		8
Mutuelle du Mans assurances	0		9
Mutuelle du Mans assurances-vie	0		10
Royale Belge, Société anonyme d'assurance	0		11
Scor vie	0		12
Société anonyme française de réassurances	0		13

Annexe 1 — ASSUREURS DE PERSONNES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Sorema, Société de réassurance agricoles	0		14
Suisse de réassurances	0		15
Sumitomo Marine and Fire Insurance Co.	0		16
Transcontinental de réassurance	0		17
Unione Italiana di Riassicurazione	0		18
SOUS-TOTAL - AUTRES PAYS	351 988		
GRAND TOTAL - PERSONNES	6 317 433		

Annexe 2
PRIMES SOUSCRITES
ASSUREURS DE DOMMAGES
 page 79

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
QUÉBEC			
Boréal Assurances Inc.	387 772	9.37	1
Groupe Commerce, Compagnie d'assurances	354 538	8.56	2
Assurances générales des Caisses populaires	326 664	7.89	3
Axa Assurances Inc.	159 683	3.85	4
Capitale, Compagnie d'assurance générale	104 810	2.53	5
Union Canadienne, Compagnie d'assurances	94 162	2.27	6
Missisquoi, Compagnie d'assurance	84 930	2.05	7
Bélar, Compagnie d'assurance Inc.	71 863	1.73	8
Sécurité, Assurances générales Inc.	69 941	1.69	9
Fédération, Compagnie d'assurances du Canada	50 915	1.23	10
Sécurité nationale, Compagnie d'assurances	49 622	1.19	11
Société nationale d'assurance Inc.	48 189	1.16	12
Unique, Compagnie d'assurances générales	29 427	0.71	13
Garantie, Assurance de l'Amérique du Nord	29 217	0.70	14
Jevco, Compagnie d'assurances	22 413	0.54	15
Compagnie d'assurance du Québec	21 512	0.52	16
SSQ, Société d'assurances générales Inc.	18 811	0.45	17
Boréal assurances agricoles Inc.	18 305	0.44	18
Industrielle-Alliance, Assurances générales	16 235	0.39	19
Groupe Estrie-Richelieu, Co. d'assurance	15 851	0.38	20
Barreau du Québec	11 345	0.27	21

Annexe 2 — ASSUREURS DE DOMMAGES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Promutuel réassurance	10 599		22 *
Dorchester, Mutuelle d'assurance générale	9 146		23 *
Union québécoise, Assurances générales	8 866	0.21	24
Alpha, Compagnie d'assurances Inc.	7 822	0.18	25
Lévisienne-Orléans, Mutuelle d'assurance	7 654		26 *
Coopérants, Assurances générales	7 435	0.18	27
Gaspésie-Les Iles, Mutuelle d'assurance	7 265		28 *
Lotbinière, Mutuelle d'assurance	6 932		29 *
Beauce, Mutuelle d'assurance	6 814		30 *
Coaticook-Sherbrooke, Mutuelle d'assurance	6 574		31 *
Portneuvienne, Mutuelle d'assurance	6 572		32 *
Appalaches, Mutuelle d'assurance	6 227		33 *
Lac Saint-Jean, Mutuelle d'assurance	6 149		34 *
Outaouais, Mutuelle d'assurance	6 055		35 *
Abitibienne, Mutuelle d'assurance	6 038		36 *
Les Prairies, Mutuelle d'assurance	5 490		37 *
Deux-Montagnes, Mutuelle d'assurance	5 227		38 *
Kamouraska, Mutuelle d'assurance	5 014		39 *
Chambre des notaires du Québec	4 997	0.12	40
Lanaudière, Mutuelle d'assurance	4 813		41 *
Fabriques de Québec, Assurance mutuelle	4 553	0.11	42
Bellechasse, Mutuelle d'assurance	4 513		43 *
Valmont, Mutuelle d'assurance	4 481		44 *
Promutuel de l'Est, Mutuelle d'assurance	4 451		45 *
Frontenac, Mutuelle d'assurance	4 423		46 *
Rivière-du-Loup, Mutuelle d'assurance	4 342		47 *
Saguenay, Mutuelle d'assurance	4 290		48 *
Verchères, Mutuelle d'assurance	4 187		49 *
Lac St-Pierre, Mutuelle d'assurance	4 166		50 *
Fabriques de Montréal, Assurance mutuelle	4 159	0.10	51
Soulanges, Mutuelle d'assurance	3 955		52 *

(*) Assureurs associés au Groupe Promutuel primes souscrites de 183 567 (milliers de dollars)

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
L'Islet, Mutuelle d'assurance	3 883		53 *
Mauricienne, Mutuelle d'assurance	3 878		54 *
Bois-Francis, Mutuelle d'assurance	3 747		55 *
Haut St-Laurent, Mutuelle d'assurance	3 733		56 *
Montmagny, Mutuelle d'assurance	3 609		57 *
La Vallée, Mutuelle d'assurance	2 851		58 *
Val St-François, Mutuelle d'assurance	2 830		59 *
Vaudreuil, Mutuelle d'assurance	2 765		60 *
Rouyn-Noranda-Témisc., Mutuelle d'assurance	2 685		61 *
Ordre des dentistes du Québec	2 637		62
Drummond, Mutuelle d'assurance	2 287		63 *
Charlevoix-Montmorency, Mutuelle d'assurance	2 240		64 *
Bagot, Mutuelle d'assurance	2 180		65 *
Canassurance, Assurances générales	1 788		66
Témiscouata, Mutuelle d'assurance	1 502		67 *
Ordre des architectes du Québec	843		68
Mutuelle d'Église de l'Inter-Ouest	431		69
St-Maurice, Mutuelle d'assurance	(9)		70 *
SOUS-TOTAL – QUÉBEC	2 213 294		
Maritimes			
Halifax Insurance Company	432		1
SOUS-TOTAL - MARITIMES	432		
TORONTO			
General Accident Assurance Co. of Canada	220 211	5.32	1
Royal Insurance Company of Canada	150 218	3.63	2
Guardian Insurance Company of Canada	140 586	3.39	3
Lombard General Insurance of Canada	93 837	2.26	4
Chubb Insurance Company of Canada	64 073	1.54	5
Allianz Insurance Company of Canada	54 720	1.32	6
Commercial Union Assurance of Canada	54 332	1.31	7

(*) Assureurs associés au Groupe Promutuel primes souscrites de 183 567 (milliers de dollars)

Annexe 2 — ASSUREURS DE DOMMAGES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Canadian General Insurance Company	46 621	1.12	8
Traders General Insurance Company	34 926	0.84	9
Canadian Surety Company	29 494	0.71	10
Dominion of Canada General Insurance	27 099	0.65	11
Cigna Insurance Company of Canada	26 721	0.64	12
Markel Insurance Company of Canada	25 448	0.61	13
Citadel General Insurance Company	24 640	0.59	14
Commerce and Industry Insurance of Canada	20 280	0.49	15
Canada Life Casualty Insurance Company	17 825	0.43	16
Scottish & York Insurance Company of Canada	15 980	0.38	17
Gerling Global General Insurance Company	13 366	0.32	18
Lombard Insurance Company	12 131	0.29	19
Boiler Inspection and Insurance Company	8 753	0.21	20
Trafalgar Insurance Company of Canada	7 826	0.18	21
Victoria Insurance Company of Canada	2 297		22
Zurich Insurance Company	1 556		23
Canadian Group Underwriters Insurance Co.	1 484		24
Aetna Casualty & Surety Company of Canada	915		25
Seaboard Company of Canada	519		26
Northern Indemnity Inc.	90		27
Mortgage Insurance Company of Canada	57		28
Consolidated General Insurance Co. Limited	1		29
Gerling Global Reinsurance Company	0		30
Great Lakes Reinsurance Company	0		31
Mercantile and General Reinsurance Company	0		32
Munich Reinsurance Company of Canada	0		33
Scor Reinsurance Company of Canada	0		34
Swiss Reinsurance Company of Canada	0		35
SOUS-TOTAL – TORONTO	1 096 006		

Annexe 2 — ASSUREURS DE DOMMAGES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
ONTARIO sauf Toronto			
Allstate Insurance Company of Canada	67 721	1.63	1
Wellington Insurance Company	35 886	0.86	2
Pafco Insurance Company Limited	23 959	0.57	3
Simcoe & Erie General Insurance Company	16 007	0.38	4
Prudential of America General Insurance Co.	14 602	0.35	5
Personal Insurance Company of Canada	13 914	0.33	6
GAN Canada Insurance Company	9 830	0.23	7
Cumis General Insurance Company	8 948	0.21	8
Economical Mutual Insurance Company	8 412	0.20	9
First North American Insurance Company	5 910	0.14	10
Coseco Insurance Company	5 609	0.13	11
Kingsway General Insurance Company	4 709	0.11	12
London Guarantee Insurance Company	2 486		13
Co-Operators General Insurance Company	1 400		14
Legacy General Insurance Company	1 305		15
Elite Insurance Company	809		16
London and Midland General Insurance Co.	384		17
John Deere Insurance Company of Canada	328		18
GE Capital, Mortgage Insurance Co.	204		19
Axa assurances du Canada	21		20
Hartford Insurance Company of Canada	10		21
Anglo Canada General Insurance Company	0		22
Old Republic Insurance Company of Canada	(11)		23
SOUS-TOTAL - ONTARIO sauf Toronto	222 443		
TOTAL DE L'ONTARIO	1 318 449		
QUEST			
Wawanesa Mutual Insurance Company	87 426	2.11	1
Sovereign General Insurance Company	16 609	0.40	2
Axa Pacific Insurance Company	9 303	0.22	3
Federated Insurance Company of Canada	6 505	0.15	4
Commonwealth Insurance Company	5 534	0.13	5
Grain Insurance and Guarantee Company	129		6

Annexe 2 — ASSUREURS DE DOMMAGES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Western Surety Company	7		7
SOUS-TOTAL – OUEST	125 513		
ÉTATS-UNIS			
American Home Assurance Company	46 918	1.13	1
Liberty Mutual Insurance Company	31 543	0.76	2
Continental Assurance Company	21 109	0.51	3
Lumbermen's Underwriting Alliance	16 037	0.38	4
American Bankers Insurance Co. of Florida	13 545	0.32	5
Allendale Mutual Insurance Company	12 540	0.30	6
St-Paul Fire and Marine Insurance Company	11 562	0.27	7
Reliance Insurance Company	11 494	0.27	8
Affiliated FM Insurance Company	10 448	0.25	9
Travelers Indemnity Company	10 103	0.24	10
Lumbermens Mutual Casualty Company	9 684	0.23	11
Protection Mutual Insurance Company	8 906	0.21	12
Arkwright Mutual Insurance Company	8 126	0.19	13
Hartford Fire Insurance Company	7 475	0.18	14
Continental Casualty Company	7 135	0.17	15
Motors Insurance Corporation	6 104	0.14	16
American Credit Indemnity Company	4 620	0.11	17
Security Insurance Company of Hartford	3 366		18
American Road Insurance Company	2 500		19
Chrysler Insurance Company of Canada	1 932		20
Employers Reinsurance Corporation	1 161		21
Great American Insurance Company	805		22
Home Insurance Company	671		23
Employers Insurance of Wausau a Mutual Co.	379		24
TIG Insurance Company	207		25
Liberty Mutual General Insurance Company	205		26
Fireman's Fund Insurance Company	193		27
Federal Insurance Company	163		28
New Hampshire Insurance Company	97		29
Sentry Insurance a Mutual Company	95		30

Annexe 2 — ASSUREURS DE DOMMAGES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
First American Title Insurance Company	89		31
Marine Indemnity Insurance Co. of America	89		32
American National Fire Insurance Company	84		33
Protective Insurance Company	44		34
NAC Reinsurance Corporation	17		35
Calvert Insurance Company	10		36
Allstate Insurance Company	1		37
American Re-Insurance Company	0		38
Chicago Title Insurance Company	0		39
Christiania General Insurance of New York	0		40
General Reinsurance Corporation	0		41
Niagara Fire Insurance Company	0		42
Providence Washington Insurance Company	0		43
Scor Reinsurance Company	0		44
Stewart Title Guaranty Company	0		45
Transatlantic Reinsurance Company	0		46
SOUS-TOTAL - ÉTATS-UNIS	249 457		
AUTRES PAYS			
Non-Marine Underwriters, Lloyd's of London	104 743	2.53	1
Zurich Insurance Company	104 418	2.52	2
Commercial Union Assurance Company	5 026	0.12	3
Maritime Insurance Company Ltd	4 491	0.10	4
Ecclesiastical Insurance Office Public Ltd	3 284		5
Trade Indemnity PLC	2 998		6
British Aviation Insurance Company Limited	2 566		7
London Assurance	1 874		8
Baloise, Compagnie d'assurances	854		9
Tokio Marine and Fire Insurance Co. Limited	711		10
Yasuda Fire and Marine Insurance Co. Limited	139		11
Mitsui Marine and Fire Insurance Co. Limited	130		12
Sumitomo Marine and Fire Insurance Company	25		13

Annexe 2 — ASSUREURS DE DOMMAGES

Sociétés	Primes souscrites (milliers dollars)	Part du marché	Rang
Skandia Insurance Company Limited	20		14
Nippon Fire and Marine Insurance Co. Limited	19		15
New Rotterdam Insurance Company	5		16
Aviation and General Insurance Co. Limited	4		17
Abeille réassurances	0		18
Axa réassurance	0		19
Helvetia, Compagnie Suisse d'assurances	0		20
Munich Reinsurance Company	0		21
Mutuelle du Mans	0		22
Norwich Union Fire Insurance Society Ltd	0		23
Société anonyme française de réassurances	0		24
Sorema, Société de réassurances agricoles	0		25
Suisse de réassurances	0		26
Transcontinentale, Compagnie de réassurance	0		27
Union Suisse, Compagnie générale d'assurances	0		28
Unione Italiana di Riassicurazione S.P.A.	0		29
Aegon Insurance Company (U.K.) Limited	(17)		30
SOUS-TOTAL - AUTRES PAYS	231 290		
GRAND TOTAL - DOMMAGES	4 138 435		

Annexe 3

Placements dans les obligations du gouvernement du Québec par les sociétés de fonds mutuels du Canada anglais non milliardaires, 1996

Page 134

Sociétés Classification alphabétique	Actif 1996 en 000 \$	Obligations du gouvernement du Québec 1996	% 1996 fonds
ABC Fundamental	311 743	0	0
AIM Mutual	390 997	0	0
All Canadian	20 131	0	0
Apex Funds	283 286	0	0
Associate Investors	9 378	0	0
Beutel Goodman	362 260	0	0
Bissett Associates	137 774	0	0
Caldwell	75 858	0	0
Canadian Anaesthetists	35 538	0	0
Canadian Venture	16 783	0	0
Capital Alliance	31 260	0	0
Cassels Blaikie	27 136	0	0
Clarington	15 112	0	0
Clean	86 078	0	0
Colonia	50 292	0	0
Cundill	319 733	0	0
Entertainment	6 462	0	0
Equitable	165 906	0	0
Ethical Funds	801 848	0	0
Fesa Enterprises	7 365	0	0
First Ontario	13 695	0	0
Friedberg	66 704	0	0

Sociétés Classification alphabétique	Actif 1996 en 000 \$	Obligations du gouvernement du Québec 1996	% 1996 fonds
GlobeInvest Emerging	14 258	0	0
GoldFund	19 019	0	0
Greystone	40 297	0	0
Integra ICM	486 701	0	0
Invesco - Admax	347 384	0	0
John Heward	150 360	0	0
Leith Wheeler	53 573	0	0
Lotus Group	81 745	0	0
ManuLife Cabot	77 510	0	0
Marathon	300 049	0	0
Mawer	304 238	0	0
Maxxum	653 106	0	0
McLean Budden	53 305	0	0
Middlefield	46 273	0	0
Millennium	22 012	0	0
National Trust	756 756	0	0
Navigator	57 301	0	0
O'Donnell	690 657	0	0
OHA Group	110 733	0	0
Ontario Teacher's	243 810	0	0
Pacific Capital	16 953	0	0
Primerica	81 062	0	0
Pursuit Financial	45 167	0	0
Resolute Growth	4 720	0	0
Resource	20 241	0	0
Retrocom	30 419	0	0
Rothschill	448 251	0	0
Sagit Investment	180 651	0	0
Saxon Funds	79 041	0	0
Sceptre Investment	502 170	0	0
Scudder	28 189	0	0
Special Opportunities	6 536	0	0
Stone Co.	29 419	0	0
Strategic Value	9 863	0	0

Annexe 3 — OBLIGATIONS QUÉBEC — CANADA ANGLAIS

Sociétés Classification alphabétique	Actif 1996 en 000 \$	Obligations du gouvernement du Québec 1996	% 1996 fonds
Tradex	81 562	0	0
Transamerica	84 889	0	0
Triax	147 799	0	0
Universal Avenue	20 510	0	0
WOF	123 024	0	0
Working Ventures	849 051	0	0
Total	10 533 943	0	0

Annexe 4

Obligations du gouvernement du Canada par les autres fonds mutuels du Canada anglais, en 1996, en 000 \$ Page 140

Sociétés	Actif 1996 en 000 \$	Obligations Canada 1996	% fonds 1996
Retrocom Growth	30 419	24 094	79,2
Entertainment	6 462	4 717	73,0
Fesa Venture	7 365	4 679	63,5
Triax	147 799	86 547	58,6
First Ontario	13 695	7 762	56,7
Capital Alliance	31 260	17 086	54,7
Ontario Teacher's	110 733	46 532	42,0
Integra ICM	486 701	204 118	41,9
Leith Wheeler	53 573	18 594	34,7
Colonia	50 292	16 321	32,5
Apex	283 186	90 161	31,8
Beutel Goodman	362 260	107 069	29,6
McLean Budden	53 305	15 674	29,4
Primerica	81 062	23 200	28,6
Lotus	81 745	21 072	25,8
Sagit	180 651	41 743	23,1
Royal Life	260 994	62 228	23,8
Metropolitan	168 043	39 306	23,4
National Trust	756 756	176 905	23,4
Equitable	165 906	33 376	20,1
Westbury	102 657	20 184	19,7
NN Financial	608 253	103 842	17,1
Caldwell	75 858	12 964	17,1

Annexe 4 — OBLIGATIONS CANADA — CANADA ANGLAIS

Sociétés	Actif 1996 en 000 \$	Obligations Canada 1996	% fonds 1996
Millennium	22 012	3 534	16,1
Working Opportunies	123 024	20 714	16,8
OHA Group	110 733	17 949	16,2
ManuLife Cabot	77 510	12 059	15,6
Canadian Dental	212 310	32 623	15,4
HRL	128 443	18 201	14,2
Ethicall	801 848	117 820	14,7
Millennia III	179 298	23 601	13,2
Jones Heward	150 360	19 817	13,2
Transamerica Life	84 889	11 567	13,6
National Life	254 397	35 374	13,9
Sceptre	502 170	67 055	13,4
Maxxum	653 106	88 334	13,5
Pursuit	45 167	5 536	12,3
Mawer	304 238	39 098	12,9
Bissett & Associate	137 774	14 895	10,8
AMI Private	9 077	982	10,8
Tradex Mutual	81 562	8 422	10,3
Working Ventures	849 051	79 647	9,4
Pacific Capital	16 953	1 490	8,8
Clarington	15 112	1 351	8,9
Cassells Blaikie	27 136	2 240	8,3
ABC Funds	311 743	22 533	7,2
Scudder	28 189	2 044	7,3
Rothschild	448 251	25 831	5,8
Canadian Anaesthetists	35 538	1 826	5,1
Merrill Lynch	259 635	15 058	5,8
Marathon	300 040	13 871	4,6
Saxon	79 041	1 934	2,4
Invesco	347 384	9 936	2,9
AIM Mutual	390 997	8 755	2,2
Gresystone	40 297	701	1,7
Strategic Value	9 863	140	1,4
O'Donnell	690 657	2 948	0,4
TOTAL	11 846 780	1 906 060	16,1

Annexe 5

Placements dans les entreprises québécoises des fonds mutuels non milliardaires du Canada anglais, 1996, en \$ Page 163

Sociétés Classification par actif	Placements francophones	Placements anglophones	Actif 1996 en 000 \$
Working Ventures	825 000	2 065 000	849 051
Ethical	37 988 993	20 449 175	801 848
National Trust	20 375 922	40 409 900	756 756
O'Donnell	27 718 095	34 053 991	690 657
Maxxum	7 795 000	25 864 370	653 106
NN Financial	11 651 211	8 749 943	608 253
Sceptre Investment	24 136 975	9 719 741	502 170
Integra ICM	10 933 424	22 642	486 701
Rothschild	3 074 000	6 637 000	448 251
AIM Mutual	5 895 183	5 342 404	390 997
Beutel Goodman	5 433 349	9 840 085	362 260
Invesco - Admax	5 813 537	2 977 089	347 384
Cundill	1 678 105	13 818 415	319 733
ABC Fundamental	31 580 000	8 003	311 743
Mawer	8 931 743	8 028 434	304 238
Marathon	15 527 923	25 601 020	300 049
Apex	6 191 950	5 691 489	283 186
Royal Life	17 047 794	11 884 223	260 994
Merrill Lynch	10 884 000	3 349 000	259 635
National Life	1 868 280	11 097 395	254 397
Ontario Teacher's	4 944 186	7 467 658	243 810
Canadian Dental	3 277 065	5 371 230	212 310
Sagit Funds	1 024 620	703 990	180 651
Millennia III	6 676 250	6 918 560	179 298

Annexe 5 — PLACEMENTS DANS LES ENTREPRISES

Sociétés Classification par actif	Placements francophones	Placements anglophones	Actif 1996 en 000 \$
Metropolitan	8 427 148	5 465 272	168 043
Equitable	5 132 668	5 684 784	165 906
John Heward	7 949 690	9 590 200	150 360
Bissett	3 756 390	5 145 378	137 774
Hodgson Robertson	725 510	1 342 350	128 443
OHA Group	0	3 667 254	110 733
Westbury	5 613 380	7 123 885	102 657
Clean	6 022 000	0	86 078
Transamerica	1 590 005	791 320	84 889
Lotus	2 681 063	3 261 255	81 745
Tradex Funds	5 063 600	3 610 945	81 562
Primerica	2 770 000	5 984 195	81 062
Saxon Funds	979 370	2 081 023	79 041
ManuLife Cabot	2 316 400	2 575 315	77 510
Caldwell	0	2 775 000	75 858
Navigator	2 272 270	3 358 560	57 301
Leith Wheeler	1 041 490	1 134 615	53 573
McLean Budden	701 730	1 195 797	53 305
Colonia	2 196 650	880 616	50 292
Pursuit	1 124 833	0	45 167
Greystone	147 799	89 297	40 297
Can. Anaesthetists	1 693 075	1 404 855	35 538
Stone Co.	784	704 700	29 419
Scudder	561 695	438 721	28 189
Cassels Blaikie	911 280	450 990	27 136
Millennium	552 825	469 580	22 012
Universal Avenue	1 047 420	1 248 800	20 510
All Canadian Funds	0	1 191 750	20 131
GoldFund	0	579 079	19 019
Pacific Capital	0	485 650	16 953
Clarrington	0	429 255	15 112
First Ontario	0	435 000	13 695
Strategic Value	0	40 000	9 863
Associate Investors	0	1 221 200	9 378
Ami Private Capital	743 939	470 154	9 077
Resolute Growth	0	119 180	4 720
Total	337 295 619	341 516 732	12 199 826

Annexe 6
Placements des fonds mutuels
dans les entreprises québécoises
francophones, en 000 \$

Page 166

Entreprises	Placements 1996	Placements 1995
Acier Leroux	11 059	10 762
ADS Associés	13 236	2 389
Algene Biotechnologies	2 160	—
Alimentation Couche-Tard	9 394	6 731
Alliance Forest	103 315	66 856
Asbestos Corporation	1 468	—
Axcan Pharma	13 411	—
Banque Laurentienne	52 483	—
Banque Nationale	316 836	—
BMTC	17 370	18 254
Bombardier	753 754	368 382
Boutiques San Francisco	7 383	—
C-Mac Industrie	40 181	8 081
Caisse Centrale Desjardins	84 795	—
Cambiex Exploration	1 380	—
Cambior	162 074	52 432
Canam Manac	16 350	20 629
Cartons St-Laurent	170 486	170 059
Cascades	58 185	79 608
CFCF	—	25 722
Cinar Films	21 716	—
Cogeco	18 831	36 164
Cogeco Cable	13 812	—
Crédit Industriel Desjardins	6 980	—

Annexe 6 — PLACEMENTS ENTREPRISES FRANCOPHONES

Entreprises	Placements 1996	Placements 1995
Desjardins-Laurentienne	15 308	98
Domtar	210 665	183 997
Donohue	387 556	148 797
Exploration Mirandor	1 012	—
Fiducie Desjardins	1 694	—
Forex	1 224	2 703
Franc-Or Ressources	4 179	—
Gaz Métropolitain	57 234	48 408
Groupe Bocanor	305	—
Groupe CGI	4 845	—
Groupe Coscient	10 448	1 792
Groupe Goyette	151	140
Groupe Immobilier Grilli	61	—
Groupe Logibec Informatique	236	—
GTC Transcontinental	74 773	66 782
Haemacure Corporation	1 165	—
Héroux	2 176	2 719
Hubbard Holdings	264	—
Industrielle-Alliance	8 614	—
IPL Industrie	821	759
Itec-Mineral	7 011	2 807
Jean Coutu	5 357	15 675
Laboratoire Aeterna	8 461	1 654
Laperrière & Verrault	4 531	3 452
Lassonde Industrie	5 060	2 772
Leader Industrie	366	731
Lithos	373	—
Logibec	236	456
Logistec	1 440	—
Maax	33 562	10 862
Malofilm	8 947	6 948
Mazarin Mining	942	—
Memotec	4 325	17 277
Méto-Richelieu	81 634	79 055
MSV Ressources	404	6 412

Annexe 6 — PLACEMENTS ENTREPRISES FRANCOPHONES

Entreprises	Placements 1996	Placements 1995
Optimum General	13 342	—
Orleans Resources	450	—
Place Desjardins	10 422	—
Power Corporation	248 181	223 021
Power Financier	156 980	—
Provigo	168 745	112 412
Québec-Téléphone	35 393	25 496
Québecor	166 126	256 547
Québecor Printing	189 576	—
Quincaillerie Richelieu	7 699	7 052
Radio Mutuelle	—	74
Richmont Mines	116	—
Roctest	1 235	188
Rolland	2 040	5 620
Royal Aviation	1 600	1 505
Shermag	28 968	1 937
Sico	3 217	3 663
SNC - Lavalin	128 487	82 808
Ste-Geneviève	15 574	2 252
Teknor Industrial	4 148	—
Télé-Métropole	24 700	17 858
Télémédia	3 343	2 778
Tembec	142 572	144 317
Theratechnologies	1 651	—
Transat A.T.	55 430	109
Trust Général	29	182
UAP	45 867	24 310
Uni-Sélect	22 355	21 609
Uniforêt	15 913	20 127
Unigesco	1 159	1 195
Van Houtte	26 931	12 020
Vidéotron	104 206	45 230
Virginia Gold Mines	2 183	—
Vogue Resources	1 987	—
TOTAL	4 472 664	2 482 675

Annexe 7

Placements des fonds mutuels dans les entreprises québécoises anglophones, en 000 \$

Page 166

Entreprises	Placements 1996
Abitibi-Consolidated	2 001
Adventure Electronics	1 827
Alcan Aluminium	1 839 739
Algo Group	265
Astral Communication	34 880
Avenor	266 243
BCE	1 778 450
BCE Mobile Communication	175 803
Bell Canada	178 137
Bell Mobility Communication	70 836
BioChem Pharma	76 989
Black Hawk Mining	923
Canadian Marconi	28 756
Celanese Canada	50 282
CFS Group	1 509
Chateau Stores	509
Chesbar Resources	1 720
Consoltex Group	5 417
Corby Distilleries	32 474
Coreco	7 413
Datamark	2 195
Domco	7 105
Dominion Textile	62 174
Dorel Industries	11 016

Annexe 7 — PLACEMENTS ENTREPRISES ANGLOPHONES

	Entreprises	Placements 1996
	Eicon Technology	10 896
	Fairstar Exploration	2 144
	FCA International	3 053
	Fonorola	40 212
	Frewest	472
	Gazoduc TransQuébec	1 212
	Goodfellow	2 525
	Groupe Sani Mobile	726
	Hartco	7 499
	Ibex Technologies	10 919
	Ideal Metal	177
	Imasco	527 481
	Intertate Polymer	109 167
	Ivaco	23 540
	Kaufel Group	6 214
	Kimpex International	56
	KWG Resources	13 076
	Lafarge Canada	31 298
	LGS Group	3 891
	M-Corp	867
	Malette Québec	798
	Marleau Lemire	473
	Medis Pharmaceuticals	8 491
	Metrowerks	17 647
	Micro Tempus	1 413
	Mitchell Robert	1 880
	MPACT Immedia	3 801
	MRRM Inc	696
	Murgor Resources	189
	NSI Communications	330
	Peerless Carpet	2 110
	Perkins Paper	600
	Phoenix Int. Life Sciences	20 422
	Pipelines	2 221
	Premier Choix Networks	3 328

Annexe 7 — PLACEMENTS ENTREPRISES ANGLOPHONES

	Entreprises	Placements 1996
Reitman's Canada		17 299
Repap Enterprises		7 841
Saturn Solutions		7 187
Shirmax Fashions		58
SR Telecom		40 722
St-Lawrance Cement		25 905
Stone Consolidated		285 037
Susy Shier		11 815
Telebec		7 768
Teleglobe		442 788
Trans Québec		8 345
Unican Security		145 908
United Service Advisors		2 280
Velan		48 502
Westburne		201 294
Westcliff		890
Western Quebec Mines		7 648
TOTAL		6 757 774

Annexe 8

100 entreprises oubliées... entre autres...

page 170

Entreprises	Villes	Actifs, 000 \$	Actionnaires majoritaires
AAF McQuay Canada	Dorval	20 109	AAF McQuay, US
ABB	St-Laurent	331 469	ABB Asea Brown Boveri, Suisse
ADS	Québec	55 013	P. Drouin 22 %; R. Drouin 10%
American Biltrite	Sherbrooke	27 500	American Biltrite, US
American Iron & Metal Co.	Montréal	61 000	H. Black 75 %; R. Black 25 %
Atlantic Promotions	Longueuil	44 000	J. Gatien 55 %
Atlas-Copco Canada	Dorval	58 671	Atlas Copco, Suède
Autostock	Montréal	69 179	TCG International 66 %
Avon Canada	Pointe-Claire	97 415	Avon Products, US
Bilton Metals Canada	Joutel	86 890	Bilton International, Pays-Bas
Bois Daaquam	St-Just-de- Bretenières	n.d.	R. Bélanger; Y. Pouliot 50 % chacun
Cabano Kingsway	St-Laurent	72 210	Jolina Capital 36 %; FTQ 28%
Canadel Furniture	Louiseville	n.d.	n.d.
Canadian Ultramar	Montréal	n.d.	Ultramar, US
Cantrex Group	St-Laurent	108 620	Quebec Equity Capital 60 %
Cari-All Products	Montréal	46 565	Gestion Norderon 100 %
Cleyn & Tinker	Huntingdon	n.d.	Allied Textile, UK
Comet Confectionery	St-Hyacinthe	104 724	Klaus Jacob Holdings, Suisse
Commonwealth Plywood Co.	Ste-Thérèse	128 251	William P. Caine 100 %
Cosmair Canada	Montréal	n.d.	L'Oréal, France

Annexe 8 — ENTREPRISES OUBLIÉES

Entreprises	Villes	Actifs, 000 \$	Actionnaires majoritaires
Culinar	Montréal	246 546	Invest. Desjardins 58%; SOQUIA 37%
Danone	Boucherville	n.d.	Danone, France
Discreet Logic	Montréal	80 148	R. Szalwinski 19 %; T. Cantwell, US 21 %
DMR Consulting Group	Montréal	n.d.	Amdahl, US
Dominion Blueline	St-Jean-sur- Richelieu	n.d.	n.d.
Dominion Bridge	Lachine	86 154	Dominion Bridge Corp, US
Entreposage L.A.R	Pointe-Claire	17 562	Membres
Entreprises Bon Conseil	Ancienne- Lorette	49 000	Famille Houle 70 %; R. Gagné 15 %
Fednav	Montréal	566 659	730520 Holdings, 100%
G.U.S Canada Inc.	Montréal	n.d.	Great Universal Stores, UK
GEC Alsthom	Montréal	230 571	GEC Alsthom, France
Gérard Crête & Fils	Proulxville	71 709	Kruger; Placements Martin Crête 50 % chacun
Gesco-Star Group	Ste-Foy	36 191	Maurice Grondin, 100 %
Groupe Arno Electrique	Trois-Rivières	43 540	Famille St-Arnaud 100 %
Groupe Bocenor	Ste-Marie	22 323	FTQ 45 %; Gestion H. Bonneville 34 %
Groupe Brochu Lafleur	Lévis	n.d.	Famille Brochu 100 %
Groupe de Construction National-State	Longueuil	n.d.	Manson Gr; Bracknell, 48 % chacun
Groupe Deschênes	Montréal	n.d.	Les entreprises Mirca 100%
Groupe Desgagnés	St-Pie	24 500	n.d.
Groupe Guilbault	Ste-Foy	32 000	J. Guilbault; M. Gignac 50% chacun
Groupe Lacasse	St-Pie	n.d.	Famille Lacasse 100 %
Groupe Park Avenue	Montréal	55 000	ND Hébert 55 %; NE Hébert 40 %
Groupe RGR	St-Georges de Beauce	n.d.	n.d.
Groupe Robert	Rougemont	99 002	Gestion Claude Robert 38 %
Groupe Saputo	St-Léonard	n.d.	Jolina Capital 51 %; Place. Borusa 20%
Harris Canada	Dollard des Ormeaux	118 899	Harris Copr, US

Annexe 8 — ENTREPRISES OUBLIÉES

Entreprises	Villes	Actifs, 000 \$	Actionnaires majoritaires
Hewitt Equipment	Pointe-Claire	233 811	James W. Hewitt 100%
Hoechst Canada	Montréal	43 889	Hoechst, Allemagne
Hoechst Marion Roussel Canada	Laval	479 801	Hoechst Marion Roussel, US 93 %
Ingersoll-Rand Canada	Kirkland	330 679	Ingersoll-Rand US
International Paints	St-Laurent	24 813	Courtaulds, UK 94 %
Ivanhoe	Montréal	1 812 436	Caisse de Dépôt 96 %
Johnson & Johnson	Montréal	422 034	Johnson & Johnson, US
Kaufel Group	Dorval	245 026	Gold Metal Holdings 48 %
Kimpex International	Drummondville	58 489	FTQ 38 %; Rosecliff 24 %; Heller Financial 10 %
Kruger	Montréal	2 253 859	Hicliff Corp. 99 %
Lambert Somec Inc	Québec	22 360	R. Landry; J. Bonneau 18 % chacun; A. Plante 17 %
Le Groupe Forex	Val d'Or	298 951	Jean-Jacques Cossette 54 %
Le Groupe Ro-Na Dismat	Boucherville	142 291	membres 100 %
Les Supermarchés GP	Mont-Joli	n.d	Famille Pelletier 99 %
Lunetterie New Look	Québec	20 246	156524 Canada 67 %; Benvest Capital 33 %
Marchands Unis	Québec	36 530	membres
Matériaux Blanchet	Québec	55 000	Gestion Daar 100 %
Merck Frosst Canada	Kirkland	n.d	Merck & Co. US
Micro-Boutique Educative	Montréal	15 638	Prixho Tsakpinoglou 90 %
Multi-Markes	Laval	211 000	Corporate Foods 25 %
Nora Beverages	Mirabel	n.d	AAAH Holdings 60 %; Royal Bank Capital 20 %
Nutribec	Québec	76 303	Gr. D.L.P.C 34 %; Soquia 28 %
Nutrinor	St-Bruno	56 677	Membres
Olco Petroleum Group	Montréal	114 572	Famille Kaneb 70 %
Papineau Group	St-Jérôme	22 450	Robert Papineau; Richard Papineau 50 % chacun
Peacok	Lasalle	56 379	Weir Group, UK
Pétromont & Co Partnership	Varenes	306 324	Ethylec; Union Carbide Canada 50 % chacun
Pfizer Canada	Kirkland	n.d	Pfizer, US

Annexe 8 — ENTREPRISES OUBLIÉES

Entreprises	Villes	Actifs, 000 \$	Actionnaires majoritaires
Plaza Chevrolet Oldsmobile Cadillac	St-Laurent	n.d	Pierre Cloutier 100 %
Pomerleau	St-Georges	240 000	Hervé Pomerleau 100 %
Pratt & Whitney Canada	Longueuil	1 481 411	United Technologies, US
Premier CDN Entreprises	Rivière-du-Loup	85 106	Gestion Bernard Bélanger 51 %
Prévost Car	Ste-Claire	211 830	Volvo, Suède 51 %; Henlys UK 49 %
Price Costco Canada	Laval	n.d	Price Co., US
Recochem	Montreal	61 071	Joseph Kuchar 100 %
Réno-Dépôt	Montréal	110 005	Gest. Claupier 90 %
Rhône-Poulenc Rorer Canada	St-Laurent	87 636	Rhône Poulenc Rorer, France
Robert Mitchell	St-Laurent	55 603	G.H Holland 25 %; Estate of J. Harris 22 %
Roche	Ste-Foy	51 641	n.d
Schering Canada	Pointe-Claire	84 249	Schering-Plough, US
Sidbec Dosco (ISPAT)	Montréal	n.d.	Lakshmi Mittal, UK
Simard-Beaudry	Laval	62 544	Famille Beaulieu, 54 %; Famille Somers 24 %
Smith & Nephew	Lachine	54 000	Smith & Nephew, UK
Sodisco-Howden Group	St-Bruno	97 217	CAI 21 %; Caisse de dépôt 19 %
Sonepar Distribution	Montréal	n.d	Sonepar, France
Sport Maska	St-Laurent	n.d.	SLM International, US
Stella-Jones	Montréal	47 080	Stella-Jones International, Luxembourg
Sulzer Canada	Pointe-Claire	49 243	Sulzer, Suisse
The Canadian Salt Co.	Pointe-Claire	n.d	Morton International, US
Uniboard Canada	Laval	256 066	Kunz Group, Allemagne
Valmet Canada	Lachine	106 267	Valmet, Finlande
Wyeth-Ayerst Canada	St-Laurent	827 853	American Home Products, US

Source : Financial Post, FP500 Investors Handbook 1997.

Annexe 9

INVESTORS

Répartition des placements,
1995, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	1 609 214	1 872 313	7,63
Obligations gouv. Canada	1 609 214	1 527 208	6,23
Organismes fédéraux	-	345 105	1,40
Provinces	11 833 427	14 618 792	59,59
Ontario	5 816 891	7 155 005	29,17
Alberta	2 273 530	3 096 135	12,62
Colombie-Britannique	1 124 872	1 725 267	7,03
Québec	1 235 110	1 323 305	5,39
Manitoba	447 783	478 198	1,95
Saskatchewan	394 242	319 275	1,30
Terre-Neuve	231 018	224 143	0,91
Nouvelle-Écosse	190 457	177 504	0,72
Nouveau-Brunswick	83 621	72 987	0,30
Ile-du-Prince-Édouard	34 881	45 710	0,19
Yukon - Territoires N.O	1 022	1 263	0,01
Autres pays	4 968 554	5 973 807	24,35
États-Unis	1 882 311	2 397 972	9,78
Asie	2 020 053	2 090 258	8,52
Europe	1 057 955	1 450 521	5,91
Autres pays	8 235	35 056	0,14
Autres actifs	1 422 548	2 068 250	8,43
Total	19 833 743	24 533 162	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 10

TRIMARK

Répartition des placements, 1995, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	418 865	776 707	3,74
Obligations gouv. Canada	418 865	673 481	3,25
Organismes fédéraux	-	103 226	0,49
Provinces	5 259 835	8 256 125	39,80
Ontario	2 196 398	3 411 669	16,45
Alberta	1 092 922	1 918 058	9,24
Colombie-Britannique	898 914	1 653 912	7,97
Québec	924 286	1 111 183	5,36
Terre-Neuve	29 118	114 607	0,55
Manitoba	7 310	30 674	0,15
Saskatchewan	110 887	16 021	0,08
Autres pays	6 085 367	9 056 016	43,66
États-Unis	4 274 684	6 376 882	30,74
Asie	976 562	1 298 489	6,26
Europe	588 346	1 034 886	4,99
Autres pays	245 775	345 758	1,67
Autres actifs	2 036 438	2 654 071	12,80
Total	13 800 505	20 742 919	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 11

ROYAL BANK

Répartition des placements,
1995, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	2 886 854	6 647 795	46,11
Obligations gov. Canada	2 886 854	6 365 523	45,52
Organismes fédéraux	-	82 272	0,59
Provinces	1 408 755	4 577 494	32,73
Ontario	723 303	2 190 927	15,67
Alberta	293 186	1 109 590	7,93
Québec	185 004	537 784	3,85
Colombie-Britannique	106 964	529 650	3,79
Saskatchewan	36 792	93 447	0,67
Manitoba	16 250	64 923	0,46
Nouvelle-Écosse	15 576	29 585	0,21
Nouveau-Brunswick	9 856	15 442	0,11
Terre-Neuve	21 824	6 146	0,04
Autres pays	269 283	1 827 322	13,07
États-Unis	149 400	842 069	6,02
Asie	32 252	497 433	3,56
Europe	87 631	469 459	3,36
Autres pays	-	18 361	0,13
Autres actifs	915 507	1 131 466	8,09
Total	5 480 399	13 984 077	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 12

TEMPLETON

Répartition des placements,
1995, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		‰ ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	485 259	1 769 845	15,31
Obligations gouv. Canada	485 259	1 769 845	15,31
Organismes fédéraux	-	-	-
Provinces	74 461	163 521	1,41
Ontario	47 473	88 233	0,77
Québec	10 031	53 012	0,46
Alberta	7 121	10 238	0,09
Saskatchewan	4 474	5 458	0,05
Colombie-Britannique	4 568	4 926	0,04
Terre-Neuve	794	1 008	-
Manitoba	-	646	-
Autres pays	1 917 917	9 486 007	82,03
Europe	964 185	4 427 291	38,29
États-Unis	32 662	2 253 885	19,49
Asie	568 783	1 708 537	14,77
Autres pays	352 287	1 096 294	9,48
Autres actifs	3 474	144 150	1,25
Total	2 481 111	11 563 523	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 13

TD GREEN LINE

Répartition des placements, 1995¹, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ²
	1995	1996	
Secteur public Canada	792 413	2 705 761	26,06
Obligations gouv. Canada	792 413	2 660 667	25,62
Organismes fédéraux	-	45 094	0,44
Provinces	2 023 282	5 314 560	51,18
Ontario	1 375 752	3 655 879	35,21
Québec	151 254	683 042	6,58
Alberta	344 907	526 843	5,07
Colombie-Britannique	122 026	328 159	3,16
Nouveau-Brunswick	110 240	39 613	0,38
Nouvelle-Écosse	8 679	35 753	0,35
Saskatchewan	3 137	23 841	0,23
Manitoba	14 182	21 090	0,20
Terre-Neuve	158	340	-
Autres pays	622 502	1 236 477	11,91
États-Unis	173 929	589 808	5,68
Asie	235 481	283 243	2,73
Europe	145 532	280 720	2,70
Autres pays	67 560	82 706	0,80
Autres actifs	981 880	1 126 787	10,85
Total	4 420 077	10 383 585³	100,00

1. rapport juin 1996.

2. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

3. Certains placements sont évalués en dollars américains.

Annexe 14

MACKENZIE

Répartition des placements,
1995, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	2 529 359	2 923 226	32,72
Obligations gouv. Canada	2 529 359	2 909 346	32,56
Organismes fédéraux	-	13 876	0,16
Provinces	3 770 224	3 754 163	42,01
Ontario	1 550 674	1 673 068	18,72
Alberta	1 180 944	1 028 339	11,51
Colombie-Britannique	500 998	485 517	5,43
Québec	430 814	484 490	5,42
Saskatchewan	33 060	32 019	0,36
Manitoba	52 489	30 833	0,35
Nouvelle-Écosse	16 330	18 229	0,20
Terre-Neuve	4 915	1 668	0,02
Autres pays	788 047	965 920	10,81
États-Unis	788 047	938 338	10,50
Europe	-	18 260	0,21
Autres pays	-	9 322	0,10
Autres actifs	1 013 247	1 291 923	14,46
Total	8 100 877	8 935 231	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 15

CIBC

Répartition des placements 1995, 1996, en 000 \$ Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	2 621 030	3 670 391	41,19
Obligations gouv. Canada	2 621 030	3 557 695	39,93
Organismes fédéraux	-	112 696	1,26
Provinces	1 873 804	3 201 352	35,93
Ontario	856 364	1 840 758	20,66
Québec	386 781	623 616	7,00
Alberta	300 757	405 209	4,55
Colombie-Britannique	127 342	192 478	2,16
Manitoba	188 090	52 301	0,59
Nouveau-Brunswick	-	41 965	0,47
Nouvelle-Écosse	4 950	23 952	0,27
Saskatchewan	3 763	20 949	0,23
Terre-Neuve	5 757	124	0,00
Autres pays	564 931	648 181	7,28
Asie	403 542	287 650	3,23
États-Unis	91 898	280 883	3,15
Europe	67 228	68 502	0,77
Autres pays	2 263	11 146	0,13
Autres actifs	1 131 699	1 390 017	15,60
Total	6 191 464	8 909 941	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 16

FIDELITY INVESTMENTS Répartition des placements, 1995, 1996, en 000 \$* Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	354 724	431 421	5,30
Obligations gouv. Canada	354 724	410 315	5,04
Organismes fédéraux	-	21 106	0,26
Provinces	1 088 509	1 748 671	21,49
Ontario	572 693	708 608	8,71
Alberta	187 655	481 019	5,91
Québec	234 212	354 189	4,35
Colombie-Britannique	52 713	141 528	1,74
Saskatchewan	8 131	39 749	0,49
Manitoba	28 546	15 786	0,19
Nouvelle-Écosse	1 011	5 956	0,08
Terre-Neuve	3 548	1 836	0,02
Autres pays	4 336 971	5 748 358	70,63
États-Unis	1 333 055	2 146 868	26,38
Asie	1 806 158	2 044 361	25,12
Europe	979 804	1 364 036	16,76
Autres pays	217 954	193 093	2,37
Autres actifs	390 662	210 305	2,58
Total	6 170 866	8 138 755	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

* Certains placements sont en dollars américains.

Annexe 17

ALTAMIRA

Répartition des placements 1995, 1996, en 000 \$

Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	730 921	740 730	11,23
Obligations gouv. Canada	730 921	687 673	10,43
Organismes fédéraux	-	53 057	0,80
Provinces	3 203 862	3 782 283	57,36
Ontario	1 402 958	1 293 086	19,61
Alberta	893 563	987 424	14,97
Colombie-Britannique	520 862	901 769	13,68
Québec	362 083	440 130	6,67
Saskatchewan	1 846	147 449	2,24
Nouvelle-Écosse	5 285	8 424	0,13
Terre-Neuve	14 172	4 001	0,06
Manitoba	3 093	-	-
Autres pays	1 180 207	1 220 055	18,50
États-Unis	573 071	731 170	11,09
Asie	361 581	251 378	3,81
Europe	169 107	221 756	3,36
Autres pays	76 448	15 751	0,24
Autres actifs	228 545	851 275	8,43
Total	5 343 535	6 594 343	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 18

BANK OF MONTREAL Répartition des placements, 1995, 1996, en 000 \$ Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	1 655 465	3 696 043	56,98
Obligations gouv. Canada	1 655 465	1 299 381	20,73
Organismes fédéraux	-	2 396 662	36,25
Provinces	1 570 402	2 183 760	34,85
Ontario	892 820	1 117 959	17,84
Alberta	217 818	454 473	7,25
Colombie-Britannique	217 768	325 913	5,20
Québec	116 153	139 116	2,22
Manitoba	111 966	127 322	2,03
Saskatchewan	10 741	13 713	0,22
Nouvelle-Écosse	2 638	3 927	0,06
Nouveau-Brunswick	183	980	0,02
Terre-Neuve	315	357	0,01
Autres pays	333 744	381 124	6,08
Asie	129 764	153 144	2,44
Europe	133 751	148 813	2,38
États-Unis	59 132	66 502	1,06
Autres pays	11 097	12 665	0,20
Autres actifs	1 882 224	5 941	0,09
Total	5 441 835	6 266 868	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 19

SCOTIA EXCELSIOR

Répartition des placements,
1995, 1996, en 000 \$
Page 172

Provinces ou pays	Placements		% ¹
	1995	1996	
Secteur public Canada	1 392 977	2 489 867	47,73
Obligations gouv. Canada	1 392 977	2 221 542	42,59
Organismes fédéraux	-	268 325	5,14
Provinces	1 652 852	1 983 727	38,03
Ontario	1 060 124	1 052 208	20,17
Alberta	239 865	349 075	6,69
Québec	204 547	331 700	6,36
Colombie-Britannique	68 928	145 929	2,80
Nouveau-Brunswick	52 042	71 480	1,37
Saskatchewan	-	17 437	0,33
Nouvelle-Écosse	9 610	11 330	0,22
Terre-Neuve	663	4 475	0,09
Manitoba	17 073	92	-
Autres pays	262 423	390 213	7,48
États-Unis	122 878	152 439	2,92
Asie	80 838	109 566	2,10
Europe	50 068	107 151	2,06
Autres pays	8 639	21 057	0,40
Autres actifs	40 487	352 441	6,76
Total	3 348 739	5 216 248	100,00

1. % du placement 1996 par rapport à l'actif 1996.

Annexe 20

Actifs de 30 entreprises dans lesquelles les banquiers sont présents, 1996.

Page 213

Sociétés	Actif en 000 \$
IBM Canada Ltd.*	80 292 000
Imasco Ltd.	59 759 000
Manulife Financial	47 243 000
Sun Life Assurance Co. of Canada	45 567 000
BCE Inc.	41 261 000
Ontario Hydro	39 870 000
Brascan Ltd.	32 698 000
Power Corp. of Canada	32 132 924
Seagram Co. Ltd.	29 494 104
Great-West Life Assurance Co.	27 999 514
Mutual Groupe	27 821 000
Canada Life Assurance Co.	22 361 449
Bell Canada	19 055 000
Thomson Corp.	18 054 914
Canadian Pacific Ltd.	15 215 900
Northern Telecom Ltd.	14 943 651
Noranda Inc.	14 915 000
Montreal Trustco	14 735 232
Alcan Aluminium Ltd.	12 780 845
Royal Trust	12 710 163
TransCanada PipeLines Ltd.	12 515 400
Imperial Oil Ltd.	10 524 000
Inco Ltd.	10 474 125
Nova Corp.	10 048 000
Westcoast Energy Inc.	9 563 000
Ford Motor Co. of Canada Ltd.	8 805 958
Industrial-Alliance Life Insurance Co	7 466 471
General Motors of Canada Ltd.	7 182 222
Laidlaw Inc.	6 748 866
Bombardier Inc.	6 435 900
TOTAL	698 673 638

134 administrateurs des 5 grandes banques sont présents dans au moins 1544 sociétés.
L'addition de tous les actifs serait longue.

* actif au 31-12-95

Annexe 21

L'imbrication dans les banques

Page 213

Royal Bank of Canada

ALLEN, Theodore M.:

Canada Grains Council, Chamber of Maritime Commerce, Grain Insurance and Guarantee Company, Prince Rupert Grain Ltd, United Grain Growers Ltd.

BALL, James:

London Business School.

BOUGIE, Jacques:

Alcan Aluminium Ltd, Alcan Canada Products, Alcan Enterprises Canada & USA, Alcan Extrusions, Alcan Smelters & Chemicals, Aluminium Company of Canada, Asia Pacific Foundation, Associate Governors of l'Université de Montréal, BCE Mobile Communications Inc, Bell Canada, Business Council on National Issues, Canada-Japan Business Committee, Canadian Group of the Trilateral Commission, Conference Board of Canada.

CHIPMAN, Robert M.:

The McGill-Stephenson Company Ltd.

CLEGHORN, John E.:

Brome Missisquoi Perkins Hospital, Business Council on National Issues, Canadian Institute of Chartered Accountants, Clarkson Gordon & Co, McDonald's Restaurants of Canada Ltd, Montreal Museum of Fine Arts Foundation, St-Lawrence Sugar, The Conference Board of Canada, The Macdonald Stewart Foundation, The Mercantile Bank of Canada.

CLIFF, Ronald L.:

BC Gas Inc, BC Gas Utility Ltd, Canfor Corp, Capilano Golf & Country Club, Eklorado Country Club, Heathcliff Foundation, Inland Gas and Oil Ltd, Inland Pacific Enterprises Ltd, Institute of Chartered Accountants of

British Columbia, Lester B. Pearson Colleges of the Pacific, Royal Vancouver Yacht Club, Southam Inc, Thunderbird Country Club, Trans Mountain Pipe Line Co Ltd.

COHON, George A.:

Astral Communications Inc, Audubon Fund, B'nai Brith Canada District Lodge, B'nai Brith Foundation, Better Boys Foundation, Boy Scouts of Canada, Canada Jaycees, Canadian Council of Christians & Jews, Canadian Cystic Fibrosis Foundation, Canadian Friends of Haifa University, Canadian Hearing Society, Canadian Jewish News, Canadian Opera Company, Canadian Robert F. Kennedy Memorial, Children's Oncology Care of Ontario Inc, Cohon Raizes & Regal, Council for Canadian Unity, Duke of Edinburgh's Award in Canada, Dysautonomia Foundation Inc, Federation Against Child Abuse, Harvard College, Hugh MacMillan Medical Centre, International Association of Children's Funds Russia, Junior Achievement of Canada, McDonald's Restaurant of Canada Ltd, Moscow-McDonald's, Mount Sinai Hospital, Muscular Dystrophy Association of Canada, North York YMCA Building Fund, Northwestern University School of Law, Olympic Trust of Canada, Ontario College of Art, Ontario Men's ORT, Ontario Science Centre, Participation House, QUNO Corp, Ronald McDonald Children's Charities of Canada, Ronald McDonald Children's Charities of Russia, Ronald McDonald Houses, Russian Research Centre, Santa Claus Parade, State of Israel Bonds of Canada, The Toronto Sun Publishing Corp, Toronto French Schools, Toronto Junior Board of Trade, Toronto-Chicago Sister Committee, United Way of Metropolitan Toronto, Variety Village Sunshine Games, YMCA of Metropolitan Toronto & Central Ontario, York University, Young Peoples' Theatre,

COOPER, G.Neldon (Mel):

Air BC Ltd, BC TEL, BC TELECOM Inc, Boy Scouts of Canada Victoria branch, British Columbia Association of Broadcasters, British Columbia Lions Society, British Columbia Telephone Company, Canada 125 Corporation, Canadian Paraplegic Association, C-FAX Radio 1070, C-FAX Santas Anonymous Society, CKLZ-FM, CKNW Vancouver, CKOV-AM, David Foster Foundation, Fannin Foundation, Greater Victoria Chamber of Commerce, Intercultural Association of Victoria, Junior Achievement Enterpriser of Excellence, Kaleidoscope Theatre Building, Melco Management Ltd, National Arts Centre, Nature Conservancy of Canada, Seacoast Communications Group Inc, Seacoast Sound, Victoria Commonwealth Games Society, Victoria Telethon, Western Broadcast Sales Co Ltd, Western Productions Ltd.

DOBRIN, Mitzi:

Les Placements DBRN Ltée.

EVANS, John R.:

Alcan Aluminium Limitée, Allelix Biopharmaceuticals Inc, Connaught Laboratories Ltd, Dofasco Inc, Harlequin Enterprise Ltd, MDS Health Group Ltd, Pasteur Merieux Serums & Vaccines, Rockefeller Foundation, Torstar Corporation, Trimark Financial Corporation, Walter & Duncan Gordon Charitable Foundation.

FERGUSON, John T.:

Alberta Institute of Chartered Accountants, Barbican Properties Inc, Belanca Developments Ltd, Centre Club, Conference Board Inc, Institute of Corporate Directors, Mayfair Golf & Country Club, Numac Oil & Gas Ltd, Oxford Development Group Ltd, Price Waterhouse & Co., Pride Canada Inc, Princeton Developments Ltd, TransAlta Corp, TransAlta Energy Corp, TransAlta Utilities Corp, United Way of Greater Edmonton, University of Alberta, Vencap Equities Alberta Ltd, World Presidents' Organization,

FORTIER, L. Yves:

American Arbitration Association, American Bar Association, American College of Trial Lawyers, Avenor Inc, Canadian Association of Rhodes Scholars, Canadian Institute of Advanced Legal Studies, Canadian Bar Association, Canadian Club, Clinical Research Institute of Montreal, Commission on Global Governance, DuPont Canada Inc, Hermitage Golf & Country Club, Hockey Hall of Fame and Museum, Hôpital Marie-Enfant, Hudson's Bay Co, Jannock Limited, Montreal General Hospital, Mount Royal Club, Northern Telecom Ltd, Ogilvy Renault, Ouimet-Cordon Bleu Inc, Permanent Court of Arbitration, Rockaway Hunting Club of New York, The Brook Club of New York, The Hague, TransCanada PipeLines Ltd, Trilateral Commission, University Club.

GAUTHIER, Paule:

Celanese Canada Inc, Desjardins Ducharme Stein Monast.

HAYNES, Arden R.:

Alzheimer Society of Canada, Imperial Oil Ltd, Moore Corp Ltd, Norstar Entertainment Inc, North York General Hospital, Rio Algom Ltd, The Royal Trust Co, University of Toronto/Research in Neurode-generative Diseases, York University.

KNIGHT Charles H.:

Denro Holdings Ltd, Lateral Vector Resources Inc.

LOUGHEED, E. Peter:

ATCO Ltd, Bechtel Canada Inc, Bennett Jones Verchere, Bombardier Inc, Canada-Japan Forum 2000/Partners Across the Pacific, Canadian Airlines Corp, Canadian Airlines International Ltd, Canadian Pacific Ltd, CFCN Communications Ltd, DMR Group Inc, Encal Energy Ltd, Encan Oil & Gas Ltd, Luscar Ltd, Noranda Inc, Norcen Energy Resources Ltd, Northern Telecom Ltd, Princeton Developments Ltd, PWA Corporation, Quorum Growth Asia Ltd, Quorum Growth Inc, Reed Stenhouse Co Ltd, The Financial Post Co.

MCCAIN, G. Wallace F.:

Aliments Maple Leaf Inc, Alliance for a Drug-Free Canada, Bilopage Inc, Corporate Foods Ltd, Day and Ross Inc, Inter. Association for Students of Economic & Commerce, McCain Foods Group, Thomas Equipment Ltd, Valley Farms Ltd.

MCKEAG, Dawn R.:

Hudson's Bay Co, Walford Investments Ltd.

NEWALL, J. Edward:

Alcan Aluminium Ltd, BCE Inc, Business Council on National Issues, Foothills Pipe Lines Ltd, Methanex Corp, NOVA Corporation, NOVA Gas Transmission, The Molson Companies Ltd.

O'BRIEN, David P.:

Business Council on National Issues, Calgary Golf & Country Club, Calgary Petroleum Club, Canadian Pacific Enterprises Ltd, Canadian Pacific Securities Ltd, Canadien Pacifique Ltée, Fording Coal Ltd, Laidlaw Inc, Marathon Realty Co Ltd, Marathon Realty Holdings Inc, Noverco Inc, Ogilvy-Renault Montréal, PanCanadian Petroleum Ltd, Petro-Canada Calgary, Quebec Bar, United Westburne Inc, Westburne Inc.

PETERSON, Robert B.:

Ass. of Professional Engineers Geologists & Geophysicists Alberta, Business Council on National Issues, C.D. Howe Institute, Conference Board of Canada, Corporate Higher Education Forum, Imperial Oil Ltd, Junior Achievement of Canada, Olympic Trust of Canada.

RICHARDSON, Hartley T.:

Asia Pacific Foundation of Canada, Business Council on National Issues, Buskerfield's Ltd, Canadian National Institute for the Blind, Green Valley Fertilizer Ltd, James Richardson & Fils Ltée, Leo Mol Sculpture Garden Trust, Lombard Hotels Ltd, Lombard Place Ltd, Manitoba Opera Association, Pioneer Grain Co Ltd, Pioneer Grain Terminal Ltd, Richardson Greenshields of Canada Ltd, Richardson Holdings Inc, Richardson Pro-

perties Inc, Richardson Realty Ltd, Richardson Terminals Ltd, Royal Canadian Geographical Society, Sorel Elevators Ltd, St-Boniface Hospital Research Foundation, St-John's Ravenscourt School, Topnotch Feeds Ltd, University of Manitoba, Winnipeg 2000, Young Presidents' Organization.

ROWE, Kenneth C.:

Ashburn Golf Club, Atlantic Shopping Centres Ltd, Dalhousie University, Execaire Inc, I.M.P. Group International Inc, Institute of Chartered Secretaries, Innotech Aviation Ltd, Metro Halifax Chamber of Commerce, Nova Scotia Power Inc, Pronova Capital Corp, Saraguay Club, The Shaw Group Ltd.

SAINT-PIERRE, Guy:

Acres Québec, Alcan Aluminium Ltd, BCE Inc, Business Council on National Issues, Canadian Manufacturers' Association, Clinical Research Institute of Montreal, Conference Board of Canada, Corporation of Engineers of Quebec, Engineering Institute of Canada, General Motors of Canada Ltd, Groupe SNC-Lavalin Inc, Irnes Inc, Military & Hospitaller Order of St-Lazarus of Jerusalem, Montreal Board of Trade, Montreal Chamber of Commerce, Mount Bruno Forest & Stream Club, Mount Royal Club, Ogilvie Mills Ltd, Order of Engineers of Quebec, Purolator Ltd, St-Denis Club.

STEWART, Robert T.:

BC Gas Inc, BC Gas Utility Ltd, British Columbia Sports Hall of Fame and Museum, Canadian Pulp & Paper Association, Capilano Golf & Country Club, CBI Industries Inc, Lions Gate Hospital Foundation, Maple Leaf Foods Inc, McGill University, Outward Bound Canada, R.T. Stewart & Associates, Scott Paper Ltd, Shell Canada Ltd, Simon Fraser University President's Club, Trans Mountain Pipe Line Co Ltd, United Way of the Lower Mainland Vancouver, University of British Columbia Fac. of Commerce, Vancouver Board of Trade, Vancouver Club, Vancouver Foundation, Westminster Paper Co Ltd, West Vancouver Memorial Library Foundation.

TAYLOR, Allan R.:

Canadian Pacific Ltd, General Motors of Canada Ltd, TransCanada Pipe-Lines Ltd.

TORY, John A.:

Abitibi-Price Inc, Hudson's Bay Co Ltd, Markborough Properties Inc, Rogers Communications Inc, The Thomson Company Inc, The Thomson Corporation, The Woodbridge Co Ltd, Thomson Equitable Company Inc, Thomson U.S. Holdings Inc, Zellers Inc.

WHITTAKER, Sheelagh D.:

Council for an Ontario Information Infrastructure, EDS Canada, Information Technology Association of Canada, International Institute of Communications, National Advisory Board for Science and Technology, Royal Trust Corp, Spar Aerospace Ltd, The Royal Trust Co.

YOUNG, Victor L.:

BCE Inc, Bell Canada Enterprises, Churchill Falls Labrador Corp Ltd, Fishery Products International Limited, McCain Foods Ltd, Newfoundland & Labrador Fisheries Advisory Council, Olympic Trust of Canada, Premier's Advisory Council on Economic Recovery in Newfoundland, Ronald McDonald's Children's Charities of Canada.

Canadian Imperial Bank of Commerce

BASSETT, Douglas G.:

Agincourt Productions Ltd, Badminton & Racquet Club of Toronto, Baton Broadcasting Inc, BBS Ontario Inc, BBS Saskatchewan Inc, Canadian Council of Christians & Jews, Canadian Society for the Weizmann Institute of Science, CTV Television Network Ltd, Eaton's of Canada Ltd, London Club Ontario, Lyford Cay Members' Club of Nassau, Mercedes-Benz Canada Inc, Mill Reef Club Antigua, Mount Royal Club, Mount Sinai Hospital, Muskoka Lakes Golf & Country Club, National Ballet of Canada, Norcen Energy Resources Ltd, North Hatley Club, Olympic Trust of Canada, Rideau Club, Telegram Corp Ltd, The Council for Canadian Unity, The Hospital for Sick Children Foundation, Toronto Club, Toronto Golf Club, World Wildlife Fund, York Club.

BENNETT, Jalynn H.:

Jalynn H. Bennett & Ass. Ltd, Mediacom Inc, Ontario Teachers Pension Plan Board, Sears Acceptance Co Inc, Sears Canada Inc, St-Marys Cement Corp, Trent University, Wellesley Hospital, Westburne Inc.

BLACK, Conrad M.:

American Publishing Co, Argus Corp Ltd, Bilderberg Meetings, Brascan Ltd, Dominion Malting Ltd, Eastern Townships Publishing Co Ltd, Eaton's of Canada Ltd, Everglades Club, Granite Club of Toronto, Gulfstream Aerospace Corp, Hollinger Inc, John Fairfax Holdings Ltd Australia, Hollinger Argus Ltd, Key Publishers Co Ltd, Massey-Ferguson Ltd, Mount Royal Club, Saturday Night Magazine Inc, Southam Inc, Sterling Newspapers Ltd, St-Mary's Hospital, The Americas Society, The Financial Post Co, The International Institute for Strategic Studies, The Mal-

colm Muggeridge Foundation, The National Interest, The Ravelston Corp Ltd, The Spectator Ltd, The Telegraph plc Londres, The Trilateral Commission, Toronto Club, Toronto Golf Club, UniMédia Inc, University Club, Western Dominion Investment Co Ltd, York Club.

COLLOMB, Bertrand P.:

Lafarge Paris.

DAVIS, William G.:

Algoma Steel Inc, Communications Competition Coalition, Corel Corp, Dylex Ltd, First American Title Insurance Co, Fleet Aerospace Corp, Ford Motor Co of Canada Ltd, Hemlo Gold Mines Inc, Honeywell Ltd, Inter-City Products Corp, Lawson Mardon Group Ltd, Magna International Inc, Nike Canada Ltd, Olympia & York Companies USA, Power Corp of Canada, St-Lawrence Cement Inc, The Seagram Co Ltd, Tory Tory DesLauriers & Binnington.

DELBRIDGE, Pat M.:

PDA Partners Inc.

DONEGAN, Edward L.:

Blake, Cassels & Graydon, The Canadian Bar Association, The International Bar Association, The Law Society of Upper Canada, The Licensing Executives' Society, The National Club, The Rosedale Golf Club, The Toronto Club, The York Club, Torstar Corp.

DUKE, William L.:

Agriculteur, Redvers, Saskatchewan

DUVAR, Ivan E.H.:

Air Nova Inc, Association of Professional Engineers of Nova Scotia, Canadian Institute of Management, FS Industries, Halifax Board of Trade, Halifax Club, ING Canada, Institute of Electrical & Electronic Engineers, Izaak Walton Killam Hospital Foundation, Maritime Telegraph and Telephone Co Ltd, NN Financial Co, NN Life Insurance Co of Canada, Oxford Frozen Foods Ltd, Royal Nova Scotia Yacht Squadron, Saraguay Club, Technical University of Nova Scotia, The Commerce Group Insurance Co, The Halifax Insurance Co, The Island Telephone Co Ltd.

ETHERINGTON, William A.:

IBM Corp, Worldwide Industries.

FLOOD, A. L.:

Hospital for Sick Children, Junior Achievement of Canada, Royal Ontario Museum Foundation, Ryerson Polytechnic University, United Way of Greater Toronto.

FRANSSEN, Margot A.:

McLeod, Young, Weir, Salvation Army, The Body Shop, York University.

FULLERTON, R. Donald:

Amoco Canada Petroleum, Coca-Cola Beverages Ltd, Commerce Court, George Weston Ltd, Hollinger Inc, Honeywell Inc, IBM Canada Ltd, Ontario Hydro, The Financial Post Co, Wellesley Hospital Foundation, Westcoast Energy Inc.

GRANT, James A.:

BioChem Parma Inc, CAE Inc, Stikeman, Elliott, United Dominion Industries.

HASKAYNE, Richard Francis:

Alberta Children's Hospital Foundation, Alberta Energy Co Ltd, Calgary Golf & Country Club, Calgary Petroleum Club, Canadian Institute of Chartered Accountants, Chancellor's Club, Crestar Energy Inc, Earl Grey Golf Club, Financial Executives Institute, Fording Coal Ltd, Home Oil Co Ltd, Interhome Energy, Kappa Sigma Fraternity, MacMillan Bloedel Ltd, NOVA Corp, NOVA Gas Transmission Ltd, Olympic Trust of Canada, Ranchmen's Club, TransAlta Corp, TransAlta Energy Corp, TransAlta Utilities Corp, University of Calgary.

HICKMAN, Albert E.P.:

FPI Ltd, Hickman Motors Ltd, Newfoundland Telephone Co Ltd, New-Tel Enterprises Ltd.

HUNKIN, John S.:

Canadian Psychiatric Research Foundation, CEF Capital Ltd, CIBC Wood Gundy Corp, John P. Robarts Research Institute, Montreal Museum of Fine Arts Foundation, National Mental Health Fund, The Americas Investment Bank, Wellesley Hospital Foundation, York University.

JAMES, William:

Air Canada, C. Por A., CGC Inc, Denison Mines Ltd, Falconbridge Dominicana, Fishery Products International Ltd, FPI Ltd, Immet Mining Corp, Lakehead University, Morrison Petroleums Ltd, Sandvik Canada Inc, St-Marys Cement Corporation, St-Michael's Hospital, Templeton Growth Fund Ltd, The Mutual Group (U.S.), The Mutual Life Assurance Co of Canada, University of Waterloo.

KLUGE, Holger:

Banque pour les particuliers et entreprises CIBC, Canadian Bankers Association, CEF Holdings Ltd, CIBC Insurance Management Co Ltd, CIBC

Mortgage Corp, CIBC West Indies Holdings Ltd, Covenant House of Toronto, Husky Oil Holding Ltd, Husky Oil Ltd, TAL Investment Counsel.

KRAVIS, Marie-Josée:

Institut Hudson Inc.

LECLAIR, Maurice:

Connaught Laboratories Ltd, Pasteur-Mérieux SA France, Sceptre Resources Ltd.

MCKEOUGH, W. Darcy:

Canadian General-Tower Ltd, Global Stone Corp, Intertan Inc, John P. Robarts Research Institute, Mckeough Investments Ltd, Mediacom Inc, Noranda Mine Inc, Numac Energy Inc, Ranger Forest Products Inc, St-Marys Cement Corp, Sunquest Vacations Inc, Varity Corp.

MILNER, Stanley A.:

Alberta Energy Co Ltd, Canadian Pacific Ltd, Chieftain International Inc, University of Alberta 1991 Foundation.

NAIMARK, Arnold:

Alcoholic Beverage Medical Research Foundation, Association of Canadian Medical Colleges, Association of Commonwealth Universities, Association of Universities & Colleges of Canada, Canada Inter-American Organization for Higher Education, Canadian Institute for Advanced Research, Canadian Institute of Industrial Technology, Canadian Society for Academic Medicine, Canadian Society for Clinical Investigation, Corporate-Higher Education Forum, Gov't of Manitoba/Dept. of Health, Health Sciences Centre, Institute for Cell Biology St-Boniface General Hospital, National Institute of Nutrition, North American Life Assurance Co, North Portage Film Development Corporation, Respiratory Health Network of Centres of Excellence, University of Manitoba.

PHELPS, Michael E.J.:

American Gas Association, Business Council of British Columbia, Canadian Council for Aboriginal Business, Canfor Corp, C.D. Howe Institute, Centra Gas Manitoba Inc, Centra Gas Ontario Inc, Foothills Pipe Lines Ltd, Interstate Natural Gas Association of America, Simon Fraser University Foundation, Union Energy Inc, Union Gas Ltd, University of British Columbia, Westcoast Energy Inc, World Economic Forum Geneva.

POWIS, Alfred:

Brascan Ltd, Brunswick Mining and Smelting Corp Ltd, Canadian Hunter Exploration Ltd, Ford Motor Co of Canada Ltd, Noranda Forest Inc, Noranda Inc, Noranda Metallurgy Inc, Noranda Mining & Exploration

Inc, Norcen Energy Resources Ltd, Northwood Forest Industries Ltd, Northwood Pulp and Timber Ltd, Sears Acceptance Co Inc, Sears Canada Inc, Sun Life Assurance Co Canada Inc, Wire Rope Industries Ltd.

RAE, Barbara J.:

ADIA Canada Ltd, British Columbia Labour Relations Review Committee, British Columbia TELECOM Inc, British Columbia Telephone Company, Canadian Centre for Philanthropy, Canadian Council of Christians & Jews, Grosvenor International Holdings Ltd, Judicial Appointments Committee, Junior Achievement of British Columbia, National Committee on Science & Technology, Niagara Institute, Noranda Inc, Pacific Coast Public Television, Premier's Economic Advisory Council, Salvation Army Red Shield Vancouver Campaign, Seaboard Life Insurance Co, Simon Fraser University, United Way of the Lower Mainland, Vancouver Board of Trade, Xerox Canada Inc.

SHAW, Neil:

Tate and Lyle PLC.

SMITH, Raymond V.:

MacMillan Bloedel Ltd.

WALTON, John S.:

Almagamated Metal Corp UK, Atlas Steel Ltd, Atlas Titanium Ltd, Canadian Liquid Air Ltd, Endeavour Financial Corp, Granges Inc, MacMillan Bloedel Ltd, Placer Development Ltd, Ridley College, Robertson Irwin Ltd, Royal Collwood Golf Club, Shaughnessy Golf Club, Toronto Club, Union Club, Vancouver Club, Vengold Inc, Victoria Commonwealth Games Society, Victoria Golf Club, York Club.

ESTON, W. Galen:

Art Gallery of Ontario, Associated British Foods plc UK, Badminton & Racquet Club of Toronto, Brown Thomas Group Ltd Ireland, Fortnum and Mason plc UK, George Weston Ltd, Guards Polo Club UK, Holt Renfrew & Co Ltd, Loblaw Companies Ltd, Lyford Cay Club of Bahamas, Royal Ontario Museum, The Lester B. Pearson Colleges of the Pacific, The W. Garfield Weston Foundation, Toronto Club, United World Colleges UK, United World Colleges International of Canada Inc, Weston Foods Ltd, Weston Resources Ltd, Windsor Club Florida, Wittington Investments Ltd, York Club.

WIDDRINGTON, Peter N.T.:

ADT Ltd, Chief Executives' Organization, Cuddy International Corp, Dialysis Centers of America, Ellis-Don Inc, Hayes-Dana Inc, John Labatt Ltd, Labatt Breweries of Canada, Laidlaw Inc, London Club, London

Hunt Club, Major League Baseball Properties Inc, Olympic Trust of Canada, SNC-Lavalin Group Inc, Talisman Energy Inc, Toronto Blue Jays Baseball Club, York Club.

MCGONIGAL, Pearl:

Manitoba Law Reform Committee, Mediacom Inc.

Bank of Montreal

BARFORD, Ralph M.:

BCE Inc, Camco Inc, Beatty Bros. Ltd, Garbell Holdings Ltd, GSW Inc, Hollinger Inc, Morton International Inc, Northern Telecom Ltd, The Molson Co Ltd, Valleydene Corp Limited.

BARRETT, Matthew W.:

Business Council on National Issues, Canadian Council of Canadian Unity, Conference Board of Canada, Council for Canadian Unity, Harris Bankcorp Inc, Harvard Business School, Junior Achievement of Canada, Montreal Board of Trade Heritage Foundation, Royal Victoria Hospital, The Molson Companies Ltd, The Nesbitt Burns Corp Ltd, The Seagram Co Ltd, Toronto Hospital, University of Waterloo, University of Western Ontario, York University.

BEATTY, David R.:

Badminton & Racquet Club, C.D. Howe Institute, Dabed Enterprises Ltd, Garbell Holdings Ltd, Goldcorp Inc, McKinsey & Co, North American Committee, Old Canada Investment Corp Ltd, Osler Bluffs Ski Club, Peter F. Drucker Foundation, Rosedale Golf Club, Spar Aerospace Ltd, Toronto Club, Upper Canada College, Western Garnet, Weston Foods Ltd.

BENTLEY, Peter J.G.:

British Columbia Forestry Association, British Columbia Sports Hall of Fame and Museum, Business Council of British Columbia, Business Council on National Issues, Canadian Canfor-Weldwood Distribution Ltd, Canadian Forest Products Ltd, Canadian Professional Golfers' Association, Canfor Corp, Capilano Golf & Country Club, Howe Sound Pulp & Paper Ltd, Junior Achievement of Canada, Marine Drive Golf Club, Olympic Trust of Canada, Royal & Ancient Golf Club, Shell Canada Ltd, The Club at Morningside California, Thunderbird Country Club, University of British Columbia, Vancouver Hospital & Health Services Centre, Vancouver Lawn Tennis & Badminton Club.

COMPER, F. Anthony:

C.D. Howe Institute, Canadian Bankers Association, Canadian Club of Toronto, Harris Bankcorp Inc, Harris Trust and Savings Bank, St-Michael's Hospital, Stratford Shakespearean Festival Foundation, The Learning Partnership, The Nesbitt Burns Corp Ltd, University of Toronto.

COTE, Pierre:

Bombardier Inc, Bouverie Inc, Canadian Tire Corp Ltd, Celanese Canada Inc, Club de Golf de Lac St-Joseph, Club de la Garnison de Québec, Daily Mail, General Trust plc, Ivaco Inc, Laiterie Laval Ltée, Lost Tree Club West Palm Beach, Stone-Consolidated Inc, The Guarantee Co of North America, The Mount Royal Club, The Mutual Life Assurance Co of Canada.

DESROCHERS, Louis A.:

Canada West Insurance Co, Maclab Enterprises Corp, McCuaig Desrochers, Shaw Communications Inc.

FRASER, John F.:

Air Canada, America West Airlines Inc, Associates of the University of Manitoba, Canadian Manufacturing Housing Institute, Centra Gas Manitoba Inc, Coca-Cola Beverages Ltd, Federal Industries Ltd, Ford Motor Co of Canada Ltd, Hanford Drewitt Ltd, Inter-City Products Corp, Manitoba Club, Manitoba Theatre Centre, Norcom Homes Ltd, Royal Lake of the Woods Yacht Club, Royal Winnipeg Ballet, Russel Metals Inc, Shell Canada Ltd, St-John's Ravenscourt School, The Thomson Corp, Toronto Club.

GANTZ, Wilbur H.:

PathoGenesis Corporation.

GLASSER, James J.:

GATX Corporation.

KWOK, Stanley:

Amara International Investment Corp, Architectural Institute of British Columbia, Banister Foundation Inc, British Columbia Hydro and Power Authority, British Columbia Place Ltd, Cheung Kong Holdings Ltd, Concord Pacific Development Ltd, Hong Kong Canada Business Association, Eric Cumine Associates Hong Kong, Grosvenor International, Husky Oil Ltd, Orion Scientific Canada Inc, Pendboro Development Co Ltd, Royal Institute of British Architects, Royal Institute of British Columbia, Royal Institute of Canadian Architects, Stanley Kwok Architect, Stanley Kwok Consultants Inc, Vancouver International Airport Authority, YVR Airport Authority.

MACAULAY, J. Blair:

Aikins MacAulay and Thorvaldson, Art Gallery of Ontario, Cambridge Shopping Centres Ltd, Federal Industries Ltd, Fraser & Beatty, Great-West Lifeco Inc, Moffat Communications Ltd, Russel Metal Inc, Sotheby's Canada, The Great-West Life Assurance Co, Toronto Club, Trust Co of Bank of Montreal.

MANNIX, Ronald N.:

Loram Corporation.

MCKERCHER, Robert H.:

McKercher Mckercher & Whitmore.

MOLSON, Eric H.:

Canadian Arctic Resources Committee, Concordia University, Les Compagnies Molson Ltée, Mount Royal Club, North Hatley Sailing Club, Olympic Trust of Canada, Selwyn House School Endowment Fund, The Canadian Princeton Alumni Fund, The Montreal General Hospital Foundation, University Club of Montreal, Vie des Arts, York Club.

MONTY, Jean C.:

BCE Inc, Bell Canada, Bell-Northern Research Ltd, Business Council on National Issues, Canadian Gov't's International Trade Advisory Committee, Northern Telecom Ltée, SNC-Lavalin Group Inc, Télébec Ltée, The Conference Board of Canada.

NICKERSON, Jerry E.A.:

Great-West Lifeco Inc, HB Nickerson & Sons Ltd, Seaside Cable TV 1984 Ltd, The Great-West Life Assurance Co.

REITMAN, Jeremy H.:

Reitmans Canada Ltée.

SAUCIER, Guylaine:

Association des manufacturiers bois de sciage du Québec, Bell Canada, Boreal Insurance Inc, Cambiex Exploration Inc, Canadian Broadcasting Corp, Canadian Forestry Advisory Council, Canadian Institute of Chartered Accountants, Chambre de Commerce du Québec, Club des Bâtisseurs Molson, Commission of Inquiry on Unemployment Insurance, Groupe Gérard Saucier Ltée, Hawker Siddeley Canada Inc, Hôtel-Dieu de Montréal, Montreal Symphony Orchestra, Ordre des comptables agréés du Québec, Petro-Canada, Sodarcam Inc, Société Radio-Canada, Tembec Inc, University of Montreal.

SOUTHERN, Nancy C.:

AKITA Driling Ltd, Alberta Power Ltd, ATCO Ltd, ATCOR Resources Ltd, Canadian Utilities Ltd, Team Spruce Meadows Inc.

WEBSTER, Lorne C.:

AMF Technotransport Inc, Babson College, Bankmont Financial Corp USA, Boston Tennis & Racquet Club, Cambridge Club of Toronto, Canabam Ltd, Canaprev Inv, Cartier Tower Ltd, Cercle de l'Union Interalliée de Paris, Consumers Packaging Inc, Dale-Parizeau Inc, DSMA-TATA Inc India, Groupe Prénor Ltée, H.B. Fuller Co Ltd USA, Hillside Tennis Club, Imperial Windsor Group Inc, Instituto Centroamericano de Administración de Empresas-Managua, Jesters Club, Julius Richardson Convalescent Hospital, Kativo Chemical Industries Ltd Costa Rica, Lower Canada College Foundation, McGill University, Montreal Securities Corp, Montral Badminton & Squash Club, Montreal Racket Club, Mount Royal Club, Murphy Oil Corp USA, Old Brewery Mission, Olympic Trust of Canada, PBI-Kinmont Inc, R. Howard Webster Foundation, Royal Montreal Golf Club, Société sportive de Jeu de Paume et de Racquets de Paris, Stanstead College, The Brook Club, University of Vermont, University Club of Montreal, WUSWIG Inc, Wyant & Co Ltd, York Club.

Bank of Nova Scotia

BARBER, Lloyd I.:

Alaska Commercial Co, American Economic Association, Assiniboia Club, Canadian Economic Association, Canadian Museum of Nature, Canadian Pacific Ltd, Canadian Polar Commission, CanWest Global Communications Corp, Cominco Ltd, Council for Canadian Unity, Greystone Capital Management Inc, Institute for Saskatchewan Enterprise, Institute of Public Administration of Canada, Masonic Society, Regina Beach Yacht Club, Saskatchewan Order of Merit, The Molson Companies Ltd, The North West Co Inc, University of Alberta Faculty Club, University of Regina Faculty Club, Wascana Centre Authority, Working Venture Canadian Fund.

BAXTER, Malcolm R.:

Atean Capital Corp, Atlantic Insurance Agency Ltd, Baxter Foods Ltd, BMC Ltd, Braxco Ltd, Charisma Holdings Ltd, Freemason, International Ice Cream Association, Kelly Tire Service Ltd, Milk Industry Foundation, National Dairy Council of Canada, Olympic Trust of Canada, Protestant Orphan's Home & Children's Foundation, Riverside Country Club, Royal Kennebecasis Yacht Club, Royal Ocean Racing Club of London UK,

Saint John Board of Trade, Saint John Port Corp, Saint John Regional Hospital Foundation Inc, Shriner, Union Club.

BIRMINGHAM, Bruce R.:

Montreal Trust Co, Montreal Trustco Inc, Montreal Trust Co of Canada, RoyNat Inc, Scotiabank Jamaica Trust & Merchant Bank Ltd, Scotiabank Pension Plan, Scotia Discount Brokerage Inc, Scotia Investment Management Ltd, Scotia Mortgage Corp, Scotia Securities Ltd, The West India Co of Merchant Bankers Ltd.

CHEN, C.J.:

Allen & Gledhill.

CORK, E. Kendall:

Caledon Ski Club, E-L Financial Corp Ltd, Hart House Club, McCain Foods Ltd, Noranda Inc, Sentinel Associates Ltd, Strongco, The Dominion of Canada General Insurance Co, The Empire Life Insurance Co, The Fulcrum Investment Co Ltd, The National Club, Ticker Club, United Corporations Ltd, University of Toronto Press Inc.

DAY, Graham:

Altnacraig Shipping plc, Cadbury Schweppes, Dalhousie University, Donner Canadian Foundation, Empire Co Ltd, Extencicare Inc, Jebsons SA, Nova Scotia Power Inc, NOVA Corp, Stewart McKelvey Stirling Scales, The Laird Group plc, The Shaw Group Ltd, Thorn EMI plc.

FINDLAY, Robert B.:

Green Forest Lumber Corp, MacMillan Bloedel Ltd, Methanex Corp.

GODSOE, Peter C.:

Alexander & Alexander Services Inc, Board of Trade of Metro Toronto, Canadian Bankers Association, Canadian Club, Canadian Council of Christians and Jews, Empire Co Ltd, Hugh MacMillan Medical Centre, Junior Achievement of Metropolitan Toronto and York Region, Mount Sinai Hospital, Reed Stenhouse Companies Ltd, Scotia Mortgage Corp, Scotia Properties Québec Inc, Scotia Realty Ltd, Scotiabank Jamaica Trust and Merchant Bank Ltd, Scotiabank Pension Plan, ScotiaBank Ireland Ltd, The Nova Scotia Corp, The West Indian Co of Merchant Bankers Ltd.

GOODRICH, M. Keith:

American Institute of Industrial Engineers, American Society for Quality Control, Chamber of Commerce, Conference Board of Canada, Japan Society of Canada, Meadow Club Chicago, Moore Corp Ltd, National Club, Niagara University, Salvation Army, SHL Systemhouse Inc, Toronto Club, Yale Club, Yale University.

JEANNIOT, Pierre J.:

International Air Transport Association.

LEMAIRE, Laurent:

Cascades Inc, Cascades Paperboard International Inc, Rolland Inc.

MAIER, Gerald J.:

Alberta Natural Gas Co Ltd, Ass. Professionnal Engineers Geologists & Geophysicists of Alberta, BCE Inc, Bow Valley Industries Ltd, Business Council on National Issues, Canadian National Committee for the World Petroleum Congresses, Continental Oil Co, DuPont Canada Inc, Petro-Canada, The Manning Awards Foundation, TransAlta Corp, TransAlta Energy Corp, TransAlta Utilities Corp, TransCanada PipeLines Ltd, Van Horne Institute.

MAYBERRY, John T.:

Dofasco Inc.

MCCAIN, H. Harrison:

Beau Marais SARL France, Beaverbrook Art Gallery, Bilopage Inc, British Ltd UK, Bruwier NV Belgium, Canada Memorial Foundation, Canada's Sports Hall of Fame, Canadian Federation for AIDS Research, Canadian Council of Christians & Jews, Canadian Executive Search Organization, Council for Canadian Unity, Dansco Dairy Products Ltd, Day & Ross Inc, Izaak Walton Killam Children's Hospital, Junior Achievement of Canada, Keizer BV, McCain Alimentaire SARL France, McCain Citrus Inc USA, McCain Ellio's Foods Inc USA, McCain Espana SA, McCain Foods Australia Ltd, McCain Foods Great Britain Ltd, McCain Foods Japan Ltd, McCain Foods New Zeland Ltd, McCain Foods Belgium NV, McCain Foods Holland BV, McCain Foods Inc USA, McCain Foods Limited, McCain Foods Western Inc USA, McCain Produce Inc, McCain Refrigerated Foods Inc, The Japan Society, Thomas Equipment Ltd, Tolona Pizza Products Ltd, Valley Farms Ltd.

MCDUGALL, Ian:

Finances Inco Ltd.

MITCHELL, David E.:

Alberta Energy Co Ltd.

MORTON, David:

Alcan Aluminium Ltd, Industrial-Alliance Life Insurance Co, McCain Foods Ltd, Methanex Corp, Montreal Trust Co, Montreal Trustco Inc, Montreal Trust Co of Canada.

MOUNTAIN, Denis: n.d.

PARKER, Helen A.: n.d.

PARR-JOHNSTON, Elisabeth:

Association of Atlantic Universities, Association of Universities & Colleges of Canada, Calgary Council for Advanced Technology, Canadian Economic Journal, Corporate-Higher Education Forum, Inco Ltd, Empire Co Ltd, Fishery Products International Ltd, Investment Dealers Association, Mount Saint Vincent University, North/South Institute, Nova Scotia Power Inc, Ontario Centre for Micro Electronics, Parr-Johnston & Associates, Shell Canada, Université du Nouveau-Brunswick, University of British Columbia, University of Carleton, University of Western Ontario, Wesleyan University of Connecticut.

PHOENIX, Paul J.:

Boise Cascade Corp, Dofasco, GenCorp Inc, Montreal Trust Co of Canada, Montreal Trust Co, Montreal Trustco Inc, Rainy River Forest Products Inc, The Mutual Life Assurance Co of Canada.

PIERCE, Robert L.:

C.D. Howe Institute, Canada & U.S. Chambers of Commerce on Canada-U.S. Relations, Canada West Foundation, Canadian Bar Association, Canadian-American Committee, Canadian Energy Pipeline Association, Corporate Higher Education Forum of Canada, Foothills Pipe Lines Ltd, Gasoducto GasAndes Argentina SA, Gasoducto GasAndes SA, Greystone Capital Management, International Business Council of Canada, Interstate Natural Gas Association of America, Novacor Chemicals Ltd, NOVA Corp, Novacorp International de Mexico, NOVA Corp of Alberta, NOVA Gas International Ltd, Pan-Alberta Gas Ltd.

RACE, David H.:

BICC Phillips Inc, CAE Aircraft Ltd, CAE Electronics, CAE Inc, Canadair Ltd, Canada's Aviation Hall of Fame, Council for Canadian Unity, Engineering Institute of Canada, Falconbridge Ltd, Genstar Capital Corp, Manitoba Club, Professional Engineers Ontario, Standard Telephone & Cables London UK, The Fraser Institute.

RITCHIE, Cedric E.:

Asian Institute of Management, Canada-Philippines Council, Canadian Business Committee on Jamaica, Canadian National Railway Co, Gendis Inc, Ingersoll-Rand Canada Inc, J. Ray McDermott SA, Junior Achievement of Canada, MacMillan Bloedel Ltd, Maduro & Curiel's Bank, Mercedes-Benz Canada Inc, Moore Corp Ltd, NOVA Corp, Olympic Trust of Canada, Scotiabank Jamaica Trust & Merchant Bank Ltd, Solidbank Corp,

The Canada Life Assurance Co, The Japan Society, The West India Co of Merchant Bankers Ltd, Trust Fund of the Scotiabank Pension Plan.

SHARP, Isadore:

Clairvest Group Inc, Four Seasons Hotels Inc, Mount Sinai Hospital, National Terry Fox Run, North York General Hospital, Province of Ontario, Terry Fox Humanitarian Award Program, The Council for Canadian Unity, The Financial Post Co, United Jewish Appeal.

SHAW, Allan C.:

Atlantic Institute for Market Studies, Calmeadow Nova Scotia, Dalhousie University, Montreal Trust Co, Montreal Trustco Inc, Montreal Trust Co of Canada, National Capital Harvard Business School Association, The Shaw Group Ltd.

WOLFE, Jonathan A.:

Hudon et Deaudelin Ltée, Pharma Plus Drugmarts Ltd, The Oshawa Group Ltd.

Toronto-Dominion Bank

ANDERSON, M. Normand:

Anvil Range Mining, BGR Precious Metals Inc, CanQuest Resources Corp, Cia de Minas Buenaventura SA Peru, Finning Ltd, HMC Technology Ltd, Homestake Mining Co, Norman Anderson & Associates Ltd, Prime Resources Group Inc, Solv-Ex Corp, Western Star Trucks Holdings Ltd.

BAILLIE, A. Charles:

Aetna Casualty & Surety Co of Canada, Aetna Life Insurance Co of Canada, Corporation of Trinity College, National Cancer Institute, Shaw Festival, St-George's College Bldg Fund.

BEAUBIEN, Philippe de Gaspé:

Bombardier Inc, Fullbright Foundation, Harvard Business School, McDonald's Restaurants of Canada Ltd, Mount-Royal Club, PARTICIPATION, St-Denis Club, Télémedia Inc, University of Montreal, York Club, York University.

BLACK, G. Montegu:

Argus Corp Ltd, Hollinger Inc, Norcen Energy Resources Ltd, OSF Inc, Txibanguan Ltd, United Canadian Shares Ltd.

BROCK, William T.:

Dover Industries Ltd, Maple Leaf Gardens Ltd, Monarch Development Corporation, National Club, The Toronto-Dominion Australia Ltd, Toronto Dominion Securities Inc, University of Guelph Heritage Trust, York Club.

CHAGNON, André:

ER Chagnon Ltée, GM Gest Ltd, Le Groupe Vidéotron Ltée, Leucan, Opération Enfant Soleil, Programme Portage Inc, Télé-Métropole Inc, Université de Montréal.

COHEN, Marshall A.:

American International Group Inc, Barrick Gold Corp, Baycrest Centre for Geriatric Care, British-North American Committee, Business Council on National Issues, C.D. Howe Institute, Cassels Brock & Blackwell, Centre for Strategic & Int'l Studies, Diversey Corp, Groupe Val Royal Inc, International Trade Advisory Committee, Lafarge Corp, Molson Breweries, Montreal Museum of Fine Arts, Mount Sinai Hospital, Réno-Dépôt Inc, The Molson Companies Ltd, Trilateral Commission, York University.

COOK-BENNETT, Gail:

Banff Centre School of Management, Bennecon Ltd, Canadian Group, Canadian Opera Co, IDEA Corporation, Institute for Research on Public Policy, Manning Awards Foundation, Multiple Sclerosis Society of Canada, Niagara Institute, Ontario Economic Council, Ontario Teachers' Pension Plan, Petro-Canada, Premier of Ontario's Advisory Committee on Confederation, Salvation Army, Sectoral Advisory Group on International Trade for General Services, Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, The Consumers' Gas Co Ltd, The Manufacturers Life Insurance Co, The Trilateral Commission.

DOBSON, Wendy K.:

American Economic Association, Banff Centre for Management, Canadian Economic Association, Canadian Institute of Chartered Accountants, Centre of International Business, Committee of Innovation and Entrepreneurship Award 1988, DuPont Canada Inc, IBM Canada Ltd, International Centre Committee, International Monetary Fund, International Studies Association, International Trade Advisory Committee, MacDonald Royal Commission, Manning Foundation, Ministerial Advisory Committee on Inflation & Taxation, National Statistics Council, North-South Institute, Pratt & Whitney Canada Inc, The Japan Society, The Toronto Stock Exchange, TransCanada PipeLines Ltd, University of Calgary, University of Toronto, Waterloo University, Working Ventures Canadian Fund Inc.

HANEN, Marsha P.:

The University of Winnipeg.

KOLBER, E. Leo:

Cineplex Odeon Corporation, Elm Ridge Golf & Country Club, Montefiore Club, Mount Royal Club, Mount Royal Tennis Club, Plam Beach Country Club, Sénat du Canada, The Seagram Co Ltd.

MACNEILL, Brian F.:

Accounting Education Foundation of Alberta, Alberta & Ontario Institutes of Chartered Accountants, American Institute of Certified Public Accountants, C.D. Howe Institute, Calgary Golf & Country Club, Calgary Petroleum Club, Canadian Energy Pipeline Association, Canadian Institute of Chartered Accountants, Canyon Meadows Golf & Country Club, Financial Executives Institute, Hiram Walkers Resources Ltd, Home Oil Co Ltd, Interprovincial Pipe Line NW Ltd, Interprovincial Pipe Line Inc, IPL Energy Inc, Lakehead Pipe Line Co Inc, Petro-Canada, Scurry Rainbow Oil Ltd, The Consumers' Gas Co Ltd, Veritas Energy Services Inc.

PATTISON, James A.:

The Jim Pattison Group.

PHILLIPS, Roger:

Alcan Canada Products Ltd, Alcan International Ltd, Aluminium Co of Canada Ltd, American Iron and Steel Institute, Assiniboia Club Regina, Business Council on National Issues, Canadian Labour Market and Productivity Centre, Canadian Steel Producers Association, Canadian Steel Trade and Employment Congress, Club St-Denis Montreal, Conference Board USA, Council for Canadian Unity, Institute for Saskatchewan Enterprise, IPSCO Enterprises, IPSCO Inc, IPSCO Steel Inc, Public Policy Forum, Saskatchewan Chamber of Commerce.

RICHARDSON, Robert J.:

Alberta Natural Gas Co Ltd, American Institute of Chemical Engineers, Bell Canada Enterprises, Canadian Chemical Producers' Association, Chemical Institute of Canada, Clinical Research Institute IRCM Montreal, DuPont Canada Inc, Inco Ltd, International Management Institute Geneva, IRCM Foudation Montreal, Massachusetts Institute of Technology, McGill McMaster & Queen's Universities, Nat'l Advisory Board on Science & Technology, New York Life Insurance Co USA, Robert J. Richardson Management Consultants, Royal Victoria Hospital Foundation, Society of Chemical Industry, Society of Sigma Xi.

ROGERS, Edward S.:

Albany Club, Canada Publishing Corp, Cantel Inc, Granite Club, Junior Achievement of Canada, Lyford Cay Club Nassau, Mercedes-Benz Canada Inc, Muskoka Lake Golf & Country Club, Premier Cablevision Ltd, Rideau Club, Rogers Broadcasting Ltd, Rogers Cablesystems Ltd, Rogers Cantel Mobile Communications, Rogers Communications Inc, Royal Canadian Yacht Club, Teleglobe Canada Inc, The Hull Group, The Toronto Club, Tory Tory DesLauriers & Binnington, Unitel Communications Inc, York Club.

SAUDER, William L.:

International Forest Products Ltd.

SINCLAIR, Helen K.: (18)

BankWorks Trading Inc, C.D. Howe Institute, Canadian Bankers Association, Canadian Payments Association, Financial Services Sectoral Advisory Group on International Trade, Harvard Business School Club of Toronto, Livingston Group Inc, Premier's Councils Ontario, Rideau Club, Social Sciences & Humanities Research Council of Canada, Stelco Inc, The Ticker Club, Toronto Lawn Tennis Club, University of Western Ontario, YMCA of Greater Toronto, York Club, York University.

SOBEY, Donald R.:

1986 World Congress on Education & Technology, AIESEC, Atlantic Shopping Centres Ltd, Camp Hill Medical Centre Foundation, Cape Breton Advisory Committee, Club de relations d'affaires Canada-France, Conference Board of Canada, Crombie Insurance UK Ltd, Dalhousie University, Empire Company Ltd, Jannock Ltd, Lawtons Drug Stores Ltd, Lloyd's of London, Maritime Telegraph and Telephone Co Ltd, Merchant Private Ltd, National Sea Products Ltd, Olympic Trust of Canada, Paribas Participations Ltée, PDI Inc, Port of Halifax Task Force, Sobeys Leased Properties Ltd, Sobeys Inc, Tibbetts Paints Ltd, Wajax Ltd.

SOPKO, Michael D.:

Board of Trade, Conference Board of Canada, Inco Ltd, Mining Association of Canada, Nickel Development Institute, Toronto Club.

THOMPSON, John M.:

IBM Corporation.

THOMSON, Richard M.:

CGC Inc, Eaton's of Canada Ltd, Hospital for Sick Children Foundation, Inco Ltd, S.C. Johnson and Son Inc, The Prudential Insurance Co of America, The T. Eaton Acceptance Co Ltd, The Thomson Corp.

WATSON, George W.:

Alberta Natural Gas Co Ltd, Conference Board of Canada, Great Lakes Gas Transmission Co, Tidal Resources Inc, Trans Québec & Maritimes Pipeline Inc, TransCanada PipeLines Ltd, Western Gas Marketing Ltd.

ZIMMERMAN, Adam H.:

Battery Technologies Inc, C.D. Howe Institute, Canadian Forest Industries Council, Canadian Pulp & Paper Association, Craigeleith Ski Club, Economic Investment Trust Ltd, Hospital for Sick Children Foundation, Institute of Chartered Accountants of Ontario, MacMillan Bloedel Ltd, Madawaska Club, Noranda Forest Inc, Noranda Inc, Roy Thomson Hall, Southam Inc, The Pittston Co, Toronto Golf Club, University of Toronto, University Club, World Wildlife Fund Canada, York Club, Zeta Psi.

Annexe 22

Imbrication multiple dans les entreprises

Page 214

- **ALCAN**
 - Jacques Bougie - Royal
 - John Evans - Royal
 - Edward Newall - Royal
 - Guy St-Pierre - Royal
 - David Morton - Scotia
 - Roger Phillips - Toronto-Dominion
- **BCE**
 - Jacques Bougie - Royal
 - Edward Newall - Royal
 - Guy St-Pierre - Royal
 - Victor Young - Royal
 - Ralph Barford - Montréal
 - Jean Monty - Montréal
 - Gerald Maier - Scotia
- **BELL**
 - Jacques Bougie - Royal
 - Jean Monty - Montréal
 - Guyline Saucier - Montréal
 - Robert Richardson - Toronto-Dominion
- **BOMBARDIER**
 - Peter Loughheed - Royal
 - Pierre Côté - Montréal
 - Philippe de Gaspé Beaubien - Toronto
- **CANADIAN PACIFIC**
 - Peter Loughheed - Royal
 - David O'Brien - Royal
- **DUPONT**
 - Allan Taylor - Royal
 - Stanley Milner - CIBC
 - Lloyd Barber - Scotia
- **FINANCIAL POST**
 - Yves Fortier - Royal
 - Gerald Maier - Scotia
 - Wendy Dobson - Toronto-Dominion
 - Robert Richardson - Toronto-Dominion
- **FORD**
 - Peter Loughheed - Royal
 - Conrad Black - CIBC
 - Donald Fullerton - CIBC
 - Isadore Sharp - Scotia
- **FORD**
 - William Davis - CIBC
 - Alfred Powis - CIBC
 - John Fraser - Montréal
- **IBM**
 - William Etherington - CIBC
 - Donald Fullerton - CIBC
 - Wendy Dobson - Toronto-Dominion
 - John Thompson - Toronto-Dominion
- **MCCAIN**
 - Wallace McCain - Royal
 - Victor Young - Royal

- Kendall Cork - Scotia
 Harrison McCain - Scotia
 David Morton - Scotia
- **MERCEDES-BENZ**
 Douglas Bassett - CIBC
 Cedric Ritchie - Scotia
 Edouard Rogers - Toronto-Dominion
 - **MOLSON**
 Edward Newall - Royal
 Lloyd Barber - Scotia
 Ralph Barford - Montréal
 Matthew Barrett - Montréal
 Eric Molson - Montréal
 Marshall Cohen - Toronto-Dominion
 - **NORANDA**
 Peter Loughheed - Royal
 Darcy Mc Keough - CIBC
 Alfred Powis - CIBC
 Barbara Rae - CIBC
 Kendall Cork - Scotia
 Adam Zimmerman - Toronto-Dominion
 - **NOVA**
 Edward Newall - Royal
 Richard Francis Haskayne - CIBC
 Graham Day - Scotia
 Robert Pierce - Scotia
 Cedric Ritchie - Scotia
 - **OLYMPIC TRUST**
 George Cohon - Royal
 Robert Peterson - Royal
 Victor Young - Royal
 Douglas Bassett - CIBC
 Richard Francis Haskayne - CIBC
 Peter Widdrington - CIBC
 Peter Bentley - Montréal
 Eric Molson - Montréal
 - Lorne Webster - Montréal
 Malcom Baxter - Scotia
 Cedric Ritchie - Scotia
 Donald Sobey - Toronto-Dominion
 - **PETRO-CANADA**
 David O'Brien - Royal
 Guylaine Saucier - Montréal
 Gerald Maier - Scotia
 Gail Cook-Bennett - Toronto-Dominion
 Brian MacNeil - Toronto-Dominion
 - **SEAGRAM**
 William Davis - CIBC
 Matthew Barrett - Montréal
 Leo Kolber - Toronto-Dominion
 - **SHELL**
 Robert Stewart - Royal
 Peter Bentley - Montréal
 John Fraser - Montréal
 Elisabeth Parr-Johnston - Scotia
 - **SNC**
 Guy St-Pierre - Royal
 Peter Widdrington - CIBC
 Jean Monty - Montréal

Annexe 23

Sociétés filiales (rapport annuel 1996)

Page 215

Royal Bank

Les principales filiales au Canada

33205988 Canada Inc	Toronto
Action en direct Banque Royale Inc	Richmond Hill
Banque Royale Holding Inc	Toronto
Compagnie d'assurance Voyageur	Brampton
Compagnie Trust Royal du Canada	Montréal
Corporation Placements Banque Royale	Toronto
Fonds d'investissements Royal Inc	Toronto
Gestion Assurances RBC Inc	Mississauga
Gestion de portefeuille Banque Royale Inc	Toronto
Gestion Placements TR Inc	Toronto
Immeubles Banque Royale Inc	Montréal
RBC Dominion valeurs mobilières Inc	Toronto
RBC Dominion valeurs mobilières Ltée	Toronto
Royal Bank DS Holding Inc	Toronto
RT Investment Management Holdings Inc	Toronto
Société de financement des exportations BR Ltée	Toronto
Société d'Hypothèques de la Banque Royale	Montréal
Société Trust Royal du Canada	Toronto
Westbury Canada Vie	Hamilton

Les principales filiales hors Canada

Chancellor Investments Limited (U.K.)	Londres
RBC Dominion Securities Corporation	New York
RBC Finance B.V. (Pays-Bas)	Amsterdam
RBC Holdings (USA) Inc	New York
RBC Investment Management (Asia) Ltd	Hong Kong
Royal Bank of Canada (Asia) Ltd	Singapour
Royal Bank of Canada AG	Francfort

Royal Bank of Canada Europe Ltd	Londres
Royal Bank of Canada Holdings (U.K.) Ltd	Londres
Royal Trust Bank (Asia) Ltd	Singapour

Les principales filiales dans les paradis fiscaux

Atlantis Holdings Ltd	Bridgetown, La Barbade
Finance Corporation of Bahamas Ltd	Nassau
Investment Holdings (Cayman) Ltd Caiman	George Town, Grand
Multinational Services (Cayman) Ltd Caiman	George Town, Grand
RBC Holdings (Bahamas) Ltd	Nassau
RBC Holdings (Guernsey) Ltd	Iles Anglo-Normandes
Royal Bank of Canada (Barbados) Ltd	Bridgetown, La Barbade
Royal Bank of Canada (Channel Islands) Ltd	Iles Anglo-Normandes
Royal Bank of Canada Financial Corp	Bridgetown, La Barbade
Royal Bank of Canada Insurance (Barbados) Company Ltd	Bridgetown, La Barbade
Royal Bank of Canada (IOM) Ltd	Ile de Man
Royal Bank of Canada (Jersey) Ltd	Iles Anglo-Normandes
Royal Bank of Canada Reinsurance (Cayman) Ltd Caiman	George Town, Grand
Royal Bank of Canada (Suisse)	Genève
Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Ltd	Nassau

Autres principales filiales (Statistique Canada - Cat.61-517)

16870 Alberta Ltd	Alberta
530977 Alberta Ltd	Alberta
336720 Alta Inc	Alberta
279676 B.C. Ltd	Colombie-Britannique
150474 Canada Inc	Ontario
150475 Canada Inc	Ontario
174584 Canada Inc	Québec
2777843 Canada Inc	Ontario
444112 Ontario Inc	Ontario
2864-6008 Québec Inc	Québec
338572 Resources Ltd	Colombie-Britannique
20 King West Holdings Ltd	Québec
20 King West Realty Inc	Québec
90 Sparks Holdings Ltd	Québec
90 Sparks Realty Inc	Québec
Accugraph Corporation	Ontario
Aetna Financial Services Ltd	Québec

Annexe 23 — SOCIÉTÉS FILIALES

Aluminart Products Ltd	Ontario
Arcon Canada Inc	Québec
Arctic Advertising Inc	Québec
AT Plastics Inc	Ontario
Avance International Inc	Colombie-Britannique
Barbican Properties Inc	Colombie-Britannique
Bay-Lea Industries Ltd	Ontario
Boulangerie St-Augustin Inc	Québec
Burns Try Capital Corporation	Ontario
Canada West Advisory Services Ltd	Colombie-Britannique
Canadian Insurance Group Ltd	Ontario
Canadian Power Funding Corporation	Ontario
Canadian Realty Inc	Québec
Canadian Realty Revenue Properties Ltd	Québec
Canadian Splitshare Corporation	Ontario
Cast (1983) Ltd	Bermudes
Cast Conbulklers Ltd	Bermudes
Cast Marine Holdings Ltd	Bermudes
Cast Marine Services Inc	Québec
Cast North America (1983)	Québec
Cast North America '83 (Trucking) Ltd	Québec
Cast North America (Agencies)	Québec
Cast Terminal Inc	Québec
Cast Terminal Services Inc	Québec
Cast Transport Inc	Québec
Central Capital Corporation	Nouvelle-Écosse
Charan Industries Inc	Ontario
Chargex Ltd	Ontario
Clinidata Inc	Québec
Commission Direct Inc	Ontario
Dominion Securities Capital Corporation	Ontario
Dominion Securities Graphics Ltd	Ontario
DS Marcil Inc	Ontario
DS Marcil Partnership	Ontario
Finlay Venture Capital Corporation	Colombie-Britannique
Finlay Forest Industries Ltd	Colombie-Britannique
FRI Corporation	Ontario
Globe Realty Holdings Ltd	Québec
Globe Realty Inc	Québec
Globe Realty Management Ltd	Ontario
Groupe Zimmcor Inc	Québec

Annexe 23 — SOCIÉTÉS FILIALES

Harpur Properties Ltd	Ontario
Harrington Ltd	Québec
HLD Investment Ltd	Colombie-Britannique
ICIC Holdings Ltd	Ontario
J.C. International Petroleum Ltd	Alberta
Lendco Inc	Colombie-Britannique
McKendry Quarries Ltd	Ontario
McNeil Mentha Securities Ltd	Québec
MDS Health Ventures Inc	Ontario
Moore Corporation Ltd	Ontario
Paramount Furniture Inc	Québec
Pemberton Holdings Ltd	Colombie-Britannique
Pemberton Houston Willoughby Investment Corporation	Colombie-Britannique
Pemberton Realty Corporation	Colombie-Britannique
PHW Leases No 1 Ltd	Colombie-Britannique
Pitfield Mackay Ross Inc	Ontario
Quantitative Integrated Trading Technologies Inc	Ontario
RBC Dominion Securities Pacific Inc	Ontario
RBC DS Financial Services Inc	Colombie-Britannique
RBC Trust Co	Ontario
Royal Bank Capital Corporation	Ontario
Royal Bank Capital Ltd	Ontario
Royal Bank Data Centres Inc	Québec
Royal Bank Data Centres Holdings Ltd	Québec
Royal Bank Leasing Inc	Ontario
Royal Bank Mutual Fund Services Inc	Québec
Royal Bank of Canada	Québec
Royal Bank of Canada International Ltd	Bahamas
Royal Bank Plaza Holdings Ltd	Québec
Royal Bank Plaza Inc	Québec
Royal Trustco Mortgage Finance Ltd	Colombie-Britannique
Royal Trustco Mortgage Finance II Ltd	Colombie-Britannique
Royal Trust Company	Ontario
Royal Trust Corporation of Canada	Ontario
RT Mortgage-Backed Securities II Ltd	Colombie-Britannique
RT Mortgage-Backed Securities Ltd	Colombie-Britannique
Ryan's Pet Food Inc	Ontario
RY II Financial Corporation	Ontario
RY NT Financial Corporation	Ontario
Security Card Systems Inc	Ontario
St-Lawrence Stevedoring Inc	Québec

SKY Jack Inc	Ontario
Teletech Financial Corporation	Ontario
TEL NT Ltd	Alberta
Tex-Park Ltd	Québec
The Graphic Shoppe Ltd	Ontario
U B & S Holdings Ltd	Ontario
Vedco Industries Ltd	Colombie-Britannique
Voyageur Travel Insurance Ltd	Ontario
Waterfurnace Inc	Ontario
Widex International Distribution Inc	Québec
Xebec Imaging Services	Ontario
YCL Resources Ltd	Ontario

Canadian Imperial Bank Of Commerce

Les principales filiales au Canada

1079879 Ontario Ltd	Toronto
167947 Canada Inc	Toronto
Bickford Entreprises	Toronto
CIBC BA Ltd	Toronto
Société d'hypothèque CIBC	Toronto
CIBC Holdings Corporation	Toronto
CIBC Wood Gundy Capital (SFC) Inc	Toronto
Comcheq Services Ltd	Winnipeg
Compagnie d'assurances générales CIBC Ltée	Toronto
Compagnie d'assurance-vie CIBC Ltée	Toronto
Compagnie de portefeuille d'assurance CIBC Ltée	Toronto
Compagnie Trust CIBC	Toronto
Compagnie Trust FirstLine	Toronto
Corporation CIBC Wood Gundy	Toronto
Corporation de développement CIBC	Toronto
Dominion Realty Company Ltd	Toronto
Finance CIBC Inc	Toronto
Financement d'Équipement CIBC Ltée	Toronto
Intria Inc	Toronto
La Personne compagnie d'assurance du Canada	Toronto
Placements CIBC Inc	Toronto
Services Investisseurs CIBC Inc	Toronto
Tilsmith Systems Inc	Toronto
Wood Gundy Inc	Toronto

Les principales filiales hors Canada

Canadian Imperial Bank of Commerce (New York)	Wilmington
Canadian Imperial Bank of Commerce (Suisse)	Genève
Canadian Imperial Holdings Inc (USA)	Wilmington
CIBC Asia Ltd	Singapour
CIBC Australia Ltd	Sydney
CIBC Australia Holdings Ltd	Sydney
CIBC Capital Corporation (USA)	Wilmington
CIBC Aviation Inc (USA)	Wilmington
CIBC Euroleasing S.p.A. (Italie)	Milan
CIBC Finanziaria S.p.A. (Italie)	Milan
CIBC Finance plc (UK)	Londres
CIBC Holdings GmbH	Francfort
CIBC International Trust Ltd (UK)	Londres
CIBC Leasing Inc (USA)	Wilmington
CIBC (U.K.) Holdings Ltd	Londres
CIBC Verwaltungs AG	Francfort
CIBC WG Argosy Merchant Fund 1, L.L.C. (USA)	Wilmington
CIBC WG Argosy Merchant Fund 2, L.L.C. (USA)	Wilmington
CIBC Wood Gundy Australia Pty Ltd	Sydney
CIBC Wood Gundy Capital Corporation (USA)	Wilmington
CIBC Wood Gundy Finance Ltd (Irlande)	Dublin
CIBC Wood Gundy Ireland Ltd	Dublin
CIBC Wood Gundy plc (UK)	Londres
CIBC Wood Gundy Ventures Inc (USA)	Wilmington

Les principales filiales dans les paradis fiscaux

C.H.O. Holdings Ltd (Barbados)	St-Michael
CIBC Bahamas Ltd	Bridgetown
CIBC Bank and Trust Company (Cayman) Ltd	Iles Caimans
CIBC Bank and Trust Company (Channel Islands) Ltd	Iles Caimans
CIBC Building Society (Barbados)	Bridgetown
CIBC Caribbean Ltd	Bridgetown
CIBC Finaz AG (Suisse)	Zurich
CIBC Fund Managers (Cayman) Ltd	Iles Caimans
CIBC Fund Managers (Guernsey) Ltd	Iles Caimans
CIBC General Insurance (Barbados) Ltd	Bridgetown
CIBC Holdings (Cayman) Ltd	Iles Caimans
CIBC (Hong Kong) Ltd	Iles Caimans
CIBC Jamaica Ltd	Bridgetown
CIBC Management Services (Guernsey) Ltd	Iles Caimans

CIBC Offshore Banking Services Corporation (Barbados)	Bridgetown
CIBC Offshore Services Inc (Barbados)	Bridgetown
CIBC Serviços Ltda	Iles Caimans
CIBC Trust and Merchant Bank (Barbados) Ltd	Bridgetown
CIBC Trust Company (Bahamas) Ltd	Iles Caimans
CIBC Trust Company (Channel Islands) Ltd	Iles Caimans
CIBC Trust and Merchant Bank Jamaica Ltd	Bridgetown
CIBC West Indies Holdings Ltd (Barbados)	Bridgetown
CIBC West Indies Offshore Banking Corporation (Barbados)	Bridgetown

Autres principales filiales (Statistique Canada - Cat.61-517)

136113 Canada Inc	Ontario
87188 Canada Ltd	Alberta
819774 Ontario Inc	Ontario
890269 Ontario Inc	Ontario
709525 Ontario Ltd	Ontario
870679 Ontario Ltd	Ontario
961287 Ontario Ltd	Ontario
Aluminart Products Ltd	Ontario
Beaufort Sea Programme Ltd	Ontario
Canadian Imperial Bank of Commerce	Ontario
Catalina Coupon Holdings Inc	Ontario
Catalina Coupons Systems Inc	Ontario
Chargex Ltd	Ontario
CIBC Asset Trading Inc	Ontario
CIBC Properties Inc	Alberta
CIBC Trust Company (Ceyman) Ltd	Iles Caimans
CIBC Trust Corporation	Québec
CIBC Venture Capital Corporation	Ontario
Commcorp Financial Services Inc	Ontario
Coupon Corporation Ltd	Ontario
Dilworth Holdings Ltd	Alberta
Eagle Precision Technologies Inc	Ontario
Edifice Dorchester-Commerce Inc	Québec
Ensis Corporation Inc	Ontario
Export Finance Corporation of Canada Ltd	Ontario
Husky Oil Holdings Ltd	Barbados
Hydro-Pontiac Inc	Québec
Imbank Nominees Ltd	Ontario
LIKA-SHING Group	Hong Kong
Mandate National Mortgage Corporation	Ontario

Marjon Investments Ltd	Ontario
MMF Management Inc	Ontario
Oland Construction Company Ltd	Alberta
Ordinateurs Hypocrat Inc	Québec
Star Data Systems Inc	Ontario
Selcast Canadian Holdings Ltd	Ontario
Taransay Investments Ltd	Ontario
TLS Financial Ltd	Ontario
Transatlantic Trust Corporation	Ile-du-Prince Edouard
Valbay Hotel Ltd	Ontario
Wilamour Resources Ltd	Ontario
Wood Gundy Investments Ltd	Ontario
Wood Gundy Mortgage Corporation	Ontario
Wood Gundy Realty Ltd	Ontario
Wood Gundy Scarliffe Inc	Ontario

Bank Of Montreal

Les principales filiales canadiennes

Cebra Inc	Toronto
Corp. d'investissement en capital Banque de Montréal	Toronto
Inetco Systems Ltd	
Nesbitt Burns Corporation Ltd et filiales	Montréal
Partenaires en capital BMO-Nesbitt Burns Inc	Toronto
Placements immobiliers BMRI	Toronto
Services d'investissement Banque de Montréal Ltée	Toronto
Société de gestion de placements Banque de Montréal Ltée	Toronto
Société de la fiducie Banque de Montréal	Toronto
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Ltée	Toronto

Les principales filiales hors Canada

Aberware plc, Irlande	Dublin
Bankmont Financial Corp, USA	Wilmington
Bank of Montreal Asia Ltd	Singapour
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Ltd, UK	Londres
Bank of Montreal Europe Ltd, UK	Londres
BMO Financial Inc USA	Wilmington
BMO Ireland Finance Company	Dublin
BMO Leasing (U.S) Inc	Wilmington

BMO Nesbitt Burns International Ltd, UK	Londres
First Canadian Assessoria e Serviços Ltda, Brésil	Rio de Janeiro
Harris Bankcorp Inc et filiales USA	Chicago et Dover
Harris Futures Corporation USA	Wilmington
Nesbitt Burns Securities Inc et filiale USA	Chicago
HGC Bank USA	Chicago

Les principales filiales dans les paradis fiscaux

Bank of Montreal (Barbados) Ltd	Bridgetown
Concordia Insurance Corporation	Bridgetown

Autres principales filiales (Statistique Canada - Cat.61-517)

133316 Canada Ltd	Ontario
133317 Canada Ltd	Ontario
133318 Canada Ltd	Ontario
149711 Canada Ltd	Ontario
151412 Canada Ltd	Ontario
154087 Canada Ltd	Ontario
154088 Canada Ltd	Ontario
154089 Canada Ltd	Ontario
154090 Canada Ltd	Ontario
154091 Canada Ltd	Ontario
587076 Ontario Ltd	Ontario
587445 Ontario Inc	Ontario
587446 Ontario Inc	Ontario
587447 Ontario Inc	Ontario
596458 Ontario Ltd	Ontario
604968 Ontario Ltd	Ontario
697977 Ontario Ltd	Ontario
697978 Ontario Ltd	Ontario
697980 Ontario Ltd	Ontario
697981 Ontario Ltd	Ontario
Bank of Montreal Investment Management Ltd	Québec
Bank of Montreal Investor Services Ltd	Québec
Bank of Montreal Leasing Corporation	Ontario
Bank of Montreal Realty Development Inc	Québec
Bank of Montreal Receivables Management Corp	Ontario
Bank of Montreal Securities Canada Ltd	Québec
Beaufort Sea Programme Ltd	Ontario
Dominion & Anglo Investment Corp Ltd	Ontario
Grafton Group Ltd	Ontario

Nesbitt Thomson Corporation Ltd	Québec
Nesbitt Thomson Financial Services Ltd	Ontario
Nesbitt Thomson Inc	Ontario
Nesbitt Thomson Investment Funds Inc	Ontario
Nesbitt Thomson Investment Holdings Ltd	Ontario
Nesbitt Thomson Ltée	Québec
Nesbitt Thomson Realty Ltd	Ontario

Scotia Bank

Les principales filiales canadiennes

Compagnie Montreal Trust	Montréal
Compagnie Montreal Trust du Canada	Montréal
Courtage Réduit Scotia Inc	Toronto
Gestion de portefeuille Scotia Ltée	Toronto
Immeubles Banque de Nouvelle-Écosse Inc	Toronto
Immeubles Scotia Québec	Toronto
KBI Investment Fund Inc	Toronto
Kings Place II Ltd	Toronto
Kings Place Operations Ltd	Fredericton
Market Square Leaseholds Ltd	St-John
Monro Services Corporation	Montréal
Monrusco & Associés Inc (51%)	Montréal
Montreal Trustco Inc	Toronto
MTCC Security Agent Corporation	Montréal
Placements Scotia Inc	Toronto
RoyNat Inc	Montréal
RoyNat Management Inc	Montréal
ScotiaMcLeod Inc	Toronto
ScotiaMcLeod Corporation	Toronto
ScotiaMcLeod Financial Services Inc	Toronto
ScotiaMcLeod financial Services (Ontario) Inc	Toronto
ScotiaMcLeod Holdings Inc	Toronto
ScotiaVie, compagnie d'assurance	Toronto
Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse	Toronto
Société de financement des exportations BNE	Toronto
Société de gestion immobilière Scotia Ltd	Toronto
Scotia Générale Compagnie d'assurance	Toronto
Société hypothécaire Scotia	Scarborough
Structured MBS Incorporated	Toronto
Tour Scotia Ltée	Montréal

Les principales filiales hors Canada

Banco Quilmes (Argentine)	Buenos Aires
Banco Sud Americano (Chili)	Santiago
Bank of Nova Scotia Asia Ltd	Singapour
Bank of Nova Scotia Trust Company of New York	New York
BNS international (Hong Kong) Ltd	Hong Kong
Boracay Limited	Hong Kong
Grupo Financiero Inverlat SA	Mexico
Nova Scotia Inversiones Limitada	Santiago
Scotiabank (Coatbridge Centre) Ltd	Edimbourg
Scotiabank (Ireland) Ltd	Dublin
Scotiabank (U.K.) Ltd	Londres
Scotia Capital Markets (USA) Inc	New York
ScotiaMcLeod (Hong Kong) Inc	Hong Kong
Scotiabank (Asia) Ltd	Hong Kong
Solidbank Corporation (Philippines)	Manila

Les principales filiales dans les paradis fiscaux

Bank of Nova Scotia Berhad (Malaysia)	Kuala Lumpur
Bank of Nova Scotia Channel Islands Ltd	Jersey
Bank of Nova Scotia International Ltd	Nassau
Bank of Nova Scotia Jamaica Ltd	Kingston
Bank of Nova Scotia Trinidad & Tobago Ltd	Port of Spain
Bank of Nova Scotia Trust Company (Bahamas) Ltd	Nassau
Bank of Nova Scotia Trust Company (Caribbean) Ltd	Bridgetown
Bank of Nova Scotia Trust Company (Cayman) Ltd	Iles Caïmans
Bank of Nova Scotia Trust Company Channels Islands Ltd	Jersey
BNS International (Barbados) Ltd	Warrens
Corporacion Mercaban de Costa Rica SA	San Jose
Maduro & Curiel's Bank N.V. Antilles	Curaçao
Scotiabank (Anguilla) Ltd	West Indies
Scotiabank de Costa Rica SA	San Jose
Scotiabank de Puerto Rico	Hato Rey
Scotiabank Jamaica Trust & Merchant Bank Ltd	Kingston
Scotia Insurance (Barbados) Ltd	Warrens
Scotia International Ltd (Bahamas)	Nassau
Scotia Jamaica Building Societe	Kingston
Scotia Mercantile Bank	Iles Caïmans
Scotia Realty Antilles N.V.	Saint-Martin
Scotia Realty Bahamas Ltd	Nassau
Scotia Realty Cayman Ltd	Iles Caïmans

ScotiaValores Puesto de Bolsa S.A. (Costa Rica)	San Jose
West India Company of Merchant Bankers Ltd (Jamaïque)	Kingston

Autres principales filiales (Statistique Canada - Cat.61-517)

202492 Alberta Ltd	Alberta
346048 Alberta Ltd	Alberta
418430 Alberta Ltd	Alberta
133657 Canada Inc	Québec
2773392 Canada Ltd	Ontario
2812355 Canada Ltd	Ontario
623855 Ontario Inc	Ontario
968722 Ontario Inc	Ontario
Acadia Trust Company	Nouvelle-Écosse
Apirco Inc	Ontario
Bank of Nova Scotia	Ontario
Bank of Nova Scotia Properties Inc	Quebec
B Corp	Quebec
Brigdon Resources Inc	Alberta
Brunswick Square Ltd	Nouveau-Brunswick
Calgary Centre Holdings Ltd	Alberta
Canadian Depository For Securities Ltd	Ontario
Candev Financial Services Ltd	Ontario
Canwest Gas Supply Inc	Colombie-Britannique
Chargex Ltd	Ontario
Commercial Financial Corp (1991) Ltd	Ontario
Commercial Financial Corporation Ltd	Ontario
Crédit Foncier Franco-Canadien Canada Inc	Québec
Export Finance Corporation of Canada Ltd	Ontario
Farrence Ltd	Ontario
Fonds Croissance Québec Inc	Québec
Fredericton Developments Ltd	Nouvelle-Écosse
Hascgo Equity Investments Ltd	Ontario
ICIC Holdings Ltd	Ontario
MacYoung Leasing Ltd	Ontario
McLeod Young Weir Leasing Ltd	Ontario
McLeod Young Weir Leasing (1) Ltd	Ontario
McLeod Young Weir Leasing (2) Ltd	Ontario
McLeod Young Weir Leasing (3) Ltd	Ontario
McLeod Young Weir & Ratcliffe Securities Ltd	Ontario
McLeod Young Weir Realty Services Ltd	Ontario
MH Properties Group	Ontario

Montgesco Inc	Québec
Montreal Trustco Capital Markets Group Inc	Québec
Montreal Trustco Inc	Québec
Montreal Trustco Leasing Inc	Ontario
Montreal Trust Securities Inc	Québec
Montrusco Associates Inc	Ontario
Newco Developments Inc	Colombie-Britannique
Newgrowth Corporation	Ontario
Oscar Dubé & Cie Inc	Québec
Place Montreal Trust Inc	Québec
Prince Edouard Island Trust Co	Ile-du-Prince Edouard
Radio Dartmouth Ltd	Nouvelle-Écosse
Scotia Centre Ltd	Alberta
ScotiaMcLeod (B.C.) Inc	Ontario
ScotiaMcLeod International Inc	Ontario
ScotiaMcLeod Real Estate Inc	Ontario
Scotia Securities Inc	Ontario
Scotia-Toronto Dominion Leasing Ltd	Ontario
Scotia Ventures Ltd	Ontario
Shieldings Incorporated	Ontario
Spring Garden Development Corporation	Nouvelle-Écosse
St James McGill Realty Co Ltd	Québec
Techno-Caoutchouc Inc	Québec
Treal Properties Ltd	Ontario
Utility Corporation	Ontario
Victoria County Railway Company Ltd	Ontario
Wellington Capital Markets Inc	Ontario
Western Moving Co Ltd	Alberta
Western Star Trucks Capital Ltd	Colombie-Britannique
William Hawkins Ltd	Ontario

Toronto Dominion Bank

Les principales filiales canadiennes

Business Windows Inc	Toronto
Crédit-bail Toronto Dominion Ltée	Toronto
Gestion de Placements TD Inc	Toronto
Green Line Investor (Hong Kong) Inc	Toronto
Groupe TD Capital Ltd	Toronto
Services Financiers TD Evergreen Inc	Toronto

Société d'affacturage TD Ltd	Edmonton
Société de fiducie TD	Toronto
Société d'hypothèques Pacifique TD	Toronto
Société d'hypothèques TD	Toronto
TD Finance Ltd	Toronto
Toronto Dominion Compagnie d'assurance générale	Toronto
Toronto Dominion Compagnie d'assurance-vie	Toronto
Toronto Dominion Realty Ltd	Toronto
Valeurs Mobilières TD Inc	Toronto

Les principales filiales hors Canada

Green Line Investor Services (USA) Inc	New York
TD Ireland	Shannon
TD Reinsurance (Barbados) Inc	Bridgetown
Toronto Dominion Australia Ltd	Melbourne
Toronto Dominion Bank Europe Ltd	Londres
Toronto Dominion Bank Trust Company	New York
Toronto Dominion Finance (UK) Ltd	Londres
Toronto Dominion Holdings (UK) Ltd	Londres
Toronto Dominion Holdings (USA) Inc	Houston
Toronto Dominion International Ltd	Londres
Toronto Dominion Investments B.V.	Amsterdam
Toronto Dominion Investments Inc	Houston
Toronto Dominion Investments Ltd	Londres
Toronto Dominion (New York) Inc	New York
Toronto Dominion Securities Pty Ltd	Melbourne
Toronto Dominion Securities (USA) Inc	New York
Toronto Dominion (South East Asia) Ltd	Singapour
Toronto Dominion (Texas) Inc	Houston
Toronto Dominion (UK) Ltd	Londres
Waterhouse Asset Management Inc	New York
Waterhouse Investor Services Inc	New York
Waterhouse National Bank	New York
Waterhouse Securities Inc	New York

Les principales filiales dans les paradis fiscaux

TD Trust (Bermuda) Ltd	Bridgetown
Toronto Dominion (Caribbean) Inc	Bridgetown

Autres principales filiales (Statistique Canada - Cat.61-517)

573406 Saskatchewan Ltd	Saskatchewan
Algonquin Power Corporation Inc	Ontario

Annexe 23 — SOCIÉTÉS FILIALES

Alta Surety Company	Québec
Apollo Environmental Systems Corporation	Ontario
Ambro Enterprises Inc	Québec
Beaufort Sea Programme Ltd	Ontario
Chargex Ltd	Ontario
Czar Resources Ltd	Alberta
E.C.W. Leaseholds Ltd	Alberta
ECWN Holdings Inc	Alberta
Edmonton Centre Ltd	Alberta
Edmonton Centre West Ltd	Alberta
Gravure International Capital Corporation	Manitoba
Gwil Industries Inc	Colombie-Britannique
ICIC Holdings Ltd	Ontario
Marathon Brokerage Inc	Colombie-Britannique
Pacific Centre Ltd	Colombie-Britannique
Penlim Investments Ltd	Ontario
Scotia-Toronto Dominion Leasing Ltd	Ontario
Simcoe Place Leaseholds Ltd	Ontario
TD Evergreen Investment Services Inc	Ontario
TD Factors Ltd	Alberta
TD Nordique Inc	Ontario
T.E.C. Leaseholds Ltd	Ontario
Teletech Financial Corporation	Ontario
Terbert Investments Properties Ltd	Ontario
Toronto Dominion Bank	Ontario
Toronto Dominion Centre Ltd	Ontario
Toronto Dominion Export Finance Company Ltd	Ontario
Toronto Dominion Place Ltd	Ontario
Toronto Dominion Realty Company Ltd	Ontario
Vari-Staff Ltd	Ontario

Annexe 24

Gestionnaires et conseillers en placements des sociétés de fonds mutuels, 1996

Page 236

20/20

Acorn Ventures Inc

Acuity Investment Management

AGF

Alliance Capital Management

Altamira

Ami

Baird Asset Management

Bancomer SA

Bankers Trust Company

Banque Laurentienne

Barclays Global Investors

Baring

BEA Associates

Bissett & Ass.

Black Investment Management

Bluewater Management

Bolton Tremblay Inc.

Bonham & Co

Borden & Elliott

Brandes Investment Partners

BT Fund Manager

CA Delaney Capital

Canagex

CEF Investment

Chescor Capital

City of London Invest. Management

Connor, Clark & Lunn

Conseillers Financiers St-Laurent

Crédit Suisse Asset Management

CSA Entreprises

Cursor-Eaton Asset Management

Deacon Capital

Deans Knight Capital Management

Delaware International Adv.

Di Tomasso Group

Driehaus Capital Management

Edinburgh Fund Managers

Elliott & Page

Equitable

Fischer, Francis, Trees & Watts

Five Continents

Gartmore Capital

Gestion de Placements TPR

Globalvest

Goodman & Co

Greydanus, Boeckh & Ass.

Gryphon

Guardian Capital

Hansberg

Harris Investments

Harris Bretall Sullivan & Smith

Henderson Investors

I.A Michael Inv. Counsel

I.G International Manager

IAI International

Indosuez Asset Management

Integra Capital Financial Group

Investors Group	Peter Cundill
J. Zechner Associates	Peregrine Asset Management
Jardine Flemming	Perpetual Portfolio Manager
Jarislowsky Fraser & Co	Phillips Hager & North
Jones Heward	Pictet International Manag
JP Morgan Investment Management	Placements T.A.L
JR Senecal & Ass. Investment	RB Coleman Consulting
Kens Knight Capital	RBC Investment Management
Kleinwort Guardian	Riverside Capital Advisers
Knight, Bain, Seath & Holbrook	Rothschild Asset
Laketon Investment Management	Royal Bank Investment
LatInvest Management	RT Capital Management
Leon Fraser & Ass.	Salomon Brothers Asset Manag.
Lepercq, de Neufelize & Co	Sceptre Investment
Lincluden	Schatcher Asset Manag.
M.K Wong & Ass.	Schroder Capital Manag. International
Mackenzie Financial	State Street Research & Management
Manulife Financial	Sunimco (Sun Life)
Manulife International	T. Rowe Price Associates
Morgan Stanley Asset Management	TCW Asia
Martin Currie Investment Management	Templeton
McLean Budden	Thornton Management
MFS Asset	Trust Général du Canada
MOF Management	UBS International Investment
Morrison Williams Inv. Manag.	Value Line
Moss, Lawson & Co	Van Berkom et Ass.
National Trust	Weiss, Pack & Greer
Natrusco	Wellington Management Cie
Newcastle Capital Management	WorldInvest
Nigel Stephens Counsel	Zweig/Glaser Advisers
Nikko International	
O'Donnell Investment Management	
Oechsle International	

ANNEXE 25

Comptables agréés des sociétés de fonds mutuels, 1996

Page 235

- **Arthur Andersen**
CIBC, Clean environment, GT Global, Middlefield, Navigator et TD
- **BDO Dunwoody**
Associate Investors
- **Caron Bélanger-Ernst & Young**
Ficadre
- **Clarke Henning**
Canadian Dental
- **Coopers & Lybrand**
AIC, AIM, Atlas, Bank of Montreal, Beutel Goodman, BPI, Capital Alliance, CI Mutual, Clarington, Concorde, Dynamic, Elliott & Page, Fesa, Fidelity, First Ontario, Global Strategy, Invesco, Jones Heward, OHA Group, Sceptre, Scudder, Stone & Co., Talvest, Templeton et Trust prêt et revenu
- **Deloitte & Touche**
Altamira, Caldwell, Canada Trust, Ethical, GBC Assett, McLean Budden, Millenia III, Montrusco, National Life, O'Donnell, Phillips Hager & North, Sagit, et Spectrum United
- **Doane Raymond**
Cassel Blaikie
- **Ellis Foster**
Lotus et Special Opportunities
- **Ernst & Young**
Bissett, Greystone, HRL, ICM, Laurentian, Manuvie Cabot, Maxxum, Mutual Life Scotia Excelsior, Spectrum United, Triax, Trimark et Working Venture

- **Gauthier, Parenteau**
Médecins Omnipraticiens
- **Gaviller & Co**
National Trust
- **Hay & Watson**
Working opportunities
- **Hilborn Ellis Grant**
Saxon
- **KPMG**
All Canadian, Cundill, Gold Fund, Hongkong Bank, Investors, Leith Wheeler, Mackenzie, Merrill Lynch, Millennium, Pacific Capital, Pacific, Professionnels du Québec, Pursuit, Resolute Growth Fund, Resource, Retrocom, Rothschild, Strategic Value et TD
- **Malette Maheu**
Cote 100 et SSQ Vie
- **Price Waterhouse**
20/20, AGF, Ami, BNP, Canadian Anaesthetists, CIBC, Entertainment Venture, Guardian Mutual Funds, Marathon, MD, Royal Trust, Royal Bank, Standard Life et Tradex
- **Raymond, Chabot, Martin, Paré**
Desjardins Laurentienne, Ferique, Fonds Optimum, InvesNat et Vision
- **Samson, Bélair/Deloitte & Touche**
Industrielle Alliance, Réa et Trust Général
- **Smith, Nixon & Co**
University Avenue
- **Zeifman & Co**
Friedberg Mercantile

ANNEXE 26

Les sociétés de fiducie des fonds mutuels, 1996

Page 238

- **Canada Trust:** Jones Heward, CT Mutual, Prudential et Tradex
- **CSA Management Enterprises:** Gold Fund
- **Fiducie Desjardins:** Médecins Omnipraticiens et Fonds Desjardins
- **Investors Group:** Merrill Lynch
- **Laurentian Trust of Canada:** Elliott & Page
- **Montreal Trust :** Clean Environment, Ontario Teachers, Sagit et Mutual
- **National Trust:** Greystone, Lotus, OHA Group et Resource
- **R-M Trust:** BPI
- **Royal Trust:** Ami Associates, Canadian Anaesthetists, Friedberg Mercantile, Pursuit et Royal Bank
- **Scotia Trust:** Scotia Excelsior
- **Star Data Systems Inc:** Triax
- **Trust of Montreal Bank:** Cundill
- **Trust Général du Canada:** Férique, Fond BNP, Fonds Optimum, InvesNat et Trust Général
- **TD Trust:** All Canadian, TD Green Line et Trimark

Annexe 27

Conseillers juridiques de sociétés de fonds mutuels, 1995, 1996

Page 239

- **Aird & Berlis**, Toronto
Ami, Fesa et Tradex
- **Borden & Elliot**, Toronto
Fidelity Group
- **Cassels Brock & Blackwell**
Canadian Anaesthetists
- **Davies, Ward & Beck**, Toronto
Middlefield
- **Fasken Campbell Godfrey**, Toronto
Elliott & Page, Retrocom et Strategic Value
- **Fogler Rubinoff**
Friedberg Mercantile
- **Goldman, Spring, Schwartz & Kichler**, North York
Retrocom
- **Gowling, Strathy & Henderson**, Toronto
Triax
- **Hooey, Remus**, Toronto
Associate Investors
- **Lawson Lundell Lawson & McIntosh**, Vancouver
Lotus Group
- **McCarthy Tétrault**, Toronto
Middlefield et TD Green Line
- **McLeod Dixon**, Calgary
Mawer

- **McMillan Binch**
Working Venture
- **Ogilvy Renault**, Toronto
Middlefield
- **Osborne Clarke**, London
Middlefield
- **Tory Tory DesLauriers & Binnington**, Toronto
GT Global et TD Green Line
- **Weir & Foulds**, Toronto
Clean Environment

Annexe 28
Les 159 entreprises financières
 Page 253

Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés
QUÉBEC			
Mouvement Desjardins	83 154 000	8 846 000	49 000
Caisse de dépôt	57 214 000	5 032 000	224
Banque Nationale	53 134 445	4 199 981	11 992
Power Corporation	31 288 517	6 595 477	8 300
Indust.-Alliance Ass.-vie	7 466 471	1 447 942	1 056
Lévesque Beaubien Geoffrion	6 640 618	345 924	1 414
Trust Général du Canada	2 620 012	245 238	—
ING Canada	2 175 871	1 240 285	2 625
Fonds de solidarité	1 882 366	1 800 000	232
AXA Canada	1 751 198	985 786	2 110
SSQ Vie	1 186 266	416 664	651
MFQ Vie	884 753	210 878	304
Groupe Optimum	510 000	320 000	607
Sous-total:	249 908 517	31 686 175	78 515
CANADA ANGLAIS			
Royal Bank	217 950 000	16 474 000	48 205
CIBC	199 041 000	14 878 000	41 606
Bank of Montreal	169 832 000	13 000 000	33 468
Bank of Nova Scotia	157 261 000	12 402 000	34 592
Toronto-Dominion Bank	125 644 000	9 071 000	26 815
CT Financial Services	54 963 000	4 400 000	13 000
Manulife Financial	47 243 000	9 893 000	8 400
Sun Life Assurance	45 567 000	10 721 000	15 250
Canada Trustco Mortgage	44 695 000	3 591 000	13 000

Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés
CIBC Wood Gundy Securities	38 446 630	2 436 138	2 405
Scotia Capital Markets	35 200 000	790 000	1 960
RBC Dominion Securities	34 212 122	1 390 422	4 350
Nesbitt Burns Group	28 398 010	958 685	3 660
Great-West Life Assurance Mutual Group	27 999 514	5 883 959	7 214
Trilon Financial Corp.	27 821 000	3 961 000	6 000
London Insurance Group	27 110 000	6 217 000	18 000
Canada Life Assurance	24 811 000	5 674 000	11 327
TD Securities	22 361 449	5 095 915	3 954
National Trustco	22 264 387	781 032	2 000
National Trust Company	15 081 731	1 349 193	3 535
Montreal Trustco	15 042 558	1 336 497	3 747
Royal Trust	14 735 232	301 000	3 000
First Marathon	12 710 163	1 353 829	6 000
Metropolitan Life Insurance	11 093 289	259 457	562
Crown Life Insurance	6 662 848	1 416 163	1 718
Midland Walwyn	5 800 316	1 315 526	1 300
Fairfax Financial Holdings	5 796 300	723 351	3 329
Independent Order Foresters	5 778 389	1 475 815	4 000
Savings Credit Union	5 346 903	796 016	1 324
Edper Group	4 802 629	377 808	1 265
Maritime Life Assurance	3 734 265	288 572	20
Royal Insurance Co.	3 392 457	908 280	800
Credit Union Central B.C.	2 718 953	1 148 499	2 257
Zurich Canada	2 689 412	172 371	185
Credit Union Central Sask.	2 600 243	922 728	1 683
Aetna Life Insurance	2 572 319	211 947	253
Newcourt Credit Group	2 175 800	690 700	720
General Accident Assurance	2 164 000	171 589	950
Wawanesa Mutual Insurance	2 022 241	1 065 173	1 479
Co-operators General Insur.	1 962 047	1 004 996	1 390
Metro Savings Credit Union	1 871 560	976 402	3 500
Savings Credit Union	1 808 167	151 797	650
	1 717 466	136 744	500

Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés
State Farm Group	1 707 725	892 313	1 164
Economical Insurance Group	1 484 845	743 665	1 382
Avco Financial Services	1 478 696	296 368	1 263
Transamerica Life Insurance	1 474 990	459 068	282
Can. General Insurance Group	1 381 000	605 046	750
Seaboard Life Insurance	1 303 921	412 995	317
Empire Life Insurance	1 265 751	364 389	516
Pacific Coast Savings	1 224 824	116 893	540
Co-operators Life Insurance	1 223 891	345 765	350
Prudential Insurance Co.	1 171 361	615 086	80
Credit Union Central Ontario	1 147 836	93 907	227
Guardian Group	1 093 546	581 391	849
NN Life Insurance Co.	1 051 653	308 775	222
Dominion General Insurance	1 035 532	588 589	845
Liberty Mutual Group	990 400	547 500	500
Sears Acceptance	967 619	370 282	1 004
Investors Group Trust Co.	965 185	110 310	—
Co-operative Trust Co.	955 365	86 279	—
Civil Serv. Co-operative Credit	905 503	69 674	300
Capital City Savings	859 616	71 348	339
Pilot Insurance	857 135	452 216	425
First Heritage Savings	853 379	72 532	400
Commercial Union Life Ass.	848 604	206 302	143
Niagara Credit Union	810 343	62 129	332
John Deere Credit	774 715	91 743	125
Credit Union Central Alberta	753 015	62 178	336
Royal Life Insurance Co.	752 465	169 155	139
HEPCOE Credit Union	742 246	60 554	239
Equitable Life Insurance Co.	728 243	187 234	361
Hudson's Bay Acceptance	724 070	298 298	—
Zurich Life Insurance Co.	719 484	180 496	345
Fahnestock Viner Holdings	712 597	291 794	930
Commcorp Financial	712 252	136 619	360

Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés
Co-operative Credit Manitoba	710 177	57 297	182
Steinbach Credit Union	688 986	44 162	134
Credit Union Central Canada	683 484	45 488	55
First Calgary Savings Credit	669 588	55 659	273
Sherwood Credit Union	662 094	55 186	285
Delta Credit Union	625 899	49 245	244
Citizens Trust	605 423	48 629	—
Fraser Valley Credit	601 023	50 196	247
North Shore Credit	588 002	47 250	213
Merchant Private	541 857	40 030	40
West. Savings Credit	527 548	46 805	180
Goran Capital	522 286	314 401	700
Saskatoon Credit Union	483 535	43 018	200
Merchant Private Trust	473 399	26 953	—
Trimark Trust	471 475	48 679	95
Island Savings Credit	404 683	35 224	202
Valley First Credit	387 985	36 914	239
Pembridge	384 848	209 035	275
Border Credit Union	366 584	27 730	92
St-Willibrord Community	348 512	30 010	127
Home Capital Group	346 817	32 985	50
Yorkton Securities	319 828	144 748	470
Peace Hills Trust	317 581	27 296	—
Sous-total:	1 530 508 821	157 640 437	358 741
ÉTATS-UNIS			
General Motors Accept. Corp.	8 125 992	1 405 074	696
Ford Credit	7 965 661	1 351 571	495
Citibank	6 270 133	405 035	1 056
General Electric	5 565 280	1 600 868	2 178
BT Bank	3 594 234	26 861	75
Bank of America	2 967 704	157 886	400
E-L Financial Corporation	2 460 983	964 533	1 500
Chrysler Credit	1 963 700	311 448	176

Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés	
Household Financial	1 952 354	279 545	830	
J.P. Morgan	1 369 440	—	—	
Beneficial Holdings	972 619	178 751	800	
Republic National Bank	893 984	63 751	125	
Chase Manhattan Bank	804 271	39 381	47	
Chemical Bank	692 880	53 214	—	
First Chicago NBD Bank	590 700	42 623	54	
Sous-total:	46 189 935	6 880 541	8 432	
Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés	Pays
AUTRES PAYS				
Hongkong Bank	21 506 000	1 536 000	3 894	Gr.-Bretagne
Deutsche Bank	5 424 282	—	348	Allemagne
Société Générale de France	3 515 404	218 167	195	France
Credit Suisse First Boston	3 093 510	153 638	110	Suisse
ABN AMRO Bank	3 007 192	229 504	171	Pays-Bas
Bank of Tokyo-Mitsubishi	2 941 240	162 496	68	Japon
Crédit Lyonnais	2 376 455	137 328	94	France
Banque Nationale de Paris	2 199 006	128 898	259	France
Banca Commerciale Italiana	1 941 481	137 405	279	Italie
Union Bank of Switzerland	1 874 040	219 292	000	Suisse
Canadian Western Bank	1 754 072	143 865	359	Japon
Fuji Bank	1 142 141	68 001	37	Japon
Sanwa Bank	1 123 696	68 162	37	Japon
Underwriters, Members Lloyd's	1 117 084	452 939	—	Gr.-Bretagne
Swiss Bank	1 036 431	132 096	173	Suisse
Sakura Bank	970 078	58 987	35	Japon
National Westminster Bank	928 847	66 163	36	Gr.-Bretagne
Dresdner Bank	899 604	60 177	31	Allemagne
Sumitomo Bank	870 367	60 270	26	Japon
Industrial Bank of Japan	808 192	59 857	26	Japon
Dai-ichi Kangyo Bank	784 431	53 086	35	Japon
GAN Canada Group	636 459	220 882	306	France
Paribas Bank	582 897	41 498	28	France

Annexe 28 — LES 159 ENTREPRISES FINANCIÈRES

Sociétés	Actifs 000 \$	Revenus 000 \$	Employés	Pays
Korea Exchange Bank	378 543	30 144	100	Corée
National Bank of Greece	374 118	31 378	185	Grèce
Sous-total:	61 285 570	4 470 233	6 832	
DIVERS				
Canada Mortgage & Housing Export Development Corp.	17 623 922	1 703 326	2 645	
Alberta Treasury Branches	9 706 000	890 000	614	
Farm Credit Corp.	8 818 567	810 714	3 246	
Business Development Bank	4 371 435	407 517	789	
Ontario Savings Office	3 603 393	376 600	1 000	
Agriculture Financial Services	2 279 130	145 655	190	
	1 162 348	398 863	399	
Sous-total:	47 564 795	4 732 675	8 883	
TOTAL:	1 935 457 638	205 410 061	461 403	

Annexe 29
Les 500 plus grandes sociétés
Page 255

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
QUÉBEC FRANÇAIS			
Bombardier	8 000 000	6 435 900	41 000
Power Corporation	6 895 806	32 132 924	10 300
Québécor	6 253 290	6 959 440	33 700
Provigo	5 832 500	1 193 500	22 000
Métro-Richelieu	3 266 000	663 100	6 258
Cascades	2 101 106	1 873 983	8 000
Domtar	1 977 000	2 709 000	7 300
Coopérative fédérée Qc	1 790 946	515 709	5 849
Groupe Jean Coutu	1 479 005	651 485	8 892
Groupe SNC-Lavalin	1 361 817	985 622	6 200
Gaz Métropolitain	1 149 546	1 749 361	1 466
GTC Transcontinental	1 045 000	739 240	6 993
Agropur	1 038 420	305 423	2 700
Tembec	990 839	1 914 190	3 700
Groupe Vidéotron	846 930	3 257 315	5 000
Transat AT	779 157	308 927	3 064
UAP	749 320	496 671	5 300
Groupe Ro-Na Dismat	656 850	142 291	375
Groupe Canam-Manac	626 721	485 730	4 048
St-Laurent Paperboard	456 994	668 728	1 800
Culinar	445 780	246 546	4 000
Réno-Dépôt	431 406	110 005	2 500
Alliance Produits Forestiers	424 000	552 800	2 000
Groupe BMTC	423 330	161 801	1 200

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Cambior	418 121	1 099 785	1 900
Groupe Brochu-Lafleur	410 000	400 000	1 450
Alimentation Couche-Tard	368 624	66 712	1 850
Spruce Falls Acquisition	347 242	457 082	1 230
C-MAC Industries	318 040	200 860	2 082
Acier Leroux	311 450	175 375	625
Multi-Marques	300 000	211 000	3 100
Groupe Lactel	298 824	119 880	730
Aventure Electronique	295 480	130 936	1 616
Fonorola	276 271	246 515	585
Intertape Polymer Group	271 277	348 578	1 200
CFCF	267 119	555 910	1 196
Velan	232 589	201 819	1 310
Groupe Dorchester/St-Damase	227 000	75 000	1 000
Uniforêt	226 234	382 794	974
Pomerleau	225 000	240 000	1 400
Cogeco	214 949	510 535	995
Telemedia	206 611	165 448	997
Royal Aviation	203 707	82 243	450
Sico	185 334	96 989	817
Ivanhoe	178 292	1 812 436	221
Data Business Forms	165 000	200 000	1 100
Groupe Forex	160 100	298 951	630
Lassonde Industries	160 002	112 725	515
Groupe Deschênes	160 000	150 000	540
Groupe Park Avenue	160 000	55 000	215
Sous-total:	55 609 029	73 656 264	222 373
QUÉBEC ANGLAIS			
BCE	28 167 000	41 261 000	121 000
Alcan Aluminium	10 382 450	12 780 845	33 000
Ivaco	1 366 752	1 278 356	6 535
Groupe Saputo	385 000	400 000	746
Sodisco-Howden	357 182	97 217	500
Olco Petroleum Group	342 441	114 572	112

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Commonwealth Plywood	278 598	128 251	2 000
Unican Security Systems	240 068	197 765	2 400
Recochem	179 806	61 071	500
Sous-total:	41 699 297	56 319 077	166 793
CANADA ANGLAIS			
Seagram	16 396 859	29 494 104	30 000
George Weston	12 709 000	5 441 000	75 000
TransCanada PipeLines	10 790 600	12 615 400	2 663
Thomson Corporation	10 531 083	18 054 914	50 000
Noranda	9 515 000	14 915 000	33 000
Onex Corporation	8 856 895	3 758 372	42 000
Canadian Pacific	8 684 000	15 215 900	34 200
Brascan	8 680 000	32 698 000	60 000
Oshawa Group	6 383 500	1 472 100	17 041
Hudson's Bay	6 007 212	3 816 269	57 000
Magna International	5 856 200	4 383 900	26 800
Petro-Canada	5 514 000	7 769 000	5 679
MacMillan Bloedel	5 043 000	4 830 000	13 497
Air Canada	4 880 000	5 386 000	19 868
Westcoast Energy	4 875 000	9 563 000	5 991
NOVA	4 686 000	10 048 000	6 200
Inco	4 233 978	10 474 125	16 308
Canadian National Railway	4 159 000	6 236 000	21 589
McCain Foods	4 136 664	2 466 996	12 500
Saskatchewan Wheat Pool	4 133 241	1 203 818	3 684
Jim Pattison	3 400 000	1 700 000	17 000
Maple Leaf Foods	3 210 129	1 488 228	12 111
Laidlaw	3 130 366	6 748 866	66 000
Canadian Airlines	3 096 400	1 866 700	15 500
Dofasco	2 942 000	3 774 500	7 000
Stelco	2 941 000	2 488 000	12 076
Empire	2 915 193	1 731 387	16 400
Charlwood Pacific	2 910 000	2 000 000	6 000
Abitibi-Price	2 590 000	2 499 000	6 500
United Dominion Indust.	2 575 509	2 217 994	11 000

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Rogers Communications	2 482 953	6 014 315	10 500
Agrium	2 473 430	2 165 963	4 500
IPL Energy	2 457 900	5 761 100	5 000
Federated Co-operatives	2 242 343	884 890	2 296
Alberta Wheat Pool	2 128 120	625 807	1 366
Westburne	2 080 610	638 308	4974
Avenor	2 061 300	3 397 800	6 822
United Grain Growers	1 969 889	531 416	1 509
ATCO	1 937 300	4 364 100	5 500
Potash Corp Saskatchewan	1 914 314	3 418 807	4 490
TELUS	1 913 570	4 404 042	9 539
Hollinger	1 879 485	4 727 406	17 226
Finning	1 874 709	1 810 814	4 242
James Richardson	1 859 312	919 296	1 340
Rio Algom	1 833 487	2 087 389	2 337
PCL Construction Group	1 820 600	480 544	4 000
Barrick Gold	1 797 225	6 188 259	5 000
Canfor Corporation	1 790 900	2 034 683	5 005
Cominco	1 725 015	2 800 260	5 841
Repaq Enterprises	1 715 600	3 380 600	5400
Semi-Tech	1 692 100	3 495 200	100 000
Placer Dome	1 577 685	4 083 017	8 300
TransAlta Corporation	1 575 300	5 014 400	2 478
Extencicare	1 488 686	1 302 158	34 400
Russel Metals	1 447 715	709 797	1 900
Co-Steel	1 444 504	1 256 072	2 500
Kruger Inc.	1 432 269	2 253 859	6 500
XCAN Grain Pool	1 360 441	71 645	83
Cott Corporation	1 351 567	813 797	1 930
Ault Foods	1 346 505	609 289	2 800
Future Shop	1 303 828	354 716	6 000
Norcen Energy Resources	1 300 800	3 075 400	651
Methanex Corporation	1 289 566	2 427 557	890
Jannock Ltd	1 239 300	732 900	4 974
The Loewen Group	1 238 674	4 817 305	16 000

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Algoma Steel	1 227 871	1 347 036	5 263
Manitoba Pool Elevators	1 220 534	383 181	692
Talisman Energy	1 208 900	3 751 200	790
Molson	1 182 191	2 990 072	5 100
Torstar Corporation	1 176 822	1 322 763	4 950
CCL Industries	1 151 546	853 002	6 700
Dominion Textile	1 146 100	1 237 300	6 200
Agrifoods Inter. Coop.	1 132 000	1 000 000	3 000
Alberta Energy	1 115 800	3 892 200	763
Southam Inc.	1 095 650	1 106 800	8 161
Brookfield Properties	950 717	6 722 752	2 000
Acklands	925 817	518 938	4 700
Newbridge Networks	921 244	1 093 417	5 630
Premdor	917 902	600 000	4 250
Cara Operations	909 305	454 187	24 100
Gulf Canada Resources	909 000	3 476 000	1 735
BC Gas	901 400	2 427 100	2 000
AGRA	857 382	614 728	5 000
BC Sugar Refinery	848 554	496 432	1 239
Goldfarb Corporation	833 076	674 895	6 000
Schneider	826 100	253 171	4 000
Immet Mining	823 549	1 173 456	1 800
MDS	818 863	865 935	6 670
TrizecHahn	814 206	6 657 552	2 200
CAE	809 803	557 474	6 400
IPSCO	804 898	1 403 911	1 508
Philip Environmental	802 490	1 345 719	3 700
Slocan Group	796 299	972 786	2 400
Inter. Forest Products	775 170	740 546	3 400
Teleglobe	757 542	2 310 385	1 882
Drug Trading Company	742 983	175 524	806
Nova Scotia Power	741 200	3 064 700	1 907
Ellis-Don Construction	738 800	249 400	1 100
Trimac	736 620	743 937	5 736
Banister Foundation	715 568	372 426	1 000

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Call-Net Enterprises	712 600	575 500	1 400
Teck Corporation	702 279	2 580 082	3 358
Cineplex Odeon	695 016	882 909	7 662
Fednav	685 891	566 659	275
Doman Industries	680 205	1 276 103	2 050
Royal Group Technologies	675 092	835 998	3 600
Wajax	675 065	404 474	1 975
FPI	664 598	275 411	2 600
Rider Group	650 000	15 000	800
Canadian Natural Resources	636 810	2 062 633	293
Silcorp	633 819	100 175	1 300
Linamar Corporation	607 692	364 398	3 948
Maritime Teleg. & Teleph.	594 956	1 477 136	3 416
Cameco Corporation	590 861	1 778 582	1 300
North West Company	590 583	381 590	4 370
Manitoba Telecom Services	589 325	1 608 117	3 688
Shaw Communications	584 430	2 187 881	2 500
Mitel Corporation	576 400	517 100	4 050
Carlson Wagonlit Travel	566 365	24 959	900
Slater Steel	544 136	347 000	1 712
Toromont Industries	542 477	318 287	2 100
Wascana Energy	539 267	1 047 262	592
Spar Aerospace	538 043	328 842	2 507
Calgary Co-operative Ass.	537 555	154 009	3 500
United Farmers Alberta	534 903	176 998	712
Gendis	509 337	350 171	6 800
Anderson Exploration	506 114	2 073 251	622
Stampeder Exploration	505 046	911 894	137
CanWest Gas Supply	496 918	56 109	43
Hartco Enterprises	496 281	146 651	1 609
Samuel Manu-Tech	493 192	419 392	2 019
MFP Technology Services	486 145	850 121	197
Counsel	482 512	415 996	1 100
Co-op Atlantic	476 247	121 337	700

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Fortis	474 293	997 462	1 500
Suzy Shier	472 826	246 212	4 255
WIC	459 775	681 353	2 110
West.Inter.Communication			
Shaw Industries	457 548	337 138	2 165
Cantrex Group	457 368	108 620	120
Brunco	446 762	886 217	2 305
Simons International	445 000	400 000	3 000
Hewitt Equipment	437 852	233 811	1 100
Dorel Industries	425 816	252 863	2 700
Crestar Energy	421 800	1 227 400	410
Pétromont & Company	414 545	306 324	479
Ranger Oil	407 704	1 147 635	300
Export Packers	404 679	82 795	150
Reitmans	401 440	199 385	5 300
Taiga Forest Product	383 029	105 720	300
Poco Petroleum	378 107	1 616 260	343
W.G. Thompson & Sons	375 000	400 000	300
CanWest Global Communications	368 610	904 769	1 475
Riverside Forest	368 159	304 491	1 706
Sun Media	365 105	471 809	3 102
Mohawk Canada	354 001	109 302	256
Becker Milk	353 440	90 263	8
Highland Valley Copper	352 000	300 000	1 100
Forzani Group	343 397	148 708	4 200
Delta Hotels	341 525	400 000	6 000
Cinram	340 718	473 726	2 700
IMP Group International	335 000	300 000	3 000
CHC Helicopter	334 183	462 571	1 571
Ledcor Industries	332 856	400 000	1 500
Strong Equipment	332 091	224 318	950
Livent	331 733	306 048	1 884
Devtek Corporation	328 755	231 312	2 100
Pegasus Gold	326 882	1 033 717	1 118
Bracknell	325 884	151 576	2 000

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Astral Communications	324 736	264 553	1 835
Royal LePage	324 511	143 883	5 000
Harrowston	324 334	438 522	600
Lilydale Co-opérative	320 562	89 961	1 600
Ventra Group	320 193	208 197	2 017
LeBlanc & Royle Enterprise	316 335	264 864	2 000
Derlan Industries	311 673	270 596	2 182
A&W Food Services	311 000	300 000	2 487
Cambridge Shopping Centres	308 315	2 237 931	1 170
Vitran Corporation	303 577	138 709	1 500
Fletcher's Fine Foods	300 600	66 700	1 200
Ainsworth Lumber Company	300 000	404 700	1 200
Synergistics Industries	292 556	93 667	500
Newfoundland Capital	291 563	146 655	2 200
XL Foods	291 387	40 625	450
Leon's Furniture	289 241	193 089	1 700
Western Co-op. Fertilizers	286 751	165 699	77
Sherritt International	285 499	1 371 379	700
Canada 3000 Airlines	282 169	63 489	1 300
Kinross Gold	279 209	731 504	1 840
Intrawest	277 535	753 715	207
Palliser Furniture Holdings	277 210	300 000	2 600
Cognos	269 591	258 741	1 227
Alliance Communications	268 945	238 898	260
Duke Seabridge	265 002	300 000	000
Trimin Enterprises	261 407	191 238	6
Maple Lodge Farms	258 890	300 000	1 500
Royal Oak Mines	255 168	821 630	1 500
National Sea Products	252 795	143 970	1 400
Enerflex Systems	245 922	106 398	700
Ensign Resource Service	245 429	235 033	3 000
Dynacare	245 184	303 366	3 000
Prudential Steel	242 934	121 807	400
CHUM	239 232	275 026	1 470

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
GSW	238 987	110 934	1 032
N.M. Paterson & Sons	236 830	73 464	355
Markborough Properties	236 173	1 238 776	222
BioChem Pharma	233 618	572 265	1 000
MDC Communications	233 133	361 935	2 600
Baton Broadcasting	225 217	391 998	1 448
Dominion Compagny	224 572	58 706	391
Electrohome	223 654	150 833	736
Mark's Work Wearhouse	220 902	93 146	1 808
Homecare Building	220 000	23 000	22
Boart Longyear	219 110	85 583	1 200
ELAN Energy	218 189	688 205	115
Telesat Canada	216 793	832 541	437
Goodfellow	216 635	83 409	399
OSF	216 451	124 332	1 800
Harmac Pacific	212 200	313 600	710
Rigel Energy	211 882	704 490	175
AT Plastics	210 941	273 386	620
Armbro Enterprises	205 968	97 869	250
Interprovincial Cooperative	205 335	11 860	100
North American Fur Producers	205 307	126 250	55
Kaufel Group	204 229	245 931	1 640
White Rose Crafts & Nursery	203 626	98 234	2 700
CSL Group	202 926	245 026	440
Intermetco	201 970	87 685	250
Geac Computer Corporation	201 454	230 102	1 329
Gay Lea Foods Co-operative	200 816	54 665	418
Tarragon Oil & Gas	199 406	808 007	203
Wescast Industries	197 717	188 899	1 000
ATS Automation Tooling	196 927	181 151	1 400
Scotsburn Co-operative Serv.	193 915	51 820	610
Canbra Foods	191 463	69 825	250
American Iron & Metal	190 000	61 000	225

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Parkland Industries	188 036	101 399	165
Mullen Transportation	183 318	114 021	1 050
Lignum	183 000	78 000	302
Eastern Construction	179 361	200 000	430
Algoma Central	177 742	199 655	1 020
Chauvco Resources	177 125	637 436	181
Firan Corporation	177 050	91 224	909
EnerMark	176 564	551 544	190
Rand A Technology	175 374	93 250	470
Penn West Petroleum	173 773	464 705	150
Dreco Energy Services	172 245	109 022	713
Livingston Group	171 231	301 948	2 500
Primex Forest Products	170 672	91 169	500
CFM Majestic	168 418	235 338	1 500
UMA Group	167 071	57 402	815
Morrison Petroleum	165 020	801 984	292
A.L. Van Houtte	164 102	137 964	1 000
American Eco, Toronto	163 157	143 302	2 200
Precision Drilling, Calgary	163 102	175 567	1 200
Lindsey Morden, Toronto	162 266	93 087	1 633
Pallet Pallet, Toronto	161 522	70 834	523
Ideal Metal	160 943	56 571	300
Anchor Lamina	160 579	178 417	800
Gandalf Technologies	158 834	107 879	812
Compugen Systems	158 815	35 951	400
BOC Canada	158 009	173 570	588
Sous-total:	323 165 906	437 056 952	1 372 435
ÉTATS-UNIS			
General Motors	28 079 058	6 001 300	32 701
Ford Motor	25 536 617	8 805 958	25 818
Chrysler	17 060 000	5 854 000	14 000
IBM	9 500 000	9 000 000	13 323
Imperial Oil	9 240 000	10 524 000	7 483
Amoco Petroleum	6 269 833	6 047 087	2 100
Canada Safeway	4 732 900	1 193 700	30 599

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Sears	3 955 870	2 734 000	35 296
Moore Corporation	3 433 099	3 048 269	19 000
Mobil Oil	3 214 933	3 494 151	601
Ultramar	3 037 835	3 000 000	884
Anglo-Can. Telephone	2 797 800	5 498 100	14 350
Price Costco	2 702 000	2 000 000	6 800
Cargill	2 580 000	860 000	3 000
Great Atlantic & Pacific	2 372 317	560 940	20 400
Digital Equipment	2 300 000	500 000	3 000
Stone-Consolidated	2 286 438	3 890 458	6 300
General Electric	2 277 932	2 182 356	6 238
Novagas Clearinghouse	2 200 000	2 000 000	170
Medis Health & Pharma.	2 074 712	433 653	1 101
Pratt & Whitney	1 882 507	1 481 441	8 005
Chevron Resources	1 849 032	2 819 432	728
DuPont	1 827 437	1 597 191	3 520
SHL Systemhouse	1 800 000	1 000 000	7 000
McDonald's Restaurants	1 740 301	1 071 750	68 000
Weyerhaeuser	1 700 000	1 900 000	4 700
Suncor Inc.	1 685 000	2 824 000	2 324
West Fraser Timber	1 641 829	2 002 137	5 400
Procter & Gamble	1 500 000	1 500 000	2 900
Can. Occidental Petroleum	1 362 000	2 404 000	1 340
Textron	1 289 400	390 900	3 100
Xerox	1 232 631	1 558 197	4 296
Lear Corporation	1 161 767	244 320	2 700
John Deere	1 144 428	1 464 468	979
Emco	1 136 584	457 122	3 500
Nabisco	1 126 827	849 223	3 823
Lafarge	1 088 233	1 288 917	5 074
Chevron	1 031 175	1 000 000	442
Dow Chemical	1 014 000	1 000 000	1 544
Coca-Cola Beverages	956 727	571 876	3 600
Weldwood	892 457	1 009 099	3 210
GE Capital Technology	870 000	800 000	1 450

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Renaissance Energy	803 057	2 839 369	599
Northwood Forest Industries	798 276	758 366	2 448
Itochu	796 285	55 194	35
Compaq	757 900	1 000 000	173
PPG	751 267	531 979	2 100
Southland	745 681	139 849	5 500
3M	731 537	449 014	1 853
Babcock & Wilcox Industries	723 066	362 129	1 670
BASF	722 000	242 000	1 000
Rockwell International	719 848	1 004 000	2 000
Ford Electronics Manufac.	680 904	600 000	1 650
DMR Consulting Group	650 000	121 608	5 700
Johnson & Johnson	600 585	422 034	1 806
Johnson Controls	590 100	500 000	000
Cadillac Fairview	585 875	3 312 361	1 474
Van Waters & Rogers	583 236	212 417	517
Canada Starch	573 841	430 843	1 000
Wyeth-Ayerst	567 945	827 853	1 700
Canon	565 566	303 727	1 307
Monsanto	559 175	222 207	675
Merck Frosst	535 000	500 000	1 200
Navistar Inter Corporation	530 763	304 316	1 726
Honeywell	500 000	250 000	2 800
Scott Paper	486 284	399 529	1 700
Campbell Soup	473 886	686 150	1 350
Consumers Packaging	462 326	427 423	2 324
Echo Bay Mines	459 964	1 140 538	2 281
EDS	457 203	482 569	2 500
Corel	455 944	538 503	1 475
AlliedSignal	444 210	365 141	2 600
Mercedes-Benz	427 416	156 970	371
Homestake	396 134	677 031	282
Computing Devices	376 533	265 600	1 092
Uni-Select	360 179	145 275	612

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés
Canadian Forest Oil	345 953	274 041	65
Quaker Oats Company	340 223	142 200	982
NCR	340 000	300 000	1 451
Budd	338 573	132 195	1 547
Ralston Purina	330 879	119 980	842
Hoechst Marion Roussel	328 803	479 801	769
McDonnell Douglas	322 792	239 068	1 500
Pfizer	317 109	400 000	850
Black & Decker	298 909	136 483	710
Fluor Daniel	287 411	64 911	550
CE Franklin	258 877	87 949	325
Bechtel	257 597	23 685	550
Murphy Oil	251 160	849 362	207
Athabasca Oil Sands Trust	250 428	433 516	5
Pitney Bowes	240 663	594 990	1 224
Eli Lilly	235 000	165 905	350
Ingersoll-Rand	227 649	330 679	844
Sidus Systems	226 435	90 473	245
Inter. Minerals & Chemical	223 953	205 945	900
Unisys	215 000	151 600	600
CGC	195 790	117 981	677
Avon	190 498	97 415	1 096
Dominion Bridge	189 778	86 154	1 200
Canadian Salt	183 000	150 000	1 000
Rohm & Haas	182 483	55 439	167
Procor	181 269	550 437	640
Harris	180 354	118 899	475
Halliburton	177 849	79 745	950
Imax Corporation	177 047	423 165	350
General Chemical	170 790	112 000	450
Georgetown Wire	169 543	200 000	481
ACC TelEnterprises	163 747	59 481	482
Oracle Corporation	160 000	53 000	672
ESSROC	159 827	229 816	300
Sous-total:	193 575 054	135 092 355	459 775

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés	Pays
AUTRES PAYS				
Imasco	9 436 000	59 749 000	57 300	Gr.-Bretagne
Shell	5 140 000	6 410 000	3 710	Pays-Bas
Canadian Tire	3 907 937	2 604 056	4 800	Barbade
Total Petrol (N.A.)	3 564 859	1 738 332	7 641	France
Mitsui & Company	3 061 806	289 065	109	Japon
Honda	2 974 983	2 000 000	2 300	Japon
Fletcher Challenge	2 362 500	2 912 400	5 932	Nlle-Zélande
Toyota	1 809 780	256 005	443	Japon
Marubeni	1 751 111	54 653	53	Japon
Unilever	1 500 844	938 562	3 816	Gr.-Bretagne
Mitsubishi	1 357 977	119 393	84	Japon
Hewlett-Packard	1 356 047	605 207	1 600	Pays-Bas
Husky Oil	1 272 868	2 982 677	1 400	Hong Kong
Sumitomo	1 271 000	1 000 000	52	Japon
Dylex	1 236 428	276 711	10 000	Bermudes
Bayer Group of Cos.	1 222 140	1 144 261	2 414	Allemagne
Nestlé	1 118 992	472 586	3 468	Suisse
Siemens Group of Cos.	963 354	596 875	3 758	Allemagne
Nissan	951 092	900 000	275	Japon
Beatrice Foods	921 354	1 000 000	3 100	Italie
ICI	847 000	664 000	2 550	Gr.-Bretagne
Sidbec-Dosco (ISPAT)	846 175	1 000 000	2 073	Gr.-Bretagne
Western Star Trucks Hold.	783 319	529 787	3 068	Singapour
Husky Inject. Molding Syst.	773 888	583 715	1 750	Japon
St-Lawrence Cement	753 431	718 748	2 099	Suisse
Volkswagen	705 094	214 965	263	Allemagne
Sony	605 596	250 762	1 250	Japon
ABB	592 059	331 469	1 977	Suisse
Nissho Iwai	561 758	59 865	28	Japon
Celanese	561 154	528 657	1 559	Allemagne
Mazda	552 186	99 928	144	Japon
Ciba-Geigy	508 635	308 960	1 500	Suisse
Consoltex Group	494 352	369 225	3 500	Pays-Bas
Rothmans	485 891	320 091	919	Pays-Bas

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés	Pays
ATI Technologies	466 598	208 484	800	Taiwan
CBR Cement	460 000	400 000	1 930	Belgique
Rolls-Royce Industries	445 364	369 388	2 600	Gr.-Bretagne
Volvo	390 522	132 459	235	Suède
Crestbrook Forest Indus.	390 164	976 128	1 121	Japon
Toshiba	364 540	300 000	000	Japon
Redpath Industries	347 759	471 878	332	Gr.-Bretagne
Canadian Fracmaster	347 146	310 257	768	Suisse
Sonepar Distribution	343 000	300 000	700	France
Twinpak	340 500	400 000	1 200	Australie
Philips	335 000	165 000	844	Pays-Bas
Domco	328 422	287 036	1 243	France
Premetalco	325 912	137 495	621	Gr.-Bretagne
Mayne Nickless	319 097	95 765	6 100	Australie
Prévost Car	306 974	211 830	1 212	Gr.-Bretagne
Astra Pharma	304 767	201 980	756	Suède
Winpak	291 519	178 111	1 237	Finlande
Meridian Technologies	290 110	311 644	1 234	Italie
Rhône-Poulenc	288 687	137 407	310	France
Cosmair	265 709	300 000	766	France
Monarch Development	251 984	369 151	251	Gr.-Bretagne
Marconi	251 489	431 274	1 586	Gr.-Bretagne
Kanematsu	234 918	45 871	26	Japon
Leisure Group	232 132	141 625	448	Gr.-Bretagne
Uniboard	225 714	256 066	640	Allemagne
Tarmac	220 330	202 231	678	Gr.-Bretagne
GEC Alsthom	216 686	230 571	1 600	France
Cadbury Beverages	214 792	571 767	315	Pays-Bas
TVX Gold	210 259	906 586	2 300	Brésil
Lumonics	209 116	186 097	920	Japon
Mitsubishi Electric Sales	201 000	200 000	110	Japon
Champion Road Machinery	200 003	90 503	800	Suède
Francosteel	194 976	30 857	16	France
Numac Energy	192 385	689 596	211	Hong Kong
Sanyo	185 165	99 588	122	Japon

Annexe 29 — LES 500 PLUS GRANDES SOCIÉTÉS

Sociétés	Revenus 000 \$	Actifs 000 \$	Employés	Pays
Atlas-Copco	177 039	58 671	300	Suède
Sous-total:	66 621 388	102 435 271	169 267	
TOTAL:	680 670 674	804 559 919	2 390 643	

Sources : Survey of Industrials, The Financial Post Datagroup.

Note : Certains actifs sont approximatifs.

Annexe 30

Impact économique d'une production de
100 millions de dollars de chacun des
secteurs productifs sur la main-d'œuvre et
les salaires et gages avant impôts

Page 390

Secteur productif	Main-d'œuvre (personnes-années)			Salaires et gages avant impôts		
	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Pre- miers effets indi- rects	Effets totaux
	n			ooo \$		
Agriculture	461	210	897	7 009	5 475	18 700
Abattage forestier	674	333	1 177	28 310	9 980	43 298
Pêche, chasse et piégeage	818	178	1 157	14 639	5 553	24 781
Mines, carrières et sablière	665	241	1 077	30 091	8 573	43 850
Industries aliments boisson	452	243	954	14 069	6 028	27 178
Industries du Tabac	0	0	456	0	0	20 638
Industries du caoutchouc	708	154	1 031	21 912	5333	32 385
Industries du cuir	1 297	181	1 655	25 149	4 603	34 682
Industries du textile	741	226	1 158	20 891	6 828	33 308
Bonneterie	1 242	289	1 733	27 495	7 743	41 044
Industries de l'habillement	1 322	324	1 864	24 903	8 700	39 872
Industries du bois	852	305	1 455	21 280	10 167	40 225
Ind. meuble articles ameublement	1 198	249	1 669	29 138	7 669	43 401
Industries papier activités connexes	469	243	966	20 113	8 922	36 787
Imprimerie, édition activités connexes	779	226	1 200	28 573	8 285	43 001

Secteur productif	Main-d'œuvre (personnes-années)			Salaires et gages avant impôts		
	Effets directs	Premiers effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Pre- miers effets indi- rects	Effets totaux
	n			ooo \$		
Industries métalliques primaires	327	144	654	16 391	6 235	27 958
Fabrication de produits en métal	818	193	1 211	25 021	6 980	38 272
Fabrication de machines	683	168	1 043	23 943	5 950	35 722
Fabrication équipement transport	500	164	802	20 204	6 058	30 516
Fabrication produits électrique	597	172	942	22 325	6 090	33 749
Fabrication produits minéraux	668	229	1 106	23 302	7 690	37 135
Fabrication produits pétrole	54	33	154	2 846	1 172	5 876
Industries chimiques	360	189	708	14 888	6 511	26 107
Industries manuf. diverses	0	0	1 418	0	0	38 944
Construction	718	289	1 267	27 606	8 982	44 302
Transports et entreposage	1 049	300	1 508	36 244	9 292	50 289
Communications	1 052	222	1 366	44 573	7 215	54 569
Services d'utilité publique	407	63	505	19 992	2 127	23 152
Commerces de gros et de détail	2 192	228	2 525	47 604	7 426	58 227
Finances ass. affaires immobilières	831	227	1 148	26 866	7 404	37 029
Services personnels et de santé	1 597	275	2 050	33 580	8 139	46 666
Services fournis aux entreprises	1 534	283	1 914	49 192	8 553	60 706
Services divers	2 163	219	2 474	50 707	6 592	60 053
TOTAL:	27 228	6 800	41 244	798 856	216 275	1 232 422

INDEX DES ANNONCEURS

- 545 Allard, Pierre, C.A.
537 Alcan
539 Banque Laurentienne du Canada
549 *Bulletin d'histoire politique*
549 *Cahiers d'histoire du Québec*
550 *Cap-aux-diamants*
554 Club des 100 associés
540 CSN
542 *Devoir, Le*
538 Fondation du *Devoir*, La
536 Fonds Optimum
C4 Fonds de Solidarité
541 Hydro-Québec
549 *Journal des enseignants*
548 Labelle, Pierre-Bernard, notaire
547 Laboratoire D' Renaud
547 Lamond & Fils Ltée
543 Loto Québec
550 *Magazine Gaspésie*
545 Mouvement national des Québécoises et Québécois
547 Poitras, Larue & Rondeau Inc.
549 *Relations*
547 Sansregret, Taillefer et Associés
545 Société des Alcools du Québec
546 Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
545 Société Saint-Jean-Baptiste du Centre du Québec
Société nationale d'assurance
548 Syndicat des communications de l'énergie et du papier
547 Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la SAQ
547 Tassé & Associés Limitée
547 Translatex Communications Plus
Veilleux, Marc, Imprimeur Inc.

BAnQ NUMÉRIQUE

Page(s) manquante(s) ou non-numérisée(s)

Veillez vous informer auprès du personnel de BAnQ
en utilisant le formulaire de référence à distance, qui se trouve en ligne :

https://www.banq.qc.ca/formulaires/formulaire_reference/index.html

ou par téléphone **1-800-363-9028**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

« Franchement, est-ce que j'ai une tête
à ne pas prendre l'avenir au sérieux? »

L'avenir n'est pas une
notion intemporelle.
Pour le constater, il
suffit de poser sa main
sur la tête d'un enfant.
On comprend alors à
quel point l'avenir est
proche. C'est en pen-
sant à tous ces enfants
qu'Alcan, avec la com-
plicité de ses employés,
travaille à leur bâtir
une société meilleure.

Alcan prend vraiment
l'avenir très au sérieux.



L'AVENIR EST SI PROCHE

Bravo

aux 80 années de succès
de l'Action **NATIONALE** !

une alliée dans la diffusion
de l'essence de la société québécoise.

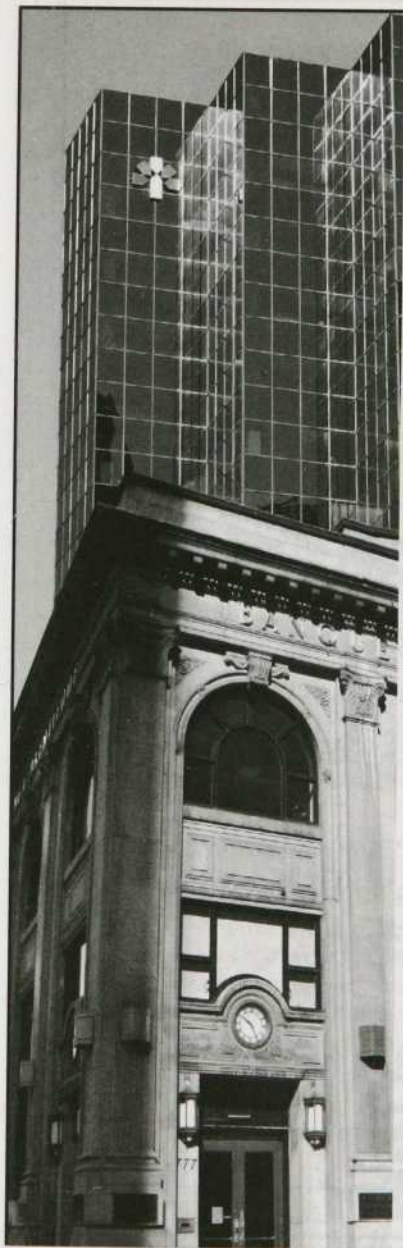
Hommages

à ses fidèles lecteurs et amis

dont l'appui soutenu est un gage de pérennité.

Fondation du DEVOIR

Moteur et stimulant reflet de l'évolution culturelle de la société québécoise depuis 87 ans, Le Devoir s'est doté d'un important élément de santé financière: la Fondation du Devoir. Fondée en 1956 et relancée en 1990, la Fondation du Devoir joue un rôle de soutien crucial en ce qui a trait aux appels de fonds, aux offres d'actions au grand public, à la sollicitation de placements publicitaires et au recrutement d'abonnés.



C'est avec fierté
que nous soulignons
les 80 ans d'essor
de *L'Action nationale*,
une revue qui,
comme nous,
contribue activement
au développement
du Québec.



L'ÂME DE CE PAYS

S'il est venu le temps
de se donner un pays,
il importe de savoir
ce que nous en ferons.

L'Action nationale
a accompagné le Québec
tout au long de ce siècle.
Elle apporte à nouveau
une pièce majeure
dans la patiente construction
de notre projet collectif.

La CSN salue cette initiative
qui contribue à la qualité
de nos débats.





Jus 100 % naturel

À la maison, au travail, partout, quand vous tirez votre « jus » d'ici, vous puisez vos watts à la source et vous êtes tout naturellement branchés sur une qualité de vie respectueuse de l'environnement et du bien-être de la collectivité. Bref, sur l'avenir!



LE DEVOIR

*Un journal engagé
pour des gens exigeants*



Le Devoir
est un journal
moderne, conçu pour ses
lecteurs qui sont des gens
actifs, présents dans leurs milieux.
C'est un journal intelligent crédible,
influent. Un journal d'information qui
traite de toutes les grandes ques-
tions, qu'elles soient locales ou
internationales, politiques ou
économiques, culturelles ou
sociales. Un journal de réfé-
rence incontournable par sa
rigueur et sa
profondeur.

Le plus Beau
quotidien
du monde

The Society of News Payers Design à l'occasion de son quinzième concours annuel a décerné 14 prix au Devoir.

**UN ATOUT
POUR L'ÉCONOMIE
DU QUÉBEC**



loto-québec

MARC VEILLEUX
IMPRIMEUR INC.

- **Livres (200 à 10 000 exemplaires)*
- **Manuels techniques*
- **Listes de prix*
- **Rapports internes*
- **Catalogues*
- **Listes de membres et répertoires*
- **Rapports annuels et agendas*
- **Dépliants*
- **Brochures*



1340, rue Gay-Lussac, section 4, Boucherville, Qc J4B 7G4
Tél.: (514) 449-5818 • Fax: (514) 449-2140

ATNA SOCIÉTÉ
NATIONALE
D'ASSURANCE

FILIALE D'OPTIMUM GÉNÉRAL INC.
Partenaire Optimum®

425, boul. de Maisonneuve Ouest,
Bureau 1500,
Montréal H3A 3G5


(514) 288-8711

L'expérience

DE LA

qualité



La modération a bien meilleur goût.  Eduse Alcool



Société
des alcools
du Québec



Pierre Allard
Comptable agréé

Pierre Allard, c.a.

980, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 308
Montréal (Québec)
H3C 1A8
Téléphone : (514) 874-0838
Télécopieur : (514) 874-3638



Plus de
32 000 membres
au cœur
du Québec

SSJB CENTRE DU QUÉBEC

449, rue Notre-Dame, Drummondville
819-478-2519

Organisme régional d'entraide
et de fierté québécoise



SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL
Maison Ludger-Duvernay

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal H2X 1X3
Tél. : 843-8851 Télécopieur : 844-6369

**Mouvement national
des Québécoises
et Québécois**

2207, rue Fullum, Montréal
(Québec) H2K 3P1
Téléphone : 527-9891
Télécopieur : 527-9460



*Avec les hommages
du MNQ et de ses
sociétés affiliées*

BIJOUTERIE EMBLÉMATIQUE

C. Lamond & Fils Ltée
Robert Bourget, Président

125, rue Alfred
St-Gabriel-de-Brandon
(Québec) J0K 2N0
Tél. : 1 800 567-9721

ASSURANCES

Poitras, Larue & Rondeau Inc.

Courtier d'assurances

3925, rue Rachel Est, bur. 200

Montréal H1X 3G8

Tél. : (514) 899-5377

LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS
DU QUÉBEC, INDISPENSABLE
DANS UN QUÉBEC SOUVERAIN
... PRÉSENTE DANS 55 PAYS.



Syndicat des employés
de magasins et de
bureaux de la SAQ

Depuis le temps,
on s'y connaît



1065, rue Saint-Denis
Montréal H2X 3J3
Tél. : (514) 849-7754
1-800-361-8427
(extérieur de Montréal)

Denis Laberge
Conseiller en placements

Tassé & Associés, Limitée

830, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1200
Montréal (Québec) H3B 1S6 Tél. : (514) 879-3900

TRANSLATEX + Communications

RÉDACTION
RÉVISION
TRADUCTION

Claude Ghanimé

MONTREAL

1600, rue Notre-Dame Ouest
Bureau 209A, Montréal (Québec) H3J 1M1
(514) 935-9282 / Téléc. : (514) 935-2672

OTTAWA

309, rue Cooper
Ottawa (Ontario) K2P 0G5
(613) 234-4941

Internet : 70711.30121@compuserve.com



LABORATOIRE DR RENAUD

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE À L'AVANT-GARDE
DE LA SCIENCE DERMOCOSMÉTIQUE

1040, AVENUE ROCKLAND, OUTREMONT H2V 3A1



Successeur de M Jacques Brien

M Pierre Gravel

M Ronald-E. Laviolette
Notaires

M^c PIERRE-BERNARD LABELLE, D.E.C., I.L.L., D.D.N.

NOTAIRE ET CONSEILLER JURIDIQUE

Édifice Girardin

1259, rue Berri, bureau 325

Montréal, Québec H2L 4C7

Tél. : 845-2255

844-4514



Sansregret, Taillefer & Associés inc.

Conseillers et administrateurs en avantages sociaux

Michel Taillefer
président

Téléphone : (514) 355-7869 / 1-800-782-5799

Télécopieur : (514) 355-7923

5125, rue du Trianon, bureau 308, Montréal (QC) H1M 2S5

Le Syndicat des communications de l'énergie et du papier

rend hommage aux 80 ans de *L'Action nationale*

545, boul. Crémazie E., bureau 1401, Montréal H2M 2V1

BULLETIN D'HISTOIRE POLITIQUE

Prix : 30 \$ – étudiants : 20 \$

Faites parvenir un chèque à :

AQHP, a/s P. Drouilly, Département de Sociologie

UQAM, C.P. 8888, Succ. Centre-ville, Montréal H3C 3P8

Téléphone : (514) 987-8427

ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL

LES ENSEIGNANTS

Mensuel national de l'actualité pédagogique
publié 10 fois l'an de septembre à juin

25 \$ par année ou 42 \$ pour deux ans : taxes incluses

Envoyez vos noms et
adresses et votre chèque
ou mandat-poste à :

Journal LES ENSEIGNANTS
1316, Domaine du Moulin
L'Ancienne-Lorette, Québec
G2E 4N1
Téléphone ou télécopieur :
(418) 872-6966

relations

Revue d'analyse sociale, politique et religieuse

Pour comprendre le fond des choses !

■ un an (10 nos) : 26 \$ ■ deux ans : 47 \$ ■ à l'étranger : 27 \$

Communiquer avec Mme Hélène Desmarais
25 ouest, rue Jarry, Montréal H2P 1S6 Tél. : 387-2541

taxes incluses

Pour aider à lire le présent et à imaginer l'avenir

Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle

Abonnement annuel : 35,00 \$; le numéro : 19,95 \$ (taxes non comprises)
vente et information

Les Publications du Québec, C.P. 1005, Québec, Québec G1K 7B5

Téléphone : (418) 643-5150 Télécopieur : (418) 643-6177

PASSEZ À L'HISTOIRE!

Depuis 1985, *Cap-aux-Diamants* vous présente les multiples facettes de l'histoire du Québec. Chaque parution explore une thématique captivante. Découvrez la grande ou la petite histoire d'ici racontée par des auteurs choisis pour leur compétence. De plus, retrouvez une multitude de photographies et illustrations d'époque. Alors...

Passez à l'histoire
et abonnez-vous!

LA REVUE
D'HISTOIRE
DU QUÉBEC

CAP-AUX-DIAMANTS

POUR VOUS ABONNER

JE M'ABONNE (taxes incluses)

Pour 1 an (4N^o 30\$), pour 2 ans (8N^o 55\$)

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROV. _____

CODE POSTAL _____

TÉL.: () _____

(Vous recevrez le prochain No: Mars, juin, septembre ou décembre)

Par téléphone: (418) 656-5040

Par télécopieur: (418) 656-7282

Par la poste:

C.P. 26, succ. Haute-Ville

Québec QC G1R 4M8

MAGAZINE **GASPÉSIE**

Un courant d'avenir en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Le seul magazine gaspésien !

Publié par le Musée de la Gaspésie en collaboration
avec le CRCD de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Socio-économique, culture et arts, histoire et patrimoine.

*Pour ceux qui s'intéressent à la Gaspésie d'hier
et d'aujourd'hui.*

80, boul. De Gaspé, C. P. 680, Gaspé G0C 1R0
Téléphone : 418-368-1534 — Télécopie : 418-368-1535

LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

Président honoraire

François-Albert Angers

Président

Robert Laplante

Vice-présidente

Danielle Gagné

Secrétaire

Jean-François Nadeau

Trésorière

Isabelle Le Breton

Conseillers

Jean-Jacques Chagnon

Paul-Émile Roy

Ex-officio

Rosaire Morin

Secrétariat

Directrice

Marie-Laure Prunier

Claire Caron

Sylvie Chagnon

Yves Fortin

Denise Joyal

Laurence Lambert

Régine Le Bourhis

Relationnistes

Monique Michaud

Membres

Pierre Allard

René Blanchard

Nicole Boudreau

Guy Bouthillier

Jean-Charles Claveau

Claude Duguay

Jean-Pierre Dupuis

Pierre Dupuis

Jean Genest

Pierre Lamy

Colette Lanthier

Alain Laramée

Yvon Leclerc

Jean-Marc Léger

Delmas Lévesque

Jacques Martin

Denis Monière

Jacques-Yvan Morin

Pierre Noreau

Gilbert Paquette

Gilles Rhéaume

Jean-François Simard

Pierre Trépanier

Membres honoraires

Thérèse Baron

Christiane Bérubé

Jacques Boulay

Hélène Chénier

Lucia Ferretti

Yvon Groulx

Léo Jacques

Jean-Marcel Paquette

Roméo Paquette

Hélène Pelletier-Baillargeon

Juliette Rémillard

Membres émérites

Louise-C. Brochu

Michel Brochu

Marcel Laflamme

Georges Meyers

Anna-L. Normand

COMITÉ ÉDITORIAL

François Aquin, avocat, Montréal

Louis Balthazar, politologue, Université Laval

Claude Bariteau, anthropologue, Université Laval

André Beauchamp, sociologue, Montréal

Jules Bélanger, historien, Gaspé

Jean-Guy Bissonnette, directeur de la recherche, Centraide

Claire Bonenfant, sociologue, Québec

Gérard Bouchard, sociologue, UQAC

Henri Brun, constitutionnaliste, Université Laval

Claudette Carbonneau, première vice-présidente, CSN

Paul-André Comeau, journaliste, Montréal

Marcel Couture, président, *Forces*

Fernand Daoust, vice-président, Fonds de Solidarité

Bernard Descôteaux, rédacteur en chef, *Le Devoir*

Nicole de Sève, conseillère, CEQ

Clermont Dugas, géographe, UQAR

Andrée Ferretti, écrivaine, Cowansville

Lucia Ferretti, historienne, Montréal

Danielle Gagné, administratrice, Longueuil

Alain-G. Gagnon, professeur, Université McGill

Pierre Graveline, écrivain, éditeur, Montréal

Jean-Claude Guérard, économiste, HEC

Roger Guy, professeur, UQAT

André Joyal, économiste, UQTR

Pierre-André Julien, économiste, UQTR

Jacques Lacoursière, historien

Claude Lafleur, directeur général, UPA

Danielle Lafontaine, sociologue, UQAR

Guy Laforest, politologue, Laval

Andrée Lajoie, constitutionnaliste, Université de Montréal
Pierre Lamonde, économiste, Fonds de Solidarité
Simon Langlois, sociologue, Université Laval
Colette Lanthier, psychologue, Secrétariat à l'action communautaire
Robert Laplante, sociologue, Ville de Montréal

Alain Laramée, professeur, Télé-Université
Léo-Paul Lauzon, professeur, UQAM
Lise Lebrun, action communautaire, Montréal
Jean-Marc Léger, directeur, Fondation Lionel-Groulx
Pierre Marois, avocat, Saint-Lambert

Yves Martin, sociologue, démographe, Lac-Brôme
Suzanne Messier, démographe, ministère de l'Éducation
Denis Monière, politologue, Université de Montréal
Jacques-Yvan Morin, constitutionnaliste, Université de Montréal
Pierre Noreau, sociologue, UQAT

Ferdinand Ouellet, ex-sous-ministre, Saint-Roch-des-Aulnaies
Michel Paillé, démographe, Conseil de la langue française
Pierre Paquette, secrétaire général, CSN
Micheline Paradis, directrice, *Ma Caisse*, Desjardins
Hélène Pelletier-Baillargeon, écrivaine, Outremont

Henri-Paul Proulx, secrétaire général, Solidarité rurale
Guy Rocher, sociologue, Université de Montréal
Bruno Roy, président, Union des écrivaines et des écrivains
Jean-Claude Tardif, conseiller, CEQ
Hélène Tremblay, rectrice par intérim, UQAR

Rodrigue Tremblay, économiste, Université de Montréal
Daniel Turp, professeur titulaire, Université de Montréal
Pierre Vadeboncœur, écrivain, Outremont
Monique Vézina, présidente du MNQ

CLUB DES 100 ASSOCIÉS

Monsieur Fernand Allard

Madame Gabrielle Allen

Monsieur François-Albert Angers

Monsieur Gaston-A. Archambault

Monsieur Paul Banville

Monsieur Henri Blanc

Madame Antoinette Brassard

Monsieur Gérard Deguire

Monsieur Bob Dufour

Monsieur Yves Dubaime

Monsieur Henri-F. Gauthrin

Monsieur Paul Grenier

Monsieur Yvon Groulx

Madame Anne Lagacé-Normand

Monsieur Bernard Lamarre

Monsieur Louis Morache

Monsieur Rosaire Morin

Monsieur René Richard

Monsieur Jacques Rivest

Monsieur Yvan Roy

Madame Cécile Vanier

L'Action

NATIONALE

Volume LXXXVII, numéros 11 et 12
Novembre et décembre 1997

Directeur

Rosaire Morin

Adjointe au directeur

Laurence Lambert

Administratrice

Marie-Laure Prunier

Analyse sociale

Michel Rioux

Recherche

Claire Caron

Comptes rendus

Gilles Rhéaume

Revision

Marc Veilleux

Comité de rédaction

Jacques Brousseau

Catherine Escogido

Andrée Ferretti

Robert Laplante

Ronald-É. Laviolette

Lise Lebrun

Denis Monière

Martin Poirier

Michel Rioux

Comité de lecture

Jean-Jacques Chagnon

Jean-Pierre Dupuis

Lucia Ferretti

Colette Lanthier

Alain Laramée

Pierre Noreau

Christiane Pelchat

Paul-Émile Roy

Janine Thériault

Prix André-Laurendeau

Membres du jury

Jules Bélanger

Lucia Ferretti

Colette Lanthier

Mise en pages

Guy Verville

Impression

Marc Veilleux, Imprimeur
à Boucherville

Champ d'action

La revue s'intéresse à tous les aspects de la question nationale. Des orientations cohérentes sont proposées pour bâtir le Québec de demain.

Liberté d'expression

L'Action nationale fait appel à un grand nombre de collaboratrices et de collaborateurs. Elle ouvre ses pages aux jeunes et aux experts. Respectueuse de la liberté d'expression, elle admet les différences qui ne compromettent pas l'avenir de la nation.

Rédaction

L'article demandé peut comprendre de 10 à 20 pages. Le compte rendu d'un livre peut compter une ou deux pages. Un article soumis sans entente préalable peut varier de 5 à 8 pages. L'envoi du manuscrit et de la disquette facilite nos travaux. Le texte vulgarisé est la forme d'écriture souhaitée.

Index

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans « *L'index des périodiques canadiens* » depuis 1948, dans « *Périodex* » depuis 1984, dans « *Repères* » publié par SDM Inc. et à la Bibliothèque nationale du Québec depuis 1985.

Reproduction

La traduction et la reproduction totale ou partielle des textes publiés dans *L'Action nationale* sont autorisées à condition que la source soit mentionnée.

L'ACTION NATIONALE

425, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1002
Montréal (Québec) H3A 3G5

Téléphone : 514-845-8533

Télécopieur : 514-845-8529

Abonnement 1 an 10 numéros

Québec, Canada	38,00\$
Étudiant, Québec	22,00\$
France	300,00FF
Autres pays	65,00\$
Abonnement de soutien	100,00\$
Club des 100 Associés	1 000,00\$

Abonnement 2 ans 20 numéros

Québec, Canada	70,00\$
Étudiant, Québec	40,00\$
France	540,00FF
Autres pays	118,00\$

ISSN-0001-7469
ISBN-2-89070

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Périodicité : 10 numéros par an

L'Action nationale

Les 80 000 pages publiées par la revue depuis 80 ans constituent une contribution efficace au développement du Québec.

Prix Richard-Arès

Le prix Arès a pour objectif de promouvoir la culture nationale.

Prix François-Albert Angers

Le prix Angers vise à susciter un intérêt accru pour la coopération.

Prix André-Laurendeau

Le prix reconnaît les meilleurs articles publiés dans la revue au cours de l'année.

Fondation Esdras-Minville

Cette fondation recueille des fonds dont les revenus financent en partie les activités de la revue.

Fondation Gaston-Beaudry

Cette fondation facilite des travaux de recherche sur la question économique.

L'ACTION NATIONALE

425, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 1002
Montréal (QC) H3A 3G5
Téléphone : 514-845-8533
Télécopieur : 514-845-8529

*« Quand même vos espérances auraient été trompées
non seulement sept fois mais septante fois sept fois,
ne perdez jamais l'espérance. »*

Lamennais

Table des matières

Sommaire	5
I. Un chantier plein d'embûches	9
1. La crise de l'information	12
2. Le déni de l'information.....	13
3. L'incurie gouvernementale	16
4. Les objecteurs de conscience.....	19
5. La pénurie des ressources.....	21
II. Les réservoirs de capitaux	23
Trois données	27
1. Les marchés financiers.....	29
A. La bourse de Montréal.....	30
B. Les valeurs mobilières.....	32
2. Les banques.....	36
3. Les caisses de retraite	48
4. La Caisse de dépôt et placement.....	60
5. Les caisses populaires.....	68
6. Les sociétés d'assurances de personnes	73
7. Les assurances de dommages	79
8. Les sociétés de fiducie	82
9. Les sociétés d'épargne	86
10. Les compagnies de finance	87
11. Les fonds d'investissement	90
12. Les fonds mutuels	92
III. L'importance des fonds mutuels	93
1. Une mode grandissante	97
A. La définition.....	97
B. L'évolution.....	99

2. La méthodologie.....	100
3. Les sociétés analysées.....	101
A. Selon la province et la région.....	101
B. L'identification par provinces.....	104
a. Québec.....	104
b. Toronto.....	106
c. L'Ontario moins Toronto.....	109
d. L'Ouest canadien.....	110
e. Les Maritimes.....	112
C. Les sociétés milliardaires.....	113
D. Le premier de classe.....	116
IV. Les placements des fonds mutuels.....	123
1. Dans le secteur public.....	130
A. Les gouvernements.....	131
a. Le gouvernement du Québec.....	131
b. Le gouvernement du Canada.....	138
B. Dans le secteur hydro-électrique.....	144
a. Hydro-Québec.....	144
b. Canada anglais.....	147
C. Autres institutions publiques.....	148
a. Québécoises.....	148
b. Canada anglais.....	149
D. Le rendement.....	154
a. Les obligations gouvernementales.....	154
b. Les indices de placement.....	156
2. Dans les entreprises québécoises.....	158
A. Placements.....	162
B. Les entreprises québécoises oubliées.....	169
3. Les placements au Canada anglais.....	171
A. Les placements en Ontario.....	171
B. Les placements dans l'Ouest canadien.....	176
C. Les placements dans les Maritimes.....	179
4. Les placements hors Canada.....	181
A. Les placements en Asie.....	187
B. Les placements aux États-Unis.....	194
C. Les placements en Europe.....	198
D. Les placements en d'autres pays.....	203
V. L'anormalité anormale.....	209
1. Le deuxième plus vieux métier.....	211
A. La dictature des banques.....	212

<i>a. L'imbrication des administrateurs des banques</i>	212
<i>b. Les principales sociétés filiales</i>	214
<i>c. Le club des nouveaux riches</i>	216
B. Les valeurs mobilières.....	219
C. À la conquête des petits.....	221
2. Les vrais propriétaires des fonds mutuels.....	225
A. Les conseillers contrôlés.....	225
B. Les fonds mutuels des banquiers.....	227
C. Les fonds mutuels des assureurs.....	229
3. Les placements dans les banques.....	231
A. Canadiennes et étrangères.....	231
C. Les trois grands.....	233
4. Les placements dans les fonds mutuels.....	234
5. Les ressources humaines.....	236
A. Les gestionnaires et les conseillers.....	236
B. Les firmes de comptables.....	237
C. Les sociétés de fiducie.....	238
D. Les conseillers juridiques.....	239
E. La gestion au Québec.....	240
VI. Les répercussions	245
1. Les répercussions économiques.....	248
A. Le Québec à vendre.....	249
B. La mesure de notre taille.....	252
C. La nation en déroute.....	256
2. Les répercussions culturelles.....	258
A. L'influence anglicisante.....	259
B. L'insensibilité des entreprises.....	263
C. La solidarité francophone.....	264
3. Les répercussions sociales.....	266
A. Sur les personnes.....	266
B. Sur les régions.....	270
C. Les répercussions sur les institutions.....	271
4. Les répercussions politiques.....	274
A. Les maîtres.....	274
B. La dette publique.....	275
C. La stabilité politique.....	277
VII. Les objecteurs de conscience	283
1. L'ultralibéralisme.....	284
A. La libre circulation.....	288
B. L'abolition des frontières.....	293

C. « Il faut les écraser »	294
D. La liberté	296
2. Le capital étranger	299
A. Le mythe	300
B. La raison	302
VIII. « Il n'y a pas de projets »	305
Les chargés d'affaires	308
Les femmes et les hommes d'affaires	312
1. Un pays à bâtir	315
A. Une politique de la population	316
B. Le culte de la compétence	326
2. Des régions prospères	328
À l'heure de la mondialisation	329
La concertation	330
A. Le transport	331
B. L'industrie régionale	333
C. Le tourisme	339
3. Des ressources vitales	342
A. L'agriculture	342
B. Les forêts	347
C. Les mines	350
D. Les pêcheries	353
4. Une métropole à inventer	355
A. Une politique rentable	356
B. Un centre financier	357
C. Initiatives créatrices	358
5. L'action sociale	359
A. Les petits projets	360
B. Les petites coopératives	361
C. Les grandes coopératives	362
D. L'économie sociale	364
IX. Un plan de développement	377
1. Une vision de l'avenir	378
A. Un pays ou une colonie	380
B. La prospérité ou le prolétariat	381
C. Français ou anglais	384
2. Un projet global	385
A. Les priorités prioritaires	386
a. <i>Un projet de société</i>	387
b. <i>L'emploi</i>	389

B. Une politique de l'épargne.....	390
<i>a. Une stratégie québécoise</i>	391
<i>b. Une limite à la déportation</i>	393
C. Une législation réelle.....	395
<i>a. La constitution en société</i>	395
<i>b. Les caisses de retraite</i>	397
<i>c. Les marchés financiers</i>	398
<i>d. La Bourse de Montréal</i>	401
<i>e. La Caisse de dépôt et placement</i>	403
<i>f. Le secteur public</i>	404
<i>g. La coopération</i>	406
D. Éviter les folies.....	407
E. La solidarité.....	411
X. Conclusion : Mon pays, c'est le Québec !	415
XI. ANNEXES	419
Annonces	535

Les faits saillants

Les institutions de dépôt	24
L'actif des sociétés canadiennes de fonds mutuels	94
Placements des sociétés canadiennes de fonds mutuels	124
Les grandes banques torontoises	208
Les entreprises financières francophones	244
La libre circulation	282
Il n'y a pas de projets	306
Un plan de développement	376
Conclusion	414

Liste des tableaux

1.	Nombre d'employés, principales maisons de courtage au Québec	34
2.	Actif des banques canadiennes	38
3.	Répartition de l'actif des banques au Québec	39
4.	Titres ou valeurs mobilières des grandes banques	40
5.	Placements des fonds mutuels des banques / secteur public québécois	41
6.	Créances et engagements des banques canadiennes au nom de non-résidents	43
7.	Prêts douteux des 5 grandes banques torontoises	44
8.	Résidence des administrateurs des banques torontoises	47
9.	Répartition des placements de 26 caisses de retraite	52
10.	Placements de 26 caisses de retraite dans le secteur public québécois	53
11.	Placements de 26 caisses de retraite dans le secteur public canadien	54
12.	Avoir des déposants à la CDPQ	61
13.	Placements de la CDPQ, 1996	62
14.	Obligations de la CDPQ, à la juste valeur	62
15.	Obligations garanties par un gouvernement, à la juste valeur	63
16.	Obligations de la CDPQ au Québec	63
17.	Actions et valeurs convertibles de la CDPQ	64
18.	Sommaire du portefeuille des actions, CDPQ	65
19.	Placements de la CDPQ au Québec	66
20.	Répartition des prêts du Mouvement des caisses populaires	69
21.	Primes d'assurance(de personnes au Québec	74
22.	Primes d'assurance de dommages au Québec	80
28.	Sociétés de fiducie appartenant aux banques canadiennes	84
24.	Avoirs des sociétés dites d'épargne	87
25.	Évolution des fonds mutuels au Canada, 1982-1996	99
26.	Sociétés de fonds mutuels par provinces et régions	101
27.	Sociétés québécoises de fonds mutuels	104
28.	Sociétés torontoises des fonds mutuels	106-108
29.	Sociétés ontariennes de fonds mutuels (sauf Toronto)	109
30.	Sociétés albertaines de fonds mutuels	110
31.	Sociétés de fonds mutuels de Colombie-Britannique	111
32.	Sociétés manitobaines de fonds mutuels	112
83.	Sociétés de fonds mutuels des Maritimes	112
34.	Sociétés milliardaires de fonds mutuels	113-116

Liste des tableaux

35.	Placements d'Investors Group, secteur public québécois	117
36.	Placements d'Investors Group, secteur public Canada anglais	118
37.	Placements d'Investors, banques canadiennes et étrangères	119
38.	Répartition des placements d'Investors Group	120
39.	Placements des fonds mutuels	128
40.	Placements au gouvernement du Québec des fonds mutuels du Canada anglais	132
41.	Sociétés milliardaires du Canada anglais sans obligation du gouvernement du Québec	134
42.	Placements dans le gouvernement du Québec par les fonds mutuels québécois	136
43.	Placements des fonds mutuels milliardaires du Canada anglais / Gouvernement Canada	138-139
44.	Placements dans le gouvernement du Canada des fonds mutuels québécois	142
45.	Placements dans Hydro Québec par les fonds mutuels du Canada anglais	145
46.	Placements dans Hydro Québec par les fonds québécois	146
47.	Placements dans les entreprises hydroélectriques des autres provinces par les fonds québécois	147
48.	Placements dans les institutions sociales du Québec par les fonds mutuels du Canada anglais	149
49.	Placements dans les institutions sociales du Québec par les fonds québécois	150
50.	Placements dans les institutions sociales du Canada anglais par les fonds québécois	151
51.	Répartition entre les institutions québécoises des obligations des fonds québécois	158
52.	Placements au Québec par les fonds mutuels canadiens	153
53.	Rendements annualisés des obligations	154
54.	Placements des sociétés milliardaires du Canada anglais dans les entreprises québécoises	162
55.	Placements des fonds québécois dans les entreprises québécoises	165
56.	10 sociétés milliardaires de fonds mutuels qui ont investi le plus dans les entreprises québécoises	167
57.	Placements en Ontario par les sociétés milliardaires	178
58.	Placements en Ontario par les sociétés québécoises	174
59.	Placements dans l'Ouest	176
60.	Placements des milliardaires dans l'Ouest	177
61.	Placements des sociétés québécoises dans l'Ouest	178
62.	Placements des milliardaires dans les Maritimes	179
63.	Placements des sociétés québécoises dans les Maritimes	180

Liste des tableaux

64.	Placements hors Canada	184
65.	Placements des milliardaires hors Canada	185
66.	Placements des sociétés québécoises hors Canada	186
67.	Placements des milliardaires en Asie	187
68.	Placements des sociétés québécoises en Asie	188
69.	Placements des milliardaires aux États Unis	194
70.	Placements des sociétés québécoises aux États Unis	195
71.	Placements des milliardaires en Europe	199
72.	Placements des sociétés québécoises en Europe	200
73.	Placements des sociétés milliardaires en d'autres pays	204
74.	Placements des sociétés québécoises en d'autres pays	205
75.	Imbrication des administrateurs des 5 grandes banques	213
76.	Les principales filiales des 5 grandes banques	215
77.	Rémunération des 5 grands présidents de banques	218
78.	Valeurs mobilières des 5 banques torontoises	220
79.	Placements dans le gouvernement du Québec des fonds mutuels bancaires	221
80.	Part de marché des fonds mutuels contrôlés par les banques	228
81.	Sociétés de fonds mutuels des assureurs	230
82.	Placements dans les banques par les fonds canadiens	232
83.	12 fonds mutuels qui ont placé plus de 500 000\$ dans les banques	233
84.	Les 6 principaux bureaux de comptables	238
85.	Entreprises francophones parmi les 159 entreprises financières	253
86.	Entreprises francophones parmi les 500 plus grandes entreprises	255
87.	Population selon la langue maternelle	262
88.	Emprunts du gouvernement du Québec	276
89.	Élections générales 1944-1966-1976	297
90.	Évolution de la population depuis 25 ans	317
91.	Perspectives de la population pour 2016	319

La déportation québécoise

Les faits saillants

- Les *Québécois* ont placé **50 milliards \$** dans les fonds mutuels canadiens.
- Les *fonds mutuels* ont investi **14 milliards \$** au Québec au 31 décembre 1996.

**À ce jeu, les Québécois
ont perdu 36 milliards \$.**

L'actif des 132 sociétés canadiennes de fonds mutuels étaient de **236,7 milliards \$** au 31 décembre 1996.

La répartition des placements est la suivante

- | | |
|---|--|
| 1. 50,0 milliards \$ en Ontario | 7. 14,2 milliards \$ au Québec |
| 2. 42,5 milliards \$ dans les valeurs fédérales | 8. 10,8 milliards \$ en Colombie-Britannique |
| 3. 26,6 milliards \$ aux États-Unis | 9. 3,7 milliards \$ en d'autres pays |
| 4. 20,6 milliards \$ en Alberta | 10. 2,6 milliards \$ au Manitoba |
| 5. 18,6 milliards \$ en Asie | 11. 1,8 milliard \$ en Saskatchewan |
| 6. 15,5 milliards \$ en Europe | 12. 1,8 milliard \$ dans les Maritimes |
| | 13. 28,0 milliards \$ actifs divers |

Quelques placements au Québec des sociétés de fonds mutuels, en milliers \$, au 31 décembre 1996:

	Fonds du Québec	Fonds du Canada anglais
Obligations du Québec	950 087	819 083
Obligations fédérales	2 033 645	40 593 720
Hydro-Québec	84 332	48 761
Organisations municipales	50 453	1 008
Universités québécoises	7 799	0
Cégeps québécois	8 748	0
Commissions scolaires	11 920	0
Actifs	10 305 098	236 762 132

*Si les Québécoises et les Québécois
plaçaient leurs épargnes
dans des entreprises québécoises,
s'ils exigeaient que ces entreprises investissent
la moitié des 200 milliards \$ d'argent déporté
dans le développement du Québec,
selon l'origine de l'épargne :*

- des centaines de projets rentables prendraient naissance;
- des milliers d'emplois seraient créés au Québec dans l'industrie de la gestion et des finances;
- des centaines de milliers de personnes sans emploi trouveraient au Québec du travail permanent et bien rémunéré.
- le gouvernement du Québec encaisserait quelques milliards \$ de recettes fiscales qui éviteraient les coupures bêtes et méchantes.

*La libération sociale deviendrait une réalité
et les Québécoises et les Québécois
seraient maîtres de leur avenir.
Le pays à portée de main ne serait plus un rêve.*

« Le Fonds de solidarité nous a apporté bien plus que de l'argent à investir. Sa vision des affaires a contribué à enrichir notre propre façon de voir les choses. Aujourd'hui, il suffit de regarder les résultats: de nouveaux emplois, des profits, et le meilleur reste à venir. »

Allen Poiré
Président, Métallurgie Castech inc.



LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



19,95 \$

Envoi de publication
Enregistrement numéro 1162

1 800 361-5017 www.fondsftq.com

Vous êtes en bonne compagnie.